La politique de la ville en images : le cas de la Gran Misión Vivienda Venezuela (2011-2020)

Yaneira Wilson

▶ **To cite this version:**

Yaneira Wilson. La politique de la ville en images : le cas de la Gran Misión Vivienda Venezuela (2011-2020). Sociologie. CRH-LAVUE, 2020. Français. NNT : 2020PA100064 . tel-04223578

HAL Id: tel-04223578
https://hal.science/tel-04223578

Submitted on 30 Sep 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Université Paris Nanterre
200 av. de la République
92001 Nanterre Cedex
www.parisnanterre.fr

Membre de l'université Paris

École doctorale 395 : Milieux, cultures et sociétés du passé et du présent.
Centre de Recherche sur l'Habitat UMR 7218 LAVUE

Yaneira R. Wilson Wetter

La politique de la ville en images

Le cas de la *Gran Misión Vivienda Venezuela* (2011-2020)

Thèse présentée et soutenue publiquement le **14/09/2020**
en vue de l'obtention du doctorat de Architecture et ville de l'Université Paris Nanterre
sous la direction de M. Yankel Fijalkow (Université Paris Nanterre)

Jury * **:**

Rapporteur :	M. Enrico Chapel	Professeur, Architecte, HDR, ENSA Toulouse.
Rapporteur :	M. Marco Cremaschi	Professeur, Urbaniste et aménagement urbain, HDR. Science Politiques.
Membre du jury :	Mme. Isabelle Chesneau	Architecte, Maître de conférence ENSA Paris-Malaquais.
Membre du jury :	M. Alain Musset	Géographe, HDR, Directeur d'études de l'EHESS.
Membre du jury :	Mme. Paula Vasquez	Anthropologue, Chargée de recherche au CNRS.
Membre du jury :	M. Yankel Fijalkow	Professeur, Sociologue, HDR. ENSA Paris Val de Seine.

Yaneira R. Wilson Wetter

La politique de la ville en images

Le cas de la *Gran Misión Vivienda Venezuela* (2011-2020)

Thèse présentée et soutenue publiquement le 14/09/2020 en vue de l'obtention du doctorat d'Architecture et ville de l'Université Paris Nanterre sous la direction de Professeur M. Yankel Fijalkow (Université Paris Nanterre)

Équipe d'accueil :
Centre de Recherche sur l'Habitat (CRH)
École nationale supérieure d'architecture de Paris-Val de Seine.
3-15 Quai Panhard et Levassor
75013 Paris

UMR CNRS 7218 LAVUE
(Laboratoire Architecture, Ville, Urbanisme, Environnement)
Université Paris Nanterre
Bâtiment Max Weber-SHS- 4e étage
200 avenue de la République
92001 Nanterre

Université Paris Nanterre
École doctorale 395 : Milieux, cultures et sociétés du passé et du présent.
Bâtiment René Remond
200 avenue de la République
92001 Nanterre

Composition du jury
Enrico Chapel, Rapporteur
Marco Cremaschi, Rapporteur
Isabelle Chesneau, Membre du jury
Alain Musset, Membre du jury
Paula Vasquez, Membre du jury
Yankel Fijalkow, Membre du jury

RESUME

La politique de la ville en images. Le cas de la *Gran Mision Vivienda Venezuela* (2011-2020)

Mots clefs : image, représentation, politique du logement, morphologie et sociologie urbaine, catastrophes naturelles, marketing politique.

La « Grande Mission Logement Venezuela » (Gran Misión Vivienda Venezuela ou GMVV) a été créée en 2011 ; dans un pays qui était en mutation depuis 1999 avec l'arrivée de Hugo Chavez au pouvoir, et qui connaît, 21 ans après, une situation de crise généralisée. Ce programme propose la construction massive et rapide de logements destinés prioritairement aux familles touchées par une succession d'événements climatiques.
La thèse étudie la transformation du territoire engendrée par la GMVV, qui dépasse le cadre traditionnel d'une politique de la ville. Seront analysés, le statut de la propriété, le rôle imputé à l'architecture et à l'urbanisme, le rôle de l'image produite dans ce contexte, le positionnement des habitants rencontrés face à leur nouveau cadre de vie. La GMVV, fortement étayée par la communication visuelle gouvernementale, sera aussi analysée comme facteur de résilience pour ses bénéficiaires, face aux traumatismes révélateurs de la vulnérabilité du territoire et des habitants. Des sentiments paradoxaux d'abandon de la part du pouvoir, mais aussi de reconnaissance d'être logé, ou de fierté à surmonter la situation de crise du pays, font partie chez les résidents des constats de cette étude.

Política de la ciudad en imágenes. El caso de la Gran Misión Vivienda Venezuela (2011-2020)

Palabras clave: imagen, representación, política de vivienda, morfología y sociología urbana, desastres naturales, marketing político.

La "Gran Misión Vivienda Venezuela" (GMVV), se creó en 2011 en un país en constante cambio desde 1999, tras la llegada de Hugo Chávez al poder, y que está

experimentando 21 años después una situación de crisis generalizada. Este programa propone la construcción masiva y rápida de viviendas, principalmente destinadas a familias afectadas por una sucesión de eventos climáticos.

La tesis estudia la transformación del territorio provocada por la GMVV, que va más allá del marco tradicional de una política de la ciudad. Se analizará el estado de la propiedad, el papel atribuido a la arquitectura y el urbanismo, el papel de la imagen producida en este contexto, el posicionamiento de los habitantes frente a su nuevo entorno de vida.
La GMVV, fuertemente apoyada por la comunicación visual gubernamental, será examinada como un factor de resiliencia para sus beneficiarios, frente al trauma que revela la vulnerabilidad del territorio y en los habitantes. Una parte de las conclusiones de este estudio, es que los habitantes manifiestan sentimientos paradójicos de abandono, pero también de reconocimiento frente a las autoridades de ser alojado y de orgullo por superar la situación de crisis del país.

City politics in pictures. The case of the Great Housing Mission Venezuela (2011-2020)

Keywords: image, representation, housing policies, urban morphology and sociology, natural disasters, political marketing.

The Great Housing Mission Venezuela (*Gran Mision Vivienda Venezuela* or GMVV) was created in 2011 in a country that has been in constant change since 1999 after the arrival of President Hugo Chavez to the power and which is still experiencing a situation of generalized crisis 21 years later. This program proposes the massive and fast construction of houses mainly destined for families affected by a succession of climatic events.

The thesis studies the transformation of the territory produced by the GMVV which goes beyond the traditional framework of city policies. I will analyze the status of the property, the purpose assigned to architecture and urban planning, the role of the image produced in this context, and the stance of the inhabitants in front of their new living environment. The GMVV, strongly supported by the government's official visual communication, combined with other, will be analyzed as a resilience factor for its beneficiaries facing a trauma that reveals the vulnerability of the territory and its inhabitants.
One of the conclusions of this study is that the inhabitants express a paradoxical feeling of abandonment by the authorities concurrently with recognition for being sheltered and pride in overcoming the country's sustained crisis situation.

REMERCIEMENTS

Je tiens à exprimer ma profonde gratitude à mon directeur de thèse, le Professeur Yankel Fijalkow : merci beaucoup pour sa patience, pour son intérêt, mais aussi pour sa disponibilité afin de partager au mieux ensemble, merci encore pour le sérieux et la délicatesse de chacune de ses remarques et pour son accompagnement tout au long de ces années. Il a su orienter mes questions, toujours de manière subtile, guider mes incertitudes vers des éléments de réponse. Il a porté un regard responsable et respectueux sur la difficulté de la question Vénézuélienne.

Je remercie également toutes les institutions qui ont, de quelque manière que ce soit, accompagné mon travail. Merci à la structure du CRH qui m'a accueillie en m'offrant un environnement de travail idéal pendant toutes ces années, avec un véritable confort, tant physique, intellectuel, qu'humain. Merci à l'Union Sociale pour l'Habitat, pour avoir financé le démarrage de ces travaux. Et merci aux différentes structures qui m'ont donné l'opportunité de débuter mon cheminement dans l'univers académique : l'Université de Lille II, ENSAPVS, ENSAPLV et l'institut des travailleurs sociaux à Montrouge. Enfin, je remercie l'agence d'architecture adlib, dont la structure m'a fait confiance dans la dernière partie de ce parcours, avec ses projets avec le PUCA et le Bailleur Social PdCh. Ceci m'a permis d'expérimenter, à travers l'architecture, toute la discipline et la pratique sociale qui ressortent dans ma thèse.

Je dois aussi énormément aux personnes qui m'ont aidée dans les corrections de la langue Française car sans elles, il m'aurait été impossible d'approcher le résultat que vous découvrirez dans les pages suivantes. Philippe et Virginie, merci d'avoir fait l'effort important de comprendre mes idées, exprimées dans une langue intermédiaire, entre le français et l'espagnol, pour les clarifier et les emmener vers ce que je voulais dire : ce qui est désormais inscrit dans ce manuscrit. Une collaboration inestimable. Dans le même esprit, je remercie infiniment la salle 704, une équipe mythique et magique avec un précieux espace de travail doté de gens formidables qui m'ont aidée et fortement accompagnée. À ceux qui ont déjà obtenu leur diplôme et à ceux qui font encore partie de cet espace, mille mercis pour toutes les corrections de chapitres et toute la logistique qu'ils ont mis à ma disposition. Honnêtement, je me sens super fière et reconnaissante de faire partie de ce groupe et d'avoir intégré les « *pomodoros* » pour atteindre nos objectifs communs ! Cette énergie, cette dynamique, sont mémorables ! Tant de personnes m'ont aidée dans cette phase,

que je me permets de briser le mythe que « la thèse n'est lue que par les membres du jury » : dans mon cas, il vaut la peine de dire que grâce à cet exercice académique, nombreux sont ceux qui connaissent déjà assez bien ce qui entoure l'actualité de mon pays natal ainsi qu'une grande partie du contenu de ce texte (Alexandre, Amel, Anne-Laure, Ariane, Aurèlie, Aurélien, Benjamin, Caroline, Claire, ClaraP, Coralie, Darys, Émilie, Félix, Joséphine, Jess, Laura, Leila, Margot, Mounia, Nadine, Pascal, Sabrina, Vanesa, Virginie, Xenia, Yves…) !

J'aimerais encore saluer tous ceux qui ont voulu faire partie de ce processus de recherche sans trop savoir quelle direction nous prendrions. Je parle de tous ceux qui ont fait partie du panel de personnes interrogées, ceux qui ont ouvert les portes de leur domicile ou de leur bureau, agence, entreprise pour répondre encore et encore à toutes mes questions, et qui sont le sujet fondamental de ce manuscrit. Je remercie également les membres de jury qui ont accepté de lire et faire partie de cette discussion.

Enfin, et avec un amour sans limite, je remercie ma famille : ma mère, mon frère et tous les Wetter et Wilson qui ont fait l'effort énorme de comprendre ce voyage qui a été le mien. Merci d'avoir été si patients et de m'avoir accompagnée avec tant d'amour dans cette phase de travail, souvent difficile à appréhender face à sa longue durée ainsi qu'à la tonalité politique qui a pu résonner en chacun.

Chaque mot de cette thèse regorge de sentiments et c'est grâce à chacun de vous, famille, collègues, amis (Marge, Robert, Herminia, Julio, Camilo, José A. Roberto, Isa, Esi, Rossana, Kar, Marco, Manuel, Hélène, Nadia, Ricardo et « Ce soir Paris », Cyriaque, Clara, Khedidja …).

Ces remerciements coïncidents avec une période historique (COVID-19) dans laquelle nous sommes finalement tous liés, et séparés à la fois. Cela accentue d'autant plus l'importance de ce travail pour moi, dans ma relation à vous, au Venezuela et à l'Univers.
La tournure de cette thèse aurait certainement été bien différente si elle n'avait pas été accompagnée par chacun de vous… physiquement comme virtuellement !

Mille gracias et bonne lecture !

SOMMAIRE

Résumé 3

Remerciements 5

Sommaire 7

I. Interroger les politiques du logement social au Venezuela. Une recherche sur l'image 10

Introduction générale, problématique et méthodologie 12

1. Introduction générale 12
2. Problématique 13
3. Méthodologie 19
4. Auto sociologie de l'auteur 36

Chapitre I. Politiques publiques et politiques du logement : discours, image et représentation 44

1. Politiques publiques et politiques du logement 46
2. Communication à travers le discours et les images 62
3. Croisement entre politique, discours et images. L'architecture et l'urbanisme comme moyen de représentation du pouvoir 79
4. Politique, discours et images au Venezuela, un terrain intéressant 102
5. Les raisons de cette thèse 117

II. Éléments du cadrage et la question de l'habitat dans le contexte vénézuélien 120

Chapitre II. Facteurs d'émergence de la GMVV : contexte économique, climatologique et social 122

1. De la nécessité de diversifier les sources d'information pour l'analyse et l'interprétation des résultats 123
2. Le recours de l'État aux ressources pétrolières comme palliatif des problèmes sociaux. 129
3. La vulnérabilité du territoire et son impact sur les habitants 135
4. Aléas climatiques : transformation d'une société et de son territoire 139
5. Ambiguïté de la mesure de la pauvreté 157

6. Le logement social comme instrument politique soumis à un nouveau modèle de production 170
Conclusions 180

Chapitre III. Grand Caracas : urbanisme, croissance et besoins en logement 183
1. De la ville hétéroclite à la ville militante 187
2. L'urbanisme hétérogène de Caracas 195
3. La croissance urbaine exponentielle et occupations spontanées : horizontale et verticale 218
4. De la planification urbaine à la gestion des services de la métropole. Des services publics en difficulté et la réponse des experts et des habitants. 229
Conclusions 262

III. Les transformations de structures : territoire et propriété 265

Chapitre IV. Projet communal de l'État : images, discours et représentation d'une gouvernance territoriale 267
1. Les instruments et la gouvernance dans la modification de l'État et son territoire 270
2. L'essor des transformations institutionnelles et les nouvelles entités communales : l'explosion du pouvoir populaire. 281
3. La Démocratie participative et « protagoniste », un instrument dans la gestion du territoire et modèle d'une nouvelle gouvernance 300
4. Les nouvelles images de la politique urbaine. Le changement patriotique national : discours et place de l'armée. 310
Conclusions 323

Chapitre V. De la propriété classique à la propriété commune 326
1. La propriété privée et le modèle d'État : auteurs de référence 331
2. Les « communs » par des auteurs contemporains 341
3. Propriétaire au Venezuela, un modèle juridique dans l'État socialiste 349
4. Le regard des experts vénézuéliens sur la propriété collective 356
5. Les habitants réclament leur titre de propriété comme un droit acquis 375
Conclusions 382

IV. Morphologies urbaines et dispositifs de l'habitat 385

Chapitre VI. Acteurs, types de bâtiments et morphologie urbaine de la GMVV 387
1. Un nouveau scénario et les modes de production : 392
2. Typologies architecturales selon les divers acteurs 408
2.1 L'État en tant que demandeur du logement social : une production rapide et en série 408
2.2 Types participatifs et politiques 417
2.3 Des exemples qui se veulent emblématiques 421
2.4 Les acteurs internationaux et privés 428
3. Typologie et morphologie urbaine GMVV 445
Conclusions 465

Chapitre VII. Représentations d'une politique publique : images, et pratiques de l'espace ____ 469
1. L'image symbolique créatrice d'une identité puissante 472
2. Le muralisme latino-américain : *street art* politique et un enjeu politique 476
3. Les yeux de Chavez et sa signature, une propagande dans l'espace public ? Et dans les logements ? 483
4. Lecture par les habitants des dispositifs architecturaux et urbains : La fenêtre, l'ampoule, le grille et les réservoirs. 500
5. Des territoires visuels et quelques réponses de la part des habitants 516
Conclusions 524

Conclusion Générale ____ 527

Bibliographie ____ 540

Sites web consulté ____ 562

Liste des sigles ____ 564

Annexes ____ 570
1. Plaquette du terrain 571
2. Tableaux des entretiens — visites du terrain 572
3. Guide d'entretien 574
4. Lignes directrices de la règlementation 584

Table des Matieres ____ 588

Table d'Illustrations ____ 594

I. Interroger les politiques du logement social au Venezuela. Une recherche sur l'image

1. Introduction générale

En 1999, la politique qui se met en place au Venezuela ambitionne la création d'une société émancipatrice, révolutionnaire et anticapitaliste, qui quelques années plus tard avance la création du Socialisme du XXI[e] siècle. Elle est promue par un homme, Hugo Chavez[1], tout juste élu démocratiquement président de la République. Durant les années qui suivront, les strates organisationnelles et structurelles du pays vont être remodelées par le nouveau gouvernement en place : du juridique au social, en passant par l'éducation, la santé, le logement… Vingt ans plus tard, le pays, profondément transformé, fait l'objet d'une crise généralisée sur les plans politique, économique, social et urbain. Alors que l'idéal national demeure la ligne politique, Hugo Chavez, dans l'incapacité de terminer son mandat en 2013, choisira, avant son décès, son successeur provisoire : le ministre des affaires étrangères de l'époque, Nicolas Maduro Moros. Militant de toujours, ce fidèle à Chavez est confirmé lors des élections de 2014. Mais, quelque cinq années plus tard, son statut de président de la République bolivarienne du Venezuela est controversé : après les élections anticipées de 2018, l'OEA (Organisation des États Américains) le déclare illégitime et appelle, depuis janvier 2019, à de nouvelles élections présidentielles. En janvier 2019, le président de l'assemblé nationale Juan Guaido se déclare président *par intérim* du pays, afin de proposer et d'organiser des nouvelles élections présidentielles. En janvier 2020, le panorama est encore flou, cette proposition est soutenue par l'OEA, les États-Unis, de nombreux pays de l'Amérique latine et le Groupe de Lima (Argentine, Brésil, Canada, Chili, Colombie Costa Rica, Guatemala, Honduras, Mexique, Panama, Paraguay et Pérou), ce dernier crée en 2017 pour établir une sortie à la crise du pays. En opposition à cette situation ou plutôt en soutien à Maduro : Russie, Biélorussie, Chine, Cuba, Bolivie, Nicaragua, Iran, Sirie, Turquie et Corée du Nord. L'Europe est restée plus neutre quant à son positionnement mais il peut se lire un soutien de l'Espagne et France vers Guaido et de l'Italie et la Grèce vers Maduro. La réélection de Nicolas Maduro pour ce

[1] Hugo Rafael Chavez Frias (1954-2013) est un militaire et homme d'État vénézuélien. Se réclamant du bolivarisme et ayant pour objectif l'établissement du Socialisme du XXI[e] siècle, il met en place un ensemble de réformes, désigné sous le nom de « Révolution bolivarienne », comprenant la promulgation d'une nouvelle constitution, une politique de « démocratie participative », et la nationalisation des industries clés.

second mandat (2019-2025) plonge le pays dans une tourmente politique et géopolitique qui dépasse ses frontières, alors même que le Socialisme du XXI^{e} siècle entre dans une nouvelle phase de réformes.

Compte tenu de la complexité du contexte politique, les leviers de transformation du pays vont constituer le point d'entrée de ce travail de recherche, pour ensuite ouvrir sur l'analyse du programme social « Grande Mission Logement Venezuela » (*Gran Misión Vivienda Venezuela* ou GMVV). Créé en 2011, et imaginé à partir d'un nouvel idéal national, ce programme urbain, unique au Venezuela comme en Amérique latine, constitue la première initiative de construction massive de logements dans le pays. Elle touche l'ensemble du territoire, avec une contrainte inédite de rapidité : la GMVV prévoit la construction de trois millions de logements en dix ans, soit 300 000 logements par an, pour un parc immobilier national évalué, à l'époque, à 8,2 millions de logements.

À l'origine, la *Gran Misión Vivienda Venezuela* a été déclenchée suite à une succession d'événements climatiques survenus entre 2010 et 2011, fortes pluies, sécheresse, glissements de terrain, qui ont emporté maisons et quartiers entiers de la métropole de Caracas. Porté par les promesses politiques d'améliorer la précarité entrainée par ces catastrophes climatiques, le projet de constructions de la GMVV va donc s'adresser en priorité aux milliers de familles sans abri, des familles sinistrées, dans l'impossibilité d'acheter un logement conventionnel. Socialement, il vise à résoudre un déficit chronique de logements. Politiquement, il sera encadré par une vision socialiste, où l'exécutant principal, le « Pouvoir populaire », vient d'être institué par l'État. Face aux traumatismes climatiques du pays, révélateurs de la vulnérabilité du territoire et de ses habitants, la GMVV apparaît comme un facteur de résilience. Cependant, en approfondissant l'analyse de ce programme, un élément retient l'attention : la GMVV est fortement étayée par une communication visuelle de la part du gouvernement, souvent déconcertante et dont l'ampleur, les codes et les messages interrogent. Nous en détaillerons les tenants et les aboutissants dans ce travail.

2. Problématique

La problématique de cette thèse s'attache autant à la lecture qu'à la compréhension d'une politique du logement à travers le prisme des images. C'est ce qui en fait l'originalité, tant l'utilisation de l'image et de ses représentations est omniprésente, alors même que le pays vit une phase importante de

transformation sociale et politique dans un contexte, rappelons-le, de crise grave et généralisée. Ce climat politique peut-il altérer les résultats de la GMVV ou sert-il un dessein politique qui s'appuierait sur cette politique de logement social ?

Dans le cadre du projet de la GMVV, l'État vénézuélien a créé, inventé, diffusé des images singulières qui pourraient s'apparenter à du « marketing politique » ou « propagande » (Bernays, 1928)[2] tant elles véhiculent une quantité de symboles idéologiques, caractéristiques par leur représentation et visibles sur l'ensemble du territoire. Ces images sont autant de figures représentatives d'une esthétique socialiste, dont les plus connues sont la signature et les yeux d'Hugo Chavez peints de manière récurrente sur les façades des bâtiments, dans l'espace public et, plus surprenant, à l'intérieur même des logements de la GMVV.

En matière de chiffres et de résultats, l'État annonçait 2 600 000 logements réalisés en 2019 pour la GMVV. Voilà des chiffres impressionnants, qui précisent dans le détail un taux de réalisation de 56 %. Il reste donc 44 % de logements à construire en deux ans (2019 étant la limite fixée initialement pour achever ce programme). Il s'agit ainsi pour l'État de réaliser presque autant d'appartements qu'il en a construit ce jour, et ce en seulement deux ans. L'agenda est serré d'autant que l'appareil productif n'a pas fait l'objet d'ajustements, alors que plusieurs indices montrent même une incapacité technique à accélérer cette opération, pourtant chargée d'une extraordinaire motivation politique et sociale.

Comment l'État compte-t-il parvenir à ses objectifs et comment la « démocratie participative », mise en œuvre dans le cadre du « Socialisme du XXI^{e} siècle », permettra-t-elle aux nouvelles instances politiques, Communes et Pouvoir populaire, d'interagir avec les experts des secteurs de la construction et de l'urbanisme pour accélérer le programme ?

Notre hypothèse part du constat que la politique d'État génère un nombre important d'images dans l'espace public, dans le monde virtuel et les médias, dans le cadre de la vie personnelle des Vénézuéliens qui produisent une lecture nouvelle de la ville et même du pays. Nous nous intéresserons en particulier à la manière dont l'image peut être utilisée dans l'appropriation d'un espace et à la

[2] En tant que l'un des premiers à étudier le concept de propagande, Edward Bernays (1891-1995 publicitaire austro-américain, considéré le fondateur de la propagande politique d'entreprise) en 1930 expliquait : ce sont les techniques de persuasion et de communication collective qui visualisent un public particulier. L'auteur souligne comment, grâce à un type de publicité, vous pouvez contrôler et influencer une masse de personnes. Il n'y a pas de différence entre la méthode de propagande publicitaire ou la propagande politique.

façon dont elle révèle un positionnement politique plus ou moins proche de l'État. Nous en passerons par le déchiffrage sur la manière dont la politique du logement menée au Venezuela a été mise en images par les autorités publiques et par les habitants.

Une fois ce large cadre posé, diverses questions fondamentales émergent :

- Pourquoi l'État a-t-il recours à l'image dans sa politique du logement social ?
- Cette « mise en images » permet-elle de fonder une politique du logement alternative ?
- Comment les habitants et les usagers réagissent-ils à ces images produites par l'État et introduites dans leur environnement, y compris dans leur sphère privée ?

Immédiatement, d'autres questions concomitantes, relatives à la politique du logement et à la représentation de la ville, surgissent :

- Assiste-t-on à une nouvelle forme d'élaboration des politiques du logement social ?
- Dans quelle mesure le Venezuela a-t-il adapté d'anciens modèles révolutionnaires dans ses politiques publiques ?[3]
- L'État se développe-t-il autrement au sein de cette opération de la GMVV ?
- Dans quelle mesure le peuple, en tant qu'acteur principal ou « protagoniste », selon la sémantique d'État dans le cadre du Socialisme du XXI[e] siècle, a-t-il un rôle dans la production de logements et participe-t-il à la transformation de l'État ?
- L'exemple du Venezuela montre-t-il une transformation de la vision du logement social[4] ?

Composée de quatre parties, cette recherche s'attache à montrer comment l'État a développé et mis en œuvre un programme original de production et de gestion du logement social, aux promesses plus démocratiques et participatives. En outre, elle s'intéresse à la façon dont ce projet s'inscrit sur le terrain et change les modes de vie des habitants par une certaine « mise en images » de représentations du « Socialisme du XXI[e] siècle ».

Dans un premier temps, le cadre théorique traitera de l'analyse des politiques publiques du logement à travers la communication par l'image en architecture et urbanisme qui s'attachera à des médiums très présents dans la culture

[3] Le terme de « Communes » au Venezuela, se distingue de ce que l'on entend communément en France par « commune ». En effet, les communes vénézuéliennes se rapprochent plutôt de la « Commune » révolutionnaire de Paris de 1871. (cf. Pour la notion de commune voir chapitre IV)

[4] Le concept de « villes socialistes » : ce sont des développements urbains au Venezuela sans définition précise ; Se référer aux écrits d'Anatole Kopp et à son modèle de « ville socialiste » dans les années 1920. Pas clair ici, il faut reprendre la phrase

vénézuélienne, le muralisme, la peinture, le dessin et la photographie. Il sera également question de l'analyse de la politique du logement mise en place, des rôles confiés à l'architecture et à l'urbanisme, de la lecture du nouveau paysage urbain destiné, dans le contexte politique vénézuélien, à transformer la société. Sur le versant sociologique, l'étude des positionnements des habitants rencontrés face au nouveau cadre de vie proposé est venue compléter la présentation « d'images habitables » et la mobilisation graphique par le dessin, la photographie, particulièrement intéressantes pour tout architecte. Cette approche éclaire l'étude sociologique de la perception de ces images lors d'entretiens non directifs qui ont été menés auprès d'une vingtaine de familles habitant des programmes de la GMVV, ainsi que des rencontres avec les acteurs institutionnels et privés de l'aménagement urbain. Ces éléments vont permettre d'appréhender le rôle du logement social comme réponse politique aux besoins de la population à travers la construction massive et rapide de logements dans un contexte d'urgence. Nous pourrons ainsi saisir les instruments de l'action publique qui structurent le programme politique et par son décryptage, comprendre son impact sur la population et le territoire.

Dans un second temps, la thèse s'attachera à présenter le contexte géographique, urbain, institutionnel et politique du pays. En prenant connaissance des principaux éléments démographiques et des caractéristiques géographiques du Venezuela, nous pourrons alors mesurer l'impact des catastrophes naturelles sur la population et le rôle réel et symbolique (par le discours) de l'État face à ces situations d'urgence et de pauvreté. Dans la description du contexte, il semblait opportun d'opérer un passage par l'histoire du pays et les diverses représentations de la ville qui sont constitutifs d'une certaine mémoire collective. L'histoire urbanistique de Caracas montre comment la création de nouvelles instances gouvernementales et les modifications des dispositifs juridiques, qui consistent à intégrer diverses notions de participation populaire, s'inscrivent en rupture avec les héritages urbanistiques antérieurs au processus révolutionnaire.

Le troisième temps de la thèse portera sur la compréhension des politiques publiques du logement, afin de mieux saisir le cas de la GMVV qui dépasse les cadres traditionnels, depuis le statut de la propriété jusqu'à la responsabilité des habitants. Sur ce dernier point, il est à souligner la nouvelle place du « Pouvoir populaire » devenu l'exécutant principal, et dont le but vise la constitution de formes d'autogouvernement communautaire par les habitants. Il a pour missions la consolidation des modes de production de la GMVV, la transformation de la notion de propriété sociale (directe et indirecte) et celle de « bien commun ».

Cependant, les difficultés d'accès des habitants aux services de base — tels que l'accès à l'eau, à l'électricité, au transport et la collecte des déchets ménagers — génèrent un environnement d'insatisfactions et de tensions latentes au sein de la population. Comme nous le verrons, beaucoup de bénéficiaires qui ont participé aux entretiens se sentent abandonnés même s'ils sont fiers de leurs capacités d'adaptation, de « survie » face à ces situations tragiques communément vécues sur le territoire national. Une posture renforcée par un discours d'État qui soutient et valorise même cette capacité d'adaptation repérée dans la population en l'assimilant à une forme de dignité face à l'adversité. Ces messages perçus par les habitants dépassent d'ailleurs les affinités politiques.

La quatrième partie précise la façon dont la typologie des acteurs engagés dans la GMVV, produit un nouvel habitat, qui se traduit par un cadre politico-institutionnel inédit et une morphologie urbaine contrastée. Elle précise non seulement les profils, qu'il s'agisse d'acteurs nationaux ou internationaux, mais aussi les techniques de construction utilisées : classiques, modulaires et préfabriquées. Dans ce cadre, l'architecture est conçue comme fonctionnelle, tant pour répondre aux besoins de base de la vie quotidienne, que pour créer une société nouvelle. À travers ce programme, nous repèrerons la façon dont l'État vénézuélien mobilise une esthétique singulière et un « marketing politique » véhiculant une quantité de symboles idéologiques visibles sur le terrain. Ainsi, la « mise en images » qui accompagne la politique du logement entre et se diffuse dans le discours national. Cette quatrième partie s'intéressera à l'analyse du visuel comme catalyseur d'émotions et de représentations, développant une perception de l'architecture et de l'urbanisme révélatrice de la réalité politique et sociale du pays. Elle étudiera également la manière dont l'image peut être utilisée dans l'appropriation d'un espace par l'État et les habitants et la façon dont elle dévoile un positionnement politique de leur part.

Nous nous appuierons également sur de nombreux travaux de recherche publiés ces dernières années (films documentaires, livres, articles, émissions de radio et de télévision), mais aussi sur la communication produite par les réseaux sociaux pour enfin aborder les aspects politique, social et territorial de la Révolution bolivarienne. Inscrits dans différentes disciplines, ces travaux présentent un point de vue particulier sur la révolution vénézuélienne, notamment en ce qui concerne les mouvements sociaux et la participation démocratique et directe en Amérique latine, en lien avec le processus politique.

En définitive, le programme de la GMVV entamé en 2011 dans une situation d'urgence, a conduit l'État à développer des réponses rapides de construction industrialisée, au détriment d'une planification institutionnelle, alors qu'il s'appuie sur un marketing politique abouti. En septembre 2018, la GMVV a été repensée dans une perspective d'accroissement de la production. Selon le Ministère de Pouvoir populaire de Logement et d'Habitat (MINHVI)[5], le nouvel objectif repose sur la construction de cinq millions de logements d'ici 2025. Doté de six années supplémentaires de production massive de logements, le projet prévoit une moyenne de 350 000 logements par an. Dans un pays où la population est estimée à 34,4 millions de Vénézuéliens selon les statistiques officielles, la GMVV projette d'accueillir dans ses logements près des trois quarts de la population vénézuélienne en 2025. Aujourd'hui, la construction se poursuit dans le même climat d'urgence des débuts du programme. Cependant, les conditions actuelles de vie de la population soulèvent nombre de questions relatives tout autant à l'efficacité de la participation populaire qu'à la teneur de la nouvelle société idéale, celle du Socialisme du XXI^{e} siècle.

Pour illustrer cette ambition, citons l'allocution du Ministre du Pouvoir populaire de l'habitat et du logement (Minhvi) :

> « Nous sommes les bâtisseurs du socialisme, commandés par le géant éternel, Hugo Chavez. Il a mis fin aux souffrances des personnes qui se sont transformées en logements décents à l'époque capitaliste de la IVe République. Aujourd'hui, sous la direction de notre légitime président du Venezuela, Nicolas Maduro, nous pouvons dire avec fierté qu'en cette moitié d'année 2019, nous avons dépassé le cap des 2 600 000 logements et nous nous dirigeons vers l'objectif de 3 millions de foyers, afin de remplir de manière satisfaisante les défis des 5 millions de foyers décents et plus d'ici 2025 » [Allocution Minhvi 25.12.2019] Ildemaro Villarroel, 2019.

[5] Ministère créé en 2005 et recrée selon le numéro officiel 40 634 du 7 avril 2015

3. Méthodologie

Le recueil : une campagne d'entretien

Tout en restant dans le cadre d'une production classique, l'État développe une promesse d'innovation dans la gestion des logements qui se veut plus démocratique et participative. En ce qui concerne la GMVV, les différents organes représentatifs du logement social développés par l'État pour les habitants (communément appelés Pouvoir populaire) associent les acteurs de l'architecture et de l'urbanisme ainsi que les universitaires. Pendant plus de trois ans, j'ai mené des enquêtes dans la sphère publique de diverses institutions et auprès d'un groupe d'enquêteurs au contact des habitants, pour recueillir leurs sentiments vis-à-vis de l'opération de la GMVV. Leur appréciation de ces nouveaux espaces habités, de ce qu'ils en attendent, m'est apparue, en effet, fondamentale. Car qui d'autres que les bénéficiaires seraient les plus à même de juger les interventions effectuées dans l'espace urbain où ils résident ? Avec le soutien d'un groupe de chercheurs du Centre de Recherche sur l'Habitat (CRH), j'ai construit un guide d'entretien structuré de façon à obtenir des réponses claires, à permettre aux personnes d'exprimer leurs sentiments relatifs à l'habitat, à l'espace, à la forme, à l'architecture, aux cités, tout autant qu'à se prononcer sur les services fournis et leur gestion. Au final, sous différentes formes, cinquante questions non directives ont été posées. Les personnes interrogées ont été plutôt ouvertes et communicatives et, de ce fait, les résultats obtenus abondants. Si certains interviewés sont satisfaits de l'opération, il en est d'autres qui se plaignent, réfutent de manière récurrente la sélection et la répartition inadaptée des habitants au sein des cités, comme nous le reverrons plus loin.

Les sciences sociales ont également déconstruit l'acte de decision et celui de la conception, en les reconduisant vers des dimensions collectives (Cremaschi, 2020). En tant qu'architecte et optant pour un regard sociologique dans la lecture et la compréhension de cet urbanisme de la GMVV, il m'a fallu me familiariser aux outils d'enquête de terrain et au cadre méthodologique de la sociologie. L'utilisation du graphisme, par le dessin et la photographie, m'était davantage familier. Nous le verrons dans le développement méthodologique, la production graphique accompagne souvent les instruments sociologiques et inversement, les deux se complètent tout au long de la recherche. Afin de structurer mon domaine d'étude, la référence de base en matière d'entretiens a été le *Guide de l'enquête de terrain* par S. Beaud et F. Weber (2010) : comment préparer et mener l'enquête, le carnet de terrain, préparer l'observation et être prête à se

confronter à un terrain « difficile » ainsi que le positionnement selon les conditions d'enquêtes. C'était un bon support même si le terrain réserve toujours bien des surprises ! Concernant la collecte d'informations, *La méthode en sociologie* de J.-C. Combessie (2007) m'a permis d'approfondir les modalités de l'entretien semi-directif lorsqu'apparaissaient des « histoires de vie ». Il a servi à interpréter les réponses des habitants et des techniciens interrogés, la plupart du temps chez eux ou sur leur lieu de travail. Les entrevues ont pu être enregistrées et accompagnées de prise de vues, à quelques exceptions près (10 %) de par le refus de certaines personnes à être photographiées.
La préparation de l'enquête de terrain s'est traduite par la mise au point de deux types de guides d'entretiens, l'un spécifique aux habitants de la GMVV et l'autre aux techniciens et institutions qui font partie du processus. Un troisième document a été préparé, une plaquette au format A4, reprenant l'information et l'objectif de la démarche, la problématique et la méthodologie envisagée sur le terrain, des données me concernant et des contacts et personnes qui leur étaient familières et que je connaissais ou dont j'ai fait la connaissance. Ce document (voir p 574) a été bien perçu par les habitants et les techniciens qui ont apprécié la rigueur de la démarche et ont montré leur intérêt à sa lecture et à sa compréhension.

Usages de l'image, la photographie et le guide d'entretien

Sur les images

La sélection des textes qui constituent notre cadre théorique, onvoque, inévitablement, le travail de William John Thomas Mitchell[6] sur les « études visuelles » et la « culture visuelle », sur ce que disent les images. Il est l'un des premiers contributeurs sur l'interprétation multidisciplinaire des images, l'utilisation esthétique de l'image et les liens et significations politiques qui existent entre l'image, le langage et le texte.

Notre approche visuelle se propose de relier des images de cinéma, de télévision, de publicité et même d'Internet avec la production étatique du logement social. Outre l'omniprésence de l'image et les images — qui peut faire l'objet d'un jeu sémantique, « pouvoir des images » et « images du pouvoir » —, l'analyse des images produites au Venezuela a montré à quel point l'impact sur la population est puissant, et ce, quel que soit leur bord politique, ce qui influe sur la perception et la vision de la ville qu'en ont les gens, à l'intérieur comme à l'extérieur des frontières du pays. C'est pourquoi, le point de vue de W.J.T. Mitchell de ne pas

[6] William John Thomas [W. J. T.] Mitchell, professeur d'histoire de l'art à l'Université de Chicago.

nécessairement se cantonner, pour interpréter et comprendre les images, à une seule discipline, mais d'en impliquer deux voire trois, telles que la science politique, l'architecture, la sociologie paraît, ici, tout à fait approprié.

Pour avancer dans ce travail, nous définirons trois dimensions à la mobilisation de la représentation graphique, en tant que 1. document, 2. outil d'analyse et 3. moyen de restitution ou d'expression de résultats. Pour traiter les deux premiers points, nous évoquerons la représentation, devenue si commune, des yeux de Chavez. Outre sa valeur de document, cette image sera utilisée comme outil d'analyse d'une image vectorielle grâce à l'usage de Photoshop et d'Autocad qui ont permis à partir des lignes visibles de reconstruire les lignes invisibles, suggestives de cette image. Enfin, nous en passerons par l'étude du pouvoir de l'image et de l'identité culturelle qu'elle peut générer.

La représentation graphique est non seulement un outil d'analyse, mais aussi un moyen de restituer les résultats de ma recherche. Sur la notion d'image et de représentation, l'historien et anthropologue français Jean Pierre Vernant note :

> « Pour Platon, tout ce qui dans l'homme est de l'ordre de *eidolopoiikê*, à savoir de l'activité de fabriquer des images, ce qui est une œuvre des arts plastiques, de la poésie, de la tragédie, de la danse, pour ne pas en mentionner plus que celles-là, s'intègre dans le domaine du *mimetiké*, de l'activité imitative »[7] [Image et apparence dans la théorie platonicienne de la mímêsis] » J-P. Vernant, 1975 p 133.

En quoi le lien entre fabrique de l'image et imitation vient-il, sur le terrain vénézuélien, éclairer le travail ? Par la production récurrente d'images qui ont imité des manifestations artistiques dans le monde, nous y avons décelé une façon de matérialiser l'image qui est diffusée, pour la rendre réelle aux spectateurs. Selon *l'Introduction à l'analyse de l'image* de Martine Joly[8] (2004), l'image, comme signe iconique, est synonyme de représentation visuelle. Elle renvoie donc à l'approche sémiotique et conduit à s'intéresser à l'iconologie (l'étude de la représentation de figures allégoriques, mythiques) et à l'iconographie (l'étude des représentations figurées d'un même sujet) des images (La Rocca, 2007). Ainsi, l'analyse symbolique de ces images a fait émerger des messages implicites, ni nécessairement visibles sur la photo ni perceptible par ceux qui la regardent (Eco, 1988).

---

[7] "Para Platón, todo aquello que en el hombre está en el orden de la eidolopoiiké, es decir, de la actividad de fabricación de imágenes, lo que es obra de las artes plásticas, de la poesía, de la tragedia, de la danza, por no mencionar mas que estas, se integra en el dominio de la mimetiké, de la actividad imitadora." Traduit par Juan Fernando Mejiía Mosquera

[8] Martine Joly (1943 – 2016). Docteur en sciences humaines de la communication. Professeure honoraire.

Tout particulièrement, mon attention s'est portée sur deux images vectorielles : le regard (les yeux) et la signature d'Hugo Chavez. Elles sont visibles partout dans le pays, peintes sur les façades des bâtiments et dans l'espace public des villes. Par image vectorielle, on entend une représentation faite de lignes, de segments qui sont liés entre eux selon les formules mathématiques de vectorisation. Chaque ligne est à une place fixe qui empêche toute déformation. Les images vectorielles de notre analyse se caractérisent par des traits géométriques simples, monochromatiques et clairs, qui peuvent être facilement dupliqués, ce qui les différencie d'une image matricielle (composée de points appelés « pixels ») qui perd sa netteté et sa forme lors d'opération d'agrandissement ou autres modifications de taille. Par conséquent, l'image vectorielle « simple » comporte cette caractéristique intrinsèque qui la rend facile à lire, à retenir, à *fortiori,* elle se fixe aisément dans la « bibliothèque d'images » d'un cerveau. Sa facilité de lecture en fait un formidable outil de conversion d'image en icône. Dès lors, ne s'approche-t-elle pas de ce qui pourrait se qualifier de symbole, un symbole politique et une icône de la Révolutionne bolivarienne, par exemple ? Sans aller plus loin ici, je redéfinirai simplement symbole et icône. Le symbole est une représentation graphique pouvant faire partie du signe qui existe selon la relation sémiotique du désigné, du désignateur et de la représentation, alors que l'icône est une image, signe ou symbole, qui substitue l'objet par son sens.

La reproduction est une technique très souvent utilisée pour renforcer une stratégie visuelle auprès des masses populaires. Dans la production de ce type d'images, la reconnaissance rapide de la part des observateurs permet une identification facile de ce qui est présenté. À ce moment-là, l'image se convertit en objet auquel les populations captives peuvent s'identifier. Dans les institutions corporatives publiques ou privées, ce moyen est fréquemment utilisé pour gagner la confiance du groupe. L'identité est suscitée par la stratégie visuelle efficace de communication développée par l'État qui met en valeur la figure du « peuple ». Le culte est véritablement lié à la personne d'Hugo Chavez. Ses yeux symbolisent un regard aimable, proche, inclusif. Sa signature symbolise le don d'une propriété à autrui qui est bien entendu le peuple. Certaines personnes appellent les logements sociaux de la GMVV « les maisons de Chavez », car c'est lui qui a promu la politique publique d'attribution des *maisons*. Le peuple les reçoit comme un cadeau de sa part, qui est signé et porte son regard.

Or, une signature, comme son nom l'indique, symbolise l'identité d'une personne ainsi que l'approbation, l'autorité, la propriété et l'accord de ce qui est signé. Elle se définit comme « produit » de ce sujet. Rogers Brubaker dans son texte *Au-delà de l'identité* cite Erik Erikson qui considère l'identité comme un :

> « processus localisé au cœur de l'individu, mais aussi au cœur de sa culture communautaire, un processus qui établit l'identité de ces deux identités » E. Erikson,1968, p 22, cité p 67.

Dans ce même texte, Brubaker montre l'identité comme un phénomène collectif, qui dénote une similitude fondamentale et conséquente entre les membres d'un groupe ou d'une catégorie.

> « Celle-ci peut être entendue objectivement (comme une similitude "en soi") ou subjectivement (comme une similitude éprouvée, ressentie ou perçue). Cette similitude est censée se manifester dans la solidarité, dans des inclinations ou une conscience commune ou dans l'action collective. Cet emploi du terme se rencontre tout particulièrement dans la littérature sur les mouvements sociaux, sur la division des sexes et sur la race, l'appartenance ethnique et le nationalisme » R. Brubaker 2001, p 71.

Elle se caractérise également comme le résultat d'une action sociale ou politique, reliée aux termes d'auto compréhension, de solidarité, de cohésion de groupe, d'homogénéisation et d'action collective ; identité en tant qu'état et identification en tant que processus.

L'orientation donnée à cette thèse repose fortement sur mon affinité pour le travail de l'image, avec l'image et en images (en réinterprétation aux études de Sociologie visuelle de Maresca, développé au chapitre I). J'ai ainsi mobilisé la photographie comme outil pour mener les enquêtes, repérer les espaces et saisir ce que les images peuvent transmettre. Je me suis également appuyée sur la comparaison des images, la création de schémas et sur des interventions graphiques au moyen du logiciel Photoshop, mais également Autocad pour redessiner certaines opérations du logement social de la GMVV et pour mieux cerner son concept architectural et urbain. J'ai voulu, dans le cadre de ce travail de recherche, interroger ce que l'image permet de ressentir, tout autant que la manière dont elle peut être utilisée dans l'appropriation d'un espace et la façon dont elle porte un point de vue. Pour cela, j'ai réalisé, au cours de mes années de thèse (entre 2014 et 2020) des nombreuses promenades urbaines en quête de réponses à la problématique de mon étude.

Tout au long du processus, des images ont été prises, des paysages, des opérations de logement, des habitants, des experts... Le matériel de terrain s'est

ainsi constitué au fil des années qui compte au total 24 entretiens guidés par le questionnaire aux habitants, 15 entretiens réalisés auprès d'experts, 12 interviews ouvertes de chercheurs et d'experts, sans oublier les 1600 photographies prises lors des diverses visites.

Le corpus graphique et textuel ainsi constitué a été un des outils d'appui de cette analyse qui vise, non seulement à comprendre le message que l'État cherche à faire passer par l'image, mais aussi à décrypter les rôles des aménageurs dans ce processus de production d'images et mesurer la réception de celui-ci par les habitants.

La photographie et l'entretien comme technique d'observation et outil de restitution

Les photos en lien avec les entretiens sont des prises de vue personnelles. Elles sont associées dans la thèse à un texte encadré qui fait ressortir certains aspects évoqués dans les entretiens. Très peu de photos ont été prises à l'intérieur des appartements, et ce pour ne pas provoquer de gêne ni une invasion de leur espace intime. Certains éléments de façade de bâtiments sont analysés depuis la décomposition morphologique de la photo jusqu'à son interprétation sémiotique.

Ainsi, l'anthropologue et photographe Sylvaine Conord, dans *Usages et fonctions de la photographie,* renchérit :

> « dans une société qui a pourtant vu naître la photographie, où l'image sous toutes ses formes a pris une place déterminante dans les rapports sociaux, le regard des anthropologues a évolué depuis le XXI^{e} siècle, mais l'usage que ceux-ci font de la technique photographique reste encore limité majoritairement à sa seule fonction illustrative, au sens esthétique du terme [Filiod, 1998 ; Maresca, 2000 ; Beaugé, Pelen, 1995] ». S. Conord, 2007, p 11.

En effet, la photographie comme moyen de représentation graphique est une manière de mémoriser les moments, les objets et les individus. Cette technique m'a permis de recueillir des situations instantanées, sur les modes de vie des habitants, de saisir différents espaces de cette opération imposante de construction de logements. Même si on peut déplorer que :

> « La photographie contribue à la mémorisation d'un certain nombre d'indices non perceptibles immédiatement par l'œil, sans toutefois être le reflet transparent des réalités qu'elle représente. [...] La prise de vue représente alors un moyen d'accroître la capacité de mémorisation de l'ethnologue, ainsi que le soulignait Marcel Mauss dans ses leçons d'ethnologie [Mauss, 1967]. Il s'agit, au fur et à mesure de l'évolution des différentes activités observées, d'enregistrer un grand nombre d'images fixes diversifiées, en accompagnant les prises de vue de

> notations sur les contextes de production des photographies (lieux, date, sujets et activités photographiées). Cet ensemble de matériaux constitue un "journal de terrain visuel", que l'anthropologue utilisera dans le traitement des informations recueillies » S. Conord, 2007, p12 et 16.

Or, dans la classification des arts introduite par Hegel au début du XIX[e] siècle avec ses cours d'esthétique, la photographie ne se voit attribuer que la huitième place. Depuis, elle s'est substituée à la peinture comme mode privilégié de représentation d'une réalité. Suivons l'anthropologue Albert Piette en 2007, qui en citant Roland Barthes[9] (1980), précise que la photographie est la conjonction de deux éléments :

> « d'une part, le studium, qui renvoie à une "information", à un "intérêt général", d'autre part le punctum : "c'est lui qui part de la scène, comme une flèche, et vient me percer [...], déranger le studium". Le punctum c'est un "détail" ou un "supplément" donné par hasard, non voulu par le photographe, soit l'effet du particulier dans le général, ou encore du potentiel dans l'actuel. Et si ces détails n'étaient pas sans intérêt pour comprendre l'être humain ? » A. Piette, 2007, p 27.

L'article de Michaël Meyer *La sociologie visuelle pour « enquêter visuellement » ? L'image comme objet, travail et culture de l'enquête qualitative* va dans le même sens :

> « En résumé, ce premier niveau d'heuristique de l'image en sciences sociales met en avant des pratiques instrumentales d'enregistrement d'une réalité qui se déroulerait sous les yeux du chercheur ; enregistrement destiné à des visionnements ultérieurs, durant lesquels le chercheur serait en mesure de découvrir des éléments de son terrain qui lui avaient échappé lors de l'observation directe. Cette démarche se concentre sur un "objet-image", un produit de l'activité du chercheur que l'on exploite comme donnée de recherche. En ce sens, elle constitue avant tout une méthodologie de la lecture, de la description et du commentaire de l'image au service d'un objet d'étude que l'on suppose capturé dans celle-ci. La tâche du chercheur est un travail sur l'image[10], notamment une recherche active des "indices capables de révéler de nombreux détails de la vie sociale" (Piette, 2007, p23) » M. Meyer, 2008, s/p.

<u>Les entrevues par guide d'entretien</u>

Ainsi, au cours de l'étude diverses représentations de la ville sont décrites suivant les témoignages des personnes interviewées. Ces représentations ont soit peu été prises en compte jusqu'alors dans la lecture de la ville, soit sont

[9] Roland Barthes (1915-1980), philosophe et sémiologue français, directeur d'études à l'École pratique des hautes études et professeur au Collège de France.
[10] Voir ici la distinction, explicitée notamment dans (Faccioli et Losacco, 2003) et (La Rocca, 2007), entre sociologie «sur les images», c'est-à-dire orientée vers l'analyse de données visuelles existantes afin d'y trouver des indices du social, et sociologie «avec les images», caractérisée par la mise en place d'un outillage visuel pour l'analyse des phénomènes sociaux.

empreintes de mélancolie ou de contrariété ; elles aident à déchiffrer le contexte actuel. Dans ce contexte, la constitution d'un panel d'interviewés a été opérée pour composer ce travail constitué de vingt-quatre entretiens très diversifies (16 femmes dont une enfant, et 8 hommes, exerçant des métiers très divers, femme de ménage, personnel administratif, secrétaire, infirmier, lycéen, retraité et sans-emploi), réalisés dans huit cités différentes, et complété d'une trentaine d'entretiens menés dans les institutions, essentiellement au Grand Caracas auprès d'experts (architectes, urbanistes, ingénieurs, sociologues, juristes et entrepreneurs).

> « Ce sont les transformations des capitales ou des grandes villes, qui nécessairement, laissent le plus d'échos — enthousiastes, critiques ou nostalgiques — dans une littérature multiple. Il manque malheureusement le témoignage de ceux qui n'écrivent pas et dont les écrivains ne représentent pas nécessairement la pensée » Marcel Roncayolo[11], 1992, p 33.

Comme l'explicite cet extrait, j'ai tenu à valoriser la parole des habitants et la rendre visible sur l'ensemble du contenu de la thèse, pour éclairer autrement, avec la parole de ceux qui vivent et font le terrain, ce travail de recherche.

Image 1. Échantillon des habitants enquêtés. ©yww 2016/2019 Il est intéressant de noter le sourire rencontré chez tous les habitants, même si leurs conditions de vie sont parfois très précaires et/ou difficiles à supporter.

[11] Marcel Roncayolo (1926 – 2018), urbaniste et géographe français. Agrégé de géographie (1950). Professeur émérite d'Université.

Les 50 questions du guide d'entretien (voir p. 574) proposées aux habitants sont regroupées en cinq groupes :

- Les informations personnelles et conditions de vie avant d'être bénéficiaire de la GMVV, appartenance ou non à un Conseil Communal ou Commune.
- Le détail des conditions physiques du logement, combien de personnes y habitent, la configuration familiale, la distribution spatiale des appartements. La manière dont ils ont été choisis pour vivre dans ce secteur.
- La démarche pour accéder au logement et la gestion, leur participation au choix de logement, leur implication dans la démarche de demande de logement, leur rapport aux services de base, eau, électricité, ordures et transport, ainsi qu'à la propriété et aux coûts associés à toutes les démarches entreprises.
- L'habitat et les conditions de vie dans le quartier (sécurité personnelle), dans le logement ainsi que les relations établies avec la communauté. La qualité de construction et la qualité de service en lien avec les institutions et les acteurs de la GMVV.
- Les objectifs initiaux de la GMVV, la mesure de leur satisfaction et de leur degré de confort, la collecte de conseils en tant qu'habitants pour l'amélioration future de l'opération.

Ces questions avaient pour objectif de maintenir un climat neutre, compte tenu des tensions actuelles sur le plan politique et de la polarisation du pays, et de favoriser une communication fluide avec les personnes interviewées. Chaque entretien débutait par une présentation de ma part avant de prendre en main le guide d'entretien.

Le guide préparé pour les techniciens a consisté à tracer d'abord le parcours professionnel des interviewés, puis à appréhender leur participation au processus de conception ou de réalisation de la GMVV. Les questions se sont ensuite orientées sur leur point de vue technique du fonctionnement (adéquat ou pas) lors de la construction massive de logements et les relations avec l'État. Cette étude devait ainsi me permettre d'obtenir des réponses relatives aux objectifs initiaux de la GMVV et à l'état d'avancement de la Mission au moment de l'entretien. Simultanément, elle a permis d'évaluer la connaissance des nouvelles structures créées par l'État, telles que les Communes et le Pouvoir populaire dans la mesure où elles font partie ou non du discours tenu par l'interviewé. De nombreux entretiens libres, sans avoir recours à ce guide, ont été menés jusqu'en 2019 de manière plus spontanée avec des techniciens et des experts (architectes, urbanistes, sociologues ou anthropologues), en charge ou non de ce processus. Cette recherche vise à appréhender comment les habitants, les techniciens ou les experts intègrent les méthodes mises en place dans la construction des

logements. L'usage du guide d'entretien a servi, au-delà du recueil de l'information, à accéder à des réponses concrètes et à uniformiser leur traitement.

Image 2. Échantillon des experts enquêtés. ©yww 2016/2019 sauf image ©Musarq

L'analyse et le traitement de l'information recueillie

La dernière étape de la méthodologie se fonde sur l'analyse des entretiens éclairée par des textes scientifiques abordant les notions de discours, de représentation et d'image. Elle a permis de montrer la création d'une représentation politique dans l'espace public de l'agglomération du Grand Caracas et à l'intérieur du logement à travers une multiplicité d'acteurs qui participent. Un espace où la politique du logement est mise en scène.

Pour l'analyse du discours, nous avons exploré une série de programmes gouvernementaux et législatifs vénézuéliens présentés par Hugo Chavez entre 1999 et 2013, puis par le Président Nicolás Maduro depuis 2013 jusqu'en 2019. Il s'agit principalement du Plan de la Patrie[12], qui fonde le projet de la GMVV et propose de « renforcer et élargir la planification urbaine [...] en tant qu'outil de réaménagement national fondé sur la satisfaction du logement en tant que nécessité sociale et non en tant que marchandise ». Le plan souligne les succès de la révolution « malgré la guerre économique », l'aboutissement de 2 600 000

[12] Le Plan de la Patria, officiellement appelé Plan socialiste de développement économique et social,

logements construits. Tout comme il célèbre la création des 3 000 premières communes, en tant que formes organisationnelles du pouvoir populaire en 2019.

Traduction et transcription de l'analyse

L'information enregistrée a été recueillie en espagnol. Elle a d'abord fait l'objet d'une transcription papier, puis d'une traduction en français. Le plus grand défi de cette partie était de préserver l'esprit et l'essence de l'entretien dans ce processus de traduction. Les habitants utilisent un certain langage parlé, précis, émaillé d'expressions particulières pour lesquelles il fallait trouver les correspondances sans perdre le sens du message transmis. L'exercice de traduction a donc été complexe, mais indispensable pour l'intérêt et la portée originale de l'étude.
Dans ce cadre, des extraits d'entretiens ont été insérés au fil du texte de la thèse, afin d'éclairer certaines situations :

- Comment les habitants rencontrés évoquent-ils à la fois leur espoir et leurs difficultés ?
- Qu'est-ce qui donne à leur discours une teneur positive ou négative ? Est-ce la qualité de l'habitat ? Est-ce le statut d'occupation ?
- Comment, sur le plan pratique, s'adaptent-ils à leur nouvelle situation ?
- Comment les personnes (habitants, experts, autres) participent-elles à la production des projets ? Ont-ils été impliqués lors de la mobilisation de cette opération massive de construction de logement ? Quel est leur sentiment général sur l'opération ?
- Les « nouveaux » habitants se sentent-ils propriétaires ?

Ces extraits apparaissent sous forme d'encadrés titrés, complétés par l'information technique sur l'entretien. Outre l'éclairage apporté par ces témoignages, ce choix d'égrainer tout au long de cette étude « ces paroles de » invite aussi le lecteur à rejoindre et partager une part de ces moments si particuliers et sensibles du travail sur le terrain.

Ce mode de présentation des résultats d'enquête est inspiré du travail de sociologue Pierre Bourdieu dans l'ouvrage *La misère du monde :*

> « Dans la transcription de l'entretien elle-même, qui fait subir au discours oral une transformation décisive, le titre et les sous-titres (toujours empruntés aux propos de l'enquêté), et surtout le texte dont nous faisons précéder le dialogue, sont là pour diriger le regard du lecteur vers les traits pertinents que la perception distraite et désarmée laisserait échapper. Ils ont pour fonction de rappeler les conditions sociales et les conditionnements, dont l'auteur du discours est le produit, sa trajectoire, sa formation, ses expériences professionnelles, tout ce qui

> se dissimule et se livre à la fois dans le discours transcrit, mais aussi dans la prononciation et l'intonation, effacées par la transcription, comme tout le langage du corps, gestes, maintien, mimiques, regards, et aussi dans les silences, les sous-entendus et les lapsus » P. Bourdieu, 1993, p 1410.

De la même manière, plus humblement et à très petite échelle, j'ai demandé aux interlocuteurs s'ils acceptaient de rendre publics leurs témoignages. La plupart d'entre eux (environ quarante) ont donné leur accord et certains (moins de dix) ont refusé probablement par crainte d'avoir dévoilé une information confidentielle ou exprimé un point de vue politique préjudiciable à leur statut professionnel ou de résident.

Comme la sociologue Claire Lévy-Vroelant l'explique, l'analyse du contenu des entretiens peut s'entendre comme une expression simple, mais elle cache une énorme complexité qu'il est nécessaire de saisir. Un de ses livres *L'incendie de l'hôtel Paris-Opéra, 15 avril 2005. Enquête sur un drame social* (2018) en fournit un exemple en revenant sur l'incendie d'un immeuble parisien en 2005. Ce dernier était principalement occupé par des personnes en condition de précarité quand vingt-quatre d'entre elles ont trouvé la mort ce jour-là. Elle transforme ce drame complexe en une description détaillée et narrative qui rend particulièrement intéressant ce type de traitement de l'information en sciences sociales.

> « Enfin, si recueillir le récit de trajectoires d'épreuves est sans doute un signe de temps, notons que cette pratique ravive l'intérêt pour des démarches et des textes plus anciens qui donnent à voir et à comprendre l'intrication entre les histoires de vie individuelles et l'Histoire "avec sa grande hache" pour citer une fois de plus George Perec, maître en la matière. La réorganisation de la vie après le trauma, après la violence subie (ou exercée contre autrui) passe nécessairement par la création d'un espace langagier d'autant plus significatif qu'il met en jeu du collectif, du social, en même temps que du biographique… » C. Lévy-Vroelant, 2018, p 35-36.

Sur le plan spatial cette fois, comme le proposerait aussi Yankel Fijalkow[13] (2019), la composition des mosaïques de territoires, en tant qu'agenceur des relations sociales, permettra aussi de révéler des situations urbaines. L'auteur associe cette image de la mosaïque au kaléidoscope qui, avec la lumière, dégagera diverses strates de la ville (Roncayolo, 1989), des lectures, un contour dessiné comme si l'on faisait un tour de la ville ensemble :

> « Les contours expriment l'histoire de la ville et de son territoire, sa personnalité, ses rapports entre le centre et la périphérie, son ouverture aux contournements,

[13] Yankel Fijalkow, Professeur, Sociologue. HDR. ENSA Paris Val de Seine.

aux retournements et aux détournements, ses possibilités de rêve et d'imaginaire, bref, son hospitalité » Y. Fijalkow, 2019, s/p.

L'analogie avec le sujet de cette thèse me semble pertinente. En effet, l'origine de la production massive de logements au Venezuela résulte d'une tragédie où des milliers de Vénézuéliens ont perdu leur logement. Beaucoup d'entre eux ont dû vivre dans des refuges ou des conditions d'extrême précarité, plusieurs années parfois. Désormais, ils essaient de s'adapter à des logements dont l'agencement ne leur est pas familier. En effet, alors que certains vivaient dans des quartiers insalubres ou des bidonvilles, ils sont maintenant confrontés à une nouvelle échelle d'habitat (immeubles de taille peu habituelle), à une vie de « cités nouvelles », loin de la capitale, pour n'évoquer que ces points. À l'évidence, ces déracinés doivent faire face à une situation inédite dans leur histoire de vie, qui interpelle.

Tout cela se déroule dans le contexte de crise déjà mentionné. Avec les photos et les enregistrements des entretiens menés avec divers acteurs, mais aussi inspirée par P. Bordieu, C. Lévy-Vroelant, Y. Fijalkow et d'autres auteurs sociologues, anthropologues, géographes…, l'analyse de textes associés aux photos permet de comprendre :

- En quoi cette opération de construction de logements modifie-t-elle les modes de vie ?
- Comment l'action publique peut-elle affecter, modifier, voire transformer une société ?
- Les actions et moyens nécessaires ont-ils été mis en place pour que ces nouveaux habitants « déplacés et relocalisés » s'adaptent à ces nouvelles conditions d'existence ?

Plus largement, cette approche qui mêle terrain et images participe à appréhender le dessin du nouveau contour de la ville produite dans ce processus révolutionnaire dans le contexte vénézuélien.

Dernière campagne d'entretien chez les habitants

À l'occasion de certaines enquêtes, nous avons montré comment les habitants logés dans la GMVV pallient les déficits de services publics pour prendre soin de leur territoire. Tout comme sont évoqués leurs réponses aux problèmes d'insécurité et les comportements qu'ils mettent en place pour s'adapter à leur habitat. Il m'a semblé intéressant d'ouvrir un propos critique sur la notion « d'appropriation » en la recoupant avec l'image/la représentation de l'espace public, semi-public et du logement. Il s'agit d'interroger l'objet architectural dans son enjeu esthétique. L'État a souhaité répondre à des besoins sociétaux, de

personnes en difficultés, notamment en situation de précarités liées à leur habitat. Cette population a été déplacée vers des zones qui ne les satisfont pas pleinement et qui génèrent de nouveaux problèmes comme l'accès à l'eau, ainsi que des préoccupations fortes sur leur sécurité individuelle, la convivialité voire l'entente entre voisins, même si dans certains cas, l'inverse a aussi été observé (*cf.* Chapitre III).

Pour approfondir la question de l'appropriation, centrale pour notre travail, nous avons choisi quelques objets représentatifs de l'habitat : la fenêtre, les ampoules, les grilles… afin de mettre en avant le contraste entre le dynamisme de la GMVV et l'effet sur les modes de vie des habitants. Nous le verrons plus en détail dans le chapitre VII, mais nous remarquons comment certains habitants doivent moduler la gestion de l'espace commun et penser l'intégration de ces objets. Les grilles deviennent solution pour éviter le vol des ampoules des espaces communs, par exemple ; le vol des ampoules d'éclairage du terrain de jeu oblige à une nouvelle organisation quand elles sont retirées, conservées et remises en place chaque fois que l'espace est utilisé. Ces productions massive et rapide de l'État conduisent à des situations inédites qui appellent de nouveaux comportements, interactions et plus généralement les modes d'agir dans le quotidien des habitants.

Un exemple éclairant

Afin de clarifier ce propos, un extrait d'entretien réalisé en août 2017, a lorsque, le pays est en crise à différents niveaux — économique, politique et sociale. Le contexte est marqué par des mois successifs de manifestations entraînant 130 morts après les heurts récurrents entre forces de l'ordre et opposants au gouvernement. Dans le cas précis de mes entretiens, je devais en amont estimer le terrain, ne pas me hasarder sur le jeu des questions, vérifier au préalable le positionnement de la personne, pro ou contre le gouvernement, afin de créer suffisamment de confiance et libérer la parole des interviewés. Un exercice de style qui m'imposait à chaque fois de me situer sur le même bord politique. Et lorsqu'il s'est agi de me rendre à la cité Argelia Laya[14] sur l'avenue Victoire, en centre-ville, j'ai dû me confronter à l'ambiance si commune à Caracas de violence et de peur. Le témoignage ci-dessous tiré de ce tour dans la cité et des entretiens menés dans les appartements de Wilmer, infirmière de 42 ans, de son frère Pedro,

[14] Argelia Laya (1926-1997), enseignante, philosophe, activiste politique et lutteuse sociale, défendît le droit de la femme à l'éducation, participant au programme «Education pour l'Egalité» selon lequel se réalisa une éducation qui élimina le sexisme dans le processus éducatif. Figure représentative du Parti Communiste de Venezuela, présida le MAS (Movimiento Al Socialismo).

lycéen de 19 ans, et d'Eguila, la mère âgée de 52 ans, retraitée et vendeuse de cigarettes et de glaçons, est une façon d'illustrer cette tension perceptible et parfois invisible.

L'étonnement (personnel) dans la recherche en lien avec les habitants et la notion de sécurité — transparence et échanges égalitaires dans une enquête-extrait de mon journal d'entretien 2017

Quand, accompagnée de Wilmer et Pedro, je marchais entre les tours du quartier, une impression particulière s'est dégagée au fil de mes pas. Il m'est soudain apparu que Wilmer et Pedro me protégeaient. De manière quasi spontanée, ils se plaçaient l'un devant moi, l'autre derrière. Et, chaque fois que j'essayais de me mettre à côté de l'un d'eux, ils reprenaient leur place initiale. A n'en pas douter, l'insécurité s'était mêlée à leur quotidien dans ce quartier, ainsi, en descendant de l'un des appartements, plusieurs jeunes gens, que je supposais âgés de 14 à 18 ans, bloquaient la porte. Ils n'ont libéré l'accès qu'après un salut de Wilmer. Le code m'échappait, alors que leur présence, celle de Wilmer et de Pedro, me protégeait. Sur l'après-coup, je ne suis pas sure qu'il en aurait été de même si j'avais été seule, tant ces jeunes du quartier semblaient marquer le territoire de leur autorité à cet instant précis.

Puis, rejoignant le second appartement, il a commencé à pleuvoir, fait courant à cette époque au Venezuela. C'était une très forte averse qui m'a « mouillée jusqu'aux os ». Je portais un chemisier blanc qui devint aussitôt transparent. J'ai alors eu le sentiment de me retrouver particulièrement exposée face à eux, presque à nue… Nous sommes ensuite montés dans l'appartement de la mère de Wilmer et avons attendu que je sèche près de 40 minutes avant de repartir, de me retrouver hors ces murs. J'ai trouvé cette situation d'entretien particulièrement forte : la transparence de mon vêtement en raison de la pluie m'a semblé faire écho à la transparence de leur propos, lorsque nous évoquions l'espace et l'intimité de leur foyer. Face aux informations personnelles qu'ils me livraient, sans filtres, dans une grande transparence, sur un thème aussi délicat que leur foyer, il m'a semblé que l'épisode du chemisier blanc trempé a figuré une certaine réciprocité, provoquée à mon insu par mon dévoilement partiel ; une sorte de mise à nue s'est opérée où sens propre et figuré se sont noués dans une relation d'égalité.

3. Selfie pris par Pedro, un habitant à la fin de l'entretien collectif à Caracas.

Enfin, pendant l'attente Pedro propose de prendre une photo. Le résultat, présenté ci-dessus, est ce selfie qui illustre un de ces instants. Une certaine proximité s'en dégage comme si nous étions proches, amis, familiers. Pourtant, je n'ai connu Wilmer que quelques jours avant, Madame Eguilda et Pedro quelques heures. Le fait d'échanger sur ces questions, sur le thème délicat « d'habiter » a pu créer des liens de proximité en très peu de temps. Cet exemple m'amène aux propos de Laurent Gervereau, historien du visuel et philosophe. Dans *Voir, comprendre, analyser les images* (1994), il écrit sur la photographie :

> « … Il n'y a pas de "vérité" du regard (il reste toujours une perception singulière, sous un certain angle), il n'y a pas de "vérité" photographique. La photographie n'est jamais neutre, elle est une construction du réel. La photographie transmet à la fois le message de son sujet et son message propre ». L. Gervereau, 2014, p 136.

Finalement, l'analyse des réponses des habitants interviewés ainsi que les photos prises sur leurs lieux de vie éclairent sur ce qui se passe dans ces lieux, sur ce qu'ils vivent et perçoivent. Plus largement, je terminerai sur cette forte hypothèse (que la thèse va valider) : qu'ils soient opposants ou partisans, ils montrent toujours, une certaine loyauté vis-à-vis de l'opération du logement. Elle trouve ses ressorts dans l'attention, la considération dont l'État a fait preuve. Ce « je compte enfin aux yeux d'un autre, l'État », cette reconnaissance en quelque sorte, prend les traits d'une forme de dignité nouvelle pour les habitants indépendamment de leur croyance politique.

Les voyages dans un contexte « difficile »

Dans le cadre de cette thèse, pour recueillir l'information nécessaire à l'étude, quatre voyages de terrain ont été réalisés au Venezuela.

Le premier a duré un mois, en 2015. Il a été une phase d'observation, d'appréhension du contexte et de compréhension de l'opération GMVV, de repérage des terrains et de compilation des documents juridiques et constitutifs au programme de construction.

Le deuxième voyage, en 2016, a permis d'affiner le repérage des terrains et d'identifier les acteurs. D'abord, ma participation de trois jours au premier forum *Grande Mission Logement Venezuela, Réalités et Perspectives pour Renforcer*

l'Habitat Communautaire[15], m'a donné l'occasion de rencontrer les principaux acteurs de l'opération, techniciens, experts et habitants. Ensuite, il a été alors possible d'établir un carnet d'adresses qui a servi de préparation au voyage suivant. Au cours de cette seconde immersion, il a été facile d'accéder à une information précise sur l'avancement et sur les difficultés de l'opération. Des entretiens plus informels, mais très riches dans leur contenu, ont pu être menés, ainsi que des visites de quartiers et des rencontres d'habitants.

Le troisième voyage a duré trois mois en 2017, alors que le pays se trouvait confronté à une forte crise. La période a été marquée par de très nombreuses manifestations où les heurts ont été récurrents entre les forces de l'ordre et une partie de la population alors qu'elle protestait pacifiquement. Les violences ont entraîné la mort de 130 personnes. Les protestations étaient dirigées contre les décisions gouvernementales perçues comme des violations multiples et répétées à la Constitution en vigueur qui avait pourtant été établie par Hugo Chavez en 1999. Ce fut un moment réellement crucial de l'histoire récente du Venezuela tout autant que de la « révolution bolivarienne » qui a fait apparaître un pays divisé et en tension. Lors des enquêtes menées sur le terrain et dans ce contexte politique et social si particulier, il m'a fallu évaluer la personne interviewée, percevoir sa position politique, obtenir son accord avant d'engager le guide d'entretien. Immersif avec les habitants, ce voyage m'a permis d'accéder à leurs modes de vie, à leurs difficultés dans ce contexte, il faut le répéter, dense et difficile à plus d'un titre.

Lors du dernier voyage, en décembre 2018, le pays subissait une crise économique généralisée avec une inflation du prix des denrées alimentaires estimée à 700 000 % sur 12 mois. Une nouvelle rencontre avec certaines familles interviewées lors du premier voyage, m'a permis de constater la dégradation de leur espace et mode de vie : le manque d'eau et d'électricité, la pénurie alimentaire. La détérioration de leur qualité de vie était renforcée par l'absence de moyens de transport les obligeant à marcher des heures pour rallier leur lieu de travail. J'ai pu constater des pertes de poids importantes liées aux difficultés d'accès à une alimentation suffisante.

[15] Le forum public proposé de faire un bilan après les cinq premières années de construction de la GMVV parrainé par le Ministère du Pouvoir Populaire pour le Logement et l'Habitat, s'est déroulé les 3, 4 et 5 août 2016, au siège de PDVSA à Caracas. Dans ce Forum participèrent des architectes de grande réputation dans l'histoire du Venezuela comme le Dr. Juan Pedro Posani, Dr. Newton Rauseo, Juan Vicente Pantin, Marcos Coronel, Paola Posani, Alejandro López et Pedro Vallone. Maîtrise de Planification Urbaine : Pavelyn Márquez, María Eugenia Collell, Juan Carlos Rodríguez et l'avocat María Alejandra Díaz, entre autres.

L'échantillon de la dernière partie de terrain

Une partie de la méthodologie et de la stratégie utilisée pour identifier le groupe de personnes à interviewer a fait suite à des conversations personnelles avec des camarades, des connaissances, d'anciens collègues, et les membres de ma famille. Pour une raison ou une autre, du fait de l'ampleur de cette opération, il y avait toujours quelqu'un qui connaissait directement ou indirectement une personne vivant dans une construction de la GMVV ou faisant partie de ce projet. Les jours suivant mon arrivée en 2017, les incessantes manifestations de rues ont eu pour effet d'empêcher ma mobilité, voire de la rendre impossible. Ce temps de pause m'a permis d'établir un réseau d'échanges afin d'affiner et de dresser avec précision la liste des personnes à interviewer durant ces trois mois de terrain.

4. Auto sociologie de l'auteur

Après avoir terminé mes études d'architecte au Venezuela (2000), mon pays de naissance, une de mes premières expériences professionnelles a été de rejoindre une équipe de travail ayant répondu à une consultation publique sur le problème des quartiers précaires de Caracas. Comme indiqué dans cette étude, il est assez courant qu'un secteur urbanisé se situe à la limite d'un secteur plus informel, alors que d'autres secteurs plus privilégiés en sont plus éloignés. J'ai moi-même grandi dans une maison dont nous étions propriétaire et qui pourrait être qualifiée comme étant celle d'une famille de la classe moyenne de l'époque, mais situé dans un quartier plutôt précaire (Arrecifes) dans l'État de Vargas[16]. Elle comportait trois chambres, des murs en parpaing enduits, un sol en céramique, un toit en tuiles, un réservoir d'eau en béton et un porche d'entrée qui servait de parc de stationnement, avec une grille de sécurité. La maison avait une annexe à l'étage, correspondant à un appartement T2 loué à différentes familles. A mon adolescence, avec ma mère, nous avons déménagé à Caracas, dans un quartier mixte constitué de bâtiments collectifs (trois tours de 15 étages), à l'est de la ville. Il était situé entre l'autoroute de l'Est et le quartier de Santa Fe ; un lieu où la diversité urbaine était tangible tant la population des quartiers précaires se

[16] La toponymie mise en place par l'État, ainsi que le processus révolutionnaire, sont caractéristiques d'une stratégie de réécriture de l'histoire et se manifeste à toutes les échelles du territoire. Dans le cas de l'État de Vargas, le nom de ce dernier a été modifié en 2019 en État La Guaira, repris d'une municipalité qui porte le même nom. Ce changement est lié à la volonté de l'Etat d'effacer le nom de la personnalité historique José Maria Vargas, médecin qui a inspiré le nom de cette région, et considéré comme antimilitariste par le gouvernement en place.

mélangeaient aux quartiers dits de classe moyenne. Cela me semblait représenter un bel exemple de mixité urbaine entre classes sociales, d'autant que non loin, une catégorie, plus privilégiée, participait aussi à la vie du quartier, pour bénéficier de services peu chers. Par exemple, les personnes de la classe plus privilégiée se rendaient dans ce quartier moins privilégié pour faire repasser leurs vêtements ou réparer leur voiture parce que le service était considérablement plus économique que dans leur quartier ou ailleurs. Également, les personnes du quartier plus précaire venaient vendre des fruits et légumes dans un type de marché de rue, effaçant d'une certaine manière les limites des quartiers existants. Après avoir déménagé plusieurs fois dans la ville de Caracas, toujours à l'est de la ville et même si j'ai toujours résidé à proximité de quartiers précaires, je n'ai jamais vécu dans des conditions dites de pauvreté comme celles que l'on retrouve couramment au Venezuela. Alors que le quotidien amenait les personnes d'horizons différents à se côtoyer, je n'ai pas le souvenir d'avoir vécu comme telle la différence sociale, ou éprouvé un quelconque ressentiment vis-à-vis des populations argentées ou précaires. Mes parents appartiennent à une génération qui a pu évoluer dans sa qualité de vie grâce à l'accès aux études, aux opportunités de carrière offertes par les institutions d'État. Ma mère a travaillé à l'EDC, Électricité de Caracas, et mon père à l'INOS, *Instituto Nacional de Obras Sanitarias*, Institut National des Ouvrages Sanitaires, la compagnie du service des eaux. Plus tard, il s'est consacré à l'agriculture après être devenu propriétaire de sept hectares de terrain à Carayaca, un bourg situé entre les États de Vargas et de Miranda. Il a produit des avocats jusqu'en 2010, date à laquelle le gouvernement l'a exproprié pour transformer les terres en « biens gouvernementaux ». En 2020, ils habitent tous les deux à Caracas, ma mère est toujours en exercice comme avocate et mon père ex-avocat est aujourd'hui retraité ; tous deux se sont éloignés des institutions politiques.

À titre professionnel, durant la période de 2000 à 2011, j'ai travaillé sur des commandes de bureaux privés pour l'État, puis directement en son sein [2]comme directrice de l'ingénierie et des services généraux. J'ai notamment conçu et supervisé le projet de construction et de réhabilitation du siège du Ministère des Affaires étrangères au Venezuela en 2008, ainsi que l'aménagement des ambassades du Venezuela à l'international. J'ai aussi participé à un projet pluridisciplinaire de développement durable d'usines de transformation de la pêche, depuis l'étude de leur impact environnemental jusqu'à leur insertion urbaine. Cependant, le projet le plus marquant a été ma participation à la réhabilitation physique des bidonvilles de Caracas de 2000 à 2002 puis de 2007 à 2011 ; un projet qui s'ancrait dans une approche sociologique et ethnographique

afin de cerner au plus près le mode de vie des habitants et leur relation avec l'espace. D'abord le projet d'*Habilitación Fisica de Barrios*[17] réalisé à Caracas à la fin des années 1990 où dans un groupe multidisciplinaire, nous portions de nombreuses réflexions sur la ville, et notamment sur l'insertion du tissu informel dans le formel avec la participation des habitants. Ce programme a été lancé par l'État juste avant l'arrivée au pouvoir d'Hugo Chavez et géré par le Conseil National du Logement (*Consejo Nacional de la Vivienda* : CONAVI). Après l'arrivée d'Hugo Chavez, le programme « Une Caracas plus humaine, un effort de tous » a eu pour vocation de planifier, diriger et coordonner des opérations inhérentes au processus d'humanisation de la ville. Ceci s'est traduit par la création de journées d'aménagement des constructions, de réflexions/travaux sur l'amélioration des façades dans un cadre d'esthétique de la ville, de développement d'espaces éducatifs et sportifs dans des quartiers défavorisés. Au cœur de ce projet, j'étais responsable du quartier *23 de Enero*, une des cités les plus importantes de Caracas par sa taille et le nombre de ses habitants. Cette expérience opérationnelle et en bénévolat a enrichi mon travail de chercheuse sur les cités précaires et m'a donné un regard particulier, notamment lors des *interviews* menées de 2015 à 2019.

Depuis mon arrivée en France en 2011, mon parcours suit cette même direction. Malgré les différences morphologiques de ville entre Paris et Caracas, je continue à m'intéresser aux quartiers précaires et au logement social. Depuis 2018, avec l'agence ad-lib architecture et urbanisme[18], je participe à un projet de valorisation sociale[19], soutenu par le bailleur social Pas de Calais Habitat (PdCh)[20]. Il s'agit d'un nouveau défi qui envisage d'aller au-delà des frontières politiques et territoriales dans une triade capitale entre les acteurs, les dispositifs techniques, et les pratiques diversifiées. Il s'agit d'organiser une réflexion collective sur et à partir du logement en partant de l'usage, et en impliquant tous

[17] Le Projet d'Habilitation Physique de Bidonvilles commandé par CONAVI. Notre proposition pour les 66 hectares et les 5000 habitants de Tacagua, l'Oeil d'Eau (Ojo de Agua) était de définir les infrastructures nécessaires aux services de base. Canaliser les drainages naturels et créer des zones de sécurité pour les habitants. Sectoriser le territoire par la création de quartiers et de nouveaux logements de substitution. Incorporer les espaces publics, sportifs et des espaces verts.

[18] adlib – architecture & urbanisme http://www.adlib-archi.eu/

[19] Le projet INCREASE Valorisation Sociale (2017-2020) vise à lutter contre la précarité et la fragilité sociale des populations les plus démunies, partagée par 7 bailleurs sociaux, en France et en Angleterre.

[20] Troisième office public de l'habitat social en France, Pas-de-Calais Habitat gère plus de 40.000 logements sur 210 communes du département du Pas-de-Calais. En tant que bailleur social accueille les ménages les plus fragiles, que ce soit économiquement ou socialement. En plus d'être confronté aux récentes orientations gouvernementales comme la Loi ELAN, qui entrainent une diminution de ses ressources financières. On y retrouve un appauvrissement des ressources des populations accueillies, un fort isolement social, la précarité de l'emploi et le vieillissement de la population. De ce constat émergent de nouveaux questionnements pour les Maîtres d'Ouvrage, qui nécessitent de renouveler la pensée en lien avec le projet d'architecture du logement pour apporter les réponses appropriées. https://www.pasdecalais-habitat.fr/

les acteurs. Je suis chargée d'animer avec les habitants des ateliers de travail (*focous group*) sur un modèle innovateur d'habitat proposé par un groupe d'experts. L'hypothèse part du constat que l'objet bâti pourrait ne plus être considéré uniquement comme un bien patrimonial à entretenir. Il devrait en effet être pris dans une temporalité, dans un cycle de vie, avec une capacité d'adaptation aux évolutions sociétales (ad-lib, 2019).

> « Il ne s'agit pas seulement de faire en sorte que les locataires acceptent, s'approprient et s'adaptent à une innovation venue d'en haut, mais qu'ils s'engagent dans un processus collaboratif de coproduction des projets. Les solidarités actives et les valeurs caritatives sont les deux faces d'un même phénomène social, qui allie sentiment d'appartenance et logique du don (donner/recevoir/rendre). » Ch. Beslay, A. Gressier, C. Morlat, R. Gournet, J. Capelle, [Innover dans l'Habitat social. Le modèle économique et social d'Habitat contributif.] 2018, s/p.

L'expérience acquise dans les deux contextes a servi cette étude comme mon parcours de thèse sur un terrain aussi difficile. La possibilité de réfléchir au collectif avec les divers acteurs (CRH, adlib, PdCh, divers experts…) et les habitants est un des enjeux principaux. Cette phase a facilité l'adoption d'une vision réflexive sur la façon d'aborder des projets sociaux, de mener un travail avec les habitants à bien avec tact et sensibilité en vue d'améliorer leur condition de vie. Elle m'a permis d'observer d'une manière différente, avec distance et recul, la politique du logement social au Venezuela.

L'actualité internationale a eu un fort impact sur ce travail de recherche. Ma manière d'appréhender les événements qui ont traversé ce travail a été singulière et a pu jouer sur l'interprétation que j'en ai faite (des événements politiques, des entretiens et de la production du logement, pendant les autres dernières années). En effet, la polarisation politique actuelle des idées comme la production scientifique, qui voit s'affronter des points de vue souvent radicalement opposés, n'échappent pas aux chercheurs (internationaux et locaux) ni aux politiques publiques. Difficile de s'extraire de cette polarité, tant elle signe les productions actuelles qui ont trait au Venezuela. Dans un tel contexte, comment faire preuve de la distance requise à ce travail… à la manière l'historien face à l'histoire contemporaine…

Au Venezuela, les politiques publiques reposent avant tout sur le caractère social. Encore plus dès lors qu'il s'agit, comme cela a été le cas avec l'arrivée d'Hugo Chavez, d'apporter une réponse immédiate à la pauvreté, à l'analphabétisme et au chômage afin de lutter contre l'exclusion, les inégalités et la marginalisation auxquelles est confrontée une majorité de la population. Le nouvel État propose de démanteler les politiques publiques antérieures et de créer des « Missions »

afin de remédier aux lenteurs administratives, à l'absence de réponse aux besoins de la population de la part des gouvernements précédents. Selon plusieurs analystes des politiques publiques, leur évaluation sociale devrait reposer sur quatre principes de base :

- l'ampleur des dépenses sociales,
- le pourcentage de dépenses sociales effectivement redistribuées,
- l'efficacité dans l'application des dépenses consenties,
- l'impact sur la solution du problème (Cohen, 2001, Cardozo Brum, 2003).

Cette étude cherche à identifier les formes discursives, images comprises, à l'origine de ces politiques dans un contexte politique révolutionnaire et à évaluer leur impact sur le terrain et sur les habitants. Elle interroge les habitants sur leur qualité de vie, en incluant l'accès aux services de base, et sur leur ressenti après avoir bénéficié des différentes politiques publiques sociales et notamment d'habitat. Dans ce large cadre, la thèse proposera d'évaluer dans quelle mesure le Venezuela adapte d'anciens modèles révolutionnaires dans ses politiques publiques, de comprendre si l'État se développe autrement au sein de cette opération de construction massive du logement GMVV, en se plaçant au niveau des habitants et des lieux habités.

Le fil conducteur de la thèse repose sur trois piliers principaux :

- l'appréhension des politiques publiques et du logement pour comprendre les missions sociales et la GMVV,
- les diverses représentations, discursives et graphiques dans la démarche étatique,
- les conditions de vie des habitants, la constitution matérielle de leur habitat et leur identité dans cette expérience de logement social.

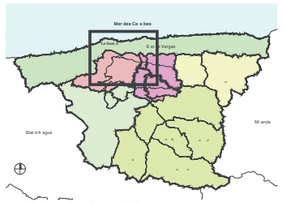
La deuxième partie traitera des éléments du cadrage et sera constituée de deux chapitres. Le premier consacré aux éléments contextuels : économiques, climatologiques et sociaux. Ensuite le deuxième chapitre sera dédié à la compréhension du contexte urbain de Caracas pour mieux y saisir l'insertion de la politique du logement social sur le terrain. La troisième partie forme des deux chapitres dont le premier fera le lien entre transformations institutionnelles et territoriales. Le cinquième chapitre interroge la notion de propriété pour prolonger ce label « socialiste » qui est proposé par l'État.
La quatrième partie traite plus en détail des typologies architecturales, des morphologies urbaines et des nouveaux territoires « visuels » en résultant, ainsi que des impacts sociaux de cette Politique publique.

Pour finir cette introduction, j'ai sélectionné un poème sur le logement. Il vient illustrer ces ensembles spatiaux reliés entre eux, du logement au territoire national :

> « Le logement lui-même n'a aucune justification, il nécessite la terre, l'eau, le drainage, l'électricité, la propreté. Le logement ne résout rien sans les écoles, la culture, la santé, les espaces verts, les loisirs, les fournitures, la circulation, le transport. Le logement est l'habitat, l'habitat n'est qu'une partie d'un groupe plus large, la communauté, la communauté n'existe que dans la ville, la ville est le travail, l'activité, un revenu adéquat, la sécurité et la protection, les communications. La ville n'est pas seulement l'habitat, c'est le conglomérat urbain, les zones environnantes, le paysage, le secteur urbain, c'est le territoire régional. Le territoire régional n'est pas un élément isolé, c'est l'agriculture, l'élevage, les forêts, la faune, la flore, les gisements, l'énergie, la fabrication et le marché, l'économie, la finance, la production, le développement et la conservation. Le territoire national est la somme des efforts, de l'intégration, de la réalisation et de la définition de la nation. Le logement est l'expression fondamentale et primaire de la nation » Leopoldo Martinez Olavarría[21]

Avant d'entrer dans le cœur de mon travail et de développer chaque chapitre, il m'a en effet semblé important de souligner le point de vue de Martinez Olavarría. L'habitat social va bien au-delà de la représentation de l'État ou même de la Nation. Cette étude offre une place importante au résident bénéficiaire. Le logement n'est pas le but en soi, mais c'est un lieu, un secteur à la fois social, économique, juridique et politique qui soulève un nombre important de questions. C'est par cet intermédiaire, cette question saisie au cours de cette étude auprès des habitants et les experts, que le logement vient révéler la situation actuelle du Venezuela, au moins jusqu'au début de la décennie 2020, moment de fin de cette étude.

[21] Evolución y realidad de la vivienda. Caracas: Banco Obrero, 1965. Leopoldo [Polito] Martinez Olavarría (1912-1992). Architecte, ingénieur, urbaniste, Professeur dans les facultés d'ingénierie et d'architecture de l'Université centrale du Venezuela, en 1991, l'UCV lui a décerné, le doctorat honorifique.



Plan du Grand Caracas

Carte schématique du Vénézuela

Nord

Echelle

0 2km 5km

Mer des Caraïbes

La Guaira

Etat de Vargas

GMVV OPPPE 36

GMVV OPPPE 27

Ville Socialiste Hugo Chavez

*Musarq

OPPPE 8 GMVV Altagracia

GMVV OPPPE 15

GMVV OPPPE

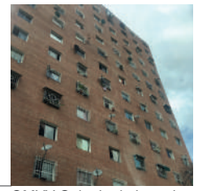
OPPPE 16A GMVV av Bolivar

OPPPE 16B GMVV av Bolivar

GMVV OPPPE 12

*Torre David
Av Urdaneta

FUNDACARACAS Santa Rosa


GMVV Colegio de Ingenieros

GMVV av. Libertador PDVSA

GMVV av. Libertador

*PDVSA

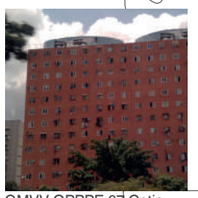
*Ministerio Habitat Vivienda

Municipalité
Libertador

Ville Socialiste Ciudad Caribia

Ville Socialiste Ciudad Caribia

Ville Socialiste Ciudad Caribia


GMVV OPPPE 67 Catia

*Escaleras del Calvario

Municipalité
Chacao

Municip
Sucre

Municipalité
Baruta

District Capitale

GMVV OPPPE 17
Puente Los Leones

GMVV Francisco Fajardo

Ville socialiste
Ciudad Tiuna

GMVV OPPPE 51
Montalban

OPPPE 45 Residencias
Atalayas-Santa Monica

GMVV Argelia Laya
Av. Victoria INAVI

LEGENDE

OPPPE (Oficina Presidencial de Planes y Proyectos Especiales)
Bureaux de Projets producteurs de la GMVV

*hors GMVV

Opérations GMVV et lieux des terrains d'enquête Grand Caracas

Tableau 1 Opérations GMVV et lieux des terrains d'enquête Grand Caracas @fm/yww, 2020

CHAPITRE I. POLITIQUES PUBLIQUES ET POLITIQUES DU LOGEMENT : DISCOURS, IMAGE ET REPRÉSENTATION

« Faire de la politique consiste à faire des politiques publiques » Pierre Muller[22] 2006

Analyser les politiques publiques permet de comprendre l'action de l'État et les modèles gouvernementaux mis en place. Il s'agit également de comprendre leur influence sur les personnes ciblées par ces politiques publiques et plus précisément celles qui en sont les bénéficiaires directs. Afin de créer un cadre théorique servant de guide à ce travail de recherche, cette partie propose une définition préalable à la notion de politique publique pour aborder ensuite le principe de politiques publiques sociales et enfin traiter des politiques publiques du logement. La confrontation entre les points de vue de chercheurs européens, américains et latino-américains permet d'éclairer les liens existants entre les politiques mises en œuvre, la production de discours et les représentations spécifiques véhiculées par le gouvernement vénézuélien, qui a connu une transformation de la société par la prise du pouvoir par le Peuple. Comme dit précédemment, cette thèse s'articule autour de trois axes :

- une analyse des politiques publiques,
- une analyse de la mise en image de la politique de construction massive de trois millions de logements en dix ans, par le programme social Grand Mission Logement Venezuela (GMVV),
- une enquête rendant compte du vécu des habitants dans les cités du Socialisme du XXI[e] siècle, modèle qui aspire à une société révolutionnaire, émancipatrice et anticapitaliste.

L'analyse des politiques publiques permet de porter un regard spécifique sur la politique actuelle. Selon Pierre Muller,

> « Elle doit surtout conduire à réfléchir sur la fonction politique aujourd'hui et notamment au découplage croissant entre la fonction d'élaboration des politiques publiques (policies) et la fonction de représentation politique

[22] Pierre Muller, directeur de recherche honoraire du CNRS.

(politics). Entre les contraintes liées au contexte extérieur qui déterminent de plus en plus clairement le contenu des politiques publiques et les demandes de nouvelles formes de participation politique formulées par les citoyens, les responsables politiques devront trouver de nouveaux modes de transaction sous peine de voir se développer les différentes formes de populisme porteuses de visions du monde à la fois simplistes et dangereuses » P. Muller, 2006, p, 123.

En premier lieu la compréhension de la terminologie des politiques publiques est indispensable pour appréhender la mutation d'une société contemporaine, et plus précisément, sa régulation actuelle aux niveaux régional et local. La plupart des études portant sur les politiques publiques démontrent qu'elles font partie de l'action publique, incluant à la fois le positionnement des acteurs et leurs échanges, la place des institutions, les normes et les procédures qui façonnent l'ensemble des interactions.

Ce chapitre vise en second lieu à comprendre le discours, les dispositifs de narrations et la mise en place d'un récit comme un discours rhétorique de l'État. Il aborde par la suite les concepts d'image, de représentation, de sémiologie, de sémiotique, en s'appuyant notamment sur les outils *« visual studies »* et de la sociologie visuelle. Il est possible de procéder à un croisement théorique des notions de ces différentes disciplines et concepts dans le cadre de la « communication » de l'État afin de mieux appréhender sa proposition qui guide la production de la ville. C'est plus précisément sous l'angle architectural et urbanistique que se situe cette analyse afin de l'inscrire dans le contexte international et d'identifier d'éventuelles similitudes dans le reste du monde. Le quatrième point cherche à montrer comment ces trois pôles (discours, image et représentation) coïncident dans le contexte vénézuélien. La conclusion reviendra sur les raisons pour lesquelles cette thèse a été entreprise de cette manière, ainsi que les difficultés rencontrées dans le développement théorique du sujet choisi.

La présentation de la problématique et de son développement théorique tient compte du fait que l'État vénézuélien en recomposant le tissu institutionnel, social, physique et spatial, vise la transformation de la société pour créer le Socialisme du XXI^{e} siècle incarné par un Homme Nouveau « révolutionnaire et socialiste ». Ce projet de société porté par l'État vénézuélien repose sur la disparition des bidonvilles au profit d'une forme d'habitat urbain nouveau. On peut se demander si le positionnement de l'État à l'égard des quartiers d'habitat

informel n'est pas une façon d'éluder la problématique des bidonvilles sous prétexte de construire des modèles innovants. L'étude de la notion d'identité et de participation citoyenne est requise pour comprendre comment la proposition de l'État interfère dans le processus de transformation de l'homme vénézuélien et de son espace de vie.

1. Politiques publiques et politiques du logement

D'après Pierre Lascoumes et Patrick Le Galès dans *Sociologie de l'action publique* (2012), les politiques publiques sont des actions collectives qui participent à la constitution d'un ordre social et politique, c'est une manière de régir la société : réguler les tensions, permettre la gestion et l'intégration des groupes sociaux et résoudre les éventuels conflits. Les politiques publiques mettent en œuvre les dispositifs permettant d'assurer l'ordre social et politique. La « politique publique » peut être entendue comme l'« action publique » qui prend en considération l'ensemble des interactions qui se présentent à des multiples niveaux entre l'État et les citoyens.

Les politiques publiques et les politiques sociales

Les travaux de Isabel Maggiolo et Javier Perozzo (2007) analysent les politiques publiques en tant que processus d'interactions entre l'État et la société. Sur le plan conceptuel, ces dernières s'apparentent à des programmes conçus par l'État pour améliorer la qualité de la vie en adaptant la capacité des citoyens à participer à des activités sociales, économiques et politiques, aux niveaux local et national (Valadez, Bamberger, 1994).

- Selon le professeur Francisco Sagasti (1999), les déclarations, les interventions et les actions gouvernementales visent à accroître le bien-être des individus, des familles et des groupes sociaux.
- D'après le sociologue et politologue Manuel Antonio Garretón (2001), ce sont des programmes structurant la production de la société, vecteurs d'égalité socio-économique, de qualité de vie et de citoyenneté, impliquant des acteurs sociaux puissants et autonomes qui négocient leur représentation dans les sphères politiques et étatiques.
- Enfin, pour la politologue Adriana Delgado Gutiérrez (2001), c'est un ensemble d'objectifs, de réglementations, de systèmes et d'entités à travers

lequel l'État cherche à créer des opportunités et à renforcer les instruments de gouvernance en termes d'équité et d'intégration sociale.

Tous ces concepts ont en commun d'œuvrer à l'amélioration du niveau de vie, à la création du bien-être des individus, des familles et des groupes sociaux, ainsi qu'à la recherche d'une égalité socio-économique, de l'équité et de l'intégration sociale. Ce cadre théorique met en évidence la relation intrinsèque entre État, gouvernement et société. Il peut susciter des questions sur le pouvoir qu'a l'État sur la société, selon la nature du gouvernement et sa façon de mobiliser les politiques publiques. La manière dont la société s'adapte, ou choisit de se transformer peut générer en retour un type d'État spécifique, ce qui sera développé au Chapitre IV.

Ainsi, les évaluations des Politiques publiques,

> « sont loin d'être impartiales ; en effet, les politiques et/ou programmes publics établissent eux-mêmes, en général, leurs propres critères d'évaluation dans le cas où ils la prennent en considération, de même cette évaluation est menée à bien par des agences ou du personnel nommés par l'administration publique, ce qui remet en question leur objectivité. » Maggiolo et Perozzo, 2007, p 375. Traduit par l'auteure.

Selon le professeur Jésus M. Rodriguez, depuis moins d'un siècle, les politiques gouvernementales reposent sur des fondements méthodologiques, des théories de justification, de viabilité, de stratégie et de supervision. Il souligne que pour que tous ces éléments soient réunis, il faut la participation de divers acteurs, à la fois gouvernementaux, technocratiques et les représentants de la société bénéficiaire, c'est-à-dire, le peuple.

> « Les politiques publiques sont des actions — ou des omissions — des gouvernements qui, générés par une planification ad hoc, guident ceux-ci vers les réalisations promues, presque toujours de développement national ; c'est pourquoi, dans sa planification, les besoins des citoyens et leur hiérarchisation logique sont pris en compte, afin que le gouvernement élabore une stratégie de développement incluant — en consultation avec la société qu'il sert, c'est-à-dire avec d'autres acteurs sociaux, économiques et politiques —, sa mise en œuvre et l'évaluation impartiale du processus et de ses résultats » J. M. Rodriguez, 2017.

Politiques du logement social

Selon Maria Castrillo Romón[23], dans le contexte international, trois lois ont marqué la réflexion sur le logement social, et ont formalisé la prise de décision en milieu urbain :

- La loi française sur l'assainissement des logements insalubres (Loi Melun, 1850), au milieu du XIXe siècle donne le pouvoir au préfet Haussmann pour entreprendre légalement l'ouverture des boulevards et l'assainissement des îlots du tissu urbain parisien, en s'appuyant aussi sur la loi de 1852 sur les rues de Paris (Guerrand, 1987). Le second cas, celui du logement social, nourrit depuis son apparition dans l'intervention publique en 1912, avec la loi Bonnevay, une réflexion soutenue en matière de normes. (Fijalkow, 2014)
- La proposition d'extension urbaine de Barcelone (Espagne) par Ildefons Cerdà (1855-1859) au milieu du XIXe siècle également, fondée sur la nécessité d'améliorer la salubrité de la ville et du logement en abaissant la densité urbaine en s'appuyant sur les recherches portant sur les besoins physiologiques humains : 40 m2 d'aire urbaine par habitant et 6 m3 d'air dans chaque logement par personne et par nuit (Castrillo, 2001) ;
- L'opération de remise en état des bidonvilles entreprise depuis 1892 par le conseil de comté de Londres (domaines Boundary Street, Millbank, etc.) en Grande-Bretagne (Beattie, 1980).

D'une façon générale, tous pays confondus, la compréhension du problème du logement a entraîné différentes réponses dans les domaines urbain, architectural, financier et social. Dans le domaine financier, l'innovation a été explorée dans diverses formules de production de logements[24]. Confrontés à la preuve de leur incapacité à s'autoréguler sur le marché et à la revendication progressive du rôle des pouvoirs publics, diverses lois et types de bâtiments ont émergé. Dans le contexte européen, les premières législations sur le logement social apparaissent chacune avec des tendances particulières : la loi belge, plutôt interventionniste (loi des habitations du bon marché, 1889), ou la loi anglaise, plutôt libérale (loi sur le logement de la classe ouvrière, 1890). En 1894, en France, on défend le rôle de l'initiative privée et le rôle de l'État en tant que régulateur (Guerrand, 1987 ; Tarn, 1971 ; Bullock, 1985 ; Castrillo,

[23] María Castrillo Romón, architecte et urbaniste, Université de Valladolid (Département d'Urbanisme et Représentation d'Architecture)

[24] Dans le contexte français, les grandes campagnes de consultation d'entreprises et le mode de financement attribué aux organismes ont donné lieu à plusieurs types de logements sociaux, HLM, LOPOFA, LEN, LEPN, PSR, ILN, entre autres. Ces modalités ont défini les procédés constructifs, les typologies de bâtiments, les tailles d'opération et leur rapport à la ville et au sol. (adlib-yw, 2018)

2001) (cité par Castrillo Romón). Comme l'explique Y. Fijalkow, le logement social comme modèle en France commence avec la figure d'un État constructeur des Trente Glorieuses, qui correspondent à des rythmes de construction élevés (culminant à plus de 500 000 unités en 1972). Un point essentiel correspond à l'utilisation et à la valeur du sol dans les politiques de logement. C'est à travers ces décisions que divers processus capitalistes ou socialistes montrent clairement leur stratégie politique. Plusieurs exemples de législations, notamment en Amérique latine, illustrent la libération de la valeur foncière, et, suivant un modèle marxiste, militent en faveur de l'expropriation ou de l'exonération des prix associés à la terre pour réduire les coûts de la construction des logements (*cf.* chapitre V).

> « Le décalage entre la réalité financière et le rêve de la propriété immobilière comme refuge, porteur de l'illusion de la stabilité de l'emploi et de la famille, est un thème majeur de la sociologie du logement depuis la révolution industrielle, illustrant le versant idéologique du processus de marchandisation. L'image de l'ouvrier devenu propriétaire et ne pensant plus à la révolution, chérie par les bourgeois philanthropes du XIX^{e} siècle, est bien connue des historiens » Y. Fijalkow, 2011, p17.

Un autre facteur déterminant dans le financement du logement est que, dans la plupart des cas, c'est l'État qui garantit le logement et sa construction. Pour le réaliser, il compte sur le revenu fiscal qui génère une redistribution plus équitable et permet aux personnes disposant de moins de ressources d'y accéder. D'une manière générale, le modèle de logement social repose sur un système locatif et non de vente/acquisition. Ceci a un aspect positif dans la mesure où ce système a la capacité d'accueillir un grand nombre de personnes n'ayant pas la disponibilité financière à l'acquérir. Il comporte un côté négatif, car c'est un instrument de contrôle de l'État sur la classe sociale la plus défavorisée.

Enfin, comme nous le proposons dans le Chapitre VI et selon Remy Allain[25] :

> « L'étude des politiques urbaines, par exemple, peut avoir comme objectif soit l'analyse du fonctionnement des systèmes de pouvoir dans une agglomération, soit, en partant de leurs résultats urbanistiques, donc, morphologiques, l'analyse des interactions complexes qui les ont produits » R. Allain, 2011, p 5.

[25] Rémy Allain est agrégé de géographie, docteur d'État en urbanisme et aménagement.

Une définition du logement social et les réponses aux diverses exigences :

Une définition du logement social figure dans l'ouvrage *Sociologie du logement*, où Fijalkow le décrit comme une triade :

- un financement de l'État,
- des loyers réglementés,
- des résidents aux revenus limités.

Il a traversé des périodes historiques, des théories et des développements différents en Europe et en Amérique latine. Christian Moley[26] ajoute que le logement social des périphéries urbaines est un laboratoire de confrontations liées aux techniques de construction, aux problèmes de distribution, au besoin de recherche de confort et d'hygiène.
Selon Frédéric Dufaux et Annie Fourcaut,[27] 2004, il se doit de bénéficier dans sa réalisation du concours réglementaire et financier de l'État et a pour mission d'accueillir les couches les plus défavorisées de la population.

Le logement social répond à trois exigences :

- l'accueil des populations effectuant un exode rural ou des personnes privées de leur logement après une catastrophe naturelle,
- l'apport d'un abri aux ouvriers,
- la mobilisation du logement comme marchandise ou produit.

Ces trois points peuvent paraître associés à un système contradictoire dans leur conception ou leur formulation. En effet, l'un d'eux permet de lutter contre le mécanisme de marchandisation du logement et empêcher le développement d'un produit trop cher ; mais, en même temps, il ne faut pas qu'il nuise à l'évolution de la force du travail ou à la migration vers la ville.

Dans ses travaux, la sociologue Estefanía Calo Garcia mobilise des études plus récentes sur la théorie sociale du logement. Si on retrace son histoire, on constate que le logement social devient un objet d'étude à l'époque de la révolution industrielle. Différents courants traitent alors de cette question, en particulier la ligne marxiste qui met en évidence que la politique du logement

[26] Christian Moley, architecte DPLG, docteur en anthropologie sociale et historique, professeur à l'École Nationale Supérieure d'Architecture de Paris-La Villette
[27] Frédéric Dufaux, maître de conférences en géographie urbaine, Laboratoire Mosaïques (UMR LOUEST) à l'Université de Paris 10-Nanterre. Annie Fourcaut, professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Lyon 2.
Frédéric Dufaux et Annie Fourcaut : Le monde des grands ensembles, Paris : Éditions Créaphis 2004

est un objet du marché ; c'est une marchandise contractée par le capitalisme. Or, l'exploitation industrielle a engendré, dans son sillage, une nouvelle organisation spatiale, amenant le travailleur à venir vivre en ville et disposer d'un domicile proche de son emploi. La proposition marxiste suggère alors la libéralisation du prix des terrains afin d'imaginer une forme d'équité quant à l'accès aux terres. Il contribue à la reproduction de diverses forces du travail et de structures du pouvoir, selon les théories de K. Bassett et J. Short (1980) à la fin du XX^{e} siècle, proches de la ligne marxiste. La question du logement se trouve au cœur des enjeux des rapports sociaux et des différences de classes dans la société. Elle agit comme un révélateur des antinomies entre ceux qui produisent les logements et donc exercent un certain pouvoir et ceux qui en ont besoin. Les acteurs de sa production sont identifiés : l'État, montrant clairement sa perspective politique, le marché et les acheteurs. L'auteur Jim Kemeny (1992) précise que la théorie du logement est liée à l'après-guerre et repose toujours sur une orientation politique spécifique et sur la situation économique du moment. Cet auteur défend la thèse de la distinction entre *dwelling*, c'est à dire l'habitation, et *housing,* plus abstrait, le logement. S'il est vrai que le logement découle de la nécessité de fournir un habitat aux personnes, la manière dont il se développe influence les habitants et les habitations, générant une identité spécifique chez les uns et les autres.

L'antagonisme entre la production du logement, la force du travail et la rente foncière, conduit à envisager le « *réformisme* » comme une possible solution. Dans le contexte international, cette ligne, apparue à la fin du XIX^{e} siècle, considère le logement comme un élément structurant des diverses classes sociales. Comme l'explique M. Castrillo Romón, c'est la classe dirigeante qui se préoccupe de la multiplication de l'habitat insalubre, de la généralisation des mauvaises conditions de vie et du travail de la classe ouvrière. Elle propose de limiter l'effet écrasant de l'occupation par la classe ouvrière d'une grande partie des terrains. Les politiques de logement social apparaissent comme une réponse à cette nécessité d'actions. L'état de salubrité et le surpeuplement apparaissent comme des variables à prendre en compte dans la réflexion d'une solution possible au logement.

Fijlakow souligne la prise en compte des usages de l'habitat dans l'analyse du logement à partir de l'idée de « *reproduction de la force du travail* » formulée par Friedrich Engels. Dans cette perspective, les travailleurs arrivent à

améliorer leurs conditions de vie en fonction de l'accès à certains services. Enfin, l'auteur souligne que

> « Résoudre la question du logement ne doit pas consister à peser sur les propriétaires privés, comme le pensent les législateurs hygiénistes, et de manière plus radicale les anarchistes inspirés de Proudhon » Y. Fijalkow, 2011, p 11.

Pour M. Castrillo Romón et Y. Fijalkow, la politique du logement apparaît comme une volonté de freiner les tendances du marché, plus complexe à l'heure où différents acteurs se joignent au processus attaché aux diverses interactions (locales ou nationales) et aux modes de participation de l'État, des entreprises privées, des mouvements sociaux et des habitants. Ceci explique l'existence de relations inégales dans la production et la distribution de logements et le rôle des acteurs de l'action publique. Cette théorie varie selon les pays en fonction de la manière dont ils appliquent l'une ou l'autre politique du logement suivant leurs besoins.

Une production en série

L'évolution de la politique du logement peut être associée à la gestion et à l'action des différents acteurs impliqués dans sa « mise en œuvre ». Dans d'autres contextes, le logement a fait l'objet d'une valorisation publique pour tenter de résoudre le problème de l'habitat. La forte pénurie d'habitations, conséquence d'une hausse de la recherche d'emploi en ville, a favorisé leur production massive. Mais cette réponse est davantage quantitative que qualitative. Tout programme de grande taille appelle un modèle économique censé, non seulement, réduire les coûts, mais aussi accélérer la production de logements. Ces deux éléments, coûts et rapidité de production, impliquent la recherche de réduction significative des dépenses qui affecte la conception de l'habitat et conduit souvent à l'utilisation de matériaux de moindre qualité. L'objectif de produire en masse requiert le minimum de contraintes possibles en matière de construction. Cette approche économique entrave la capacité d'imaginer une flexibilité de l'habitat ou ses adaptations possibles en fonction de l'évolution familiale. Ce type de projet a parallèlement encouragé le développement de techniques de fabrication rapides aux coûts les plus bas possible, tout en donnant une image critiquée pour sa précarité. Cette logique a été pensée avant tout pour tenter de donner une réponse immédiate, sans résoudre le problème fondamental de production d'habitations, en ce XXI^{e}

siècle. La standardisation de la construction et la production à faible coût produisent à la fois une image dégradée des « *bâtiments sociaux* » (grands ensembles) et une stigmatisation de la population bénéficiaire. À cela s'ajoute que, finalement, par le biais de la politique du logement, le flux de population est dirigé et contrôlé. Une politique publique dans laquelle l'État décide du lieu de construction (par exemple, à la périphérie des villes, où les terrains sont moins chers afin de réduire les coûts de l'opération) génère des conséquences sur le mode de vie des habitants de ces cités ; sans oublier les répercussions sur les coûts de déplacement ou sur la ségrégation sociale relevées sur divers modèles de politiques publiques dans l'histoire. Comme le dit Jean-Marc Stebé[28], même si cela renvoie au cas français, cette situation peut être extrapolée au contexte international quant à la façon dont l'habitat social souffre d'une image et d'une appréciation négatives. Ce dernier auteur cite Didier Vanoni[29],

> « L'image négative qui entache ce patrimoine immobilier a un impact direct sur la question du mal-logement dans la mesure où elle influence l'ensemble des politiques de régulation à l'œuvre dans le domaine de l'habitat, mais également dans la mesure où elle stigmatise de façon majeure la population, pour partie défavorisée, qui y réside. Une des conséquences de ce déficit d'image est très certainement la crainte qu'ont les édiles d'implanter des logements sociaux sur le ban de la commune… » J. M. Stébé, 2011, p 5.

Le logement social comme forme participative et les bidonvilles comme une politique publique de fait

Un dernier point intéressant au sujet de la politique du logement, que ce soit par le type de financement ou par la loi qui la régit, est qu'elle n'est pas associée à une morphologie spécifique dans son architecture et son urbanisme. Cette constatation se base sur les différents exemples apparus surtout depuis le milieu des années 1950. Maurice Rotival[30] est le créateur de l'expression « *grand ensemble* », dont la première occurrence recensée constitue le titre

[28] Jean-Marc Stébé, sociologue français, professeur de sociologie à l'Université de Lorraine, spécialiste de la ville et travaille sur le logement social, la périurbanisation, les processus de fragmentation sociale et territoriale, ainsi que sur les utopies urbaines.
[29] Économiste et sociologue, Directeur. DEA d'économie publique à Paris-I-Sorbonne.
[30] Maurice Rotival (1897 – 1980). En 1939, Lambert et Rotival sont engagés par la Commission nationale d'urbanisme créée au Venezuela par le gouvernement de Medina Angarita et proposent un plan monumental pour Caracas, structuré sur l'avenue Simon-Bolivar. En 1959-1960, étude à long terme du développement du transport à Caracas pour le centre Simon-Bolivar. Dernière visite au Venezuela, en 1975.

d'un article qu'il publie dans *L'Architecture d'aujourd'hui* en juin 1935. Les grands ensembles existent partout dans le monde, en Europe de l'Est, en France, en URSS sous Nikita Khrouchtchev en 1955, en Pologne sous Władysław Gomulka en 1958, en Algérie, en Chine ou d'autres variantes en Amérique Latine. Dans *Le Monde des grands ensembles,* livre déjà cité, F. Dufaux et A. Fourcaut précisent :

> « l'horreur des taudis, des bidonvilles et des logements surpeuplés justifie les choix formels faits sans doute plus par les architectes que par les politiques. Conçus et réalisés comme une architecture de la pénurie, les nouveaux bâtiments logent partout les jeunes ménages… dont les parents sont nés pendant la crise ». Dufaux et Fourcaut, 2004, p 18.

En d'autres termes, il se confirme que l'image de la ville et l'urbanisme résultent des Politiques publiques qui ont répondu soit à une urgence, à une situation de crise ou à l'inclusion de projets massifs de développement urbain.

Comme l'explique Rémy Allain dans *Morphologie urbaine*, le rôle des politiques publiques est notoire et donne une tonalité particulière :

> « grands travaux à financement public visant à un remodelage autoritaire des tissus urbains ; politiques du logement. […] Parfois, c'est l'absence d'intervention de l'État dans le domaine du logement qui produit des effets morphologiques puissants : ainsi s'explique la marée pavillonnaire de l'entre-deux-guerres en France, la prolifération des quartiers d'habitat spontané dans les villes du sud à la fin du XX^{e} siècle » R. Allain, 2004, p 34.

Dans une période plus récente, différents courants ont tenté d'accroître la participation de la communauté ou le pouvoir des habitants qui demandent une politique du logement plus indépendante. Il s'en suit la création de systèmes propres de production de logements, dans lesquels les futurs résidents participent à la conception, à la construction et à la gestion de leur habitation. Dans ce cas, divers modèles « *participatifs, démocratiques, collectifs* » ont été conçus, mais ils correspondent à une échelle de production de logement beaucoup plus petite, plus proches de modestes développements urbains et très éloignés d'un projet social ou urbain d'ampleur.

Cette volonté de participation et de prise en charge de la réalisation, de la part des futurs résidents, n'a peut-être pas été suffisamment interprétée en tant que mode de production qui puisse être associé à la mise en œuvre d'une urbanisation improvisée ou de création de développements urbains informels.

Les logements informels résultent de l'autoproduction de la part de leurs habitants ; ils sont assez caractéristiques du continent latino-américain et peuvent figurer comme exemple d'une politique publique de fait, non promulguée par l'État (Valladares, 1978, Bolivar, Baldó et Rosas, 1994), car il ne l'a pas mise en application en temps voulu. Ainsi, l'émergence et la prolifération des bidonvilles peuvent être considérées comme les conséquences de cette absence de l'État dans un domaine qui est de sa responsabilité. Dans certains cas, il existe des modèles de production plus démocratiques, mais qui s'avèrent souvent peu flexibles quant à leur financement ou difficilement adaptables à certains types de gouvernement. Ce phénomène est beaucoup plus développé dans les villes latino-américaines. Après la Seconde Guerre mondiale, le continent américain affiche une volonté politico-intellectuelle de profiter du sous-développement du continent à travers une politique d'industrialisation.

> « Dans ce contexte, les villes latino-américaines sont vues de manière ambivalente. D'une part, elles sont valorisées comme vecteurs et principaux promoteurs de la modernisation. De l'autre, elles sont abordées comme le scénario d'une série d'asynchronies qui ont empêché de surmonter les caractéristiques les plus persistantes de la société traditionnelle : urbanisation sans industrialisation, [...] augmentation de la migration des villes de campagne sans la capacité de cette dernière à traiter la pression démographique, entre autres aspects (Germani, 1973). Ces éléments configureraient ce qui serait la principale caractéristique de la ville latino-américaine : la marginalité » G. Jajamovich, A. Cortés, D. Arango López, 2016, p 3. Traduit par l'auteure.

Ce que Michael Janoschka synthétise dans l'un de ses travaux sur *Le nouveau modèle de la ville latino-américaine* (2002), depuis le milieu des années 70 : « Le marché immobilier n'offre pas beaucoup d'opportunités de choix pour les classes de plus bas revenus et crée une division sociale de l'espace urbain (Marcuse et Van Kempen, 2000). La conséquence directe de la ségrégation et de l'exclusion sociales, économiques ou culturelles est la conformation d'une "classe inférieure" urbaine (Mollenkopf et Castells, 1991) ». Il s'agit d'une image très représentative de la ville latino-américaine en 2020, ce que nous verrons plus en détail dans le chapitre III : l'État qui répond à un problème de logement et à la conséquence d'un mode de participation allant jusqu'à l'appropriation des villes par leurs habitants.

La particularité du Venezuela : du néolibéralisme au Socialisme du XXI[e] siècle

L'intérêt de comprendre le concept des politiques publiques tient au fait que, dans la présente étude portant sur la politique du logement social au Venezuela, l'État propose une transformation de la société sur la base des modifications des politiques publiques sociales. L'arrivée d'Hugo Chavez au pouvoir s'est traduite par une rupture par rapport à la situation antérieure, une nouvelle idéologie et un changement de modèle. De nouvelles politiques publiques ont été promulguées à partir de thèmes tels que la redistribution des revenus, la lutte contre les inégalités, les promesses d'actions en direction du « *peuple* », c'est-à-dire des groupes les plus défavorisés de la société. En grande partie, cette transformation repose sur un mécanisme étatique novateur créé en 2003 et qui a donné lieu à des « Missions ». Chacune d'elles équivaut à de « *nouvelles* » politiques publiques. Celles-ci seront analysées dans les chapitres II et IV. Ces dispositifs cherchent à contrecarrer l'inefficacité de l'administration publique vénézuélienne et à renforcer la participation populaire en tant que moteur de ces nouvelles organisations.

Les politiques publiques sociales découlent de la nécessité de donner une réponse optimale à un problème de la société. En l'occurrence, la population vénézuélienne a la particularité d'avoir traversé des crises significatives, liées soit à des catastrophes climatiques, soit à un abandon pur et simple de la part des gouvernements antérieurs qualifiés de « *capitalistes* » par les gouvernants actuels.

La première particularité porte sur le gouvernement qui depuis 1999, met en place une série de politiques publiques s'appuyant fortement sur un discours où les bénéficiaires ne représentent pas la société entière, mais plutôt, les oubliés, les maltraités par les gouvernements précédents, ce qui a pour résultat de diviser davantage encore les classes sociales. Cette séparation entre « *victimes* » et nantis est visible dans la façon dont les sites sont occupés, sur l'ensemble du pays.
Une autre particularité tient au fait que la mise en place de ces politiques publiques s'est faite en réponse à une situation d'urgence. Cela a des conséquences sur le nécessaire recul réflexif, sur la préparation, et l'organisation de tels dispositifs. Par conséquent, l'évaluation desdites mesures n'a plus sa place, l'urgence justifiant tout : l'absence de vision, le manque de

structure de projets, le peu ou pas de planification ni de programmation. Il n'y a pas d'analyse prévue en retour de leur application. On ne peut alors que s'étonner du chaos généralisé dans les services concernés et de l'impact sur la qualité de leur élaboration. De même, cette situation permet à l'État d'utiliser l'argent public sans qu'il soit nécessaire de justifier le coût ou le mode d'utilisation des ressources. Cette posture est d'autant moins critiquable que l'argent public est mobilisé *a priori* pour l'amélioration des conditions de vie de la société.

Après les visites et le travail sur le terrain, le constat peut être fait d'un autre trait caractéristique de la situation au Venezuela : il y a un certain refus ou tout au moins une forme de résistance chez les responsables politiques, à la critique et à l'idée même de faire l'objet d'une évaluation par une tierce personne, quel que soit son statut. Les responsables politiques se protègent ou justifient leurs actions en se retranchant derrière la situation d'urgence, même si cette dernière n'a plus cours, dix ans après les faits. Ils justifient de même leur action en rejetant la responsabilité sur les erreurs des gouvernements précédents, sur les effets du néolibéralisme et plus généralement de l'impact du capitalisme en Amérique latine, autant d'arguments qui rendent difficiles toutes formes d'évaluation. La lecture globale de la Mission GMVV est rendue difficilement intelligible. Malgré cette complexité, il s'agira dans ce travail de recherche d'analyser ces politiques publiques au regard de leurs actions dans les domaines de l'urbanisme et du social et d'en tirer un paysage urbain de ce début de XXI^{e} siècle au Venezuela.

La politique publique de logement social au Venezuela est à l'image de son histoire politique : très variée et chaotique. L'étude menée par Carola Herrera Napoleon permet de comprendre l'évolution néolibérale des politiques urbaines au Venezuela entre 1983 et 1999. Cette architecte analyse la gentrification de Caracas comme une conséquence des politiques néolibérales et de leurs effets sur les tissus de la ville formelle et informelle. Herrera explique qu'au cours de cette période, marquée par une forte récession économique, le gouvernement en place a opté pour la médiation néolibérale. Elle clarifie le panorama existant avant l'arrivée d'Hugo Chavez dont le nouveau modèle de gouvernement a eu des répercussions économiques sur les grands travaux de construction.

Selon David Harvey[31] (2004) le néolibéralisme est

[31]David Harvey (1935 –), géographe britannique et marxiste, attaché à la géographie radicale.

> « un nouveau régime d'hyperaccumulation de capital par dépossession qui, à travers la privatisation des actifs de l'État, la flexibilisation du travail, la déréglementation des normes et la libéralisation des marchés, cherche à redistribuer le revenu à des fins de bien-être individuel en partant du principe que, par sa propre dynamique, y accède la totalité des membres de la société ».

Or, C. Herrera s'appuie sur les théories de David Harvey et Neil Smith (2005) pour confirmer que dans le cas du Venezuela, il s'agit de conquérir des espaces économiques et politiques pour les classes les plus riches, avec un modèle de production capitaliste et néolibéral. En théorie, l'élaboration de politiques dans un cadre néolibéral repose sur deux principes fondamentaux :

- macro-économiques de la part de l'État, qui favorisent les plus nantis ;
- micro-économiques afin d'éviter les troubles sociaux dans les pays les plus défavorisés.

En ce sens et toujours selon l'auteur, les politiques mises en œuvre, loin de résoudre le problème fondamental de manque de logements, sont considérées comme des actions populistes ou démagogiques. Il ressort de cette analyse que le néolibéralisme génère de fortes asymétries dans la répartition des ressources et contribue donc à l'accroissement des inégalités sociales (Herrera, 2018).
Il en résulte une prolifération de quartiers insalubres et la libération du prix des terrains urbains gérés par les agents immobiliers, le secteur privé et indirectement l'État. La création de la loi organique de l'urbanisme en 1987 est considérée comme un atout précieux dans cette synthèse puisque, pour la première fois, le tissu « informel » des quartiers insalubres de Caracas est explicitement reconnu.
Ce court passage permet d'expliquer l'impact clairement identifiable des politiques néolibérales sur toute la zone métropolitaine et plus spécifiquement sur Caracas encore aujourd'hui. En définitive, les politiques néolibérales ont divisé le pays en deux parties, séparant d'un côté les nantis et de l'autre les bidonvilles. Aujourd'hui encore, ces clivages restent d'actualité, lorsque l'on observe d'une part les zones de résidence des plus riches et d'autre part le logement social construit par l'État ainsi que les bidonvilles autoproduits par les habitants dans les années 1950-1960.

Dans le cadre de la révolution bolivarienne, l'État propose une réécriture de l'histoire récente du Venezuela. Une narration surtout destinée au plus pauvres, accompagnée d'un discours de guerre contre tous ceux qui s'opposent

(impérialisme nord-américain en première ligne et empathie avec le peuple cubain ou les puissances de la Russie et de la Chine au sens large). L'étude de cette narration et de son discours peuvent faciliter le « déchiffrage » de ces nouvelles politiques publiques sociales au Venezuela. De même, l'exploitation de son histoire (*cf.* Chapitre IV) constitue un élément indispensable de son discours politique actuel et la symbolique dont elle est chargée semble avoir un impact fort dans la société qui écoute ou participe au discours.

Ainsi, l'historienne Margarita Lopez Maya et l'anthropologue Paula Vasquez Lezama apportent un éclairage sur les transformations inhérentes à l'autoritarisme, au militarisme et au populisme. Les sociologues Pedro García Sanchez et Federico Tarragoni questionnent, quant à eux, l'impact du chavisme sur la Société par l'analyse des divers processus d'émancipation liés aux conflits urbains. Le sociologue et politologue Darío Azzellini et le sociologue Edgardo Lander ont étudié la création de gouvernements locaux autonomes, générateurs d'une fragmentation urbaine et de besoins particuliers pour vivre selon ce modèle. Ils mettent en évidence l'émergence d'une nouvelle classe urbaine post-crise issue d'un projet soutenu par l'État. Les anthropologues Iraida Vargas Arenas, Mario Sanoja Obédiente, le politologue Jésus Sanchez Rodriguez, le sociologue Luis José González Oquendo démontrent, pour leur part, le caractère unique de la Révolution bolivarienne en la comparant à d'autres modèles de révolution dans le monde. L'historienne et sociologue Paula Klachko et l'analyste en politiques publiques Katu Arkonada expliquent l'histoire récente de l'Amérique latine en montrant son apogée au début du XXI^{e} siècle dans les processus de résistance au néolibéralisme. Elles cadrent la Révolution bolivarienne dans ce contexte de luttes d'en bas, la formation de mouvements populaires, et les affrontements avec les processus *d'en haut*. Enfin, l'historien Olivier Compagnon, le géographe Julien Rebotier et l'anthropologue Sandrine Revet approfondissent, dans un ouvrage collectif, les transformations politiques et sociales et les tensions étatiques provoquées par les nouveaux outils de démocratie participative. Dans cette même ligne, et dans une approche globale, Mila Ivanovic, Mathieu Uhel et Dubis Cécilia Melo Buelvas étudient les configurations de la société et les modes de participation politique et sociale. Ces travaux, pourtant inscrits dans un cadre scientifique, sont généralement orientés politiquement et revêtent un fort parti pris. Toutefois, nous avons, délibérément choisi de les étudier, d'une part, pour leur contribution scientifique dans le domaine et, d'autre part, pour la diversité des

orientations politiques, contradictions et représentations dont ils sont porteurs, révélatrices d'un processus en cours de construction. Parce que certaines notions sont considérées comme nouvelles, la pluralité des références choisies permet, en outre, d'obtenir une vision de l'ensemble de ce processus politique, social et territorial.

> « La crise de polarisation sociopolitique, qui s'est emparée de la nation vénézuélienne depuis le début de la "révolution chaviste" en 1999, n'a fait que répandre et aggraver cette "correspondance critique" et l'absence de retour réflexif » P-J. García Sanchez, 2004, s/p.

Une identité spatiale comme conséquence des politiques publiques précédentes

Cette évolution aboutit à la transformation totale, tant de l'État que de ses habitats et de l'espace de vie. Le changement d'organisation sociale invite à définir dans le temps, la notion d'« identité spatiale », puis à analyser les liens que cette notion entretient avec les politiques publiques et qui se matérialise dans les bidonvilles et les cités d'habitat social. Selon l'Association Canadienne d'Éducation de la Langue Française :

> « La construction identitaire est un processus hautement dynamique au cours duquel la personne se définit et se reconnaît par sa façon de réfléchir, d'agir et de vouloir dans les contextes sociaux et l'environnement naturel où elle évolue. » ACELFA, 2006, p 12.

Selon le Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés, une identité spatiale se définit entre autres par l'existence des risques à tous niveaux. L'identité spatiale est une représentation dotée d'attributs de position, de configuration et de valeur. Celle-ci se cristallise dans des fractions d'espaces emblématiques signifiant l'espace identitaire.

Généralement les quartiers d'habitat informel sont appelés : quartiers populaires, occupations spontanées, territoires des pauvres, quartiers sensibles. Malgré l'indifférence urbaine, politique et sociale que ces espaces suscitent, ils représentent néanmoins une portion très significative des villes à travers le monde et elle est bien présente dans la métropole de Caracas. Cette identité vénézuélienne engendre une image collective, qui a des origines temporaires ou pérennes dans différents secteurs et qui fait partie du paysage de la présente étude. L'identité d'un lieu n'est pas l'absence de similitude avec d'autres espaces, nous pourrions effectivement trouver des références semblables dans d'autres pays. Les individus ou les habitants d'un espace sont

des « *porteurs d'identité* », les objets spatiaux (masse, volume, ornements, bâtiments) le sont-ils également ? Le Socialisme du XXI[e] siècle est-il porteur d'une nouvelle identité urbaine et architecturale créée par l'État, les aménageurs et les habitants ?

Selon le rapport mondial sur les Établissements Humains par ONU-Habitat,

> « Les taudis et la pauvreté urbaine ne sont pas seulement la manifestation d'une explosion et d'une évolution démographique, ou même des vastes forces impersonnelles de la mondialisation. Les taudis doivent être considérés comme le résultat d'un échec des politiques de logement, des lois et de leur système d'implémentation, ainsi que des politiques nationales et urbaines. »

Des précédentes études (Bolivar et Rosas, 1994, Negron, 2001, CABA, 2015, Peña, González, Vega, 2015) ont abordé diverses théories expliquant les raisons du développement de quartiers d'habitat informel, ainsi que leurs caractéristiques et leurs évolutions au Venezuela. Selon une lecture temporelle, qu'ils soient appelés bidonvilles ou constructions spontanées, ils font partie d'un phénomène transitoire associé à la modernisation, c'est-à-dire un sous-produit naturel et complémentaire des processus d'urbanisation (Cook, 1988). Selon les données d'ONU-Habitat (2010)[32], dans les pays en développement, les villes absorberont 95 % de la croissance de la population au cours de quatre prochaines décennies. Leur développement informel sera la norme plutôt qu'une exception. Autrement dit, la croissance urbaine deviendra synonyme de prolifération d'habitations informelles.

En 2010, une estimation évalue à 50 % la population de Caracas vivant dans des quartiers pauvres composés de bidonvilles, connus sous le nom de *barrios* (Urdaneta, 2013). Ce phénomène qui a débuté dans les années 1930, a connu une rapide expansion et a ensuite été négligé par les politiques publiques au cours des décennies suivantes. La pénurie de logements en général, *a fortiori* économiquement abordables, résulte d'une incapacité des gouvernements à fournir une solution durable à la gestion de l'habitat urbain (Gálvez, Cheshmehzangi, 2016).

Bien qu'il y ait désormais une tendance du gouvernement vénézuélien à favoriser la planification réelle en suivant les engagements publics, le cadre de

[32] Le Rapport Mondial sur les établissements humains 2003 a été rédigé par Michael Kinyanjui sous la supervision d'Inge Jensen et Naison Mutizwa- Mangiza.

sa mise en œuvre en est encore à ses balbutiements. Malgré la reconnaissance de l'existence de bidonvilles dans l'élaboration des politiques urbaines et leur planification, il n'en demeure pas moins un écart significatif entre les propositions et leur mise en œuvre. Cette marge s'explique par l'absence de planification urbaine continue et régulière, en particulier dans la création d'un effet de regroupement des quartiers défavorisés. La dernière en date, qui ne se limite pas à la question des bidonvilles, concerne la production de logements sociaux à travers le programme *Gran Misión Vivienda Venezuela* (GMVV), Grande Mission Logement Venezuela. Elle prévoit de loger la population des quartiers pauvres qui ne disposent pas d'habitat dit « convenable ». Ce programme prévoit de déplacer des communautés entières des taudis vers de nouvelles zones d'habitation récemment construites. Néanmoins, l'éradication des bidonvilles n'est jamais évoquée. De même, nous le verrons par la suite, le phénomène de « bidonville vertical » [33] (*cf.* Chapitres III et V) nous permet de dire qu'après la deuxième partie du XXe siècle, Caracas ne s'est pas doté d'un système de planification urbaine efficace et à la hauteur des besoins.

2. Communication à travers le discours et les images

Les actions publiques reposent avant tout sur la communication. La présente étude aborde certaines ressources discursives et/ou iconographiques. Elle s'appuie sur la théorie des signes élaborée par Jean Pierre Meunier[34] (2013) pour comprendre cognitivement les deux formes principales du signe, le verbal, le verbe c'est-à-dire le mot, et l'iconique c'est-à-dire l'image ou le graphique, qui sont les deux éléments de base de la communication. Comme le précise P. Muller, dans leur communication les acteurs politiques sont censés maitriser un double langage,

> « D'un côté, ils doivent parler le langage de l'affrontement partisan qui établit une opposition radicale entre les adversaires ; de l'autre, il leur faut s'exprimer dans le langage des politiques publiques, qui met l'accent sur les limites des choix politiques et l'ampleur des contraintes techniques économiques dans la gestion des problèmes sociétaux » P. Muller, 1990, p 55.

[33] Le cas de la Tour de David, considéré comme le bidonville vertical le plus important au monde et analysé dans les chapitres III et V.

[34] Jean Pierre Meunier, professeur au Département de Communication de l'Université catholique de Louvain : Des Images et des Mots, Cognition et réflexivité dans la communication, Academia, 2013

Le discours d'une part et le recours à l'image d'autre part font partie de la stratégie étatique pour la diffusion des politiques publiques et leur application pour la gestion de la société.

> « Un instrument d'action publique constitue un dispositif à la fois technique et social qui organise des rapports sociaux spécifiques entre la puissance publique et ses destinataires en fonction des représentations et des significations dont il est porteur » Lascoumes et Le Galès, 2004, p 13.

À propos du discours et du récit :

S'il ne s'agit pas ici de faire une analyse linguistique ou discursive des politiques publiques, il apparaît nécessaire d'expliciter les notions, tant de discours que de récit qui représentent des instruments et influencent la société. Non seulement le discours et la langue sont utilisés pour exprimer une réalité sociale, mais ils peuvent aussi la modifier ou la reconstruire en fonction de l'intérêt déterminé de ceux qui les prononcent. L'analyse du discours est associée au genre littéraire. Depuis plusieurs décennies, elle a aussi constitué une part importante des progrès réalisés dans les sciences humaines notamment dans la sociologie, la psychologie, l'anthropologie. La production discursive est un élément de communication politique, qui peut résulter de politiques déjà adoptées ou en susciter de nouvelles. Dans le cadre de ce domaine d'étude, l'État produit certaines politiques publiques sociales, il est intéressant de déterminer la façon dont elles se concrétisent dans la société et comment cette dernière s'adapte, accepte ou rejette l'action gouvernementale.

Sur le plan théorique, les travaux de Lupicinio Iñiguez Rueda,[35] montrent que c'est à partir des années 1970 en France que commence l'histoire de l'analyse du discours, avec le structuralisme, le marxisme et la psychanalyse (Pécheux, 1969 ; Maingueneau, 1987). L'analyse de discours est perçue comme une nouvelle discipline alors qu'aux États-Unis, il en est de même, mais pour l'ethnographie de la communication (Gumperz, 1972, Hymes, 1974). La linguiste américaine Deborah Schiffrin (1994) explique que l'analyse du discours peut être divisée en théories des actes de langage, sociolinguistique interactionnelle, ethnographie de la communication, analyse critique du discours et psychologie

[35] Lupicinio Iñiguez Rueda, professeur de psychologie sociale Université Autonome de Barcelone, Espagne.

discursive. Erving Goffman[36] et John J. Gumperz[37] ont contribué à ce que l'on appelle la triade sociologie, anthropologie et linguistique. Ces deux auteurs soulignent que la production discursive reposant sur le langage comme un élément clé doit être analysée dans un contexte spécifique, et génère à son tour des symboles. Le fondement de cette science de l'analyse de discours résulte de l'étude de la communication ou de la « c*ompétence communicative* » (Hymes, 1974), qui utilise la langue comme outil.

Ce sont ces derniers qu'il convient de comprendre dans le contexte politique vénézuélien actuel, dont « l'histoire » de la transformation de la société sera reconstruite à partir du discours et des images.

Dans la présente étude, le concept commun de récit et de narration s'établit comme élément de communication. Les discours et les récits sont tous deux des facteurs constitutifs d'une société. Le récit comporte cinq aspects qui sont : l'histoire, les personnages, les conflits, les disputes et les obstacles. Les caractéristiques du récit sont regroupées sous trois angles : il existe

- un « ordre » (historique + argument) dans lequel les événements se produisent
- une « relation » : la manière dont ils se rapportent les uns aux autres
- une « vision du monde » : la manière dont il est créé et configuré.

Dans *Introduction à l'analyse de texte* (1966), R. Barthes explique à titre d'exemple, qu'il existe dans le récit trois types de « donateurs » d'histoires ou conceptions. Ceci permet d'établir un parallèle entre l'utilisation de ce *médium* par les acteurs politiques et leur impact sur la société ou sur les personnes qui l'écoutent. L'auteur y explique que chacune de ces formes garde en vie à la fois le narrateur, les personnages et les lecteurs ou auditeurs. Le sémiologue Claude Brémond explique qu'il existe une *« logique narrative possible »* pour conquérir l'auditeur dans de cas tels que : la négociation, l'agression et la rétribution (récompense et vengeance). Il peut s'y glisser également des fautes, des erreurs, des obligations. La narration exploite ces différentes ressources pour leurs effets, auxquelles s'ajoute la « répétition ». Comme l'explique Tzvetan

[36] Erving Goffman (1922–1982), sociologue et linguiste americain et un des representants de la deuxieme de l'Ecole de Chicago.
[37] John J. Gumperz (1922–2013), professeur à Berkeley ; sociolinguistique interactionnelle et ethnographie de la communication.

Todorov[38], ce sont des techniques qui peuvent être identifiées soit dans les personnages, soit dans les actions descriptives, voire dans les détails.

> « Tout parallélisme est constitué par deux séquences au moins, qui comportent des éléments semblables et différents. Grâce aux éléments identiques, les dissemblances se trouvent accentuées : le langage, nous le savons, fonctionne avant tout à travers les différences. » T. Todorov, 1966, p 128.

Selon des recherches plus récentes, le travail de J-P. Meunier étudie la relation cognitive et réflexive entre images et mots. Il est nécessaire d'élargir le champ d'analyse pour inclure la sémiologie ou la sémiotique, où le symbole fait partie de la communication. L'objectif est de comprendre l'impact du signe sur la représentation de la vie sociale.

> « Les échanges des signes irriguent l'activité cognitive des individus et des groupes et celle-ci interagit avec les structures sociales sous des multiples aspects et suivant de nombreuses boucles de rétroaction » J-P. Meunier, 2013, p 6.

On se rapproche ici de la sociologie de la communication politique, mais avant de poursuivre l'explication d'Emmanuel Pedler[39] (2000), il faut distinguer clairement les termes d'image et de représentation.

De la sémiotique et concept du milieu visuel (image, représentation) pour arriver à une sociologie visuelle

Le développement théorique de cette sous-partie s'appuie sur des ouvrages récents qui analysent la sémiotique, les mots et les images dans la communication et sa compréhension historique, philosophique, anthropologique et sociologique. Il s'agit principalement des ouvrages :

- Voir, comprendre, analyser les images (1994) de L. Gervereau[40].
- Sémiotique, marketing et communication : sous les signes, les stratégies (2002) de J-M. Floch[41],
- Des images et des mots, Cognition et réflexivité dans la communication (2013)

[38] Tzvetan Todorov (1929-2017), Directeur de recherche CNRS, essayiste et historien.
[39] Emmanuel Pedler, sociologue francais et directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales.
[40] Laurent Gervereau est un plasticien, écrivain, historien du visuel et philosophe français. C'est un spécialiste de l'analyse des images.
[41] Jean-Marie Floch, sociologue, élève d'Algirdas Julien Greimas, a mené une triple carrière de consultant, d'enseignant et de chercheur en sémiotique.

de J-P. Meunier.

Ces ouvrages développent rigoureusement l'histoire de l'analyse des images, la sémiotique et la sémiologie.

En premier lieu, Laurent Gervereau montre l'évolution et la prise en compte des images dans son aspect religieux et dans la compréhension de l'art primitif, en passant par les ouvrages d'histoire de l'art, les traités d'architecture, le champ de l'esthétique et le jugement porté par les philosophes pour arriver à l'iconologie et faire un lien avec la linguistique. Dans un deuxième temps, il propose de considérer comme moments clés — nord-américains et français — l'émergence de la sémiotique et de la sémiologie. Selon lui, la création de ces concepts peut être attribuée à Charles Sanders Peirce[42] et à Ferdinand de Saussure[43]. Ceux-ci développent dans le cours sur la linguistique générale, publié en 1916, une conceptualisation de la « *sémiologie* » comme l'étude des signes et des symboles qui peut être associée à un objet déterminé. Les deux héritiers de F. de Saussure, Luis J. Pietro et R. Barthes, se penchent sur les images codes comme vecteurs de communication et le deuxième s'intéresse davantage à la compréhension d'une analyse de la sémiotique comme phénomène sociologique.

Jean-Marie Floch développe aussi le sujet et pointe la différence entre la sémiotique et la sémiologie, qui désigne toujours la science générale des signes, portant sur les formes des signifiants, pour la plupart des chercheurs de l'époque, les langages et les pratiques sociales. Pour J.M. Floch, la sémiotique recherche les systèmes de relations et des saisies des signes, en sachant que pour ces derniers, les objets ont une valeur particulière selon leur contexte ; en s'appuyant sur la formule de Roman Ossipovitch Jakobson[44], elle peut être considérée comme « une discipline de la forme » (Floch, 2015). Ainsi, il est intéressant de souligner :

> « En dehors d'un travail linguistique spécifique sur le texte mêlé à l'image (titres, slogans…), de s'attacher à deux aspects sémiotiques de l'icône : d'une part, la

[42] Charles Sanders Peirce (1839 – 1914), sémiologue et philosophe américain. Il est considéré comme le fondateur du courant pragmatiste avec William James et, avec Ferdinand de Saussure, l'un des deux pères de la sémiologie moderne, ainsi qu'un des plus grands logiciens.
[43] Ferdinand de Saussure, (1857 – 1913), Suisse, linguiste. Précurseur du structuralisme en linguistique
[44] Roman Ossipovitch Jakobson (1896 – 1982), penseur russe, un des linguistes les plus influents du XX^{ème} siècle en posant les premières pierres du développement de l'analyse structurelle du langage, de la poésie et de l'art.

séparation entre signifiant (sens premier concernant la partie description) et signifié (sens « projeté, appartenant à l'interprétation » ; d'autre part, les mouvements internes dans la lecture de l'image (dans l'interprétation). » L. Gervereau, 2014, p 26.

En se rapprochant des travaux de Martine Joly (2009) sur l'image et la théorie sémiotique, la présente étude aborde le mode de production de sens des images, et les significations ainsi créées. La sémiotique et l'analyse de certaines images permettent de faire le lien entre production, signification et esthétique. De même, elle s'intéresse à la notion d'images contemporaines liées aux médias ou mobilisées comme mode de communication répandu dans les politiques publiques du XXIe siècle. En prenant en considération les définitions suivantes :

> « Le signifié désigne la représentation mentale du concept associé au signe, tandis que le signifiant désigne la représentation mentale de la forme et de l'aspect matériel du signe » F. de Saussure,1916, p 33.

Leur application au cas du logement social se traduit par :

- Le signifié : la représentation mentale pourrait être associée à l'« espace où une population donnée habite », ou, « le résultat spécifique d'une politique publique ».
- Le signifiant : peut être lié à une « image acoustique » proche de la « politique/propagande » ou de la « précarité » ou même d'une « esthétique austère ».

Carte postale. ©R. Epstein. Lochères (Sarcelles) France.	Cité	Danger	
Le signe : quelque chose qui renvoie à autre chose que lui-même.	Le signifiant (Saussure). L'aspect matériel du signe : l'image acoustique, lune suite des lettres.	Le sens : c'est l'aspect conceptuel du signe.	Icône : pictogrammes de danger

Image 4. À titre d'exemple, une interprétation sémiotique du logement social. ©yww, 2020

L'image acoustique est ce qui ne se voit pas, ne s'entend pas, mais se lit avec les oreilles : les sensibilise. Comme le décrit Régis Debray[45] dans *Vie et Mort de l'image* (1992) :

> « De façon générale, moins un art transmet, plus il "communique". La personnalisation, en esthétique comme en politique, est en raison croissante de la dé-symbolisation. Un artiste dont l'œuvre reste coite a intérêt à dramatiser d'autant sa vie. À l'inverse, plus une œuvre symbolise, plus l'artiste peut s'absenter de la scène. Moins l'œuvre envoûte en revanche, plus la personne de l'artiste doit nous faire frissonner, et mettre dans son existence l'ésotérisme théâtral qui n'émane plus de son travail. » R. Debray, 1992, p 86.

Cette phrase de R. Debray permet d'introduire et de créer des liens entre la figure du politique dans la gestion du logement social et l'objet (la construction, le bâtiment, le logement social) en tant que travail artistique.

Image

Plusieurs disciplines se sont intéressées à la définition de l'image. Elle est largement répandue dans différents domaines scientifiques ainsi que dans l'histoire. Selon le Petit Robert, la première signification de ce mot, datée de 1170, est : « *reproduction inversée qu'une surface polie donne d'un objet qui s'y réfléchit* ». Selon le dictionnaire, la seconde, citée en 1597, est : « *reproduction exacte ou analogique d'un être, d'une chose* » et c'est seulement au XVI[e] siècle que ce mot désigne la « *représentation mentale d'origine sensible* ». Étymologiquement, l'image est ce qui imite, « *qui prend la place de* », qui remplace ; tandis que le sens latin désigne la statue. « Imago » en latin désigne aussi le masque mortuaire porté dans l'Antiquité romaine. Acception qui peut s'associer à l'histoire de l'art et aux rituels funéraires. (Joly, 2009). Mettre en image, c'est donc immobiliser, figer et regarder une chose à la place d'une autre. De nombreux auteurs se sont attachés à l'analyse du sens de l'image, on peut citer ici par exemple U. Eco[46] pour sa forte collaboration à la lecture des signes ou G. Bachelard[47] sur les symboles. Ce dernier, écrit qu'il ne faut pas considérer l'analyse physique de la maison comme la seule description de l'objet. Il propose d'aller au-delà de cette représentation et de se concentrer

[45] Régis Jules Debray (1940 -), écrivain, philosophe et haut fonctionnaire français. Au Venezuela en 1963, entre dans la guérilla ELN, rejoint Che Guevara. Condamné en 1967 et libéré en 1971.
[46] Umberto Eco (1932 -2016), universitaire, érudit et écrivain italien. Titulaire de la chaire de sémiotique et directeur de l'École supérieure des sciences humaines à l'université de Bologne.
[47] Gaston Bachelard (1884 – 1962), philosophe, épistémologue.

sur les images symboliques qui renvoient aux notions primaires d '« habiter », comme l'abri, le refuge, le sentiment de sécurité.

Comme on peut le lire dans le *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*,

> « L'image au sens premier est un système de signes non verbaux et non séquentiels qui forment une copie, une double analogie d'un objet »
>
> « Par extension, est image toute représentation visuelle, qu'elle soit matérielle ou mentale et qu'elle porte sur une réalité objectale concrète du monde physique ou sur une idéalité abstraite. Une telle ouverture a poussé des chercheurs à dépasser l'approche classique de l'imagerie et de l'iconographie fixe ou mobile pour aborder tous les dispositifs visuels qui incluent, par exemple, le paysage, la scénographie, les installations diverses, bref toute chose structurée regardable. On peut considérer le paysage comme un objet visuel, où l'on tente de comprendre la généalogie et les effets de sens ». Jacques Levy, Michel Lussault, 2003, p 530.

Les auteurs poursuivent en expliquant que l'image peut dépasser la notion de « l'iconologie » savante pour mieux comprendre et aborder tous les énoncés visuels : croquis, dessins, plans d'urbanisme, matériaux publicitaires, logos comme des formes visibles qui permettent la construction d'une réalité sociale à partir des pratiques des individus. En synthèse, l'approche visuelle se structure par les images et le discours. L'analyse de la vaste production par l'État d'image et de discours et de leur réception par les habitants permet de comprendre l'image de la ville et les représentations que l'on s'en fait. L'image en tant que phénomène anthropologique a séduit les historiens et les sociologues du fait de sa forte attractivité et son incroyable source d'information. Dans *Anthropologiser le visuel ?* (2015), Emmanuel Alloa [48] écrit *:*

> « L'image désigne tout ce qui appartient au domaine de la représentation, vaste domaine, d'une imprécision totale quant aux modes, aux moyens de cette représentation. Ainsi, le domaine de l'image concerne aussi bien la peinture, le dessin que la photo, la télévision ou encore, une image mentale ou verbale comme l'allégorie. » E. Alloa, 2015, p 247.

Dans la mesure où certaines études associent l'image à un point de vue, son interprétation peut varier. De même, il est évident que l'image a un pouvoir

[48] Emmanuel Alloa, philosophe, maître de conférences au département de philosophie en Suisse.

« d'action et de réaction », que William John Thomas Mitchell[49] associe, dans la Théorie de l'Image à « l'altérité » et au « tropisme » que l'image possède et transmet. Il explique ainsi les phénomènes de « méta-images » et le lien avec le métalangage ; image et texte peuvent avoir un effet étonnant. En cela, il traite les deux exemples classiques et copieusement étudiés que sont : le « Canard-lapin [50]» (1892) analysé par Jastrow et L. Wittgenstein, et « La Trahison des images » (1929) de René Magritte.[51] (Picture Theory 193-95)

En 2006, Asbjørn Grønstad et Øyvind Vågnes ont interviewé W.J.T. Mitchell qui synthétise ses trois visions des méta-images, déjà explicitées dans Picture Theory :

- l'image se réfléchit explicitement sur elle-même, « se double », avec l'effet de la « mise en abîme », image qui contient la même image qui contient encore la même image et ainsi de suite, à l'infini ;
- l'image contient une autre image d'un type différent, et recadre ainsi l'image intérieure comme « imbriquée » à l'intérieur d'une image extérieure plus grande ;
- l'image est cadrée, non pas dans une autre image, mais dans un discours qui y réfléchit comme un exemple de « picturalité » en tant que telle. N'importe quelle image (un simple dessin au trait d'un visage, une image multi-stable comme le Canard-lapin, les Ménines de Velasquez) peut devenir une méta-image utilisée pour réfléchir sur la nature des images.

Image 5. À gauche le Canard-lapin, 1892, au centre les Ménines de Diego Velasquez, 1656/7, à droite la Trahison des images, 1929. René Magritte.

[49] W. J. T. Mitchell (1942-) est professeur de littérature et d'histoire de l'art à l'université de Chicago. L'une des figures majeures des *visual studies* aux États-Unis.

[50] Canard-lapin, dessin publié le 23 octobre 1892 dans un journal satirique munichois; son auteur est inconnu. Image ambiguë qui montre, selon le regard que l'on y porte, soit une tête de canard, soit celle d'un lapin.

[51] René Magritte La Trahison des images (1928–1929, peinture à l'huile sur toile de 59 × 65 cm, sur laquelle est écrit « Ceci n'est pas une pipe ».

Cette contribution scientifique de la part de W.J.T. Mitchell sur la diversité de l'interprétation des images est fondamentale dans l'analyse de celles rencontrées tout au long de la production de la GMVV. Il s'y note une surabondance de répétition d'images dans les images, fréquemment dans le cas du Venezuela, que ce soit sur Internet ou sur d'autres moyens de communication. Par exemple, la photo d'un bâtiment sur lequel sont peints les yeux de Chavez, montre en même temps les bénéficiaires du logement vêtus d'une chemise où sont imprimés les yeux de Chavez et présentant un porte-clés de leur nouvelle maison avec ce même dessin, soit une triple représentation graphique. Elle est donc du premier type selon l'analyse de W.T.J. Mitchell.
Il est d'autres exemples où la façade d'un bâtiment est introduite dans le cadre d'une autre image comme le deuxième type, le modèle des Menines de Velasquez, c'est-à-dire, finalement la façade perd son sens d'origine ou est réinterprétée comme panneau publicitaire d'un message politique.
Enfin sont également nombreux les exemples d'inclusion de phrases comme « Ici, on dit pas de mal de Chavez » (*acá no se habla mal de Chavez*) ou d'images politiques qui peuvent altérer ou modifier l'évocation de la façade du bâtiment devenue panneau publicitaire plutôt que lieu de vie.

La contribution d'*Introduction à la sociologie visuelle* » de F. La Rocca[52] fait référence :

> « Suivant l'analyse réalisée par M. Joly, l'image, comme signe iconique, est synonyme de représentation visuelle, ce qui renvoie à l'approche sémiotique : étudier certains phénomènes sous cet aspect, c'est considérer leur mode de production de sens. La création d'images a généralement pour but de reproduire quelque chose qui soit similaire à un objet de référence. Le type de rapport entre l'image et son original donne lieu à trois catégories présentées par Peters :
>
> - l'image substitutive comme subrogé de la réalité, dont le but est de produire des émotions ;
> - l'image documentaire, qui est au service de la réalité et produit donc la connaissance ;
> - l'image artistique ».

[52] Fabio La Rocca, docteur en sociologie de l'Université Paris Descartes – Sorbonne. Responsable du GRIS (Groupe de Recherche sur l'Image en Sociologie).

À la suite de M. Joly, on cherche à comprendre la manière dont l'image est créée, l'importance des messages qu'elle arrive à transmettre et des liens qu'elle peut construire entre certaines disciplines.

> « Ainsi, en abordant les images de la maison avec le souci de ne pas rompre la solidartié de la mémoire et de l'imagination, nous pouvons espérer faire sentir toute l'elascticité psycologuique d'une image qui nous émeut à des degrés de profondeur insupconnés » G. Bachelard, 1957, p 25.

Représentation

Le mot représentation signifie étymologiquement « *l'action de replacer devant les yeux de quelqu'un* », c'est-à-dire le fait de montrer quelque chose qui est absent ; dans le domaine de la philosophie, c'est dévoiler une idée approximative et temporaire de la réalité d'un objet spécifique, ici il s'agit du logement social.

Il existe quatre grandes catégories de représentation en architecture telles que les détaille *L'image en architecture* (1996) de J-P. Jungmann[53] : textuelles (sous la forme verbale ou écrite), spatiales (modèles ou préfigurations volumétriques en trois dimensions), graphiques (dessins, estampes, livres, photos) et filmiques.

Selon la définition de M. Roncayolo, plusieurs interprétations sont possibles :

> « C'est l'image de quelque chose ou de quelqu'un qui est présent ou son rappel en son absence par l'image souvenir. C'est l'idée que l'on se fait des choses et des êtres, et même le concept qu'on en tire. »

Selon lui, la représentation de la ville ne se fait pas de manière individuelle, mais collective, ce qui sera repris dans la présente recherche. Comme il l'explique,

> « Si la ville est par excellence (dans sa version classique) le lieu de la division sociale du travail, de l'échange, de la rencontre et de pouvoir, de la "religion" au sens étymologique du terme, en fin de compte de la sociabilité, toute représentation est certainement représentation du collectif et représentation collective. » M. Roncayolo, I. Chesneau[54], 2011, p 406.

---

[53] Jean-Paul Jungmann. Architecte DPLG, écrivain, éditeur et professeur à l'École d'Architecture de Paris La Villette.
[54] Isabelle Chesneau. Architecte, Maître de conférences en Sciences Humaines et Sociales, ENSA Paris-Malaquais. Chercheuse à l'UMR 3329.

Dans le *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, le terme *« représentation »* est d'abord étudié par une linguiste qui retient un des problèmes épistémologiques que la notion suscite, avant d'être définie par le géographe Bernard Debarbieux[55]. Il énonce des positions en faveur de l'autonomie de la géographie et du « *processus de représentation* » (Debarbieux, 2003) qui conduit à l'idée que :

> « La représentation iconographique de phénomènes territoriaux constitue un outil précieux pour une démarche réflexive avec des acteurs voulant mener individuellement et collectivement un raisonnement spatial. » B. Debarbieux, S. Lardon, 2003, p 7.

Dans une approche sur la morphologie urbaine :

> « La dimension paysagère de certaines formes urbaines peut-être extrêmement valorisée ou dévalorisée selon les époques. De ces représentations découlent des attitudes collectives qui ont un impact sur l'évolution des formes, de leur destruction à leur sanctuarisation. Le fait de considérer le paysage urbain comme héritage conduit aussi à le faire fructifier. [...] Les villes l'ont compris et lui font désormais une place dans les stratégies de communication (marketing politique) … Les paysages urbains sont donc des "structures actives" » R. Allain, 2004, p 13.

Rémy Allain explique aussi que ces structures actives interviennent dans l'appréhension de l'espace et influent sur une certaine vision du réel. Les formes urbaines agissent directement sur les habitudes des usagers par le biais de l'image et de ses représentations ; il est alors aisé de faire le lien avec l'architecture et l'urbanisme.

En plus de la contribution de R. Allain, la présente étude fait constamment référence aux notions que développe Kevin Andrew Lynch[56] dans son ouvrage *The Image of the City (1960),* en matière de perception de la ville ; plus spécialement, elle reprend sa méthodologie à ce sujet.

> « Bien que la clarté ou la lisibilité ne soit pas la seule qualité importante d'une belle ville, elle revêt une importance particulière lorsque l'on considère les

[55] Bernard Debarbieux, géographe au Département de Géographie et Environnement, Université de Genève. Recherche en Géographie Culturelle et Politique, Sociale.
[56] Kevin Andrew Lynch (1918-1984), urbaniste, architecte et enseignant américain.

environnements environnementaux à l'échelle de la taille, du temps et de la complexité de la ville »[57] K. Lynch, 1998, p. 11

Elle montre que le regard porté sur la ville n'est pas dénué de sens. Dans ses analyses, il formule que le spectateur ou l'usager des gratte-ciels de Manhattan peut ressentir, au choix, une sorte de vitalité, de pouvoir, de décadence, de mystère, de congestion ou tout autre sentiment, mais, quel que soit le cas, cette appréciation cristallise nettement et renforce son sens.

Ceci permet de considérer le symbole du logement social en tant que forme urbaine. Des concepts tels que le plan, le parcellaire, le bâti, ou bien, le contour, l'ilot, la trame, le tissu urbain et l'apparence permettent de se placer dans l'analyse de ces formes urbaines. Chaque concept et la sous-classification existante de chacun d'entre eux permettent de souligner l'influence de la GMVV dans l'espace urbain.

E. Chapel[58] signale, dans son ouvrage *Dans l'œil raisonné : l'invention de l'urbanisme par la carte* (2010), que c'est plutôt dans les années 1920 que naît l'idée, chez les architectes, que les solutions aux questions architecturales se trouvent dans la résolution des problèmes urbains. Certains architectes placent la ville au centre de leurs travaux et envisagent un « urbanisme absolument nouveau », comme l'exprimait Le Corbusier en 1930. Ainsi, E. Chapel prend l'exemple de la formalisation des CIAM[59] pour expliquer la production de la carte de la ville fonctionnelle et les finalités cognitives et communicatives de l'époque.

> « L'essentiel, c'est la représentation de l'état des villes existantes en relation à sa structure fonctionnelle, c'est-à-dire la compréhension des rapports entretenus entre les fonctions et les formes urbaines. La tentative de combiner les formes d'organisation matérielle, spatiale, sociale et économique est abandonnée. Les cartes donnent ainsi à voir une sorte de ville purifiée de ses aspects difficilement maitrisables qui touchent aux conflits sociaux et, bien sûr, à l'esthétique » E. Chapel, 2010, p 110.

---

[57] «Si bien la claridad o legibilidad no constituye de ningún modo la única cualidad importante de una ciudad hermosa, resulta de particular importancia cuando se consideran los medios ambientes en la escala urbana de tamaño, tiempo y complejidad» (Lynch, 1998, p 11). Traduit par l'auteure.

[58] Enrico Chapel, architecte, docteur en projet architectural et urbain, maître assistant à l'École nationale supérieure d'architecture de Toulouse.

[59] CIAM : Congrès International d'Architecture Moderne. Destiné à promouvoir une architecture et un urbanisme fonctionnels. Au premier en 1928, Le Corbusier y joua un rôle important. Le dernier, le 10e, eut lieu en 1956.

Il explique que cette représentation de la ville, par la carte, est la conséquence d'un processus multiple d'unification, d'abstraction et de quantification visuelle avec l'objectif de donner du sens à la ville, dite fonctionnaliste, telle qu'elle sera analysée dans le développement de cette étude.

La représentation comprend également des éléments de discours social qui intègrent la perception, la mémoire, les stéréotypes et qui se traduisent par des images soit abstraites, soit iconographiques. Cependant l'aspect iconographique a son importance, car c'est l'indication de l'image globale. La représentation est un développement d'idées et de perceptions individuelles ou collectives qui aborde des sujets d'ordre politique, économique, culturel, social. Elle anime les groupes sociaux et structure l'imaginaire collectif. Elle devient une image mentale et physique. Pour ce qui est de notre étude, cette image des logements sociaux occupe une place importante pour les habitants, qui dépend de l'espace qui lui est donné pour s'exprimer. En effet, la représentation des logements — tout comme leur production matérielle — est une opération collective : l'État, les collectivités locales, les bailleurs sociaux et les acteurs privés y participent.

> « La forme urbaine, comme le paysage urbain, est donc un élément actif du système urbain, directement par le biais des représentations : forme, contenu et significations entretiennent des rapports complexes et systématiques. Agir sur une forme urbaine, c'est modifier un paysage urbain, c'est aussi d'influencer sur les conditions de vie, la qualité de la vie sociale quotidienne (déplacements, relations, qualité "d'habiter") et leurs conséquences sur les prix du tissu environnant et leurs effets en retour. L'étude de la forme st donc loin de ne relever que d'une simple préoccupation esthétique » R. Allain, 2011, p 19.

Ensuite, pour comprendre l'image de la ville, Kevin Andrew Lynch a établi cinq types formels d'éléments[60] qui structurent les représentations de l'espace et les perceptions cognitives des habitants usagers de leur espace urbain. Postérieurement, Alejandra M. Sgroi[61] (2009) ajoute :

> « Ces cinq items représentent une abstraction des éléments constitutifs de l'image mentale que chaque citoyen se crée et retient de sa ville ou même de son voisinage. Ils aident également les concepteurs à obtenir des valeurs, existantes et potentielles, pour définir l'environnement dans lequel ils travaillent. Bien que ces cinq items visent à définir une image visuelle de

[60] Les voies (*paths*) ; les limites (*edges*) ; les quartiers (*districts*) ; les nœuds stratégiques (*nodes*); les points de repère (*landmarks*).
[61] Alejandra M. Sgroi, maître-architecte, cheffe de département au Ministère d'Infrastructure, Logement et Services Publics d'Argentine.

> l'espace, car la vue est le sens le plus développé, il ne faut pas oublier que l'expérience du lieu est constituée d'un ensemble de sensations correspondant aux 4 sens, vision, ouïe, odeur et toucher. Les changements de niveau, les différences de chaussée, d'arômes et de sons contribuent également à l'image que tout un chacun se fait de l'environnement » A. Sgroi, 2016, s/p.

Nous nous intéresserons dans cette étude à la lecture de la ville de Caracas et la production massive du logement social à travers ces notions théoriques, sa représentation et la sensation exprimée par ses habitants et ses observateurs. La présente étude prend également en compte deux autres facteurs, la situation économique ainsi que le climat politique, car tous deux jouent un rôle fondamental dans la perception qu'ont les habitants de leur ville. Un bref passage pour positionner l'utilisation de l'image en sciences sociales et sa mobilisation dans l'univers de la recherche nous est nécessaire.

> « Nous avons vu à travers l'histoire des bâtiments « idées » ou « représentation » se transformer en cible des peuples révoltés réclamant leur liberté ou leur droit à décider de leur sort, où l'architecture communicative dépasse le cadre de l'usuel et du signifiant primaire pour devenir un élément majeur, voire même un outil médiateur des enjeux sociopolitiques qui peuvent se transformer soudain en jeux dangereux pour l'humanité ». J-R. Moukarzel, 2015, p 226-7.

Sociologie visuelle

H. S. Becker[62] a présidé le colloque *La sociologie par l'image*, en 2010. Accompagné de C. Javeau[63] et d'un groupe important de chercheurs, il a permis la restitution du concept d'interactionnisme symbolique. H. S. Becker évoque le peu de différence entre la science de la sociologie visuelle et l'usage qui lui est attribué par les sociologues ou les anthropologues. Cette discipline récente peut se comparer en particulier à l'utilisation de la photographie dans l'analyse scientifique. La définition spécifique est donnée par D. Vander Gucht[64] : *« la sociologie visuelle est autant une manière de faire de la sociologie en image et par l'image qu'une expérience du monde à travers l'image ».* En même temps, c'est un excellent instrument de pédagogie grâce auquel, le chercheur peut se positionner, se montrer ou se présenter dans le monde social. C'est en quelque

[62] Howard Saul Becker (1928-), sociologue américain, héritier de l'école de Chicago, du courant de l'interactionnisme symbolique.
[63] Claude Javeau (1940, Liège, Belgique), professeur de sociologie émérite à l'Université libre de Bruxelles.
[64] Daniel Vander Gucht, docteur en sociologie, dirige le groupe de recherche en sociologie de l'art et de la culture (GRESAC) ainsi que la Revue de l'Institut de sociologie.

sorte un dispositif technique de perception et d'observation du monde et un défi donné à la sociologie de s'engager à représenter une société par le visuel. Dans les actes publiés à la suite du colloque *La sociologie par l'image*, un manifeste a été rédigé, dont voici un extrait :

> « La sociologie visuelle n'est pas une méthodologie (au sens souvent sous-entendu de technique de recueil des données)… La sociologie visuelle peut être entendue comme celle qui utilise les images fixes ou animées déjà-là pour asseoir ses démonstrations ».

Cependant les auteurs proposent d'ajouter la production photographique ou filmique (appareillage utilisé sur le terrain) afin de capturer certaines images et de « *les montrer dans la pertinence et la cohérence avec le sujet traité* » (J. Sebag, J-P. Durand[65] et le collectif Image et Société, 2011)

Dans *Sociologies visuelles. Histoire et pistes de recherche,* les sociologues P-M. Chauvin et F. Reix, proposent une histoire de l'utilisation de la *« sociologie visuelle »* dans le monde anglophone et français. Les auteurs notent en particulier l'usage important qui en est fait au début des années 2000. La « *sociologie visuelle* » comporte un risque de confusion entre le sens (la vue), l'objet perçu (le visible ou le vu), et les dispositifs de visualisation permettant à la vue de s'exercer sur l'objet perçu. Ces trois facettes ont d'ailleurs été clairement identifiées par Jon Wagner[66] (2006) et reprises par May Du et M. Meyer[67] (2008) à travers les termes « visuel », « visible » et « visualisé » utilisés par les chercheurs en sciences sociales ou dans leurs travaux sur les paysages urbains et les itinéraires empruntés par les passants. Plus récemment, M. Meyer et S. Maresca[68] (2013) ont ajouté une quatrième distinction en introduisant l'idée d'une « sociologie en images » lorsque ces dernières servent précisément de moyen de restitution à l'analyse sociologique. En conclusion de leur texte, légitimer l'usage des images comme des données susceptibles d'être analysées et restituées scientifiquement au même titre que les mots et les chiffres permettra de fédérer les différents types de sociologie(s) visuelle(s) et d'inscrire ce travail dans la continuité des recherches portant sur l'image.

---

[65] Joyce Sebag et Jean-Pierre Durand sont professeurs émérites de sociologie à l'Université d'Évry Paris-Saclay, défenseurs d'une écriture filmique de la sociologie.
[66] Jon Wagner, professeur émérite à l'University of California.
[67] Michaël Meyer, sociologue, docteur des universités de Lausanne (Suisse) et de Nantes (France). May Du, sociologue, assistante d'enseignement à l'Université de Lausanne.
[68] Sylvain Maresca – Michaël Meyer : Précis de photographie à l'usage des sociologues, Rennes, PUR, 2013. Sylvain Maresca, professeur émérite de sociologie de l'université de Nantes.

S. Maresca[69] a mené une conférence portant sur des études américaines et anglo-saxonnes considérées comme pionnières dans le travail de l'image en sciences sociales. Il distingue l'usage ou la réalisation d'images en situation d'enquête, qu'il nomme la « sociologie avec les images » de la restitution des enquêtes en images qu'il baptise la « sociologie en images ». Ce dernier cas n'est pas abordé complètement dans la « sociologie des images », il concerne toute la partie de sémiotique et sémiologie de l'image.

> « Aujourd'hui, l'utilisation des images se généralise et nous sommes quotidiennement amenés à les utiliser, à les décrypter, à les interpréter (M. Joly, 1993), si bien que nous lisons les images de manière naturelle. S'établit ainsi une culture visuelle, en référence aux *Visual cultural studies*, une centralité de la vision dans notre quotidien, et donc un processus de construction et de signification des images. La visualisation nous permet de donner une définition subjective de la réalité, de produire une vision du monde. » F. La Rocca, 2007, p 35.

[69] Conférence Des images pour la sociologie. Méthodes et questionnements donnée par Sylvain Maresca, à la Bibliothèque Universitaire de Lettres et Sciences humaines le 20 février 2014 à Nantes. Voir aussi revues : Ethnologie française. Arrêts sur images. Photographie et anthropologie.

3. Croisement entre politique, discours et images. L'architecture et l'urbanisme comme moyen de représentation du pouvoir

Notre thèse se donne pour objectif d'analyser une politique du logement à travers l'image, ce qui nécessite une analyse de la morphologie urbaine et des stratégies politiques. Semblable à une équation, la politique de logement est le résultat d'une politique publique croisée avec un discours politique inclusif (destiné à une seule classe sociale, la plus défavorisée) qui est représentée à travers différentes images. Ces représentations proposent un terrain commun d'identification et de dialogue entre le peuple et l'État.

Sur la forme et le langage dans l'architecture et l'urbanisme et leur relation avec l'État

Depuis des siècles, l'architecture et l'urbanisme sont sollicités pour laisser une trace d'un mouvement politique ou social. Certaines représentations sont liées à une morphologie spécifique de la ligne de pensée de l'époque. Plusieurs écrivains et historiens de l'architecture ont parlé de symbole, en reliant le type de bâtiment à une période de réflexion d'ordre étatique. Parfois la transformation du langage architectural est associée à la création de structures avec des particularités monumentales ou avec un caractère institutionnel strictement lié aux ouvrages relevant du domaine public. Même si l'observation se centre ici sur le symbole et le pouvoir qui ressort de l'architecture et de l'urbanisme dans la production du logement social, il existe cependant quelques exemples plus généraux de cette notion qu'il convient de présenter. Dans *Anthropologie de l'espace* (2007), Marion Segaud[70] évoque l'approche pédagogique de l'espace en tant qu'instrument de savoir et de pouvoir pour une efficacité sociale. M. Segaud théorise que les « *formes, forment aussi* », et pour cela il est des exemples notables.

- dans le domaine institutionnel, l'architecture carcérale ; à la fin du XVIII[e] siècle le Panopticon de Jeremy Bentham[71] ; un bâtiment circulaire avec une configuration très centralisée des cellules est le symbole d'un espace de

[70] Marion Segaud, anthropologue, sociologue et professeure émérite à l'université du Littoral-Côte d'Opale.
[71] Jeremy Chaulveron Bentham (1748 -1832), philosophe, jurisconsulte et réformateur britannique, père de l'Utilitarisme.

contrôle depuis l'intérieur. Cela correspond à l'enfermement et au silence comme modèle réformateur de l'individu.

- la ville de Richelieu (1631), urbanisme disciplinaire dont la structure viaire et parcellaire offrait les conditions d'un contrôle total de l'espace.
- le Familistère[72] de Guise, inspiré du Phalanstère de Charles Fourier ; construit entre 1859 et 1884 par l'architecte Jean-Baptiste André Godin (1817 – 1888) ; classé monument historique en 1991. C'est un bâtiment porteur des solutions sociales, dessiné pour permettre l'autonomie de vie de plusieurs familles ouvrières de manière communautaire.
- l'architecture moderne et constructiviste qui crée des cellules d'habitat ou des associations aux machines pour la construction du « nouvel homme ». Seule l'URSS a concrétisé réellement ces idées, avec des contradictions qui engendreront des conflits dans la reformulation de la famille et la production du logement social.

Dès la fin du XIX^{e} siècle, l'École de Chicago[73], prône le fonctionnalisme avec la célèbre phrase « *form follows fonction* [74]». Le mouvement de la *Prairie School* s'intéresse particulièrement à l'architecture résidentielle, avec pour acteur principal Frank Lloyd Wright (1867-1959), ancien collaborateur de L. H. Sullivan. Dans la première partie du XX^{e} siècle naît le Mouvement Moderne et les architectes et urbanistes de l'époque[75] essaient pour la première fois de donner des réponses plus concrètes aux défis d'une idéologie plutôt « *fonctionnaliste* ». Dès 1919, Walter Gropius crée l'École du Bauhaus, où seront formalisés les principes théoriques de « *l'International style ».* Dans tous les cas, il s'agit d'inscrire le rationalisme dans l'architecture et l'urbanisme ; l'un et l'autre doivent désormais servir la société qui se transforme, suite à l'industrialisation. Une référence historique plus précise de ce phénomène, conduit inévitablement aux concepts de l'architecture « constructiviste »[76],

---

[72] Associé aussi au « Phalanstère » dessiné par le philosophe et sociologue Charles Fourier au XX^{ème} siècle. Un espace (hôtel coopératif) rectangulaire et organique avec les éléments nécessaires pour avoir une vie harmonieuse.

[73] Les premiers grands architectes du l'École de Chicago, aussi appelé *Style Chicago* sont William Le Baron Jenney (1832-1907), Henry Hobson Richardson (1838-1886), et la génération suivante Daniel Burnham, William Holabird, Martin Roche, John Wellborn Root (1850-1891), Louis Henry Sullivan (1856-1924)

[74] Phrase de l'architecte Louis Henry Sullivan.

[75] Walter Gropius (un des fondateurs du Bauhaus en 1919), Ludwig Mies van der Rohe, Le Corbusier, Alvar Aalto, Louis Kahn, Philip Johnson, Pier Luigi Nervi, Gio Ponti, Richard Neutra, Lúcio Costa y Oscar Niemeyer et Kenzō Tange entre autres.

[76] Dans ces référents historiques, l'architecture et l'urbanisme se caractérisent pour avoir une image et une présence fortes, qui symboliquement définissaient le pouvoir de l'État. Les bâtiments sont de construction lourde, le béton en est la base. La masse et le volume sont la référence de l'unité communiste.

appelée ultérieurement « architecture staliniste » en URSS. Divers architectes représentent le mouvement moderne et l'architecture fonctionnaliste, tel H. Meyer[77], promoteur de l'idée que l'architecture devait absolument suppléer un besoin social pour les ouvriers. Ainsi, l'architecte doit se considérer comme un serviteur social, jamais individuel, il doit travailler pour la collectivité et s'aligner à la demande de l'État.

> « L'urbanisme moderne débouche soit sur l'intégration à la société machiniste et industrielle, soit sur l'utopie » M. Ragon[78], 1986, p 281.

Les premiers exemples relèvent davantage de l'architecture, mais l'utopie a également constitué un véritable moteur pour l'urbanisme. Dans *L'ABC du communisme (1919),* il est précisé que les nouvelles constructions devaient satisfaire les besoins de la société communiste et selon M. Ragon, ces difficultés ne seront résolues qu'après la Seconde Guerre mondiale. Le « *désurbanisme* » fait son apparition. Dans ce courant, la rationalisation de la ville et la décentralisation urbaine sont primordiales : Frank Lloyd Wright au cours des années 1930, formule l'idée de la *Broadacre city*, la ville à la campagne, la cité-territoire, puis des projets préfigurant l'intégration de l'écologie dans l'architecture.

Diverses propositions ou développements urbains ont fait le tour du monde, et ce à différentes périodes, pour ne citer que quelques exemples :

- La ville linéaire d'Arturo Soria à Madrid en 1910.
- Vers une architecture, livre publié en 1923 par Le Corbusier[79] suivi du Plan Voisin, projet pour le centre de Paris, (1922/1925), ou la Cité Radieuse (La Maison du fada) édifiée à Marseille entre 1947 et 1952.
- La ville socialiste, livre publié par N. A. Milioutine[80] en 1930, la reconstruction de Moscou avec la ville verte par M. I. Ginzbourg[81] ou le plan Mussolini à Rome.

Nombre de possibilités de formes de villes qui peuvent répondre à la transformation de la société dans divers types d'États ont été testées, mais aucune d'entre elles n'a pris racine. En URSS, la concrétisation d'un urbanisme

---

[77] Hans Emil [Hannes] Meyer (1889 – 1954), architecte suisse, directeur du Bauhaus à Dessau-Roßlau de 1928 à 1930. Est allé ensuite en URSS, a émigré au Mexique dans les années 1940, et retourne en Suisse en 1949.
[78] Michel Ragon (1924-2020). Écrivain, critique d'art et de l'architecture.
[79] Le Corbusier de son vrai nom Charles-Édouard Jeanneret (1887 – 1965), architecte suisse.
[80] Nikolaï Alexandrovitch Milioutine (1889 – 1942), bolchevik, theoricien en architecture et urbanisme.
[81] Moïsseï Iakovlevitch Ginzbourg (1892 -1946), architecte constructiviste soviétique, un des fondateurs de l'Union des Architectes Contemporains, OSA (Obchestvo Sovremenykh Arkhitektorov) connu pour son bâtiment du Narkomfin (Commissariat aux Finances) à Moscou.

rationnel et du *désurbanisme* est bien présente dans tous les projets sans pouvoir se défaire de la référence presque obsessionnelle au Phalanstère de C. Fourier, en tant que « *microcosme idéal de la cité future* » (M. Ragon, 2007). Inspiré de ce projet, Le Corbusier, avec la Cité Radieuse, reformule l'unité d'habitation avec des services collectifs ; un modèle semblable est aussi proposé en Russie avec les « *maisons communes* ». Le Corbusier reprend l'idée de Descartes, philosophe du siècle des Lumières, pour réinterpréter la « *machine à habiter* ». Le Corbusier sera vivement critiqué par le courant rationaliste. Il propose des règles et des recettes semblables pour tous les hommes et tous les types de villes ; en somme, il propose une uniformisation des modes de vie partant du constat d'une uniformité théorique des corps et qui justifie la production de cellules à habiter. Son discours qui, à bien des égards peut paraître provocateur, a été largement dévoyé au fil des interprétations qui en ont été faites. Le Congrès International d'Architecture Moderne (CIAM) se met en place en 1928, avec Le Corbusier en premier rôle. Il regroupe des architectes internationaux et Le Corbusier a publié en 1941, *la Charte d'Athènes* qui est la reprise des conclusions du CIAM IV de 1933. C'est le texte fondateur de l'architecture et de l'urbanisme moderne. Le *désurbanisme* ne se présente pas comme une solution technique à la crise de la ville capitaliste, mais il correspond à une lutte politique ; il est présent en URSS et aussi dans d'autres pays au sein des partis communistes (Rodrigues[82], 1973). Ce que la spécialiste de l'histoire de l'urbanisme Françoise Choay soulève :

> « Tous ces esprits pensent la ville de l'avenir en termes de modèle. Dans tous les cas, la ville, au lieu d'être pensée comme processus ou problème, est toujours posée comme une chose un objet reproductible. Elle est arrachée à la temporalité concrète et devient, au sens étymologique, utopique[83], c'est-à-dire de nulle part » F. Choay, 1965, p 25.

Après avoir présenté les grandes lignes de la réflexion architecturale sur le thème du logement, nous poursuivons avec la lecture que certains auteurs nous présentent sur l'insertion du logement dans la ville.
Dans *Doctrines architecturales et politiques du logement,* l'architecte Christian Molley précise :

[82] Antonio Jacinto Rodrigues, architecte, professeur et philosophe portugais. Maitrise d'Urbanisme Université de Paris VIII.
[83] L'auteure fait référence à Thomas More (1478-1535) inventeur du terme « utopie » comme un jeu de mots avec une double analogie, eutopie (lieu agréable) et outopie (sans lieu, de nulle part).

> « Le logement constitue, pour bien des architectes, un champ qui porte la marque prédéterminée de l'État. Mais il a aussi fait l'objet, de leur part, des prises de position et des projets en anticipation sur le discours et les procédures étatiques » C. Molley, 1998, p 305.

À cette idée, s'ajoute ensuite la réflexion de Marion Segaud sur le rapport entre logement et architecture comme discipline innovante ; deux niveaux de pensées coexistent :

> « celui qui se lit à travers les enquêtes portant sur les usages concrets des habitants, et celui de l'innovation doctrinale, amplifiée aujourd'hui par la médiatisation et l'importance accordée à l'image. » M. Segaud, 2010, p 296-297.

Son étude précise que l'usager reste encore très peu impliqué quand il s'agit de comprendre l'intérêt du logement dans la ville, et sa place importante dans les sciences de l'homme.

Morphologie de l'architecture en fonction d'une emprise de pouvoir (1920-1960) :

Dans l'ouvrage *La ville-censure,* publié en 1971, Alain Medam[84] traite, après F. Engels, d'une première idée de ville révolutionnaire et socialiste où les rapports de classes sociales sont amenés à disparaître. La libération des mouvements des travailleurs et la fin du prolétariat doivent se traduire dans l'espace urbain. La politique soviétique envisage la rationalisation du pays par son développement urbain, toutes les villes doivent être reconstruites selon un nouveau plan d'urbanisme. L'opposition entre prolétariat et bourgeoisie doit disparaître ; ainsi se présente la problématique urbaine au moment où l'homme refuse de disparaître. Chacune des villes est divisée en arrondissements découpés selon leur géographie. Des projets sont établis pour les arrondissements entiers, transformant en profondeur leur aspect architectural. Pour définir la « ville socialiste », il suffit de reprendre le paragraphe où Lydia Coudroy de Lille[85] en dresse le bilan dans sa publication :

> « Ville socialiste : ces deux mots accolés établissent une relation entre une entité spatiale et un système idéologique, politique, économique et social. On suppose ainsi que les héritages d'un demi-siècle (ou plus pour les villes des pays issus de l'URSS) de gestion socialiste ont laissé suffisamment de traces dans les paysages, les formes — autrement dit les "structures matérielles de la

[84] Alain Medam, docteur en sociologie. Sociologue, directeur de recherche au CNRS.
[85] Lydia Coudroy de Lille, professeure de Geographie à l'Université Lumière Lyon 2.

ville", mais aussi dans les comportements du corps politique, économique et social… » L. Coudroy de Lille, 2009, p5.

Juste après la Seconde Guerre mondiale, des architectes essaient de montrer l'importance de la planification des villes et d'éviter le développement urbain, anarchique et incontrôlable. Comme l'exprime Anatole Kopp[86], l'architecture « *moderne* », fonctionnaliste, constructiviste, avait tout un champ d'expérience à la mesure de ses ambitions dans l'URSS. Cette dernière n'est pas la seule à avoir eu une évolution importante avec le passage d'un contexte agraire à un processus d'industrialisation accéléré ; toutefois, c'est un point de départ, car c'est le seul exemple qui établit des rapports entre les modes de production et l'« *homme nouveau* » de la société. Architecture, urbanisme et les acteurs politiques font partie des moyens mobilisés pour cette transformation sociale où apparaît la notion de « *condensateurs sociaux* » dans le scénario architectural soviétique.

En 1928, M. I. Ginzbourg déclare que « *le principal objectif du Constructivisme [...] est de définir le condensateur social de l'époque* »[87] ; il prétend que l'architecture peut influencer les comportements sociaux, c'est-à-dire soit l'éclatement de la cellule familiale, soit la rupture de la perception des hiérarchies sociales au profit d'espaces socialement équitables.
Ce fonctionnalisme n'essaie pas de satisfaire les besoins élémentaires comme on pourrait l'imaginer, mais au contraire, il doit édifier la nouvelle société socialiste et donner des réponses aux besoins.

> « Une certaine idée populaire du socialisme, une certaine utopie existait alors, qui s'est exprimée dans de nombreux textes, dans de nombreuses brochures populaires de propagande : tout en décrivant la société future comme une société d'hommes libres, autogérés, fraternelle et collectiviste. Dans ce monde nouveau où la structure capitaliste de l'économie aurait fait place à une structure socialiste, les superstructures idéologiques et sociales de l'ancienne société auraient disparu et des relations entièrement nouvelles se seraient créées entre les hommes. » A. Kopp, 1967, p 17.

Après la Révolution russe, les mesures d'urgence qui ont été prises furent claires et radicales.

---

[86] Anatole Kopp (1915-1990), architecte et urbaniste français. Professeur à l'université Paris-VIII, impliqué dans le mouvement d'urbanistes marxistes des années 1960-1970.
[87] Une réflexion similaire se poursuivait en France et en Russie ; les condensateurs sociaux peuvent être associés aussi à la "machine d'habiter" proposée par Le Corbusier.

> « Les ménages ouvriers évacuèrent leurs taudis et furent installés dans les hôtels particuliers et les appartements précédemment occupés par la bourgeoisie. » A. Kopp, 1967, p 57.

Ceci souligne aussi l'importance de la libération de la propriété sous l'influence marxiste pour développer un urbanisme cohérent face à cette proposition révolutionnaire. Toutes ses réflexions font partie de la création des « *condensateurs sociaux* », de l'architecture constructiviste soviétique. L'Union des Architectes Contemporains (OSA), composée d'architectes, de géographes, de sociologues, propose que le cadre bâti soit un objet, un outil ou un instrument capable de transformer la société. Appelée alors la « *Reconstruction du mode de vie* » ou « *Perestroïka byta* », elle se rapproche de la collectivisation et de la socialisation. Tous les anciens modèles de vie sont reformulés. Le caractère collectif s'applique tant au mode de vie qu'aux façons d'envisager la ville et les territoires.

À cette période, ressortent : l'adjectif « *commun* » et les expressions « vivre en commun », « cuisine commune », « laverie commune », dans certains cas mêmes les vêtements étaient en propriété commune. Léon Trotsky montre, dans ses écrits l'esprit de cette démarche. Dans le domaine de l'architecture proprement dit, M. I. Ginzbourg publie *Le style et l'époque* en 1924 ; sa forme fait penser à *Vers une architecture* de Le Corbusier. L'apport de M. I. Ginzbourg est important et présente un objectif bien précis : il définit en premier lieu, le constructivisme comme un mouvement au service du projet social qui concerne la méthode, les techniques employées et la forme architecturale. Il décrit ensuite les « *condensateurs sociaux* ». Enfin, il précise les différences entre ville et campagne, centre et périphérie, beau quartier ou banlieues ouvrières doivent disparaître, s'effacer pour atteindre un nouveau mode de vie et former le nouvel homme socialiste.

> « Les condensateurs sociaux sont des lieux collectifs d'apprentissage et d'épanouissement de l'homme nouveau : la maison commune, pendant positif de la réalité subie de l'appartement communautaire, où la création de cantines laveries et crèches permettent de réduire la cellule du logement [...]. La nationalisation du sol crée par ailleurs un cadre rêvé pour penser la forme de la ville socialiste sans la contrainte foncière et du découpage parcellaire » E. Essaïan[88], 2019.

[88] Elisabeth Essaïan, architecte et historienne de l'urbanisme, spécialiste de l'architecture stalinienne, professeure à l'Ensa de Paris-Val de Seine, chercheur à l'IPRAUS, Ensa de Paris-Belleville.

La proposition d'une « *maison commune* » apparaît pour s'adapter à ce changement de la nouvelle conception familiale. Pour cette raison, selon lui, l'ancien habitat bourgeois, mono-familial, décrit en ces termes par les constructivistes, doit disparaître. Des architectes de l'OSA proposent d'accompagner cette modification par un modèle d'habitation alternatif, le résultat abouti à la forme d'une cellule qui elle-même se répète. À la suite de cette entrée en matière presque utopique, M. I. Ginzburg et Ignaty Milinis présentent une solution sous forme d'immeuble collectif d'habitation « *semi-communautaire* » comme une typologie de transition. Il s'agit fondamentalement de grouper d'une part des espaces à vivre et d'autre part des communs, situés hors de la cellule de vie. Ceci part de l'hypothèse que cette nouvelle configuration pourra changer le mode de vie des habitants et par conséquent la société dans sa totalité. Ces bâtiments iconiques, appelés Narkomfin (1928-1929), édifiés à Moscou, adoptent des techniques de construction expérimentales, tels que la standardisation d'éléments constructifs (piliers, poutres, portes, fenêtres et cloisons). D'après le texte *Mythe, Révolution, Utopie. La maison commune Narkomfin à Moscou* :

> « La précision géométrique austère de ses lignes "incisives et hardies" produit des effets qui déconcertent Le Corbusier lui-même. En 1930, il note dans ses commentaires : "J'ai eu l'occasion de visiter une maison commune à Moscou, bâtie solidement, où, néanmoins, l'agencement intérieur et la conception architecturale générale sont si froids et impassibles [...], que l'on se sent pénétré d'un sens immense de tristesse, non seulement à la pensée d'y habiter nous-mêmes, mais aussi à celle de considérer que plusieurs centaines d'individus ont été privés tout simplement des joies de l'architecture" » [Docomomo France] R. Forte, 2006, p 7.

Cependant, seuls deux des quatre bâtiments ont été achevés en 1932, date où M.I. Ginzbourg tombe en disgrâce. Ils étaient censés représenter à l'époque, le modèle architectural à suivre et se répéter partout comme la meilleure application des principes du constructivisme.

Dans un contexte plus contemporain, la juriste Hélène Pauliat explique que l'histoire de logement se confond largement avec l'histoire de la propriété :

> « Les problèmes des droits s'exerçant sur une habitation ne datent pas de la période à laquelle les individus ont été sédentarisés. L'instinct de propriété sur le refuge se manifeste dès qu'il existe une vie en communauté. Mais la protection sur ce logement varie, et il faut attendre une société plus élaborée pour des mécanismes de protection soient organisées » H. Pauliat, 1998, p 11.

Le postmodernisme et l'architecture comme moyen de communication

La fin officielle du « *modernisme* », selon Charles Jencks[89], correspond à la démolition du projet Pruitt-Igoe à St. Louis, Missouri, États-Unis. Ce projet composé de 33 bâtiments de onze étages sur 23 hectares construits par l'architecte américain Minoru Yamasaki entre 1954-1955 s'est distingué par son respect strict des principes de la « machine à habiter » définis par Le Corbusier. Il a été démoli en avril 1972 pour ses conditions d'in-habitabilité.

> « Nous avons été témoins d'un grand nombre de catastrophes architectoniques dans les années 1970. La plus mémorable a été la démolition de Pruitt Igoe, un ensemble de logements sociaux à Saint-Louis. Plusieurs tours, basées sur les théories de Le Corbusier et du CIAM, ont été dynamitées. Il n'existe pas encore de données sur cet aspect surprenant de la vie moderne, dans lequel l'idéalisme social conduit si rapidement à une catastrophe sociale, mais les résultats ont affaibli l'idéologie du Mouvement Moderne ». [Modern Movements in Architecture] C. Jencks, 1973, p 9.

Image 6. À gauche Pruitt-Igoe à St. Louis, MO, USA, 1954-55. À droite démolition en 1972 ©United States Geological Survey

À la période moderniste, fait suite le « *post-modernisme* » dont l'architecte américain R. C. Venturi[90] est l'initiateur. Il refuse les consignes des modernistes telles que « *less is more* » [*moins, c'est plus*], ainsi que le minimalisme de Ludwig Mies Van Der Rohe (1886 - 1969), toutefois précédé par L. H. Sullivan, pour critiquer systématiquement la promotion constante de l'austérité, du rationalisme et du fonctionnalisme en architecture. R. C. Venturi propose une architecture chargée d'un symbolisme reconnaissable par tous. Alors qu'A.

[89] Charles Jencks (1939-2019).Architecte et historien americain.
[90] Robert Charles Venturi (1925 – 2018), architecte américain, un des précurseurs du postmodernisme. Lauréat du prix Pritzker 1991.

Rossi[91] à la même époque, s'intéresse plus à l'échelle urbaine, R. C. Venturi se concentre dans son traité d'architecture davantage sur la façade des bâtiments. Dans son ouvrage *Complexity and contradiction in Architecture*[92] (1966), il affirme que l'architecture est complexe et contradictoire parce qu'elle doit inclure les éléments vitruviens traditionnels, confort, force et beauté. R. C. Venturi et A. Rossi essaient de réintroduire dans l'architecture moderne, la tradition que les modernistes avaient effacée.

> « La critique du modernisme, dont la légitimité était fondée sur la technique et le cadre d'un État national planificateur, s'est d'abord réalisée par le truchement d'un bref recours intellectuel aux sciences sociales pour aboutir à un retour de la légitimité esthétique dans un contexte de production néolibéral de la ville. Un retour des logiques de l'inspiration et de la réputation propre au "nouvel esprit du capitalisme" [L. Boltanski, E. Chiapello, 1999] qui n'est pas sans poser de questions. » O. Chadoin[93], 2014, p 36.

Comme l'a formulé Federico Ferrari[94], l'architecture, depuis ses origines, a toujours été instrumentalisée à des fins politiques et continûment mise en avant et transformée en outil de communication (2017). Dans son travail sur *Le populisme esthétique, l'architecture comme outil identitaire (2015)* et son texte *Bâtir la postmodernité, entre discours et images (2017),* il éclaire diverses périodes historiques, principalement le passage de la modernité à la postmodernité, l'usage de l'architecture comme un véritable outil de communication, notamment dans certaines périodes, de manière très simpliste. Pour cette raison il évoque un « *rappel à l'ordre* » pour revenir au langage classique de l'architecture, ou même pour le faire revivre.

> « Le sens symbolique retrouvé de la façade, loin de permettre l'empathie renouvelée avec les masses à laquelle aspirait Robert Venturi, est instrumentalisé par des logiques de marketing. La version banalisée et commerciale de l'histoire, de la mémoire, du lieu et des racines devient un outil de séduction formidable. » F. Ferrari, 2017, p 15.

F. Ferrari indique la manière dont le *populaire* devient *populiste*. Dans ce scénario, la recomposition de la forme architecturale est imminente et

---

[91] Aldo Rossi (1931 –1997), architecte italien. Lauréat du prix Pritzker 1990.
[92] De l'ambiguïté en architecture (trad. M. Schlumberger et J.-L. Vénard), Paris, Dunod, 1999, est la traduction française de Complexity and Contradiction in Architecture, New York [1966]
[93] Olivier Chadoin, maître de conférences, ENSAP de Bordeaux, chercheur au Centre Emile Durkheim – Université de Bordeaux.
[94] Federico Ferrari, architecte italien, docteur en urbanisme, maître de conférences, ENSA Nantes.

accompagne aussi le nouveau rôle d'acteurs dans ce processus postmoderniste qui efface complètement la chaîne classique.

> « L'architecture, banalisée et simplifiée à des fins démagogiques, peut jouer un rôle décisif dans la construction de ce récit. Il s'agit du pouvoir séducteur de l'image. » F. Ferrari, 2015, p 47.

Un détour par la ville Maoïste (1949-1976)

À ce stade, il paraît difficile de ne pas établir un lien avec la République Populaire de Chine, fortement inspirée par l'URSS. La centralisation du pouvoir fait partie de la réinterprétation des concepts de F. Engels dans la planification territoriale, le socialisme et la propriété privée. La notion de construction d'un « nouvel homme » fait également partie du discours révolutionnaire chinois. La philosophie de Mao Zedong, tout en restant aussi utopique, présente une différence importante par rapport au réalisme socialiste, principalement en ce qui concerne l'équilibre ou l'effacement de la distinction entre la ville et la campagne. Mao Zedong considère que les cités rurales tout comme la ville « *urbaine* » doivent exister et se différencier l'une de l'autre. Il propose que le programme d'industrialisation s'appuie sur l'agriculture et sa « *collectivisation* », dans un processus de type « *coopérative* ». La proposition également utopique, de Mao Zedong, de socialisme et de construction d'un nouvel homme, fait réfléchir encore, un siècle plus tard. Certaines politiques publiques et dirigeants ont voulu par le passé et voudraient encore aujourd'hui poursuivre le modèle original de Robert Owen (1771-1858), et de sa communauté à *New Harmony*, en Indiana, USA, qui s'effondra à peine lancée (1825-1829). L'histoire contemporaine associe le concept de socialisme à K. Marx et F. Engels au XIX^{e} siècle[95], mais R. Owen peut être considéré comme le père du socialisme britannique, et un précurseur du socialisme scientifique. En particulier, il améliora, dans sa manufacture Lanark, les conditions de travail des ouvriers. Dans ses écrits, il dénonce les abus du capitalisme et refuse de considérer les classes laborieuses comme de simples machines à travailler (Siméon, 2012). Il imagine un modèle d'État ouvrier où les personnes contribuent selon leurs capacités et reçoivent selon leurs besoins.

> « L'idéologie maoïste de la "ville socialiste" ne peut plus vanter l'anonymat du mécanisme décadent de la modernisation, mais bien la réintégration de l'homme

[95] L'apport de K. Marx et F. Engels proposait que suite à la réussite du modèle socialiste ou d'État ouvrier, le gouvernement ne serait plus nécessaire par conséquent une société communiste.

— socialiste — dans la collectivité. L'idéologie de la grande ville en tant qu'instrument de modernisation, de production et d'accumulation de richesse — et donc de consommation —, réapparaîtra avec les premières réformes de Deng Xiaoping au début des années 1980. » Collaboration [Territoires et villes en Chine Maoiste] Laboratoire Urbanisme Insurrectionnel, 2012, s/p.

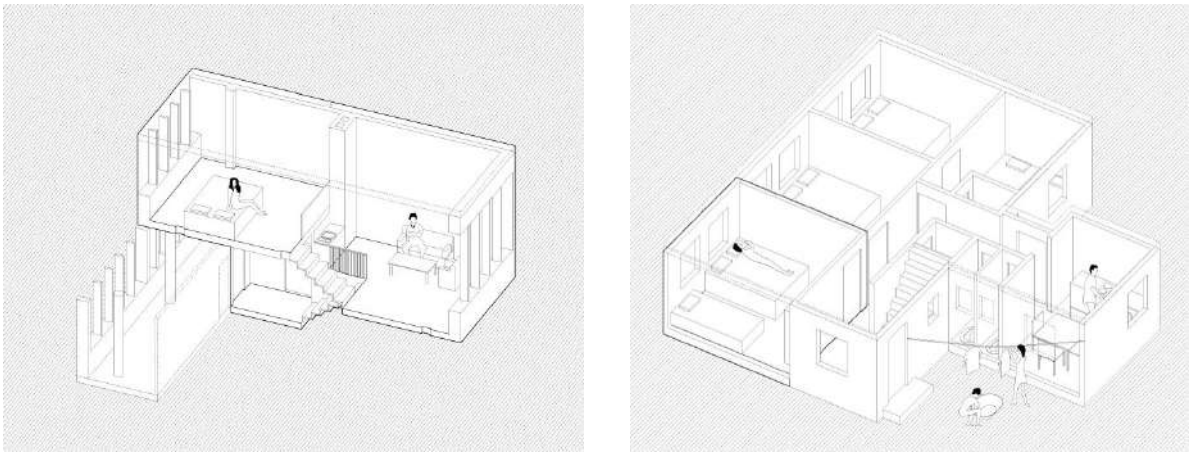


Image 7. À gauche Narkomfin. Pour réaliser la révolution voulue par le gouvernement bolchevique jusqu'au domaine privé, OSA décide que l'unité résidentielle, espace privé et bien gardé de la culture bourgeoise, soit réorientée vers la société au sens large. Pour ce faire, de nombreuses fonctions de la maison sont transférées dans des zones communes ; ainsi, se reposer, faire de l'exercice, manger, s'occuper des enfants étaient des activités considérées comme communautaires. Cela mettait tout le monde sur un pied d'égalité, conformément aux objectifs du socialisme. Les femmes, libérées des tâches domestiques, pouvaient assumer le rôle du prolétariat en occupant les mêmes emplois dans les usines que les hommes. À droite, le village de Caoyang (村) est l'un des premiers quartiers ouvriers de Shanghai à connaître plusieurs phases d'agrandissement du début des années 1950 aux années 1970. Les blocs de logements comprennent des bâtiments à deux étages composés de deux, trois ou quatre modules. Quarante-huit bâtiments contenant au total 167 de ces modules ont été achevés, offrant un espace de vie à 1002 ménages. ©Proletariat Unit

Reprenons Lydia Coudroy de Lille qui dresse le bilan de la « ville socialiste » :

> « Ian Hamilton et Richard French introduisaient leur célèbre ouvrage de 1979 ainsi : *"Is there a socialist city ?"* Ils entamaient leur réflexion en se demandant si cette ville socialiste était fondamentalement différente de la ville capitaliste et d'emblée répondaient positivement, en se proposant de qualifier cet écart. Il était fait selon eux des éléments suivants : forte croissance des villes, surtout dans les régions les moins urbanisées, planification sous forme de zonage fonctionnel, recours au "micro-raïon" dans la conception urbanistique, absence de prix du sol, propriété et gestion majoritairement publiques du foncier et des investissements, niveau médiocre des services, sauf les transports publics, mais ségrégation contenue. » L. Coudroy de Lille, 2009, p 5.

Comme l'explique l'auteure, le micro-raïon est la version soviétique de l'unité de voisinage. Il s'agit d'une unité spatiale et sociale de base dans la conception urbaine, qui associe un nombre de logements, ainsi que des services (scolaires,

péri et pré-scolaires, jeux, commerces, etc..) aptes à favoriser les interactions sociales. Egalement, d'après le Laboratoire Urbanisme Insurrectionnel, dans son texte *La ville socialiste en URSS* (2011), le *Raïon*, terme russe qui vient du français « rayon » pris dans le sens géométrique à partir d'une ville principale. C'est une subdivision territoriale, devenue également subdivision administrative dans les pays d'obédience soviétique. Arrondissement ou District pourrait être une traduction significative.
Cette ville socialiste oscille entre l'utopie architecturale et le socialisme réel tel qu'envisagé dans les anciens pays de l'Est, et ainsi, poursuit L. Coudroy une définition :

> « Il existe en réalité trois manières différentes d'articuler "ville" et "socialisme", qui correspondent à des approches épistémologiquement différentes. La première lecture consiste à interroger la ville pensée par les fondateurs de l'idéologie socialiste. La deuxième s'intéresse à la ville projetée et mise en avant par ceux-là mêmes qui se réclamaient de cette idéologie… La troisième… a pour objet la ville réalisée, dans toutes ses dimensions — et pas seulement architecturale. Grâce aux outils et méthodes des sciences sociales, cette démarche interroge l'identité et le fonctionnement de la ville du socialisme réel. » L. Coudroy de Lille, 2009, p 5

Le cas d'Algérie à la fin des années 1960 jusqu'aux villes nouvelles du XXI^{e} siècle.

À poursuivre la quête de modèles internationaux qui rappellent la situation du Venezuela dans le domaine de la présente étude, le cas de l'Algérie vient à se distinguer par certaines similitudes : l'impact du gaz et du pétrole, découvert en 1956, sur l'économie du pays, le modèle d'État socialiste proposé à la fin des années 1960, et un projet de construction massive de logements sur l'ensemble du territoire national. Baelhadj Merghoub confirme cette analogie dans ses travaux sur le *Développement politique en Algérie* (1973). Ce texte mentionne le processus de transformation de l'Algérie suite à la déclaration d'indépendance. L'auteur se réfère à deux articles :

> « La collectivité territoriale, économique, et sociale de base est la commune ». Article 9 de la Constitution de 1963.
>
> « L'option socialiste et le fonctionnement harmonieux de l'autogestion, la nécessité de donner aux collectivités locales des pouvoirs réels impliquent une réforme administrative radicale dont le but doit être de faire de la commune la

base de l'organisation politique, économique et sociale du pays » Paragraphes 10 et 11, Charte d'Algérie de 1964.

Ce texte original est similaire à celui proposé par le Gouvernement actuel du Venezuela, soit près de 40 ans plus tard ; il sera analysé en détail au chapitre IV dédié au territoire et à la création de la *Commune* comme figure clé de l'autogestion du pays et symbole du Socialisme du XXI[e] siècle. Il est aisé d'associer la production de masse des deux pays, de comparer leurs résultats finaux ainsi que l'utilisation faite de l'image ; c'est une pratique assez courante dans cette sorte d'opérations qui cherchent à valoriser la présence et l'intention de type « héroïque » de l'État. D'autres similitudes apparaissent en matière de construction des logements sociaux en Algérie, ne serait-ce que la présence de sociétés chinoises dans la production massive des habitations.

Image 8. Un exemple de logements social en Algérie avec l'image du président Abdelaziz Bouteflika qui est resté 20 ans au pouvoir. L'image n'est pas fixée aux murs. Les nouvelles cités au niveau des communes des Eucalyptus et de Baraki, dans le cadre de la 2[ème] tranche de la troisième phase de la 24e opération de relogement dans la wilaya d'Alger. Photo : Fateh.G. 2018

Messahel Abdellah, dans sa thèse de doctorat en science en urbanisme *Les Mécanismes de Productions Foncières et immobilières en Algérie,* affirme :

« Dans certain cas, les nouvelles constructions sont en rupture totale avec la typologie existante, ce qui est sur un plan architectural assez problématique, et, parfois source de conflits avec le voisinage » M. Abdellah, 2010, p 19.

L'auteur explique qu'en Algérie, le modèle urbain s'inspire de celui des pays occidentaux qui loin de favoriser une intégration sociale, n'a produit que de l'exclusion[96]. Il résulte en particulier de l'application de politiques urbaines, c'est-à-dire de l'ensemble des dispositions d'orientations et de réglementations émises par l'État pour planifier et gérer les

[96] *Cf.* à ce propos l'article de Liauzu C. « L'Impossible modèle urbain » in Le monde diplomatique, Paris, 18 Mai 1988. L'auteur explique que les pays du tiers monde copient le modèle urbain occidental, qui est un modèle porteur d'exclusion.

villes et, dans ce cas précis, avec la participation des citoyens comme pierre angulaire dans la construction des logements.

Enfin, par association d'idées, il est aisé de faire un saut vers des projets de construction massive réalisés en France, tels que les « villes nouvelles ». Après la Seconde Guerre mondiale, le gouvernement engage une politique de reconstruction de son tissu économique et entame un plan d'aménagement territorial comprenant la construction de logements neufs pour répondre à une forte demande. Dans ce contexte, 9 sites sont choisis pour accueillir des villes nouvelles, 5 d'entre elles sont situées en Île-de-France[97]. Ce même sujet est actuellement à l'ordre du jour, au Maroc, où la création de plusieurs villes nouvelles est prévue à échéance 2020, à partir d'un projet de développement initié en 2004[98].

L'expression esthétique et l'image comme stratégie politique

L'esthétique peut être prise en compte en tant que résultat d'une image créée, certains acteurs sont responsables de telles productions. Elle peut aussi bien être associée à un jugement de valeur avec des avis favorables ou non, en fonction de plusieurs critères extérieurs. Une citation, à l'époque du « *désurbanisme* », dit :

> « L'esthétique en elle-même n'a rien de valeur absolue ; le "beau" est le plus souvent l'apanage de l'opulence, une détermination idéologique dans la société capitaliste. » A. Jacinto Rodrigues, 1973, p 117.

À l'inverse, dès que l'on trouve des qualités esthétiques à une œuvre, une « beauté », l'observateur a envie de conserver cette pièce, d'en préserver l'image et la trace dans le paysage, que ce soit un objet architectural ou un ensemble urbain. Dans *Fragmentation dans le contexte urbain,* l'architecte Michael Edwards dit se méfier beaucoup de l'esprit étroit et autoritaire des planificateurs.

> « Le fait d'imposer l'uniformité, tant visuelle que fonctionnelle, montre que les gestionnaires ne sont pas assez adultes, pas capables de supporter les

[97] Ces 5 villes nouvelles franciliennes (Cergy Pontoise, Évry, Melun, Saint-Quentin-en-Yvelines et Sénart) sont réalisées et occupées par leurs premiers résidents dès le début des années 1970. (citylab, 2018)
[98] Tamansourt, aux environs de Marrakech, avec une superficie de 1 900 hectares qui projette 88.000 logements pouvant accueillir 450.000 habitants. Tamesna, à la lisière de Rabat, édifiée sur 840 hectares permettant d'accueillir 250.000 habitants.

diversités de la vie humaine et enclins à contraindre la vie et se plier au modèle sommaire produit par leurs petits cerveaux [...] » M. Edwards, 1991, p 341.

Il analyse cette fragmentation visuelle sous deux aspects :

- visuel, l'image des bâtiments, soumission à des contraintes économiques rigides avec des constructions standards, soit par leurs clients, y compris l'État, soit par le manque de créativité ou la « créativité refoulée » de l'architecte.
- social et fonctionnel et le chaos créé par les « forces économiques en action ».

Dans cette perspective et en évaluant l'impact de la communication sur la production architecturale et urbaine, E. Chapel montre que le CIAM exprime par la cartographie son besoin de diffuser un message. La ville fonctionnaliste doit être également expressive et porter les stratégies de communication et de propagande, les congressistes doivent donc se positionner, vu le manque de soutien généralisé.

> « Certes, l'imagerie des architectes du CIAM affiche un point de vue impersonnel, l'anonymat du regard, l'impartialité d'un savoir technique. Elle vise à objectiver la lecture de la ville comme à englober en quelques compositions, les phénomènes multiples qui la traversent. » E. Chapel, 2010, p. 148.

Il arrive à la conclusion qu'il est difficile d'avoir une représentation universelle, simple, de la ville, puisque chaque personne est censée l'interpréter de manière individuelle. L'homme se fait une expérience personnelle de l'espace urbain, mais il peut être influencé par des mots ou des messages qui accompagnent ce vécu.

En revenant à l'histoire des années 1920 en Russie et aux écrits d'A. Kopp, le même discours politique, le même message se retrouve dans les contextes russe, chinois et latino-américain. Dans *Sovietkais architecture*, N. A. Milioutine affirme :

> « qui n'est pas avec nous, c'est-à-dire qui ne clame pas bien haut sa fidélité aux objectifs du pouvoir, aux objectifs du parti, celui-ci est contre nous ».

Suivant les termes du formalisme de l'époque, l'œuvre architecturale sera en outre stigmatisée si elle ne correspond pas aux canons de l'esthétique socialiste. La critique se limitera à un amalgame d'affirmations relevant plus du domaine politique qu'artistique. A. Kopp, 1978, p 201.

Selon *Histoire de l'architecture et de l'urbanisme moderne 3* (Ragon, 1986), depuis 1960 aux États-Unis et en Europe, l'urbanisme fonctionnaliste fait l'objet d'une remise en question. Cette évolution amène à repenser l'urbanisme, ce que Marcel Cornu[99] nomme « *urbanologie* ». Ce terme serait un mélange de géographie et de sociologie urbaines. Il propose un lien direct avec les sciences humaines (histoire, démographie, économie, psychologie). M. Ragon ajoute que la sémantique et la sémiologie sont également fondamentales pour déchiffrer et décrypter la ville.

> « Rechercher les signes qui constituent le système urbain, le langage de la ville, l'écriture urbaine… La ville apparaît comme une suite des points de repère, qui peuvent être aussi bien affectifs que fonctionnels, comme un ensemble de signes et de symboles, comme un "réseau d'images." » M. Ragon, 1986, p 245.

Propagande et Marketing politique

En 1917, naît en Russie toute une culture visuelle où dominent la couleur rouge et les slogans soigneusement typographiés. L'image de Lénine est reproduite massivement. Lancé en 1919 sous l'égide de l'Agence télégraphique russe « RosTa », le photomontage apparaît comme une représentation courante en privilégiant la foule et avec une présence importante de Lénine ou Staline. Cette technique soviétique au service de la propagande, élevée au rang d'art, s'adresse au peuple. Selon George Orwell, le langage politique est conçu pour que les mensonges paraissent vrais, les meurtres respectables, et pour donner à du vent l'apparence de la solidité (Orwell, 1946).

Également selon François-Bernard Huyghe[100], la propagande ne consiste pas à donner des « *nouvelles* » qui entraîneraient la conviction de la population. Le processus est beaucoup plus large et joue sur ses rapports avec le milieu social, son comportement et ses valeurs.

La propagande est un concept désignant un ensemble de techniques de persuasion, mises en œuvre pour propager, par tous les moyens disponibles, une idée, une opinion, une idéologie ou une doctrine et stimuler l'adoption de comportements prédéterminés au sein d'un public cible. Ces techniques sont

[99] Marcel Cornu (1909 – 2001), syndicaliste, haut fonctionnaire et urbaniste critique français.
[100] François-Bernard Huyghe, médiologue et essayiste français. Directeur de recherche à l'IRIS.

exercées sur une population afin de l'influencer, voire de l'endoctriner[101]. Elle se distingue de la publicité, qui vise la promotion de produits commerciaux. Néanmoins, la publicité utilise des techniques similaires.

> « … la propagande est définie comme une forme intentionnelle et systématique de persuasion, ayant le but d'influencer les émotions, les attitudes, les opinions et les actions des groupes cibles pour atteindre des objectifs idéologiques, politiques ou commerciaux, à travers la transmission contrôlée des messages d'information partiale (qui peut être ou ne pas être factuelle) via les canaux directs de masse et des médias. »[102] Richard Alan Nelson, 1996, p 232.

Image 9. Affiches à gauche Designer : Xin Liliang (忻礼良). 1954, March. Chairman Mao gives us a happy life. Taille : 78x53 cm. À droite. Designer : Ding Hao (丁浩). 1953. Study the Soviet Union's advanced economy to build up our nation.

Le prosélytisme mobilise tous les moyens utilisés pour convaincre de nouveaux adeptes pour une cause qui peut être religieuse ou politique. Dans ce dernier cas, il s'agirait de leur adhésion à un parti, une élection, une rébellion, ou

[101] « Action psychologique qui met en œuvre tous les moyens d'information pour propager une doctrine, créer un mouvement d'opinion et susciter une décision. » Trésor de la langue française informatisé sur le site du Centre national de ressources textuelles et lexicales.

[102] " Propaganda is a form of purposeful persuasion that attempts to influence the emotions, attitudes, opinions, and actions of specified target audiences for ideological, political or commercial purposes through the controlled transmission of one-sided messages (which may or may not be factual) via mass and direct media channels." Richard Alan Nelson. Traduit par l'auteure.

quelque mouvement politique. Lors des campagnes électorales, ce terme est utilisé pour stigmatiser les incitations à changer de préférence politique. Il est couramment utilisé pour critiquer un comportement jugé négatif en ce sens où ceux qui le pratiquent seraient censés enfreindre les règles de justice et forcer le changement d'opinion par la tromperie ou des offres démagogiques.

> « Le marketing politique est un domaine de connaissances multiples et interdisciplinaires, qui vise à étudier le comportement, les attitudes et les décisions des citoyens dans leur dimension sociopolitique, l'élaboration de stratégies prosélyte, la communication politique et le renforcement de l'image, la persuasion et la légitimité du processus de construction » Andres Valdez Zepeda[103], 2002, s/p.
>
> « Le marketing politique est un système d'activités visant à planifier, promouvoir et distribuer un produit politique, que ce soit une organisation, un programme, un candidat ou une idée, destiné à répondre aux besoins de certains groupes de citoyens ou de la population dans son ensemble en conformité avec un objectif de nature politique ». *Ibid,* 2012

Comme l'explique Bruno Zevi[104] dans son avant-propos d'*Apprendre à voir la ville,* il existe une conscience urbaine souvent plus faible que la conscience architecturale, et l'historiographie de la ville et des paysages est plus pauvre et peu évoluée.

> « À l'échelle urbaine, tous les problèmes deviennent infiniment plus confus et inintelligibles, du fait de la coprésence de valeurs poétiques, littéraires et prosaïques, de la superposition d'images différentes et contrastées, et des doutes sur la paternité de ces images. Les contenus prennent des formes multiples, la lecture des représentations est inaccessible et tortueuse. Cependant, la différence entre espaces "interne" et "externe" ne se limite pas à la particularité de l'objet. » B. Zevi, 1959, p 17.

Sur la participation et les communs

Plusieurs recherches synthétisent divers modèles de participation et de restitution dans la sphère institutionnelle et publique, notamment le texte incontournable de la consultante américaine Sherry R. Arnstein qui a proposé en 1969 *The Ladder of Citizen Participation*, l'échelle de la participation citoyenne. Elle distingue huit niveaux de participation des citoyens

[103] Andrés Valdez Zepeda, professeur, latino-américaniste en Sciences Politiques.
[104] Bruno Zevi (1918 – 2000) architecte, historien d'art et critique d'art italien.

pour analyser « comment les pouvoirs publics traitent l'information et comment ils mobilisent les citoyens aux prises de décision » (Arnstein, 1969). Ces pratiques collaboratives sont très limitées (dans l'histoire et dans la géographie) par leur représentation aux groupes les plus marginalisés et par l'institutionnalisation des mouvements sociaux (Bacqué et Gauthier, 2011).

> « La participation y est mobilisée tant pour reconstruire du lien social ou du capital social, pour engager les habitants à prendre en charge la gestion de leurs quartiers voire à la leur déléguer, que pour répondre à la distance politique accentuée entre élus et citoyens » Bacqué et Gauthier, 2011, p 53.

Comme nous l'avons déjà mentionné dans l'introduction, et selon l'échelle de Participation d'Arnstein (1969) :

> « Les échelons inférieurs de l'échelle sont (1) Manipulation et (2) thérapie. Ces deux barreaux décrivent les niveaux de "non-participation" qui ont été inventés par certains pour se substituer à une participation réelle. Leur véritable objectif est de ne pas permettre aux gens de participer à la planification ou à la conduite de programmes, mais pour permettre aux détenteurs du pouvoir d'"Éduquer" ou "soigner" les participants. Les barreaux (3) Informer et (4) Consultation progressent vers des niveaux de "tokenism (symbolisme)" qui permettent aux démunis d'entendre et d'avoir voix au chapitre. Quand ces échelons sont proposés par les détenteurs du pouvoir comme une participation maximale, les citoyens peuvent en effet entendre et être entendus. Mais dans ces conditions, ils n'ont pas la possibilité de s'assurer que leurs points de vue seront écoutés par ceux qui ont le pouvoir, quand la participation est limitée à ces niveaux, il n'y a pas de suite, pas de "Muscle", donc aucune assurance de changer le statu quo. Rang (5) Placement (Conciliation), est simplement un niveau supérieur "tokenism (symbolisme)" parce que les règles de base permettent aux démunis de conseiller, mais les détenteurs du pouvoir conservent le droit de décider. En montant dans l'échelle de valeurs, l'influence dans la prise de décision des citoyens croît : les Citoyens peuvent conclure un (6) Partenariat qui leur permet de négocier et aller vers des compromis ; quant aux degrés (7) Déléguer le Pouvoir et (8) Contrôle des Citoyens, ils obtiennent la majorité des sièges dans les organes de décision, ou des postes de direction confirmant leur pouvoir » S. Arnstein, 1969, p 217.

Comme l'explique Arnstein, cette échelle à huit niveaux est une simplification qui aide à illustrer le point que la connaissance de cette gradation de participation citoyen pourrait donner une perspective plus réelle de la participation. Par exemple, une personne informée et consultée par l'institution peut imaginer être dans la participation, mais selon l'échelle d'Arnstein, il s'agirait d'une illusion. En nous appuyant sur cette échelle, nous voudrions

mesurer dans notre étude : comment l'État encourage-t-il une participation populaire dans ce projet politique, et quel est le sentiment d'inclusion concrète manifesté par les habitants ? Sur la notion de participation et d'« *empowerment* » citoyen, le texte *Participation, urbanisme et études urbaines* (2011) de Marie-Hélène Bacqué et Mario Gauthier éclaire sur une approche aux pratiques communautaires comme outil politique avec des pratiques interactives :

> « Les approches collaboratives s'appuient sur la philosophie habermassienne de l'agir communicationnel, et mettent en avant le recours au dialogue pour définir des valeurs communes et penser des stratégies de négociation, de médiation et de concertation visant à favoriser les échanges entre les acteurs. Les approches collaboratives se conçoivent avant tout comme un processus collectif d'apprentissage continu basé sur l'interaction entre les acteurs par le biais de structures de concertation, de partenariat public-privé et des systèmes de gouvernance territoriale » Bacqué et Gauthier, 2011, p 48.

Les travaux d'Yves Sintomer[105] sur la contextualisation politique des trois termes « savoirs d'usage, savoirs citoyens ou savoir ordinaire » appliqués tant aux façons de faire des profanes qu'aux pratiques savantes, dans les projets participatifs, seront également mis à profit. Leur contribution concerne avant tout la sémantique des adjectifs ajoutés à chaque groupe d'acteurs, par exemple, « expert » signifie « rendu habile par l'expérience », et s'applique à un groupe ayant une habileté spécifique. Aussi est-il possible d'associer ces définitions aux notions de « communauté d'apprentissage », de « communauté de pratiques » ou de « société de la connaissance » qui se rapportent généralement à des groupes qualifiés en ce qui concerne la connaissance du lieu de vie ou la façon de gérer l'habitat. L'utilisation de modèles participatifs a pour trait significatif d'inclure les habitants comme élément fondamental du projet, puisqu'il est notoire que ces derniers seront in fine les mieux placés pour régenter les activités de leurs résidences. C'est ce qu'évoque la célèbre phrase de John Dewey[106] sur la pratique et l'usage :

> « C'est la personne qui porte la chaussure qui sait le mieux si elle fait mal et où elle fait mal, même si le cordonnier est l'expert qui est le meilleur juge pour savoir comment y remédier [...] Une classe d'experts est inévitablement si éloignée de l'intérêt commun qu'elle devient nécessairement une classe ayant

[105] Yves Sintomer (1962-) : politologue, professeur de sociologie politique à l'Université de Paris 8.
[106] John Dewey (1859-1952) : psychologue et philosophe américain du courant pragmatiste.

> des intérêts particuliers et un savoir privé – ce qui, sur des matières qui concernent la société, revient à un non-savoir » J. Dewey, 1954, p 207.

Dans tous les cas, se confirme la nécessité d'une présence effective importante dans le contexte politique et davantage encore dans la gestion soit de l'utilisation des parties communes des bâtiments soit des services communs comme il en sera question au chapitre IV plutôt qu'une participation active à la construction proprement dite des logements. Comme évoqué dans *Du savoir d'usage au métier de citoyen*, grâce à la proximité des participants, « le savoir d'usage » enrichit alors le savoir technique, comme l'avance la seconde partie de la citation initiale de J. Dewey. (Sintomer, 2008).

> « Le secteur associatif est en effet capable de réaliser certaines tâches mieux que ne le ferait l'État, parce qu'il est plus flexible et moins bureaucratique, parce qu'il s'appuie davantage sur le savoir d'usage des autres citoyens ou parce que sa proximité sociale et culturelle avec ceux-ci lui facilite la tâche ». Y. Sintomer, 2008, p 123.

Ainsi, la question peut se poser, n'y aurait-il pas un manque de connaissances relatives à « l'expertise » dans la construction ou dans la réalisation de projets architecturaux et urbanistiques.
L'outil de mesure sur la participation d'Arnstein (1969) reste encore valide pour évaluer le niveau de participation active de la part des habitants et les conséquences sur les résultats du projet global. Ce qui nous permet aussi d'évoquer une des notions des mouvements sociaux urbains propres à Castells[107] :

> « La problématique des mouvements sociaux urbains se situe donc sur un double plan : d'une part, en tant qu'analyse des processus sociaux de changement des modes de consommation collective exprimés dans l'organisation urbaine ; d'autre part, en tant que saisie des formes d'articulation entre les nouvelles contradictions sociales qui apparaissent dans les sociétés industrielles capitalistes et les contradictions économiques et politiques à la base de leur structure sociale ». M. Castells, 1975, p 8.

Pour revenir à des notions encore plus récentes le *Dictionnaire des biens communs* (2017) précise :

> « Dans cette optique, la configuration de nouveaux modèles de participation implique de refuser la notion de participation telle qu'elle est générée et gérée par l'État "bourgeois", se caractérisant par la somme des exigences

[107] Manuel Castells, professeur de sociologie et de planification urbaine et régionale depuis 1979 à l'université de Californie à Berkeley. Lauréat du prix Holberg 2012 et du prix Balzan 2013.

> individuelles et particulières. Elle signifie également aller au-delà de la participation qui a marqué l'évolution de l'État social, ce dernier ayant tenté de la coopter et de la canaliser dans des systèmes corporatistes pour ses propres besoins, sans jamais essayer d'aller vers un véritable processus d'autodétermination. L'affirmation et l'extension de la notion de bien commun devraient faciliter un processus de démocratisation lié au droit de participation, en espérant que le citoyen se sente toujours plus impliqué dans la gestion de biens collectifs (biens communs), de biens à fort caractère social (biens sociaux), ou de biens souverains, dans un processus permanent qui tend vers la gestion publique participative. » Alberto Lucarelli, 2017, p 627-8.

Au Venezuela existe un développement important du mouvement social intitulé Conseil Communal ; il est indispensable de comprendre sa nature dans le cadre de cette étude, vu l'ampleur de son implication, soit dans le discours du Gouvernement, soit du fait de l'ardeur de certaines communautés. Mais sa présence dans la construction du logement social n'est pas aussi conséquente que l'État le souhaiterait. Celui-ci est défini comme une instance de participation, de coordination et d'intégration entre les citoyens, les organisations civiques et communautaires et les mouvements sociaux et populaires. Ainsi, le *peuple organisé* peut exercer la gouvernance communautaire et la gestion directe des politiques publiques. Il peut créer des projets pour répondre aux besoins et aspirations des communautés dans l'élaboration d'un nouveau modèle de société, socialiste. Pour le cas spécifique des Conseils Communaux, ils ont pour tâche de cogérer avec le gouvernement, les politiques sociales et urbaines dans les bidonvilles et dans les nouveaux quartiers de la GMVV. Ils se situent ainsi à la confluence d'un triple mouvement : une déconcentration étatique, une décentralisation des politiques publiques et une politisation des quartiers populaires.

4. Politique, discours et images au Venezuela, un terrain intéressant

Il existe plusieurs « modèles » de politiques publiques dans le monde et le cas de la GMVV, créée pour être « *originale et transformatrice de la société* », dépasse tous ceux connus voire toutes les formes traditionnelles rencontrées jusqu'à présent au Venezuela. Une description du système en place dans ce pays souligne sa spécificité. Mais au préalable, quelques rappels contextuels sont nécessaires.

Selon le *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, *modellus* est altéré du latin classique *modulus,* lui-même diminutif de *modus*. Le *mode* indique une façon d'être variable d'une même substance. Le *modèle* se situe dans le registre des représentations et non dans le monde réel (Levy, Lussault, 2003)
L'organisation politique correspond à un processus dynamique, à un système de forces et au service d'un ensemble. De même, le dictionnaire suggère qu'en ce qui concerne l'acception limitée aux sciences sociales, il doit exister une intentionnalité collective érigée en système qui se manifeste dans ses différents agencements des groupes sociaux. Cette structure opérationnelle nouvelle qu'est la GMVV est considérée comme un modèle expérimental en cours qui comporte en son cœur, une transformation politique et sociale.

Ce que l'on entend par modèle traditionnel au Venezuela correspond au schéma classique de centralisation où l'État est le principal acteur de l'opération. Il est le responsable absolu de la gestion parmi les secteurs public et privé pour répondre aux besoins d'une communauté. Des démarches de ce type ont vu le jour dans les années 1950 sous cette forme, mais avec une ambition modeste. La GMVV s'est créée à partir d'un nouveau modèle de géopolitique nationale dans le contexte vénézuélien et probablement unique en Amérique latine. C'est la première fois qu'une initiative de construction de masse se développe sur l'ensemble du territoire et se trouve associée à une contrainte de rapidité.
En 2011, Hugo Chavez ordonne à toutes les institutions de l'État de participer à ce processus, même si cela ne relève pas de leur domaine d'actions. La conséquence en a été l'implication d'une grande diversité d'acteurs, d'institutions, d'interlocuteurs, connaisseurs ou non d'une gestion semblable. Le manque d'expérience et de capacité productive est flagrant pour atteindre

l'objectif. Des institutions, des organisations sociales nouvelles se sont déployées, chacune dotée de compétences très différentes selon la nature des besoins ou leur contexte d'origine. Des modifications de cet ensemble, acteurs et actions, sont à l'ordre du jour, il s'agit d'une machine énorme qui se trouve en plein processus de production, ce qui ne simplifie pas la situation.

Pour mieux apprécier le processus de production de logements, il faut rappeler quelques éléments du contexte vénézuélien. Le Venezuela (916 445 km^2) a une surface quasi une fois et demie supérieure à celle de la France (672 369 km^2). Sa population, hors émigration récente (2017-2019) de 31,56 millions d'habitants, représente globalement la moitié de celle de la France. Le pays dispose de réserves de pétrole qui sont considérées comme parmi les plus importantes du monde, très proches de celles de l'Arabie Saoudite. Les villes, comme Caracas, connaissent un climat appelé le « printemps éternel. En ce qui concerne les jalons de l'histoire politique contemporaine, la fin du XX^{e} siècle coïncide avec l'affaiblissement de la stabilité économique et sociale du pays. La chute brutale des cours du pétrole, d'une part et la mauvaise gestion des pouvoirs publics d'autre part, se traduisent par une forte crise du modèle économique. Dès 1992, Hugo Chavez[108] envisage une politique qui donnerait une autre image du pays et tente un coup d'État[109.] La gauche promet alors au pays un avenir meilleur en affirmant que tous les projets sociaux seraient financés par les revenus du pétrole, dont l'économie florissante permet d'envisager un soutien financier très fort. Hugo Chavez se réclame du bolivarianisme et vise la mise en place du Socialisme du XXI^{e} siècle. Une fois Président de la République, il promulgue un ensemble de réformes, désignées sous le nom de « *Révolution bolivarienne* ». Il installe une Assemblée constituante pour écrire une nouvelle Constitution, qu'il mettra en suite en application. Il instaure une politique de « *démocratie participative* » et envisage la nationalisation des industries stratégiques. En pratique, Hugo Chavez inscrit le processus révolutionnaire dans la continuité de l'héritage historique de la conquête de l'indépendance nationale entreprise depuis plus de 200 ans.

[108] Hugo Rafael Chavez Frias (1954-2013). Militaire. Il sera président de la République de 1999 à 2013. Élu président en 1998 avec 56 % des suffrages. Chavez arrive au pouvoir avec le parti MVR qui intègre la coalition *Polo Patriotico*.

[109] Coup d'État du 4 Février 1992, qui a échoué ; Hugo Chavez fut emprisonné par le président Carlos Andres Perez puis gracié en 1994 par le président Rafael Caldera.

La *Pink Tide*, la Marée Rose et un contexte global pour un panorama local

À l'échelle régionale sud-américaine, William Lawrence Rohter[110] a qualifié, en 2010, de « marée rose » (« *Pink Tide* » en anglais) le mouvement idéologique ou le « virage à gauche » qui a touché de nombreux pays d'Amérique latine (Argentine, Bolivie, Brésil, Équateur, Uruguay et Venezuela). En 2018 et 2019, lors des derniers processus électoraux, la tendance s'est complètement inversée avec un changement radical de couleur politique (comme on peut le voir sur les plans ci-joints) : la « vague conservatrice », associée à des gouvernements de droite ou d'extrême droite, a gagné la majorité des pays d'Amérique latine. Avec ce changement de bord politique sur le continent, le Venezuela se retrouve quelque peu isolé politiquement de ses voisins, d'autant plus que le gouvernement, viscéralement ennemi des États-Unis dans ses discours, est peu enclin à faire des compromis. Au jeu des alliances politiques, le support régional du Venezuela s'est restreint à Cuba, au Nicaragua, à la Bolivie et à un moindre titre à l'Uruguay et au Mexique[111].

Certains analystes expliquent que ce changement de couleur politique de l'Amérique latine se justifie par la peur suscitée par la crise vénézuélienne. Les pays voisins craignent de se retrouver dans une situation de crise similaire et adoptent une attitude radicalement opposée. La population de ces pays s'exprime donc pour un changement qui favorise la « *vague conservatrice* ».

Guidé par sa seule volonté de rester cohérent et de maintenir sa politique anti-impérialiste et anticapitaliste, le Venezuela s'est orienté vers des pays idéologiquement proches pour élaborer diverses politiques et accords internationaux. Comme le mentionne E. Lander[112], « *cela présume l'une des pires stratégies politiques du pays* ». Toujours dans ce contexte politique régional en tension pour le Venezuela, E. Lander pointe, dans un texte intitulé *Les progressistes à la croisée des chemins : Argentine, Bolivie, Brésil,*

[110] William Lawrence Rohter, Jr., alias Larry Rohter, journaliste américain, chef du bureau sud-américain au New York Times de 1999 à 2007.
[111] Scenario parfois comparé à la représentation du parti républicain aux États-Unis ou même la possibilité de l'arrivée d'une majorité de droite dans le contexte européen.
[112] Edgardo Lander, sociologue vénézuélien et intellectuel de gauche. Professeur émérite de l'Université centrale du Venezuela.

Uruguay, Venezuela[113], qu'il existe aujourd'hui dans le pays une crise sur l'ensemble des domaines de la vie collective : à la crise économique et politique s'ajoute une crise de légitimité, du tissu social, de l'éthique de la société. Il considère que dans le système vénézuélien, le socialisme a été assimilé à l'étatisme comme élément déclencheur de ces tensions. En particulier, il pointe la nationalisation[114] de plusieurs entreprises privées, considérées comme stratégiques de la part de l'État. En 2007, l'État prend le contrôle de plusieurs champs pétroliers gérés par des entreprises mixtes et les livre à l'entreprise nationale des pétroles PDVSA. Il poursuit par l'étatisation des télécommunications (téléphonie), la *Compañía Anónima Nacional de Teléfonos de Venezuela* (CANTV), la sidérurgie, *Sidor* (Sidérurgie de l'Orénoque) et les cimenteries des groupes mexicain Cemex, suisse Holcim et français Lafarge. En 2013, la répartition des entreprises occupées ou expropriées était dans les secteurs suivants : 41 % en construction, 24 % en agro-industriel, 19 % pétrolier, 6 % commercial, 3 % alimentaire, les derniers 7 % à la pharmaceutique, aux emballages et à l'électricité. 80 % des expropriations ont été effectués après 2009 ; en 2011, 499 entreprises du secteur industriel et 5 millions d'hectares de terres agricoles ont été expropriés.

Image 10. En rouge membres du groupe, gouvernements de tendance de gauche ou socialiste avant 2011

Image 11. En rouge membres du groupe, gouvernements de tendance de gauche ou socialiste en 2018. Source : Foro de São Paulo.

[113] Les progressistes à la croisée des chemins : Argentine, Bolivie, Brésil, Uruguay, Venezuela publié par le Département de sociologie et la Faculté des sciences sociales de l'Uruguay en 2017

[114] « Cette reconfiguration ne relève donc pas d'une « nationalisation », comme l'affirment les hommes politiques français proches de la « révolution bolivarienne » en reprenant mot à mot les discours de Chavez, mais d'un changement de partenaire pour privilégier l'implantation chinoise ». (P. Vasquez, 2019, p133)

Le gouvernement ne cache pas une forte présence d'experts et de techniciens issus de pays « *alliés* » pour assurer la gestion du Socialisme du XXIe siècle, dans l'ensemble du pays. C'est même en toute transparence que cet appui fait partie de la liste « *des changements positifs* ». Le discours politique met constamment en valeur la participation de médecins ou d'agents de sécurité cubains, ce qui est considéré comme une voie d'excellence et de leadership. Les pays ayant droit de cité au Venezuela ne sont autres que Cuba, la Russie, la Chine, la Biélorussie ou l'Iran. Ils dépêchent un personnel technique œuvrant dans de nombreux secteurs. Ce sont les protagonistes d'une grande partie des Politiques publiques développées actuellement au Venezuela ; plusieurs entreprises chinoises, russes, biélorusses et iraniennes ont construit un grand nombre de logements sociaux.
La Chine et la Russie protègent leurs intérêts économiques (exploitation du pétrole et autres minéraux de grande valeur) et défendent le Gouvernement vénézuélien en place indépendamment de la crise politique, économique et sociale qu'il impose aux Vénézuéliens. Cuba assure son soutien au pays pour maintenir son hégémonie dans sa lutte contre l'impérialisme aux yeux du monde, tout en faisant bénéficier, dans les 10 premières années tout au moins, à ses ressortissants d'une qualité de vie supérieure à celle de ses propres habitants.
La vague conservatrice générée par la crainte d'un effet de contagion de la crise vénézuélienne a submergé les pays voisins. À l'échelle régionale, on constate que ces pays sont de plus en plus critiques vis-à-vis de la gestion de la crise au Venezuela et, parce qu'ils doivent en supporter certaines conséquences (immigration, pertes de marchés, etc.), ils affichent une hostilité de plus en plus évidente vis-à-vis du gouvernement vénézuélien en place.
Ce panorama politique a le mérite d'éclairer les raisons qui amènent à la médiatisation, voire à la manipulation de la situation très polarisée du pays par le gouvernement en place. D'une part, l'appui sans concession de pays « *alliés* » qui défendent leurs intérêts suite aux accords signés avec le Venezuela, d'autre part le rejet de pays qui ont abandonné leurs intérêts locaux et dénoncent le non-respect des Droits de l'Homme, ce qui est un euphémisme en ce qui concerne le gouvernement vénézuélien.

L'ouvrage de Vasquez Lezama[115] *Pays hors-service. Venezuela : de l'utopie au chaos* en 2019, bien que ne se définissant pas comme étude scientifique

[115] Paula Vasquez Lezama, sociologue et anthropologue. Chercheuse au CNRS, ses domaines de recherche sont l'anthropologie des catastrophes et de la santé, les situations de violence et l'économie du pétrole.

présente une façon de comprendre la crise en décryptant l'inflation, devenue hyperinflation, la gestion bonne ou mauvaise de l'industrie pétrolière, et sa lecture du Socialisme du XXI[e] *siècle*, 20 ans après son lancement. La phrase ci-dessous trouve un écho personnel particulièrement vif, non seulement pour ceux qui vivent dans le pays, c'est le cas des personnes interviewées au cours de cette étude, mais aussi pour ceux qui sont à l'extérieur, c'est le cas de l'auteur de la présente thèse, et qui ont localement de la famille, des amis, et/ou des biens qui y sont exposés.

> « La vie quotidienne dans ce pays, hors service, où l'infrastructure tombe en panne, ressemble à un scénario de science-fiction, à une dystopie[116], à un cauchemar où tous prient pour ne pas tomber malades… »

Cette *dystopie* évoquée par Vasquez Lezama dévoile la réalité actuelle du pays (2018-2019). Il s'ensuit de grandes difficultés sur les plans intellectuels et sentimentaux pour maintenir et préserver dans la présente étude, la neutralité de l'information et de la restitution[117] de la situation. L'auteur décrit ce moment comme « une sorte de psychiatrie sociale, d'une mise en récit cohérent de quelque chose qui ne l'est pas pour les gens qui vivent cette crise au quotidien ».

Nourriture, médicaments et produits de première nécessité, lorsqu'ils sont disponibles, sont très difficiles à acquérir en raison de l'hyperinflation et des salaires moyens réels. Cette situation place le Vénézuélien dans une position de dépendance absolue vis-à-vis des fournisseurs, en l'occurrence, l'État qui s'est accaparé des appareils de production, de distribution par les expropriations et les nationalisations. L'État ne s'en soucie guère pour autant, voire, pour les plus critiques, se comporte en autiste, ce que P. J. Garcia Sanchez[118] mentionne

> « Sous le chavisme, le Venezuela est devenu une jungle. Distillé au comptegouttes, l'assujettissement y est ainsi redoutable. Entre le business as usual des grandes puissances et l'intermittence attentionnelle du reste de la communauté internationale, un abandon indicible prend place ». P. Garcia Sanchez, 2019, p 135.

---

[116] Au contraire de l'utopie, la dystopie relate une histoire ayant lieu dans une société imaginaire difficile ou impossible à vivre, pleine de défauts, et dont le modèle ne doit pas être imité.

[117] Lors de la panne d'électricité de mars 2019, passer 14 jours sans lumière (il y a environ 12 h de nuit), sans réfrigérateur, sans ascenseur, lorsqu'il y a 15 étages à monter pour aller de la rue à son appartement, sans compter sur les difficultés d'accès aux aliments, l'absence de médicaments et de tout type de pièce de rechange.

[118] Pedro José García Sánchez. Maître de conférences en sociologie à l'Université Paris Ouest Nanterre. Sociologue – ethnographe.

La pénurie complète d'électricité à l'image de celle de mars 2019, sur l'ensemble du pays, entraîne l'arrêt de la distribution d'eau courante, mais aussi d'essence, car aucune pompe ou raffinerie ne peut fonctionner. S'additionnent nombre d'autres difficultés, tels les soins personnels (absence de médecins, de médicaments, délabrement des hôpitaux), l'absence de communication (journaux, téléphone, réseaux) pour cause de panne, ou de mise hors service volontaire pour éviter la diffusion de l'information, etc. Au-delà de la mise en difficulté des populations les plus vulnérables (personnes âgées, malades, enfants), cet état des lieux illustre le manque de gestion adéquate des politiques publiques avec le blocage des transports, des entreprises, des écoles, des institutions, etc.
Les personnes interviewées au cours de cette étude subissent ces conditions restrictives de vie quotidienne. Leurs discours et leurs réponses recueillis dans les enquêtes s'en ressentent nécessairement tant ils sont eux aussi fortement affectés par la dégradation des conditions de vie matérielle.

Géopolitiquement et dans le contexte d'une médiation internationale, la crise vénézuélienne est toujours perçue et analysée comme radicalement polarisée. Pour le gouvernement à l'inverse, elle résulte du blocage économique par les États-Unis, il affecte le développement des services ou des politiques sociales publiques du pays. Selon l'opposition, la crise a pour origine uniquement la mauvaise gestion de l'État qui a mené le pays à la « faillite ». Pour accéder aux demandes et suppléer aux besoins basiques des citoyens, seules les aides humanitaires sont en capacité d'intervenir. Le pouvoir s'appuie sur de maigres offres envoyées par la Chine ou la Russie. L'opposition en a collecté de plus conséquentes auprès des pays démocratiques occidentaux ou latino-américains, mais elles sont bloquées à la frontière par le gouvernement.
Dans le contexte local, le gouvernement a débloqué un certain nombre de subventions et engagé des « Missions » visant à réduire l'impact des carences évidentes. Néanmoins,

- l'aide sociale de ces politiques publiques ne vise que la classe défavorisée qui adhère au projet politique, elle est donc excluante et ouvre la porte à l'arbitraire.
- Au-delà des aides, l'État n'est plus en mesure de distribuer ni l'électricité ni l'eau.

En conséquence, toutes classes sociales confondues, la population dans son ensemble se sent lésée, désemparée, critique et très souvent vindicative contre

l'impuissance que montre l'État, fier de sa révolution bolivarienne, à résoudre les problèmes de base de la vie quotidienne.

« Fléau de l'oligarchie et héros des pauvres »

L'arrivée d'Hugo Chavez Frias au pouvoir en décembre 1998 résulte d'un processus qui pourrait paraître à certains comme surprenant tant sur le plan national qu'international. De nombreuses publications, des films ou autres supports ont retracé son parcours. Toutefois il n'est pas inutile de rappeler en quelques courtes lignes, le panorama politique de cette époque. Pendant quatre décennies, le Venezuela a été gouverné principalement par deux grands partis, qui excluaient presque totalement toutes les autres tendances : *Acción Democrática* (AD, Action Démocratique, social-démocrate, membre de l'Internationale socialiste) et COPEI (Comité d'Organisation politique Électorale Indépendante, membre de l'Organisation démocrate-chrétienne d'Amérique). Ces deux partis peu portés sur la « *question sociale* » sont souvent considérés comme des partis néo-libéraux. Cette période se caractérise par l'émergence de niveaux de pauvreté très élevés, accentués par la crise financière survenue dans les années 1980. Pendant la seconde présidence de Carlos Andrés Pérez (1989-1993), l'une des manifestations sociales les plus importantes de l'histoire du pays, baptisée *El Caracazo*[119], s'est produite le 27 février 1989. Cet événement a non seulement secoué les structures sociales et politiques de la société vénézuélienne, mais a également renforcé le déclin d'une forme de distribution métropolitaine basée traditionnellement sur la contiguïté socio-spatiale des différentes classes sociales (Sanchez, 2004).

En relation avec notre recherche sur l'image et comme l'explique également P. Vásquez, cet événement a révélé une « image illusoire d'harmonie ». Cette expression inspirée d'un travail collectif sur le Venezuela (cf. M. Naim et R. Piñango, 1985) nous aide à re-contextualiser l'événement El Caracazo dans l'histoire du pays.

> « Pour les historiens et analystes politico-économiques cette crise porte trois aspects socio historiques fondamentaux : la fin de « l'harmonie illusoire » de la relation entre le peuple et l'État qui avait garanti pendant trente ans le

[119] « Caracazo » peut se traduire par «le grand coup de Caracas». Ces événements sont aussi appelés « sacudón », ils ont secoué le pays.

> fonctionnement du système de partis politiques, l'accroissement de la corruption dans toutes les sphères des institutions publiques et une crise économique profonde conduisant à la paupérisation des classes populaires et moyennes. » P. Vasquez, 2010, p 130.

Selon moi cet événement préfigure et annonce dans une certaine mesure la révolution bolivarienne. Il offre un cadre politique, social et historique, à l'avènement du Chavisme.

Des centaines, voire des milliers d'habitants ont pris d'assaut la capitale et les autres grandes villes du pays, des manifestations réprimées durement par les forces de l'ordre, la police et l'armée. Le nombre de victimes s'élève à un chiffre allant de 300 à 3000 morts, suivant les estimations. En tant que militaire, Hugo Chavez a refusé l'ordre officiel de réprimer la manifestation en se mettant en arrêt maladie. C'était sa première apparition publique sur la scène politique du pays, réprouvant les nouvelles propositions néolibérales contre lesquelles la population protestait aussi. Quelques années plus tard, en 1992, par le biais du Mouvement bolivarien révolutionnaire 200 (MBR-200, Movimiento Bolivariano Revolucionario-200, de tendance gauche radicale), il tenta de faire un coup d'État, baptisé Opération Ézéchiel Zamora, le 4 février, pour renverser le gouvernement de Carlos Andrés Pérez. Ce fut un échec et, pour cela, il passa deux années en prison, durant lesquelles il fut à l'initiative d'un second coup d'État, le 27 novembre de la même année. Celui-ci échoua pareillement. Il est important de souligner qu'à ce moment-là, les lois vénézuéliennes interdisaient à l'armée de participer à la vie politique, par le biais du « Pacte de Punto Fijo » (1958). Il s'agissait d'un accord signé par plusieurs partis politiques afin d'assurer la démocratie, à la suite des années de dictature de Marcos Perez Jiménez (1952-1958), le dernier dictateur dans l'histoire du pays. Il avait été précédé par Juan Vicente Gómez (1908-1915, 1922-1929, 1931-1935) qui institua en 1908 la plus longue des dictatures de l'histoire vénézuélienne, dite de *« Restauration »*. En 1994, le président Rafael Caldera, fondateur de COPEI et signataire du Pacte de Punto Fijo, a gracié Hugo Chavez qui est ainsi sorti de prison, ouvrant la voie au scénario que l'on connait. Il revient sur la scène politique et se présente pour la première fois aux élections présidentielles de décembre 1998 après avoir créé le parti socialiste MVR (Movimiento V [Quinta] República, Mouvement Cinquième République, de gauche). Il arrive ainsi au pouvoir avec 56,2 %, des voix, ce qui correspond à un fort soutien de la population. Sa formule, « *fléau de l'oligarchie et héros des pauvres* », est influencée par le courant de pensée chrétienne latino-américaine, « *Théologie*

de la Libération »,[120] qui a pour objectif de rendre l'espoir et la dignité aux plus pauvres et aux exclus. Les 11-12 avril 2002, à son tour, il essuie une tentative de coup d'État qui n'a duré que 48 heures et n'a pas empêché la poursuite de son mandat. Il est resté au pouvoir pendant 15 ans, jusqu'en 2013. Avant sa mort (officiellement le 5/03/2013), Hugo Chavez confie le rôle de Président de la République Bolivarienne du Venezuela, à Nicolas Maduro Moros[121] et demande au peuple de voter pour ce dernier afin de poursuivre les acquis de la Révolution bolivarienne. Toute aussi surprenante que celle d'Hugo Chavez au pouvoir fut l'arrivée de Maduro, d'abord ministre des Affaires étrangères, puis Vice-Président, au moment du décès d'Hugo Chavez. Élu de justesse Président de la République pour le mandat de 2013-2018, appuyé par le PSUV (Parti Socialiste Unifié du Venezuela, de tendances gauches et gauche radicale), il est réélu en 2018 avec une participation officielle de 46,1 %, en réalité de 32,3 %. Il n'a été reconnu ni à l'intérieur du pays par l'Assemblée nationale élue légitimement ni à l'extérieur du Venezuela par plus de 50 pays démocratiques. Ce mandat 2019-2024 a pour objectif politique de soutenir le Socialisme du XXI^{e} siècle.

L'arrivée au pouvoir d'Hugo Chavez avait redonné espoir à toutes les victimes de la pauvreté, de l'injustice, des inégalités, et certains la considèrent comme une grâce divine. La révolution, c'est le « *salut* » et Hugo Chavez en est le héros. Ce n'est pas par hasard s'il a été appelé de son vivant, le « *héros suprême* »[122]. Sur le continent latino-américain, il était admiré et reconnu également comme un leader et une référence en matière de transformation sociale. Il faut prendre en compte cet aspect pour comprendre l'admiration, l'adoration, et la vénération du peuple envers Hugo Chavez. De même, son programme politique tout autant que sa personne, font l'objet de l'idolâtrie de tous les « *révolutionnaires* », « *chavistes* » et « *communards* » selon les noms qu'ils se donnent. Ce phénomène se rencontrait dans toutes les sphères du pays, à la fois dans l'espace urbain, dans les institutions et dans la vie quotidienne des habitants. Il est vrai que la dégradation récente des conditions de vie au Venezuela a sérieusement altéré cette foi populaire. Cependant nombreux sont ceux qui

[120] Enrique Dussel est un des initiateurs de la Théologie de la libération. L'influence chrétienne dans le discours d'Hugo Chavez est assez courante, utilisant des phrases religieuses et des citations de la bible.
[121] Nicolas Maduro fut élu avec 50,75 % des voix (contestés, par la société en charge des machines à voter, 1 million de votes suspects), contre 48,98 % pour le candidat unique de l'opposition Henrique Capriles Radonsky.
[122] Même après sa mort, Hugo Chavez est resté « le héros suprême éternel », tout au moins dans le discours officiel.

pensent qu'Hugo Chavez n'aurait pas mené le pays à la ruine s'il avait vécu plus longtemps. Ainsi, de nombreuses personnes conservent de lui une excellente image et rejettent les fautes sur les successeurs.

> « Remarquez, quand je parle du Christ, vous m'avez entendu parler plusieurs fois et de temps en temps [...] du prophète Isaïe qui représente la lutte des classes entre les pauvres et les riches. Regardez ce qu'Isaïe a dit : "Malheur à ceux qui ajoutent une maison à une autre !" Cela a à voir avec l'économie, car il n'y aura pas de socialisme sans transformation économique, il n'y aura pas de socialisme sans démocratie participative et protagoniste en politique, il n'y aura pas de socialisme sans éthique socialiste, amour, solidarité, égalité entre hommes, femmes. Ce sont tous des éléments fondamentaux du socialisme, de notre socialisme en construction. » [Discours sur le parti unique du Venezuela] Hugo Chavez, 2006.[123]

L'observatoire de la liberté religieuse fait état en ce qui concerne le Venezuela des estimations suivantes : chrétiens : 92,5 %, agnostiques : 4,4 %, spirites : 1,1 %, autres : 2 %. Selon le gouvernement, 92 % des habitants déclarent appartenir à l'Église catholique romaine, les 8 % restants sont protestants (2018).

Un autre aspect de ce processus révolutionnaire est le qualificatif de « *dictateur* » attribué souvent à Hugo Chavez même après sa mort. Ses opposants l'accusent tout d'abord d'avoir manipulé toutes les institutions pour les orienter vers un pouvoir absolu. Ils lui reprochent ensuite l'Étatisation du pays qui s'est traduit par l'expropriation des terres agricoles, la nationalisation des entreprises privées, et par l'appropriation de la PDVSA[124] sur laquelle se fonde toute l'économie du Venezuela. Enfin, ils le tiennent pour responsable de la crise économique dans laquelle se trouve actuellement le pays, le désignant comme l'antihéros ou même le diable, en réponse au discours couramment utilisé. En tant qu'ex-militaire, il a réussi à faire en sorte que l'ensemble du corps militaire fasse partie de l'État[125] et, de ce fait, il a réduit l'indépendance politique institutionnelle. La répression des médias (journaux, radios, télévisions), soulignée par divers analystes, traduit bien le fait que le Venezuela

[123] Lors de sa dernière allocution télévisée, le 10 décembre 2012, Hugo Chavez brandissait un crucifix tout comme lors de sa libération du coup d'État d'avril 2002 à son encontre. Durant sa « vie politique » (1999-2013) Hugo Chavez s'est plus souvent référé à Jésus-Christ qu'à Karl Marx.
[124] PDVSA Petroleos de Venezuela, Sociedad Anonima, entreprise publique depuis 1976, d'exploration, production, raffinage, de pétroles bruts et de gaz.
[125] Bon nombre des hauts fonctionnaires actuellement au pouvoir sont d'anciens militaires. En 2017, 14 ministres sur 33, appartenaient aux forces armées qui occupent 43,75% du cabinet politique.

ait basculé vers un système dictatorial ayant commencé avec Hugo Chavez et se poursuivant avec Nicolas Maduro. Il s'agit d'un sujet très polémique qui entraîne une polarisation de l'opinion internationale.

Le Peuple et la Révolution bolivarienne

Qu'entend-on par *peuple* dans le contexte vénézuélien ? Il se définit comme le corps de la nation, un ensemble de personnes soumises aux mêmes lois. Il est à noter que dans la plupart des discours politiques qui expliquent l'idée de commune ou de tout autre concept nouveau que produit la Révolution bolivarienne, des termes inclusifs sont utilisés, où l'homme politique et l'habitant appartiennent au même groupe, et où les références mentionnées précédemment incluent d'autres discours révolutionnaires. Lors d'un entretien avec F. Sesto[126] à propos de la configuration sociale de la Commune, il répond :

> « Comment est notre composition sociale ? Cela a à voir avec ce qu'on appelle parfois "l'analyse de classe". Notre carte sociale particulière doit être parfaitement établie pour avancer dans la tâche de nous constituer en Commune, en tenant compte du concept léniniste selon lequel "Les classes sont de grands groupes d'hommes qui se différencient par leur place dans un système de production social historique, déterminés, par les relations dans lesquelles ils se trouvent par rapport aux moyens de production (relations que la plupart des lois endossent et formalisent), par le rôle qu'ils jouent dans l'organisation sociale du travail et, par conséquent, par le mode de percevoir et la proportion dans laquelle ils perçoivent la part de la richesse sociale qu'ils possèdent. Les classes sont des groupes humains, dont l'un peut s'approprier le travail d'un autre en occupant différentes positions dans un régime d'économie sociale donné". (Une grande initiative Lénine, 1919) Le dessin de cette carte est indispensable à la conception des politiques de la Commune » F. Sesto, 2017, p 5. Traduit par l'auteure.

Sur la notion de peuple et en référence à la lutte de classes évoquée ci-dessus, un texte récent intitulé *De bas en haut* (2016), explique :

> « Nous commençons par le définir dans le capitalisme, en tant que catégorie politique, en tant que conglomérat de classes et de fractions opprimées. Et exploités, également traversés par des contradictions dans leur sein, comme

[126] Francisco de Asís Sesto Novas (1943, Vigo, Galice) connu sous le pseudonyme Farruco, architecte, écrivain, politique, ministre d'État pour la Transformation Révolutionnaire de la Grande Caracas de Venezuela jusqu'à décembre 2013. Ex-Ministre de la Culture.

> l'explique Mao Zedong, car il est composé de différentes fractions de différentes classes sociales » K. Arkonada, P. Klachko,[127] 2017, p 23. Traduit par l'auteure.

Ce texte prend comme référence la définition de Fidel Castro dans la publication *La historia me absolverá* (l'Histoire m'absoudra) :

> « Nous entendons par peuple, lorsque nous parlons de lutte, la grande masse non rachetée, à laquelle tous offrent et que tous trompent et trahissent, qui aspire à un pays meilleur et plus digne et plus juste ; celui qui est ému par les angoisses ancestrales de la justice pour avoir subi l'injustice et les moqueries, génération après génération, qui aspire à de grandes et sages transformations de tous ordres, et qui est prêt à donner pour y parvenir, lorsqu'il croit en quelque chose ou en quelqu'un, en particulier quand vous croyez suffisamment en vous-même, jusqu'à la dernière goutte de sang (2007 : 34-5) ». *Idem.*

En référence, Enrique Dussel[128] fait remarquer que l'emploi du terme « *masse* » peut avoir une connotation ambiguë qui exclut l'identification individuelle des personnes. De même l'emploi de l'expression « *non déterminé* » comme synonyme « *d'indéterminé* », transforme le peuple en « *acteur collectif du processus de la grande masse, non récupéré ou non déterminé* ». Cette définition du peuple ne correspond donc pas à un type de classe sociale et n'est pas strictement liée aux termes de la révolution ou de la réforme.

Plusieurs auteurs, parmi lesquels, I. Vargas Arenas et M. Sanoja Obediente, définissent la Révolution bolivarienne comme un processus d'inspiration marxiste avec l'intention de parvenir à une société socialiste, cadrée dans un nouveau modèle d'État libéral démocratique. D'autres comme J. Sanchez Rodriguez[129] (2015/2017) font référence à une recherche plus locale, s'articulant sur trois origines :

- La racine bolivarienne qui prend l'essentiel de ses idées chez Simon Bolivar[130] : indépendance, souveraineté, unité et rédemption sociale continentale. Surnommé le Libertador, il a conçu une proposition sociétale pour les nouvelles républiques indo-américaines.

---

[127] Paula Klachko, Argentine, licenciée en sociologie, docteur en histoire. Katu Arkonada, Bolivie, analista latinoamercain, diplomé en Politiques Publiques.

[128] Enrique Dussel (1934-) universitaire, philosophe, historien et théologien d'origine argentine. Reconnu pour son travail dans les domaines de l'Éthique, la Philosophie Politique, la philosophie latino-américaine, un des fondateurs de la Philosophie de la libération.

[129] Jésus Sanchez Rodriguez, licencié et docteur en Sciences Politiques et Sociologie: «Société de classe, le pouvoir politique et de l'État» et plus en détail le chapitre : «L'état communal dans la Révolution Bolivarienne».

[130] Né au Venezuela en 1783, et mort en 1830 en Colombie. Simon Bolivar est un général, icône politique et homme d'État vénézuélien, figure majeure de l'histoire universelle.

- La racine robinsonienne, reprise des réflexions du philosophe et éducateur Simon Rodriguez, professeur de Simon Bolivar.
- La racine zamorienne, rappelle le militaire, leader radical, Ézéquiel Zamora, défenseur d'une réforme agraire profonde en faveur des paysans ; sa devise était : la terre et les hommes libres !

Le processus révolutionnaire a évolué, porté par de nouveaux concepts et positionnements idéologiques. Initialement, il s'agissait d'un projet essentiellement nationaliste, voire populiste, visant à construire un modèle anti-impérialiste. Par la suite, l'anticapitalisme du début a muté en socialisme ce que certains appellent la transition vers le « socialisme réel ». Enfin, un nouveau modèle de démocratie participative a été conçu, communément appelé le Socialisme du XXI^{e} siècle. Sont nés de cette période les Communes et l'État Communal. « Une voie médiane entre le capitalisme et le socialisme » (Figueroa, 2009)

> « Nous, nous commençons à débattre, c'est sûr, nous ne prenons pas le chemin du marxisme si ce n'est que nous nous sommes construit une pensée propre, autochtone, non en la créant, mais en la récupérant, le bolivarianisme, qui, bon, s'inscrit dans le cadre des luttes révolutionnaires où Karl Marx a gravé sa pensée, où le Che Guevara a gravé sa pensée, où Mouammar Kadhafi a gravé sa pensée, où José Martí a gravé sa pensée, c'est la même et longue colonne de siècles, d'hommes et de femmes qui sont venus ici, certains comme des fantômes, pour troubler la paix des sépulcres et surtout pour lever les torches de la vie » Déclaration d'Hugo Chavez 10/10/2004

Dans *l'Énigme révolutionnaire* (2015), Federico Tarragoni,[131] suite à un regard approfondi sur la sociologie politique, affirme que,

> « La Révolution Bolivarienne peut être traitée comme "cas" de révolution, c'est qu'elle donne à réfléchir sur la conjonction des niveaux objectifs et subjectifs dans un processus de changement politique radical. [...] Aux transformations structurelles de l'État, des institutions, des politiques publiques, des structures productives, du droit, sont greffées des dynamiques subjectives des croyances, des régimes de légitimité, des enchantements et des désenchantements, des espérances, des émotions politiques, des sentiments d'en-capacitation, des formes d'indignation. Ces deux ensembles de phénomènes sociaux se répondent de manière dialectique, sans aller nécessairement dans le même sens. Parfois des régimes de subjectivité produits par l'étincelle révolutionnaire, sous la forme d'une attente messianique ou de la découverte d'un ensemble de

[131] Federico Tarragoni, sociologue, maître de conférences en sociologie à Paris VII – Diderot, spécialiste du populisme en Amérique latine, en particulier en Bolivie et au Venezuela.

> capacités, peuvent se retourner contre les cristallisations objectives de la révolution. Ce genre de surprises peut se produire dans les révolutions du passé ou du présent » F. Tarragoni, 2015, p 135.

Le programme initial de la Revolution Bolivarienne proposait l'indépendance de la production étatique et sa décentralisation. Mais en 2020, 21 ans après son lancement, les projets sociaux s'appuient toujours sur une mono-économie, celle du pétrole, bien que les cours aient considérablement chuté au cours de cette période. Il s'est constitué un vaste tissu clientéliste et paternaliste renforcé par la répartition incontrôlable des revenus pétroliers selon un modèle centralisé. Cette constatation peut fournir des pistes pour comprendre et analyser la crise dans laquelle le pays est plongé. Comment la dépendance totale de la rente pétrolière et l'absence de stimulation d'autres productions proches du « *peuple* » ont-elles affecté le développement du Socialisme du XXI^{e} siècle ?

Enfin, un regard sur le contexte politique proposé par Franck Gaudichaud[132] dans le travail collectif *Amériques latines : émancipations en constructions* :

> « Même si le thème du 'socialisme du 21^{e} siècle'. est revendiqué par des leaders comme Hugo Chavez, la région n'a pas pour autant connu d'expérience révolutionnaire au sens d'une rupture avec les structures du capitalisme périphérique, comme ce fut le cas lors de la révolution sandiniste au Nicaragua, avec le castrisme à Cuba -dans une certaine mesure- durant le processus de pouvoir populaire pendant le gouvernement Allende au Chili. Pourtant, dans un contexte mondial difficile, marqué par la fragilité relative des expériences progressistes ou émancipatrices, les organisations sociales et populaires latino-américaines ont su trouver les moyens de passer de la défensive à l'offensive, bien que pas toujours de manière coordonnée. En écho aux revendications de celle et ceux d'en bas et/ou au début de crise d'hégémonie du néolibéralisme, quelques gouvernements mènent des politiques aux accents anti-impérialistes et des reformes de grande envergure, notamment en Bolivie, Équateur et au Venezuela. Plutôt qu'un affrontement avec la logique infernal du capital, ces derniers, s'orientent vers des modèles nationaux populaires et de transition post-néolibéral, de retour de l'État, de sa souveraineté sur certaines ressources stratégiques, avec parfois des nationalisations et des politiques sociales de redistribution de la rente en direction des classes populaires. » F. Gaudichaud, 2013, p 9.

[132] Docteur en Science Politique. Université Toulouse Jean Jaurès. Chercheur au Framespa (UMR 5136). Coprésident de l'association altermondialiste France Amérique latine.

5. Les raisons de cette thèse

Cette thèse a été écrite pendant une époque charnière qui a vu l'arrivée de transformations et la création des nouvelles politiques publiques au Venezuela. Pendant la période de cette recherche, ces politiques publiques et celles du logement en particulier, se sont de plus en plus développées, affirmées et consolidées dans le pays et par conséquent auprès des habitants également. En parallèle, le gouvernement a sollicité un grand nombre d'experts internationaux pour traiter certains sujets sensibles à l'opinion publique. La thèse se propose donc de rendre compte, en tant qu'architecte, de ces évolutions récentes et toujours en train de se faire.

En premier lieu, il faut se poser la question de savoir comment analyser ces politiques publiques. Situer la politique vénézuélienne du logement dans le contexte international est nécessaire. L'analyse se base ensuite sur le rôle qu'elle remplit vis-à-vis de l'État, c'est-à-dire la consolidation de son pouvoir dans l'ensemble du pays avec une importante production de logements affectant le paysage urbain. Cela doit nous permettre d'aborder ensuite la production, à proprement parler, la communication verbale et graphique dans l'espace urbain qui lui est attaché, pour savoir jusqu'où cette production peut aller. Cette production (graphique et verbale) entraîne finalement l'entrée de cette politique publique jusque dans des appartements construits dans ce cadre précis, et l'échange entre des acteurs de ce programme et de nouveaux résidents [133]. Mon double statut d'architecte et de citoyenne, sensible à la compréhension de la production graphique et spatiale, intéressée par le discours politique, m'a poussée à la fois à l'interrogation de la puissance politique, et à l'effet que génère cette production sur les récepteurs, et inversement. Cette politique de mise en images est-elle la plus performante ? Pourrait-elle être cernée autrement ? Comme hypothèse sous-jacente, pouvait-on prévoir que la proposition si prometteuse à son lancement ait pour conséquence la crise dans laquelle le pays se trouve 21 ans après ?

[133] Comme évoqué dans la méthodologie, la thèse propose d'analyser un corpus d'images en lien avec des entretiens non directifs que nous avons mené auprès d'une vingtaine de familles habitant des programmes de la GMVV, ainsi que des rencontres avec les acteurs institutionnels et privés de l'aménagement urbain. Le matériel de terrain s'est ainsi constitué au fil des années qui compte au total 24 entretiens guidé par le questionnaire aux habitants, 15 entretiens réalisés auprès d'experts, 12 interviews ouvertes de chercheurs et d'experts (p. 23).

Le projet de cette thèse est d'analyser une politique de logement dans sa construction institutionnelle ainsi que la manière dont elle développe des représentations et mobilise des images. Il s'agit d'explorer cette politique sous plusieurs angles. Certains parallèles peuvent être faits entre la révolution bolivarienne et le système soviétique.

Le paysage urbain est profondément modifié par cette politique, que croisent à la fois des initiatives populaires et des capitaux internationaux, et qui a, en termes d'image, une morphologie résultante soit du préfabriqué soit de modèles internationaux.

Le Robert définit le paysage comme une *« partie de pays que la vue présente à un observateur ».* Agustin Berque dans *Cinq propositions pour une théorie du paysage* introduit :

> « Le paysage ne se réduit pas aux données visuelles du monde qui nous entoure. Il est toujours spécifié de quelque manière par la subjectivité de l'observateur ; subjectivité qui est davantage qu'un simple point de vue optique. L'étude paysagère est donc autre chose qu'une morphologie de l'environnement. Inversement le paysage n'est pas que le "miroir de l'âme". Il se rapporte à des objets concrets, lesquels existent réellement autour de nous. Ce n'est ni un rêve, ni une hallucination ; car ce qu'il représente ou évoque peut-être imaginaire, il existe toujours un support objectif. L'étude paysagère est donc autre chose qu'une psychologie du regard. » A. Berque, 1994, p 5.

Nous évoquons également le travail du géographe Alain Musset qui précise :

> « Cependant, les paysages ne créent pas l'injustice : ils n'en sont que l'illustration ou le symptôme. Ils mettent en scène les disparités sociales et alimentent les discours identitaires. C'est pourquoi il est indispensable, dans la mesure du possible, de vérifier si le sentiment d'injustice ressenti par les habitants de la partie en apparence défavorisée de la ville correspond à de vrais clivages économiques et à une distribution inéquitable des services urbains » A. Musset, 2009, p 118.

Enfin, Rémy Allain précise que parler d'une ville signifie évoquer ses paysages.

> « Mais dès qu'une compréhension précise des éléments s'impose c'est de la forme urbaine qu'il s'agit. L'analyse morphologique complète et enrichit l'approche paysagère et permet de dépasser la vision superficielle d'une ville-décor » R. Allain, 2004, p 9.

Il précise aussi que la forme urbaine dépasse la volonté des hommes, surtout de ceux qui la créent.

Cette politique mise en images en Amérique latine est assez frappante. Il était tentant de regarder d'autres contextes et continents pour mieux en appréhender l'ampleur. Certes, il s'agit de l'installation d'un socialisme nouveau en Amérique latine, mais s'éloigne-t-il pour autant d'effets ou de conséquences déjà expérimentés à l'international ? Ces questions d'innovation et d'authenticité jalonnent cette étude du logement social au Venezuela et du mode de vie de cette société en transformation.

II. Élements du cadrage et la question de l'habitat dans le contexte venezuelien

CHAPITRE II. FACTEURS D'ÉMERGENCE DE LA GMVV : CONTEXTE ÉCONOMIQUE, CLIMATOLOGIQUE ET SOCIAL

L'étude des éléments contextuels de terrain, qu'ils soient économiques, climatologiques ou sociaux, est primordiale afin de mieux comprendre la situation du pays et, par-delà, jalonner le cadre de cette thèse. Du fait de la méconnaissance du terrain vénézuélien, politiquement difficile, la première partie permet d'aborder les différentes sources d'information retenues afin d'identifier leurs écarts, et de s'interroger sur l'objectivité des données. Elle permet également de se focaliser, notamment, sur les notions de qualité de vie et de bien-être qui sont des éléments fondamentaux à l'heure d'étudier le logement et l'habitat[134]. La deuxième partie, traite du contexte économique en montrant le lien entre la disponibilité des ressources pétrolières, qui représentent l'apport économique principal au pays, et l'investissement public dans la gestion de projets sociaux. La troisième partie montre la vulnérabilité du territoire et son impact sur les habitants. Cette présentation des principaux éléments démographiques et des caractéristiques géographiques du Venezuela permet de mesurer l'impact des catastrophes naturelles sur la population, et l'appréciation de la place de l'État dans ces situations d'urgence. La notion de pauvreté qui concerne le public visé par notre domaine d'étude et la manière dont elle est mesurée s'inscrivent dans la continuité de ce chapitre. La dernière partie aborde la question du logement social, son traitement politique, et le nouveau modèle de construction massive présenté comme une réponse aux besoins de la population. Au cours du texte, la parole est donnée aux habitants[135] afin de présenter leur point de vue sur le contexte politique, économique et social, rarement exprimé dans les journaux ou les rapports officiels. Ce chapitre a pour but d'étayer le panorama global de la qualité du logement et d'étudier l'investissement de l'État visant à améliorer la qualité de vie et le bien-être des habitants au Venezuela.

[134] Plus précisément, les personnes rencontrées et interviewées dans le cadre de cette étude ont vécu des catastrophes naturelles et sont concernées par le projet de logements sociaux de la GMVV (Gran Misión Vivienda Venezuela).
[135] Des extraits d'entretiens menés entre 2015 et 2018 avec divers acteurs de la GMVV (Grande Mission Logement Venezuela) : habitants, techniciens, institutions et autres.

1. De la nécessité de diversifier les sources d'information pour l'analyse et l'interprétation des résultats

Les sources retenues dans ce chapitre proviennent principalement des rapports établis par l'Institut National de la Statistique (INE : *Instituto Nacional de Estadística*), entité relevant du Ministère du Pouvoir Populaire de Planification.

Les statistiques proviennent en grande majorité d'organismes d'État, il nous a donc fallu trouver d'autres sources afin de rendre compte du contexte de manière moins partiale. Parmi ces sources, on peut citer le Centre d'Études Latino-Américaines (CESLA : *Centro de Estudios Latino Americanos*), la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL : *Comisión Económica para América Latina y el Caribe*), le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), le Laboratoire de Sciences Sociales (LACSO : *Laboratorio de Ciencias Sociales*), Venescopio (service qui diffuse l'information relative aux statistiques sociales, à la conjoncture sociopolitique, et à la dynamique organisationnelle du pays à l'initiative du Centre de Recherche Social CISOR (Centro de Investigación Social) et du Groupe Social CESAP (Centro de Servicio de Acción Popular), le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF : *United Nations International Children's Emergency Fund*) et le Centre d'Études Stratégiques et Internationales (CSIS: *Center for Strategic & International Studies*).

Au Venezuela comme dans beaucoup de pays, les statistiques reflètent les orientations de l'État et ses buts politiques dans le développement d'actions de protection de la population en matière de santé, de sécurité, d'éducation et autres indicateurs. Connaissant la réalité du pays et après les visites de terrain effectuées entre 2015 et 2019, certaines statistiques et informations officielles semblent incohérentes avec les constatations empiriques et s'éloignent de la réalité observée. Ceci donne à penser que l'information officielle accessible se réfère à des études qui ne reflètent pas les conditions de vie (très précaires) des habitants et aux expériences quotidiennes des personnes interviewées. Au vu de ces disparités voire de ces contradictions, une comparaison de certains rapports et de statistiques est nécessaire afin d'obtenir une synthèse la plus impartiale possible. Les informations sont ajustées aux actualisations les plus

récentes, dans la mesure du possible[136].

Afin de compléter la lecture de ces données statistiques, des entretiens qualitatifs ont été menés et compilés au cours de l'enquête ; ils ne cherchent pas à être statistiquement représentatifs, mais développent en revanche une analyse compréhensive du quotidien de ces habitants. Ces entretiens rendent compte de l'expérience et des sentiments des habitants dans différentes circonstances ; ils concernent tant l'approvisionnement quotidien en nourriture que l'obtention des services de base, évoquant aussi la réminiscence des moments tragiques vécus lors de différentes catastrophes naturelles. Aux témoignages de terrain s'ajoute l'expérience personnelle[137] qui nourrit l'observation et la condition de chercheur. Enfin, certaines statistiques sont restituées sous forme graphique dans le but de faciliter la lecture de l'information.

Il a été nécessaire d'aborder les contributions de Pierre Bourdieu[138] (1930-2002), Clifford James Geertz (1926-2006), Bronislaw Malinowsky (1884-1942), Victor Turner (1920-1983) et d'autres pour étayer une partie méthodologique de ce travail. Les études d'anthropologie interprétative ont particulièrement enrichi l'analyse des observations et des témoignages comme le mentionnent Mercedes Arabela Chong Muñoz et Rosalba Castañeda Castro (2009) au sujet des travaux de C. J. Geertz (1991),

> « Pouvoir transposer le travail de terrain à l'écrit permet d'apprendre à lire de façon plus critique. Il est important que l'écrit transmette la relation entre l'observateur et l'observé ce qui devient le rapport, et la relation auteur-texte qui se réfère à sa signature. Le défi d'écrire un texte qui suppose contenir de façon implicite, une partie de la personne même du chercheur dont il ne peut se défaire, peut être surmonté en observant les textes eux-mêmes dès leur début. » C. J. Geertz, 1991, cité par M. Arabela Chong et R. Castañeda, 2009, s/p.

Cette étude n'est pas une recherche ethnographique de la population vénézuélienne ni le résultat de la compilation du matériel de l'anthropologue à

[136] La situation politique durant la rédaction de cette étude est fortement instable. Les fluctuations permanentes de la situation locale contraignent à limiter la mise à jour de ce texte en 2020.
[137] Personnellement et bien avant d'entreprendre cette phase de recherche, j'ai volontairement participé à la récupération de la Tragédie de Vargas (Catastrophe naturelle survenue au Venezuela en décembre 1999, que nous expliquerons par la suite).
[138] Principalement les textes : *L'Opinion Publique n'existe pas* (1972) et *La Misère du Monde* (1993).

Caracas. Mais à la manière de l'anthropologie interprétative, elle essaie d'expliquer, de la façon la plus objective possible, le contexte, et l'observation qui en a été faite. La neutralité axiologique, au-delà de la vision positive/négative, consiste à assimiler l'opposition fait/valeur. Est menée, dans ce travail, une évaluation des différentes informations trouvées dans les statistiques, rapports officiels et médias. Les critiques exprimées au sujet de la publication des statistiques, du manque d'objectivité dans le recueil et dans l'analyse de l'information seront ainsi passées en revue lors de l'interprétation des résultats. Bien que certaines limites d'interprétation soient posées, le poids du contexte politique, économique et social sur la position du chercheur ne peut être omis dans le traitement de ce sujet. Comme le dit le psychologue Edmond Marc

> « Il est essentiel, au contraire, de chercher à articuler ces deux positions, à montrer la part de la subjectivité qu'il y a dans les démarches qui se veulent les plus objectives et les formes d'objectivation possibles dans l'abord de la subjectivité » Edmond Marc, 2008, p 17.

Relativité des notions de *qualité de vie* et de *bien-être*

Avant de se plonger dans les chiffres, un bref passage par les notions de *qualité de vie* et de *bien-être* est nécessaire afin d'en construire les définitions, sur lesquelles nous nous appuierons dans ce travail. Ces deux notions ne sont pas standardisées d'une région du monde à l'autre. L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) définit la qualité de vie comme :

> « L'état d'épanouissement et de bien-être physique, mental et social d'une personne, et pas seulement l'absence de symptômes ou d'une affection particulière. »

Une autre façon de définir le concept de qualité de vie est de l'appréhender comme la satisfaction des besoins fondamentaux tels que

> « Le développement de la personne dans les dimensions de son être, de son sentiment, de son avoir et de son amour. »

Le concept de qualité de vie devient encore plus complexe lorsqu'il est entendu comme impliquant non seulement la satisfaction des besoins, mais également leur compréhension, leur assimilation, leur valorisation et leur promotion pour le bien-être commun (Penas Ibañez, 2009). Le bien-être ou *well-being* est lié à la fois au niveau de vie et à la qualité de vie (Allard, 1998). Ainsi, on entend par bien-être l'ensemble des facteurs dont une personne a besoin pour jouir d'une existence sereine, d'une qualité de vie la satisfaisant. Néanmoins, le bien-

être ne reste-t-il pas un état subjectif ? Puisque l'être humain se caractérise par sa diversité, nous pouvons considérer que le bien-être peut revêtir une pluralité de réalité et d'aspiration. Comme l'explique le philosophe et économiste Amartya Sen[139] dans sa théorie du développement humain, ledit bien-être requiert d'avoir non seulement la sécurité de la personne et de l'environnement, mais aussi l'accès aux biens matériels pour mener une vie décente, se maintenir en bonne santé et accéder à l'éducation. Tous ces éléments ont une relation directe avec la liberté individuelle, de prendre des décisions et d'agir. Tout en sachant qu'est notoire :

> « La difficulté de trouver des méthodes scientifiques précises et des indicateurs empiriques globaux et des mesures statistiques fortes pour répondre à l'objectif scientifique de ne pas fausser la réalité et savoir la retraduire correctement. » Ossa, González, Rebelo, Pamplona, 2005[140]

Deux points particuliers interrogent la réalité des données statistiques :

- Le premier porte sur l'évaluation de la qualité de vie, le bien-être et la pauvreté. Les statistiques officielles de l'INE montrent que le Venezuela se trouve dans une situation optimale sur le plan économique et social, un résultat qui attire l'attention et qui invite à remettre en question ces notions, ainsi que les variables qui sont prises en compte. Plus précisément au sujet de la notion de pauvreté et de marginalité, une grande partie de l'échantillon de nos enquêtés se sont décrits eux-mêmes[141] en situation de pauvreté ou d'extrême pauvreté.
- Le deuxième porte sur l'analyse du logement social parfois mis en parallèle avec les occupations spontanées, les taudis ou les cités populaires, qui ressortent de la précarité. Le logement auto construit correspond souvent à une occupation informelle (ou illégale), et à une utilisation irrégulière des services. Dans les statistiques, ces mêmes occupations spontanées sont catégorisées comme de qualité intermédiaire ou optimale.

Comment les statistiques officielles parviennent-elles à de telles conclusions ? À la lecture de la guide d'entretien (voir p 574) et des rapports, on constate

---

[139] Amartya Kumar Sen, économiste et philosophe indien, initiateur de l'approche par les capabilités. Il reçoit en 1998 le prix Nobel d'économie, « pour ses contributions à l'économie du bien-être ». Ouvrage : Collective Choice and Social Welfare (1970),

[140] Traduit par l'auteure. Étude sur les concepts du bien-être et satisfaction, une révision du thème par les psychologues sur les esthétiques urbaines et sociales. Ossa Ramírez, José Fernando; González Velásquez, Elsy; Rebelo Quirama, Luz Estela; Pamplona González, Julián David. Publiée dans la revue scientifique Guillermo de Ockham. Vol 3.

[141] Beaucoup d'entre eux se sentent et se décrivent en utilisant le terme de « marginaux », désignent ainsi les autres habitants avec lesquels ils vivent ou selon la façon dont ils ont été traités dans toutes ces situations difficiles.

que la formulation des questions est très ouverte. Les items se concentrent sur les matériaux de construction, leur résistance, le fait que le logement ait certains services de base, et ce, quelle que soit la façon dont ceux-ci ont réussi à s'intégrer dans le système formel urbain.

Ces deux situations montrent comment ces mesures peuvent être litigieuses et discutables selon certains critères d'appréciation qui, dans ces deux cas, peuvent être sujets à caution ou à interprétation, vu leur manque de précision ; ces données ne fournissent donc qu'une vision partielle de la situation.

Le traitement de l'analyse statistique est sujet aux orientations politiques et morales qui le sous-tendent ; il convient donc de considérer la place des projections et des représentations tant des commanditaires des enquêtes que des professionnels les réalisant (création de la grille d'enquête, déroulement de l'enquête, réalisation de l'analyse). Le caractère subjectif, inhérent au traitement de données (enquêtes réalisées par des institutions engagées politiquement), se réfère aux multiples formes de compréhension et d'interprétation idéologique. Ainsi, la valorisation des attitudes, qui est propre à chaque être humain, la façon d'être et de ressentir ou encore l'imaginaire personnel et collectif influent substantiellement sur la compréhension du concept de la qualité de vie (A. Penas Ibañez, 2009). En ce sens, on peut s'appuyer sur les travaux de Pierre Bourdieu relatifs à la dichotomie entre l'objectivité et la subjectivité et l'évaluation en termes quantitatifs ou qualitatifs d'une information donnée. P. Bourdieu propose l'enjeu de l'objectivation participative au chercheur

> « Parce que l'objectivation participative demande la rupture des adhérences et des adhésions les plus profondes et les plus inconscientes, celles, bien souvent, qui font l'intérêt même, de l'objet étudié pour celui qui l'étudie, tout ce qu'il veut le moins connaître de son rapport à l'objet qu'il cherche à connaître » P. Bourdieu 1992a, p. 224

> « Quelles que soient ses prétentions scientifiques, l'objectivation est vouée à rester partielle, donc fausse, aussi longtemps qu'elle ignore ou refuse de voir le point de vue à partir duquel elle s'énonce » P. Bourdieu, 1982, p22

Cette dichotomie, objectivité vs subjectivité, explicitée par P. Bourdieu, peut être rapportée à la façon d'évaluer la qualité du logement social, la qualité de vie et le bien-être de ses habitants. Ces derniers ont été interrogés sur des sujets tels que la fourniture d'eau et d'électricité, l'enlèvement des ordures

ménagères et la facilité du transport. Globalement, ils manifestent un bien-être, malgré des conditions adverses et un accès limité aux services de base.

Les notions de qualité de vie et de bien-être peuvent nous renvoyer à la notion de bonheur ou de confort dans l'habitat. Ou comme le signale Fijalkow, la recherche du bien-être relève des nécessités de logement au sens large en considérant les possibles relations sociales que l'abri peut offrir. En effet la notion de confort, qui ne remplit pas toutes les promesses de l'habiter, relève tout de même des invariants historiques. Par exemple, la diversité des équipements accumulés au fil des années dans les appartements ou maisons est l'expression des politiques du logement qui se sont succédé dans la vie des ménages (Fijalkow, 2011).

La parole des habitants sur la fourniture des services : « on achète l'eau individuellement. »

yww : Avez-vous l'eau courante ?
Juanita[142] *: Oui, ça vient mardi, dimanche et jeudi.*
yww : Avez-vous l'eau courante, l'électricité ?
Maria[143] *: L'eau, c'est à nous de l'acheter. Pour l'électricité, ils ont mis une arrivée, mais l'installation est incomplète depuis trois ans, et ils doivent réparer certaines choses.*
yww : Comment vous organisez-vous pour l'achat d'eau ?
Maria : Chacun a un réservoir et chaque fois que le camion-citerne passe, on achète l'eau individuellement.
yww : Et l'eau arrive-t-elle tous les jours ?
Douglas[144] *: Non, l'eau vient les dimanches et part les mercredis.*
yww : Et les autres jours comment faites-vous ? Avez-vous un réservoir ?
Douglas : Ils ouvrent l'eau une heure tous les jours et on remplit les réservoirs.
yww : Avez-vous un service de ramassage des ordures régulier ?
Laura[145] *: Ah, ça ne vient pas depuis un moment. Tout le monde prend ses poubelles le matin pour ne pas les avoir devant la maison.*
yww : De quels services disposez-vous ?
Karla[146]*: Nous n'avons pas de vide-ordures, tout le monde descend sa poubelle, nous avons des problèmes avec les ordures parce qu'ils ne viennent pas les prendre. Ça arrive aussi avec le gaz, nous avons la tuyauterie, mais pas l'installation. L'eau vient un jour oui et un jour non ! Cela fait partie des tâches du Conseil Communautaire d'être au courant et de réclamer les services.*

[142] Juanita, 53 ans, habitant la ville socialiste Ciudad Caribia. Entretien mené en 2017.
[143] Maria 43 ans, habitant la cité las Bateas de Maurice. Entretien mené en 2017.
[144] Douglas PRIN, 23 ans, habitant la cité Guillermo García Ponce à Montalbán. Entretien mené en 2017.
[145] Laura 35 ans, habitant la cité las Bateas de Maurice. Entretien mené en 2017
[146] Karla, 28 ans, habitant la ville socialiste Ciudad Caribia. Entretien mené en 2017.

yww : Est-ce que les transports publics arrivent jusqu'ici ?
Karla: Oui, maintenant oui, il y a TransCaribia et BusCaribia. Avant on n'avait que trois bus dans la journée, il fallait se lever très tôt pour prendre le bus à 6 h et on revenait très tard. Parfois, on gardait les enfants au boulot parce que c'était impossible de rentrer à la maison pendant la journée. Nous sommes trop loin de la ville.

Les notions de confort et de bien-être dans le cadre de la qualité d'un logement peuvent être aléatoires, et varier selon la capacité d'adaptation de l'habitant et sa façon de percevoir l'environnement. Par exemple, certains habitants interrogés considèrent comme optimal le fait que la fourniture de l'eau ou de l'électricité soit intermittente, ce qui serait considéré selon d'autres standards comme difficile ou précaire. Ainsi, des personnes interviewées au Venezuela, qui vivent dans des conditions que l'on pourrait estimer difficiles ou très précaires, peuvent ressentir un certain bien-être.

2. Le recours de l'État aux ressources pétrolières comme palliatif des problèmes sociaux.

Nous aborderons brièvement la situation économique et financière du pays et ses répercussions sur la production de logements sociaux. Cette partie n'ambitionne toutefois pas de faire une analyse détaillée de l'économie du pays. Nous évoquerons rapidement les enjeux de l'inflation financière et les conséquences de la corrélation monétaire au dollar américain.
Quant à l'économie du logement social, la base commune de l'investissement dans sa production a historiquement dépendu de l'État et de la rente pétrolière. De la même manière, le facteur financier est essentiel, et il existe une relation directe entre l'augmentation de la construction de logements et l'essor de l'industrie du pétrole. À l'inverse, lors de conjonctures pétrolières défavorables, les réalisations et les programmes immobiliers sont à la baisse.

Le pétrole (l'or noir), le garant économique des projets sociaux

Depuis les années 1950, l'économie du pays est restée dépendante de la production pétrolière qui représente 90 % des exportations et 50 % du budget de l'État. Le PIB se définit comme la somme de tous les biens et services finis produits par un pays en un an. On admet aussi que c'est un moyen de mesurer le bien-être matériel de la société qui, très certainement, influence considérablement les investissements que le pays transforme en construction de logements. Par conséquent, nous pouvons en déduire un bien-être plus ou

moins grand selon les valeurs que cette jauge fournit. Les estimations de la CEPAL[147], fondées sur les informations fournies par l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP) et les données commerciales obtenues des principaux partenaires du pays, indiquent qu'en 2016, les exportations vénézuéliennes ont baissé de 28 % et les importations de 42 %. En 2017, le résultat affichait un excédent du compte courant (0,7 % du PIB), pour la première fois depuis 2014. La balance commerciale connaissait une reprise de 13 %, après les baisses subies de 41 % en 2015 et de 16 % en 2016. Selon l'OPEP, en 2016, la production moyenne de pétrole brut du pays a été réduite de 216 000 barils par jour, ce qui équivaut à une baisse de 9,1 % par rapport à sa valeur en 2015. En 2017, jusqu'en octobre, la chute de la production de pétrole brut a été de 112 000 barils par jour, c'est-à-dire une diminution de 5,4 % par rapport à 2016. La CEPAL prévoit une contraction du PIB de 9,5 % en 2017 pour la quatrième année consécutive de baisse depuis 2013. De son côté, le Fonds Monétaire International (FMI) prévoit une baisse du PIB de 15 % en 2018 et de plus de 6 % en 2019. D'autres projections du PIB par rapport aux autres pays d'Amérique Latine placent le Venezuela en négatif : -9 % en 2017, -8,5 % en 2018, et -4 % en 2019.

Selon le FMI [148] et la BCV[149], le Venezuela a enregistré une inflation de 302,7 % en 2016. Les pressions inflationnistes ont persisté en 2017 pour la troisième année consécutive, avec un taux d'inflation à quatre chiffres. L'inflation a brutalement augmenté entre 2017 et 2018, passant de 1 087,5 % à 13 864,6 %. Le FMI évoque une augmentation des prix à la consommation qui atteindrait 1 000 000 %[150] à la fin de l'année 2018. Le taux de chômage devrait passer de 27,1 % en 2017 à 33,3 % en 2018, pour atteindre 37,4 % en 2019. Selon Alejandro Werner, chef du département Hémisphère Ouest au FMI, le Venezuela arriverait à « une situation similaire à l'Allemagne de 1923 et du Zimbabwe à la fin des années 2000 », les deux plus importantes crises hyper inflationnistes de l'histoire. Depuis janvier 2017, l'Assemblée nationale de la République bolivarienne du Venezuela publie un indice national des prix, selon lequel, en octobre 2017, l'inflation accumulée était de 857,6 % par rapport à décembre

[147] Cepal : Bilan Préliminaire des Économies d'Amérique Latine et Caraïbes 2017.
[148] Base statistique du World Economic Outlook Database 2017.
[149] Banque Centrale de Venezuela.
[150] L'exactitude des prévisions reste toutefois sujette à caution, le Venezuela ne transmettant plus de données à l'institution de Washington depuis plus de dix ans. Le FMI avait ordonné au pays de lui fournir des données économiques fiables sous peine d'exclure le pays de l'Institution dans le cadre d'une procédure de « censure ». (AFP, 2018)

2016 et l'inflation mensuelle moyenne était de 25,7 %. Au mois de janvier 2019, le taux d'inflation est de 191,6 %, alors que le taux interannuel est de 2 688 670 % et le taux quotidien de 3,5 %.

Selon le Centre d'Études Stratégiques et Internationales (CSIS), le PIB par habitant entre 2013-2018 montre qu'il existe

> « une longue dépression d'une ampleur comparable à celle de la Grande Dépression des années 1930 aux États-Unis et à la plupart des pires crises documentées aux États-Unis dans l'histoire de l'économie moderne. Actuellement, le salaire au Venezuela est le plus bas de la région et compte parmi les plus bas du monde : 6 USD par mois. Ce qui est encore plus étonnant, ce n'est pas seulement le salaire minimum, mais le salaire moyen du pays. Cela signifie que la moitié de la population active gagne moins de 6 USD par mois. » G. Torres, 2019.

Selon l'économiste, Le Venezuela est devenu un exemple d'État défaillant.

Le PIB (2015) dans le contexte international

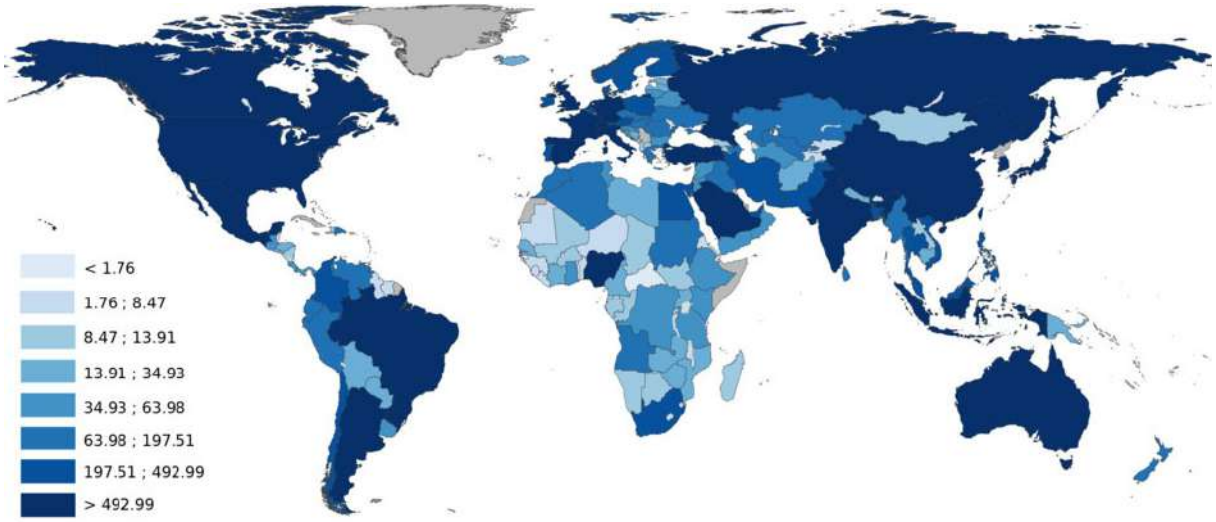


Image 12. Le PIB (2015) dans le contexte international. Selon les listes fournies par le FMI, la Banque Mondiale et le World FactBook, le Venezuela se place respectivement au 63e, 51e et 46e rang sur près de 200 pays, sachant que les puissances en tête de liste sont les États-Unis, l'Union européenne et la Chine. Donnée la plus élevée pour le Venezuela : 2008 est l'année la plus élevée pour l'indicateur : PIB par habitant ($ US). Le résultat est de : 10 513 $ US. Données la plus faible : 1989 est l'année la plus faible pour l'indicateur : PIB par habitant ($ US). Le résultat est de : 2 378 $ US. En 2015, PIB : 4263 $ US avec une évolution de -2509. Par exemple le PIB par habitant en France est 37 728 $ US en 2015. Source © Actualix.com, 2015.

Le président Maduro en 2018 après la parution de ces statistiques s'exprimait ainsi « Les modèles de production que nous avons essayés jusqu'à présent ont échoué et la responsabilité est la nôtre, la mienne, la vôtre. » Il a également

souligné que son plan de relance économique prévoyait « D'atteindre six millions de barils par jour [de pétrole brut] en 2025 ou plus tôt. »[151]

La production pétrolière du Venezuela est passée de 3,2 millions de barils par jour (bpd: *barril per day*) en 2008 à 1,5 million bpd en 2018. Au regard du poids du pétrole dans son économie, cette réduction pourrait expliquer en partie sa dégradation économique, sa situation de crise tangible dans l'actualité. En définitive, dans ce panorama défavorable, on peut s'interroger sur l'authenticité des valeurs relatives au soi-disant bien-être et à la qualité de vie optimale des Vénézuéliens tels que présentés dans les statistiques officielles.

> « Malgré les incroyables bénéfices matériels générés par le pétrole, la société vénézuélienne, paradoxalement bénie et châtiée par l'inefficacité et la corruption, s'est résignée à croître déformée par les perversions inhérentes à la dépendance de la rente. » J. P. Posani, 2014.

Dans la revue *Les Temps Modernes* (n° 697, 2018), Vásquez Lezama propose sa vision de la situation de crise au Venezuela, en relation avec l'évolution du marché pétrolier. Elle précise en particulier que la chute des cours du pétrole ainsi que le « blocage et la guerre économique »[152], n'en sont que partiellement la cause, contrairement à ce dont il est régulièrement fait état, avec force, dans les divers discours ou opinions exprimés relatifs au pays en 2019.

> « Le Venezuela ne va donc pas améliorer sa situation de manière miraculeuse si le cours du pétrole remonte. La crise s'est amorcée en 2014, lorsque le prix du baril était encore assez élevé, autour de 88 dollars. La politique d'expropriation, la régulation des prix, la mise en place d'un contrôle des changes ont transformé l'État vénézuélien en une sorte de grande entreprise importatrice développant des mécanismes de corruption très sophistiqués qui annihilent la production nationale. À la fin 2016, le salaire minimum réel a été établi comme le plus bas du pays au cours des vingt-cinq dernières années et l'un des moindres d'Amérique latine, et ce sur le territoire ayant les plus grandes réserves de pétrole au monde » P. Vásquez, 2018, p 4.

Pour cette sociologue, le panorama est assez dramatique ; il ne laisse entrevoir une sortie dans les décennies à venir. Le pays se trouve en état de ruine incommensurable après les 21 ans de Révolution bolivarienne.

---

[151] Journée de travail du IV[ème] congrès du Parti Socialiste Unifié du Venezuela (PSUV), 31 juillet 2018.
[152] Discours tenu par l'État à la suite de l'application d'une série de sanctions financières aux membres du gouvernement ou à leurs proches et à l'entreprise publique pétrolière PDVSA par les États-Unis.

De manière récurrente, tous ceux qui soutiennent l'actuel processus politique évoquent le blocage économique, comme cela s'était déjà produit à Cuba, au Chili et au Nicaragua dans l'histoire latino-américaine. À en croire certains spécialistes proches de cette politique tels que Katu Arkonada[153] ou Pasqualina Curgio[154], en 2018, le Venezuela a subi une guerre économique à partir des trois points fondamentaux :

- l'accaparement des produits de consommation courante (aliments et médicaments),
- l'inflation provoquée par la manipulation artificielle des taux de change,
- le blocus financier, auquel se joignent les sanctions imposées par les centres de pouvoir de l'impérialisme : les États-Unis et l'Union européenne.

Si, à ce cadre, s'ajoute la forte corruption, reconnue et évoquée dans les recherches effectuées à faveur ou contre le processus révolutionnaire, se dessine alors la crise économique actuelle du pays et l'impossibilité de développer une nouvelle économie par l'État vénézuélien. Dans cette perspective bouleversante et pour en compléter le contexte dramatique, cette situation s'accompagne d'une part d'un exode massif des habitants vers les pays voisins, ce qui se traduit par une fuite de valeurs du pays, et d'autre part de la menace judicieusement entretenue d'une possible invasion militaire extérieure du Venezuela.

La dépense publique en soutien de la politique sociale

Concernant l'investissement de la dépense publique selon le rapport des Nations Unies de 2013, entre 1985 et 1998, 78 340 millions de dollars ont été investis dans des projets sociaux, ce qui représentait un peu moins de 36 % des revenus de l'État. En revanche, entre 1999 et 2012, l'investissement social s'est élevé à 551 639 millions de dollars, ce qui représente 62,5 % du total du revenu public. Ces données sont cohérentes avec l'investissement dans l'ensemble des projets sociaux présentés comme une norme au cours de cette dernière période politique au Venezuela, 1999-2018.

[153] Katu Arkonada. Diplômé en Droit Économique, Social et Culturel et Politiques Publiques. Conseiller du gouvernement bolivien.
[154] Pasqualina Curcio : économiste vénézuélienne et professeure à l'Université Simón Bolívar (Université d'État).

En principe, le boom pétrolier[155] et la volonté de l'État représentent les deux variables qui doivent coïncider pour répondre aux besoins de logements dans le contexte vénézuélien, sans que le succès des plans ait une relation directe avec ces variables. La courbe grise représente la valeur monétaire du pétrole entre 2007 et 2017 ; la courbe bleue, la valeur de l'investissement public dans les projets sociaux. Le graphique ci-dessus, montre qu'entre 2011 et 2013, la valeur moyenne du pétrole dépasse 93 dollars le baril, ce qui présente des perspectives financières favorables pour le développement de la GMVV. De même, à partir de 2014, on note une baisse exponentielle de la valeur du pétrole. Cette chute pourrait justifier la rareté des ressources au cours de ces quatre dernières années donc la gestion difficile de l'opération elle-même et la mise en péril de sa continuité. Cette situation a certainement un impact sur la construction des logements, leur qualité et la réduction des contrats avec les entreprises liées par des accords internationaux, comme cela a été le cas depuis le début de l'opération GMVV en 2011. Selon le vice-ministre Villarroel, en 2016, l'État a investi 479 milliards de bolivars soit l'équivalent de 72 milliards de dollars. Il existe une relation proportionnelle entre le prix du pétrole en gris et l'augmentation des investissements de l'État en bleu. Ce dernier investissement a augmenté 43 fois entre 1999 et 2013.

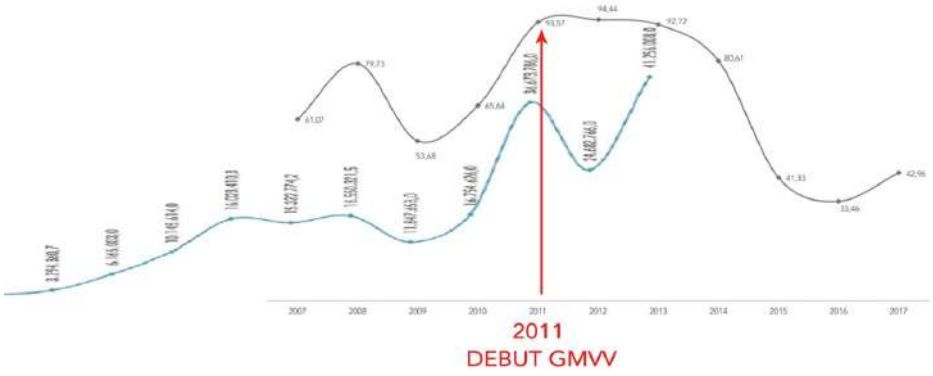


Image 13 Évolution du cours du pétrole vs investissement de l'État dans la construction de logements. Graphique : Statistiques CESLA[156] et BCV. Création personnelle.

[155] La rente collectée par l'État, provenant de la vente du pétrole, variait entre 28 et 40 milliards d'euros par an. 2017 fut marquée par des difficultés car l'État vénézuélien n'a reçu que 5 milliards de dollars. Malgré cela, l'État a maintenu ses politiques sociales, logement, santé et éducation entre autres.

[156] CESLA : Centro de Estudios Latino-Americanos, Centre d'Études Latino-Américaines, dédié à l'analyse de l'économie latino-américaine, créé dans le cadre d'activité de l'Institut Klein de l'Université Autonome de Madrid et de diverses entités privées.

3. La vulnérabilité du territoire et son impact sur les habitants

Le cadre de cette étude porte sur un territoire fortement touché par des événements climatiques divers et récurrents, fortes pluies, inondations et glissements de terrain, sécheresses, tremblements de terre, etc. Ils font partie de la vie du pays, de celle des habitants et laissent à chaque nouvelle manifestation leur empreinte sur l'histoire. Un des événements les plus importants des vingt dernières années, la catastrophe de Vargas, dont le nombre exact de victimes n'a jamais pu être évalué, a été le déclencheur d'une série de déséquilibres territoriaux et surtout psychosociaux chez la population. Ces fortes pluies qui ont touché le pays en décembre 1999, permettent d'introduire la notion de vulnérabilité et de la cerner comme une constante géographique et sociale. Dans ce contexte déjà chaotique, les nouvelles pluies de 2011 ont aggravé la situation, plongeant les habitants dans une extrême vulnérabilité. L'État engage alors le programme de construction massive de logements appelé GMVV (*Gran Misión Vivienda Venezuela*; Grande Mission Logements Venezuela), faisant alors figure de *sauveur du peuple*.

Afin de mesurer l'impact de cette vulnérabilité du pays sur ses habitants, la revue des données démographiques, puis des variables géographiques et climatologiques permet de dresser le profil du pays, et ensuite, de déterminer l'impact lui-même des catastrophes naturelles sur les habitants notamment après l'arrivée d'Hugo Chavez au pouvoir.

Nous nous appuierons principalement ici sur le rapport de la Prévention des Catastrophes de la Communauté Andine (*Prevención de Desastres de la Comunidad Andina,* PREDECAN) élaboré par María Beatriz Aranguren (2006-2008), le projet de recherche présenté par le Réseau d'Études Sociales en Amérique Latine (LA RED : *la Red de Estudios Sociales en América Latina*), les études ou analyses émises par FLACSO, CESLA et autres. En complément, font également référence des ouvrages tels que Contributions sur les Risques Urbains de Caracas de Julien Rebotier (2009), l'Anthropologie de la Tragédie de Vargas de Sandrine Revet (Presses de la Sorbonne Nouvelle, Paris, 2007) et la Vulnérabilité par Rogelio Altez (2010). Viennent s'y ajouter différents auteurs qui ont traité le sujet des catastrophes et de leurs relations existantes avec des événements naturels, de leurs effets produits sur la société et du domaine de responsabilité de l'État face à ces manifestations. La forte

vulnérabilité sociale et géographique du pays aux catastrophes, leur répercussion sur l'insertion des projets de logements dans les sites, la compréhension de leurs effets sur la société, sont autant de sujets d'intérêt. Face aux traumatismes engendrés par ces événements, le pays et ses habitants sont très marqués même si des nuances sont perceptibles en fonction des situations politiques, économiques ou encore physiques.

Estimation. Migration du Venezuela 2020

Image 14 Estimation. Migration du Venezuela. Certains pays comme les États-Unis et d'autres en Amérique centrale ne sont pas représentés. Pour compléter ces informations, voir le tableau précédent. Source: Refugee and migrant response plan 2020

Un vaste territoire pour 30 millions d'habitants

Le Venezuela est considéré comme un État fédéral. Son organisation politique territoriale établit que :

> « [...] dans le but d'organiser politiquement la République, elle se divise en entités d'États, du District Capitale[157], des Dépendances Fédérales et des Territoires Fédéraux… » CRBV, article 6, 1999.

Le pays est composé de 23 États, d'un District Capitale, de 235 îles et 71 îlots et récifs dans la mer des Caraïbes qui composent les Dépendances Fédérales. Les États sont les divisions politiques fondamentales du pays. En accord avec l'article 164 de la Constitution, chaque État doit dicter sa propre constitution et organiser son territoire en Municipalités à travers une Loi de Division Politique Territoriale ; les Municipalités peuvent ainsi être redécoupées en Paroisses. Les Entités Fédérales, ont le pouvoir de définir et de délimiter leur propre organisation territoriale interne, Municipalités et, dans certains cas, Paroisses.

Le premier recensement remonte à 1873 sous la présidence (1870-1877) d'Antonio Guzman Blanco (1829-1899), et comptait à l'époque un total de 1 784 194 vénézuéliens. 138 années plus tard, le 14e et dernier recensement, réalisé sous la présidence d'Hugo Chavez en 2011 constatait la multiplication par 15 de la population.

Selon l'INE le XIVe Recensement National de la Population et du Logement de 2011, 27 227 930 personnes ont été enregistrées, dont 13 549 752 hommes et 13 678 178 femmes, ce qui représente un indice de masculinité de 99,1 hommes pour 100 femmes. En ce qui concerne la structure d'âge, il ressort que le groupe des 0 à 14 ans a diminué de 10,2 points au cours des 21 dernières années, passant de 37,2 % en 1990 à 27 % en 2011, principalement lié à la baisse de la fécondité. En parallèle, la population des 15 à 64 ans a augmenté, évoluant de 58,8 % en 1990 à 67 % en 2011. Dans cette étude, 1 718 171 personnes ont été omises, soit en raison de la difficulté d'accès à leur lieu de résidence, soit parce qu'elles ne se trouvaient pas dans leur foyer au moment du recueil des informations ; cela porterait la population totale à 28 946 101 personnes.

[157] Selon le document La Transition Démographique en République Bolivarienne du Venezuela (RBV), 2000-2050, Dans le cas du District Capitale, son organisation politique territoriale est régie suivant la Loi Spéciale sur l'Organisation et le Régime du District Capitale approuvée par l'Assemblée Nationale et publiée au Journal Officiel de la République Bolivarienne de Venezuela N° 39156 du 13 avril 2009.

Depuis 2015, les chiffres de population sont difficiles à appréhender en l'absence de recensement officiel et en prenant en considération l'émigration de plus en plus importante depuis cette date. Des rapports non officiels estiment une émigration équivalente à 10 % de la population au cours des trois dernières années (CSIS, 2019) ; certaines estimations en février 2019 se montent à 17 % de la population. Selon le Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires des Nations Unies (BCAH - OCHA[158]), 3 millions d'habitants sont actuellement hébergés dans des pays d'Amérique latine et des Caraïbes, où se présentent environ 2,4 millions de réfugiés et de migrants en provenance du Venezuela. Selon un rapport de l'ONU et le Programme Alimentaire Mondial (PAM; WFP : World Food Program), le porte-parole Hervé Verhoosel, confirme que si la situation actuelle persiste, environ 5,3 millions de Vénézuéliens vivront en dehors du pays d'ici la fin décembre 2019.

> « C'est l'un des exodes de masse les plus importants dans l'histoire de l'Amérique latine et ces mouvements de populations devraient se poursuivre en 2019 et au-delà. C'est une crise migratoire sans précédent. »

Ce même recensement indique un taux d'alphabétisation de 95,1 % au niveau national, ce qui représente une augmentation de 4,4 points par rapport à 1990 et de 1,5 point par rapport à 2001 ; ce niveau fait référence au groupe qui a déclaré savoir lire et écrire dans la population de 10 ans et plus. Comme toute statistique déclarative, ces données sont sujettes à caution.

Le pays de la diversité : climat et relief

Le Venezuela présente un relief assez hétérogène :

- l'ouest qui s'étend depuis les sommets de la Cordillère des Andes jusqu'aux plaines deltaïques est montagneux ;
- le Centre-Sud se caractérise par des plaines humides (llanos) ;
- le Nord est constitué de la Cordillère de la Côte, qui est la continuité de la Cordillère des Andes ;
- le sud de l'Orénoque comprend la vaste zone des plateaux du Massif des Guyanes[159].

Le pays est entièrement situé dans l'hémisphère Nord, mais sa limite sud-est très proche de la ligne de l'Équateur. Du fait de la diversité des reliefs et suivant la position géographique, la relation avec les événements naturels est également différenciée. La côte ou zone la plus au nord se trouve sur la bordure

[158] UN-OCHA : United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs.
[159] La région la plus étendue, avec 50 % de la superficie totale du pays.

des plaques tectoniques caraïbe et sud-américaine, raison pour laquelle elle est sujette aux tremblements de terre. Néanmoins, c'est là que se concentre la plus grande partie de la population. L'intérieur du pays et la forêt amazonienne sont beaucoup plus stables, mais soumis aux risques d'inondations et de glissements de terrain les plus forts du pays.

Le climat du Venezuela présente des caractéristiques propres à la zone intertropicale avec des températures qui oscillent entre 20 °C (nuit) et 33 °C (jour) tout au long de l'année et des précipitations importantes entre mai et novembre. Les conditions climatiques diffèrent selon les régions et leur géographie (altitude en particulier) :

- climat de jungle humide au sud,
- climat de savane et de forêts trophophiles semi-sèches et humides situées dans une grande partie des plaines humides centrales et orientales avec des variantes sur la zone côtière
- climat tempéré en altitude dans la région des Andes qui permet l'exploitation des terres par travaux agricoles tout au long de l'année (Aranguren, 2006).

4. Aléas climatiques : transformation d'une société et de son territoire

De nombreuses disciplines donnent des définitions des désastres ou des catastrophes naturelles. À choisir parmi elles prédomine le caractère exceptionnel de l'événement qu'une population subit et qui va fortement l'ébranler ; il crée une situation de crise, qui de ce fait engendre un degré élevé de vulnérabilité du site et de ses habitants. Dès 1945, a débuté l'étude sociale des catastrophes comme domaine de recherche avec les travaux sur les inondations du géographe Gilbert Fowler White (1911-2006), aux États-Unis. Ensuite, entre 1960-70, des chercheurs américains comme Enrico Luis Henry Quarantelli (1924-2017), Russell R. Dynes et Gary A. Kreps, se sont également distingués par des contributions qui feront le lien entre le comportement collectif et l'analyse organisationnelle. Plus précisément, la sociologie, la géographie et la psychologie ont contribué à approfondir ces thèmes. Elles apportent des éléments de compréhension sur la façon dont ces désastres et catastrophes naturelles sont perçus, influent et impactent la société. Toujours dans la deuxième moitié du XX^{e} siècle, des auteurs comme Charles Fritz (1961), Louis Crocq (1987), Quarentelli (1987), Kreps (1984), Allan Michael Lavell (1994), ont exploré la manière dont la société perçoit et accepte les désastres

ou les catastrophes naturelles. D'autres travaux ont fourni une vision de ces événements sous forme de « problèmes de développement non résolus » Anders Wijkman et Lloyd Timberlake (1985), ou encore sur la « sociologie du risque » Ulrich Beck (1986/2001), Niklas Luhmann (1993), Anthony Gidden (1994), Bruno Latour, 1997. D'autres spécialistes ont défini le désastre comme « un événement préjudiciable pour la communauté humaine qui en souffre » René Noto, Pierre Huguenard, Alain Larcan (1987).

Dans le contexte de l'Amérique latine et en rapport avec le logement, on notera l'étude d'Ian Davis (1987), à laquelle s'ajoutent les travaux de Frederick C. Cuny (1983). La contribution de ces auteurs à la compréhension des catastrophes naturelles concerne la prise en compte des facteurs qui les produisent, leurs antécédents et les éléments qui interviennent dans cette situation de crise, la valeur de l'intervention d'organisations collectives dans la gestion de la crise.

Le terme de catastrophe[160] concerne ainsi un événement qui affecte négativement la vie et qui, a fortiori, produit des changements permanents dans la société ou l'environnement. En parallèle, un désastre se définit comme le changement brusque de l'état d'un système dynamique à partir de l'altération de l'un de ses paramètres. Dans le langage commun, ce terme est utilisé pour désigner un événement ou une situation grave d'origine naturelle ou artificielle, dont les effets touchent le collectif. Il est associé à celui de catastrophe, qui dans le cas présent, se cantonne au cadre des catastrophes naturelles. Son caractère collectif et inhabituel, sa brutalité, sa soudaineté, les dommages et dégâts sont finalement les caractéristiques qui font d'un désastre un événement néfaste. L. Crocq (1987) ajoute la notion de perturbation sociale, qui n'est autre que « l'altération des systèmes sociaux fonctionnels » (Sigales Ruiz, 2006), pour qualifier l'impact de tels événements. Dans l'Antiquité, l'origine des désastres était vue comme fortement liée à la punition d'une divinité ou au mécontentement des dieux. Cette notion est bien présente culturellement dans le contexte vénézuélien ; il suffit de se référer aux controverses relevées entre le clergé et les politiques, lors de la Tragédie de Vargas. C'est une imbrication symbolique qui se retrouve clairement dans la façon de décrire et de rendre

[160] Un malheur terrifiant et violent (secousse, calamité, cataclysme, coup, désastre, drame, ruine, infortune). Événement terrible ⇒courir à la catastrophe, éviter la catastrophe; désastre, drame accidentel, sinistre qui cause la mort de nombreuses personnes, catastrophe aérienne, catastrophe naturelle (Dictionnaire Le Robert; Rey et Rey, 1998).

compte de ces événements.

La première définition de catastrophe a été proposée par le scientifique et sociologue Charles Fritz :

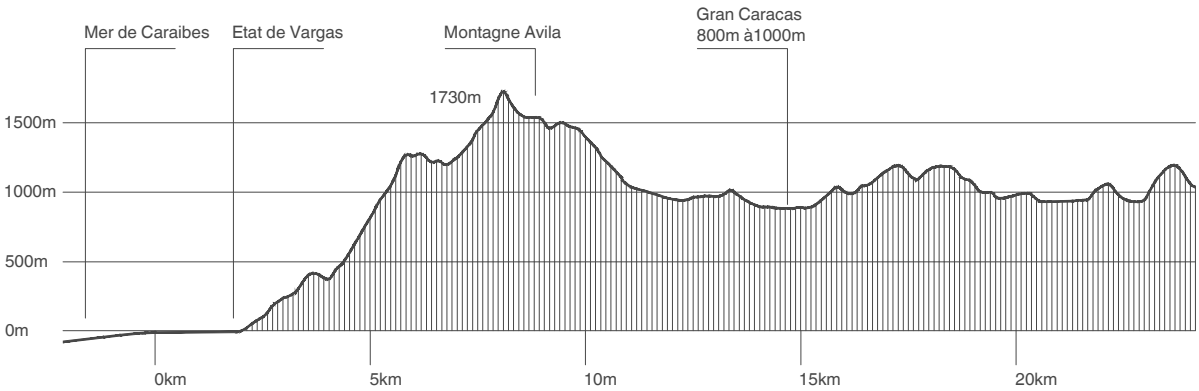
> « il s'agit d'un événement, concentré dans le temps et l'espace, dans lequel une société ou une subdivision de la société, relativement autonome, subit un dommage grave et encourt la perte de ses membres et de ses effets physiques, et dont la structure sociale se voit interrompue et dont l'accomplissement de tout ou partie des fonctions essentielles de la société se trouve empêché. » Ch. Fritz, 1961, p 655.

Cette approche souligne l'impact des pertes en vies humaines et matérielles causées par un événement ou phénomène naturel, tel que tremblement de terre, inondation, tsunami, glissement de terrain... Selon le Bureau des Nations Unies pour la Réduction des Risques de Catastrophes (UNISDR : *United Nations Office for Disaster Risk Reduction*), les catastrophes ne sont pas naturelles, mais sont le résultat des omissions et du manque de prévention et de planification face aux phénomènes de la nature.

La vulnérabilité se réfère à une série de caractéristiques différenciées de la société, ou de ses sous-ensembles, qui la prédisposent à subir des dommages face à l'impact d'un événement physique externe et qui rendent difficile sa récupération ultérieure. Elle est synonyme de faiblesse ou fragilité, c'est l'antithèse de la capacité et de la force. (Lavell, 1996).

Au Venezuela, la particularité des projets de logements sociaux se situe au niveau de leur insertion dans ce contexte d'extrême vulnérabilité à la fois sociale et territoriale, et des effets que leur réalisation produit sur la société. Cette situation n'est pas si éloignée d'une forme de traumatisme, exprimé par ses habitants, tant le contexte est sensible, délicat et en même temps, chargé de nuances politiques, économiques, humaines et physiques.

Vue aérienne du Grand Caracas, montagne Avila et Guaira (Etat de Vargas)



Coupe de principe Grand Caracas, montagne Avila et Guaira (Etat de Vargas)

Contexte géographique du Grand Caracas

Image 15. Contexte géographique du Grand Caracas. Source Google Earth 2020. Image @fm/yww 2020.

Catastrophes naturelles et désastres majeurs au Venezuela

Au Venezuela, quatre types d'événements naturels sont susceptibles d'entraîner des désastres majeurs :

- hydrométéorologiques, comme la pluie, les tempêtes, les inondations, les glissements de terrain et les coulées de boue ;
- liés aux sécheresses et aux conséquences du manque d'eau, incendies ;
- géologiques, tels que les tremblements de terre,
- pandémiques, tels que les maladies et les épidémies, qui, en raison de leur nature et compte tenu de la période où s'est déroulée notre étude, ne seront pas pris en considération.

> « Dans cette occupation du territoire, les acteurs politiques, sociaux, économiques et techniques, nous ont rendus complices de la construction de la vulnérabilité face aux menaces d'origine naturelle comme les séismes, les coulées de boue torrentielles, les inondations et les glissements de terrain, entre autres. À elle seule l'occurrence de catastrophes nous rappelle le rôle que chacun des acteurs de la société tient dans les étapes de la prévention du problème : La Construction de la Vulnérabilité et la Gestion des Risques. » (Institut Géographique du Venezuela, 2003).

Encore en 2018, la Fondation vénézuélienne de Recherche Sismologique (Funvisis : *Fundación Venezolana de Investigaciones Sismológicas*) indique que 80 % de la population vit dans une zone à risques sismiques élevés, lesquels augmentent à mesure que s'accroissent le nombre d'habitants et les investissements d'infrastructure. Parmi d'autres statistiques, la base de données *DesInventar*[161] estime qu'entre 1948 et 2005, ces désastres ou catastrophes naturelles ont détruit 52 684 logements, et occasionné des dégâts partiels sur 188 222 logements. Sur le plan humain, le bilan fait état de 16 136 morts[162], 2 981 055 blessés et 4 050 225 personnes sinistrées.

Tremblements de terre, incendies, débordement de fleuves, etc. les catastrophes naturelles[163] recensées sur cette période ont des origines

[161] Système d'inventaire des effets de catastrophe qui permet de représenter toutes les variables considérées géographiquement au moyen de la collecte de données. Opéré par LA RED.
[162] Dépend de l'évaluation faite des victimes de la Tragédie de Vargas de 1999.
[163] Liste chronologique des catastrophes qui ont généré de forts impacts, de 1970 à nos jours : l'incendie de la centrale électrique de Tacoa dans l'État de Vargas, avec plus de 150 morts en décembre 1982; le débordement du fleuve El Limón dans l'État d'Aragua, le 6 septembre 1987, avec plus de 500 morts et des milliers de sinistrés; le tremblement de terre de Cariaco dans l'État de Sucre, en juillet 1997, avec une intensité de 6,9 degrés sur l'échelle de Richter, avec près de 100 morts et plus de 500 blessés; les flux de boue et décombres dans l'État de Vargas en décembre 1999 avec environ 20.000 morts (?); les

diverses. Néanmoins, la Tragédie de Vargas mérite une attention particulière. Elle est considérée comme la catastrophe naturelle la plus tragique qui se soit produite dans le pays depuis le tremblement de terre de 1812. Son impact a été très lourd, mais il a fallu attendre une nouvelle séquence de fortes pluies, 10 ans plus tard, pour justifier, dans une certaine mesure, l'initiative de lancer la politique de logement de la GMVV.

La Tragédie de Vargas : une catastrophe sans précédent et l'émergence d'un nouveau discours de l'État

En décembre 1999, de fortes précipitations se sont intensifiées sur le versant nord du littoral central, saturant le sol des flancs montagneux et produisant de multiples glissements de terrain ; ils ont généré des coulées de boue et de gravats, faisant glisser la couverture végétale, détruisant sur leur passage les logements et les infrastructures. Selon le rapport OCHA-PNUD, on estime que dans les huit États touchés, le nombre de morts oscille entre 15 000 et 30 000, 273 000 personnes ont été sinistrées et 64 000 logements endommagés (OCHA, PNUD, 1999). Le choc a été national. Outre les milliers de morts, cette tragédie laisse des images de désolation, de maisons inondées, de villages entiers dévastés, de communautés détruites, de débordements de criques, de disparition de quartiers. Aujourd'hui encore, le souvenir de cet épisode est tangible, les traces sont encore parfaitement visibles. L'État de Vargas fut le plus affecté, mais Caracas dans sa partie ouest située dans l'État de Miranda constitue la deuxième zone la plus touchée du pays.

Ce même mois, le Président Hugo Chavez, élu le 6 décembre 1998, propose un référendum consultatif pour approuver[164] la Constitution bolivarienne de 1999.

---

inondations de Guasdualito dans l'État d'Apure, en juillet 2002, avec 35.000 sinistrés ; le débordement du fleuve Mocotíes dans l'État de Mérida, en février de 2005, avec 16.000 sinistrés. (PREDECAN). Pour plus d'information, voir le rapport

[164] Les propositions de cette modification consistaient à :
- Garantir le caractère fédéral, démocratique et décentralisé de gouvernement.
- Éliminer le Sénat et les sénateurs à vie, le Congrès allait s'appeler Assemblée Nationale et être monocaméral.
- Réorganiser les pouvoirs publics allant de 3 à 5, créant le pouvoir électoral et moral (qui sera expliqué plus tard).
- Rendre possible l'apport d'amendements et de réformes à la Constitution à travers la convocation de référendum.

La date officielle est fixée au 15 décembre 1999 ; un jour dont on se souvient aujourd'hui comme :

> « le jour où la montagne avança jusqu'à la mer ».

Glissement de terrain « avant-après » la Tragédie de Vargas en 1999.

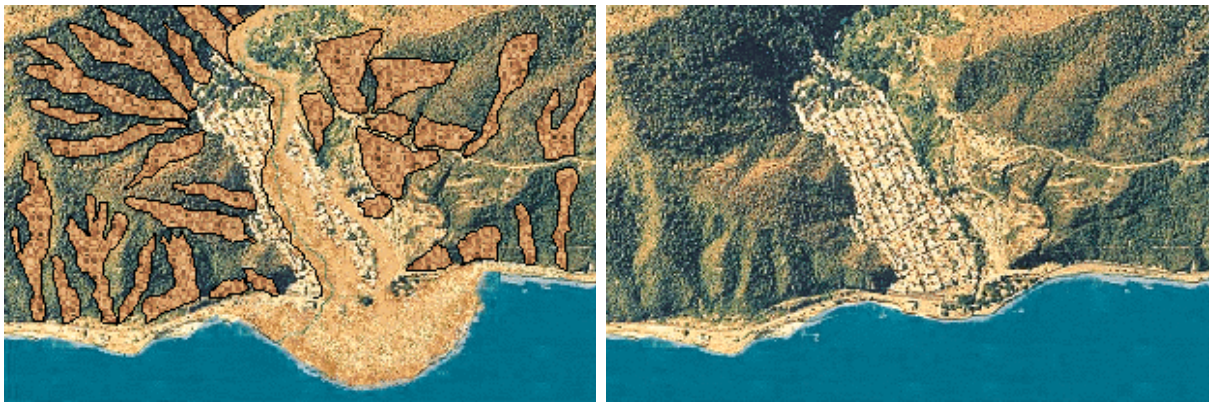


Image 16. Glissement de terrain « avant-après » la Tragédie de Vargas en 1999. Source : Ignacio Rincón. Courtoisie. Montage et simulation de glissements de terrain et sédimentation. Carmen d'Uria. État de Vargas. Salle de modélisation environnementale. CENAMB-UCV.

Les pluies abondantes avaient saisi le pays. Entre proposition présidentielle et catastrophe naturelle, une atmosphère de forte tension s'est installée avec la suspension possible du processus électoral. Dans la nuit du 14 décembre à la télévision nationale, le président Hugo Chavez exhorte la population à voter et s'exclame :

> « [...] et si à cause de la nature demain se lève sous la pluie, ne pas cesser de se souvenir de la phrase que Bolívar a dit : "si la nature s'y oppose, nous nous battrons contre elle et nous ferons en sorte qu'elle nous obéisse." »

Les pluies n'ont cependant pas cessé, la situation a empiré dans les heures qui ont suivi, déclenchant la catastrophe reconnue aujourd'hui comme la Tragédie de Vargas qui, du fait de la coïncidence avec cet événement politique, a déclenché une vague de grandes discussions et de tensions entre l'Église catholique, l'État et ceux qui s'opposaient à la modification constitutionnelle. Au cours de cette confrontation dramatique, l'Église a utilisé les termes de *punition*

- Changer les périodes constitutionnelles, le mandat présidentiel passe de 5 à 6 ans, celui des gouverneurs de 3 à 4 ans et celui des maires est maintenu à 4 ans.
- Rendre possible une réélection immédiate du Président, des Gouverneurs, des Maires, des Députés, des Conseils législatifs, des Conseils municipaux.
- Changer le nom du pays de République du Venezuela à République Bolivarienne du Venezuela.
- Créer le District Capitale pour remplacer le District Fédéral, ainsi que la Mairie du Grand Caracas (Alcaldía Mayor) ou District Métropolitain de Caracas.
- Créer le Défenseur du Peuple.
- Accorder le droit de vote à l'armée active entre autres.

divine pour qualifier la situation politique. L'impuissance face aux aléas climatiques et le désir de protéger la vie des gens dans ce contexte de crise ont exacerbé de nombreuses émotions difficiles à contrôler à ce moment-là.

Le président Hugo Chavez avait alors répliqué en traitant les évêques de *diables en soutane*. Le conflit entre le Président et certains courants du clergé catholique était ouvert. En interprétant le désastre comme le message d'un Dieu courroucé par le résultat du vote, l'archevêque place le débat sur la scène politique ; Dieu se serait donc immiscé dans le débat politique en laissant se produire le déluge. Et si la Nature est présentée comme une actrice à part entière du désastre, il s'agit d'une Nature divinisée (la majuscule en témoigne), un instrument de la puissance sacrée. (Revet, 2010)[165].

L'État répond à ces attaques, mais l'ampleur de la tragédie ne laisse aucune place à la tolérance pour ce débat[166]. Une multitude d'opinions dans les secteurs public et privé ont attribué le décès de nombreuses personnes au fait de n'être pas restées chez elles pendant le processus électoral. L'État a été jugé responsable et tout particulièrement le président Hugo Chavez pour avoir incité les gens à sortir de chez eux. On lui reprochait de n'avoir pas différé les élections à ce moment-là. Les résultats présentés par le Conseil National Électoral (CNE) furent majoritairement favorables à 71,78 % à la modification de la Constitution. Toutefois, avec un taux d'abstention de 55,62 %, seuls 31,85 % du corps électoral, soit 1 534 869 de votants sur les 4 819 056 d'électeurs recensés l'ont approuvée.

Lors de ses cours *Sécurité, territoire et population* au Collège de France (1977-1978), Michel Foucault, nous rappelle que l'État est né au moment où il dit « je vous protège », c'est l'État sous diverses formes qui assure une protection. Au Venezuela, face à cette catastrophe la population demande une protection. Elle sera garantie par l'État, incarné par Hugo Chavez, vu comme un dieu, le protecteur en pleine situation de tragédie, ce qui va engendrer un nouveau discours, qui se maintiendra encore après sa mort.

---

[165] Sandrine Revet (2010) et Julien Rebotier (2009) rassemblent les détails de cette tragédie et d'autres dans le contexte vénézuélien.

[166] À ce titre, le président Hugo Chavez s'identifie comme un homme intransigeant et davantage préoccupé à poursuivre la transformation de l'État, présentée dans son projet de gouvernement.

Mon expérience personnelle

À ce moment-là, je faisais partie de la Protection Civile (Protección Civil). À ce titre, j'ai vécu l'expérience de « descendre » en hélicoptère à Vargas, puisque les routes normales ne permettaient pas l'accès aux centres où les gens pouvaient être accueillis. D'en haut, je pouvais voir comment la boue avait complètement enseveli des territoires entiers et balayé des rues où seule la partie supérieure des feux de circulation était visible. Tout était sous la boue. Je conserve des images incroyables avec le souvenir d'une désolation absolue où tout était détruit. J'ai été témoin de la façon dont la force de la boue déplaçait des cadavres et d'énormes rochers, ce qui générait un nouveau paysage. Je ne reconnaissais plus certains des endroits où nous passions, même si j'y avais vécu pendant de nombreuses années auparavant. Après la participation à cette opération à Vargas pendant deux semaines et demie, j'ai poursuivi ma collaboration au Poliedro, un espace permettant d'accueillir tous les réfugiés. Là, nous avons coordonné la réception de l'aide humanitaire. De jour comme de nuit, il s'agissait d'organiser la possibilité de réunir les familles et les proches, car la plupart d'entre eux étaient dans un grave état de crise et d'impact émotionnel. Cette situation a duré des mois, voire des années pour certains réfugiés. Cette collaboration s'est poursuivie jusqu'à ce que je reprenne mes activités professionnelles et académiques de l'époque. Par pure coïncidence, un an auparavant, l'État avait proposé une étude d'Adaptation Physique des Cités[167] à laquelle j'ai participé avec le Conseil National du Logement dans les cités de Nueva Tacagua et de Macuto. À l'époque je n'avais pas le profil de chercheur, mais l'expérience de ce moment combinée au travail dans les cités précaires me permet de corroborer le traumatisme constaté dans les interviews effectuées de 2015 à 2018. Un traumatisme qui a pour conséquence la peur de la pluie, la peur de perdre son logement (de cause naturelle ou par absence d'un titre de propriété), l'appréhension d'être à nouveau déplacés, ainsi que divers sentiments qui seront évoqués avec les résultats des analyses. Moi-même ayant été observatrice et intervenante pour la Protection Civile lors de cette tragédie, mon appréciation et mon interprétation restent sensibles, encore aujourd'hui, à la parole des victimes qui ont participé à mes enquêtes lors de la présente étude.

[167] À titre professionnel, j'ai participé au projet *d'Habilitación Fisica de Barrios* réalisé à Caracas à la fin des années 1990. Dans un groupe multidisciplinaire, nous avions de nombreuses activités de réflexion sur la ville, notamment sur l'insertion du tissu informel dans le formel avec la participation des habitants. Ce programme a été lancé par l'État juste avant l'arrivée d'Hugo Chavez au pouvoir et géré par le Conseil National du Logement (*Consejo Nacional de la Vivienda* : CONAVI). Après l'arrivée d'Hugo Chavez, le programme 'Une Caracas plus humaine, un effort de tous' avait pour vocation de planifier, diriger et coordonner des opérations inhérentes au processus d'humanisation de la ville. Ceci s'est traduit par la création de journées d'aménagement des constructions et de développement d'espaces éducatifs et sportifs dans des quartiers défavorisés. Au cœur de ce projet, j'étais responsable du quartier *23 de Enero*, une des cités les plus importantes de Caracas par sa taille et le nombre de ses habitants. Cette expérience opérationnelle a enrichi mon travail de chercheuse sur les cités précaires et m'a donné un regard particulier, notamment lors des interviews menées de 2015 à 2018.

Après le déluge, la sécheresse

Si l'on reprend la chronologie des catastrophes, survenues au cours du dernier trimestre de 2009, un événement météorologique antagoniste s'est produit : une longue période de sécheresse s'installe dans le pays, influencée par le phénomène climatique El Niño, qui se caractérise par des températures anormalement élevées de l'eau dans la partie est de l'océan Pacifique Sud, une modification des courants côtiers, de fortes variations de la pluviométrie et des vents. Ce phénomène a duré jusqu'en avril 2010 et a occasionné une sécheresse historique[168], qui a affecté l'environnement, les modes de production et la vie quotidienne au Venezuela. L'effet appelé anti-Niño ou La Niña a été à l'origine d'un long épisode pluvieux à la fin de l'année 2010 ; des précipitations se produisirent sur tout le territoire national, de façon constante et en grande quantité, réveillant le souvenir de la Tragédie de Vargas.

Le 29 janvier 2011, l'état d'urgence a été décrété pour une durée de 90 jours, donnant le départ de la Grande Mission du Logement au Venezuela (GMVV). L'exposé des motifs du dit décret précise son but :

> « D'activer un ensemble de mécanismes extraordinaires qui sera dirigé par le Gouvernement de la République Bolivarienne du Venezuela, en coordination avec d'autres entités de l'État social du Pouvoir populaire et du secteur privé, avec pour objet de faire face avec succès et rapidité, à la grave crise de logement dont souffre la population vénézuélienne, et qui est une conséquence du modèle capitaliste exploiteur et excluant qui a été imposé au Venezuela au cours des cent dernières années. Tout cela aggravé par les mauvaises conditions climatiques dues au changement climatique, qui se sont manifestées récemment et dont les terribles effets ont causé, non seulement, de grandes dévastations dans les quartiers construits dans des zones instables en milieux urbains, mais aussi d'immenses inondations dans les zones rurales du pays, générant des situations de risques, ainsi que de terribles états d'angoisse, de peur et d'anxiété chez des millions de Vénézuéliens et de Vénézuéliennes. »[169].

[168] L'effet le plus négatif de cette sécheresse s'est traduit par des incendies de forêt. Du 1er décembre 2009 au 12 février 2010, 42 incendies ont été enregistrés dans le parc national *Waraira Repano*, de Caracas. Dans l'État d'Aragua, le parc national Henry Pittier a été touché ; de même les États de Táchira et de Monagas ont signalé des dommages importants causés par les incendies de forêt. À la fin de la saison sèche, vers mai 2010, plus de 1 000 hectares de parcs nationaux étaient ravagés par les flammes, avec tous les dommages à la faune et à la flore de ces zones (Rapport País, 2010).
[169] Décret Numéro 6.018 extraordinaire.

Zones d'urgence habitées. AREHA, AVIVIR, Villes socialistes et GMVV à Caracas

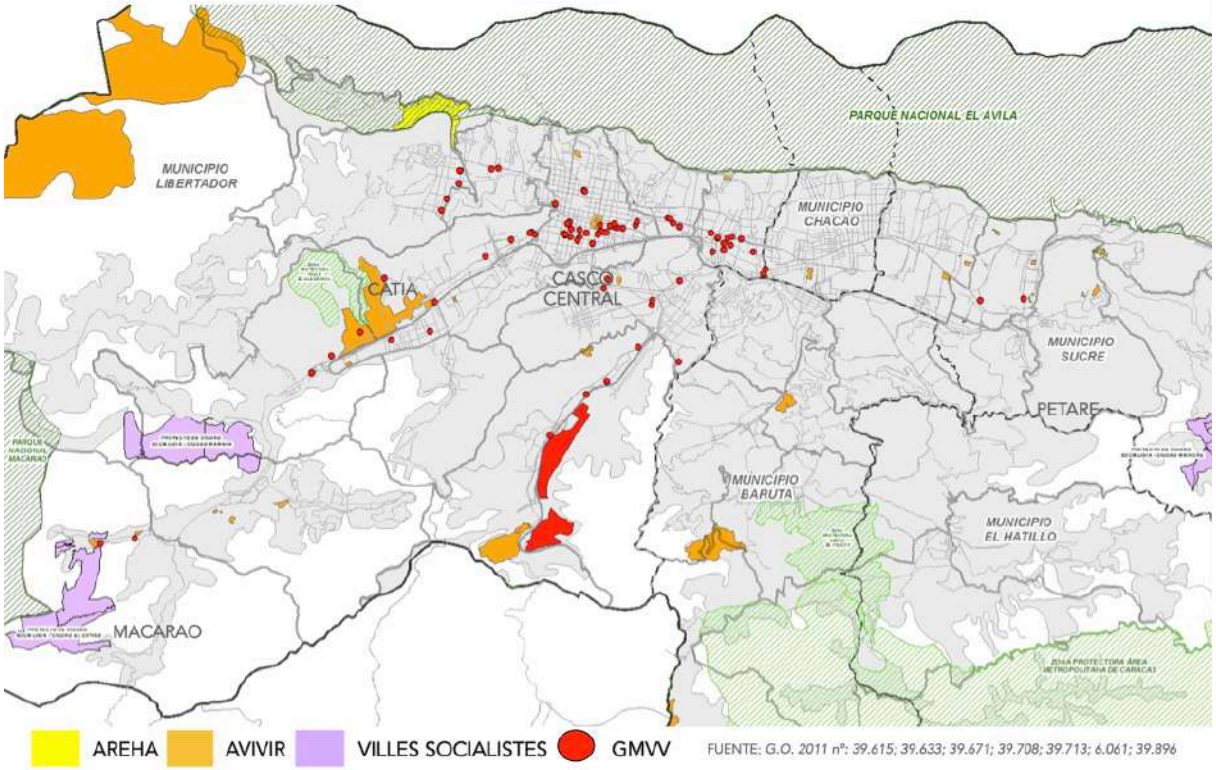


Image 17. Zones d'urgence habitées. AREHA, AVIVIR, Villes socialistes et GMVV à Caracas. Source IMUTC 2017.

Tout en exprimant la complexité de la situation et au vu du risque imminent, il est nécessaire de créer de nouveaux instruments, puisque les lois existantes n'envisagent pas la résolution d'une telle problématique. Dans ledit décret, sont créées et délimitées des Zones d'Urgence Habitées (AREHA : Área de Emergencia Habitacional), les Zones de Risque (ZORI : Zonas de Riesgo), les Zones de Danger Potentiel (ZOPO : Zonas de Peligro Potencial) et les Zones de Danger Imminent (ZOPI : Zonas de Peligro Inminente), ainsi que les Zones Vitales de Logements et de Résidences (AVIVIR : Áreas Vitales de Viviendas y de Residencias). En complément, l'État propose de réorganiser la distribution et l'utilisation de chaque territoire, qu'il soit urbain ou rural afin de le destiner en priorité et en urgence à la construction de logements unifamiliaux ou multifamiliaux, de micro communautés, de petits quartiers, de grandes cités ou de nouvelles villes (Article 3).

Création d'AREHA-AVIVIR dans l'État La Guaira. Exemple ponctuel de la construction de la Ville socialiste Hugo Chavez.

Image 18. Création d'AREHA-AVIVIR dans l'État La Guaira. À gauche en 2010 et à droite en 2018. Exemple ponctuel de la construction de la Ville socialiste Hugo Chavez. (Google Map 2010-2018) @yww 2018.

Les AVIVIR sont des domaines où l'État réorganise intégralement le territoire pour le destiner, de manière prioritaire et urgente, à la construction de logements. En 2011, environ 219 AVIVIR ont été créés, représentant une superficie de 5445 hectares[170]. Sur la base de la déclaration d'AVIVIR, des terrains privés, des parkings et des usines situés dans ces lieux sont réquisitionnés. La création de ces zonages spéciaux implique une planification associée à la conception du nouvel urbanisme qui doit tenir compte du fait que de nombreux endroits ne conviennent pas à la construction de résidences. Il en est ainsi de la ville socialiste Hugo Chavez Frias, un ancien parking devenu quartier résidentiel. Certaines propositions excluaient la planification et/ ou le coût des services publics et de voirie, pourtant indispensables à une cité résidentielle, occasionnant des déséquilibres avec une incidence directe sur la qualité de vie des futurs habitants et des résidents déjà installés dans ces zones.

170

J. O. N°	Date	Nb. zone	Hectares	J. O. N°	Date	Nb. zone	Hectares
39 615	14/02/2011	17	1325	39 708	7/07/2011	89	2 452
39 779	18/10/2011	1	20	Ext 6061	9/12/2011	112	1648

Vulnérabilité et situation de risque : l'État Providence/ Ancrage dans un territoire

Les niveaux élevés de vulnérabilité sont étroitement liés à l'ignorance des dangers auxquels les personnes se trouvent exposées. Cette constatation touche en particulier, les populations qui résident dans les zones à plus haut risque.[171] Le développement économique des grandes métropoles a attiré un nombre important de personnes à venir vivre en ville, c'est le cas de Caracas, sans pour autant qu'il y ait une offre adéquate de logements convenables en quantité, en qualité et/ ou en coût d'accès (achat ou location). En conséquence, occupations spontanées, quartiers insalubres et taudis se sont développés, en grand nombre dans les endroits disponibles, bien souvent les plus délaissés du fait de leur géographie escarpée, ou de leur sensibilité à des risques environnementaux, à l'insécurité, à l'éloignement et au manque des services de base. Ainsi, des communautés se sont installées ici et là, à proximité de ravines pour s'approvisionner en eau, dans des constructions fragiles et complètement inadaptées au relief du sol. La permanence de cette situation de vulnérabilité est devenue un standard, auquel s'ajoute un phénomène très caractéristique de forts attachements à ce sol. Après le chômage lié à la perte de logements lors de diverses tragédies, certaines personnes reviennent, au fil des années, construire elles-mêmes leurs logements informels au même endroit soulignant l'enracinement à leur habitat et à leur terre[172].

Les experts ainsi que l'État se soucient peu de réfléchir aux moyens nécessaires à la relocalisation ou au relogement des personnes déplacées, victimes de tels désastres. Cela permettrait pourtant d'éviter que les personnes touchées subissent un second traumatisme comme plusieurs d'entre elles le soulignent dans les interviews menées dans la ville socialiste Ciudad Caribia et d'autres cités de la GMVV, après la perte de leur logement : difficulté à vivre isolées ou dans des endroits éloignés de leur mémoire collective. Les habitants affirment que la relocalisation demande à nouveau une capacité d'adaptation en sus de celle dont ils ont dû faire preuve pendant les différents désastres. Ils se

[171] Il convient de mentionner que ce ne fut pas seulement la classe la plus défavorisée qui a subi des dommages. Même si son pourcentage fut beaucoup plus élevé, toutes les strates de la population ont souffert d'une façon ou d'une autre lors de cet événement.

[172] Sandrine Revet : Anthropologie d'une catastrophe : les coulées de boue de 1999 au Venezuela. Valérie November, Marion Penelas, Pascal Viot : Habiter les territoires à risques. Entre 2006 et 2007, le quartier de la Veguita a été reconstruit par CorpoVargas avec eau courante, éclairage public et trottoirs, sur un site de taudis, en zone exposée.

sentent déstabilisés et vulnérables à chaque emplacement. C'est pourquoi J. Rebotier (2009) évoque les relations entre les risques naturels face au pouvoir, qui conduisent à la création de certaines zones urbaines. Il s'interroge sur la façon de gérer la construction de la ville en tenant compte des zones à risque et remarque que cette situation se transforme en argument et instrument d'action publique.

De l'État protecteur à l'État sauveur.
Logements affectés vs décès lors de vulnérabilité territoriale

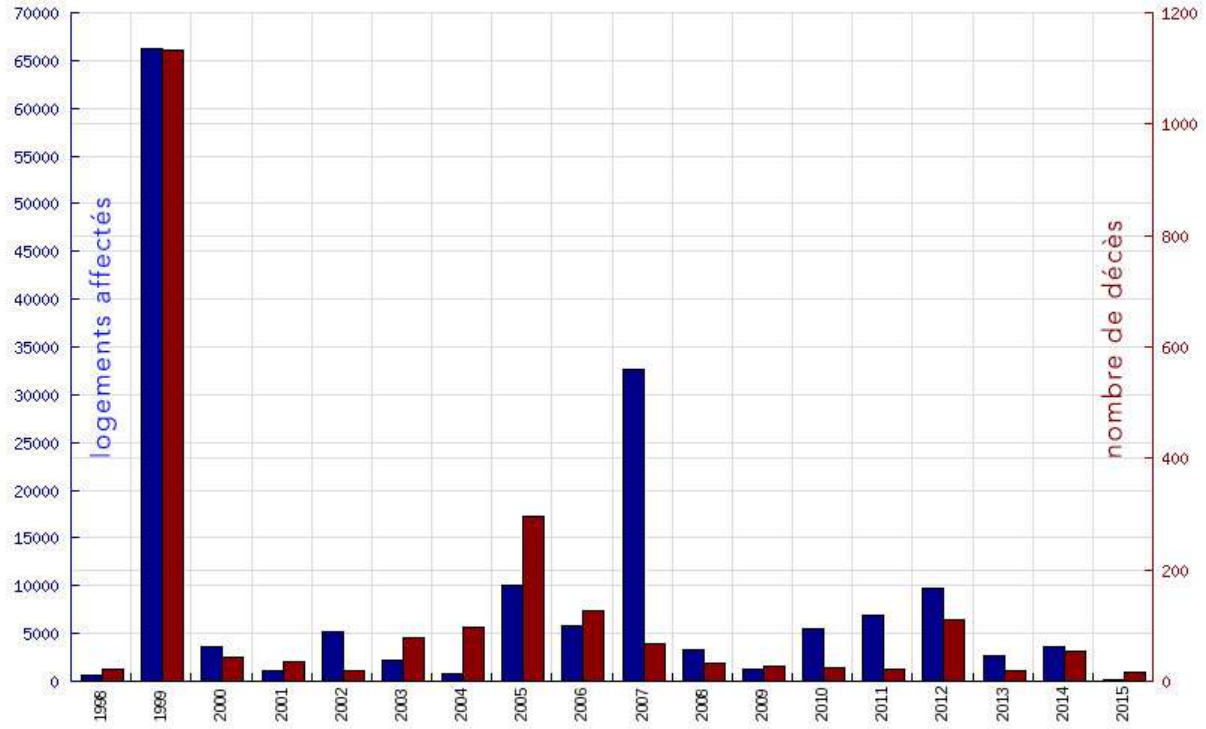


Image 19. De l'État protecteur à l'État sauveur. Logements affectés vs décès lors de vulnérabilité territoriale. Relation entre les logements affectés (en bleu) et le nombre de décès (en rouge). Dans ce graphique, apparaissent singulièrement des pointes de pertes humaines en 1999, de 2003 à 2006, et en 2012. Les pertes de logements, avec inversion de la proportion vis-à-vis des décès, se positionnent en 2002, 2007 et de 2010 à 2012. La proportion de décès vis-à-vis des logements affectés est très différente entre 2003 et 2006 des autres années comprises entre 1999 et 2015. Il faut noter que les événements de 2010 se caractérisent par des pertes de logements qui ne sont pas les plus importantes sur la période. Elles ont malgré tout été à l'origine de la GMVV. Source : Desinventar et création personnelle.

À Caracas, zoner le risque en termes d'espace et de géographie, c'est placer la politique territoriale au cœur de la problématique des risques et faire du risque un objet géopolitique à la manière de Yves Lacoste[173]. Ceci se traduit par des rapports de force et des rivalités entre acteurs, par la réquisition d'espaces,

[173] Yves Lacoste : géopolitique : rivalités de pouvoirs ou d'influences sur des territoires, rivalités pour le contrôle ou la domination de territoires de grande ou de très petite taille, rivalités entre des pouvoirs politiques de toutes sortes, et pas seulement entre des États, mais aussi entre des tribus, des mouvements politiques ou religieux... tel est le sens.

lors de confrontations directes ou dans d'autres rapports sociaux conflictuels. L'autorité publique n'est pas le seul pouvoir à tirer parti de cet aspect qu'est le risque. Celui-ci est devenu un instrument de la gestion urbaine dans le domaine du vivre-ensemble. Il façonne la zone urbaine, sur le plan matériel, mais aussi conceptuel, en termes de pratiques et d'images. En se demandant si le risque fait partie de la vie des Caracassiens, on continue d'interroger les liens ambivalents entre le spatial et le social. (Rebotier, 2009)

La parole des habitants qui expriment, Maria[174] : « on a peur de la pluie »
Maria : Ceux qui étaient intéressés à ce que les nouvelles maisons se terminent, c'étaient nous, parce que quand il pleuvait et que l'eau pénétrait dans le taudis, 3 heures plus tard nous étions toujours les pieds dans l'eau.

Et Eguilda[175] : Vivre dans des refuges »
yww : Avez-vous séjourné dans un refuge ?
Eguilda : Oui. J'y suis restée un moment. Je ne le souhaite à personne, même pas à mon pire ennemi.

La réparation sociale et l'émergence d'une dette

De nombreux projets d'État et d'organismes internationaux ont contribué à la réparation psychosociale des traumatismes auprès de la population vénézuélienne. Mais en dépit de cela, des fractures perdurent, dont rendent compte les entrevues menées près de 20 ans après la Tragédie de Vargas et 8 ans après les phénomènes d'El Niño et de La Niña. Ces conditions météorologiques ont laissé une forte empreinte sur le territoire national. Elles ont violemment affecté tant psychologiquement que physiquement la population. Des milliers de personnes ont perdu leur foyer et sont devenues des réfugiés climatiques. Le sentiment de peur reste latent tel qu'en témoignent aujourd'hui encore les habitants. C'est en ce sens que la politique publique développée par l'État provoque chez eux un fort sentiment d'admiration qui se traduit par une forme de *salut*. Finalement ceci permet de comprendre certains commentaires exprimés au début de ce chapitre sur la qualité de vie des habitants, et leur relation au bien-être comme au confort. Dans le groupe de personnes interviewées, cette contradiction entre traumatisme et remerciement face au relogement est bien présente, même si leurs conditions de vie ne sont ni

[174] Maria Luisa. 43 ans, habitant la cité Bateas de Maurice. Entretien mené en 2017.
[175] Eguilda, 52 ans, habitant la cité Ayala. Entretien mené en 2017.

optimales ni même convenables.

Wilmer[176]: Nous sommes restés 9 mois sous des tentes »

yww : As-tu été réfugié ? Est-ce arrivé en 2010, à cause de la pluie ?
Wilmer: Oui, quand ma maison est tombée par terre, nous avons été réfugiés 2 ans et 4 mois.
yww : Comment as-tu été hébergé, quelles ont été tes conditions de vie durant cette période ?
Wilmer: Nous sommes restés 9 mois sous des tentes et le reste dans un préfabriqué.
yww : Aviez-vous bénéficié de tous les services ? Y avait-il cuisine et salle de bain ?
Wilmer: Je t'ai raconté pour que tu comprennes ! Nous sommes arrivés le 30 décembre dans une salle de sport transformée en refuge. Nous avons dormi là, à 20 ou plus je crois, sur des matelas, et puis un major de l'armée s'est présenté qui nous a trouvé des grandes tentes. C'était très bien.
yww : Étais-tu avec ta famille ?
Wilmer: Oui, avec ma femme et mes 4 gamins. Pour nous, ça a été un énorme soulagement parce que nous avions enfin de l'intimité.

Force est de constater que le fait d'avoir subi ces sinistres incite à relativiser les propos émis par les personnes interviewées lorsqu'il s'agit d'évoquer la qualité de vie et le bien-être dans leur foyer. La hiérarchisation de leurs critères d'appréciation, leurs références et leurs points de repère s'en trouvent profondément altérés, en particulier en matière de protection face aux épisodes climatiques et de sécurité individuelle dans un milieu nouveau. Aussi les valeurs accordées à certains aspects du logement sont-elles biaisées ou sujettes à une réinterprétation ? Certaines personnes vivaient auparavant dans des taudis qui furent dévastés par les pluies du fait de la grande faiblesse de leur structure. Pouvoir compter sur un logement en dur, relève non seulement leur niveau d'appréciation de l'habitat, mais favorise aussi la reconnaissance de la politique publique. Cette nouvelle échelle de valeurs concerne également l'absence ou les irrégularités des services quotidiens d'eau, d'électricité, de ramassage des ordures et de transport pour ne citer que les principaux.

Ces exemples en disent long sur la façon dont la situation de crise et la vulnérabilité génèrent des actions intéressantes et inattendues dans la société, les institutions et le pays. Comme l'évoquent J. Rebotier sur les zones à risque,

[176] Wilmer, 42 ans, habitant la cité Argelia Ayala. Entretien mené en 2017 sur son lieu de travail : la clinique Leopoldo Aguerrevere.

et S. Revet sur la communauté de survie et l'union de la culture globale et locale en conséquence, la communauté s'organise à sa manière :

> « dans la communauté de survie, le "je" n'est plus qu'un "nous" totalisant. »

Les termes rencontrés au sujet de la communauté de survie et le penser à l'urgence, demeurent. En premier, se crée la communauté des victimes.

> « Elle fait comme si la vie était, toujours en danger, comme s'il n'existait plus qu'un "eux" totalisant. »

Dans la culture locale, l'habitant s'exclut du rôle de victime, et se positionne lui-même comme un acteur (S. Revet).

Le scénario actuel de production de logements dans le Socialisme du XXI^{e} siècle revêt trois aspects qui posent question :

- le rôle du Pouvoir populaire en tant qu'acteur, un acteur-victime. Les acteurs-victimes sont ceux qui ont vécu des traumatismes forts lors des catastrophes naturelles et qui doivent être les acteurs dans la construction du logement[177].
- les considérations concernant le contexte des zones à risques et de la communauté de survie,
- la notion de cycle[178] climatique avec la récurrence chronique des désastres, leur survenue souvent dans les mêmes zones et affectant les mêmes personnes.

Au Venezuela, avec son contexte politique conjugué aux catastrophes naturelles, existe une dialectique du processus historique et social. Pourquoi les protagonistes, population et État, en reviennent-ils toujours aux mêmes actions de construction et reconstruction, tout en sachant que, tôt ou tard, les mêmes événements de destruction par catastrophes naturelles risquent de se reproduire ? Il convient de se rapprocher de l'anthropologue Rogelio Altez (2010)[179] et de ses études sur la construction et de la reproduction des risques et des vulnérabilités.

> « Le risque et la vulnérabilité apparaissent aux yeux de tous. Cependant, chaque vision constitue et interprète la réalité de sa propre perspective, obtenant ainsi des expressions et des interprétations différentielles (autant qu'il existe de

[177] L'État a un discours qui dit au peuple, vous avez été victime de plusieurs catastrophes, mais maintenant l'État vous remet dans une situation normale de logement ; vous devenez acteur.
[178] En théorie, la Tragédie de Vargas peut se reproduire tous les 50 ans, alors, il serait pertinent de se demander si l'opération ou les plans d'urbanisme en cours prévoient ou ont prévu cette situation pour les 30 prochaines années.
[179] Rogelio Altez, 2010, Bien au-delà du désastre. Reproduction de la vulnérabilité dans l'État de Vargas (Venezuela) ; Más allá del desastre. Reproducción de la vulnerabilidad en el Estado Vargas (Venezuela)

points de vue sociaux)[180]. Là se trouve la complexité du processus : les faits sociaux et historiques ont une nature dialectique qui les détermine et la compréhension de leurs expressions (matérielle ou subjective) ne peut être obtenue en supposant qu'elles-mêmes soient telles qu'elles se présentent au chercheur. Il est nécessaire de réfléchir à cela et d'élaborer des stratégies capables de pénétrer littéralement les apparences, pour raisonner sur la causalité profonde des vulnérabilités (matérielles et sociales), car c'est là que se construit la prochaine catastrophe. » R. Altez, 2010.

À quoi s'ajoutent, non seulement, la prévention et l'apport de l'État, mais aussi l'appréciation réelle des valeurs statistiques compilées et révélées dans le cadre de la réalité du pays.

Au-delà des interprétations diverses qui peuvent être données à ces événements, il faut en premier lieu reconnaître que même si ce n'est que dix ans après la Tragédie de Vargas que commence l'opération de la GMVV, elle inclut quand même les victimes de ce désastre et des catastrophes naturelles qui ont suivi. Ensuite, c'est en situation d'urgence et de crise que surgit la politique de logements de la GMVV, dont le bilan mitigé est à la mesure de l'ampleur de la catastrophe, et l'improvisation à la mesure du degré d'urgence. Enfin, risque, désastre, vulnérabilité jouent un rôle majeur dans la qualité de vie des habitants et leur bien-être, même s'il reste discutable. Au Venezuela, l'événement dramatique est omniprésent et des habitants subissent de façon récurrente un degré élevé de vulnérabilité[181].

Pour élucider l'incohérence des résultats avec le vécu des enquêtés, il semble nécessaire de revenir sur certaines valeurs statistiques concernant les conditions de vie des habitants dont la plupart semblent vivre en situation de pauvreté, au regard de la carence de services de base, du manque de nourriture et du faible niveau du salaire mensuel.

[180] Sur la relativité des interprétations et des constructions de la réalité, les travaux de P. Bourdieu [1997] et Clifford Geertz [1996], par exemple, peuvent être consultés.
[181] À la conclusion de ce chapitre, il sera fait état de l'étude d'A. Penas Ibañez sur la qualité de la vie.

5. Ambiguïté de la mesure de la pauvreté

Relier les termes de pauvreté et de qualité de vie ramène à la définition qu'en fait l'OMS :

> « La pauvreté va au-delà du manque de revenus et de ressources pour garantir des moyens de subsistance durables. Parmi ses manifestations, on y inclut la faim et la malnutrition, l'accès limité à l'éducation et aux autres services de base, la discrimination et l'exclusion sociale et le manque de participation à la prise de décision. »

La mesure de la pauvreté ne s'établit pas sur des critères universels ou absolus, mais sur des critères relatifs au contexte temporel et spatial. Cela signifie que le niveau de pauvreté peut varier d'un pays à l'autre, suivant la valeur respective de leur PIB. [182]

La présentation des concepts associés à la mesure du taux de pauvreté au Venezuela peut éclairer cet aspect. Dans les statistiques officielles, il existe une classification de foyers non pauvres et de foyers pauvres. Cette dernière catégorie se divise en deux, pauvreté et extrême pauvreté. Selon les rapports de l'INE, le foyer pauvre est caractérisé par trois variables :

- Le Seuil de Pauvreté (*Linéa de Pobreza,* LP)
- Les Besoins Élémentaires Insatisfaits (*Necesidades Básicas Insatisfechas,* NBI)
- L'Indice de Développement Humain (IDH)

L'INE évalue la pauvreté par comparaison des revenus du foyer avec le Seuil de Pauvreté. Ce dernier est établi à partir des prix d'un ensemble de produits alimentaires et du coût des services prioritaires pour la santé et l'éducation, éléments qui font partie intégrante du Panier de Base[183]. Un rapport préparé par

---

[182] En France, le seuil de pauvreté est fixé à 1 015 euros de revenu par mois (Insee, publication de 2017) plus de 8 millions de Français vivent sous le seuil officiel de pauvreté, Un Français sur cinq a du mal à se nourrir (21%), dont une personne sur deux chez les plus pauvres. La majorité des ménages les plus modestes ne peuvent pas faire face à cette dépense (Ipsos/Secours populaire 2018).

[183] Ce panier établit le coût d'un ensemble d'aliments, de biens et de services que l'on doit consommer dans un foyer, durant un mois, pour satisfaire les besoins matériels considérés comme essentiels. Au Venezuela l'INE a défini, pour un foyer de référence de 5,2 personnes, un Panier Réglementaire d'Alimentation (Canasta Normativa de Alimentos : CNA), dont le coût est calculé tous les six mois. En plus, un Panier Réglementaire de Consommation (Canasta Normativa de Consumo : CNC) équivaut par convention au coût de deux Paniers Réglementaires d'Alimentation. Le CENDA : Centro de Documentación

Venescopio[184] en 2005 explique que le seuil de pauvreté correspond au coût du Panier Règlementaire de Consommation, il suffit donc de lui comparer le revenu du foyer, au cours du même mois de référence. Ainsi la ligne de démarcation qui sépare les pauvres des non-pauvres est celle où le revenu du foyer est égal au coût du Panier Règlementaire de Consommation. Au Venezuela, la ligne qui sépare les foyers pauvres des foyers extrêmement pauvres est égale à la valeur d'un Panier Réglementaire d'Alimentation qui est la moitié du Panier Réglementaire de la Consommation. Pour ses analyses, l'INE totalise l'ensemble des revenus des foyers, sans distinction, que tous les bénéficiaires aient déclaré leurs revenus, ou seulement certains d'entre eux. Elle obtient un total national, qu'elle regroupe sur un premier niveau de foyers, celui dont tous les bénéficiaires ont déclaré un revenu pour calculer le niveau de pauvreté. L'INE établit un second niveau en rassemblant les foyers dont au moins un bénéficiaire n'a pas déclaré son revenu ; elle leur attribue un revenu partiel. Si ce dernier est égal ou supérieur au seuil de pauvreté, elle classe le foyer comme non pauvre. Si ce dernier revenu est inférieur au seuil de pauvreté, elle le classe comme foyer non déclaré. Selon l'INE, ce foyer ne peut être classé comme pauvre puisque le revenu pris en compte est partiel, et que la totalité du revenu n'est pas connue. Impossible donc, toujours selon l'organisation officielle, de fixer le niveau de pauvreté de ces foyers. À l'évidence, les statistiques officielles manquent de rigueur, de finesse et de précision pour établir une classification des véritables niveaux de revenu comme du niveau réel de pauvreté.

Variable	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Pauvreté	31,11	30,06	28,55	28,33	28,44	30,33	32,34	31,38	25,89	25,23	24,04	23,44	21,30
Pauvreté extrême	23,37	20,34	20,15	18,02	16,94	25,03	29,75	22,55	17,83	11,08	9,60	9,19	7,20

Tableau 2. Pourcentage de la population en situation de pauvreté et pauvreté extrême. Source INE.

Si le seuil de pauvreté peut paraître flou quand il est mesuré en fonction du Panier Réglementaire de Consommation, le dispositif créé par le président Maduro en 2016 pour lutter contre la pénurie de vivres et la crise économique que vit le pays, vient ajouter davantage de confusion. Les Comités Locaux

y Análisis para los Trabajadores, Centre de Documentation et d'Analyse pour les Travailleurs, publie chaque mois le Panier Alimentaire (Canasta Alimentaria, CAT) et le panier de base des aliments, biens et services (Canasta Básica de Alimentos, Bienes y Servicios, CBT)

[184] Venescopio depuis 2004, diffuse des informations statistiques sociales, de conjoncture sociopolitique, à l'initiative du Centre d'Investigation Sociale CISOR et du Groupe Social CESAP.

d'Approvisionnement et de Production (CLAP: *Comités Locales de Abastecimiento y Producción*) sont des commissions créées pour effectuer la distribution des denrées alimentaires auprès des communautés d'habitants qui elles-mêmes répartissent les sacs ou cartons de nourriture de base suivant des modalités de livraison arbitraires. En présentant ce modèle dans les statistiques, on mesure combien, en théorie, le rôle de ces CLAP devrait contribuer à supprimer les foyers pauvres au Venezuela. C'est pour cette raison que les dernières statistiques, non officielles, mais qui garnissent le discours institutionnel, font état de la non-existence de foyers pauvres au Venezuela. Impossible de clarifier ces informations plus en détail. Cependant, dans les entrevues menées auprès des habitants, la question de la fourniture des sacs des CLAP a toujours été évoquée par les résidents qui exprimaient leur accord ou leur désaccord avec l'offre comme avec la qualité des produits. Cet exemple montre, une nouvelle fois, les contradictions dont peuvent rendre compte les analyses sur ce thème de la pauvreté, et sur les données statistiques, dès lors qu'elles sont parties prenantes du discours officiel. Par exemple, en 2018, le chef de l'État a déclaré que :

> « L'an passé, la baisse de la pauvreté est tombée à 18,1 points et la pauvreté extrême à 4,4. Grâce à notre politique sociale, nous avons continué à soutenir les actions en faveur d'une réduction de la pauvreté extrême dans le pays. »

Il donnait ainsi l'assurance que les indices de pauvreté et de pauvreté extrême n'avaient pas augmenté en 2017. Les enquêtes annuelles d'ENCOVI[185] précisent que la pauvreté au Venezuela est passée de 81,8 % de la population en 2016 à 87 % en 2017 et à 94 % en 2018. Elle montre encore que 49,9 % des foyers vénézuéliens vivaient dans l'extrême pauvreté en 2015, ce pourcentage monte à 61,2 % en 2017. L'Enquête 2018 d'ENCOVI, indique qu'il y aurait 16,3 millions de personnes qui reçoivent les sacs des CLAP, elles étaient 12,6 millions en 2017. Selon la sociologue Maria Gabriela Ponce (ENCOVI)

> « Nous sommes un pays qui s'est appauvri de manière généralisée et qui souffre d'une énorme détérioration de la qualité de vie de tous ses habitants. » Ponce, 2017, s/p.

Avec elle, lors de l'entrevue à la Fondation Habitat en 2017, le sociologue Roberto Briceño-León, directeur du Laboratoire des Sciences Sociales et de

[185] Élaboré par ENCOVI : Enquête Nationale des Conditions de Vie de la Population Vénézuélienne (Encuesta Nacional de Condiciones de Vida de la Población Venezolana), qui dépendent de l'Université Catholique Andrés Bello (UCAB), de l'Université Centrale de Venezuela (UCV) et de l'Université Simon Bolívar (USB).

l'Observatoire Vénézuélien de la Violence, a résumé ainsi l'analyse et les statistiques du pays :

- L'augmentation de la pauvreté monétaire de 87 % en 2017 signifie que près de 9 foyers sur 10 n'ont pas les ressources suffisantes pour accéder aux biens minimums nécessaires. Entre 2014 et 2017, le pourcentage de foyers vivant dans la pauvreté a augmenté de 38 %.
- La pauvreté est plus importante dans les petites villes et villages, où elle touche 74,5 % de la population, tandis que dans le Grand Caracas, elle concerne 34 % de la population.
- Six Vénézuéliens sur dix (59,6 %) prétendent être bénéficiaires d'une quelconque mission sociale, c'est-à-dire 13,4 millions de personnes. Sur ce total, 94 % sont pris en charge par les programmes d'alimentation ou sacs des CLAP, ce qui impliquerait la quasi-disparition des autres missions, y compris Barrio Adentro [santé], qui ne touche plus que 1,4 % de la population.
- Les sacs des CLAP concernent 75 % des foyers. Cependant, plus de la moitié (53 %) les reçoivent sans périodicité fixe. Cette situation est plus marquée dans les petites villes et villages, où seulement 2 foyers sur 10 le reçoivent une fois par mois.

Dans leur enquête 2017, les deux sociologues précisent encore :

- concernant la nourriture, 8,2 millions de Vénézuéliens mangent deux repas ou moins par jour, des repas de faible qualité nutritionnelle ;
- en matière de sécurité individuelle, le taux d'homicides atteint 89 pour 100 000 habitants, soit une augmentation de plus de 345 % depuis 1998 ; un Vénézuélien sur cinq a été victime d'un délit, 22 % de la population plus précisément. Cependant, 65 % d'entre eux ont préféré ne pas le signaler aux autorités en raison de leur défiance envers les institutions.

Selon l'étude ENCOVI (2018), de 2014 (année où la crise a commencé à s'aggraver) à 2017, la pauvreté est passée de 48,4 % à 87 %. Au cours de cette même période, leurs statistiques ont annoncé que 87 % des familles vivaient en dessous du seuil de pauvreté, dont 61,2 % vivaient dans une pauvreté extrême.

Les contrastes des rapports : un niveau de vie supposé élevé

L'Indice de Développement Humain (IDH) est un indicateur mis au point par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) depuis 1990. Il mesure l'espérance de vie à la naissance, le taux d'alphabétisation et le revenu par habitant. Le cas du Venezuela rend compte d'un niveau *élevé* qui le positionne entre 0,675 et 0,784. Entre les années 1998 et 2013, il a augmenté

de 0,636 9 à 0,764, traduisant des améliorations dans les secteurs de la santé, de l'éducation et des revenus de chaque Vénézuélien. De son côté, l'Indice d'État de Qualité de Vie mesure, entre 0 et 1, les composants de survie infantile, d'accès à l'assainissement (égouts et adduction d'eau), du volet éducatif, du revenu (suivant l'accès au Panier de Base) et de l'emploi. Ainsi, selon l'INE pour l'année 2012, le District Capitale obtient la valeur la plus élevée à 0,860 5, une valeur proche du niveau maximum, ce qui se traduit par une qualité de vie et un bien-être optimal. L'État d'Amazonas obtient la valeur la plus faible avec 0.7644. Dans cette analyse, la qualité de vie fait référence aux conditions associées à la jouissance d'une collectivité à un moment donné ; le bien-être est considéré, lui, comme la satisfaction des préférences personnelles ou la jouissance d'un état souhaité ; deux concepts qui prennent comme références les textes d'Éric Allard (1998) et d'Amartya Sen (1994) décrits ci-dessus.

Pourcentage des ménages en pauvreté extrême1998-2014

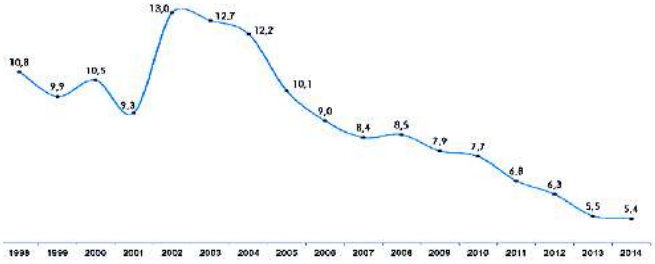


Image 20. Pourcentage des ménages en pauvreté extrême par NBI insatisfaites 1998-2014. Source : INE Ministère de Planification et Développement. Le rang du développement humain oscille entre 0 et 1, classé en trois catégories : élevé de 0.800 à 1; moyen de 0.500 à 0.799 ; faible de 0 et 0,499 inclus.

Représentation des foyers en relation à la situation de pauvreté

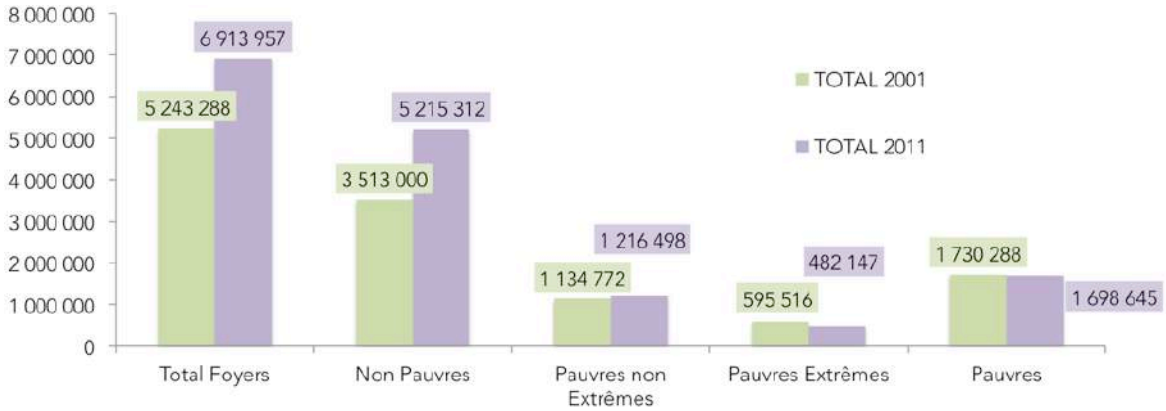


Image 21. Représentation des foyers en relation à la situation de pauvreté. Graphique CP Foyers 2001/201. Source INE. Produit par l'auteure.

La méthode NBI utilisée par la CEPAL a pour but de caractériser et de mesurer directement la pauvreté. La mesure estime que les foyers doivent répondre à un ensemble de besoins qui sont considérés comme fondamentaux pour le bien-être de leurs habitants.

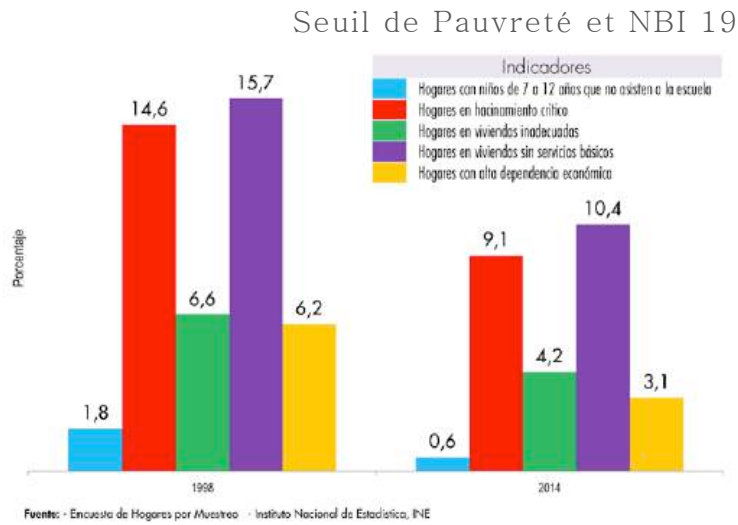


Image 22. Seuil de Pauvreté et NBI 1998-2014. Légende de gauche à droite : Bleu, foyers avec enfant de 7 à 12 ans non scolarisé. Rouge, foyers en condition d'occupation critique. Vert, foyers en logements inadéquats. Outremer, foyers en logements sans services de base. Jaune : foyers en logements avec forte dépendance économique. La diminution notable en 16 ans de gestion politique est-elle réelle ? Source : INE.

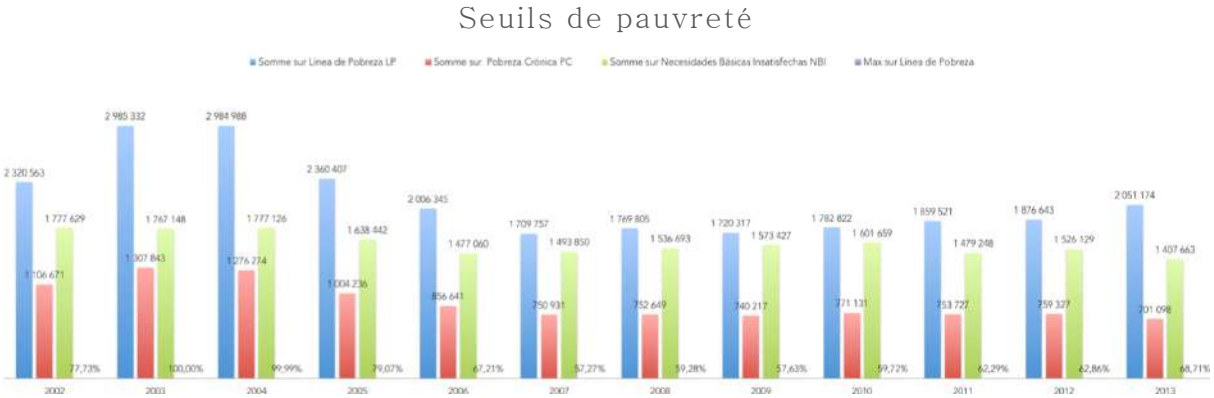


Image 23. Seuils de pauvreté. Graphique créé spécialement sur une base de données de l'INE de 2002 à 2013. Bleu : total des personnes vivant sous le seuil de pauvreté (LP). Rouge : total des personnes vivant sous le seuil de pauvreté chronique (PC). Vert : total des personnes à besoins fondamentaux non satisfaits (NBI). Produit par l'auteure.

Un nouveau recensement permettrait de corroborer ou non l'impact de la production des nouveaux logements sur la réduction de la pauvreté.

Indicateur NBI[186]	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Absentéisme scolaire	68 450	57 172	64 468	73 525	56 377	64 576	52 566
Surpeuplement critique	892 330	830 090	777 961	762 875	764 488	705 692	742 666
Logement inadapté	493 914	463 187	455 448	435 360	447 018	404 465	366 908
Absence de service de base	549 251	677 455	751 476	733 704	791 421	676 633	712 379
Dépendance économique élevée	288 952	279 509	263 859	291 180	254 526	243 553	241 982

Tableau 3. Niveau des besoins de base non satisfaits de 2006 à 2012 selon l'indicateur NBI. Notes : 1. Ne comprend pas les logements d'autre type et collectivité. 2. Se réfère au premier semestre de chaque année. Source : INE

Un rapport préparé par l'UNICEF rend compte de la disparité entre les deux méthodes d'analyse. En 2004, au Venezuela, la pauvreté touchait un peu plus de la moitié des foyers, 53,1 %, selon la méthode LP, mais seulement 29,6 % d'après le calcul NBI. De même, l'extrême pauvreté des foyers correspond à 23,5 % et 12,2 % respectivement. Les écarts entre les deux résultats sont flagrants et montrent à quel point l'établissement d'une méthodologie est complexe compte tenu de l'aspect multidimensionnel du phénomène de pauvreté. La méthode LP se concentre sur sa dimension économique, en comparant les revenus avec les valeurs du Panier Réglementaire pour classer les foyers et ses occupants. De ce fait, elle est fortement affectée par des variables économiques telles que l'inflation, l'emploi et les salaires ; elle explicite une *pauvreté conjoncturelle*. Par contre, la méthode NBI prend en compte certaines conditions de vie et traduit plutôt une *pauvreté structurelle*.

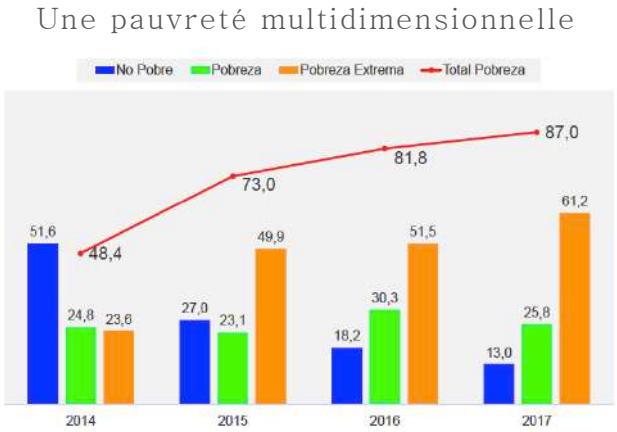


Image 24. Une pauvreté multidimensionnelle. Source ENCOVI 2017. Ménages en pauvreté de revenus

[186] Absentéisme scolaire : foyer avec enfant(s) en âge scolaire (7-12 ans) qui ne va pas à l'école. Surpeuplement : foyer qui présente plus de trois personnes par chambre pour dormir. Logement inadapté : foyer qui habite en taudis, cohabitation, remorques, tentes, et semblables. Absence de services de base : foyer qui ne dispose pas d'accès à l'eau potable courante, ou au service d'évacuation des eaux usées. Dépendance économique élevée : foyer dont le chef a une scolarité inférieure à 3 niveaux d'éducation formelle et où le nombre de personnes à charge pour chaque employé est supérieur à trois.

En 2006, l'INE estimait qu'avec moins de 10 % de pauvreté extrême, le Venezuela serait le premier pays à atteindre les objectifs du millénaire des Nations Unies visant à réduire de moitié la proportion de personnes vivant avec moins d'un dollar par jour à l'horizon 2015. Pour y parvenir, l'investissement social par rapport aux recettes fiscales passe de 36,6 % à 60,6 % et de nombreux programmes se construisent sur la base de l'universalité des droits, notamment en termes de santé pour des populations minoritaires comme les Indiens jusqu'alors négligés.

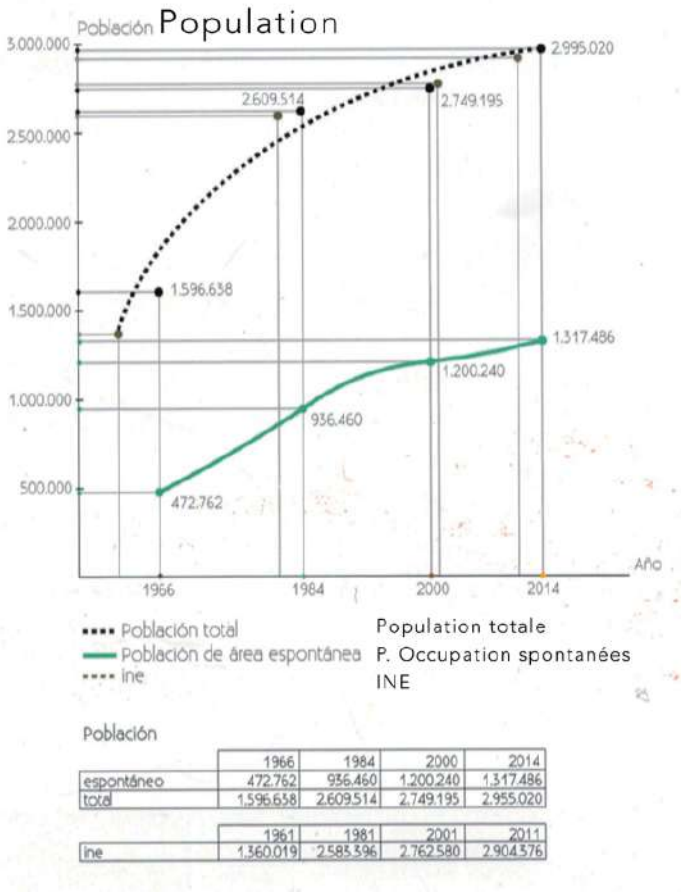
Dans tous les cas, l'information apparaît inégale, maintenant une incertitude sur les paramètres sélectionnés pour qualifier l'analyse. Face à ces variations, des enquêtes comme ENCOVI, déjà évoquées précédemment, évaluent une *pauvreté multidimensionnelle*. La combinaison du NBI et du LP permet ainsi d'estimer s'il s'agit d'une pauvreté récente, permanente (chronique) ou ponctuelle (difficile à surmonter). L'enquête ENCOVI de 2018 met en évidence que sur l'ensemble de la pauvreté, un peu plus de la moitié (56 %) est récente, et 30 % sont chroniques. Si la valeur du revenu demeure l'élément qui a le plus de poids en tant que cause de la pauvreté, la précarité des services au logement (18,9 %), des conditions de logement (16,4 %) et de l'emploi et de la protection sociale (15 %), participent aussi de façon significative à la pauvreté (España et Ponce, ENCOVI, 2018). ENCOVI conclut l'appréciation des missions et aides de l'État par la diminution de la pauvreté, et effectivement montre que 69 % de la population reçoit les sacs des CLAP de forme discrétionnaire et que l'acquisition de la Carte de la Patrie [*Carnet de la Patria* : Carte d'Identité, délivrée de façon discrétionnaire à tout demandeur par le SAIME (*Servicio Administrativo de Identificación, Migración y Extranjería*)] ne signifie pas nécessairement une adhésion politique vu que s'il en était ainsi 75 % seraient d'accord avec le gouvernement. En ligne avec cette approche et en prenant en compte le type de pauvreté, une meilleure appréciation de la réalité de la situation peut s'appuyer sur le plan des logements qui sont évalués plus en détail dans les paragraphes ci-dessous.

Le reflet de la situation de pauvreté dans le pays : un tissu informel qui s'incorpore à la ville

Comme evoqué dans le chapitre theorique les études precurseurs sur le tissue informel à Caracas, de Bolivar, Baldó et Rosas, 1994, Negron, 2001, CABA, 2015, Peña, González, Vega, 2015) ont abordé diverses théories expliquant les raisons du développement de quartiers d'habitat informel, ainsi que leurs caractéristiques et leurs évolutions au Venezuela.

Les occupations spontanées revêtent deux aspects principaux : les *squats* ou invasions d'édifices abandonnés ou délaissés comme la Tour de David à Caracas d'une part, et les quartiers d'habitat auto construit d'autre part. Tous deux sont des zones urbaines caractérisées par le développement de logements particulièrement précaires en raison d'abord de l'absence de droit sur l'espace où ils s'établissent ou se construisent. Ensuite, les structures réalisées en général par leurs futurs occupants, connaissent des faiblesses, tant sur le plan de leur construction à proprement parler que sur l'absence de services basiques tels que l'adduction d'eau, de gaz et d'électricité, l'évacuation des eaux vannes, ou le transport public. Ces zones urbanisées pénètrent de plus en plus à l'intérieur même des limites de la ville, même si au départ elles se situent en bordure de son domaine traditionnel, dans le périurbain. Ce phénomène est visible dans toutes les villes du monde, mais son développement est plus ou moins important. L'exode rural et la croissance démographique ont déjà déplacé un milliard d'êtres humains, les amenant à vivre dans ces quartiers défavorisés dans le monde et en 2030 ce seront deux milliards de personnes qui occuperont ces lieux insalubres (Chaponnière, 2008)

L'origine principale des occupations spontanées provient de la nécessité de rapprocher la population du lieu de l'activité économique de la ville. La propagation de ce phénomène résulte fondamentalement de la carence des politiques de construction de logements et d'adéquation du transport public, qui ne sont pas en ligne avec la croissance démographique de la zone considérée. Les habitants de ces quartiers insalubres sont toujours perçus comme des envahisseurs, comme des *étrangers*. Ils se voient affublés des noms de leur région ou pays d'origine, ou pire encore sont considérés comme des *marginaux*, et baptisés de tout type de patronyme caractéristique de la précarité de leur habitat.



Población

	1966	1984	2000	2014
espontáneo	472.762	936.460	1.200.240	1.317.486
total	1.596.638	2.609.514	2.749.195	2.955.020

	1961	1981	2001	2011
ine	1.360.019	2.585.396	2.762.580	2.904.376

Image 25. Évolution des bidonvilles entre 1966 et 2014. La population dans le tissu informel correspond à 1.222.240 habitants sur un total de 2.749.195 habitants. Source : CABA (CArtografía de BArrios de Caracas 2014)

L'implantation de ces tissus informels n'a jamais de limites ; il suffit juste pour chaque habitant de s'approprier un espace naturel (ou non) pour se faire un abri. La configuration physique est en général très dense. Souvent, les foyers sont agglutinés telle une masse compacte, homogène et très unifiée. Les matériaux utilisés sont la brique, la tôle, le béton, des restes de chantiers ainsi que des matériaux dont l'origine, souvent illégale ou de récupération, reste difficile à déterminer. Ces espaces demeurent vulnérables à cause de l'incapacité du tissu urbain à accueillir ces nouvelles installations. En conséquence, les pluies et d'autres phénomènes naturels constituent une vraie menace.

Selon le rapport de l'ONU-HABITAT (2012), parmi les 468 millions de personnes qui habitent dans des zones urbaines de l'Amérique latine et des Caraïbes, 24 % (111 millions) vivent dans des installations de fortune, et une personne sur quatre y résidant est pauvre. Au Venezuela, on estime plus particulièrement que plus de 51 % de la population habite dans des installations auto-construites. Cela veut dire qu'environ 14 millions de Vénézuéliens résident dans les zones informelles des villes, soumis aux risques climatiques et aux pénuries, sans avoir, dans la majorité des cas, la possibilité d'accéder au marché formel de logements.

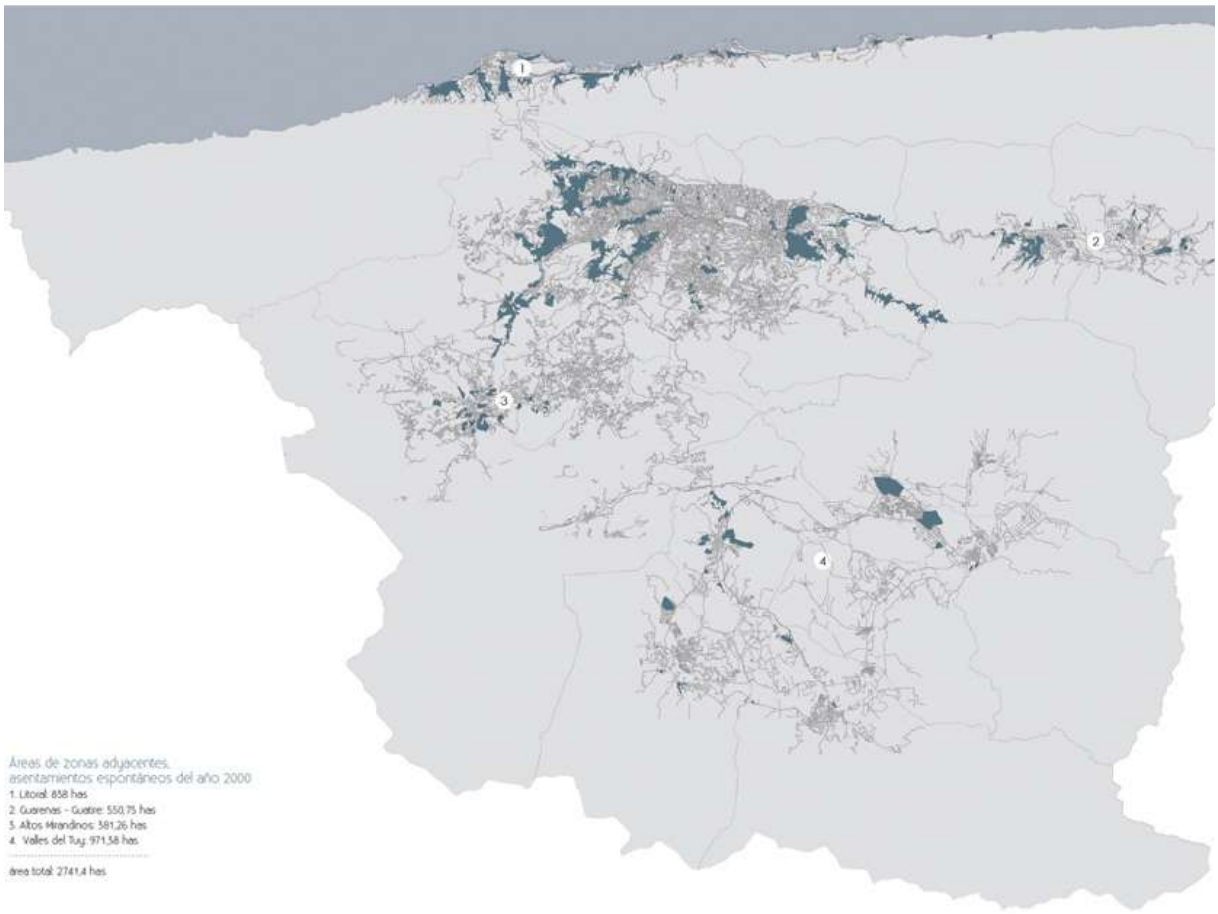


Image 26. Occupations spontanées dans la Région Métropolitaine. 1 Litoral 838 ha (hectares). 2 Guarenas-Guatire 550,75 ha. 3 Altos Mirandinos 381,26 ha 4 Valles del Tuy 971,38 ha. © Compilation CABA de 2015

Image 27. Vue aérienne de l'unité d'habitation Cerro Grande, El Valle, Image © Enlace Arquitectura, 2015.

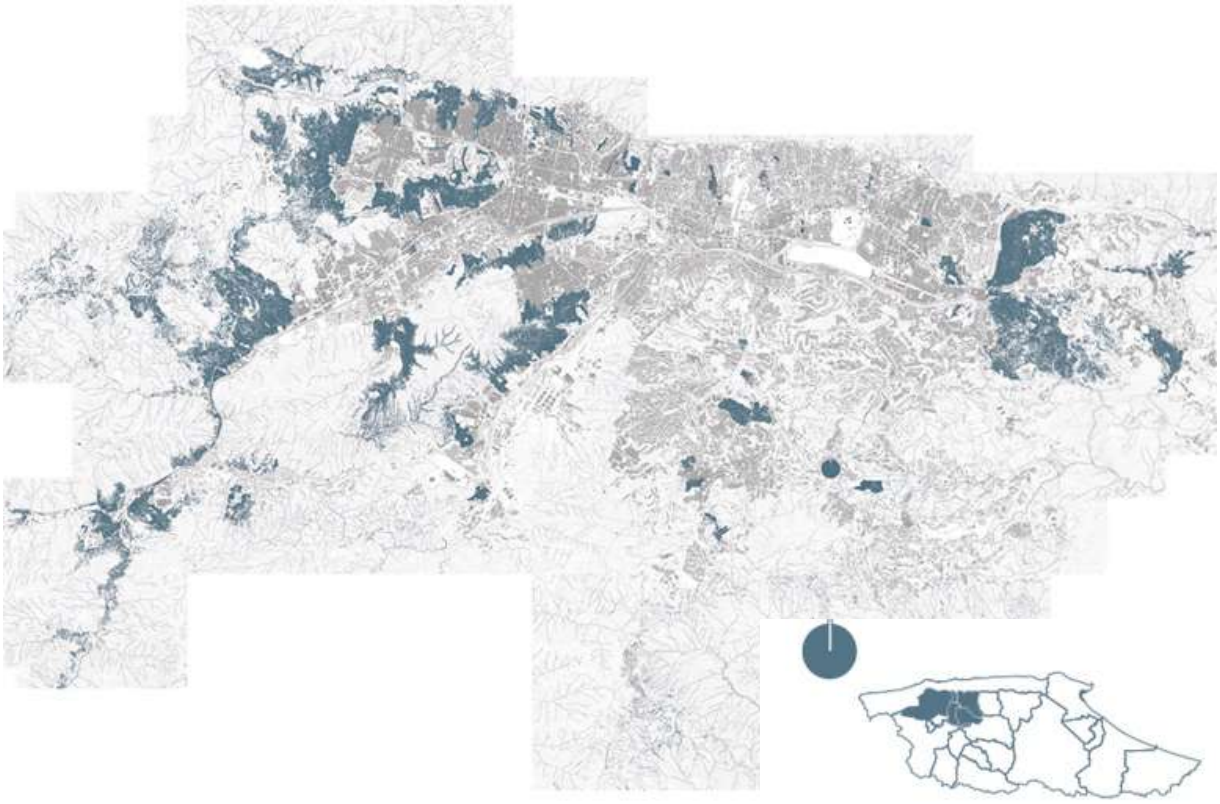


Image 28. Zones des « *barrios* » (les applats bleu représentent le tissu informel) de Zone Métropolitaine de Caracas © CABA, 2015.

L'instabilité urbaine et la prolifération des logements auto-construits caractérisent la capitale vénézuélienne. Ces constructions spontanées se sont principalement développées dans les années 1950, et leur nombre a explosé jusqu'aux années 1980 avec le boom des exportations de pétrole. En 2011, selon la Chambre vénézuélienne de la Construction (*Camara Venezolana de la Construcción*, CVC), « il manque au moins deux millions de logements dans ce pays de 28,8 millions d'habitants ». Également, le logement est un des grands échecs de ce gouvernement, constate l'historienne Lopez Maya (2005). À cette date, les sinistrés de la Tragédie de Vargas, n'étaient toujours pas relogés.

Les quatre secteurs d'occupations spontanées le plus importants de la ville constituent un territoire de 2741,4 ha et nous comptons un total général de 3619,5 ha pour la région métropolitaine. En s'installant en périphérie urbaine, ces nouveaux habitants aspiraient à une existence meilleure que celle d'habiter la campagne où vécurent leurs parents et leurs ancêtres. Cependant, il convient de rappeler que ces zones ont été construites par des personnes pour la plupart dans le besoin, sans connaissance formelle de l'urbanisme ou du bâtiment. Ces

zones d'installation connaissent alors une pluralité de problèmes techniques et logistiques. Dans ces quartiers, la qualité de vie y est très inférieure à la moyenne. Ces processus d'auto-construction ont également contribué à la transformation des villes et à l'émergence de certaines métropoles ou agglomérations contemporaines.

Tissu spontané versus tissu planifie dans la Région Métropolitaine de Caracas 1966-201

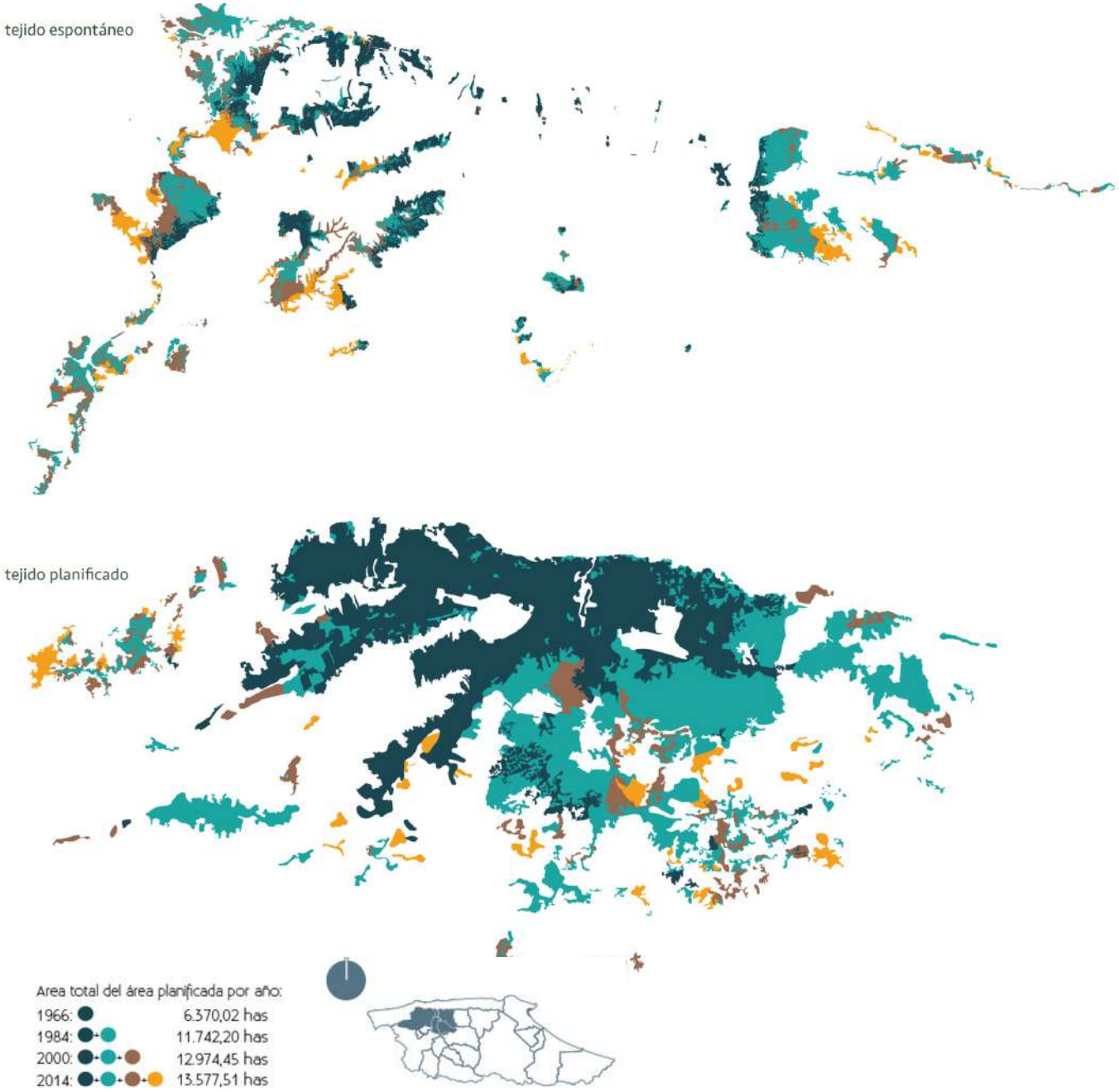


Image 29. Carte comparative de la croissance des zones spontanées en haut et des zones planifiées en bas. CABA Cartographie des quartiers de Caracas 1966-2014. © Enlace Arquitectura, 2015.

6. Le logement social comme instrument politique soumis à un nouveau modèle de production

L'architecture comme instrument iconographique lié a l'idéologie étatique

Historiquement au Venezuela, la construction de logements sociaux a débuté en 1928 avec la création de la Banque Ouvrière (BO : Banco Obrero), dans le but d'aider les travailleurs pauvres à *l'acquisition de maisons bon marché et hygiéniques.* Cette entité intervient essentiellement en tant que bailleur de fonds du processus de construction, sans s'impliquer vraiment dans le choix des projets à réaliser. Elle ne commencera à le faire qu'en 1941, lors de l'édification *d'El Silencio*, un projet de grande ampleur (cf. Chapitre IV) qui est engagé, sous la houlette de l'architecte Carlos Raul Villanueva, directeur du bureau technique de la BO. Cette même année (1941), le VII[e] Recensement National de la Population recueille pour la première fois les données sur les conditions d'habitation dans le pays. Il fait état que sur un total de 3 951 371 habitants, 60,6 % sont installés à la campagne et 39,4 % dans les villes, occupant 669 752 foyers, dont 406 640 (60,8 %) sont des « taudis » (traduction de l'espagnol), des habitations aux toits de chaume et sol en terre battue. Les chiffres du recensement montrent la précarité de l'habitat dans le pays, car à la prévalence des dits taudis, s'ajoute l'absence de dispositifs sanitaires. En effet, 84,8 % des foyers ne reçoivent pas l'eau potable directement et 90,2 % ne disposent pas d'égouts (Ministère du Développement, 1947). Le VII[e] recensement national aidera non seulement à faire prendre conscience au pays de l'existence d'un fort déficit de logements, mais impulsera aussi une politique de production massive de logements. Entre 1928 et 1943, la BO produira un total de 2 465 logements. En 1946, la construction de 40 000 unités est envisagée sur 10 ans, soit 4 000 par an. Suite au plan de 1946 et tel que le prônait le Nouvel Idéal National : transformation complète des communications et de l'infrastructure des transports de la nation, développement du complexe fer/acier de *Guyana*, constructions rapides et spectaculaires dans les villes, surtout Caracas, fortes dépenses militaires, fournitures des services sociaux de base et parrainage des occasions de loisirs (sport, courses, folklore, etc.) Ewell, 1984). L'architecture sert alors d'instrument iconographique pour capturer l'idéologie de l'État. Caracas a été la ville choisie pour faire la démonstration du meilleur goût officiel avec des œuvres d'architecture et d'embellissement urbain se transformant en vitrine de l'impressionnante

richesse pétrolière du Venezuela (Plaza, 2008). Durant l'ère Marcos Perez Jiménez (1945/1958), est créé en 1951, l'Atelier d'Architecture de la Banque Ouvrière. Il faut se rendre à l'évidence : si la BO reste uniquement une institution financière, elle pourra difficilement atteindre l'objectif global. Presque une décennie plus tard, le VIII[e] recensement de 1950 rendra compte de l'arrivée d'un grand nombre d'immigrants dans le pays, en raison d'une industrie pétrolière florissante, mais indiquera aussi une énorme production de quartiers précaires sur l'ensemble du territoire national. À Caracas, sur le nombre total de logements, 17,17 % étaient des taudis ; ce pourcentage atteint 33,17 % à Maturín (État Monagas) et même 40,86 % à Cumaná (État Sucre). De telles constatations étaient incompatibles avec la transformation rationnelle de l'environnement physique telle qu'elle était prônée ; cela devenait l'une des principales préoccupations officielles (Beatriz Meza, 2014).

L'étude du BO publiée en janvier 1954, sur la Gestion de l'État du Logement au Venezuela, fait référence au rapport Colline Modèle [*Cerro Piloto : el Plan Extraordinario de Vivienda para Caracas,* 1954[187]] sur la base des recensements nationaux de 1941 et 1950. En plus d'avoir ajouté les données fournies par le GDF (Grand District Fédéral), ce rapport, a reconnu l'existence de 53 000 taudis dans les collines de la Région Métropolitaine de Caracas. Entre 1941 et 1953, il y eut une augmentation de 589,51 % de leur nombre, dont 155,89 % entre 1950 et 1953. Dans ces taudis vivaient 310 972 personnes ce qui représentait 38,53 % de la population totale de Caracas qui comptait 807 053 habitants en 1953 (BO, GDF, 1954). Dans le même temps, il est établi que l'édification anarchique et quelquefois clandestine de ces logements enlaidit l'aspect urbain et constitue une menace pour la morale, la santé et la sécurité des familles qui les occupent et pour la communauté où ils se trouvent (BO GDF, 1954). A partir de cette condamnation morale des autorités, le mot d'ordre donné à la Banque Ouvrière est d'entreprendre le nettoyage des collines de Caracas de manière expéditive.

[187] Le Plan Extraordinaire de Logement pour Caracas de 1954, comprend une information détaillée sur le logement dans les collines, la famille, la population, les revenus, ainsi que l'analyse du pouvoir d'achat en matière de logement et financement du programme de logement, en plus de plans des zones, photographies aériennes et résultats d'enquêtes.

La qualité des logements évalué selon des statistiques imprécises

En ce qui concerne la qualité des logements, comme l'explique l'étude d'Andrés Zambrano (Venescopio, 2005), le recensement effectué couvre deux grands aspects. Le premier fait référence à tout ce qui peut dépendre des particuliers, comme :

- la qualité structurale du logement, elle-même divisée en deux catégories :
- selon les matériaux prédominants utilisés pour les murs extérieurs, les toits et les planchers ;
- par type de logement : maison de campagne, appartement, maison, taudis ;
- les services de base du logement, compte tenu :
- des services de l'électricité, des eaux et des égouts ;
- des installations sanitaires de base (douches et toilettes).

À son tour, la qualité des installations est divisée en cinq niveaux. Le niveau de qualité commence à la lettre *A*, correspondant aux conditions les moins satisfaisantes. Cette catégorie de logements présente de très mauvaises conditions sanitaires. En général, sa structure physique est assez élémentaire : sols en terre battue ou autres matériaux similaires, murs en pisé, torchis, adobe, etc., et toits de chaume, tôles ou zinc. On ne peut pas compter sur un raccordement de conduites d'eau claire, et il manque l'évacuation des eaux-vannes/ usées à l'égout ou l'adduction d'eau ; l'eau potable est mise à disposition à une borne publique, par un camion ou par tout autre moyen. Certains logements peuvent avoir ou non un trou/ une fosse comme toilettes ou une latrine. Enfin, la surface du logement est très insuffisante, pas plus d'une pièce sans lavabo ni douche. La politique d'État de la GMVV n'a jamais évoqué l'éradication de cette catégorie de logements, pas plus que de raser ceux qui n'ont pas été complètement détruits lors des désastres naturels, et qui, malgré leur vulnérabilité, peuvent être récupérés par certains.

De cette classification, il est entendu que les habitations

- de niveau A sont les plus déplorables ;
- de niveau B ont des insuffisances coté sanitaires (pas de salle de bain ni de latrines), côté espace, et côté structure (sols en terre battue, murs en planches) ;

– de niveau C ont des sols et des murs en dur (béton, parpaings, moellons, briques creuses), accès au réseau d'eau local et généralement une ou deux chambres avec douches ;

– de niveau D, offrent des services de bonne qualité, les matériaux sont encore mieux (granit, brique revêtue de crépi, toits de tuiles ou terrasses), disposent de deux ou trois chambres et de deux douches.

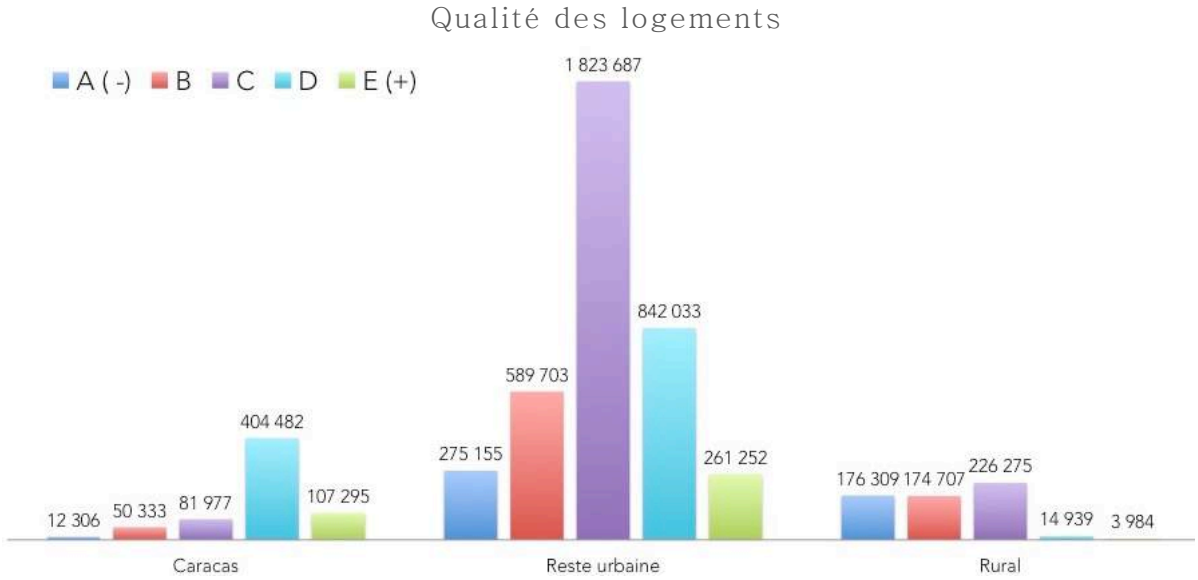


Image 30. Graphique Qualité du logement. Source INE 2001. Venescopio 2005. © YW2018

Image 31. À gauche catégorie B à droite GMVV — Ciudad Caribia, catégorie C–D. © yww 2018

L'échelle se termine par le niveau de qualité E, qui est l'extrême opposé du niveau A. Ce sont des logements qui présentent des services sanitaires adéquats, puisqu'ils ont des toilettes reliées au tout à l'égout, ou à une fosse septique, l'eau potable est obtenue par une adduction d'eau. Ce modèle présente une très solide structure avec des sols en carrelage, céramique, vinyle ou autres, les murs sont en parpaings, moellons, ou briques et les toits sont faits

de tuiles ou en terrasse. Enfin, la surface habitable du logement est très spacieuse, il y a trois chambres ou plus et il y a deux ou plusieurs cabinets de toilette et douches.
Le chapitre VI, lors de l'étude de la GMVV, explique en détail que les logements construits par l'État peuvent se classer dans les catégories C et D en ce qui concerne les matériaux de construction utilisés ou l'espace d'habitation.

Finalement avec ces critères-là, nous pourrions en déduire la fin des bidonvilles et celle du manque du logement. En effet, dès lors que les occupations spontanées comptent avec certains services de base, ils sont comptabilisés comme des logements normaux.

Image 32. Images prises chez Maria, habitante de la GMVV Bateas de Maurice. L'image de droite présente une maison avec un aspect très artisanal et au même temps très précaires dans son équipement ou aménagement intérieur © yww 2018

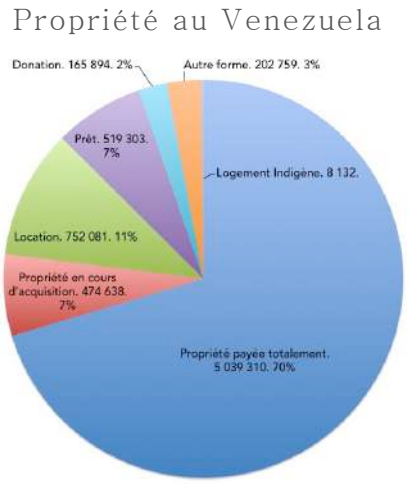


Image 33. Propriété au Venezuela. Source : INE, Recensement 2011. Traité avec Redatam+ SP — CEPAL/CELADE 2003-2013. © par l'auteur 2018

Dans ce graphique, établie par l'INE (statistiques officielles) la proportion de propriétaires déclarés est au moins de 70,36 %, voire de 77 % si les acquisitions en cours (6,63 %) se terminent favorablement. Ceci signifie que les trois quarts des Vénézuéliens achètent leur logement. Était-il alors raisonnable de penser qu'ils pouvaient se contenter d'une propriété collective, se satisfaire d'une absence de titre de propriété telle que préconisée par la GMVV et la politique socialisante du gouvernement ? (*cf.* voir chapitre V)

Vers un nouveau modèle de production

La dynamique annuelle de construction de logements est présentée dans les publications de diverses institutions, tant gouvernementales que privées. Une publication qui totalise les données de la construction de logements dans le pays est le Rapport annuel du Conseil National du Logement (*Consejo Nacional de la Vivienda* CONAVI), également il s'en trouve dans l'Annuaire Statistique du Ministère d'Infrastructure (MINFRA) qui rassemble les chiffres des constructions réalisées par le Fonds National de Développement Urbain (*Fondo Nacional de Desarrollo Urbano* FONDUR). L'Institut National de la Statistique (INE) a rendu publics quelques rapports spéciaux comme celui intitulé Situation du Logement au Venezuela, Rapport spécial, pour les années 1971, 1981 et 1992, à partir des Recensements Nationaux du Logement et de la Population (Zambrano, 2007).

Selon le sociologue vénézuélien Andrés Zambrano qui a produit plusieurs rapports au Venescopio, ainsi, il n'est pas seulement important [de connaitre] combien de logements se construisent, mais combien il est nécessaire d'en construire.

> « Selon la Chambre vénézuélienne de la Construction et le Rapport social 3 de DIASPER, le déficit de logements en 1986 était de 738 582 unités, en 1990, il était de 880 083 logements. En 1999, il se maintenait de façon plus ou moins constante et se situait à 900 000 logements. En 2006, le déficit cumulé de logements atteint 1,68 million de logements, représentant une augmentation de 87 % entre 1999 et 2006. » [Venescopio Reporte n° 19] A. Zambrano, 2007,

En ce qui concerne la situation du logement, selon le recensement de 2011, 8 216 443 logements ont été comptabilisés dans le pays, soit 4.106.424 de plus par rapport à 1990 et 1 973 822 de plus par rapport à 2001. Cela représente une croissance relative des logements dans le pays de 51,89 % entre 1990 et 2001 et de 31,62 % entre 2001 et 2011. Selon les mêmes statistiques officielles, 619 524 logements (7,54 %), ne possèdent pas les conditions optimales de qualité de vie, 9,1 % des logements manquent de services de base ; ce nombre a diminué par rapport aux 14,79 % calculés au Recensement de 2001. En parallèle, une valeur de 10,40 % de surpeuplement a été observée, en diminution par rapport aux 15,12 % évalués en 2001.

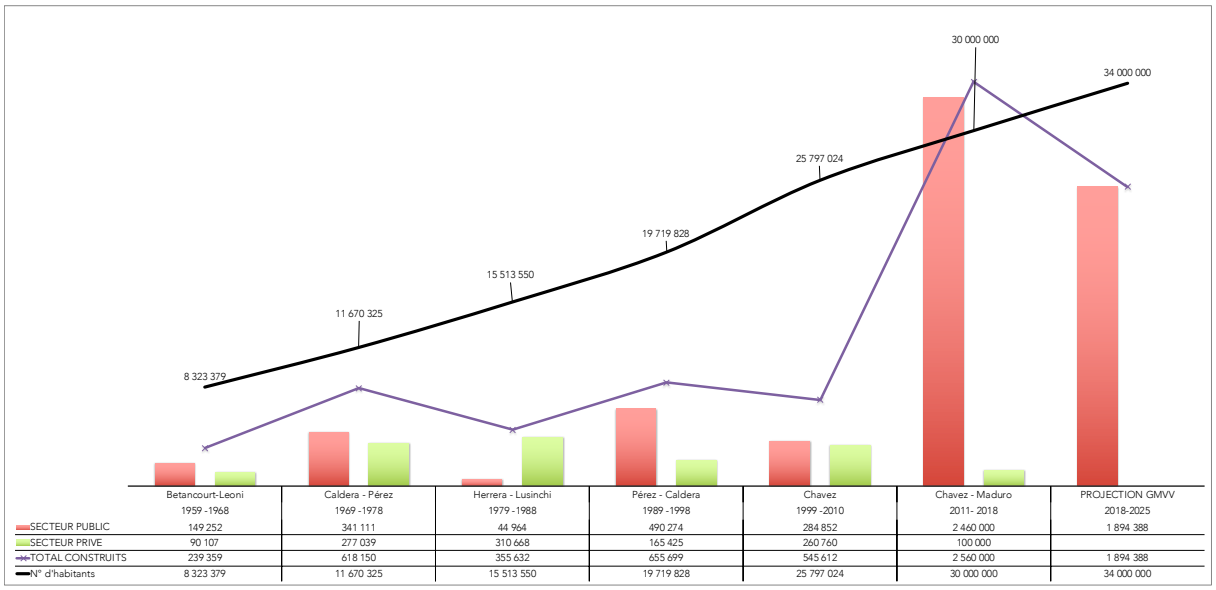
Image 34. Évolution de la construction de logements durant les 40 ans de gouvernement de droite (1 581 747 entre 1959 et 1999) et lors de la Révolution bolivarienne (2 000 000 du logement à mars 2018). Source : Ministère de la Communication du Venezuela. 2018.

En 2011, le dernier recensement a prescrit la nécessité de construire 3 millions de logements avec la GMVV en grand projet national. Sur la base d'un calcul empirique, en estimant la moyenne par foyer à quatre ou cinq personnes, la nécessité de construire 3 millions de logements équivaudrait à établir que la

moitié de la population du pays vit sans abri. Cette simple supposition confirme le caractère fragile de cette donnée, malgré la nécessité de construire rapidement des logements après les fortes pluies qui ont touché le pays en 2009 et en 2011. Cette condition d'urgence a rendu difficile de procéder à un recensement précis sur certains secteurs du territoire national. Néanmoins, le Ministère pour la Transformation révolutionnaire de la Grande Caracas était censé activer les projets.

En 2015, 800 000 logements avaient été produits dans le cadre de la GMVV[188], une dette partiellement soldée avec la moitié des logements construits par rapport aux objectifs. En 2018, 2 119 257 logements auraient été construits au cours des sept dernières années. Il resterait à construire l'équivalent de 880 743 logements en un an et demi, soit une production similaire à celle initialement proposée de 300 000 logements par an.

Processus politiques, nombre d'habitants et répartition de la construction de logements entre les secteurs public et privé



	Betancourt-Leoni 1959 -1968	Caldera - Pérez 1969 -1978	Herrera - Lusinchi 1979 -1988	Pérez - Caldera 1989 -1998	Chavez 1999 -2010	Chavez - Maduro 2011- 2018	PROJECTION GMVV 2018-2025
SECTEUR PUBLIC	149 252	341 111	44 964	490 274	284 852	2 460 000	1 894 388
SECTEUR PRIVE	90 107	277 039	310 668	165 425	260 760	100 000	
TOTAL CONSTRUITS	239 359	618 150	355 632	655 699	545 612	2 560 000	1 894 388
N° d'habitants	8 323 379	11 670 325	15 513 550	19 719 828	25 797 024	30 000 000	34 000 000

Image 35. Relation entre secteurs public et privé de construction de logements sociaux vs la quantité d'habitants. Processus politiques, nombre d'habitants et répartition de la construction de logements entre les secteurs public et privé. La projection finale (dernière colonne) représente la totalité des constructions restant à réaliser. Sources : BCV, CONAVI, MINFRA, OCEI, INE, CVC et dernières statistiques émises par l'État.

[188] En 2015, et les chiffres actuels évoquent la production de 1.400.000 logements. Au13/09/2019, 2.568.276 logements auraient été produits ou rénovés (portail du Minhvi).

Dans le cadre de la GMVV, l'État gère les projets et y consent un fort investissement, pratiquement à lui seul, mais ce sont le secteur privé et des États étrangers qui réalisent la construction des logements. La compilation des informations montre l'impact élevé en termes de nombre de logements édifiés, la référence quantitative prime. Il convient de mentionner que l'investissement consenti devrait être fonction des revenus de l'État. Ainsi la baisse du prix du pétrole d'une part, dépendant du marché mondial et non du Venezuela, s'est accompagnée d'autre part, dans les mêmes années, d'une chute sensible de la production de pétrole de l'entité étatique Pétroles Du Venezuela, Société Anonyme, PDVSA (*Petroleos De Venezuela Sociedad Anonima*) du fait de sa gestion lors de cette baisse des prix internationaux. La chute des revenus et de ce fait de l'investissement de l'État résulte donc de ces deux baisses simultanées. De plus, notons que l'État comptabilise à son actif toutes les constructions qu'elles soient faites par le secteur public ou le secteur privé.

Une planification incertaine

> Selon l'architecte Posani, dans L'habitat, aujourd'hui et demain, L'importance fondamentale de l'action politique :
>
> « Malgré les bonnes intentions, il n'y a eu, jusqu'à présent, ni condition ni possibilité d'élaborer un système d'aménagement urbain susceptible d'envisager l'ensemble du territoire vénézuélien. Le nier serait tromper l'analyse. L'absence de planification accompagnant et encadrant l'action généreuse de vouloir apporter une solution définitive au drame du logement s'explique d'abord par la situation caractéristique socio -économico-culturelle qui a marqué le sous-développement du Venezuela depuis le commencement de son histoire républicaine. » Posani, 2014.

Le nouveau défi est de faire de la qualité et par conséquent, *faire la ville*, construire une ville nouvelle. C'est l'enjeu que les autorités vénézuéliennes souhaitaient mettre en place en 2016. Lors du Forum *GMVV, Réalités et Perspectives pour Renforcer l'Habitat Communautaire*, auquel j'ai participé en 2016 au Venezuela, une nouvelle démarche est apparue pour repenser l'opération de la GMVV et lancer une troisième vague de constructions. Selon le Ministre du Pouvoir Populaire de l'Habitat et du Logement, lors du Forum :

> « nous avons fait un grand effort, nous avons construit 1 100 000 logements en 5 ans. Près de 40 % sont des maisons unifamiliales concentrées dans des cités. Il est important de mentionner que 40 % des logements ont été faits par le Pouvoir populaire. Nous avons investi dans la Grande Mission 479 milliards de

> bolivars, nous parlons de 72 milliards de dollars pour construire ce que nous avons aujourd'hui. En termes de terrains, nous avons occupé 12 500 060 hectares dans tout le pays, dispersés d'une manière qui répond aux études démographiques de notre pays, à notre schéma de caractérisation des cités, ce qui nous permet de préciser que nous avons à cette date, 1 192 cités construites dans tout le Venezuela. » Ildemaro Villarroel, MINHVI, 2016

De ces éléments contextuels et de leur relation avec ce nouveau modèle de production au Venezuela, on peut déduire qu'une grande partie du discours est basée sur les statistiques et les données valorisant alors la quantité et non sur la qualité.

Il s'agissait d'ajouter à la quantité et à l'urgence, la dimension qualitative qui à l'évidence, n'était pas présente dans toute cette démarche. Ainsi la consigne est de maintenir le rythme de construction massive, mais en s'assurant de l'amélioration de leur qualité. En 2016, il n'y avait que très peu de précisions sur cette notion de qualité. Mais pour autant, l'ensemble des participants au Forum manifestait leurs désapprobations dans la plupart des cités. Le manque de services publics et la faible qualité de la construction elle-même font partie de la majorité des griefs émis par les habitants. Des cités nouvelles de la GMVV ont dû être évacuées, les habitants délogés par l'État du fait de la mauvaise réalisation de certaines constructions ou des dommages subis lors des derniers séismes de 2018. Toutefois, jusqu'à la fin de 2018, la cadence de construction n'a pas faibli, ne laissant aucun répit pour une réflexion critique.

En septembre 2018, la GMVV a été repensée. L'objectif initial de construire 3 millions de logements d'ici la fin de 2019 a changé. Selon l'Organe Supérieur du Système National de Logement et d'Habitat (OSNVH) dans la Conférence de presse du 6 septembre 2018, le ministre Ildemaro Villarroel explique le nouvel objectif de construir 5 millions de logements d'ici à la fin de 2025. L'équivalent de six années supplémentaires de production massive de logements. Cinq millions de logements seront produits en 15 ans dans le Socialisme du XXI^{e} siècle, soit une moyenne de 333 000 foyers par an. Résultat qui peut être interprété comme une grande réussite et dont le but est inégalé dans l'histoire du pays. Peut-être n'y a-t-il pas de cas comparables dans le monde, mais la question se pose à nouveau : est-ce finalement la manière correcte de *faire la ville*? Si l'estimation par l'État est d'une moyenne de 4 ou 5 personnes par logement et avec un taux de croissance inférieur à 0,5 %, comme le montrent les statistiques officielles, on obtient :

5.000.000 de logements x 5 occupants = 25 000 000 personnes.

Selon les statistiques officielles, la population du Venezuela en 2015 était de 30 620 404 habitants et en 2025 serait estimée à 34,4 millions de Vénézuéliens. Ceci, sans comptabiliser l'exode massif que des statistiques/ONG estiment à 5 millions d'habitants au moins à fin 2019. Avec ce nouvel objectif, sans tenir compte de l'exode grandissant de la population vers l'étranger, il y aurait alors 72 % de personnes qui seraient logées par la GMVV. Si le même exercice était effectué avec quatre personnes par logement, celui-ci représenterait 58 % de la population vénézuélienne qui vivrait dans des cités de la GMVV. En poursuivant dans cette direction, cela reviendrait à penser que près des trois quarts de la population l'État vénézuélien vit dans une situation de sans-abrisme, et que d'ici à 2025 trois quarts de la population vénézuélienne vivra dans des logements de l'État.

Conclusions

Le détour par les éléments contextuels du terrain qu'ils soient économiques, climatologiques et sociaux, dessine un panorama global du pays et de ses habitants. Il apparaît clairement que le contexte est complexe et que le pays subit une forte mutation avec un appareil productif en évolution et dans une période de grande vulnérabilité, tant sur le terrain que dans la société. On assiste ainsi à une crise majeure à différents niveaux qui laisse le pays face à un défi incommensurable. Quel type de ville pourrait sortir, ou se créer dans ces conditions ? Les meilleures intentions garantissent-elles qu'il n'y aurait pas d'échec ? La transformation de cette ville modifie-t-elle la société et réciproquement ? Faut-il encore repenser les objectifs de la GMVV ?[189] Ces questions amènent à se pencher sur le contexte physique de la ville. Ceci se traduit par un retour sur l'histoire urbanistique de Caracas afin de mieux comprendre l'impact et la transformation que cette région a connue, face à l'incorporation de cette nouvelle opération massive du logement.

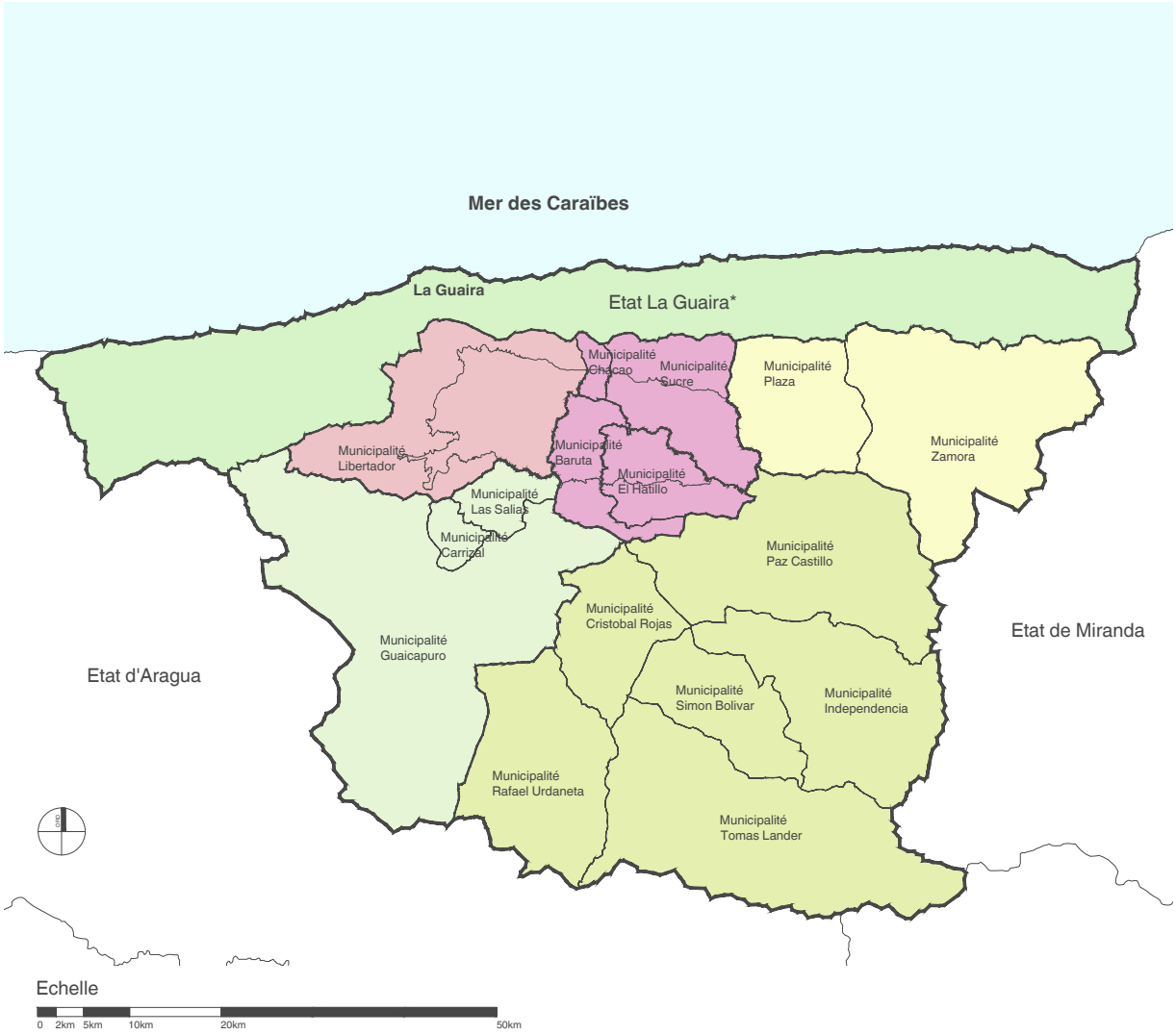
[189] Il ressort des chiffres une incohérence des calculs de la projection. Le but de la GMVV est de fournir un logement aux personnes qui ont souffert d'incidents et sont sans abri. Peut-il s'agir de l'ensemble de la population vénézuélienne ? Imaginer qu'il y ait des logements pour une population à venir, ou anticiper de futures catastrophes naturelles ? Un État prévoyant et un vaste territoire sous peuplé ? Qu'adviendra-t-il des logements construits par le secteur privé avant et pendant la GMVV ?

L'État vénézuélien tout en se contentant de la situation de crise et de catastrophe naturelle, ouvre intentionnellement aux divers acteurs de la société qui adhèrent au projet politique, la possibilité d'explorer, en vue de les résoudre, tout type de conflits qui apparaissent dans les domaines géographique, politique, économique et social auxquels sont exposés les Vénézuéliens. Depuis 2019, à la crise politique, économique et sociale du pays, entraîne une demande d'aide humanitaire de la part de l'opposition. Suite à cela, une meilleure prise en compte par l'opinion internationale de la situation dramatique du pays est constatée.

La situation de crise actuelle augmente la complexité de cette thèse : manipulation de l'information, validité des statistiques disponibles, exacerbation de l'information provenant de divers points. Sans perdre la perspective de l'étude et sans débattre de l'objectivité/ subjectivité de l'information, la conclusion qui ressort est que la majorité des Vénézuéliens est fort éloignée du bien-être (Maslow[190], 1954) et même du bien-être social (Sen[191], 1998). Selon les observations effectuées et l'analyse de terrain, tout autant que l'expression des médias internationaux et des reportages officiels, il en ressort que les habitants de la GMVV et tous les autres traversent des difficultés bien présentes. Cette production de logements sociaux est noyée dans ce contexte économique, climatologique et social qui mérite d'être approfondi dans les chapitres suivants, afin de mieux évaluer le nouvel habitat proposé par l'État à destination des personnes concernées par la présente étude.

[190] Abraham Maslow (1908-1970) psychologue américain considéré le père de l'approche humaniste. En 1954 développe la pyramide qui permet de classer les besoins humains par ordre d'importance en 5 niveaux. Ce classement correspond à l'ordre dans lequel ils apparaissent à l'individu ; la satisfaction des besoins d'un niveau engendrant les besoins du niveau suivant. Les besoin phycologiques (manger, boire, se vêtir, se reproduire, dormir...). Les besoins de sécurité (d'un abri, des ressources financières, physique, phycologique). Les besoins d'appartenance correspondant à aux besoins d'amour et de relation des personnes (affection, acceptation). Les besoins d'estime correspondent aux besoins de considération, de réputation et de reconnaissance, de gloire. Le besoin d'auto-accomplissement correspond au besoin de se réaliser, d'exploiter et de mettre en valeur son potentiel personnel. (Source Collectif Sarka SPIP).

[191] Amartya Sen (1933-), économiste et philosophe indien. Spécialiste des problématiques de la pauvreté et du développement, prix Nobel d'Économie 1998 pour « sa contribution à l'économie du bien-être ».



Légende

- Limite Région Métropolitaine de Caracas
- Limite Sub-Régionale
- Limite de Municipalité
- Aire Urbaine
- * Etat La Guaira: dénommé "Etat de Vargas" jusqu'en 2019

- District Capitale : 3 030 564 hab.
- District Métropolitain de Caracas : 1 271 723 hab.
- Conurbation Altos Mirandinos : 404 188 hab.
- Conurbation Valles del Tuy : 850 086 hab.
- Conurbation Guarenas-Guatire : 371 119 hab.
- La Guaira (Etat La Guaira) : 410 589 hab.

Carte schématique du Vénézuela

Source: Direction de la Planification et Gestion Métropolitaine 2011.
Institut Métropolitain d'Urbanisme Atelier Caracas.
Institut National de Statistiques (Instituto Nacional de Estadisticas - INE) - estimations 2018

Plan du Grand Caracas

Image 36. Plan du Grand Caracas. Limites Région Métropolitaine, Zone métropolitaine, Population et Carte schématique du Venezuela. @yww, 2020

CHAPITRE III. GRAND CARACAS : URBANISME, CROISSANCE ET BESOINS EN LOGEMENT

Le Grand Caracas qui compte six millions d'habitants selon les dernières statistiques officielles et s'étend sur 5307 km^2, est une agglomération urbaine qui couvre la totalité du District Métropolitain, du District Capital de Caracas et inclus des villes satellites. Dans ce chapitre nous porterons une attention particulière à trois entités territoriales : la Zone Métropolitaine de Caracas[192] qui s'étend sur 817 km^2 et compte une population de quatre millions d'habitants, le District Capital qui, dans la municipalité Libertador (433km^2, trois millions d'habitants en 2018), accueille la ville de Caracas, capitale du Venezuela ; et enfin la Guaira (municipalité La Guaira), zone côtière avec 1497km^2 et 410 000 habitants. (Voir plan à gauche). Sa trame urbaine a connu une évolution plus lente que d'autres villes d'Amérique latine (Bogota, Santiago de Chile et Lima). Ainsi, la ville de Caracas a conservé une structure coloniale jusqu'au début du XX^e siècle.

Comme le mentionne Marcel Roncayolo dans son ouvrage *Lectures de villes, formes et temps (1992),* l'histoire des villes est marquée par une lente transformation de leur esthétique et une obsession pour l'alignement. Mais ces villes ont pu connaître des destins variés en découvrant ou non de nouveaux horizons et en faisant le choix de favoriser l'ouverture ou la fermeture. Ces éléments, combinés avec le développement urbain de la capitale, génèrent un type de représentation spécifique (tant de sa morphologie urbaine comme de son imaginaire)[193]. Comme indiqué dans le chapitre théorique, l'évolution de la ville est liée à l'industrialisation et à l'agrégation désordonnée d'usines ou ateliers et de logements des travailleurs pour répondre aux nouveaux besoins

[192] Le District Métropolitain compte quatre municipalités : Baruta, Sucre, Chacao et Hatillo (384km^2, 867 000 habitants). Le District Capital comprend la municipalité de Libertador.

[193] Surtout les quartiers précaires autoproduits par les habitants dans les années 1940-1970. Entre les années 1940 et 1960, Caracas connaît une croissance « explosive », sa population double presque tous les dix ans (de 350 000 habitants en 1941 à 690 000 en 1951, à 1,3 million 300 000 en 1961 et à 2,2 millions 200 000 en 1971, date à laquelle s'amorce la baisse du taux de croissance). Marco Negron, 2001.

d'une main-d'œuvre nouvellement arrivée au cours du XIX^{e}/XX^{e} siècle. L'une des grandes contributions de l'œuvre de Roncayolo est de démontrer que les formes du paysage et les formes urbaines existent selon les représentations collectives qui peuvent les définir. Selon lui, la perception ne suffit pas pour l'interprétation des formes puisqu'elle implique toujours d'inclure une interprétation collective. Dans *L'imaginaire de Marseille. Port, ville, pôle* (1990) Marcel Roncayolo mobilise toute une série de représentations qui influencent l'image finale de la ville et son imaginaire collectif. Ce type d'analyse nous a inspiré pour l'étude du Grand Caracas.

> « … l'imaginaire ne relève pas uniquement de l'expérience individuelle, [...] il est à la fois cumul et prolongement d'expérience. L'articulation de l'individuel et du collectif reste, quelles que soient les références théoriques invoquées, la question essentielle des sciences humaines. L'imaginaire ne se construit pas en isolat ; il vit de confrontations, récits, langage, et s'accroche à des signes collectifs, que sont, par exemple, les formes matérielles et les paysages. Mais, à l'inverse, le collectif n'intervient pas seulement en bout de course. Il commande en partie les actes plus ou moins élémentaires de la psychologie individuelle et ces opérations plus compliquées que sont la connaissance du monde sensible, la perception du monde sensible, la perception et la mémoire. » M. Roncayolo, 1990, p 34.

De plus, une démarche historique permet de comprendre le développement de la politique du logement aujourd'hui, et de recréer un récit parfois chargé d'imaginaire lié à sa représentation physique. Comme l'explique Manuel Castells,

> « L'étude de l'histoire du processus d'urbanisation semble tout indiqué pour aborder la question urbaine, car elle nous introduit au cœur de la problématique du développement des sociétés. En fait, plutôt que d'établir des critères de périodisation, il est absolument nécessaire d'étudier la production des formes spatiales à partir de la structure sociale de base » M. Castells, 1975, p 19.

Ce dernier auteur est ainsi très fidèle à la compréhension des processus d'urbanisation par les rapports de forces culturels et entre classes sociales, ainsi qu'à l'organisation de l'espace qu'ils génèrent.

Ce chapitre, divisé en quatre parties, propose de détailler le panorama urbain dans lequel le plan de construction de logements massifs GMVV, proposé par l'État, s'insère. Dans une première partie, un bref panorama des diverses représentations allégoriques est proposé (tableau, photomontage, poème), afin de montrer quelques images et symboles auxquels la ville peut être associée.

De la même manière, sont présentées différentes manifestations architecturales et urbaines contemporaines qui proposent de valoriser l'appréciation de la ville de Caracas pour combattre la peur de la violence, qui est une représentation forte de la ville. La deuxième partie présente un parcours détaillé des événements historiques, politiques, climatologiques et juridiques qui ont impacté ou produit les modifications de la ville du XVI^{e} au XXI^{e} siècle. Une troisième partie traite de l'ampleur de la production des quartiers précaires, leur formation et leur morphologie dans la ville, tant dans les dimensions horizontales que verticales. La dernière partie propose d'étudier la manière dont la métropole est approvisionnée et innervée par les services publics à Caracas, notamment à partir de plusieurs extraits d'entretiens avec les habitants. Cette description nous permettra de connaître une partie de l'architecture et de l'urbanisme de la ville par rapport au logement social et l'état actuel des services qui produisent effectivement un bien-être (Maslow, 1954).

Caracas peut se lire à trois niveaux :

- La ville de Caracas occupe toute la municipalité Libertador (District Capitale) et les municipalités Baruta, Chacao, El Hatillo et Sucre qui font partie de l'État de Miranda. Chacune des 5 municipalités qui la composent a également un maire.
- Le District Métropolitain de Caracas (DMC) ou Zone Métropolitaine de Caracas (Area Metropolitana de Caracas) est un organe politico-administratif qui coordonne le fonctionnement de la ville de Caracas par l'intermédiaire de la Mairie Métropolitaine (Alcaldía Mayor) qui a la personnalité juridique et l'autonomie dans les limites de la CRBV et de la loi. Le Maire métropolitain[194] est la première autorité civile, politique et administrative de la ville de Caracas ;
- L'agglomération Grand Caracas décrit précédemment.

L'étude sera menée à l'échelle de la région métropolitaine, ce qui en élargit les limites au-delà du simple périmètre administratif de la ville. Ce périmètre s'est d'ailleurs trouvé modifié de part de l'évolution territoriale ces dernières années, en plus du perimetre d'action de la politique publique du logement

[194]Le Maire métropolitain a été en prison entre 2015 et 2018. Suite à son évasion, il est désormais exilé en Espagne, ce qui rendait difficile la coordination de ceux qui sont sous sa coupe, comme les cinq municipalités locales et/ ou les organismes supérieurs, régionaux ou nationaux.

mise en place. Cela justifie que je fasse référence tantôt à Caracas, tantôt à la zone métropolitaine ou à l'agglomération Grand Caracas.

> « De la nature et de la fondation comme ressources urbaines premières, à l'institutionnalisation douteuse de la métropole de l'or noir, la mise en perspective de « plusieurs villes » a montré comment cellesci s'entremêlent et se confondent bien souvent : Caracas ville coloniale, libérée, libérale, nostalgique, moderne, internationale, « ingouvernable ». Néanmoins, à travers ces diverses villes, le caractère provisoire s'impose comme fil conducteur, rassembleur des temporalités, des emprises et des usages. Ce ne sont pas les faits démographiques qui fondent et définissent le caractère métropolitain d'un peuplement, mais leur prise en charge dans des cadres d'articulation et de gestion urbaine adéquats au regard de l'entretien du bien commun citadin. Lorsque ce processus n'a pas lieu, les crises s'installent, les excès se normalisent et les issues définies par le paradigme de l'urgence à la place du politique deviennent courantes. » P-J Garcia Sanchez, 2007, p 186.

1. De la ville hétéroclite à la ville militante

Images d'une ville accueillante

Caracas, de son vrai nom Santiago de León de Caracas, a été une source d'inspiration pour la poésie, la musique, la littérature, la photographie, le cinéma et la peinture à différentes époques. Chacune de ces disciplines et leurs diverses déclinaisons ont immortalisé son esthétique, sa beauté et ses contrastes.

Parmi les différents portraits qui ont été faits de la ville, l'intérêt se porte sur ceux où elle est l'objet même d'une description. Cette présentation comprend de brefs passages de chroniques qui révèlent la ville de Caracas ; ces dernières sont bien comprises comme un genre littéraire qui dépeint la ville, quelques images viennent faciliter leur lecture. Bien qu'elles répondent à la structure d'un genre, elles le renouvellent, élargissent ses possibilités en présentant la singularité de Caracas et sa transformation en une métropole moderne, et en révélant une manière de « faire » la ville (D`Alessandro Bello, 2010). Cette compilation met en lumière la modernité et les avancées dans sa conception. De plus en plus de chroniqueurs contemporains tels qu'Ignacio Cabrujas, Milagros Socorro, rendent compte du mode de vie et de la manière dont le citoyen ordinaire appréhende ce contexte complexe. Des documentaires cinématographiques montrent l'évolution de la ville en fonction d'influences politiques à différentes époques (Cine Archivo et le travail des cinéastes Oteiza et Lucien). Enfin, les architectes William Niño Araque et Enrique Larrañaga qui font partie des références, émettent de vives critiques dans leur appréciation du paysage urbain en tant que conséquence d'actions politiques. Une abondante littérature a été produite au cours des cinq dernières années qui met la focale sur l'agressivité de la transformation de la ville ou du mode de vie des habitants et y voit une tragédie ou une catastrophe quotidienne : Inès Quintero, Ana Teresa Torres, Hector Torres. Cela permet d'avoir une vision commune de ce domaine qui ne constitue qu'une partie de la mémoire d'aujourd'hui.

En guise d'introduction à la ville j'aimerais présenter un poème de l'écrivain vénézuélien, José Ignacio Cabrujas qui a été publié[195] à l'occasion du 444è anniversaire de la fondation de la ville de Caracas. Le poème souligne un

[195] Publié le 25 juillet de 2011 dans l'essai *« Caracas, cumpleañera, selon Cabrujas »*

caractère « provisoire », adjectif qu'il attribuait tant aux habitants qu'à son territoire, à sa géographie ainsi que « l'espoir » qu'inspire cette ville.

Caracas, de passage (français)

« Il n'y a pas de fanfares solennelles
Il convient de se rappeler parfois
Qu'il s'agit d'une vallée et d'un peuple
Et d'un lieu de passage
Que personne n'est venu trop y demeurer
Parce que tous les panneaux
qui mesuraient la distance
Parlaient d'exil et pendant ce temps
Où les maisons s'inséraient dans les plans
Avec cette facilité que donnent les carrés
Qu'il n'y avait pas un être pour imaginer
le triangle
Que c'était un lieu de séismes tenaces
Que la cathédrale, c'était pour en parler
et non une tour
Qu'il y avait des hommes pressés
Et que toute persévérance résultait d'une
défaite
Il convient de rappeler que c'était une
ville de fous
Au Nord d'une emprise
Où y entrer, c'était descendre de la
montagne
Et que tout irait mieux demain
Pour toute chose, paraître avant d'être
Ainsi en est-il des gens, ainsi de la
musique
Ainsi de cette histoire
Toujours au Nord, pendant ce temps et
juste au cas où ».

José Ignacio Cabrujas, 1978

Caracas pasajera (español)

« No hay fanfarrias solemnes
Conviene recordar a veces
Que se trata de un valle y de unas gentes
Y de un lugar de paso
Que nadie vino a quedarse demasiado
Porque todos los carteles
que medían la distancia
Hablaban de exilio y mientras tanto
Que las casas se entendían en los planos
Con esa facilidad de los cuadrados
Que no hubo un ser con imaginación
de triángulo
Que fue un lugar de obstinados terremotos
Que Catedral fue un por decir
y no una torre
Que eran hombres de prisa
Y que cualquier constancia partió de
una derrota
Conviene recordar que fue
ciudad de locos
Al norte de una empresa
Que entrar en ella era bajar de la
montaña
Y que todo iba a ser mejor mañana
Que una cosa antes de ser, se parecía
Así la gente, así la
música
Así esta historia
Siempre al norte, mientras tanto y por
si acaso ».

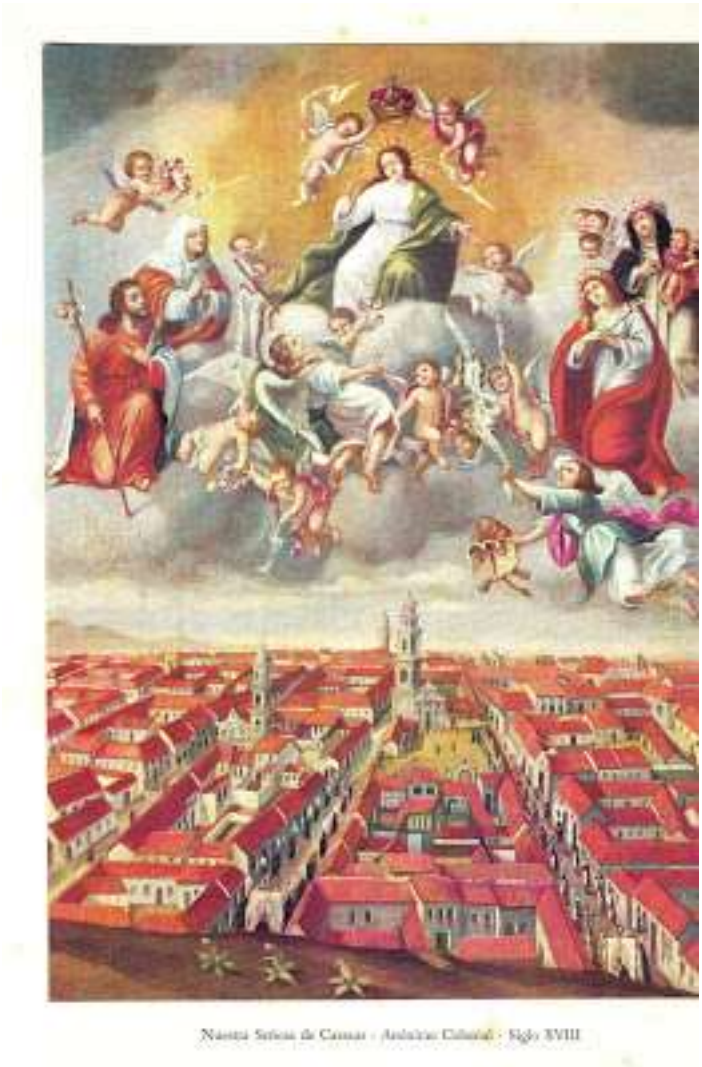
José Ignacio Cabrujas, 1978

Un peu plus tard, il précise dans un entretien[196] :

> « [197]…. Par cela, nous les gens de Caracas avons toujours rêvé-du jour où nous inaugurerons la ville, une ville qui nous ressemble ; ce qui est virtuellement impossible est un délire collectif. C'est ainsi que Caracas vit toujours le spectacle de la destruction de ce qu'elle considère provisoire, en attendant qu'apparaisse le définitif » I. Cabrujas, 2011.

Représentation de Caracas

Image 37. Représentation de Caracas. Tableau du XVIII[e] siècle, *Nuestra Señora de Caracas,* anonyme.



Quelques années plus tard, cette allégorie poétique est toujours représentative de la ville. Elle fait écho à l'une des premières représentations de la ville. Un tableau du XVIII[e] siècle, *Nuestra Señora de Caracas,* signé par un anonyme à

[196] Entretien fait par Milagros Socorro en 1994 à Ibsen Martinez. Synthese par Vilma Obadia 2011.
[197] « C'est pourquoi la cathédrale de Caracas n'est pas une cathédrale, c'est une aspiration à quelque chose qui n'est pas arrivé à se faire. Et aujourd'hui l'on peut la visiter et la trouver vétuste mais inachevée. … Par cela… »

l'époque coloniale. Cette peinture représente une image religieuse qui n'échappe pas à l'empreinte de l'époque. Dans sa partie inférieure, nous pouvons apercevoir la ville de Caracas. En dehors de la symbolique religieuse[198], nous pouvons voir comment Caracas est perçue dans la seconde moitié du XVIII[e] siècle. Au centre se trouve la *Plaza Mayor* (Grand-Place) avec son marché et ses paniers, construite par ordre du gouverneur Ricardos ; en face, on aperçoit aussi la cathédrale et sa grande tour. À droite de la place, on distingue l'îlot où se trouvait le palais de l'évêque (maintenant le palais de l'archevêque) ; dans le coin, l'université avec son petit dôme. En arrière-plan se profile une tour appartenant à l'église de *La Candelaria* ainsi que, près de la cathédrale, celle de l'église de San Mauricio (aujourd'hui appelée *Santa Capilla*). (OCI-Rojas, Caracas, 1972, Quintero, 2017).

Pendant plusieurs siècles, Caracas a couramment été appelée la « *ville aux toits rouges* », du fait des tuiles qui couvraient les toits. Avec un urbanisme caractérisé par une grille orthogonale, simple et facile d'accès. Les « carrés » font écho à ceux évoqués dans le poème de J. I. Cabrujas. Des éléments ressortent et marquent l'image à l'instar de la tour de l'église ou du vide de la Grand-Place. À gauche, la montagne fait aussi partie de ce paysage. On sent qu'il y règne un certain ordre et le calme, malgré la présence de nuages gris foncé sur cette représentation. Nous avons là des éléments qui convoquent la nostalgie d'une image idéale de la ville, sous la protection des divinités, aujourd'hui, ce n'est qu'une image anecdotique de l'origine de la ville de Caracas.

L'emploi de briques et de tuiles rouges a évolué dans le processus de développement urbain de la ville. Désormais, leur utilisation ne concerne que de grands bâtiments, ou des bidonvilles, sans aucun rapport avec ce souvenir. Les diverses représentations de la ville ont aussi évolué. Par exemple, la

[198] Parmi les quatre personnages qui devaient accompagner la Vierge Notre-Dame de Caracas, trois saints qui sont les protecteurs de Caracas. "*Le retable a été décrit comme suit: au-dessus, dans les nuages, la Vierge couronnée par deux anges, à la droite de Marie, Sainte Anne, sa mère, patronne du Métropolite de Caracas, et ensuite l'Apôtre Saint Jacques [Santiago], le saint patron de la ville, à gauche de la Vierge, serait Santa Rosa de Lima et Santa Rosalía, la première, en tant que représentante des études ecclésiastiques, lorsqu'elle fut fondée en 1673, et la seconde, pour son intercession lors de la peste la peste, pour l'avoir sauvée, elle se rendit dans la capitale en 1696. Autour de ce groupe seraient placés les anges de la cour céleste qui célèbrent Marie, ayant à porter dans leurs mains des rubans dans lesquels se trouvaient les différents versets des litanies*". Basé sur les chroniques de Caracas par Aristides Rojas (Quintero, 2017).

« Caracas sanglante *(Caracas sangrante)* » du photographe Nelson Garrido[199] donne à voir une vision dramatique d'une ville qui pleure le sang. Rapprocher le poème de ces deux images permet de mettre en exergue combien la temporalité est un enjeu de la ville de Caracas, qui influence la manière de retracer l'histoire de la ville.

Iconographie d'une époque… encore au XXI[e] siècle

Image 38. Iconographie d'une époque… encore au XXI[e] siècle. *Caracas Sangrante*
© Nelson Garrido 1993

> « Ce que je voulais exprimer, c'était une angoisse en tant que citoyen, quelque chose que nous avons tous ressenti et en partie que nous ressentions encore à Caracas. Que ce soit avec la droite, que ce soit avec Chavismo, c'est une sensation montante. Le saignement de Caracas est effectué avant Chavismo, ces symptômes étaient là. » Nelson Garrido[200]

En tout cas, voici une description des faits avec un échantillon d'images qui montrera, cette évolution jusqu'à la production massive de logements qui suscite l'intérêt de notre étude et qui met en vedette l'image la plus récente de la ville de Caracas.

---

[199] Nelson Garrido (Caracas, 1952) photographe vénézuélien, a été le premier photographe à avoir reçu le prix national des arts plastiques du Venezuela en 1991, son travail a lié la violence quotidienne, l'érotisme, la religiosité et la laideur dans différentes dimensions de la vie dans les villes vénézuéliennes.
[200] Entretien fait par Rodrigo Millán et Gonzalo Caceres, Bifurcaciones, 2013. Traduit par l'autheur.

Les contrastes physiques et sensoriels

Le Grand Caracas se caractérise par d'importants contrastes, comme il existe peu d'exemples dans le monde. La ville est urbanisée et peuplée, comme précisé dans le chapitre précédent. Elle possède des identités très contrastées en termes d'urbanisme et au regard de l'image qu'elle peut avoir aujourd'hui. Ces contrastes sont le résultat des étapes successives de son évolution urbaine. La ville a subi, au début du XIX^{e} siècle, une forte influence européenne dans sa planification puis une influence américaine au début du XX^{e} siècle. Enfin, dans la deuxième moitié du XX^{e} siècle, la ville s'est agrandie avec l'incorporation d'un tissu informel qualifié d'occupation spontanée. Sa géographie, notamment son relief et sa morphologie urbaine expliquent également ces contrastes et qui pourrait être lu comme ceux qui brossent un portrait à grands traits du Venezuela. Bien que la composition sociale joue aussi un rôle dans ces contrastes, nous aborderons principalement ici la question urbaine et historique pour observer son évolution.

Depuis sa fondation, Caracas s'est développée sous forme de damier (réticulaire) dans une vallée relativement étroite, située à un peu moins de mille mètres d'altitude. Traversée de part en part par la rivière « *Guaïre* »[201], cette dernière a également influé sur l'aménagement du territoire. Cette géographie crée des conditions s'apparentant à une « protection » qui se trouve renforcée par la présence du massif de l'Avila ou « *Waraira Repano* », autrement nommée la « Grande Montagne », et localement reconnue comme le « poumon de Caracas ». Ce massif verdoyant culminant à 2 765 mètres d'altitude a été classé en Parc national en 1958. Ce parc s'impose dans toute sa grandeur sur l'ensemble de la ville. En 2018, Caracas célèbre le 451^{e} anniversaire de sa fondation et le massif de l'Avila demeure le décor naturel avec ses deux versants. Le premier versant, exposé au sud, est celui où la ville s'épanouit, s'élargit et se développe aujourd'hui. Le second versant, exposé au nord, forme les coulisses du massif, délimité par le port de la Guaira et la mer Caraïbe. Cette dernière se trouve à moins d'une quinzaine de kilomètres du centre-ville à vol

[201] Avant le XX^{ème} siècle, cette rivière de 72 km était la principale source d'eau pour tous les habitants. À la fin du XIX^{ème} siècle, pendant le gouvernement du président Antonio Guzmán Blanco, les égouts ont été créés. C'était considéré comme une bonne pratique à l'époque et leur incorporation était également nécessaire pour améliorer l'hygiène de la ville. Cependant, il a décidé d'utiliser la rivière Guaïre comme principale voie d'évacuation des eaux usées de la ville. À ce jour, plusieurs tentatives de nettoyage ont été entreprises, sans succès. Cette rivière reste d'une part un élément limitatif c'est-à-dire une barrière dans la ville, d'autre part sa valorisation est quasi impossible au vu de la saleté de ses eaux.

d'oiseau et à un peu plus d'une trentaine de kilomètres par voie routière. Ces deux versants renforcent le contraste entre, d'une part, une ville dense avec d'imposantes autoroutes, de grands bâtiments, de nombreux bidonvilles, et d'autre part, à peu de distance tant physique que temporelle (moins d'une heure), la mer et son climat tropical.

Bien évidemment, des contrastes sont aussi présents dans la morphologie urbaine et à travers les vestiges historiques.

La ville fait également l'objet de certaines stigmatisations comme celle d'être une des villes les plus dangereuses du monde, en matière de violence urbaine[202]. Toutefois, de fortes revendications des citoyens proposent de vaincre la peur, de se forcer à y vivre, de la parcourir et de se l'approprier constamment, tel est le cas du collectif CCSen365[203], mouvement qui vise à ce que les caracassiens perdent leur peur de marcher dans la capitale.

C'est une ville qui suscite de vives émotions, positives ou négatives, fortement contrastées en fonction des expériences de chacun. Tous les habitants, vénézuéliens ou non, s'accordent cependant pour lui reconnaître une certaine beauté, bien qu'elle soit parfois difficile à discerner ou à qualifier.

Caracas a été une ville accueillante qui a ouvert ses portes à de nombreux mouvements migratoires : Européens après les deux Grandes Guerres, Latino-Américains lors des périodes de dictature, et mêmes Nord-Américains, accueillant ceux qui rêvaient d'un avenir meilleur, de clémence climatique et d'opportunités de développement dans un cadre attractif.

Durant ses 453 ans d'existence depuis 1567, Caracas a subi cinq grands tremblements de terre et trois épisodes de très fortes pluies. Ces catastrophes naturelles ont marqué son destin physiquement et son identité au fil du temps. Les catastrophes naturelles et les épidémies ne l'ont pas épargnée. Mais à sa manière, la ville a toujours réussi à en sortir victorieuse grâce à la force de ses

[202] La ville de Caracas, ainsi que le Vénezuela, sont considérés comme certains des lieux les plus violentes d'Amérique latine. «Le Venezuela est le pays le plus violent d'Amérique latine avec 16 506 décès dus à des morts violentes en 2019. Il y a 60,3 décès violets pour 100 000 habitants.» Cela a été rapporté par le sociologue Roberto Briceño León, directeur de l'Observatoire vénézuélien de la violence et une partie de notre panel de personnes interrogées sur le thème du logement.
[203] Luis Rafael Bergolla, promoteur du collectif et communicateur social diplômé de l'UCV.

habitants qui, pour la plupart, sont très enracinés dans leur territoire, même face aux adversités.

Production d'image par la pratique des habitants, des groupes qui valorisent la ville

Au moment où s'élaborait cette recherche, peu d'informations sur l'intégration des projets de construction de logements dans le tissu urbain existant étaient disponibles. Notre travail a ainsi permis de confirmer qu'il n'existe aucun plan macro ou de projet urbain global de la GMVV[204].

Ces dernières années, des mobilisations confortées par l'USB (Université Simon Bolivar) et l'UCV (Université Centrale de Venezuela), entre autres, ont soutenu les initiatives d'intégration et ont permis de découvrir la ville de Caracas. Elles ont pour but de faire comprendre qu'il s'agit d'un contexte assez complexe, d'attirer l'attention sur la diversité et l'ampleur des actions, ce qui génère une réflexion commune afin que la ville soit plus agréable pour ses habitants.

Des bureaux d'architecture, urbanisme ou académiques ont des projets ponctuels qui méritent d'être mentionnés. En premier lieu, l'agence *Enlace Arquitectura*[205] et son projet *Sembrando Ciudad,* est un programme de formation qui aide les communautés de faibles ressources économiques à construire et amelliorer des espaces publics dans leur environnement et *CCSen365* qui présente des itinéraires urbains, ce qui permet à nombre de personnes de découvrir Caracas. Le plus récent projet CCS city 450[206], en commémoration des 450 ans de la ville, est une sorte de concours de description littéraire, narrations de type chronique, essai ou conte, qui promeut un processus de réflexion sur l'espace public, la géographie de la ville, le partage d'idées ou de points de vue sur la ville, son histoire, sa condition actuelle et une projection vers un futur proche. C'est le cadre commun à toutes les productions diverses et variées de logements, privées ou publiques, où elles se concentrent et où

---

[204] Il existe des espaces de réflexion et de discussion chaque année, au MUSARQ (Musée National d'Architecture) ou au Ministère. Ils incluent des actes. Ils encadrent les processus de construction ou le regroupement d'entreprises nationales et internationales.

[205] Agence fondée en 2007 par Elisa Silva, architecte diplômée de l'Université de Harvard. Elle est co-auteur de la cartographie CABA des Barrios de Caracas 1966-2014 qui a reçu le prix Andrés Bello de l'USB en 2016. Publication citée aux chapitres, II, III et IV. *Sembrando ciudad, La Palomera, Baruta,* est soutenu par la fondation Citi et exécutée par Fudep Venezuela et Enlace Arquitectura.

[206] Projet préparé par les architectes et professeurs Aliz Mena et Franco Micucci de l'Université Simon Bolívar et membres fondateurs de Fundación Espacio, avec María Isabel Peña, de l'Université Centrale de Venezuela. Parmi d'autres intervenants dans un style différent, il faut citer Arquitour, qui effectue des visites en partenariat avec le maire de Chacao ; « *Te paseo y te cuento* », Je te promène et te raconte.
Et le collectif *Caso Estudio* avec son projet « *Caracas by byke* », qui propose un parcours à vélo à travers la topographie difficile de la ville.

l'habitant peut se retrouver. L'expression de ces narrations prouve qu'il existe des groupes d'architectes et d'urbanistes attachés à la ville et à ses habitants. Ils ont fait l'objet d'entretiens dans le cadre de cette recherche. Néanmoins, leur objectif n'inclut pas le logement social qu'ils estiment être un univers impénétrable réservé à l'État.

2. L'urbanisme hétérogène de Caracas

De nombreux auteurs, dans différentes disciplines, ont décrit l'histoire urbaine de Caracas dont nous avons choisi certaines études et ouvrages :

- L'exhaustive compilation de l'histoire de l'architecture jusqu'à la modernité par Juan Pedro Posani et Graziano Gasparini, *Caracas à travers son architecture* (1969), un travail fondamental effectué pour la commémoration du 400e anniversaire de la ville, considéré comme l'un des premiers recueils majeurs sur l'histoire de l'architecture au Venezuela, par son exhaustivité historique et graphique.

D'autres textes apportent un éclairage par leur contenu :

- l'analyse de l'*Urbanisme européen à Caracas* (1983) par Arturo Almandoz[207], un ouvrage qui souligne l'influence européenne sur la ville de Caracas au début du XXe siècle,
- la critique du développement urbain de la ville par William Niño Araque et Marco Negrón qui ont étudié la place de la planification sur le développement de la ville. Leur regard critique pointe justement cette absence, et l'incidence sur les contrastes de Caracas aujourd'hui,
- la littérature et la vision philosophique de la ville par Mariano Picón Salas,
- la contribution et la lecture des plans urbains par Irma de Sola.

J'ajouterai aussi les études scientifiques et statistiques compilées par l'Université Centrale du Venezuela, l'Université Simón Bolívar et l'Ordre des Architectes du Venezuela et l'apport de l'architecte Herrera Napoleón au sujet de la formation du tissu urbain de Caracas en lien avec la politique du pays. Le travail mené par Enlace Arquitectura (Silva, Caradonna, Galavis) intitulé CABA

[207]Arturo Almandoz Marte professeur titulaire du Département de Planification Urbaine de l'Université Simón Bolívar (USB), Caracas.

(2015), a par ailleurs marqué l'évolution et la reconnaissance des « occupations spontanées » au Venezuela entre 1966 et 2014.

Concernant le regard sur la ville de Caracas, il est possible de citer la compilation fait par J. Martin Frechilla, Alberto Lovera, *La Ville : de la Planification à la Privatisation* (1994) Il sera fait également allusion à d'autres représentations de la ville des plus anciennes aux plus contemporaines pour saisir Caracas aujourd'hui. En complément de l'ensemble de ces références, des entretiens menés avec des architectes contemporains, enseignant et vivant dans la ville — Franco Micucci, Enrique Larrañaga, Hernan Zamora et Henry Vicente —, viendront étayer le champ d'études par leur regard sur l'actualité urbanistique et leur manière de vivre la ville aujourd'hui. Enfin, Alfredo Brillembourg, Prix de Venise 2013, apportera spécifiquement son point de vue sur l'évolution et la participation des habitants à l'habitat informel.

Tous ces éléments permettent de saisir une représentation globale de cette ville, en perpétuelle redéfinition, qui a contribué à la création d'une identité particulière.

Selon Carola Herrera Napoléon (2011)[208], la diversité de la structure urbaine des villes vénézuéliennes, est accentuée par la disparité, l'hétérogénéité et la complexité de leur territoire urbain. Ces formes de configurations obéissent à différentes logiques d'organisation. Avec plus de détails et en s'appuyant sur le travail de Frank Marcano (1983), elle explique que la fragmentation de la structure urbaine de Caracas correspond principalement à quatre types de tissus : les zones traditionnelles, les zones d'extension ou de croissance d'expansion, les zones de polygone et les zones de développement incontrôlé.

Un aperçu de ces tissus permet de mieux comprendre la structure de Caracas.

- Les zones traditionnelles constituent le noyau de la fondation de la ville, caractérisé par une formation réticulaire et un tracé géométrique classique, colonialiste dans le cas de Venezuela. Dans cette typologie urbaine, l'alignement des bâtiments se fait sans retrait sur les rues, créant des alignements urbains continus et constituant formellement la « rue corridor ». La place centrale est

[208] Carola Herrera Napoleón, architecte, docteure en Urbanisme. Université Centrale de Venezuela.

conservée.

- Les zones de croissance par expansion concernent l'élargissement de la ville, elles impliquent l'inclusion de grandes routes et la forte séparation entre les zones piétonnes et les autres tissus de la ville. Ceci rappelle les zones d'extension du Plan Cerdá (1859) et du Plan Monumental de Caracas (1939) assez proche de celui de Le Corbusier (1922).

- Les zones de polygone se rapportent aux macro-parcelles, espaces dont la principale caractéristique est le vide (terrain vague) total ou partiel. Les espaces qui les entourent ont de nouveaux usages, de nouvelles densités, qui obligent à occuper des secteurs adjacents, créant une nouvelle dynamique urbaine. Comme le soutient C. Herrera Napoléon, « ces terrains, en raison de leur taille, permettent de vastes développements immobiliers construits comme des pièces uniques centrées sur eux-mêmes, attribuant une certaine singularité à ces tissus dans la structure urbaine de Caracas ».

- Les zones de développement incontrôlé, nom donné aux secteurs marginaux de « croissance spontanée » où la production de quartiers se manifeste sans aucun contrôle. Elles forment une structure urbaine compacte avec un positionnement plus organique qui s'adapte à la géographie du lieu.

Il est nécessaire de souligner que ces tissus correspondent à différentes périodes historiques ou politiques qui peuvent se juxtaposer à un moment donné. Ils ne sont pas forcément consécutifs, car ces occupations du territoire peuvent se faire en parallèle. Il s'agit bien d'une lecture du tissu urbain en fonction de l'occupation physique des parcelles et de leur développement.

Image 39. Différents tissus urbains de la ville de Caracas @ yww, 2020.

XVI[e] siècle : premiers plans de *Santiago de León de Caracas*

Selon certains auteurs (Guzmán Cardenas, Jorge Szepesi, Mariano Picon Salas), le Venezuela a été aperçu depuis la côte de la Guaira par les Espagnols au XV[e] siècle et plus précisément en 1498. C'est à cette période qu'a commencé sa colonisation[209]. En 1567, les Espagnols ont élargi leur processus de conquête du territoire en arrivant dans la ville de Caracas, un territoire jusqu'ici habité par les autochtones, les Indiens Caraïbes. L'Espagnol Diego de Losada a occupé ce territoire au titre de la *real cédula*, c'est-à-dire, au nom du roi d'Espagne et ordonné sa reconstruction. Il a refondé la ville formellement sous le vocable qui perdure à ce jour : *Santiago de León de Caracas*, prenant le prénom de l'apôtre Santiago « *el Matamoros* » considéré comme le guide spirituel de la lutte pour la reconnaissance des aborigènes, et Caracas qui est le nom de la communauté indienne qui habite la région à cette époque, mais aussi celui d'une fleur. Dès cette époque, la ville est gérée administrativement par les autorités espagnoles.

Le premier plan de Santiago de León de Caracas, 1578

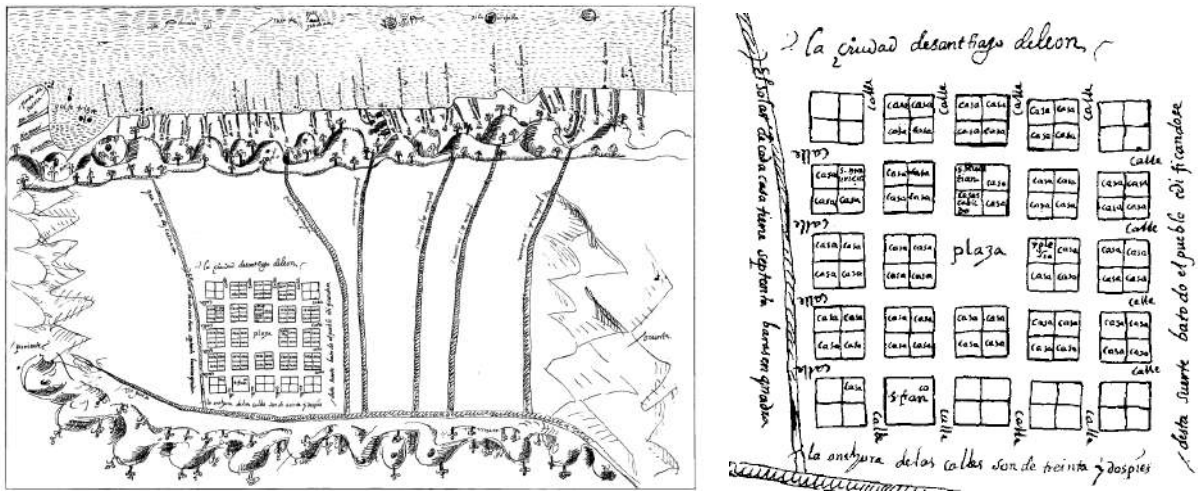


Image 40. Le premier plan de Santiago de León de Caracas, 1578. À gauche premier plan de Santiago de León de Caracas, 1578. Copie dessinée par Antonio Muñoz Ruiz, à droite, détail du plan de Juan de Pimentel.

En 1560, la structure politique de la ville conservait un ancien privilège royal qui permettait aux maires de Caracas de gouverner « au nom du roi », notamment en cas de décès du gouverneur titulaire, et d'exercer le pouvoir

[209] La date du 12 octobre, historiquement célébrée comme l'arrivée des « colons » sur les côtes d'Amérique Latine est renommée sous Chavez par l'Assemblé Nationale en 2002, « Jour de la Résistance des indigènes », témoignant d'un rejet de la domination exercée par les colons sur le pays et son peuple.

jusqu'à l'arrivée du successeur. Dans cette situation, le maire devenait gouverneur temporaire de la région.

D'après l'étude des plans de Caracas par Irma De Sola, en 1577, le gouverneur de Caracas, Juan de Pimentel[210] a méticuleusement dessiné le premier plan d'urbanisme de la ville avec une vision assez précise sur la façon dont son modèle devait s'étendre au fil du temps. Régis par les lois de Philippe II, ses plans traduisent une forte influence de la ville castillane : une grille caractérisée par une distribution orthogonale, organisée autour d'une place centrale, avec 4 rues et 25 îlots. Il précise les mesures des rues, des places, des îlots (De Sola, 1965).

En 1641, seulement 74 ans après sa fondation par les autorités espagnoles, la ville a été complètement dévastée par le tremblement de terre « Bernabé » : 200 personnes sont décédées à Caracas et 84 à la Guaira (ville portuaire située au nord-est de Caracas). « Il n'y avait pas de maison, une ou aucune qui ne soit pas complètement tombée au sol ou qui n'ait pas fait un si grand sentiment qu'on puisse vivre plusieurs fois. La plus grande église a été ouverte par différentes parties » (niveau du séisme, 7,5 – 8,0). La reconstruction de la ville a été très difficile après cet événement particulièrement dévastateur qui a laissé de fortes traces dans les infrastructures et chez les habitants. En 1678, un mur de défense est érigé autour la ville suite à plusieurs invasions infructueuses de corsaires européens. Ces deniers n'ont jamais dépassé la limite du port de la Guaira.
C'est un moment de transformation physique et le début d'une ouverture commerciale pour Caracas.

XVII^{e} et XVIII^{e} siècle : la ville du commerce international

Le XVII^{e} siècle se caractérise dans l'ensemble de l'Amérique latine par deux phénomènes connexes : l'émergence des économies régionales et l'articulation d'un marché intérieur régional et interrégional. Concernant le gouvernement du Venezuela, il n'existe pas d'entité administrative et politique sur ce territoire jusqu'en 1777. La région connaît un développement économique autour de

[210] Chevalier de l'Ordre de Santiago. L'Ordre de Santiago est un ordre religieux et militaire qui a émergé au XIIe siècle dans le royaume de Léon en Espagne.

l'exportation de cacao dès la fin du XVIe siècle par les *Mantuanos*[211] dans les vallées de Caracas et sur le littoral central.

Un tissu carré

Image 41. Caracas par Joseph Carlos de Agüero, 1775 Divisions des secteurs © DE

En 1766, la ville est encore une fois frappée par un tremblement de terre dont la magnitude est estimée à 6,3 sur l'échelle de Richter touchant près de 4 millions de kilomètres carrés. Une vaste zone de l'Amérique du Sud, de Maracaibo à Cayenne, y compris les îles Guadeloupe et Martinique, ainsi que les États Sucre, Monagas, Nueva Esparta, Anzoátegui, Miranda et Bolivar sont touchés. En parallèle, la peste et la variole s'installent. Une grande partie de la population disparaît, en particulier dans les zones les plus pauvres de la ville. Au XVIIIe siècle, la vallée atteint son plus haut niveau de développement. Elle se définit à ce moment comme une région économique, liée au marché du cacao qui dépasse son propre marché interne (Langue, 2005). En 1793, pour faire suite à cette décentralisation dans le domaine de l'économie, un processus d'abolition du monopole de la Guipuzcoana[212] culmine avec la création du Consulat de Caracas.

XIX^{e} siècle : les premiers instruments législatifs et l'embellissement de Caracas

Dès le XIX^{e} siècle, la ville compte environ 50 000 habitants. En 1812, Caracas est à nouveau frappée par le plus fort séisme enregistré à ce jour, entre 7,7 et 8,0 sur l'échelle de Richter, les neuf dixièmes de la ville ont été réduits en

[211] Mantuano est le nom sous lequel était connu les créoles blancs appartenant à l'aristocratie locale.
[212] La Compagnie Royale Guipuzcoane de Caracas, fondée en 1728 par des commerçants basques avait le monopole du commerce au Venezuela. En 1728, le roi d'Espagne Philippe V créa *la Real Compañía Guipuzcoana,* à qui il donne le monopole des importations, des exportations, du développement, de l'exploitation des matières premières à la province correspondant au Venezuela. L'objectif était de mettre fin au trafic de cacao organisé par les marchands hollandais au départ de Curaçao, via le port vénézuélien de Tucacas, qui avait un grand succès dans les arrière-pays mais ne profitait pas à l'Espagne et attirait les pirates d'autres nationalités.

ruines. L'historien Francisco Yanez (1943) fait référence à la mort de 15 000 personnes à travers le pays, mais les statistiques diffèrent, car certaines indiquent la mort de 20 000 personnes. La Caracas postcoloniale a longtemps été ignorée par les auteurs de la littérature urbaine. L'urbaniste nord-américain Francis Violich ne la représente pas dans « *Old World-like* » qui était le premier recueil portant sur les histoires et les évolutions des villes d'Amérique latine. C'est avec le « boom » du pétrole et de grandes structures urbaines que Caracas est enfin reconnue comme l'une des villes les plus développées d'Amérique latine.

Représentation d'un pouvoir et d'une hiérarchie dans la catastrophe

Image 42. Simón Bolivar dans le Tremblement de Caracas. © Tito Salas 1929.

En 1820, Simón Bolivar[213] participe à une vraie redécouverte du territoire, retracée par le scientifique et écrivain Alejandro de Humboldt. L'une des premières représentations de la transformation de la ville, en lien avec ses phénomènes naturels, a été recueillie dans une image de Simón Bolivar. Ce dernier écrit en réponse au clergé royaliste qui diffuse l'idée selon laquelle le tremblement de terre est une punition divine, menaçant ainsi ceux qui oseraient s'élever contre la domination du pouvoir espagnol : « Si la nature s'oppose, nous allons nous battre contre elle et faire qu'elle nous obéisse ! ». La représentation du rapport de force entre de l'État, l'église, entre le peuple et les catastrophes naturelles sont des invariants que nous pourrions associer à un type d'expression symbolique dans l'histoire du pays. On peut voir Simon Bolivar

[213] Né au Venezuela en 1783, et mort en 1830 en Colombie. Simon Bolivar est un général, icône politique et homme d'État vénézuélien, figure majeure de l'histoire universelle.

habillé en noir en haut de l'image et les autres personnages en bas qui pleurent et révèlent leurs peurs face à la hiérarchie.

En ce qui concerne la politique de ce XIX^{e} siècle, Caracas, comme d'autres villes d'Amérique latine, est « le berceau des mouvements de lutte pour l'indépendance » (Singer, 1979). Entre 1810 et 1823, la Guerre d'Indépendance fait rage. Le conflit armé est dirigé par les forces républicaines du pays pour obtenir la libération de l'armée espagnole. Puis, en 1864, par décret présidentiel du général Falcon, le fédéralisme triomphe. La position de Caracas en tant que capitale est renforcée, du fait de la constitution du District Fédéral comme un espace propre au gouvernement central.

Image 43. Plano de Caracas 1889. Irma De

À la fin du XIX^{e} siècle, lors du premier recensement officiel de la ville, la population est estimée à 56 000 habitants. Le taux de croissance sans précédent de 8,1 % qu'elle connaît au cours de siècle (Arellano Moreno, 1972 : 158-159) lui fait atteindre les 92 212 habitants au début du XX^{e} siècle.

En ce qui concerne la planification urbaine, ce siècle se caractérise par une forte influence européenne : notamment celles de Paris, Bruxelles, Vienne, Londres, Florence, Barcelone et Berlin. Paris est alors la métropole à imiter, comme le note l'étude de l'historien et architecte Martin Frechilla (1994, p18. On en copie les codes, les formes, les technologies et les procédures. On évoque un processus d'« haussmannisation » de son fonctionnement notamment à travers l'assainissement de la ville. Ces éléments constituent une rupture avec la vieille ville, tout comme la densification du centre, la déportation vers la périphérie des certaines activités et une réglementation croissante de la structure urbaine dans les secteurs public et privé.

Le moment d'embellissement et de transformation majeure de la ville a été plus particulièrement lié à « l'Illustre Américain » Guzman Blanco, président du Venezuela entre 1870 et 1888. À ce moment, la société vénézuélienne a connu un fort processus de développement, Caracas en particulier, ce qui a eu un

impact considérable sur sa morphologie urbaine. Il rompt avec le tracé de la ville coloniale et renforce la mise en œuvre de travaux publics. En 1870, il crée la société de crédit appelée « Unité d'inspection » par laquelle les promoteurs privés deviennent commanditaires d'œuvres urbaines. À cette même époque sont créés les « vigilants urbains », des instances publiques responsables de la supervision, de la mise en œuvre et de l'entretien des ouvrages. L'hypothèse du « progrès comme développement de l'ordre », l'unité nationale, et le changement de l'image administrative de la politique sont constitutives de sa vision. Un an plus tard, il édicte l'« Ordonnance sur la police urbaine et rurale » qui permet de contrôler des aspects tels que l'alignement des îlots centraux, la numérotation des maisons, les façades libres pour ne pas perturber le trafic, la dimension des rues et la proportion des trottoirs. Dans le même temps, les questions de collecte des déchets, d'assainissement ainsi que du remplacement des toits en paille par des tuiles sont traitées. En 1874 est créé le Ministère des Œuvres Publiques (MOP). Ce dispositif permettait une transformation majeure du pays vers un urbanisme moderne et la mise en œuvre de l'« expropriation » en raison de l'utilité publique.

Pendant cette période, près de 24 % du budget national est attribué à l'infrastructure et à l'embellissement du pays. Dans l'agenda présidentiel, l'attention est portée sur le comportement public des citoyens à travers notamment le contrôle de la consommation d'alcool ou de jeu dans les espaces publics. C'est aussi la première fois que l'on parle de politique du logement. Les habitants sont ainsi contraints de payer des impôts pour des projets d'améliorations des rues et des trottoirs, des mesures qui n'ont pas toujours été très bien perçues. Dans la littérature, plusieurs analyses ont été faites sur cette intervention : quelques-uns décrivaient le Venezuela pré-pétrolier comme une ville bourgeoise. D'autres l'ont appelé « petit Paris tropical » dans la période post-guzmanienne (Picon Salas, 1953), puisqu'elle exhibe alors un mélange entre le patrimoine architectural espagnol et la « belle façon française ».
Mais cette période de renouvellement et d'embellissement n'a été que de brève durée. L'urbaniste, historien, Arturo Almandoz (1997) a même écrit que la « Belle Époque de Caracas » n'a duré que jusqu'à la première décennie de 1900 ; puis, la forte influence américaine sur le territoire a banni le côté « chic » de l'influence européenne.

La forte relation économique et culturelle qui perdure au cours du XIXe siècle entre l'Amérique latine et l'Europe donne lieu à l'ère du néo-colonialisme de cette jeune république. De même, plusieurs décennies ont été nécessaires pour terminer ce cycle de stagnation, combiné à des guerres civiles. Almandoz explique notamment que l'absence de nouveauté ou d'innovation urbaine au Venezuela est due à la difficile incorporation du pays dans les circuits commerciaux internationaux. Fondamentalement, l'exportation de café et de cacao ne trouve pas de marchés dans le système capitaliste existant au Nord. Cette situation économique donne une autre image du pays par rapport à son développement urbain ultérieur avec l'arrivée du pétrole.

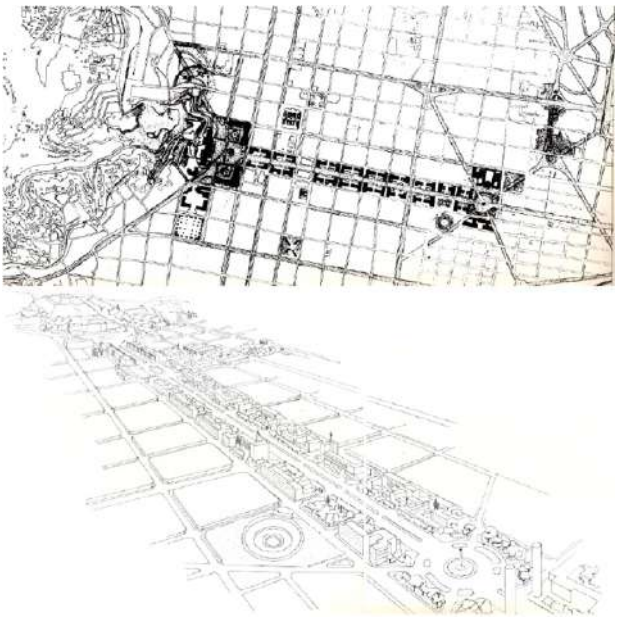


Image 44. Plan Monumental de Caracas 1939. Source Vallmitjana, 1991.

XX^{e} siècle : l'inspiration européenne

Certains historiens (Manuel Caballero, Simon A. Consalvi, Mariano Picon Salas, Carlos Oteyza[214]), conviennent que l'histoire écrite du Venezuela s'est arrêtée pendant les périodes de dictature, notamment à l'époque de Cipriano Castro qui a gouverné entre 1899 et 1908 et Juan Vicente Gómez[215] sur trois périodes qui courent entre 1908 et 1935, soit 27 années. Les historiens et urbanistes Marco Negrón et Arturo Almandoz, évoquent une obscurité et l'absence d'un plan d'expansion urbaine.

Au cours du XXe siècle, deux tremblements de terre se sont à nouveau produits : le premier en 1900 et le deuxième en 1967. Ce dernier est connu comme le Quatre-centenaire (*Cuatricentenario)* tremblement de terre de Caracas, qui s'est manifesté seulement quatre jours après les célébrations du

[214] Historien et directeur du cinéma vénézuélien. Ces documentaires font partie des sources mobilisées dans cette thèse. Temps de dictature temps du Marcos Perez Jiménez (2012), CAP 2 intentes (2016) et, Le peuple c'est moi (2018). En 2019 un ciné-débat à Paris avec P. Vasquez et P. Paraguaná montré une vision sur la vision de la crise du pays pendant la période du Chavez.

[215] Juan Vicente Gómez assuma la fonction de président du Venezuela (1908-1915, 1922-1929, 1931-1935). Il institua en 1908 la plus longue des dictatures de l'histoire vénézuélienne, dite de « Restauration »

400e anniversaire de la Fondation de Santiago de Léon de Caracas, avec une magnitude de 6,5 et qui a causé 300 décès. À cette même période, la peste bubonique a lourdement affecté la population. Ce siècle se caractérise économiquement par la découverte des premiers champs de pétrole dans le pays, se répercutant par une croissance de la population et une revalorisation de la ville.

Entre 1897 et 1929, l'ingénieur Ricardo Razetti, a représenté le phénomène urbain, par le dessin minutieux de plus de 10 plans de Caracas montrant l'histoire et la croissance de la ville. À cette époque, il n'était pas question de « planification de la ville ». Cet ingénieur a introduit pour la première fois face à l'Ordre des ingénieurs du Venezuela diverses propositions pour l'embellissement et le développement harmonieux de bâtiments publics et privés. Ses propositions reposaient sur le principe de l'alignement des bâtiments publics (code 7.2.1898, du Plan General d'Alignement) et faisaient suite à la proposition de modification des limites parcellaires en 1910.

Dans les années 1900 sont nés les premiers instruments juridiques en faveur de la salubrité publique à Caracas : l'élimination des déchets, un programme d'hygiène préventif, la conception des égouts, l'approvisionnement en eau et le drainage y compris des aqueducs. Il est évoqué pour la première fois : l'incorporation de toilettes et de salle de bain dans les maisons, des normes pour l'éclairage, la ventilation et des superficies minimales par habitant. À ce moment-là, l'Ingénierie Municipale est l'organisme responsable de la supervision des travaux à différentes échelles : du remodelage ou de la construction de maisons jusqu'à la conception de nouvelles lignes de tramway. Cet organisme est le responsable administratif de l'architecture civile de Caracas et de son expansion urbaine. Malgré les critiques sur sa capacité à répondre aux besoins, l'organisme a réussi à améliorer l'hygiène publique. Les mécanismes exposés ci-dessus montrent un nouvel ordre urbain contrastant avec l'époque précédente.

Le 30 juin 1928, sous le second mandat (1922-1929) du dictateur Juan Vicente Gómez, se crée la « Banque Ouvrière » (BO, *Banco Obrero*), rattachée au Ministère du Développement. Constituée d'un capital important fourni par l'État, elle a pour objectif d'investir dans des prêts octroyés aux « travailleurs pauvres » afin de leur permettre d'acheter des « maisons d'habitation en milieu

urbain ». Ces fonds officiels peuvent également être utilisés pour la construction de maisons vendues à crédit à ces travailleurs (Martin, 1995). Cette entité financière s'est transformée avec le temps en agence responsable de la planification, de la conception et de la construction de logements pour les classes moyennes et la classe ouvrière du pays. Les maisons BO marquent une étape importante dans la transformation de la dictature en un nouvel état du bien-être (Almandoz, 1997).

Dans le même temps, en 1925, diverses lois et ordonnances sont promulguées : la loi sur la santé et les travaux publics et la loi de l'Exercice des Professions d'Ingénieur, Architecte et Arpenteur. Finalement, l'opacité gouvernementale évoquée au début du siècle s'est terminée avec la transformation démocratique d'Eléazar Lopez Contreras[216], président du Venezuela entre 1935 et 1941. En 1930, Gómez l'a désigné gouverneur de la ville. Il a élaboré le « Plan Monumental de Caracas » (PMC), dirigé par l'ingénieur français Maurice Rotival (ami de Villanueva). De même, en 1936, Lopez Contreras a promulgué une nouvelle Constitution du Venezuela, une loi sur le travail moderne et un plan triennal pour le progrès économique et social du pays. Un nouveau chapitre de l'histoire de la ville s'ouvre, influençant sa physionomie.

Les premières actions de l'État, selon Manuel Lopez et Noris Garcia, ont été caractérisées par une gestion financière plus libérale/capitaliste de la ville, dont le développement dépend des offres d'urbanisation des seuls entrepreneurs. Ce modèle est comparable à la construction européenne spéculative dans les villes de densité moyenne. Cette vision a concouru à l'installation des nouveaux quartiers à l'extérieur de la ville via des choix typologiques sur l'usage parcellaire arbitraire. Certains projets d'expansion de la ville ont également vu le jour autour de modèles inspirés de la « cité jardin », dans des secteurs plus bourgeois.

En 1935, Juan Vicente Gómez décède, c'est la fin de la dictature. Le gouvernement fait appel aux experts français pour étudier le vaste programme de travaux publics de la ville y compris la distribution de l'eau, de gaz, la conception des édifices municipaux et des écoles. Plusieurs ouvrages attestent des relations entre la France et le Venezuela. C'est à partir de ce moment-là,

[216] José Eleazar López Contreras (1883-1973) était un militaire et homme politique vénézuélien. (Transition vers un gouvernement démocratique).

en 1938, que la genèse de la planification urbaine au Venezuela est visible. L'étude *La ville : de la planification à la privatisation*, par Frechilla, regroupe notamment des éléments de compréhension sur ces relations internationales. Elbano Mibelli, gouverneur de Caracas de 1936 jusqu'à la fin du mandat de Éléazar Lopez Contreras en 1941, surnommé « préfet Haussmann » a recruté les planificateurs français de l'époque : Henri Prost, Jacques Lambert, *** Wegenstein et Maurice Rotival[217].

Entre 1938 et 1939, la Direction de la Planification du District Fédéral est créée. L'urbaniste Henri Prost, chef d'équipe français, affirmait ses profondes dissidences face à la doctrine de Le Corbusier et s'opposait frontalement à la naissance du mouvement moderne de l'époque. Cependant entre la rénovation et l'extension de la ville, c'est la rénovation qui est choisie ainsi que la revalorisation du centre urbain plutôt que son déplacement. Les architectes et urbanistes de cette direction sont responsables de l'élaboration du Plan Monumental Caracas (PMC) en 1939 à Paris. Ce plan est caractérisé par une vision prospective de la ville, profitant de sa position géographique favorable. Le plan propose de répondre à la forte densification, congestion et au manque d'hygiène de Caracas dans les années 1930. Rotival, clairement influencé par le CIAM (*cf.* Chapitre I) propose de répondre avec un grand axe véhiculaire (Avenue Bolivar), de diminuer la densité du centre, d'inclure des espaces verts et de permettre des connexions avec les villes voisines (assez inspiré par le modèle de la région parisienne avec Versailles). Cette avenue est, encore aujourd'hui, un espace qui abrite des innovations et des essais de l'architecture urbaine (*cf.* chapitre VI, plus précisément des opérations de la Grande Mission Logement Venezuela (GMVV) qui sont inclus). Après la publication du PMC 39, le Conseil Municipal avoue qu'un concours international aurait été favorable à une diversité d'options et un choix de projet moins arbitraire. D'une part, M. Rotival et Jacques Bedel[218] ont discuté du développement et de l'embellissement de la ville tout comme, quelques mois plus tard, Jacques Lambert et Barois (ambassadeur français à l'époque). D'autre part, Thomas Pacanins, en tant que ministre des Œuvres Publiques a interféré pour

[217] Prost, architecte urbaniste français, 1874 – 1959. Lambert, architecte 1891–1947. Rotival, ingénieur urbaniste français 1892–1980, créateur de l'expression « grand ensemble », dont la première occurrence recensée constitue le titre d'un article qu'il publie dans L'Architecture d'aujourd'hui en juin 1935.
[218] Jacques Bedel, directeur français, représentant de Schneider & Cie, consortium composé par la Société de Construction des Batignolles (SCB) et Société des Grands Travaux de Marseille (SGTM)

l'approbation de la loi concernant l'appel d'offres au Collège d'Ingénierie du Venezuela qui exigeait que les contrats soient réalisés avec des entreprises vénézuéliennes. Ceci précisément pour arrêter ou contrôler tous les contrats et/ou accords signés avec la France et d'autres pays. En 1952, l'architecte, ingénieur et urbaniste, Martinez Olavarría[219], propose une remise à plat du PMC 39 et une grande partie de ces négociations sont dirigées par Bedel qui représentait la « Société Française de Constructions des Batignolles ».

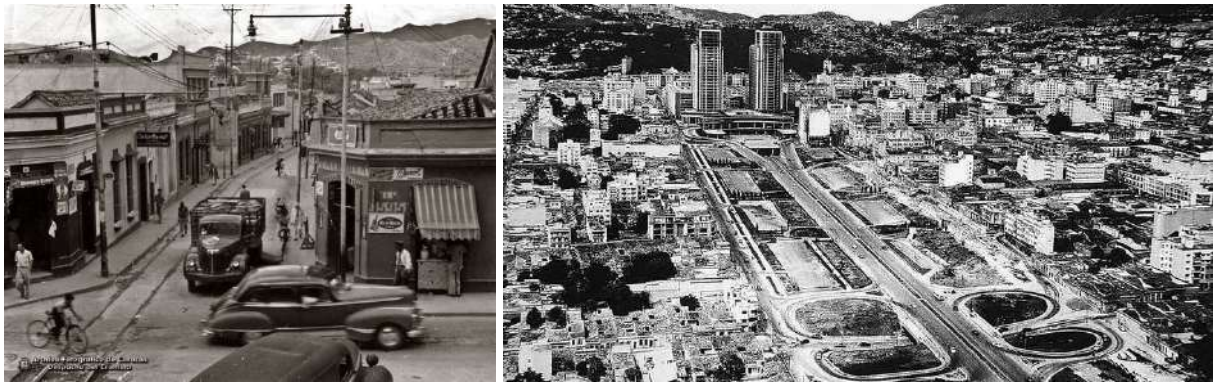


Image 45. Représentation de la modernité de Caracas. à gauche une partie de la ville de Caracas avant la démolition pour la construction de l'avenue Bolivar ©archive photographique de Caracas. À droite, Avenue Bolivar (1950), au fond les tours de 32 étages « Le Silence » (1954) aussi appelés « Tours du Centre Simon Bolivar », par l'architecte Cipriano Dominguez. ©Ricardo Dominguez

En 1942, un concours public lancé par le BO a présélectionné deux architectes vénézuéliens, Carlos Guinand Sandoz et Carlos Raúl Villanueva, ce dernier l'a remporté. Après un fort processus de démolition du quartier *« El Silencio »* (Le Silence), très dégradé, insalubre, et avec beaucoup de promiscuité, le projet propose un complexe résidentiel qui représente à l'époque, et aujourd'hui encore, le grand élément urbain moderne de la ville. Composé de 747 appartements, dans des bâtiments de 4, 6 et 7 étages, et 207 locaux commerciaux, principalement destinés à la classe moyenne, le complexe résidentiel est situé au cœur de la ville. L'architecte Marco Negrón dans le texte *Caracas en Amérique latine* (Caracas Cenital, 2005) décrit à ce sujet une transformation radicale dans un délai ne dépassant pas dix ans, au point de devenir la référence authentique de la modernité latino-américaine, en suivant les principes des mouvements modernes, Le Corbusier et les architectes du CIAM (Piccinato 2002).

[219] Martinez Olavarría était architecte, ingénieur, urbaniste, professeur et chercheur universitaire vénézuélien, né à Caracas en 1912. Prix international « Habitat » de l'Organisation des Nations Unies en 1991.

Image 46. L'architecture du logement par Carlos Raul Villanueva. El Silencio. Architecte Carlos Raul Villanueva. Logement social à Caracas. À gauche image de concours à droite après la construction en 1945. © Fundacion Arquitectura y Ciudad y Galeria Villanueva

Le Banc Ouvrier a été aussi le promoteur d'un des programmes le plus importants avant le XXIe siècle : les superblocs du *23 de Enero*[220], qui ont été édifiés en seulement quatre ans, soit 18 000 logements sociaux sur des macro-parcelles conçues à la manière de l'Hof[221]. C'est une référence incontournable dans les études sur le logement social et sur la trame urbaine dans la ville de Caracas.

L'architecture du logement social pour la communauté ouvrière 1950-1957

Image 47. L'architecture du logement social pour la communauté ouvrière 1950-1957. Logement social à Caracas. Quartier 2 de Décembre, aujourd'hui 23 de Enero dans la municipalité Libertador. 1950-1957. Carlos Raúl Villanueva, José Hoffmann y José Manuel Mijares. À droite « polychromie » intervention plastique par Mateo Manaure. ©Archivo Fundacion Caracas.

[220] 23 *de Enero* (en francais : 23 janvier), est un quartier du centre de Caracas, municipalité du Libertador.
[221] Karl-Marx-Hof : est un ensemble de logements sociaux d'un kilomètre de long réalisé entre 1927 et 1930 par l'architecte autrichien Karl Ehn. Il s'agit d'un vaste bloc de béton de mille trois cent quatre-vingt-trois appartements qui mêle fonctionnalité et audace architecturale.

Deuxième partie du XX^{e} siècle : début de la modernité à Caracas

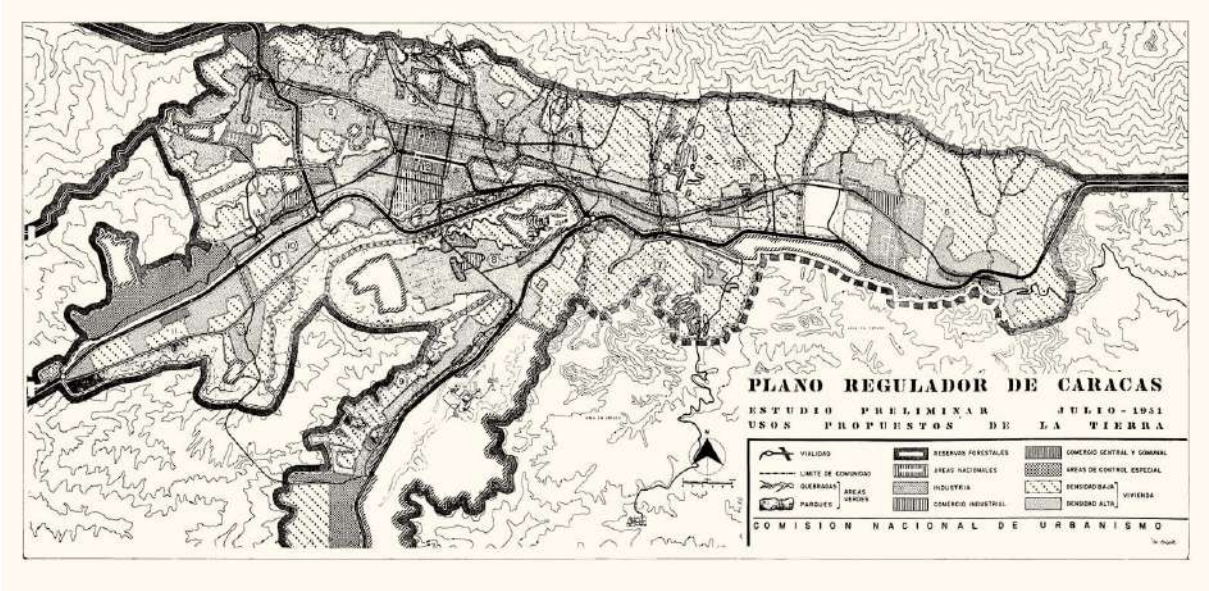


Image 48. Plan régulateur de Caracas 1950. Usages des terres, produit par Francis Violich, Maurice Rotival y José Luis Sert. ©*Comisión Nacional de Urbanismo.*

En 1951 sont créés la Commission nationale de l'Urbanisme (CNU) et le Plan Régulateur de Caracas qui poursuivent la transformation moderne de la ville par un processus de densification de son tissu urbain. Parallèlement, se développe un nouveau moment de réflexion urbaine durant lequel l'urbaniste nord-américain Francis Violich, qui a introduit les concepts de *zoning* au Venezuela, sera sollicité par le CNU. Ce plan doit reformuler l'ordonnance de 1942 qui incluait des principes d'esthétique urbaine dans la planification. Cette ordonnance accompagnait l'important mouvement d'immigration européenne qui débute avec la fin de la Seconde Guerre mondiale et donc de construction du logement pour répondre aux besoins.

Le principe de « location » est érigé comme un modèle de modernité dans les principes de constructions de bâtiments. Il y a une modification de l'échelle des maisons urbaines et semi-urbaines plus traditionnelles vers une nouvelle typologie de construction d'immeubles par le secteur public. L'image de la ville se complexifie au regard de ces facettes multiples et hétérogènes. La ville reste morcelée selon ses différentes fonctions urbaines : logement, activités, services. Les différents modèles de nouveaux immeubles en location se répètent sans tenir compte de la localisation ni de l'inscription territoriale. Le principal impact de ce plan est l'étalement de la ville dans toute la vallée de Caracas. Le plan est également accompagné d'une profonde réflexion sur la

Image 49. Couverture BO. Occupations spontanées à

mobilité. La place du véhicule dans la ville se traduit dans un système de voies de grande capacité visible encore aujourd'hui dans l'esthétique de la ville. Ces énormes autoroutes participent de la spécificité du paysage urbain.

Au milieu du XX^{e} siècle, la seconde explosion démographique et urbaine densifie la ville qui passe de 695 000 à 2 millions d'habitants à la fin des années 70. Entre 1951 et 1958, l'étude de Martin Padrón déplore une incompatibilité juridique et esthétique dans les ordonnances de construction.

> « Le contexte se caractérise par une croissance urbaine disproportionnée, notamment de la ville dite informelle qui s'ancre dans la topographie la plus variée de la capitale » M. Padrón, 1992/1993, p 9.

Dans un contexte démographique d'anticipation de l'accroissement de la population et de croissance de la ville, Negrón décrit une période de « schizophrénie » associée à cette croissance urbaine pendant laquelle les espaces informels se développent sans contrôle, au détriment d'une ville planifiée. Avec la restauration de la démocratie en 1958, le Bureau de Planification urbaine Municipale du District Fédéral (OMPU) est créé en 1960, remplacé en 1972 par le Bureau Métropolitain de Planification urbaine. La réduction opérée par l'OMPU sur le budget pour le logement social n'intègre pas en les besoins générés par l'arrivée des migrants pauvres vers la capitale. Cette absence d'anticipation est dans une certaine mesure à l'origine du paysage décrit par Gilbert : des maisons autoconstruites voient le jour sans planification ou éléments urbains, escaladant les collines et occupant les cours d'eau.

En 1969, un décret présidentiel propose qu'un Département pour l'Urbanisation et l'Équipement de Bidonvilles soit créé au Banc Ouvrier. Le décret doit agir d'urgence sur l'apport de services urbains et l'amélioration des logements précaires existants, ainsi que sur la création de nouveaux logements dans les quartiers de Caracas, sa région métropolitaine et d'autres villes. À ce moment-là, les quartiers sont zonés selon leur type d'usage et leur densité, leur taux de

croissance et les services existants. En parallèle, la conception d'Opérations d'Urbanisation et d'Équipement Progressif (OUEP) voit le jour ainsi que la création de Zones d'Urbanisation et d'Équipement Progressif (ZUEP) dans toutes les villes. À travers ces zones, l'État gère l'acquisition de terres. Cela permet de prévenir la propagation de la croissance démographique et l'exode rural à moyen et long terme. Pendant cette période, la politique d'Habilitation Physique des Bidonvilles (HFB) naît. Pour la première fois, l'Institution s'interroge sur le tissu sensible et les constructions précaires, nommés aussi Ranchos, qui occupaient une grande partie du territoire de la capitale. En 1978, Caracas a connu la plus forte densification de l'histoire. Un habitant sur quatre de Venezuela vit dans la Zone Métropolitaine de Caracas. La ville change d'échelle et le Grand Caracas prends de l'ampleur. Sur une population totale de 2 400 375 habitants, 1 164 886 vivent dans des développements urbains non planifiés, l'équivalent de 47 % de la population totale (De Liso, 2001).

Une architecture moderne : les plus hautes tours en béton armé !

Image 50. Parque central. © Rbs, panorámico, Caracas-conlallave.com. Moreno Reyes

En 1972 la construction d'un autre projet phare dans la ville commence. Il s'agit d'un vaste complexe urbain polyvalent au sud de l'avenue Bolivar qui comprend le Parc Central avec huit bâtiments de 44 étages et 120 mètres de haut qui doivent abriter 20 000 habitants, ainsi que deux tours de bureaux de 59 étages et 225 mètres de haut pour une population active de 10 000 personnes. Conçues par les architectes Daniel Fernandez Shaw et Henry Siso, ces constructions révèlent une architecture moderne pour l'époque. Jusqu'en 2003, elles ont été les plus hautes tours en béton armé construites en Amérique latine. Entre 1970 et 1980, l'architecte Tomás Sanabria développe des projets à l'échelle urbaine

qui font partie du plan de réorganisation du nord du centre-ville. Toutes ces initiatives sont promues par l'État.

En 1983, la première section de transport souterrain de masse de la ville bâtie par la Compagnie Anonyme de l'État (CAMETRO) a été inaugurée. La fin de ce siècle coïncide avec l'affaiblissement de la stabilité économique et sociale du pays. Une forte crise du modèle économique due à la chute brutale des prix du pétrole se transforme en crise générale. Entre 1970 et 1990 est créé le Plan Général Urbain de Caracas. Il suggère un renforcement de sa zone métropolitaine. Elle devient l'agglomération urbaine la plus importante du pays : 250 km de voies linéaires et 8 millions d'habitants (30 % de la population totale du pays). Il faut noter ici qu'aucun de ces plans n'a été exécuté dans sa totalité.

Croissance de la ville de Caracas 1578-2009

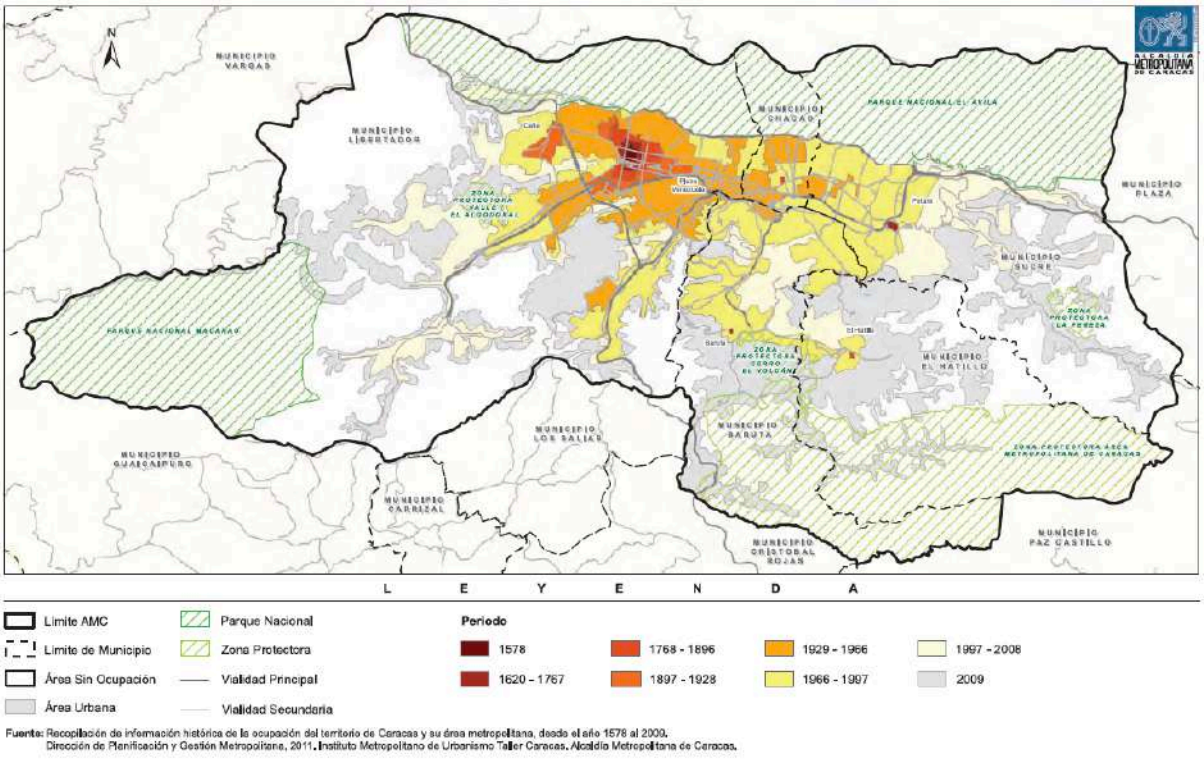


Image 51. Croissance de la ville de Caracas 1578-2009 © Mairie métropolitaine de Caracas 2011

À partir de 1989, une recomposition de l'État se présente, ce qui aura des conséquences dans les projets urbains. Tout d'abord, la décentralisation administrative modifie les autonomies locales et le processus de planification urbaine. L'aire métropolitaine de Caracas est alors constituée de deux entités fédérales : le District fédéral et l'État de Miranda avec des lois qui s'appliquent de façon différente selon la couleur politique représentée par les élus du

moment. Les municipalités deviennent plus autonomes. Leurs représentants (maires) sont élus par vote direct et disposent d'une instance exécutive. En 1983, le plan directeur Caracas 2000 est réalisé, il comprend l'aire métropolitaine de Caracas. Du fait de l'incompréhension entre les municipalités Libertador et Miranda, l'accord entre les communes est dissout. Le bureau de planification urbaine municipale du district fédéral (OMPU) est définitivement aboli. Toute la coordination urbaine revient ainsi à la mairie métropolitaine de Caracas en 2000. (Explication plus précise dans le chapitre IV, sous chapitre sur la gestion du territoire).

Fin du XX^{e} siècle et XXI^{e} siècle : l'arrivée de Chavez et la réorganisation administrative

La fin du XXe siècle est marquée par l'arrivée au pouvoir d'Hugo Chavez en 1998. Il déclare vouloir mettre en place une politique économique de sensibilité « socialiste ». Cette référence est déterminante puisqu'au cours de cette période, la constitution du Venezuela a connu un changement fondamental avec l'avènement de la V^{ème} République.

En 2002 devant la tentative de coup d'État, le gouvernement bolivarien met en place des Comités des Terres Urbaines (CTU) par le décret présidentiel n° 1666. Il s'agit d'une régularisation foncière dans les agglomérations urbaines populaires. En plus de promouvoir la régularisation et la réhabilitation des quartiers défavorisés, ce décret fonde une base juridique redonnant de l'importance politique à la population dans le processus de planification. Environ 7 000 CTU ont été formés dans tout le pays : chacune a un rattachement territorial spécifique et un maximum de 200 familles. Ces organes de démocratie locale ont impulsé la création des zones vides (décrit au début du chapitre) avec la participation de la communauté. Cela s'est traduit par la réalisation de cadastres à travers des coopératives, la définition des plans et des projets, la validation de la possession de chaque propriété ou encore par l'élaboration d'une cartographie de chaque quartier défavorisé au cas par cas.

En 2003 sont créées les « Missions », par l'État. Ces dispositifs d'action visaient à remédier à l'inefficacité de l'administration publique vénézuélienne et à renforcer la participation populaire en tant que moteur de ces nouvelles actions.

La professeure d'histoire Mariana Bruce, dans sa thèse sur les missions au Venezuela, explique que ces programmes s'organisent « dans le souci d'allier les réformes sociales à l'encouragement des classes populaires à agir de manière organisée ». Selon elle, il s'agit « plus que d'un programme d'assistance. Il a été pensé comme l'un des principaux instruments à l'origine de la construction d'un nouveau modèle social et économique ». Des participants de cette initiative définissent les missions comme la mise en œuvre de politiques sociales ou le déploiement d'instruments pour aider les gens à s'organiser seuls. Les missions sont le moteur de la transformation des communautés dans la mesure où elles permettent de créer des espaces de pouvoir et de participation.

La création de plusieurs missions à diverses échelles a été observée dans ce contexte politique. La « mission *Barrio Adentro* » offre des consultations médicales gratuites, depuis 15 ans, par des volontaires cubains qui se sont rendus au Venezuela dans le cadre de travail humanitaire. La « mission *Robinson* » permet aux élèves de poursuivre des études jusqu'au collège ; la « mission *Ribas* » se consacre aux collégiens et lycéens ; la « Mission *Sucre* » boucle le cycle scolaire, elle offre l'accès aux études universitaires et fonde l'Université Bolivarienne du Venezuela. Enfin, la « mission *Barrio Nuevo, Barrio Tricolor* concerne l'amélioration des infrastructures précaires surtout des taudis existants.

À partir du 2006, Chavez lance un programme (politique) appelé les "cinq moteurs" qui prône "l'explosion du pouvoir communal". Les Conseils Communaux (*cf.* Chapitre IV) sont conçus comme l'élément principal de la mise en œuvre de la démocratie participative contenue dans la Constitution bolivarienne de 1999. L'assemblée des citoyens est la plus haute instance, son porte-parole choisit certains organismes tels que le parlement communal. Parallèlement en 2006 l'Institution métropolitaine urbaine de Caracas est créée par l'État, elle produit le Plan stratégique pour Caracas 2020 à partir d'une vision commune de la ville. Les lignes stratégiques du plan concernent l'accessibilité, la sécurité, l'intégration physique et sociale, l'environnement, la production comme dans la plupart des villes planifiées et plus particulièrement, sa gouvernabilité.

En 2011, le programme social Grande Mission Logement Venezuela (GMVV) est créé pour répondre principalement aux milliers de familles qui sont restées sans-abri après les fortes pluies dans le pays entre 2010 et 2011. Pendant des décennies, ces familles ont été forcées d'occuper un terrain instable (soumis

aux glissements de terrain et à une situation juridique irrégulière) étant donné l'impossibilité d'accès à un logement (achat, location). Cette initiative a pour but de résoudre le déficit de logements à travers une vision socialiste, où l'exécutant principal (Maître d'œuvre) est le Pouvoir populaire, pris en charge par l'État. Cette Mission marque à nouveau l'esthétique urbaine et constitue la dernière phase d'urbanisme au Venezuela jusqu'à aujourd'hui.

Image 52. Diversité dans les opérations de la Grande Mission Logement Venezuela. Échantillon des bâtiments GMVV. Produits dans tout le territoire national, mais principalement dans le Grand Caracas. (*cf.* Chapitre VI, morphologies urbaines de l'opération) © yww 2016–2019

3. La croissance urbaine exponentielle et occupations spontanées : horizontale et verticale

La croissance urbaine sans précédent a provoqué des modifications majeures du tissu urbain en moins de cinquante ans. La vitesse vertigineuse à laquelle ces évolutions se sont réalisées ainsi que les mécanismes et procédés spécifiques qui les ont générés ont limité la capacité des auto-producteurs eux-mêmes, des organismes de contrôle urbain surtout, et des bureaux de planification à anticiper leur issue. Comme l'illustre le chercheur Pedrazzini [222] dans son texte *La métropole et les avatars de la planification urbaine* :

> « Le monde contemporain est en voie de développement urbain, mais sans que personne ne puisse dire exactement à quoi ceci conduira » Pedrazzini, 1996, p 32.

Dans beaucoup de pays (Bresil, Mexique, Inde, Chine), ces processus de croissance urbaine ont été réalisés et contrôlés par les milliers et/ou millions de personnes à travers des occupations illégales de terrains, l'autoproduction d'une urbanisation résidentielle en adéquation avec le savoir-faire et la culture des habitants aménageurs, leurs coutumes et leurs moyens économiques et sociaux. Parler d'habitat et de la manière dont certains individus l'occupent permet de définir des morphologies architecturales propres à certains territoires et témoigne d'une identité particulière dans une ville.

Fondamentalement, ce sont des structures précaires, comparables sous certains aspects à la ville médiévale : spontanée, agglutinée, labyrinthique et homogène. L'accès à l'eau potable et aux conditions minimales d'hygiène est toujours insuffisant. La sécurité est rarement garantie, en revanche, la précarité y est générale. Sous ces formes d'occupation, le sol appartient à l'État dans la plupart des cas. Deux cas de figure cependant : soit l'occupant ne possède pas de titre de propriété du sol, soit il en possède un sans le permis de construire. Les occupations spontanées sont un exemple d'identité d'un territoire spécifique, mais sans limites dans son expansion géographique. Ils forment des paysages bien identifiés qui parfois se ressemblent d'un point à l'autre de la planète.

[222] Yves Pedrazzini est chercheur senior au Laboratoire de sociologie urbaine (LASUR) et chargé de cours de la section d'architecture de l'École Polytechnique Fédérale de Lausanne.

L'écrivain, activiste politique et théoricien urbain Mike Davis, dans son ouvrage *Le pire des mondes possibles* (2006), a proclamé un panorama apocalyptique de l'avenir en cas d'inaction. Selon Davis, à moins d'un redressement fort improbable, la ville de demain ressemblera à un immense bidonville sans aucune structure où la pauvreté, la maladie, la violence, l'absence de droits et l'économie informelle deviendront la norme. Il ajoute aussi que les solutions pour éviter l'avènement de ce monde cauchemardesque « ne courent pas les rues » (Davis, 2006). Pour Davis, l'actuelle explosion de la population urbaine constitue une époque cruciale de l'Histoire, au même titre que la Révolution Industrielle. Davis rappelle qu'en 2060, la population de la planète devrait atteindre 10 milliards de personnes. D'ici là, 95 % des nouveaux habitants de la planète naîtront dans une ville du « Sud », et la majorité d'entre eux grandiront dans un bidonville.

Le bidonville ou « rancho », image de la crise urbaine

Comment décrit-on les occupations spontanées au Venezuela ?

Dans le Dictionnaire des Sciences Sociales (1976) le mot espagnol « *rancho* » précise que l'usage primitif du sens rural s'est généralisé pour désigner les logements clandestins des grandes agglomérations d'Amérique du Sud, donnant lieu à la création des « *barrios* », quartiers populaires, entièrement remplis de « *ranchitos* » (petit taudis). De nos jours, « *rancho* » est employé pour désigner un habitat urbain pauvre, sinon misérable, qui caractérise la quasi-totalité des périphéries des bidonvilles. C'est au Venezuela que ce terme est employé le plus souvent pour désigner un logement individuel d'une seule pièce pour les plus modestes et construit, la plupart du temps, à partir de matériaux de récupération ou achetés dans le cadre du commerce informel. Dans l'ouvrage *Les aventures des mots de la ville*, pour une partie de la société latino-américaine, le mot « *rancho* » continue de porter un sens péjoratif lié aux conditions de misère et d'informalité. Ce terme est aussi entré dans le vocabulaire de la ville au même titre que « chabola », « favéla » ou « slum ». (Topalov, Coudroy De Lille, Depaule, 2010).

Néanmoins, les occupations spontanées peuvent aussi s'installer dans des structures urbaines plus consolidées, en rendant la mixité physiquement plus

reconnaissable. Lors d'une conférence[223], l'architecte et docteur en urbanisme Teolinda Bolívar signale : « A de nombreuses reprises, les terrains conquis par les "sans-abri" n'apparaissaient pas sur les plans de la ville » (Bolivar, 1996). Son équipe de recherche a grandement contribué à rendre visible l'invisible et identifier les constructions de ces territoires comme la constitution des « villes-taudis ». Cette croissance des « *barrios de ranchos* » ou « quartier de bidonvilles » se poursuit sans contrôle (Baby-Collin, 2000, 2005), dans une logique d'auto construction, plus ou moins en concertation avec les pouvoirs publics (Bolivar, 1987, Mauco, 1989).

Image 53. Bidonvilles où « ranchos » à Caracas, *barrio Santa Cruz* © yww 2017

Image 54 Bidonvilles où « ranchos » à Caracas © yww 2018

[223] Forum de Pékin sur la gouvernance face à l'évolution des sciences et des technologies – Juin 2005

Croissance de Caracas entre 1966/2014 et ses occupations spontanées

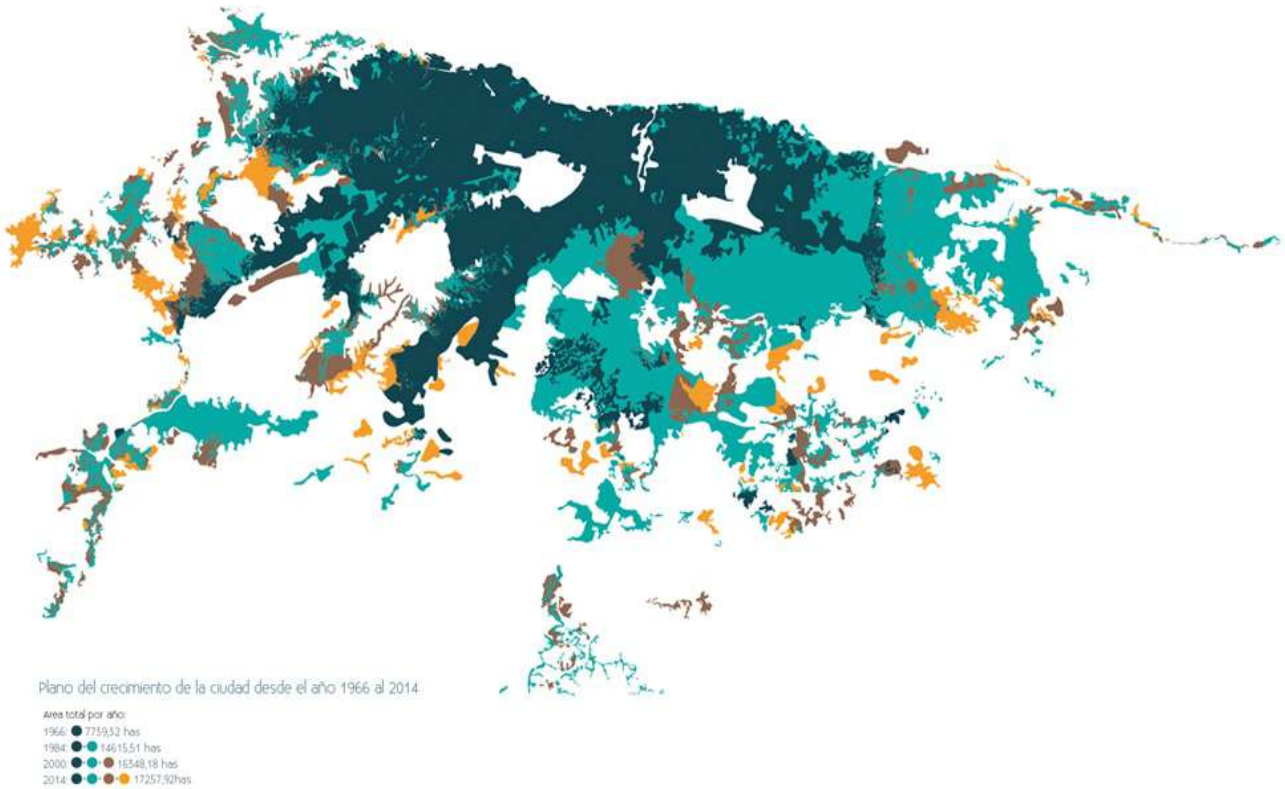


Image 55. Croissance de Caracas entre 1966/2014 et ses occupations spontanées. @ CABA, 2015

Bidonvilles, de l'horizontal au vertical :

La situation mondiale actuelle montre une globalisation de la pauvreté sur les continents sud-américain, africain et asiatique. Cette importante croissance de la population des quartiers défavorisés conduit notamment à une augmentation de densité de population et, par conséquent, à des constructions verticales. Il y a encore quelques années, la propagation des occupations spontanées s'adaptait à une topographie généralement horizontale, en épousant les montagnes aux périphéries des villes formelles. Cependant, un nouveau modèle se développe caractérisé par une configuration à la verticale. À ce titre, il est possible d'imaginer qu'une occupation plus ou moins légale de tours abandonnées puisse entraîner leur transformation en véritables bidonvilles verticaux. C'est ce qui se passe dans l'exemple emblématique de la Tour de David. Ce phénomène semble apparaître comme un nouveau symbole de la ville moderne qui par sa beauté ambiguë devient aussi fascinant qu'angoissant.

Vu la forte présence des bidonvilles, très caractéristiques dans le paysage de Caracas, une distinction peut être faite entre les développements horizontaux et verticaux. Cette différentiation est née de la présence de la Tour de David, le premier bidonville vertical de la ville de Caracas. À l'origine, cette tour n'était qu'un bâtiment administratif avec une morphologie et une typologie en concordance avec son activité. D'une manière presque immédiate après l'occupation illégale de sans-abri, une de ses façades pouvait ressembler à l'image typique que nous avons des bidonvilles horizontaux. L'incorporation de briques exprime la représentation de l'habitat par les habitants. Ainsi, ont-ils occupé la tour, la transformant en bidonville vertical très reconnaissable depuis plusieurs lieux dans la ville.

Ainsi, le bidonville horizontal peut se définir comme un développement urbain non planifié, plutôt étendu dans le paysage. Ce type d'occupation suppose un plus grand empiétement de l'asphalte et du ciment sur un sol vierge et dans le paysage. Le bidonville horizontal s'oppose au bidonville vertical qu'on désigne par ce terme, d'une occupation plus ou moins légale de tours abandonnées, et la transformation de ces dernières en véritables bidonvilles verticaux. Une grande majorité des villes verticales comportent beaucoup d'erreurs dans leur planification, mais il faut tenir compte des divers aspects de celles-ci. En premier lieu, l'optimisation du sol permet à une quantité définie de la population d'être abritée de manière efficace, permettant ainsi des économies énergétiques, la réduction des temps de transport et la concentration des services publics nécessaires. En deuxième lieu, cette configuration peut être un atout pour les réseaux de solidarité[224] interne qui se créent : garde d'enfants, voisine qui fait à manger, ustensiles en commun, être vigilant à la santé de plus âgés, ou autres.

[224] Un concept qui s'approche de l'habitat collaboratif et l'expérience au Nord Pas de Calais (*cf.* introduction). Nous essayons de formaliser certains réseaux de voisins pour faire des visites de convivialité, portage de pain et d'eau au plus âgés. Ces activités qui sont assez naturelles ou que l'on voit plus souvent dans des quartiers précaires sont prometteuse des liens beaucoup plus resserrés. Des modèles de solidarité moins visibles dans des autres territoires de caractère plus individuels ou dont le besoin de partage n'est pas une évidence.

Le laboratoire d'une nouvelle vie verticale et la crise des années 2000 : la Tour de David

Les occupations spontanées ne sont pas toutes les mêmes et ne reçoivent pas toujours la même attention. Certaines d'entre elles sont acclamées alors que d'autres sont largement critiquées. On constate notamment un paradoxe important à ce sujet, le rejet des occupations spontanées locales alors même que l'on rencontre une fascination pour les occupations spontanées étrangères. La Tour de David, connu comme le bidonville le plus grand du monde, abritait autrefois des milliers des gens. Tour de David est un exemple d'une autorisation sans légalité.

Selon l'historien de l'architecture Jean-Philippe Hugron (2012) *« Un bidonville debout. "La Torre David" Tour de David, au centre de Caracas, devait être à l'origine la plus haute tour du quartier d'affaires de La Candelaria. Elle est aujourd'hui le symbole d'une architecture formelle devenue informelle. »* La tour Confinanzas, premier nom de la Tour de David, se dresse, avec ses 45 étages, en plein centre des affaires de la capitale vénézuélienne.

La notion de tour nous intéresse par sa symbolique défensive qui pourrait être associé à un discours guerrier, et comme nous le verrons dans le chapitre V, les habitants de la tour David ont été déplacés dans des opérations de la GMVV.

Dans *Les aventures des mots de la ville* et selon le dictionnaire de l'Académie française 1878, *la « tour »* est présentée comme :

> « une sorte de bâtiment élevé, rond, carré ou polygonal dont on fortifiait jadis l'enceinte des villes, des châteaux, etc., ou qui sert de prison, de phare, de clocher [...] ». Il s'agit d'une « construction nettement plus haute que large, dominant un édifice ou un ensemble architectural et ayant généralement un rôle défensif [...]. Encore : "construction isolée, nettement plus haute que large [...]" (Trésor de la langue française, 1990, p 14 ». Fijalkow dans Topalov, Coudroy De Lille, Depaule 2010, p 1222.

Après cette première définition sémantique, une description, sur la manière dont la « tour » s'est ancrée dans la réalité, semble pertinente.

Chronologie : La Tour de David le bidonville vertical

Synthèse historique avant recevoir le titre de la Tour de David :

1990 : David Brillembourg, le président du groupe financier Confinanzas, décide de construire un complexe dans le centre-ville de Caracas. Le bâtiment est un gratte-ciel impressionnant, avec une hauteur de 45 étages, recouvert de verre, situé sur l'avenue Andres Bello. Il est l'un des complexes de bâtiments les plus remarquables de la capitale vénézuélienne. La tour A était le troisième bâtiment le plus haut du pays (avec une hauteur de 190 m).

1993 : David Brillembourg meurt. Un an plus tard la construction est paralysée en raison de la crise bancaire. La propriété du bâtiment a été donnée à l'État par l'entité FOGADE (FOGADE est un institut autonome doté d'une personnalité juridique avec des actifs patrimoniaux indépendants des propriétés de la République ; le nom signifie "Fonds de protection sociale des investissements et des dépôts bancaires").

2007 : 200 familles se sont réfugiées dans la tour, étant devenues sans-abris en raison des pluies et tempêtes. D'autres occupants étaient locataires ailleurs et espèrent, à travers cette occupation, obtenir la propriété d'un appartement.

2009 : Les habitants ont enregistré une coopérative d'habitation (Caciques de Venezuela, R.L.). La "favela verticale" a été constituée. Ce fut un complexe de 121 000 mètres carrés, neuf étages de stationnement pour automobiles, l'un pour les motos, ainsi que des bodegas, bibliothèques, un magasin de crème glacée, un cyber café, deux boutiques de couture, un terrain de basket, un salon de coiffure, une salle de sport et une église baptiste. D'après le journal El Universal, l'électricité de la tour a été régularisée après le paiement d'une dette de 76 000 bolivars (7600,00 dollars) à la Société Corpoelec par la coopérative. L'eau est distribuée par trois pompes par tour, un tuyau et une conduite sur chaque étage. Chaque famille paye un abonnement mensuel de 150 bolivars (l'équivalent de 0,1 dollar) pour l'électricité et les surveillances gérées par la coopérative, comme dans une communauté résidentielle. La porte d'entrée de la tour est surveillée jour et nuit et accorde des passes d'entrée numérotés pour les visiteurs.

Sans façade ni ascenseur, l'immeuble a été abandonné en pleine construction en 1994 suite à la faillite de son promoteur, elle n'a finalement jamais accueilli de bureaux comme ses voisines, mais plus de deux mille squatters. « Les quelque 600 familles se sont organisées en coopérative pour le nettoyage des étages et des escaliers, pour assurer la sécurité ou encore les motos-taxis, qui transportent, grâce à une rampe d'accès, les habitants jusqu'au dixième étage. Chaque foyer paye 100 bolivars [225] par mois de charges, et bien entendu aucun loyer… » (Hugron, 2012).

[225] *** A actualiser à la fin du manuscrit. Le *bolivar* ou *bolivar fuerte* est la monnaie du Venezuela. Début 2008, le taux de change officiel se situait aux alentours de 3,15 VEF pour 1 EUR ; le 11 janvier 2010, une dévaluation de 50 % de la valeur de la monnaie a eu lieu pour amener taux officiel à ~5,8 VEF pour 1 EUR.

Représentation de la Tour de David

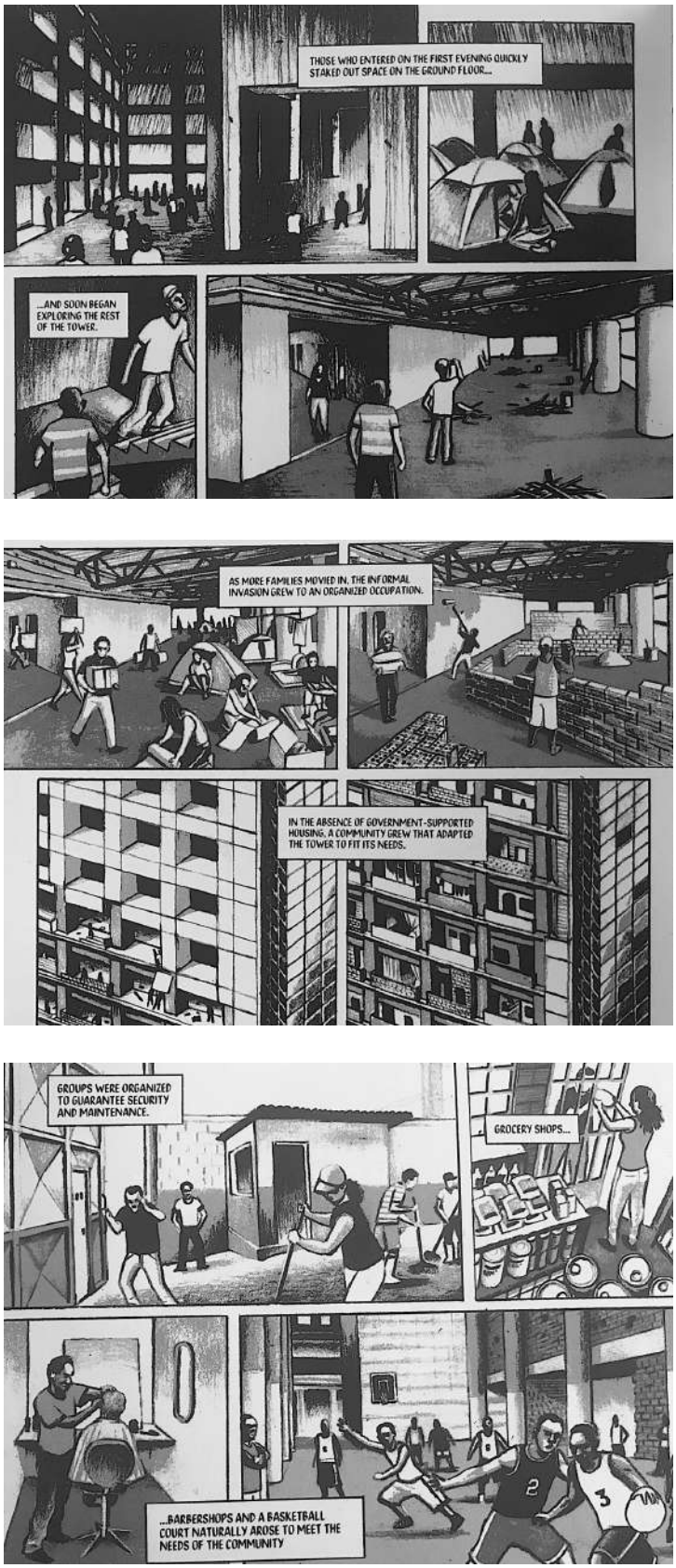


Image 55. *Torre a graphic novella @ Torre David/ Gran Horizonte*, Brillenbourg/Klumpner par Andre Kitagawa. 2013, p 60 et 61

En 2013, il est estimé qu'environ 3 600 personnes vivent au sein de l'immeuble : 191 mètres de haut, 121 000 mètres carrés de surface de plancher et 45 étages (soit la totalité prévue), même si, au-delà du 28e étage, les travaux de gros œuvre ne sont pas très avancés. Les ascenseurs, garde-corps et cloisons ne sont pas installés, ni le parking initialement prévu de 10 étages non plus.

Ces dernières années, ce phénomène a suscité beaucoup d'intérêt chez les architectes. En 2012, lors de la 13e édition de la Biennale de Venise d'architecture, la thématique sociale était très présente : immeubles occupés, reconstruction rapide après catastrophe ou expansion des quartiers défavorisés. Le prix du Lion d'Or a été remporté par Alfredo Brillembourg et Hubert Klumpner, deux professeurs de l'EPF Zurich, pour leur contribution *« Torre David/ Gran Horizonte »,* une *favéla verticale* à Caracas, Venezuela. Ils montrent l'occupation d'une tour, laissée à l'abandon et investie par une communauté de sans-abri qui l'a transformée en une sorte de cité verticale. La tour semble être devenue une vraie représentation des occupations spontanées, produite par les objets et les acteurs sociaux.

Une architecture iconique caracterise le paysage de la ville

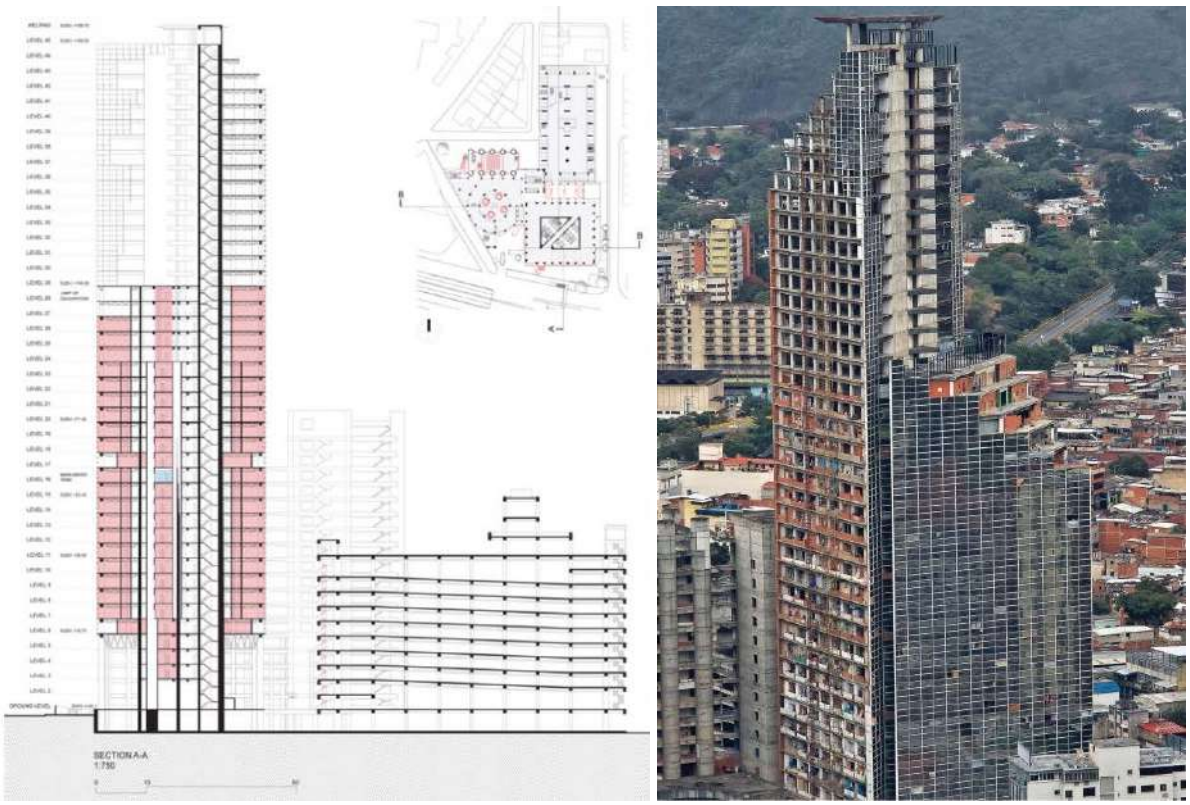


Image 56. "*Torre David/ Gran Horizonte*", une "favéla verticale" à Caracas. © Brillenbourg/Klumpner, 2013.

Suite aux entretiens menés et au regard de la forte médiatisation de la Tour de David, certaines hypothèses sont évoquées autour du fait que cette tour soit vide. Les uns évoquent une représentation de « l'échec du capitalisme », d'autres interprètent la situation comme « l'icône de l'échec de l'État » et certains suggèrent que l'État « a le contrôle d'un groupe de population », (puisque la tour était vide par décision gouvernementale). En tout cas, de nombreuses questions se posent encore aujourd'hui concernant la Tour de David. Dans le cadre de cette recherche, l'architecte Alfredo Brillembourg et d'*Urban Think Tank* a accepté un entretien en 2018 :

Entretien avec l'architecte Alfredo Brillembourg : "Une architecture contenant des symboles"

yww : Que représente pour vous la Tour de David, est-ce une "icône vide" dans la ville ?
AB : La Tour de David a toujours symbolisé, non la mort du capitalisme, au contraire, c'est l'objet par excellence qui explique les 20 ans de Chavisme au Venezuela. L'architecture change avec le temps. C'est l'exemple parfait d'un contenant qui reçoit divers symbolismes.
KP : Le symbolisme de la tour sera adapté à la lecture que chaque gouvernement voudra lui donner. Cette tour existait avant ce gouvernement et symbolisait autre chose. Les bâtiments du fascisme en Italie représentent aujourd'hui autre chose. La production de Mussolini, aujourd'hui, est absorbée par un autre symbolisme.
AB : Actuellement, il semble que la tour n'a pas sa place et ne peut jouer aucun rôle dans le système de société qui existe en ce moment au Venezuela. Le gouvernement vénézuélien n'a ni les ressources ni la créativité pour développer un projet cohérent d'évolution de la tour. L'État ne sait pas quoi faire de ce bâtiment et ce que la tour symbolise, principalement, c'est la forte incertitude et le manque de capacité à faire quoi que ce soit. L'actualité la plus récente de la tour est que plusieurs étages ont été fissurés, avec le séisme d'août 2018. Ceci indique que, quel que soit l'investissement à faire dans la tour, il faudra des dépenses monumentales. Ce tremblement de terre montre que la Tour de David est extrêmement dangereuse à l'heure actuelle. Une tour incomplète représente un risque majeur, encore plus grand dans un centre de la ville.

La tour de David est vide depuis 2014, laissée intacte par l'État. Aussi le sujet continue d'être controversé : pourquoi l'État laisse-t-il cet édifice comme tel, avec l'impact que l'on peut supposer sur l'image de la ville ? Est-ce que l'État trouve un intérêt à montrer une image d'un processus de bidonvilisation en vertical ? Enfin, depuis sa construction, Tour de David a été utilisée pour des événements et buts différents. Elle a été laissée inachevée, puis saccagée, ensuite occupée, manipulée, expropriée, médiatisée au point d'être connue

internationalement, et l'incertitude sur l'avenir de cette structure persiste encore.

Finalement le cas de la Tour de David, permet de mettre en évidence d'un côté, un type d'occupation urbaine et un développement social qui se déploient dans des conditions extrêmes et de l'autre une intervention de l'État marquée par des mesures qui me semblent plutôt incongrues. Cet exemple assez radical pousse à questionner les services de base qui desservent le territoire vénézuélien.

Portraits de la ville de Caracas

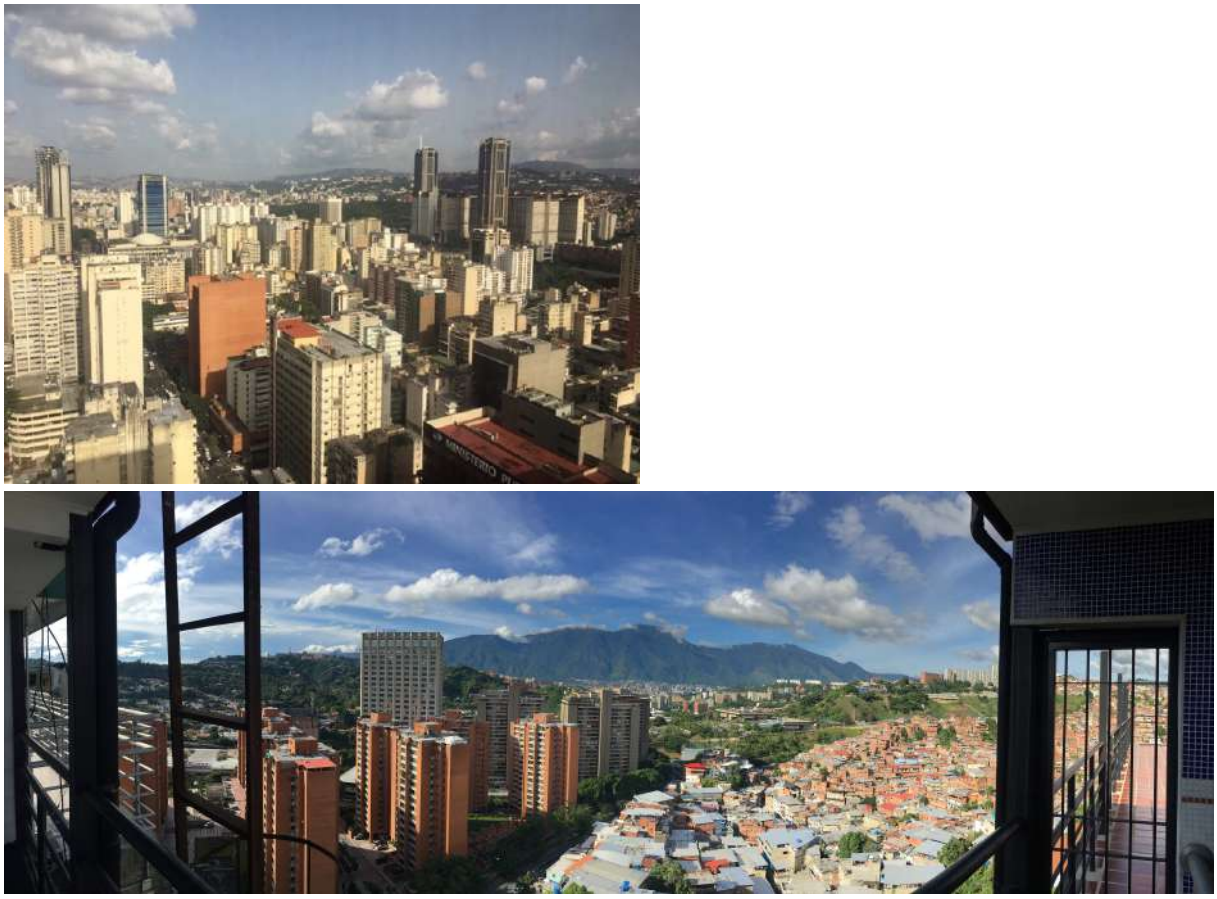


Image 57. En haut à gauche une image générale de Caracas (depuis l'IMUTC). Au millieu les quartiers précaires (Quartier *Santa Cruz*) pour mieux comprendre la diversité de la production de la ville depuis ce passage historique. En bas panoramique depuis la clinique privée *Leopoldo Aguerrevere* © yww 2017

4. De la planification urbaine à la gestion des services de la métropole. Des services publics en difficulté et la réponse des experts et des habitants.

Le Grand Caracas pose de grands problèmes de gestion territoriale avec une population de 6 millions d'habitants qui nécessite d'avoir à disposition des services de base fonctionnant correctement, et cette particularité territoriale.

> « [...] à l'intérieur de Caracas se tient une autre Caracas, dans la vallée[226]. Ah, ça dérange les "efflanqués"[227], ils m'accusent d'être un tyran, un dictateur parce que je ne cesse de travailler, travailler et travailler ensemble avec vous pour redonner au peuple ce qui lui appartient ; ce que les bourgeois vous ont pris jusqu'à cet espace de vie, ils vous ont refusé quasi jusqu'à la vie, la Révolution vous redonne la vie, vous autres, vous êtes les maîtres de la Patrie, les maîtres de la vallée ce ne sont pas les bourgeois, c'est le peuple de Caracas dans ce cas, la vallée de Caracas. » H. Chavez, 29 janvier 2011.

Nous voulons montrer dans cet extrait le discours porté par Chavez et le conflit engendrés par les changements proposés. Pour autant le personnage bénéficie une image de "sauveur" et de "justice" aux yeux du peuple et de la conquête du territoire. Cette image de la révolution bolivarienne incarnée par Chávez pourrait aussi être lue paradoxalement comme faisant partie d'un processus de colonisation de part l'imposition d'une nouvelle forme de société, bien que le discours officiel socialiste contredise cela.

Le développement de ce sous-chapitre aborde trois points concernant la gestion métropolitaine des services et équipements, y compris la perception qu'en ont les utilisateurs, après qu'ils leur aient été livrés. Tout d'abord, nous aborderons la nécessité de planifier et d'inclure des équipements urbains (écoles, équipement sportifs) dans le processus de réflexion et de développement des villes socialistes ou d'opérations indépendantes. Le deuxième point présente la gestion des services de base, leur portée territoriale et les difficultés rencontrées pour administrer les villes nouvelles. Enfin, nous détaillerons le point de vue des experts et des habitants qui révèlera ce que nous associons à l'image de crise, dans la continuité de deux points précédents.

[226]Une phrase attribuée à l'époque au Ministre Farruco Sesto.
[227]«Escualidos», traduit par «Efflanqués» : mot très souvent utilisé pour disqualifier les membres de l'Opposition politique.

La gestion territoriale dans l'agglomération du Grand Caracas et l'intégration des équipements urbains

La ville de Caracas est la capitale de la République et le siège des organes du pouvoir national. La disposition de cet article[228] n'empêche pas l'exercice du pouvoir national en d'autres lieux de la République. Une loi spéciale établira l'unité politico-territoriale de la ville de Caracas qui intègre dans un système de gouvernement municipal à deux niveaux, les municipalités du District Capitale et celles correspondant à l'État de Miranda. Ladite loi établira son organisation, son gouvernement, son administration, sa compétence et ses ressources, pour atteindre le développement harmonieux et intégral de la ville. Dans tous les cas, la loi garantira le caractère démocratique et participatif de son gouvernement.

Le fonctionnement de la municipalité s'accomplit en incorporant la participation citoyenne dans le processus de définition et d'exécution de la gestion publique et dans le contrôle et l'évaluation des résultats, sous une forme effective, suffisante et appropriée, en conformité avec la loi.

> « Sont de la compétence de la municipalité le gouvernement et l'administration de ses intérêts et la gestion [...] en ce qui concerne la vie locale, particulièrement l'aménagement et la promotion du développement économique et social, la dotation et la prestation des services publics domiciliaires, l'application de la politique concernant le secteur locatif avec des critères d'équité, de justice et tenant compte de l'intérêt social, en conformité avec la délégation prévue par la loi qui régit le domaine, la promotion de la participation, et l'amélioration, en général, des conditions de vie de la communauté [...] » CRBV[229], 1999.

Caracas, comme déjà évoqué, se trouve dans une vallée et cette morphologie a pour conséquence une forte densité de population sur son territoire. La Zone Métropolitaine de Caracas compte trois millions d'habitants et la périphérie deux millions supplémentaires. Autrement dit, la dynamique de la ville peut être analysée sur la base de cinq millions d'habitants[230]. La taille des municipalités

---

[228]. CRBV. Titre II Chapitre II, De la division politique. Article 18.
[229]Titre IV Chapitre IV, Du pouvoir public municipal. Article 178.
[230]Selon les recherches de C. Urdaneta Troconis (2013), en valeur absolue, la ZMC (2 904 376 habitants en 2011) a enregistré la plus forte croissance (141 617 habitants), bien que cette augmentation n'ait pas été la même dans toutes les municipalités. Ainsi, alors que la municipalité Libertador (qui compte 1 943 901 habitants est non seulement la municipalité la plus peuplée du pays, mais compte également plus de 20 entités fédérales) a absorbé 107 615 habitants, et les autres municipalités métropolitaines, 34 002 personnes, la croissance la plus faible (6,8%) de la région métropolitaine.

montre de grandes disparités : de soixante-dix mille habitants pour Chacao à deux millions pour la municipalité Libertador ; cette dernière est un fidèle soutien du pouvoir actuel, alors que la première est un fief de l'opposition. Il est alors aisé de comprendre les disparités de pouvoir et d'emprise de territoire entre les municipalités de Caracas.

Division politique et territoriale de Caracas et ses habitants

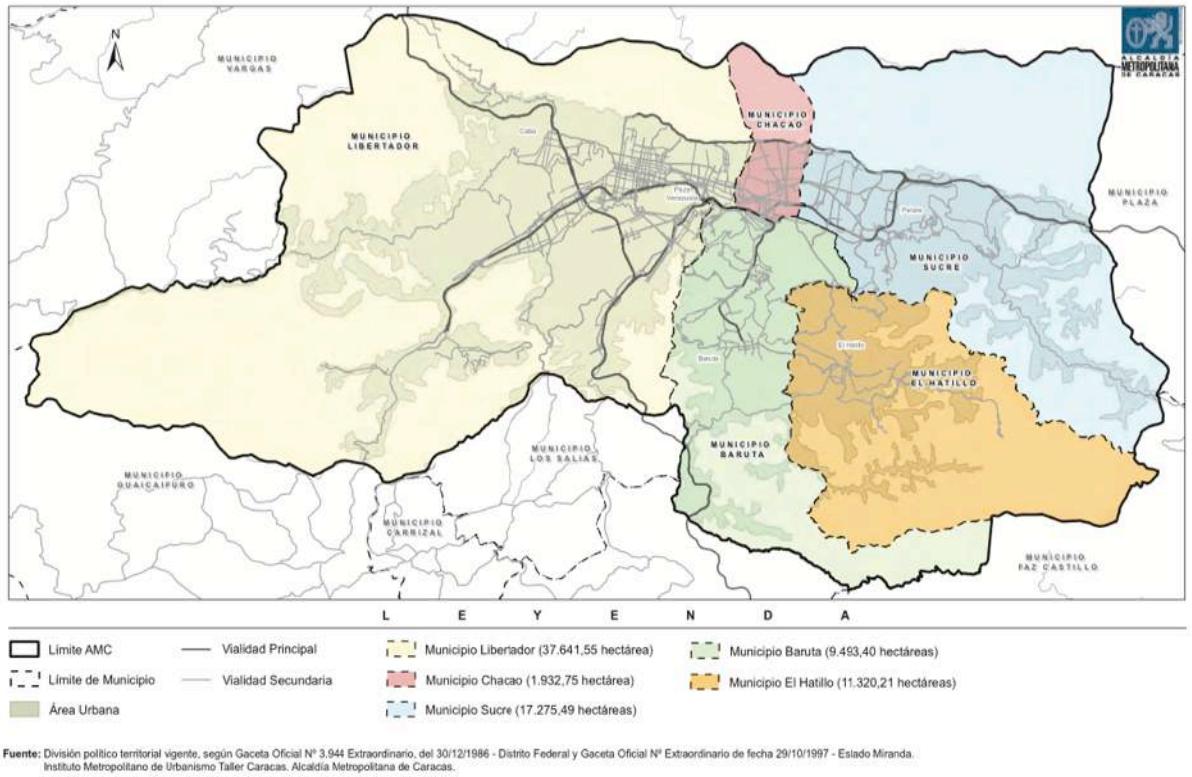


Image 58. District Métropolitain de Caracas © IMUTC 2017

Profitant de cette fragmentation politique de la ville, Maduro créé, le 29 janvier 2017, l'État Majeur de Gouvernement de Caracas qui sera dirigé par le maire de la municipalité Libertador, Jorge Rodriguez, et accueillera le chef du Gouvernement du District Capitale. Les membres de cette nouvelle instance sont tous nommés par le Président de la République. Parallèlement, Maduro a mis en place la Commission Présidentielle pour les Projets spéciaux du Grand Caracas.

Les diverses analyses de C. Urdaneta Troconis, C. Herrera Napoléon et A. Paiva, montrent que les lois régissant l'aménagement du territoire et de

l'urbanisme n'ont pas été spécifiées dans la CRBV de 1999[231] ; néanmoins, les lois organiques des communes, des conseils communaux et la loi spéciale de régularisation intégrale du régime foncier des agglomérations urbaines ou périurbaines prennent en compte l'incidence territoriale[232]. Cela génère clairement des heurts entre les mandats de ces lois, qui prennent en considération différents instruments de planification spatiale, formulés et gérés par différents acteurs, avec différents niveaux de gouvernance (*cf.* Chapitre IV) et de légitimité.

Dans la continuité, selon C. Herrera Napoléon (2013), entre 2000 et 2010, une démarche de socialisation urbaine est imaginée qui cherche à montrer l'évolution conjointe du territoire avec la société, l'appelant *La ville avec la société*.

Se basant sur un nouveau modèle économique et fort du slogan *Vers le* Socialisme du XXI[e] siècle, l'État propose une réorganisation territoriale et institutionnelle afin d'aboutir à une transformation sociale. Pour ce faire, les structures anciennes se voient renouvelées pour être plus justes et inclusives, en répondant aux besoins les plus urgents de la société, tout en créant de nouvelles formes de redistribution spatiale du pouvoir. Selon C. Herrera Napoléon, cela est étroitement lié à la volonté de décentralisation et de distribution du pouvoir aux personnes non impliquées jusqu'alors, ce qui génère un projet urbain parfaitement illisible.

> « Avec cette configuration politico-économico-sociale, se crée une vision chaotique de l'urbain. Elle a d'autres ordres, beaucoup plus complexes, fragmentaires et hétérogènes que l'ordre auquel on aspirait avec la ville du vingtième siècle, mais en même temps, elle a plus d'identité que ce qui se proclamait dans la modernité. Cependant, au-delà de la volonté de l'État de rompre avec la dualité et de ses efforts d'inclusion en transférant la gestion aux

[231]Il y avait toujours des formes d'intervention directe au niveau national dans la gestion urbaine avant les changements de 1999; la première, envisagée dans la loi organique d'Aménagement Urbain en 1987, (LOOU : Ley Orgánica de Ordenación Urbana), lorsqu'elle donne à l'exécutif national le pouvoir de formuler et de sanctionner les plans particuliers d'une zone de la ville présentant un intérêt particulier; la seconde, dans la loi organique d' Aménagement Territorial (LOOT : Ley Orgánica de Ordenación Territorial), pour pouvoir créer des zones sous régime d'administration spéciale (ABRAE) relevant du Ministère du pouvoir populaire pour l'Environnement, et; le troisième de la loi organique sur la Sécurité de la Nation, qui permet d'établir des zones de sécurité, à la discrétion de l'exécutif national.

[232]La loi organique pour la Planification et la Gestion de l'Aménagement du Territoire, publiée dans J.O. N ° 5 820 extraordinaire du 01/09/2006 a été supprimée par la loi organique d'abrogation de la loi organique sur la Planification et la Gestion de l'Aménagement du Territoire, publiée au J. O. N ° 38 633 du 27/02/2007.

bases sociales, la ville en vient à se fragmenter. Le centralisme urbain se dissout, dans la logique de la décentralisation » C. Herrera Napoléon, 2018, s/p.

Cette nouvelle configuration souligne que l'exaltation de l'habitat informel (quartiers précaires par exemple) crée une sorte d'homogénéisation de l'hétérogène. La création d'instruments nouveaux a un effet notable sur la gestion domaniale de Caracas et corrobore le désordre administratif, juridique et territorial qui se traduit dans la conformation de la ville et dans la gestion des services.

« Nous sommes sans pouvoir d'action, de gestion et peu de financement »

Consultant Juridique de l'IMUTC : Depuis la Constitution de la République Bolivarienne du Venezuela, il se comprend, se conçoit, se reconnaît que Caracas a des caractéristiques spéciales. Alors cette Constitution de 1999 s'en saisit et dit qu'ils feront la loi du District Métropolitain de Caracas. Cette loi sort en 2000. Elle établit et écrit que Caracas est une unité fonctionnelle et juridique, constituée de 4 municipalités de l'État Miranda plus une municipalité, le District Fédéral d'alors qui déjà cesse d'exister et s'appelle District Capitale, autrement dit en tout il y a 5 municipalités. Mais cette Zone Métropolitaine, les ciseaux qui la découpent sont ceux des municipalités. Alors ils perdent une quantité de privilèges du point de vue du budget. Pendant cette période, j'avais 15 compétences et je pouvais construire des parcs, écoles, hôpitaux, avenues, maisons de retraite, bibliothèques, je pouvais tout faire et ils me réduisent aujourd'hui à 3 compétences.

L'urbaniste Zulma Bolivar[233] explique le scénario de la planification de la métropole comme un événement similaire à de nombreuses villes à travers le monde, mais beaucoup plus complexe au Venezuela qu'ailleurs :

> « Le pays connaît une crise aigüe des institutions politiques et démocratiques dans pratiquement tous les niveaux de gestion ce qui ajoute un élément d'incertitude profonde à la crise constante de la planification » Z. Bolivar, 2017[234].

[233] Zulma Bolívar, urbaniste, professeure et présidente de l'IMUTC. Extrait d'entretien mené à l'Institut Métropolitain de Planification de l'Atelier Caracas IMUTC en juillet et août 2017.

[234] Zulma Bolivar : Nous attendons qu'il se passe quelque chose. C'est une folie, figure-toi que la réalité tu l'as dès maintenant sans qu'il ne se soit rien passé de plus. À Caracas il y a 6 maires, le métropolitain, et les 5 d'en bas. Le métropolitain (Antonio Ledezma) a été prisonnier 2 ans et demi. Des 5 qu'il y a ici-bas, tu en as 2 en fuite, 1 avec ordre de capture et un autre avec lequel ils ne s'y sont pas fourrés. Ils ont déjà déconnecté Caracas.

Dans cet entretien, elle rappelle l'importance de planifier, même en situation de crise, « *parce que la crise passe, mais la ville reste* ». Sa vision du pays fait état de l'anormalité totale, d'une situation très difficile comparée à d'autres lieux, car la ville est actuellement gérée suivant des décisions politiques non coordonnées.

L'urbaniste Zulma Bolivar constate un nouveau modèle qui vise la fragmentation de la ville

ZB : La Grande Mission Logements Venezuela a réussi seulement à s'implanter à Libertador. Il n'y en a de telles dimensions dans aucune des 4 municipalités de l'État de Miranda. À Sucre, ils ont réussi à en faire 2 sans les terminer comme Ciudad Mariche qui a commencé et qu'ils'ont arrêtée. Ils ne s'y sont pas installés parce qu'ils se confrontent à cette barrière de la mairie qui essaie d'y mettre bon ordre. Le problème n'est pas ce qui va se passer ici, mais ce qui va se passer dans toutes les municipalités. Le modèle socialiste veut en finir avec les mairies et ils veulent que l'unité politico-administrative soit la commune, avec pour conséquence de fragmenter Caracas. Si tu regardes les résultats du fait qu'il n'y a pas d'unité pour coordonner les voisins entre eux, chacun fait ce dont il a envie, c'est impossible de gérer les réseaux de services ou de pouvoir faire un bilan de ce que je dois construire et où. C'est un désastre.

Comme cet extrait d'entretien vient le souligner, il existe au Venezuela une grande complexité juridique et territoriale. À l'heure actuelle, des doublons jalonnent les diverses entités juridiques, en fonction de leur inclination politique : dès qu'une forme d'opposition apparaît, l'État crée automatiquement une nouvelle structure qui vient annuler celle tenue par l'opposition. Le fonctionnement du pays en devient problématique et paradoxal, générant une dualité structurelle qui s'insère jusqu'au mode de vie des habitants. Une situation d'incertitude et d'incompréhension, déjà installée et lisible lors de la promulgation de la CRBV en 1999, se trouve renforcée depuis, du fait de tous les changements qui ne cessent de se produire.

L'analyse de la carte à droite permet de visualiser l'opération de construction de logements de la GMVV (en rouge), de déchiffrer et de comprendre la gestion du domaine qui se met en place. Ainsi, le développement des opérations de la GMVV prédomine dans la municipalité Libertador, un secteur qui est, rappelons-le, un soutien du gouvernement (géographiquement à gauche en jaune, l'Ouest), tandis que les quatre autres municipalités font partie de ce que l'on appelle l'Opposition (géographiquement à droite en violet, l'Est). Ceci

occasionne une rupture dans la représentation et la conformation de la ville, en créant des scénarios divergents selon le positionnement politique de la zone.[235]

Implantations de la GMVV par municipalités

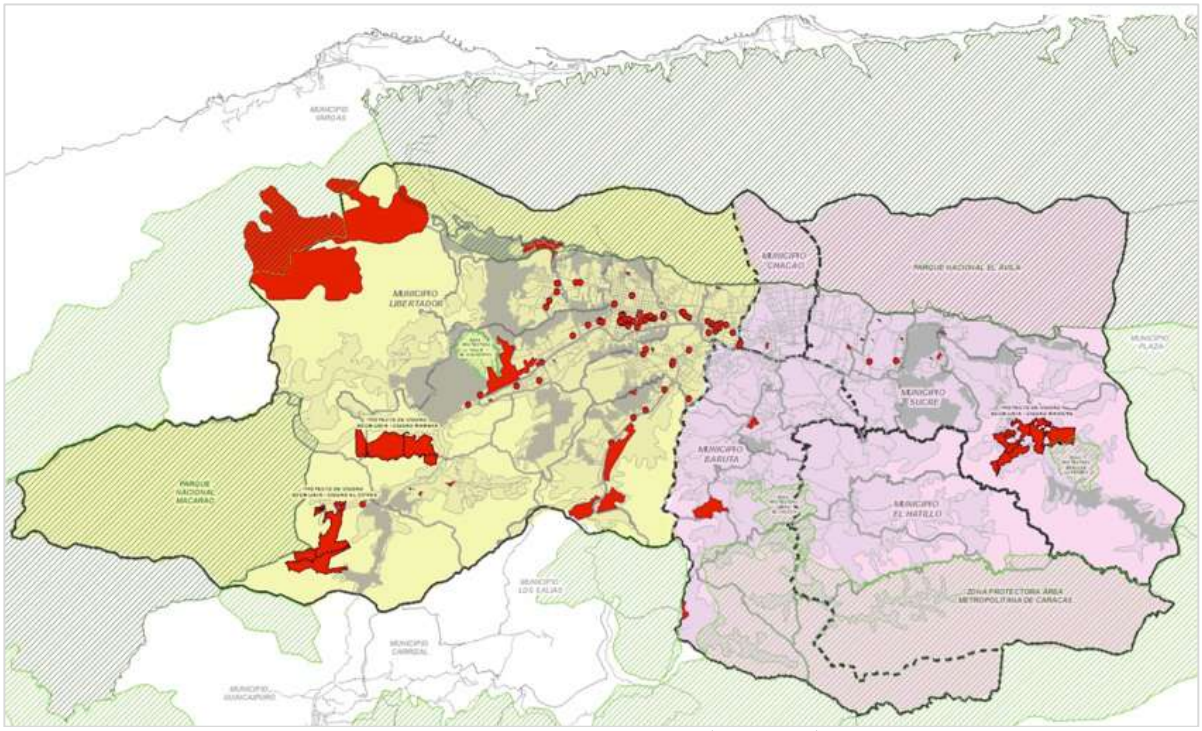


Image 59. Caracas métropolitaine. Implantations de la GMVV (en rouge) par municipalités
© IMUTC, 2017.

La planification des villes est une tâche complexe et difficile. La multiplicité des acteurs qui y participent, d'ordre public, privé, social, économique et les intérêts particuliers de chacun d'eux détermine, en grande partie, la capacité à les transformer. Si l'on change d'échelle en considérant Caracas du point de vue métropolitain (*Alcaldia Mayor*), concilier les intérêts et les besoins devient un exercice subtil. Aujourd'hui, Caracas se présente comme une unité politico-territoriale d'échelle métropolitaine, où la fragmentation politique, institutionnelle et administrative crée des déséquilibres suivant les *gouvernements* de chaque entité, et subit une crise de coordination, qu'il n'a pas été possible, à ce jour, de dépasser dans le cadre juridique existant.

Nous observons depuis le début de la proposition de l'État que son projet est un pays possédant deux couches d'administrations du territoire, au moins

[235]Les municipalités ont des pouvoirs homogènes, la municipalité est responsable des routes, de l'éducation, de l'adéquation des espaces publics, mais toutes les infrastructures de la ville, telles que l'électricité, les transports publics, l'eau, sont des entreprises qui dépendent directement de l'exécutif national de l'État.

temporairement, la plus ancienne couche étant appelée à disparaitre. Mais on observe que chaque couche a des modes d'action différents et peut s'interpréter au travers de cette dualité.

Sur la planification métropolitaine

Dans le cadre de cette recherche nous avons questionné divers acteurs de la ville, plus précisément en 2017 nous avons consulté plusieurs experts de l'Institut Métropolitain d'Urbanisme Atelier de Caracas (IMUTC)[236], l'urbaniste Zulma Bolivar[237] présidente de l'institut et d'autres experts. L'institut se charge d'agir comme autorité supérieure de l'ordre urbanistique dans sa juridiction. Il voit le jour grâce à une Ordonnance émise au Conseil du District Métropolitain de Caracas[238]. D'après ce qui est établi dans l'ordonnance, l'IMUTC a pour mission d':

> « Être l'autorité métropolitaine et entité dirigeante de la transformation physico-spatiale de la Zone Métropolitaine de Caracas, qui planifie systématiquement et intégralement son aménagement et développement urbain, en coordination avec le reste des acteurs publics et privés participant à de tels processus, basés sur les compétences légalement attribuées en matière de planification, aménagement urbanistique, conception urbaine, environnement, architecture civile, logements d'intérêt social, parcs et espaces publics ouverts métropolitains et viabilité, garantissant la participation active et principale des habitants et résidents de la capitale, par l'intermédiaire de la définition de politiques, stratégies, lignes et critères généraux pour la formulation efficace et efficiente, évaluation, suivi et contrôle des plans, programmes et projets viables à moyen ou long terme pour réussir ladite transformation et aménagement de l'espace métropolitain »[239].

Parmi les compétences de l'Institut, les plus significatives sont :

- La formulation du Plan Stratégique Caracas Métropolitain 2020 (PECM 2020) dans toutes les gammes et activités de sa compétence, en coordination avec les

[236] L'IMUTC [Institut Métropolitain d'Urbanisme Atelier de Caracas] est une entité publique, dotée d'une personnalité juridique, d'un patrimoine propre, d'une autonomie administrative et fonctionnelle qui dépend de la Mairie Métropolitaine de la Zone Métropolitaine de Caracas [Área Metropolitana de Caracas AMC].
[237] Zulma Bolívar est une personne reconnue dans le milieu académique ainsi que dans le milieu institutionnel. Présidente (2007) de l'Institut Métropolitain d'Urbanisme Atelier de Caracas, [Instituto Metropolitano de Urbanismo Taller Caracas IMUTC], lequel dispose de compétences fortes concernant la réflexion sur la ville. Néanmoins du fait de la polarisation, cette institution se retrouve réduite à sa capacité minimale de gestion.
[238] Publiée au Journal Officiel du District Métropolitain de Caracas, Nº 0074, en date du 11 octobre 2005, postérieurement modifiée par l'Ordonnance produite le 29 décembre 2006, Journal Officiel E-Nº 0057
[239] Journal Officiel E-Nº 0057

autorités des niveaux métropolitain, municipal et national lorsque nécessaire. [Cette coordination est réduite en pratique].

- Formuler les mécanismes de consultation, participation et attention citoyenne dans le processus de planification territoriale et urbaine de la Zone Métropolitaine de Caracas (AMC).
- Conseiller et faire le suivi de l'exécution des plans locaux de développement urbain, une fois promulgués et publiés dans le Journal Municipal de la Municipalité correspondant, ainsi que formuler devant les autorités métropolitaines et locales compétentes les observations et recommandations afin de contribuer à leur stricte exécution.
- Réaliser sa fonction de coordination dans la planification urbanistique et exiger des Municipalités qui appartiennent à l'AMC, les plans de développement urbain locaux, les plans spéciaux et autres instruments réglementaires de développement urbanistique. L'objectif est d'évaluer et concilier les possibles impacts que produisent les réglementations proposées en matière d'urbanistique, d'environnement et de viabilité urbaine.

Ces points reflètent l'action et l'impact que l'IMUTC détient dans la gestion et la planification de la ville. Néanmoins, l'institut est complètement étranger au processus de planification et de suivi de la Grande Mission Logement Venezuela (GMVV). Il n'a aucune compétence dans cette production massive de logements, assumée par le Ministère du Logement. Une des critiques principales concernant plusieurs de ces nouvelles opérations tient au manque d'études d'intégration au tissu urbain existant, qui auraient réduit certaines des difficultés actuelles, comme par exemple l'exploitation des services de base comme l'eau et l'électricité. En 2017, un chaos est observé face au sous-dimensionnement des services qui n'ont pas été originellement planifiés pour supporter une telle densité. Cette production massive de logements a ainsi modifié la configuration et la morphologie urbaine de Caracas. Or, l'IMUTC a comme compétences la transformation physico-spatiale de l'aire métropolitaine en planifiant son développement urbain en coordination avec le reste des acteurs publics et privés. Sa compétence dans la gestion urbaine en garantissant la participation active et principale des habitants de la capitale, par l'évaluation, le suivi et le contrôle des politiques, programmes et projets viables à moyen ou long terme est invisible dans toute la gestion de la GMVV.

« L'IMUTC a compétence sur tout Caracas et a des compétences structurantes »

Zulma: Comble de malheurs ! En plus de tout ce cirque administratif, en territoire la moitié de Caracas concerne la municipalité Libertador, 61 % de la population et plus ou moins 60 % de l'espace. Ces gens et nous, ni nous nous parlons, ni nous nous écoutons, ni rien ! L'IMUTC comme une chose étrange nous ne l'avons pas créé, nous ; l'IMUTC s'est créé ici en 2005 ou 2006. L'IMUTC est née très forte avec des compétences très fortes. Les compétences que nous avions nous permettent de faire ça. La moitié de Caracas correspond à la municipalité de Libertador, l'équivalent de 61 % de la population et plus ou moins 60 % de l'espace et de ces personnes. L'administration de la municipalité Libertador et nous, en tant qu'institut, nous ne nous parlons pas, nous ne nous écoutons pas, rien. (Une barrière de communication forte due aux différences politiques empêche une bonne relation et se reflète sur le territoire). Ils (ceux de la municipalité progouvernementale) voient l'IMUTC comme quelque chose d'étrange et ce qui est encore plus incohérent, c'est que l'IMUTC a été créé en 2005 ou 2006 par l'un d'entre eux. IMUTC est né très fort avec des compétences très fortes. Les compétences que nous avions permettaient de faire cela. L'IMUTC a compétence sur tout Caracas et a des compétences structurantes, je peux planifier toutes les directives pour avoir une viabilité structurale qui interconnecte, je peux donner des directives d'aménagement territorial sur la zone occupée de la ville, alors je peux dire vers quoi va se diriger l'expansion y habiliter les terres, je peux calculer et dire ce dont la population a besoin et c'est ce que nous faisons à travers les plans, le plan stratégique qui est le premier instrument guide. Ce qu'il fait, c'est renforcer le vide de ce dont tu ne peux pas parler avec la moitié des gens, les institutions, académies, ONG, etc. J'ai au comité directeur de l'IMUTC, un représentant désigné par le maire de chacune des municipalités, un représentant du cabinet pour donner la voix du législatif ici la place ou le siège du représentant de Libertador reste vacant. Mais nous, ce n'est pas que nous ne le voyons pas ou que nous ne l'intégrons pas, Libertador est incorporé dans toutes nos politiques et à tous nos plans, si nous devons agir à Libertador nous agissons directement avec l'appui d'une ONG, d'un Conseil Communal, de toute personne qui me permettra d'agir, par exemple les thèmes qui se font d'autoconstruction dans les zones de taudis se font directement et ne passe par nulle part.

À une plus grande échelle, les Comités des Terres Urbaines (CTU) ont participé à la discussion sur la Loi sur l'aménagement urbain adoptée en 2009 qui a donné la possibilité de réquisitionner les terrains vacants suite à une plainte devant les autorités compétentes. Ce fut une étape importante vers la reconnaissance d'un besoin urgent. Il ne suffit plus d'assurer la sécurité juridique et d'améliorer les quartiers défavorisés et les taudis. Il convient alors de considérer le problème du logement des jeunes générations, principalement celles nées dans les quartiers défavorisés dont l'horizon résidentiel se réduit à un maintien dans

la maison de famille avec une surpopulation ou l'occupation de terres à l'extérieur de la ville.

Consciente de cette situation, la politique de démocratisation de la ville et de transformation urbaine de la CTU envisage la création de nouvelles communautés formées par les familles les plus démunies, qui seraient implantées et organisées par les comités au sein de son propre périmètre, secteur ou paroisse. Ainsi sont apparus les Camps de Pionniers[240] (qui font partie de nos entretiens, *cf.* chapitre IV). Il ne s'agit pas d'un programme de logement de l'État, mais d'une proposition d'organisation populaire autonome pour la mobilisation de l'habitat et la lutte pour le droit à un logement décent.

Pour finir cette partie, voici les mots de l'architecte Larrañaga lorsqu'il évoque les appréciations inhérentes à la ville de Caracas : « les villes sont des systèmes complexes d'évolution lente, auxquelles on demande des solutions simples et rapides. Le problème n'est pas le manque de logements, c'est plutôt de faire ville, de construire la ville ».

<u>L'importance des equipements urbains dans la planification de la ville et le régard des experts</u>

Le Conseil National du Logement avec un groupe multidisciplinaire d'experts universitaires a élaboré en 1999 un document[241] avec les statistiques sur la planification correcte des équipements urbains au Venezuela. En effet,

> « [d'une part], les équipements urbains constituent un des éléments sur lesquels se fondent la qualité de vie des établissements urbains et l'organisation de la vie communautaire » . USB-IERU, 1999, p 2-6.

Ce sont, en termes généraux, des installations qui servent d'appui aux activités résidentielles et productives d'une ville.

> « D'autre part, c'est une expression de la socialisation de l'espace urbain, vu que l'existence déficiente de ceux-ci montre l'investissement du capital social dans l'urbain, explique l'insuffisance de cet investissement et son orientation sociale sélective. Dans ce sens, les processus de planification et la construction

[240] Les camps de pionniers sont un mouvement national populaire qui préconisent la création de nouvelles communautés, de modèle socialiste, autogérées et basés sur la propriété collective et le travail solidaire ;
[241] Rapport élaboré en 1999 par la Commission Nationale du Logement (CONAVI : Comisión Nacional de Vivienda), l'Institut d'Études Régionales et Urbaines (IERU) de l'Université Simon Bolívar et la Fondation de Recherche et Développement de l'Université Simon Bolívar (Fundación de Investigación y Desarrollo de la Universidad Simón Bolívar (FUNINDES-USB).

d'équipements urbains sont matière d'intérêt public ; et pour autant, la définition de ses règles d'opération et de dotation est de la responsabilité de l'État ». *Idem.*

Néanmoins, ce même rapport signale que la réglementation est très difficile à appliquer et très inefficace, et ne garantit pas la prestation réelle des services d'équipement à la population urbaine. Déjà en 1999, ils mettent en évidence les facteurs aggravants et l'insuffisance technique et administrative des organismes de planification urbaine nationaux et locaux. Il donne quelques constatations annexes :

« — L'absence d'un processus d'information depuis les organismes de planification nationale vers les utilisateurs des règles : entités déconcentrées et décentralisées de la planification urbaine et les promoteurs immobiliers et urbanistes.

– Il existe une évidente incapacité technique et administrative des Mairies dans la compréhension et l'application des normes existantes ; ainsi que dans la réalisation d'études qui permettent une connaissance profonde des caractéristiques particulières que présente son territoire local, du point de vue physique, économique, socioculturel et politique, lesquels pourraient servir de base pour dicter règles et standards de service ajustés à leur réalité locale.

– L'absence de coordination interinstitutionnelle entre les différents organismes de planification nationale a produit une multiplicité de règles qui n'ont pas de correspondance entre elles. Il n'est pas clairement défini qui est compétent pour définir des standards et normes d'équipement urbain ». *Idem.*

Selon les *Mots de Foncier :*

« Le zonage vise à une séparation des conditions d'usage du sol suivant un principe d'autorisations et d'interdictions. Le zonage fait reposer sur l'autorité publique le contrôle du développement au niveau local. Il recoupe donc des enjeux de planification et d'anticipation de changement d'usage foncier » G. Guilhem, C. Buhot, 2013, 126-27.

Ces auteurs expliquent que les modes d'application sont différents selon les droits de chaque pays. Nous observons dans notre analyse que la GMVV a construit une importante quantité d'immeubles qui ont une morphologie de type grands ensembles dans certaines zones, laquelle modifie le paysage urbain de Caracas, même en zones proches de grandes avenues (*cf.* chapitre VI). Ce sont souvent des immeubles de dimension importante, des blocs qui se répètent, peu en phase avec le contexte où ils sont insérés.

Des services de base dysfonctionnels, reflet d'une crise profonde :

Au Venezuela, la santé publique à la fin du XIXe siècle était, en grande partie, basée sur des préceptes hygiénistes élaborés par le président Antonio Guzman Blanco, ainsi que par des intellectuels et propagandistes. Ils ont commencé à mettre en œuvre des réformes politiques et juridiques au cours de la période 1870-1877 (Cobos, 2009). Le projet urbain mené par Guzman Blanco s'inspirait également des modèles des pays industrialisés. Il s'est achevé par l'élaboration d'outils juridiques et fonctionnels à l'administration municipale en vue d'effectuer partiellement les changements requis par la modernisation de la ville. Ainsi, certains aspects de la « police urbaine » ont été récupérés, parmi lesquels figuraient, entre autres, la réglementation et la supervision du fonctionnement de l'architecture civile et de l'ordonnancement des rues. De même, la santé publique a joué un rôle de premier plan dans ces dispositions. Elle a pris en compte, sous la supervision de la police, la résolution des problèmes d'eau potable, les épidémies de maladies contagieuses, l'état des denrées alimentaires sur les marchés publics, les conditions d'hygiène des hôpitaux, sans oublier le transfert des décharges, des usines et des abattoirs à la périphérie de la ville, ainsi que l'interdiction des inhumations urbaines dans les églises et l'utilisation des cimetières situés dans le périmètre urbain. (Almandoz, 1997)

Le dernier rapport (2012-2016), préparé par la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL)[242], stipule qu'« un logement adéquat doit contenir certains services essentiels pour la santé, la sécurité, le confort et la nutrition. Tous les bénéficiaires du droit à un logement convenable devraient avoir un accès permanent aux ressources naturelles et communes, à l'eau potable, à l'énergie pour la cuisine [...] et l'éclairage, aux installations sanitaires et d'hygiène, au stockage des aliments, à l'élimination des déchets, au drainage et aux services d'urgence ». De plus, l'État a une double obligation dans son rôle de garant : à la fois, fournisseur direct des services, mais aussi entité dirigeante et vigilante des conditions pour la fourniture adéquate des mêmes services par des agents privés. Dans le même temps, l'État s'appuie sur une possible gestion de la part de la communauté, ce qui pourrait être interprété comme une

[242] Ce rapport porte spécifiquement sur le Venezuela et traite du domaine des services publics. Il est axé sur les droits de l'homme et le droit international.

possibilité de rupture. Cette hypothèse de rupture se caractérise lors du passage de relais de la responsabilité et du suivi de la gestion. De toute évidence, un déséquilibre se crée du fait que la communauté ne dispose pas de tous les éléments indispensables pour assurer la fourniture de ces services. Pour cette raison, rappeler le statut de l'État en tant qu'exécuteur principal et responsable de ces services, semble fondamental. Il existe des expériences intéressantes et exemplaires de la gestion de certains services par la communauté organisée telle que les « tables techniques de l'eau » (mesas técnicas de agua, MTA), mais elles restent une expérience locale qui est difficilement reproductible à l'échelle nationale. Cette configuration sera expliquée plus tard (*cf.* chapitre IV).

En vertu des dispositions de l'article 117 du CRBV, une série d'instruments juridiques spécifiques a été créée dans le pays pour réglementer les conditions de fourniture des services résidentiels les plus importants. C'est le cas de l'eau, à travers la loi organique pour la fourniture de services d'eau potable et d'assainissement (Sistema de Agua Potable y Saneamiento) (Lopsaps)[243] ; de l'électricité, avec la Loi Organique du Service de l'Électricité (LOSE)[244] ; de la téléphonie, à travers la Loi Organique des Télécommunications (LOTE)[245] ; du nettoyage urbain, avec la loi des résidus et des déchets solides ; et du gaz, à travers la Loi Organique des Hydrocarbures Gazeux (LOHG)[246]. Cependant, au-delà des dispositions légales et selon l'équilibre du droit au logement au Venezuela entre 1999 et 2005, les statistiques montrent que, même si les réseaux de ces services sont largement couverts au niveau national, l'accès à ces services présente de fortes inégalités sur l'ensemble du pays. Ainsi, ce sont les villes qui bénéficient de l'accès aux principaux réseaux de services (aqueducs, égouts, électricité, nettoyage urbain et téléphonie) au détriment de la campagne. Et au sein des villes, c'est dans les secteurs de croissance incontrôlée ou de quartiers déshérités où ces réseaux ont le moins de couvertures, bien que ce soit dans ces endroits que la concentration de la population soit la plus forte.

[243] Gaceta Oficial Nº 5.568 Extraordinario, du 31 décembre 2001
[244] Gaceta Oficial Nº 5.568 Extraordinario, du 31 décembre 2001
[245] Gaceta Oficial Nº 36.970, du 12 juin 2000.
[246] Gaceta Oficial Nº 36.793, du 23 septembre 1999.

Nous continuons dans le contexte d'une crise aigüe vécue par le pays dans les domaines politique, social et économique et qui touche également les services publics. Les conséquences des dysfonctionnements des services d'eau, d'électricité, de transport et de collecte des déchets sont visibles ces dernières années. Les origines de ces dysfonctionnements sont toujours ambiguës et difficiles à saisir ; sont-elles d'ordre institutionnel, relèvent-elles des médias ou d'autres moyens de communication, sont-elles liées à certains experts ou aux habitants eux-mêmes ? L'État et les sites web institutionnels rapportent des informations très divergentes de celles d'autres publications auxquelles nous avons accès. Il n'est pas évident d'obtenir une information considérée comme véridique, la source d'information est bien protégée ce qui en empêche l'appréciation qu'elle soit due ou non à une possible mauvaise gestion de la part des responsables.

En 2019, le Rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) appelle à des mesures immédiates en réponse aux multiples violations des droits de l'homme — économiques, sociaux, civils et politiques - observées dans le pays :

> « Nous devrions tous être en mesure de convenir que tous les Vénézuéliens méritent une vie meilleure, à l'abri de la peur et avec un accès adéquat à la nourriture, à l'eau, aux soins de santé, au logement et à tous les autres besoins humains fondamentaux. Sur le terrain, la pénurie et le coût croissants des aliments ont entraîné une diminution du nombre de repas à faible valeur nutritive, des niveaux élevés de malnutrition et un impact particulièrement négatif sur les femmes, dont certaines ont déclaré passer en moyenne 10 heures par jour à faire la queue pour obtenir de la nourriture. Un prêtre catholique à Caracas m'a dit : "ce n'est pas une question politique, c'est une question de souffrance du peuple » [247] [*Session 41*] M. Bachelet, 2019.

Les services de base, services des eaux, de l'électricité, du ramassage des poubelles et les moyens de transport, sont considérés de la plus haute importance pour le fonctionnement de la ville. Davantage encore avec l'incorporation de 3 millions des logements ou 5 millions dans les plus récentes projections (2018). Il nous importe de comprendre[248] comment l'opération

[247] Le rapport cite l'enquête nationale menée auprès des hôpitaux en 2019, qui a révélé qu'entre novembre 2018 et février 2019, 1.557 personnes sont décédées en raison du manque de fournitures dans les hôpitaux.

[248] Pour ce faire, nous avons questionné l'IMUTC, la Fondation Mission Habitat, le MINVHI, le Collège d'Ingénieurs du Venezuela et l'Université Centrale du Venezuela et un groupe d'habitants de plusieurs opérations de la GMVV. Il a fallu dans un premier temps clarifier l'origine des problèmes (chapitre II et

GMVV a pu venir se greffer sur les services existants et de vérifier si effectivement il y a eu une fourniture supplémentaire de la part de l'État ou la mise en place de compétences adéquates pour accroître ces services proportionnellement à cette demande additionnelle.

Après avoir observé et vécu la situation actuelle des services publics en tant qu'habitante, après avoir écouté les doléances des habitants et après avoir interrogé certaines personnes garantes des services, on peut encore se poser certaines questions :

- La participation du pouvoir populaire dans la gestion des services ne se borne-t-elle pas à alimenter un discours politique ?
- L'État cherche-t-il à garantir le confort des habitants ?

La plupart des entreprises qui gèrent ces services sont la propriété de l'État et leur gestion est assurée par certaines municipalités. Il n'est par conséquent pas évident de trouver une totale participation de la part de la communauté dans la gestion des services. De même, la déconcentration partielle de la gestion de ces services, et son ampleur, rendent presque impossible une gestion au niveau national des différentes structures locales. Chaque territoire a ses particularités. La nature de chaque service se réclame d'une gestion plutôt globale ; elle peut être centralisée, soit par l'État, soit par des entreprises publiques ou privées. L'absence d'outillage nécessaire et suffisant pour mener ce type d'organisation rend très complexe une gestion populaire ou par une communauté d'habitants. Si l'État veut faire participer le peuple, ce qui semble parfaitement possible, le passage de relais nécessite un accompagnement. Il convient de souligner qu'à terme, cette gestion ne pourra pas, selon nous, rester uniquement populaire. Ces éléments nous ont conduits à l'observation des comportements des habitants en réponse à ce manque de services ou dans leurs rapports à la sécurité dans les opérations.

III) et dans un deuxième temps décortiquer les plaintes à ce sujet de la part des habitants. Nous avons consulté des textes scientifiques et des rapports institutionnels ou privés attachés à chaque service pour compléter les informations recueillies.

L'électricité rationnée mieux être repartie

Pour revenir à l'histoire, le Venezuela disposait en 1999 de l'un des secteurs de l'électricité les plus développés en Amérique latine. L'industrie électrique pouvait être considérée comme une entreprise mixte à laquelle l'État et le secteur privé national participaient. Elle était caractérisée par un parc moderne de production hydroélectrique et thermique, un réseau de transmission de haute technologie et de distribution couvrant 96 % de la population et la quasi-totalité du territoire, tout en assurant la qualité et quantité pour le développement économique et social du pays. En 2007, CORPOELEC (CORPOración ELÉCtrica Nacional, S.A.), une société d'État rattachée au Ministère du Pouvoir Populaire pour l'Énergie Électrique, est créée. Dès lors, le service dépend entièrement de la gérance de l'État au niveau national. Depuis cette date, deux grands moments ou pics sont identifiés comme occasionnant la crise de ce secteur, qui a considérablement affecté le développement du pays. Le premier pic a eu lieu en 2009-2010 et le second en 2015-2016 ; depuis, la crise de ce secteur est devenue chronique.

Comme précisé précédemment, l'une des raisons principales à l'instauration de la GMVV était l'occurrence de fortes pluies qui sont tombées pendant l'année 2010 sur le pays et l'événement de forte sécheresse, « El Niño ». Ces sécheresses d'une ampleur considérable ont affecté[249] l'approvisionnement en eau et donc la production d'énergie hydroélectrique dans le pays. Cependant, c'est un phénomène prévisible, et connu depuis plusieurs décennies, contre lequel il est possible de prendre des précautions pour limiter ses effets négatifs sur la population. Or, il semble que ces principes de précaution n'aient pas été pris suffisamment en considération dans le cas du Venezuela.

Dans un rapport préparé par le Collège des Ingénieurs Civils du Venezuela (CIV) sur la situation électrique, l'ingénieur Francisco Aguerrevere clarifie la façon dont le service d'électricité s'est progressivement détérioré sur toute l'étendue du territoire national. Celui-ci explique que la longue sécheresse endurée par le Venezuela a eu comme conséquence la réduction considérable du volume d'eau dans les barrages des centrales hydroélectriques. En 2009, 73 % de l'énergie électrique consommée par les Vénézuéliens dépendait de ces

[249] Courant côtier saisonnier chaud au large du Pérou et de l'Équateur. Il est irrégulièrement cyclique et récurrent.

centrales. En outre, la consommation d'électricité du pays a augmenté de 6 % par an, un pourcentage qui dépasse le taux de croissance de l'approvisionnement en électricité. Le noyau principal du système hydroélectrique est la Centrale Hydroélectrique Simon Bolívar de Guri, le 4e plus grand barrage du monde. Il a, depuis 1978, une capacité maximale de production de 10 200 MW (niveau 272 m au-dessus du niveau de la mer). Mais il ne génère plus aujourd'hui (2009) qu'environ 5 000 MW. Il a été touché par la sécheresse début février 2010. Si le niveau du réservoir tombe en dessous de 240 m, certaines turbines de l'usine ne peuvent pas fonctionner et l'approvisionnement en électricité du pays diminue. Le gouvernement a prévu que si rien n'était fait, ce niveau serait atteint en mai 2010. Dans cette logique, une série de mesures de rationnement, visant à réduire la demande d'électricité et à minimiser la dépendance du Venezuela vis-à-vis des centrales hydroélectriques, a été mise à exécution sur injonction du gouvernement.

Depuis cette période et jusqu'à aujourd'hui, différents types d'approvisionnement et de contrôle de ces services sont quotidiennement pris en compte sur l'ensemble du territoire national. CORPOELEC établit des horaires de fourniture en fonction de la gestion de la charge électrique, par exemple 6 heures d'interruption programmée se font en rotation et affectent des blocs différents répartis selon les secteurs : de 3 h à 9 h du matin, de 9 h à 15 h de 15 h à 21 h et de 21 h à 3 h. En avril 2016, l'État a mis en place un vaste plan de rationnement qui s'est traduit par des coupures d'électricité durant 40 jours et a ordonné que les travailleurs publics ne travaillent que deux jours par semaine. Les mercredis, jeudis et vendredis ont été déclarés chômés dans tout le secteur public, et les seuls vendredis dans tous les établissements d'enseignement public sur tout le territoire national. Une autre mesure annoncée par le président Maduro et publiée au Journal Officiel[250] était le retour de l'heure légale du Venezuela au fuseau horaire UTC-4 à compter du 1er mai 2016. Jusque-là, au Venezuela, l'heure était UTC-4 : 30. Cette précédente modification proposée par Hugo Chavez[251] était basée sur une étude réalisée

[250] L'article 1 L'heure légale est modifiée sur l'ensemble du territoire de la République bolivarienne du Venezuela, qui deviendra l'équivalent du temps universel coordonné, diminué de quatre heures (UTC -4), dans les termes indiqués dans le décret N° 6.224.

[251] En Novembre 2007, le président Hugo Chavez, selon le décret n° 5693 avec valeur, rang et force de loi, a réformé le seul article du chapitre III de la loi sur la métrologie afin de prendre le fuseau horaire UTC-4:30, ce qui correspond au méridien de Villa de Cura (temps solaire dans le centre du pays), revenant à l'heure de référence utilisée précédemment de 1912 à 1965. Article 18. L'heure légale sur le territoire

par *La Electricidad de Caracas* qui mettait en avant une économie d'énergie basée sur l'ajout de 30 minutes à l'horaire précédent. La théorie se basait sur le fait que lorsque vous vous levez tôt, vous profitez mieux de la lumière du soleil le matin, et que vous aurez une demi-heure supplémentaire de soleil l'après-midi sans utiliser l'éclairage public.

Des amendes ont également été créées en fonction de la consommation d'énergie de chaque maison, la limitant à 500 kW par mois au maximum. Ces mesures visant à rendre tous les citoyens conscients des enjeux énergétiques, car ils sont tous concernés, indépendamment de leur lieu de vie. Dans cette optique, de nouvelles pratiques doivent être adoptées par les consommateurs comme de débrancher, par exemple, leur réfrigérateur, four à micro-ondes et climatiseurs pour ne pas les endommager lors de chaque coupure de courant. Ils ont dû recourir parfois à des systèmes alternatifs pour sauvegarder les aliments nécessitant une conservation au froid, ou encore s'approvisionner en bougies ou lampes à batterie pour faire face à ce type de situation, devenue quotidienne.

D'autres mesures concernant les espaces publics ont dû être déployées pour diminuer la consommation électrique : des coupures totales ou des éclairages réduits dans les espaces publics. Les autoroutes et voies principales de circulation maintiennent un faible éclairage et les lampadaires s'illuminent par tranches discontinues. Cette mesure crée un environnement d'insécurité latent et se traduit par de nouveaux comportements de la population, comme rentrer plus tôt à son domicile à la nuit tombante, soit entre 18 h et 19 h sur la presque totalité du territoire tout au long de l'année. Les mesures imposées par l'État en 2016 sur la réduction des jours travaillés n'ont pas favorisé la baisse de la consommation, notamment dans les foyers où les habitants restaient à domicile pendant la journée. Plus largement, ces mesures ont représenté une rupture importante dans le fonctionnement quotidien du pays ; la situation s'est progressivement rétablie pour revenir à une « pseudo-normalité » en 2017.

Cette situation générale a provoqué des crises et des protestations durant des années jusqu'à ce jour. Les habitants se plaignaient ainsi de la perte des

national équivaut à celle du méridien de Greenwich, diminuée de quatre heures et trente minutes. Cela signifiait soustraire 30 minutes de l'heure légale au 9 décembre 2007. En conséquence, le service actuel de HLV correspondait à l'UTC-4:30.

aliments à cause de l'arrêt des réfrigérateurs. D'autres plaintes portaient sur le niveau de pression de l'eau, si faible que les habitants n'arrivaient pas à remplir les réservoirs d'eau qui se trouvaient sur le toit des maisons ou des bâtiments. Ce qui rendait du même coup illusoire l'utilisation de ces réservoirs installés pour répondre au besoin de disposer à tout moment d'eau.

> « L'electricité fut insconstenstablement l'instrument du confort, de l'eppanouissement d'une certaine liberté individuelle, en meme temps que celui de la rationalisation, de l'organisation » [L'Urbain dans tous ses états. Sous la dir. Nicole Haumont] F. Alexandre, 1998, p 228.

L'eau : vers une forme communautaire ?

L'approvisionnement en eau courante au Venezuela est un service public qui dépend également de l'État. Le Ministère de l'Écosocialisme et de l'Eau coordonne le service d'eau potable et d'assainissement [Sistema de Agua Potable y Saneamiento (SAPS)] à travers Hidroven et 19 services de fourniture d'eau régionaux et étatiques. Ces entreprises conçoivent des plans de rationnement acceptés par l'État qui reconnaît ainsi l'irrégularité de l'approvisionnement en eau courante. Une partie de cette description sera basée sur une étude menée par Prodavinci,[252] en particulier par l'économiste Angel Alayón qui a préparé une étude selon 57 schémas publiés par 10 services de fourniture d'eau en 2016 et 7 en 2017.

Le droit humain essentiel à l'accès à l'eau potable est satisfait quand cet accès est suffisant et continu, selon l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). « Suffisant » implique entre 50 et 100 litres d'eau par personne et par jour. À l'exception de Hidrocaribe, les services de fourniture d'eau ne précisent pas dans leurs plans la quantité d'eau qu'ils pompent et le nombre de personnes qu'ils fournissent, mais ils indiquent le nombre d'heures dans certains cas, et les créneaux horaires dans d'autres. Cela permet de quantifier les interruptions du service par rapport à l'accès continu de 168 heures hebdomadaires.

Selon cette étude, on suppose que le service normal de la fourniture d'eau correspond à 168 heures par semaine. On estime qu'il y a un approvisionnement en continu. En moyenne, les paroisses rurales avaient de l'eau courante pendant 41,6 heures par semaine, tandis que les villes disposaient de 49,7 heures

[252] Créé en 2009 au Venezuela, Prodavinci est un site de réflexion sur l'actualité qui recueille les analyses d'historiens, de scientifiques et d'universitaires sur la situation du pays.

d'approvisionnement par semaine. Les paroisses où moins de 42 % de la population est pauvre ont en moyenne 59,7 heures d'accès à l'eau courante par semaine. Celles où plus de 42 % de la population est pauvre ont reçu l'eau courante durant environ 47,7 heures par semaine. La situation a obligé les communautés moins bien nanties à payer plus d'eau, à protester dans les rues et à recourir à des systèmes d'approvisionnement informels, comme faire la queue avec un seau pour puiser de l'eau ou se raccorder illégalement à une tuyauterie voisine.

Les raisons des difficultés d'approvisionnement en eau sont également diverses. Le phénomène de « El Niño » est responsable de l'assèchement des réserves ; certains techniciens confirment le manque d'entretien dans les usines de traitement de l'eau ; d'autres accusent la consommation clandestine d'une partie importante de la population qui prend illégalement l'eau en brisant les tuyaux près de leur lieu de résidence.

Dans le rapport du CEPAL, en ce qui concerne le service d'eau et la connexion au réseau public d'aqueducs, il n'est nullement supposé que des normes de qualité soient nécessaires ; en matière de traitements ou de régularité du service. Par exemple, selon les résultats de l'enquête sociale, en 1998, seulement 55 % des ménages du pays déclaraient avoir une fourniture d'eau chaque jour. Dans le pays, la grande majorité des ménages utilisent le gaz comme combustible pour cuisiner. Dans une étude réalisée par le Ministère de l'Énergie et des Mines (MEM), pour l'année 2003, il a été estimé que dans 86 % des foyers, le gaz est fourni par des bonbonnes, en raison du manque de service direct par tuyauteries. En effet, seulement 8 % de la population qui utilise du gaz domestique est connectée au réseau qui le fournit directement.

Les *« Mesas Tecnicas de Agua »* (MTA), sont des organisations qui assurent la liaison entre l'institution et la communauté. Elles sont chargées d'organiser les réunions avec les techniciens et de diffuser les informations générées dans le processus. Elles canalisent la participation de la communauté de façon permanente pour obtenir, améliorer et surveiller un service d'eau et d'assainissement de qualité pour leurs établissements. Elles ont aussi en charge la diffusion de l'information relative à l'eau pour valoriser et prendre soin de cette ressource. En outre, elles constituent un instrument de développement

des responsabilités, de la connaissance et de la revendication des droits et a fortiori de la construction de la citoyenneté sociale.

Pour conclure, ces expériences de participation à la prestation de services ont fait, malgré les limites et difficultés rencontrées, d'importants progrès avec la création d'un nouveau concept d'organisation et de participation communautaire. Ce modèle révèle l'émergence d'un changement qualitatif du modèle traditionnel : il ne demande pas une réponse de la part de l'État ni de se substituer à sa responsabilité, mais spécifiquement d'assumer ses responsabilités dans la résolution de problèmes (Restrepo, 2001). Il demande le renforcement de l'identité sociale communautaire et la reconnaissance de la capacité d'autonomie des communautés organisées à résoudre leurs problèmes. De plus, les rencontres et sensibilisations que les techniciens font dans ces communautés contribuent à construire un nouveau réseau de relations entre l'État et la communauté (Peralta, 2004), tout en aidant à reconstruire le tissu social dans les zones populaires et autres.

Lacabana et Cariola ont approfondi le thème de l'eau et la constitution des MTA comme modèle exemplaire de participation communautaire. Dans les cas extrêmes de secteurs sans service d'eau, où il n'y a pas non plus d'approvisionnement permanent ou suffisant par des citernes publiques, les ménages achètent l'eau à partir de réservoirs privés dont le coût représente un poids énorme dans le budget familial. Une autre modalité repose sur l'achat d'eau potable à des voisins qui reçoivent le service public, avec un coût similaire ou même supérieur. Il fonctionne grâce à un réseau informel, de tuyaux qui raccordent les maisons d'un secteur avec service à celles d'un autre secteur sans service ; l'eau est facturée à l'heure, quel que soit le volume transféré (Lacabana, Cariola, 2005). Leurs travaux concluent que les institutions limitent l'action publique d'une manière décisive, vu le manque de ressources financières par rapport à l'ampleur des investissements requis par ce type d'infrastructure et la pénurie de personnel qualifié pour travailler avec les communautés. En plus de promouvoir une plus grande participation et une meilleure organisation de la communauté, les institutions entretiennent toujours des relations clientélistes et bureaucratiques qui privilégient les ententes sans tenir compte des organisations constituées.

D'un autre côté, en plus des MTA, il y a l'entité du Conseil de la Communauté de l'Eau qui fonctionne comme un organe de coordination pour les organisations qui appartiennent au même cycle ou au même réseau d'approvisionnement en eau. C'est un exemple d'intégration, de coordination, de participation et de communication entre les communautés et les compagnies de fourniture d'eau. Ses principales fonctions sont le suivi et le contrôle du cycle d'approvisionnement, des projets formulés par les différents MTA et des engagements contractés par les sociétés d'exploitation et les différentes communautés qui composent le Conseil de la Communauté de l'eau.

Image 60.Des images quotidiennes dans la GMVV d'après nos visites. @ yww 2018

Selon l'Institut national de la statistique (INE), la structure de la consommation d'eau du Venezuela diffère de celle du reste du monde. Alors que l'usage agricole mondial représente environ les trois quarts de la consommation d'eau, au Venezuela il n'atteint même pas la moitié. Par ailleurs, l'utilisation domestique du pays est quatre fois supérieure à celle du niveau mondial. Ceci peut s'expliquer par un manque de considération de la valeur de cette ressource, reposant notamment sur le manque de sensibilisation des utilisateurs ainsi qu'à son faible coût au Venezuela.

Les déchets : une organisation territoriale qui pose des problèmes de gestion

Pour comprendre la gestion des déchets à Caracas, je m'appuierai sur différentes ressources : les rapports de l'Institut National de la Statistique (INE), le Plan d'aménagement du territoire en vigueur, les entretiens réalisés au sein de l'Institut Urbain Métropolitain de Caracas (IMUTC), le rapport du bureau du maire métropolitain et enfin un texte publié en 2015 sur la gestion

de ce service, en particulier sur le territoire de l'État de Miranda où quatre ingénieurs y décrivent le processus et la création d'un outil pour soutenir ce service au niveau municipal.

Il est important de cerner le contexte spécifique de cette capitale latino-américaine. Comme mentionné ci-dessus, par rapport aux autres services municipaux de base, Caracas est marquée par une croissance rapide de la population et se caractérise fortement par l'occupation irrégulière et illégale d'une partie importante de son territoire, générant des difficultés de gestion du service d'évacuation des déchets en divers points d'action.

Au Venezuela, on estime qu'en moyenne, chaque individu produit 850 g de déchets par jour. Si l'on ajoute les déchets des magasins, des hôpitaux et des services institutionnels, le taux de production des déchets atteint 1,2 kg par individu et par jour (ADAN, 1999). Parmi les 338 municipalités qui existent au Venezuela, avec leurs différences physiques, économiques et de population, 89 municipalités ont moins de 20 000 habitants, pour un total de 1 212 401 habitants, alors que les 6 plus grandes municipalités comptent 6 921 969 habitants. Cela donne une idée de la difficulté d'établir une stratégie pour les petites municipalités qui génèrent moins de déchets, mais n'ont pas, dans de nombreux cas, l'infrastructure urbaine adaptée et deviennent des zones sous-intégrées.

Actuellement, la gestion opérationnelle des déchets solides est sous la responsabilité des municipalités, selon la réglementation en vigueur, mais ce sont les Ministères de l'Environnement et des Ressources Naturelles, et de la Santé et du Développement Social, qui sont les entités dirigeantes des services. Ces deux ministères sont responsables des politiques et stratégies sectorielles. Le district métropolitain de Caracas qui comprend les municipalités Libertador, Sucre, Baruta, Chacao et El Hatillo, produit 5 500 tonnes de déchets par jour. Or, seulement 3 300 tonnes, soit 60 % des déchets, sont collectées et transportées à la décharge de La Bonanza, la seule autorisée pour la ville qui se trouve dans l'État de Miranda. 40 % de déchets non collectés, soit 2 200 tonnes par jour, restent dans les rues ; ils sont jetés dans les rivières, les ruisseaux et dans les décharges illégales des Valles del Tuy. La municipalité Libertador, où vivent 2 085 846 personnes, produit 60 000 tonnes, Sucre 46 620 tonnes, Baruta 7 950 tonnes, Chacao 4 800 tonnes, et El Hatillo 2 130 tonnes.

Il n'existe pas d'important déploiement de filières de valorisation et de recyclage des déchets au Venezuela. Seules quelques initiatives pour le développement des pratiques de compostage et d'autres processus qui incluent la vermiculture ou lombricompostage, des unités pour la gestion du papier et des déchets organiques du secteur urbain, sont en cours de mise au point, à une étape encore balbutiante.

Selon l'Institut National des Statistiques (INE), la définition des lieux où les déchets sont déposés pourrait être synthétisée de la façon suivante :

- Centre d'enfouissement des déchets [en espagnol, Relleno sanitario] : site ayant fait l'objet de travaux d'ingénierie pour l'élimination finale des déchets solides. Son emplacement, sa conception et son mode de fonctionnement doivent être conformes aux normes techniques en vigueur.
- Décharge à ciel ouvert [en espagnol, Vertedero a cielo abierto] : terrain aménagé où les déchets solides sont déposés et accumulés sans distinction, sans recevoir de traitement ni subir de contrôle sanitaire, environnemental ou technique.
- Dépotoir [en espagnol Botadero] : site n'ayant pas fait l'objet de préparation préalable ; les déchets y sont déposés, sans contrôle particulier. Il n'y a pas de techniques spécifiques de gestion mises en œuvre. Il présente des risques pour la santé humaine et l'environnement.

Selon l'INE, pour l'année 2012, sur les 335 municipalités existantes, 276 ont fourni des données sur l'élimination de leurs déchets : 107 (38,77 %) utilisent des centres d'enfouissement pour l'élimination des déchets, 119 (43,12 %) utilisent des décharges à ciel ouvert et 50 (18,12 %) mettent leurs déchets dans des dépotoirs. Les municipalités qui n'ont pas fourni de données ne sont donc pas prises en compte dans cette statistique. L'élimination des déchets et gravats solides se fait le plus souvent dans des décharges au Venezuela qui sont contrôlées ou simplement surveillées. Le grand défi est d'accroître le nombre de municipalités qui utilisent les centres d'enfouissement et de réduire le nombre de décharges sauvages ou dépotoirs.

Toutefois, le souci le plus grand concerne l'élimination des déchets solides dans les décharges sauvages à l'air libre, où la dépose de déchets se fait

quotidiennement et leur accumulation devient problématique. Quel que soit l'itinéraire pris à Caracas, les décharges qui débordent sont observées dans divers secteurs de la ville. Les quartiers précaires sont les plus affectés, là où le service de nettoyage urbain est très irrégulier, où la production de déchets est aussi abondante, où les zones de dépôt sont insuffisantes et où il existe des failles dans le processus de collecte. Fréquemment, on peut observer des débordements de conteneurs, des dépôts de déchets dans des endroits non aménagés à cet effet, comme des terrains vagues, des ravins, etc., avec pour conséquences la prolifération des mauvaises odeurs, des insectes et des rongeurs. Il en résulte l'apparition d'un habitat insalubre présentant des risques élevés de contamination pour les familles qui vivent dans ces communautés populaires. Une situation dont les statistiques de l'INE ne font jamais état. Les principales maladies causées par l'accumulation de déchets sont des infections gastro-intestinales affectant l'estomac et les intestins, ainsi que l'amibiase, le choléra, la diarrhée et la typhoïde, entre autres. L'air transporte des millions de micro-organismes provenant des déchets qui, lorsqu'ils sont inhalés, provoquent des infections des voies respiratoires telles que la laryngite et la pharyngite. En plus du problème de la qualité de l'eau, la qualité de vie de certains endroits de Caracas est également impactée. Plusieurs rapports mettent en évidence la nécessité de faire face à ce problème dans toute sa complexité, ce qui inclut une attention particulière et un soutien aux secteurs à faible revenu. L'incurie vis-à-vis de cette problématique a causé des dommages à l'environnement qui dans de nombreux cas sont irréversibles.

La majorité des déchets produits à Caracas et dans les autres grandes villes du pays est finalement stockée dans des décharges contrôlées. 80 % des déchets au Venezuela vont en décharge à ciel ouvert, seul un petit pourcentage fait l'objet d'un tri, souvent de manière informelle pour être recyclé par certaines entreprises. Les petites villes planifient et développent généralement leurs systèmes d'assainissement urbain avec des solutions locales. Les grandes villes, denses et urbanisées, rencontrent des difficultés qui dépassent les responsabilités municipales, telles que la rareté des zones d'élimination définitive des déchets, les conflits d'utilisation des terrains avec la population établie autour des installations de traitement, le transfert des déchets vers les municipalités avoisinantes. Selon le rapport le plus récent préparé par la Mairie Métropolitaine de Caracas en 2017, le spécialiste de l'environnement Hernán Papaterra précise que les failles dans la collecte, le transfert et le dépôt des

déchets sont occasionnées par la mauvaise gestion de l'usine de transfert de Las Mayas ainsi que par le mauvais état de la flotte de camions de transport et de compacteurs qui sont pour la plupart immobilisée.

Image 61. Des images quotidiennes dans la GMVV-Ciudad Caribia d'après nos visites. @ yww 2018

Les transports : l'informalité qui s'installe

Reprenant une démarche identique à celle utilisée pour les services précédents, l'étude de ce service s'appuie sur l'analyse du cadre réglementaire actuel, des extraits de travaux scientifiques, des rapports récemment préparés sur le Système de Transport Public Urbain (STPU dans la suite du texte) du Venezuela. Ces textes évaluent la politique de transport urbain à Caracas, et certains transposent même la situation dans le cadre latino-américain. L'intention de cette étude n'est pas de discuter en profondeur l'analyse du STPU, mais d'approcher certains concepts de la mobilité et du système de transport alternatif au Venezuela qui ne sont pas nécessairement communs au contexte international.

Dans le pays, le STPU présente des caractéristiques importantes d'informalité qui s'observe dans l'aspect flexible de l'exploitation des services, pour détecter et répondre rapidement aux demandes qui se posent dans différentes parties des villes. La notion de propriété à l'intérieur des organisations fédératrices est atomisée, chaque opérateur ayant un haut niveau d'indépendance et d'initiative. Les opérateurs du STPU sont plutôt des artisans que des entrepreneurs, ce qui a un impact important sur le niveau de service, mais aussi sur les coûts d'exploitation. (PROVEA, Silva, 2016)

Bien évidemment, le transport au Venezuela dispose de politiques spécifiques tout autant que les autres services, même si le cadre réglementaire des transports existe depuis plus de 60 ans. Dans le cas présent, la loi de 1999 propose de profonds changements dans différents secteurs. En termes de planification économique et sociale, deux plans d'action ont été développés : le premier de 2001 à 2007 et le second de 2007 à 2013. Ce dernier proposait « *d'ajuster le métabolisme urbain en réduisant la charge sur l'environnement* » et « *d'augmenter l'utilisation de systèmes et de temps de transport économes en énergie* », ce qui suppose implicitement le développement de systèmes de transport de masse. Cependant, l'efficacité de ce service ne repose pas seulement sur le fait de rendre possible l'accès à certains secteurs, il doit également garantir un service continu pendant la majeure partie de la journée tout en restant abordable pour la population concernée en termes économiques. Cette offre de service éviterait le sentiment d'exclusion exprimé par les habitants, ainsi que le sentiment de méfiance à l'égard de ce service, dans le cas présent comme dans les autres cas exposés plus haut.

Il est également important de noter que la subvention pétrolière, l'achat de véhicules et le coût de l'essence ne représentent pas une dépense importante pour les citoyens. Depuis de nombreuses années, il existe des politiques qui facilitent, même dans les secteurs les plus précaires, l'acquisition de véhicules et de motos. Face à l'inadéquation des transports publics et sans réponse de la part des autorités, des pratiques de mobilité et des services privés se sont créés de façon spontanée pour aboutir à un système dit « à la place ». Il s'agit d'un service privé chargé de véhiculer les passagers selon les « places occupées », d'où son nom. Sur le même principe, mais à haut risque, le service de moto-taxi est apparu depuis plusieurs années pour lutter contre les difficultés de déplacements tout en favorisant l'accès à certains lieux à moindre coût. Ce service et cette activité se trouveront régulièrement abordés dans notre domaine d'études. Car, comme mentionné dans l'étude de Herrera, l'augmentation de la flotte de véhicules durera aussi longtemps que persisteront les faibles coûts de l'essence (0,097 Bs/litre d'octane 95 et 0,07 Bs/litre d'octane 91, prix gelés pendant plus de 13 ans et subventionnés à hauteur de 90 % par l'État) et du stationnement, dont les tarifs ont été gelés à 1,12 Bs./heures de 2005 à juin 2012, date à laquelle ils ont été portés à 3 Bs./heures ; en octobre 2012, le taux a été porté à 4 Bs./heures, un tarif qui est en vigueur jusqu'à aujourd'hui. (Herrera, 2013)

Le service de transport est l'un des plus représentatifs en ce qui concerne la relation entre l'individu et le contexte urbain. Ce service nécessite un contact avec le public, avec le voisinage, avec la ville, et pourtant, le fait d'être traité individuellement peut dans certains cas éviter le cadre institutionnel. Dans le cas de Caracas, il est bien évident qu'il existe une hiérarchie importante d'appropriation de l'espace public par le stationnement, privé ou public. Le fait que le développement de la ville se soit inspiré fortement de la culture américaine des années 1960, avec la création d'autoroutes et de grands axes routiers, a exclu de la réflexion le piéton comme étant le principal intéressé dans les déplacements en ville. Le véhicule motorisé a été le grand gagnant, et comme mentionné dans le chapitre sur la morphologie de la ville, le fait que Caracas se trouve dans une vallée et entouré de montagne rend difficile l'accès à toutes les zones de la ville au métro et aux autres modes de transport en commun lourds. Cette situation morphologique ne facilite pas plus l'utilisation des transports alternatifs tels que la bicyclette qui a connu un essor pendant quelques années, mais qui est considérée comme un « mode de déplacement » extrêmement dangereux en ville. En effet, l'impunité est très élevée sur les réseaux routiers où le banditisme est très actif et les comportements des conducteurs perçus comme arbitraires. La combinaison de ces deux éléments génère une culture de la transgression forte qui se traduit par un véritable chaos urbain. Quel est le regard des experts sur la gestion de l'agglomération et sur la manière dont la GMVV se greffe ?

Le regard des experts

Après le document explicatif présenté dans les pages précédents qui présente des études sur la nécessité de prendre en compte les équipements urbains dans la planification de la ville, nous poursuivons la présentation des témoignages d'acteurs de la production de la ville. En effet, nous avons interrogé l'urbaniste Zulma Bolivar afin de connaître son point de vue sur la manière dont les opérations du GMVV ont été intégrées au tissu urbain sur les ordonnances de zonage.

L'urbaniste Zulma Bolivar[253] : « Les ordonnances de zonage ne sont pas passées par la case départ »

Zulma : Ça a commencé en 2009 avec le décret d'urgence des terrains et logements. Les lois d'urgence sont d'urgence pour un événement ponctuel, généralement pour un événement naturel. Elles sont valides pour autant que durent les urgences.

yww : La situation d'urgence se maintient-elle encore aujourd'hui ?

Zulma : Oui. Et avec ça, ils ont réussi à faire et défaire tout ce qu'ils ont voulu, car jamais plus n'a été levée la loi d'urgence. C'était comme une espèce de loi habilitante, car du fait d'être d'urgence, tu ne devais pas respecter les processus de permis urbain. Par exemple jamais ils ne firent les démarches de permis d'impact environnemental.

yww : Ou le respect du zonage existant, surtout par rapport aux hauteurs et empreintes au sol.

Zulma : Non, les ordonnances de zonage « ne sont pas passées par la case départ », mais dis-toi que si les ordonnances de zonage sont des lois locales, elles incluent les lois organiques nationales comme la loi de l'environnement qui exige une étude d'impact environnemental chaque fois que tu fais quelque chose sur l'urbain, dans aucune ville ça s'est fait. Il y a une autre loi qui est la règle 151 de l'année 1985 qui est la loi des équipements urbains, cette règle, c'est le Ministère du Développement Urbain [MINDUR : Ministerio del Desarrollo Urbano] qui l'a créé. Cette Règle concerne le Calcul de l'Équipement Urbain dans un Développement Nouveau, or toute la Grande Mission du Logement de Venezuela était un développement nouveau d'où que tu la voies, ils auraient dû respecter cette règle au doigt et à l'œil, car la règle dit que pour certaine quantité d'habitants, il faut une quantité spécifique de mètres carrés de différentes zones, que ce soit éducation, santé, loisir, viabilité, là c'est comptabilisé. Eux [en référence à l'État] ne l'ont pas pris en compte, donc ils ont fait ce qu'ils voulaient.

yww : Et les services, étaient-ils planifiés pour une telle densité ?

Zulma : Eux n'ont jamais calculé quelle nouvelle population ils allaient mettre. Si ça avait été des constructions privées qui avaient présenté les permis de construire nouveaux à la mairie, ils auraient exigé un certificat de service et je te parie qu'HidroCapital [entreprise d'État qui géré le service d'eau] ne le leur aurait pas donné, je le définirais comme une aberration ! Le thème de Ciudad Tiuna [CT] est épouvantable. En termes de compatibilité d'usage, si vous regardez dans cette direction, il y a l'usine de traitement construite à proximité d'une zone résidentielle. Or, au niveau salubrité, on ne peut pas imposer aux habitants de vivre à côté d'une usine de traitement des ordures. Et plus loin par-là, il y a la Cavim [Compañía Anónima Venezolana de Industrias Militares, Compagnie Anonyme Vénézuélienne d'Industries Militaires] avec le plus grand dépôt de munitions du pays.

[253] Extrait d'entretien mené à l'Institut métropolitain de planification de l'atelier Caracas IMUTC entre juillet et aout 2017. Zulma Bolívar, urbaniste, professeure et présidente de l'IMUTC.

Dans ce cadre de crise permanente et sous le coup du décret à valeur de loi organique d'urgence fondamentale, l'État a la possibilité de se réapproprier des terrains inactifs, intra-urbains, et périurbains pour construire rapidement des logements dans des zones équipées ou non en infrastructures et services. L'expropriation est admise comme une mesure sociale et du fait de l'urgence et du besoin, la densification de la ville n'est pas une question à prendre en considération. Les espaces vides, terrains vagues, friches ou aires de stationnement privé, peuvent accueillir des habitations de forte densité si ce n'est que l'absence de cohérence avec les besoins en équipements est porteuse d'autres types de problèmes pour les habitants. Les difficultés de transport ou les défaillances des services de base n'ont pas été prises en compte lors de cette mesure d'intervention politique, dont l'impact atteint directement les habitants. Cette situation a transformé la valorisation de la dignité étendue par l'État au moyen d'instruments juridiques en un sentiment d'indignité en raison des difficultés rencontrées par les habitants dans leur vie quotidienne. L'accès à un logement digne, oui. Mais à quel prix ? La qualité du logement se résume au périmètre du bâti ou intègre-t-il également l'environnement de celui-ci ?

La parole des habitants sur la fourniture des services et proximité d'equipements

Comment les habitants perçoivent-ils les difficultés des gouvernances de la métropole qui se manifestent notamment à travers la défaillance des services ? Les notions de qualité de vie et de bien-être peuvent nous renvoyer à la notion de bonheur ou de confort dans l'habitat. Comme le signale Yankel Fijalkow (2011), la recherche du bien-être relève des nécessités de logement au sens large en considérant les possibles relations sociales que l'abri peut offrir.

A ce titre nous pourrions lire le témoignage de

La parole des habitats sur la fourniture des services : « on achète l'eau individuellement. »

yww : Avez-vous l'eau courante ?
Juanita : Oui, ça vient mardi, dimanche et jeudi.

yww : Avez-vous l'eau courante, l'électricité ?
Maria : L'eau, c'est à nous de l'acheter. Pour l'électricité, ils ont mis une arrivée, mais l'installation est incomplète depuis trois ans, et ils doivent réparer certaines choses.

yww : Comment vous organisez-vous pour l'achat d'eau ?
Maria : Chacun a un réservoir et chaque fois que le camion-citerne passe, on achète l'eau individuellement.

yww : Et l'eau arrive-t-elle tous les jours ?
Douglas : Non, l'eau vient les dimanches et part les mercredis.
yww : Et les autres jours comment faites-vous ?
Douglas : Ils ouvrent l'eau une heure tous les jours et on remplit les réservoirs.

yww : Avez-vous un service de ramassage des ordures régulier ?
Laura : Ah, ça ne vient pas depuis un moment. Tout le monde prend ses poubelles le matin pour ne pas les avoir devant la maison.
yww : De quels services disposez-vous ?
Karla : Nous n'avons pas de vide-ordures, tout le monde descend sa poubelle, nous avons des problèmes avec les ordures parce qu'ils ne viennent pas les prendre. Ça arrive aussi avec le gaz, nous avons la tuyauterie, mais pas l'installation. L'eau vient un jour oui et un jour non ! Cela fait partie du Conseil Communautaire d'être au courant et de réclamer les services.

Les notions de confort et de bien-être dans le cadre de la qualité d'un logement peuvent être aléatoires, et varier selon la capacité d'adaptation de l'habitant et sa façon de percevoir l'environnement. Par exemple, le fait que la fourniture de l'eau ou de l'électricité soit intermittente peut être considéré comme optimal lorsque l'habitant est interrogé. Or, selon les standards universels, la logique voudrait qu'il soit délivré de façon permanente. Les personnes interviewées au Venezuela, qui vivent dans des conditions qu'on pourrait qualifier de difficiles ou très précaires, peuvent en même temps ressentir un certain bien-être, même si ces conditions de vie diffèrent d'une qualité de vie moyenne ou optimale selon la norme.

Le manque de confiance et le fait de poursuivre certaines activités dans leur ancien lieu de vie, témoignage d'une fille de 9 ans

yww : Et vous étudiez ici ?
Arianelis[254] : Á Catia. [Région éloignée de Ciudad Caribia. La Paroisse Sucre, communément appelée Catia, est l'une des 22 paroisses appartenant à la municipalité Libertador parmi les 32 existant à Caracas. La zone est caractérisée par une forte immigration de Colombiens, Péruviens et Équatoriens].

[254] Arianelis 9ans. Extrait d'un entretien informel mené à Ciudad Caribia en 2016, avec la petite-fille du responsable du SAIME (Service Administratif d'Identification de Migration et d'Immigration) à Ciudad Caribia.

yww : Et pourquoi n'as-tu pas commencé à étudier ici ?
Arianelis : Parce que ma mère ne l'aime pas.
yww : Pourquoi ?
Arianelis : Parce qu'ils n'enseignent pas ici comme ils enseignent à Catia.
yww : Pourquoi ta mère dit ça ?
Arianelis : Parce qu'elle aime ça au-delà. [Elle préfère là-bas qu'ici à Ciudad Caribia.
yww : À quelle heure vous réveillez-vous pour aller à l'école ?
Arianelis : Environ 5 heures pour partir à 6 heures.
yww : Et puis tu y vas comment ? En bus ?
Arianelis : Dans les bus rouges.
yww : À quelle heure partent ces bus ?
Arianelis : Dans la matinée.
yww : Combien de temps te faut-il pour aller à l'école ?
Arianelis : J'arrive à 7 h. [Une heure environ]
yww : Et qu'est-ce que tu aimes à propos de Ciudad Caribia ?
Arianelis : Rien.

yww : Est-ce que les transports publics arrivent jusqu'ici ?
Karla: Oui, maintenant oui, il y a TransCaribia et BusCaribia. Avant on n'avait que trois bus dans la journée, il fallait se lever très tôt pour prendre le bus de 6 h et on revenait très tard. Parfois, on gardait les enfants au boulot parce que c'était impossible de rentrer à la maison pendant la journée. Nous sommes trop loin de la ville.

D'un service de bus réduit à deux bus quotidiens (six heures le matin et six heures le soir), Ciudad Caribia compte maintenant un service régulier (fréquence de 30 minutes). Pour certains habitants, la solitude ne leur déplaît pas. Ils n'en demeurent pas moins conscients qu'ils vivent dans *un autre univers* ; beaucoup évoquent : « un brouillard constant, entre deux et trois degrés de température de moins qu'à Caracas » ; « vous ressentez l'espace vierge, avec des animaux traversant les routes toujours en terre battue » ; « on profite d'une atmosphère chaleureuse. »

Comparé aux différents modèles de politiques publiques du logement existant dans le monde, le cas de la GMVV dépasse tous les cadres traditionnels, depuis le statut de la propriété jusqu'à la responsabilité des habitants. Beaucoup de bénéficiaires qui ont participé aux entretiens se sentent abandonnés (l'éloignement géographique de la ville revient souvent), même s'ils sont fiers de leurs capacités d'adaptation.

Conclusions

De façon prémonitoire, l'architecte William Niño Araque prévoyait que le XXIe siècle marquerait la rupture entre l'évolution d'une ville traditionnelle et l'échec de la projection de la ville comme paramètre d'un projet de cohésion sociale. « Nous assistons au report continu et incessant des limites de la gouvernance » (Niño Araque, 2005). Le fait de vouloir répondre aux besoins en logements à très court terme, sans véritable planification urbaine, s'est traduit par des modifications irréversibles du paysage et du tissu urbain, masquant les processus d'urbanisation des siècles précédents. Partant de ces constats, l'intégration du modèle d'urbanisation propre à cette période révolutionnaire dans le tissu existant est questionnée. Niño Araque défendait insatiablement la nécessité de repenser Caracas comme un grand laboratoire ouvert à l'exploration. Dans cette optique, une réflexion apparaît pertinente au sujet de la restructuration morphologique de la ville pour mieux répondre aux traumatismes vécus par Caracas et ses habitants au cours de l'histoire. Ces traumatismes, liés à la géographie, aux aléas climatologiques, à la vulnérabilité territoriale et à la politique en place sont inscrits dans les mémoires individuelles et collectives des personnes à court et long terme.

À travers cette section, on constate que les politiques publiques ainsi que les difficultés d'accès des habitants aux services de base tels que la fourniture en eau ou électricité, l'évacuation des déchets et les modalités de transport génèrent un environnement d'insatisfaction et de tension latentes[255]. La population montre une capacité importante à s'adapter à toutes ces conditions et, dans de nombreux cas, exprime cette insatisfaction avec une certaine résignation. Paradoxalement, les individus ne montrent pas qu'ils attendent une meilleure qualité de service. Cependant, l'enquête de terrain met en exergue l'émergence d'un sentiment d'exclusion, dans les endroits non desservis, mais aussi d'abandon et d'indignité

[255] Au regard d'une expérience professionnelle, une analyse des initiatives gouvernementales « Caracas Humana » j'ai réalisée. Ces dernières envisageaient l'amélioration esthétique de la ville dans une production collective entre l'institution, les habitantes et tous volontaires souhaitant rejoindre ce projet. Dans ce cadre, il est apparu que les actions politiques n'arrivaient pas à termes sur tous les plans attendus. Ainsi, les améliorations restaient parfois des solutions à petite échelle, toujours bien reçues et acceptées par la population des bidonvilles, mais n'intervenant pas sur les problèmes structurels. Dans le même temps, de nouvelles manifestations urbaines ont fait écho à l'échelle internationale à travers le cas du bidonville le plus « haut de la planète » : la Tour de David. L'ensemble de ces préoccupations cristallisait un questionnement du gouvernement sur la manière dont une intention politique pouvait répondre aux besoins de logements des habitants dotés d'un enracinement au lieu important. Ces questionnements font ainsi écho aux réflexions sur le relogement et l'inscription locale des habitants avec les ressources que cela engendre. (sur un type spécifique d'habitat et avec des conditions bien précises). J'ai travaillé sur des programmes de réhabilitation urbaine des bidonvilles pendant cinq ans. Après avoir quitté la ville de Caracas en 2011, le sujet a continué à m'intéresser, pas simplement sous l'angle de la planification urbaine ou de la notion de l'architecture dans la ville, mais aussi sur la façon dont les occupations spontanées génèrent une mémoire collective de la ville. Ces expériences m'ont ainsi mené à ce travail de recherche.

quand il s'agit d'accès insatisfaisant aux biens communs que sont l'eau ou l'électricité, ou encore l'évacuation des déchets. Beaucoup d'habitants sont fiers de leurs capacités à s'adapter et à parvenir à une forme de survie face à ces situations communément rencontrées sur le territoire national.

Selon Fernandez Alexandre et son texte sur *Les techniques comme facteurs de regulations spatiale et sociale* (1998) explique la citoyenneté et l'adaptation aux pratiques de la ville (telle que la capacité d'adapter certaines pratiques et normes urbaines dans notre domaine d'étude). La négligence publique conduit à une implication extrême de la part des habitants (*cf.* Chapitre VII). Finalement, la crise a développé chez eux une recherche de solutions indispensables, mais il reste à établir des communications, des points d'accord et à s'approprier ces nouveaux espaces de vie. Fernández Alexandre mentionne encore la manière dont les services publics peuvent être un mode de régulation de la société par l'État, en prenant une part significative dans le mode de vie. S'il se concentre sur l'électricité, il est cependant aisé de l'étendre à tous les services brièvement évoqués dans notre étude.

Le maintien de la continuité des services comme élément de la stabilité de la vie, dans le cas du Venezuela, est vécu comme étant constamment « irrégulier ». Cette situation nécessite une attention permanente de la part des habitants, qui se reflète dans une tension forte et d'autres symptômes visibles au quotidien : colère, tristesse, résignation, indignité.

Tous ces services participent à l'édification d'un type de société elle-même en construction. Chacun d'eux est associé à des besoins et modes de vie qui sont constamment remis en jeu : le manque d'eau rend difficile la propreté de la personne, la collecte des déchets défaillante entraîne l'insalubrité des espaces publics et privés, l'irrégularité de l'éclairage des espaces communs ou intimes renforce la sensation d'insécurité, l'absence de transport en commun réduit les possibilités de déplacements selon les désirs de chacun, entraînant une forme d'isolement. Ceci conduit à ce que beaucoup d'habitants soulignent les enjeux de dignité, souvent évoqués lors des entretiens menés. L'Histoire a pris fait et cause de la création ou de l'apparition de chacun de ces services comme un facteur de modernité et d'évolution, dans cette mesure, leur dégradation voire leur suppression conduirait à un retour en arrière. Même si cette notion de confort est, dans la plupart des études, associée à une classe sociale moyenne ou plus élevée, il existe un confort minimum pour vivre correctement et garantir le bien-être d'un individu (Maslow, 1954). Dans le même temps, toutes les déficiences des services

sont associées à une situation de crise qui, comme le mentionne Le Goff[256], peut être un « *révélateur* » et non « *la fin du monde* ». Malgré l'importance de ces services et le degré d'urgence de la situation, la construction des villes ne va pas nécessairement de pair avec la notion de progrès, même s'il est annoncé dans le discours politique d'une GMVV, reflet du progrès de la Nation. D'ailleurs, Le Goff ajoute que la situation de crise permet de remettre en cause des pratiques et de déboucher sur un nouveau modèle de comportement et de convivialité. L'absence de confort peut ainsi être créatrice de liens et de communications actives au sein de la ville. Dans le cas de Caracas, ces situations de crise effacent les limites entre groupes sociaux, brisant les frontières entre classes sociales.

À la façon d'Harvey, la ville de Caracas et ses habitants sont un cœur battant, même la circulation du sang est très rapide et la pression artérielle élevée avec des artères déficientes ; un cœur qui bat fort et de façon constante. C'est un corps qui n'est pas vraiment en bonne santé sur lequel on porte un diagnostic très prudent, mais sans aucun doute, il est beaucoup plus connecté à la vie que ne le sont d'autres villes dans le monde.

[256] Le GOFF. L'invention du confort. Naissance d'une forme sociale. Thèse de doctorat. 1992.

III. Les transformations de structures : territoire et propriete

CHAPITRE IV. PROJET COMMUNAL DE L'ÉTAT : IMAGES, DISCOURS ET REPRÉSENTATION D'UNE GOUVERNANCE TERRITORIALE

Pour mieux comprendre le projet communal de l'État à l'œuvre au Venezuela, il est utile d'évoquer les instruments mobilisés à la genèse de la Révolution bolivarienne et du Socialisme du XXI[e] siècle. Il s'agit d'un nouveau modèle révolutionnaire qui propose une transition vers un État socialiste ou communal et dont les nouvelles formes sont considérées comme émancipatrices tout en étant en constante élaboration et en constante effervescence. La compréhension de ces nouvelles notions, organisations et configurations est nécessaire, car les institutions en vigueur et le pays lui-même sont fortement structurés par cette proposition politique et sociale. Un des points forts de cette étude tient dans l'analyse de la création de ce nouvel État socialiste avec, en filigrane, l'opération de construction massive de logements de la GMVV. L'exécutant principal est le pouvoir populaire dont le but est de parvenir à ce que les habitants constituent des formes d'autogouvernement communautaire. Il doit pour cela consolider les modes de production de la GMVV pour arriver à la transformation de l'État communal à l'échelle du pays et des territoires.

Comme indiqué dans l'article 128 de la Constitution de la République Bolivarienne du Venezuela (CRBV)[257]:

> « L'État développera une politique d'aménagement du territoire en tenant compte des réalités écologiques, géographiques, géologiques, des populations, sociales, culturelles, économiques, politiques, en accord avec les prémisses du développement durable, qui inclut l'information, la consultation et la participation citoyenne. Une loi organique développera les principes et critères pour cet ordonnancement. » CRBV, 1999.

Ce chapitre a pour but de rassembler de nouvelles références théoriques et juridiques pour y situer les concepts institutionnels en place et en évaluer l'impact sur le terrain et les habitants, sachant que tous ces outils sont développés sur l'ensemble du territoire. Dans ce terrain de recherche,

[257]Constitution de la République Bolivarienne du Venezuela. Titre original: Constitución de la República Bolivariana de Venezuela. Asamblea Nacional Constituyente, Caracas, 1999. Traduit par Círculo Bolivariano de París. CRBV Titre III Chapitre IX, Des droits environnementaux.

apparaissent de nouveaux dispositifs, outils et instruments, soit du fait de la gestion interne des participants au processus (*cf. infra* Carte de la Patrie), soit du fait de la mise en image très symbolique du discours étatique, soit du fait du projet urbain, soit enfin du fait des nouvelles configurations institutionnelles. Les questions principales sont les suivantes :

- En quoi la proposition de transformation de l'État communal affecte-t-elle la gestion du territoire ?
- Comment les institutions, concepts ou modèles nouveaux se situent-ils par rapport à la situation précédente ?
- Comment les habitants répondent-ils à ces nouvelles règles ?
- Quelle place les nouveaux mouvements sociaux ont-ils dans ce projet ?

Afin de répondre à ces questions, le chapitre est structuré en quatre parties. En premier lieu, nous expliquerons, les notions d'État, de territoire et de gouvernabilité de manière à constituer un socle commun nous permettant de mieux comprendre l'évolution du paysage politique vénézuélien depuis la fin du XX^{ème} siècle. Ensuite, nous analyserons les propositions politiques publiques (sociales et territoriales) faites par l'État sous ce modèle de gouvernabilité proposé. Puis nous mettrons en évidence les modifications conceptuelles et territoriales mises en œuvre pour comprendre ce qu'elles induisent sur la ville et le mode de vie de ses habitants. Enfin, nous procéderons à une revue des modifications constitutionnelles et juridiques engendrées par le processus révolutionnaire afin d'en décrire les effets en termes d'organisation territoriale et fonctionnelle du pouvoir public, aux niveaux national, étatique et municipal.

Dans un deuxième temps, nous revisiterons les propositions politiques, sociales et territoriales actuelles où sont déclinés les concepts de Révolution bolivarienne et de Socialisme du XXI^{e} siècle sous forme d'organisations telles que le pouvoir populaire, les conseils communaux et la commune. Nous aborderons les domaines du pouvoir populaire dont l'autogestion communautaire est proposée comme modèle d'auto gouvernance. Ensuite, il s'agira de comprendre les actions des mouvements sociaux, porteurs du projet politique, créés sur le modèle d'une démocratie participative et conçus comme l'acteur principal de toutes les opérations et gestions liées à son mode d'habitat.

En troisième lieu, nous analyserons l'impact sur le territoire et le mode de vie du modèle de la « démocratie participative et protagoniste », inscrite comme un droit imprescriptible dans la nouvelle Constitution dès 1999. Bien que ces concepts d'État, de territoire, de participation, d'organisation populaire, de commune, de gouvernance ou de ville socialiste/communale soient également à l'œuvre dans

d'autres pays, ils revêtent dans le contexte vénézuélien une signification spécifique et sans comparaison possible sur le plan international. En effet, quand bien même on peut trouver des similitudes de contenu, l'usage de ces termes diffère dans le contexte vénézuélien par leur mode d'introduction dans le champ politique, et par la place du peuple dans la nouvelle configuration de l'État. Nous tâcherons de mettre en évidence les répercussions de ces évolutions au niveau des instances locales/communales et des instruments de gestion : en particulier le pouvoir populaire, la commune et les conseils communaux.

Cette organisation spatiale est soulignée par des représentations qui peuvent être des images symboliques exprimées à travers un type de muralisme ou à travers l'adaptation de symboles politiques.

Une dernière section traitera des modifications des symboles politiques proposées, sous un angle militaire, par Hugo Chavez, qui propose d'accompagner ces changements au travers d'un discours idéalisé et chargé de symbolisme historique, politique, religieux et guerrier. Ces transformations majeures peuvent, à première vue, sembler utopiques. Aussi, leur compréhension est-elle fondamentale pour appréhender la Révolution bolivarienne et suivre la démarche de mutation vers un État communal.

Pour répondre à l'ensemble de ces questions, nous mobiliserons, trois types de sources :

- des textes de loi, les programmes du Gouvernement, des affiches institutionnelles et discours politiques.
- les informations recueillies aux cours d'entretiens menés sur le terrain auprès d'habitants et experts entre 2015 et 2019
- et enfin des sources écrites scientifiques.

Ces sources scientifiques, parfois très polarisées (*cf.* chapitre I), contribuent à l'analyse de la Révolution bolivarienne et nous les avons choisies pour leur diversité politique et pluridisciplinaire en lien avec notre sujet d'analyse. L'historienne M. Lopez Maya et l'anthropologue P. Vasquez apportent un éclairage sur les transformations inhérentes à l'autoritarisme, au militarisme et au populisme. Les sociologues P. García Sanchez et F. Tarragoni questionnent, quant à eux, l'impact du chavisme sur la Société par l'analyse des divers processus d'émancipation liés aux conflits urbains. Le sociologue et politologue D. Azzellini et le sociologue E. Lander ont étudié la création de gouvernements locaux autonomes, générateurs d'une fragmentation urbaine et de besoins

particuliers pour vivre selon ce modèle. Ils mettent en évidence l'émergence d'une nouvelle classe urbaine post-crise issue d'un projet soutenu par l'État. Dans cette même ligne, et dans une approche globale, M. Ivanovic et M. Uhel étudient les configurations de la société et les modes de participation politique et sociale.

Force est de constater que, dans la littérature scientifique, il est peu fait référence à l'émergence d'un nouveau système d'interactions organisationnelles et institutionnelles, pas plus que des acteurs d'un processus de gestion politique en relation avec le logement social et son impact sur les habitants dans un contexte d'urgence.

1. Les instruments et la gouvernance dans la modification de l'État et son territoire

À l'instar de Pierre Lascoumes et Patrick Le Galès dans *Gouverner par les instruments* (2004), il s'agit pour nous de comprendre les modifications des politiques publiques portées par le nouveau projet gouvernemental, s'inscrivant plus précisément dans le cadre d'une recomposition de l'État, et proposant des dispositifs plus ou moins innovants en s'appuyant sur un modèle de délégation des compétences et du pouvoir aux plus démunis.

> « L'instrumentalisation de l'action publique est donc un moyen d'orienter les relations entre la société politique (vie l'exécutif administratif) et la société civile (via ses sujets administrés) par des intermédiaires, des dispositifs mêlant des composants techniques (mesure, calcul, règle de droit, procédure) et sociales (représentation, symbole) ». P. Lascoumes et P. Le Galès, 2004, p21.

Avant de poursuivre, il nous importe de préciser ici ce que nous entendons par *État*, *territoire* et *gouvernabilité* au vu du caractère polysémique de ces notions.

La notion d'État est considérée ici dans toute sa pluralité de sens, du point de vue :

- sociologique, en tant qu'organisation de personnes vivant sur un territoire spécifique et régie par des lois gouvernementales spécifiques ;
- organisationnel, compris comme la composition de la société à conduire et à gérer ;
- juridique, car c'est là que sont établis les pouvoirs publics et l'autorité vis-à-vis de la Nation.

Finalement, le terme État est compris comme une organisation politique constituée d'institutions administratives à travers lesquelles il exerce sa souveraineté, qui s'applique à la population à l'intérieur de limites territoriales établies.

Dans cette perspective, nous considérons le terme *territoire* comme le lieu où cette notion d'État prend sa place. Il sera utilisé ici dans le sens que lui donne le langage commun, à savoir : un espace géographique déterminé. Il peut s'agir d'un champ de l'activité humaine, d'un simple découpage administratif, de l'étendue correspondante ou l'extension d'un phénomène géographique.
Selon le dictionnaire de la Géographie un territoire est :

> « un espace socialisé, approprié par ses habitants, quelle que soit sa taille. [C'est] une portion de la surface terrestre que se réserve une collectivité humaine qui l'aménage en fonction de ses besoins » C. Bras, P. Baud et S. Bourgeat, 1995, p 130.

Comme évoquait le poème de Martinez Olavarria (1965) dans l'introduction de cette étude :

> « Le territoire régional n'est pas un élément isolé, c'est l'agriculture, l'élevage, les forêts, la faune, la flore, les gisements, l'énergie, la fabrication et le marché, l'économie, la finance, la production, le développement et la conservation. Le territoire national est la somme des efforts, de l'intégration, de la réalisation et de la définition de la nation. Le logement est l'expression fondamentale et primaire de la nation ».

Cependant, le territoire invoqué par les différents auteurs inclut aussi, dans le cadre du processus révolutionnaire de la GMVV, la notion de territorialité, à savoir pour les acteurs sociaux concernés, l'importance de le délimiter et d'en faire partie. L'hypothèse étant que la GMVV puisse provoquer, chez ses bénéficiaires, un certain sentiment d'appropriation et d'appartenance au territoire.

Lors de ses cours *Sécurité, territoire et population* au Collège de France (1977-1978), Michel Foucault (*cf.* Chapitre II), propose que le terme de *gouvernabilité* s'entende comme l'ensemble constitué des institutions, des procédures, des analyses et réflexions, des calculs et tout un ensemble de dispositifs complexes de pouvoir. Celui-ci impacte principalement la population sous la forme majeure de l'économie politique à travers des instruments de sécurité. Il analyse également les écrits de J-J. Rousseau qui schematise le mot « economie » comme désignant originairement le « sage gouvernement de la maison pour le bien commun de toute la famille » (Rousseau, 1755) et ajoute :

> « Gouverner un État sera donc mettre en œuvre l'économie, une économie au niveau de l'État tout entier, c'est à dire, exercer, à l'égard des habitants, des richesses, de la conduite de tous et de chacun une forme de surveillance, de

contrôle, non moins attentive que celle de famille sur la maisonnée, et ses biens » [4e leçon] M. Foucault, 1978.

Selon la philosophe Catherine Larrère, le choix du terme de *gouvernance* qui tend à remplacer le terme de *gouvernement*, est significatif d'une nouvelle pratique de la démocratie

> « nous sommes peut-être envahis par un vocabulaire néolibéral de la gouvernance, on pense qu'on est en démocratie, mais on répondrait en fait aux égoïsmes de petits groupes (NIMBY) ce qui est une vraie frontière pour aller vers une pensée plus globale des communs » C. Larrère, 2017, s/p.

Enfin, toute cette proposition étatique pourrait être associée à un type de gouvernabilité présenté par le Gouvernement pour la construction du système communal. Pour clarifier ce qui semble assez confus actuellement, un petit rappel de notions paraît utile notamment dans le contexte latino-américain. D'abord, le sociologue Antonio Camou dans son ouvrage *Défis de la gouvernance* propose que la gouvernabilité doit être entendue comme :

> « Un état d'équilibre dynamique entre le niveau des exigences sociétales et la capacité du système politique (État/ Gouvernement) à y répondre d'une manière légitime et efficace ». Camou 2001, p 36.

Selon l'auteur, cette notion permet d'articuler les principes d'efficacité, de légitimité et de stabilité, et propose également que la gouvernabilité puisse se lire comme la relation entre le système politique et son environnement, c'est-à-dire la société.

> « Cela permet de surpasser une lecture dichotomique (gouvernabilité versus non-gouvernabilité) et d'analyser degrés et niveaux de gouvernabilité en impliquant dans la définition une "série d'accords basiques entre les élites dirigeantes [...] autour de trois domaines principaux [...] le niveau de la culture politique [...] le niveau des règles et des institutions du jeu politique [...]et les accords autour du rôle de l'État et de ses politiques publiques stratégiques. » E. Córdova, F. Mayorga, 2007, n/p.

L'enjeu est très important, dans cette recherche, car une des problématiques identifiées porte sur l'exclusion ou l'effacement des structures institutionnelles existantes. Les entités civiles, municipalités, mairies sont effacées au profit des communes et des villes communales, selon le texte fondateur d'autogestion et de gestion des politiques publiques, énoncé par la loi organique et confirmé par les enquêtes et l'étude de terrain.

Pour préciser ces notions dans le cadre de la Construction du logement de la GMVV, des entretiens ont été réalisés en 2016 lors du Forum *GMVV, Réalités et Perspectives pour Renforcer l'Habitat Communautaire* avec les acteurs

institutionnels. Concrètement l'architecte Alejandro Lopez propose trois prémisses pour arriver à l'État communal :

L'architecte Alejandro Lopez[258] propose des prémisses pour redessiner les instruments présentés dans l'État communal.

AL : La première [prémisse] est que le territoire, le physique, exprime la société, comme la peau nous révèle nous autres, sur notre peau se reflètent notre santé émotionnelle et le physique même. Le territoire et le logement vont de pair. Si nous voulons une ville socialiste, il faut nous comporter comme des socialistes et être des socialistes. C'est pour ça que la GMVV ne produit pas encore la ville socialiste, puisque nous ne sommes pas socialistes. Deuxième prémisse évoquée par A. Lopez, est que le Pouvoir populaire au Venezuela lors de ces seize dernières années (1999-2015) n'a pas eu d'avancée quantitative et significative [économique et politique], mais a représenté un progrès pour ce qui a trait à la vie quotidienne et productive des gens [ce qui peut apparaître contradictoire avec la récente situation de crise du pays (2017/2020) et les pénuries vécues par les citoyens]. Dans le cas de l'urbanisme et de la construction de logements, le Pouvoir populaire a eu une participation extrêmement limitée. La planification territoriale ou urbaine a donné lieu á une participation populaire similaire ou inférieure. Le logement en grand ensemble, le condominium urbain doivent permettre, faciliter, stimuler ce que nous appelons l'organisation, la capacitation, la socialisation, permettre que les gens puissent s'organiser et nous comme techniciens devons éviter de créer ces niches, niches qui séparent et qui divisent. [Troisième prémisse] L'État dirige le bateau et le reste de la population rame. L'État doit être le stratège et tout le monde doit participer pour que ces objectifs se réalisent, c'est-à-dire, que ce soit l'État qui indique les grandes lignes du développement et le reste de la population appuie. C'est pour ça qu'on doit approfondir ces trois aspects.

À partir de ces extraits, nous souhaitons comprendre le lien étroit qui doit être maintenu entre le territoire et l'engagement politique et mettre en lumière la place prépondérante du logement social du fait du passage d'une action politique individuelle à une action collective. Concernant la participation populaire, l'auteur explique qu'il s'occupait jusqu'à présent de la gestion quotidienne des services ou de la qualité de son habitat, de sa solidarité ou de sa sécurité, et souligne la distance réelle qui sépare une participation du pouvoir populaire à la gestion de la construction ou de la production du logement social, presque inexistant. Le terme de progrès, mobilisé par Lopez dans son intervention, pourrait être remis en cause au vu des conséquences qui se produisent aujourd'hui dans la vie des Vénézuéliens.

[258] Alejandro Lopez, Architecte, Maîtrise de Logement, de l'Université de Newcastle en Angleterre. En 2018, il est nommé directeur du MUSARQ (Musée National d'Architecture), en remplacement de Juan Pedro Posani (retraite). Entretien mené lors du Forum GMVV 2016 à Caracas.

Nous estimons que cette contribution critique est intéressante dans la mesure où elle fait partie du discours mobilisé au sein de l'institution de construction de logements, à laquelle ont participé des habitants comme acteurs fondamentaux du processus, mais les critiques ne garantissent pas les mesures prises en conséquence.

Par ailleurs, concernant la participation des techniciens, il propose une ouverture totale et une modification des pratiques existantes pour atteindre une portée collective. Ce projet commun présente de manière générale la possibilité de réaliser une transformation intégrale de la société grâce à la compréhension du territoire, à la participation maximale de tous les acteurs et, surtout, à la position de l'État et de sa gouvernabilité.

Instruments juridiques mobilisés dans la genèse de la Révolution bolivarienne et le chemin vers le Socialisme du XXI^{e} siècle

Le chapitre I, théorique, a expliqué l'origine de la Révolution bolivarienne, le contexte de l'arrivée au pouvoir d'Hugo Chavez et ce qu'est censé être le Socialisme du XXI^{e} siècle. Ce projet politique de grande ampleur accorde une importance significative au peuple[259,] ou au pouvoir populaire en tant que gestionnaire de la société socialiste, et à l'arrivée d'une nouvelle société, révolutionnaire, émancipatrice et anticapitaliste.
Nous proposons d'analyser ici, plus en détail, les modifications de la constitution et autres instruments juridiques qui ont accompagné cette démarche de la part de l'État.

En 1999, la Constitution de la République Bolivarienne du Venezuela (CRBV) a été créée par une Assemblée constituante voulue par le nouveau gouvernement d'Hugo Chavez. Après la promulgation de 26 Constitutions successives depuis l'indépendance du pays en 1811, elle est la première à être approuvée par un référendum populaire. Hugo Chavez déclare vouloir mettre en place une politique économique de sensibilité *socialiste*. Le préambule de la CRBV évoque :

> « L'objectif suprême est de refonder la République pour établir une société démocratique, participative et actrice multiethnique et pluriculturelle protagoniste, dans un État de justice, [République] fédérale et décentralisée qui

[259]Dans la plupart des discours politiques qui expliquent l'idée de Commune ou les nouveaux concepts de la Révolution Bolivarienne, des termes inclusifs sont utilisés, où l'homme politique et le citoyen appartiennent au même groupe.

> consolide les valeurs de la liberté, de l'indépendance, de la paix, de la solidarité, du bien commun, de l'intégrité territoriale, de la convivialité et de l'autorité de la loi pour cette génération et les générations futures [...] ». CRBV, 1999.

La CRBV instaure la V^e^ République[260], promeut d'importants changements de type socio-économique (*cf.* Chapitre II). Elle fait de la société, et du peuple des éléments actifs et institue leur participation dans toutes les sphères d'action. Dans le contexte vénézuélien, cette notion de *peuple*, qui évoluera pour devenir le *pouvoir populaire* (*cf.* chapitre I), représente le corps de la nation, à savoir un ensemble de personnes soumises aux mêmes lois. Le programme initial d'Hugo Chavez proposait l'indépendance de la production étatique, décentralisée.

En 2006, le programme appelé « les cinq moteurs », établit la prédominance du pouvoir communal dans la vie institutionnelle. Il entendait ainsi transformer l'organisation politico-territoriale et proposait le terme de *communes* pour instaurer le pouvoir populaire et la nouvelle organisation politique du peuple sur le territoire. Dans le même temps, les symboles patriotiques, tels que le drapeau national, les armoiries de la République sont adaptés à la politique proposée. Toutefois, en 2007[261], le peuple refuse cette révision de la CRBV. Malgré l'échec, admis par Hugo Chavez lui-même, celui-ci poursuit son projet révolutionnaire.

Entre 2009 et 2010, plusieurs lois organiques viennent compléter la CRBV. Ces ajustements prévoient des dispositions en contradiction avec l'organisation territoriale et l'organisation fonctionnelle présentes dans la CRBV de 1999. Nous tâcherons de les mettre en lumière dans ce chapitre. Notre attention se portera plus spécifiquement sur la loi organique des conseils communaux et les lois organiques du pouvoir populaire et les communes[262].

En 2012, à nouveau candidat à la présidentielle, Hugo Chavez propose le *Plan de la Patrie*[263] qui consiste, d'après le texte, à garantir la souveraineté sur les

---

[260]Les transformations majeures concernent la réforme des institutions, la division et la création des cinq pouvoirs (exécutif, législatif, judiciaire, électoral, moral) publics, l'instauration d'un système parlementaire à une seule chambre, le mandat présidentiel de six ans, la possibilité de réélection et la déclaration de nouveaux droits fondamentaux pour tous les vénézuéliens.

[261]Le projet de modification de la Constitution en 2007 non seulement prolongeait le mandat présidentiel de six à sept ans, mais permettait également une réélection indéfinie. Elle visait à donner au président de larges pouvoirs pour déclarer des états d'urgence, qui restreindraient considérablement les droits civils.

[262]JO 39335 et JO 6011. Gaceta Oficial 39335 del 28 Diciembre 2009 Asamblea Nacional Ley Orgánica de los Consejos Comunales et Gaceta Oficial 6011 del 21 Diciembre 2010 Asamblea Nacional Ley Orgánica del Poder Popular.-Ley Orgánica de Planificación Pública y Popular.-Ley Orgánica de las Comunas.-Ley Orgánica del Sistema Económico Comunal.-Ley Orgánica de Contraloría Social.

[263]Plan de la Patrie, officiellement Deuxième Plan Socialiste de Développement Économique et Social 2013-2019, est un programme de gouvernement et une loi présentée par Hugo Chavez le 12 juin 2012 pour sa période présidentielle 2013-2019.

ressources de la nation : la souveraineté alimentaire et le potentiel agro-productif. Par opposition au « *capitalisme sauvage », ce plan* promeut la continuité de la construction du Socialisme du XXI[e] siècle seul garant du « *meilleur bilan de sécurité sociale, de stabilité politique et de bonheur »* pour le peuple. Ce plan propose également de convertir le Venezuela en un pays puissant dans le domaine social, économique et politique, d'en faire une grande puissance émergente d'Amérique latine et des Caraïbes. À travers la démocratie *participative et protagoniste* [i.e. premier rôle de la révolution], il défend une politique

> « vecteur d'une nouvelle géopolitique internationale dans laquelle prend corps le monde multicentrique et pluri-polaire qui permettrait d'atteindre l'équilibre de l'univers et de garantir la paix planétaire »[264], selon le projet politique d'Hugo Chavez.

Ce modèle démocratique repose sur des valeurs et des principes de responsabilités communes, d'équité et de justice sociale.

Dans la conjoncture actuelle du Venezuela (2018-2019), il faut comprendre qu'un des objectifs de cette modification de la CRBV envisage l'inclusion formelle du pouvoir des communes. Jusqu'à aujourd'hui le pouvoir populaire et les communes dépendent toujours d'une loi organique. Dans la CBRV, ces entités et leur autonomie restent encore floues, leur dimensionnement dans l'organisation politique ainsi que leur impact sur le territoire demeurent des éléments à bien saisir pour la compréhension de cette étude.

Les communes et l'État communal sont nés au cours de cette période qui représente le plus fort dispositif d'actions issu de la création du Socialisme du XXI[e] siècle avec le pouvoir populaire représenté par les communes. Elles sont au cœur de la politique émancipatrice de ce nouvel État socialiste.

> « En définitive, le concept de "commune" est né dans l'Antiquité par opposition à celui de l'État : celui-ci, bien sûr, par incorporation des cités dans le grand État grec ou romain, celle-là au contraire en prenant son Indépendance politique. Par contre, c'est dès le début de son existence que la ville médiévale fut une commune, de la même façon et en même temps que l'on acquit la conscience claire de la notion juridique de "corporation" en tant que telle ». M. Weber[265], 2013, p 65.

[264]La loi organique de Planification Publique et populaire, créée par le Décret 1.406 et la Constitution de la République définissent le cadre réglementaire du plan.
[265] Max Weber (1864 -1920), économiste et sociologue allemand originellement formé en droit.

L'organisation fonctionnelle et territoriale de l'État. Situation actuelle des Pouvoirs publics

Afin de mieux saisir le système juridique de notre cas d'analyse, précisons que, conformément aux articles 2, 4 et 5 de la CRBV[266], le Venezuela est un État fédéral décentralisé où la souveraineté réside irréversiblement dans le peuple qui l'exerce directement dans le respect des modalités qui y sont tracées et que prévoit la loi, et indirectement au moyen du suffrage, à travers les organes qui exercent le pouvoir public. La République Bolivarienne du Venezuela est un état démocratique, s'inspirant des principes de justice et de droits sociaux.

Contrairement à la séparation classique des pouvoirs élaborée par Locke (1632-1704) et Montesquieu (1689-1755) en trois branches (exécutif, législatif et judiciaire)[267], la CRBV divise le pouvoir public national en cinq pouvoirs, ajoutant deux nouveaux pouvoirs : le pouvoir citoyen et le pouvoir électoral.
Pour créer le nouvel État bolivarien/communal, le Gouvernement envisage désormais la mise en place de sept pouvoirs publics nationaux : exécutif, législatif, judiciaire, électoral[268], moral républicain[269], populaire et militaire républicain, en plus des pouvoirs étatique et municipal, dans le cadre de l'aménagement public et territorial (proposition encore en cours).

Le pouvoir public est réparti conformément à la structure politique territoriale de la République. Les compétences sont attribuées de manière exclusive et exercées, quelque que soit le niveau territorial, en s'appuyant sur les principes d'honnêteté, de participation, de célérité, d'efficacité, d'effectivité, de transparence, d'obligation de rendre compte et de responsabilité, totalement assujettie à la loi et au droit. Il est composé : du pouvoir public national, des États

[266]CRBV. Titre I, Principes Fondamentaux. Selon une synthèse faite par l'Organisation des États Américains (OEA). L'OEA est une organisation qui regroupe 21 nations de l'Amérique. Créée en 1948, appelée aussi Charte de Bogota, elle affirme leur engagement vers la réalisation de buts communs et leur respect de la souveraineté de chaque nation, le respect des droits des hommes et son opposition au communisme dans le continent.
[267]Les origines de cette division et séparation des pouvoirs proviennent de l'attrait pour le pouvoir que l'être humain peut avoir par nature et dans cette structure, il se verra forcé de respecter le pouvoir coexistant de manière réciproque. Ce qui fera l'équilibre et la pondération de son usage. (L'usage du pouvoir)
[268]Le Conseil national électoral (CNE) a pour responsabilité de surveiller les élections nationales, municipales, fédérales et au niveau des États.
[269]Cette branche citoyenne est composée du «Defensor del Pueblo» (équivalent de l'ombudsman, ou en France du Médiateur de la République), du «Fiscal general» (Chef du Ministère Public, le Ministre de la Justice en France) et du «Contralor general» (Contrôleur général des finances en France). Elle représente et défend les citoyens dans leurs relations avec le pouvoir central vénézuélien.

dont relève le pouvoir public étatique et des municipalités dotées du pouvoir public municipal[270].

Représentation de l'organisation fonctionnelle et territoriale de l'État.

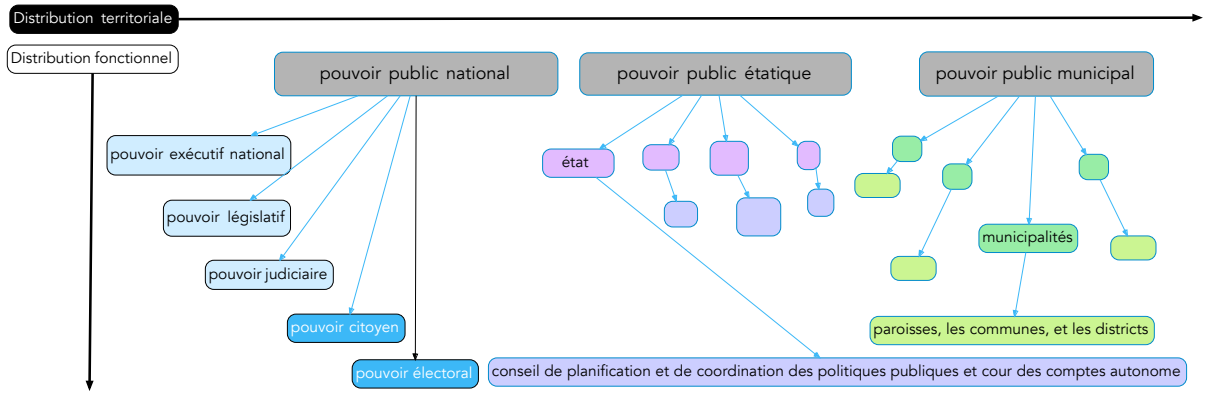


Image 62. Représentation de l'organisation fonctionnelle et territoriale de l'État bolivarien. © yww 2019

Un pouvoir public national en transformation

Le pouvoir public national est divisé en cinq pouvoirs[271] : exécutif, législatif, judiciaire, citoyen, et électoral.

Le pouvoir exécutif national est composé du Président de la République et du Vice-président exécutif, des Ministres, du Conseil des Ministres, du Procureur Général de la République et du Conseil d'État. Parmi ses obligations et attributions figurent celles de respecter et de faire respecter la Constitution et les lois ; de diriger l'action du Gouvernement et des relations extérieures ; de promulguer des décrets ayant force de loi ; de veiller à l'application des lois ; d'administrer les finances publiques ; de conclure et de ratifier les traités, les conventions et les accords internationaux ; de diriger et d'exercer le mandat suprême des Forces Armées nationales ; d'adresser des rapports et des messages spéciaux à l'Assemblée nationale, personnellement ou par l'intermédiaire du Vice-président exécutif, ainsi que toute autre attribution que

[270]CRBV. Titre IV. Chapitre I. Des dispositions fondamentales. Articles 136 et 141. Les États sont des entités autonomes et égales en politique, avec une personnalité juridique pleine, et sont dans l'obligation de maintenir l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale et d'exécuter la Constitution et les lois de la République, Article 160. Le gouvernement et l'administration de chaque État sont placés sous l'autorité d'un Gouverneur, homme ou femme. Pour être Gouverneur, homme ou femme, il est nécessaire d'être vénézuélien ou vénézuélienne, âgé(e) de vingt-cinq ans au moins et laïc(que). Le Gouverneur, homme ou femme, sera élu(e) pour une durée de quatre ans à la majorité des personnes qui votent. CRBV. Titre IV Chapitre III, Du pouvoir public étatique. Article 159.

[271]CRBV. Titre V Chapitre III. Du pouvoir judiciaire et du Système de Justice. Articles 253 à 272. CRBV. Titre V Chapitre IV. Du pouvoir citoyen. Articles 273 à 291. CRBV Titre V Chapitre V. Du pouvoir électoral. Articles 292 à 298. CRBV Titre V Chapitre V. Du pouvoir électoral. Articles 292 à 298.

lui conférerait la Constitution ou une nouvelle loi. Le chef de l'État est élu au suffrage universel pour 6 ans.

Le pouvoir législatif national est exercé par l'Assemblée nationale[272], organe parlementaire de structure unicamérale, composé de 167 députés. Leur représentation est proportionnelle à la population des vingt-quatre entités fédérales qui les élisent pour des mandats de cinq ans. Leurs principales attributions sont de : légiférer sur les questions d'intérêt national et sur le fonctionnement des différents piliers du pouvoir national ; proposer des amendements et des réformes devant être introduites dans la Constitution ; exercer les fonctions de contrôle du Gouvernement et de l'Administration publique, selon les termes prescrits par la Constitution et par la loi ; discuter et approuver le budget national. Cent-dix députés sont élus au scrutin uninominal dans les 87 circonscriptions, les 57 députés restants sont élus au scrutin de liste au niveau des 23 États et sur une base démographique (2 ou 3 selon le poids démographique de l'État).

Le pouvoir judiciaire est chargé de l'administration de la justice et de faire respecter les lois concernant les affaires qui relèvent de sa sphère de compétence, d'exécuter et de faire exécuter ses sentences. Il jouit de l'autonomie fonctionnelle, financière et administrative, mais n'est pas habilité à fixer des taxes, des tarifs douaniers ni à exiger des honoraires pour ses services. L'accès à la justice est gratuit.

Le pouvoir citoyen est autonome. Il est doté d'un pouvoir d'action à l'échelle nationale et est conçu pour empêcher, enquêter, et sanctionner les faits qui portent atteinte à l'éthique publique, à la morale administrative. Il veille à une gestion avisée de l'utilisation du patrimoine public et à l'application du principe de la légalité dans toute l'activité administrative de l'État. Dans l'exercice de ses attributions, il lui appartient de protéger les droits de la personne, de veiller au bon fonctionnement des services publics, d'introduire des actions en inconstitutionnalité. En second lieu, le Ministère Public, qui relève du Procureur Général de la République. En plus de garantir, dans les procès judiciaires, le

[272]Le 30 juillet 2017, Nicolas Maduro a convoqué l'élection d'une Assemblée nationale Constituante (ANC) sans la participation de l'opposition, dans le but de contourner l'Assemblée nationale qui lui est hostile tout en prétextant la préparation d'une nouvelle Constitution. Sur ses 545 membres, 364 sont élus au suffrage direct au niveau des circonscriptions municipales, 173 sont élus au suffrage indirect par des groupes sociaux et 8 par des communautés indigènes. Nicolas Maduro interdit aux candidats issus de partis politiques opposants de se présenter, sauf ceux du parti au pouvoir. Celui-ci est constitué à 100 % de fidèles de Maduro. L'Assemblée nationale Constituante s'est installée le 4 août 2017. Celle-ci n'a pas été reconnue par les États-Unis, l'Europe, le Vatican et les pays du Mercosur (Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay).

respect des droits et garanties constitutionnels et des traités, conventions et accords internationaux souscrits par la République, il ordonne et dirige les enquêtes pénales. Enfin, la Cour des Comptes de la République est l'organe de contrôle, de surveillance et de supervision des dépenses des biens publics et nationaux, ainsi que des opérations qui s'y rapportent.

Le pouvoir électoral est régi par des principes d'autonomie, d'indépendance organique, fonctionnelle et budgétaire. Il est exercé à travers le Conseil national électoral qui est l'organe de décision. L'assemblée électorale nationale, la Constitution de l'enregistrement civil électoral, et la Commission de participation politique et de financement sont subordonnées au pouvoir électoral, dont tous les membres sont nommés par le Président, ce qui limite leur indépendance.

Le pouvoir public étatique[273] est celui qui incombe aux États en qualité d'entités autonomes et égales sur le plan politique ; il est doté d'une personnalité juridique pleine. Chaque État dispose d'un pouvoir exécutif et d'un pouvoir législatif.
Le pouvoir exécutif étatique exerce les fonctions de gouvernement et d'administration de chaque État dont le titulaire est le Gouverneur élu au suffrage universel, pour 4 ans.
Le pouvoir législatif de chaque État légifère sur tout ce qui concerne sa sphère de compétences et assure sa loi sur le budget. Ce pouvoir est exercé par le Conseil législatif dont les membres représentent proportionnellement la population de l'État et celle des municipalités.

Chaque État est doté d'une Cour des comptes autonome qui assure le contrôle, la surveillance et la supervision des recettes, des dépenses et de ses biens.
Chaque État dispose d'un Conseil de Planification et de Coordination des Politiques Publiques.

Le pouvoir public municipal[274] est composé des municipalités et d'entités locales telles que les Paroisses, les communes, et les Districts.
Les municipalités disposent d'un pouvoir exécutif, exercé par le Maire, élu au suffrage universel pour 4 ans et d'un pouvoir législatif, appartenant au Conseil municipal composé des Conseillers. Elles constituent l'unité politique primaire de l'organisation nationale et agissent dans les limites données par la CRBV et la loi.

[273]CRBV Titre IV Chapitre III. Du pouvoir public étatique. Articles 159 à 167.
[274]CRBV Titre IV Chapitre IV. Du pouvoir public municipal. Articles 168-184.

Chaque municipalité est également dotée d'une Cour des comptes autonome qui exerce le contrôle et la supervision des recettes, des dépenses et des biens municipaux.
Sous l'égide du pouvoir public municipal, le Conseil local de planification publique est présidé par le Maire, et composé des Conseillers, des Présidents des Conseils des Paroisses, et des représentants des organisations de quartiers, ainsi que d'autres représentants de la société civile. Cependant, ce pouvoir public municipal est de plus en plus réduit du fait de la mise en place des communes qui développent des politiques publiques dans une logique de gouvernance « bottom-up » et qui sont donc en relation directe avec l'État.

2. L'essor des transformations institutionnelles et les nouvelles entités communales : l'explosion du pouvoir populaire.

Après avoir décrit l'organisation institutionnelle des pouvoirs aux différentes échelles territoriales, il nous paraît opportun d'analyser comment cette nouvelle configuration affecte l'espace urbain et l'organisation des citoyens.

Après sa première réélection en 2006, Hugo Chavez a proposé l'adjonction du préfixe « pouvoir populaire » à l'intitulé de tous les ministères. Le slogan national s'est transformé en « Patrie, Socialisme ou Mort », c'est-à-dire qu'il se réduit à l'alternative d'être d'accord avec la « nouvelle Patrie » et « le Socialisme proposé » ou de refuser, c'est-à-dire la Mort. Toute personne qui accepte la proposition est alors supposée appartenir au pouvoir populaire ; en cas de rejet, le citoyen commun est considéré comme un ennemi, un traître à la patrie et à la révolution.
Dans l'analyse de l'image figure l'idéogramme de l'étoile à cinq branches, un symbole, certes associé à la célébrité, mais qui, peint en rouge, est très utilisé par les États communistes et les partis socialistes latino-américains. Plusieurs théories justifient l'utilisation de l'étoile rouge, y voyant par exemple les cinq doigts de la main du prolétaire et les cinq continents de l'internationalisme de la devise marxiste : *« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! »*. Au Venezuela, l'étoile rouge c'est un des symboles de la Révolution bolivarienne, elle représente le Parti socialiste Unifié du Venezuela (PSUV PSUV), c'est l'emblème du Socialisme du XXI[e] siècle.
Lors de la campagne publicitaire de 2006, l'affiche du Ministère du pouvoir populaire de la Communication et de l'Information (MPPCI)' présente une étoile à cinq branches dont les cinq pôles, baptisés *Moteurs* de la *Révolution* sont :

Image 63. Affiche MPPCI, Campagne 2006 Les 5 Moteurs de la Révolution.

Loi habilitante —*Route directe vers le socialisme* : Légiférer sans opposition et unilatéralement vers le socialisme, autoriser l'exécutif national à exercer des pouvoirs d'ordre économique, financier, social, fiscal, d'ordre territorial, dans le domaine de la sécurité, de la défense, de l'énergie, entre autres. *Réforme constitutionnelle* —*État de droit socialiste* : Réviser la CRBV de 1999. *Morale et Lumières* —*Éducation aux valeurs socialistes* : Le contenu de l'enseignement et sa forme doivent faciliter la mise en place du socialisme. *La Nouvelle Géométrie du pouvoir* —*le Ré-ordonnancement socialiste de la Géopolitique de la Nation* : Conséquences de la nouvelle Constitution. *Explosion du pouvoir Communal* —*¡ Démocratie protagoniste, révolutionnaire et socialiste !* : Mettre en place la structure définitive de la gestion socialiste du pays. La participation *populaire* des citoyens est planifiée et préparée, à la fois sur le plan électoral (référendum) et dans toutes les politiques publiques par le biais de conseils communaux. Il est intéressant de remarquer dans le titre : « Tous les moteurs à révolution maximale, vers le socialisme », que le terme révolution a son sens étymologique de « tour ». De même, l'affiche se lit de droite à gauche, en sens inverse des aiguilles d'une montre.

Comme le souligne le texte de loi[275], le pouvoir populaire est défini comme l'exercice plein de la souveraineté par le peuple dans les domaines politique, économique, social, culturel, environnemental, international et dans le développement de la société. Celui-ci vise à garantir la vie et le bien-être de la société. Il est régi par les principes et la doctrine de Simon Bolivar, par les valeurs socialistes de la *démocratie participative et protagoniste*, l'intérêt collectif, l'équité et la justice. Le but du pouvoir populaire est la mise en place de formes d'autogouvernement communautaires et communales pour l'exercice direct du pouvoir.

[275] Loi organique des communes, Journal Officiel n° 6.011 extraordinaire, 21/12/2010.

Cette nouvelle forme de gouvernance comprenant la gestion des ressources publiques et l'administration territoriale, s'articule autour d'un regroupement des habitants qui se constituent eux-mêmes en conseils communaux. Ce type d'organisation politique a pour but de confier au peuple une autonomie rendue possible grâce à un schéma ascendant de réorganisation complète du pays et de la politique à partir du local, en passant par l'échelle régionale jusqu'à l'échelle nationale.

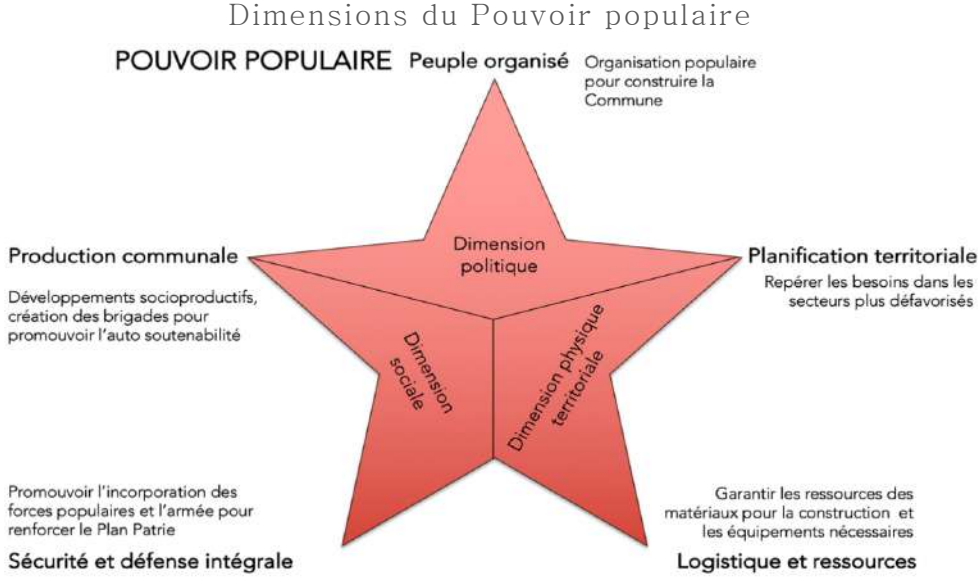


Image 64. Dimensions du Pouvoir populaire. Conceptuellement, la proposition étatique de l'État communal est représentée en trois dimensions, politique, sociale et « physique territoriale » avec l'organisation populaire comme acteur principal.

Ainsi, le pouvoir politique actuel au Venezuela comporte, d'une part, le modèle traditionnel centralisé, ordonné *d'en haut*, qui distribue les compétences à trois niveaux de pouvoir : la République Bolivarienne du Venezuela, les États régionaux et les municipalités[276], elles-mêmes divisées en paroisses civiles ; et d'autre part, le modèle politique nommé pouvoir populaire par l'État[277] représenté par les conseils communaux et les communes, à partir du local, venu *d'en bas*. La particularité de ce modèle porte sur un pouvoir populaire ainsi placé au même niveau que la structure de l'État. Les relations sont de préférence transversales alors que dans les organisations classiques, elles sont verticales, *top down* (du

[276]Les municipalités constituent l'unité politique primaire de l'organisation nationale, elles agissent, dans les limites tracées par la Constitution et la loi. L'autonomie municipale comprend : 1. L'élection de ses autorités. 2. La gestion des matières de sa compétence. 3. La création, la recette et l'investissement de ses recettes. CRBV. Titre IV Chapitre IV, Du pouvoir public municipal. Article 168.

[277]Dans chaque État sera créé un Conseil de Planification et de Coordination des Politiques Publiques présidé par le Gouverneur, homme ou femme, comprenant les maires, hommes ou femmes, les directeurs ou les directrices étatiques des ministères et une représentation de législateurs, hommes ou femmes, élus (es) par L'État à l'Assemblée nationale, du Conseil législatif, des conseillers et des conseillères et des communautés organisées, incluant les indigènes en cas de présence. Le Conseil fonctionnera et s'organisera en accord avec la loi. CRBV. Titre IV Chapitre III, Du pouvoir public étatique. Article 166.

haut vers le bas), même si l'État recherche une organisation *bottom up* (du bas vers le haut). On peut rappeler (*cf.* chapitre I) la notion d'*empowerment* citoyen, (Bacqué et Gauthier, 2011) en tant que processus collectif d'apprentissage basé sur des valeurs communes et sur des liens établis entre divers acteurs dans les systèmes de gouvernance territoriale.

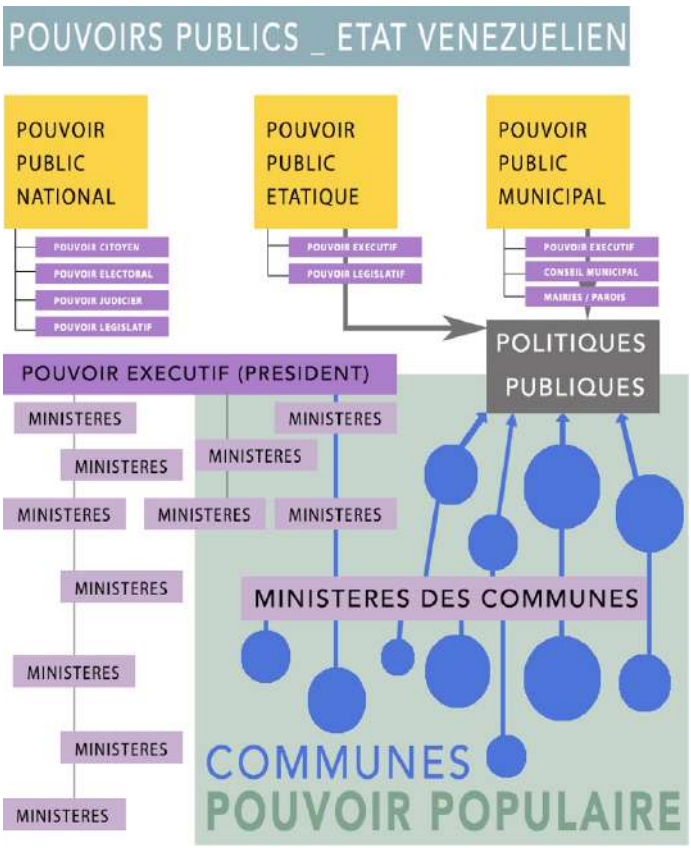


Image 65. Représentations des pouvoirs publics et du pouvoir populaire. Lien entre les communes et les politiques publiques. © yww, 2017.

D'après Margarita Lopez Maya (2014), les premières innovations participatives créées conformément à la CRBV, à partir de 1999 ont été conceptualisées comme des organisations civiles, avec une personnalité juridique, qui est régie par le Code civil. Elles étaient pensées pour stimuler une dynamique participative *par le bas*, censées favoriser l'autonomie et la responsabilité des intervenants. En revanche, les conseils communaux et les communes indépendants du pouvoir public municipal représentent désormais le pouvoir politique le plus proche du citoyen, et lié à l'exécutif national donc au Président de la République.

Les conseils communaux et leurs formes d'organisation ne sont pas considérés comme des personnalités juridiques. Ils sont régis par des règles et des lois *ad hoc*, et régis selon une dynamique descendante *d'en haut*. Cela génère une relation asymétrique très prononcée dans la relation entre l'État et la société et un déclin du processus de décentralisation, par nature participatif et inscrit dans la CRBV de 1999. Sur le terrain, les citoyens sont confrontés à deux structures parallèles, celle des pouvoirs publics et celle des pouvoirs populaires.

Si les conseils communaux ont pour tâche de cogérer avec le Gouvernement les politiques sociales et urbaines dans les bidonvilles, ils se situent aussi à la confluence d'un triple mouvement : une déconcentration étatique, une décentralisation des politiques publiques et une politisation des quartiers populaires.

Les conseils communaux, une instance de participation, de coordination et d'intégration (associé aux mouvements sociaux urbains)

Dans le cadre de la Révolution bolivarienne et selon l'article 2 de la loi organique des conseils communaux, ils peuvent se définir comme :

> « des instances de participation, d'articulation et d'intégration entre les citoyens(es) et les diverses organisations communautaires, mouvements sociaux et populaires qui permettent au peuple organisé d'exercer le gouvernement communautaire et la gestion directe des politiques publiques et des projets orientés à répondre aux nécessités, aux potentialités et aux aspirations des communautés dans la construction d'un nouveau modèle de société socialiste d'égalité, d'équité et de justice sociale. »

Conformément à la loi de 2009,

> « On prendra comme référence pour constituer le Conseil Communal : en site urbain entre 150 et 400 familles ; en site rural à partir de 20 familles et pour les communautés indigènes à partir de 10 familles ; tout en maintenant l'indivisibilité de la communauté et en garantissant l'exercice du gouvernement communautaire et le rôle premier de la démocratie. »

Ces conseils communaux ne viennent pas de nulle part, ils ne sont pas institués par l'État à partir de zéro, ils viennent des mouvements sociaux existants que l'État veut soutenir et favoriser. En effet :

> « Les conseils communaux constituent le projet qui permettra de franchir le pas historique pour convertir la vieille démocratie représentative, sans peuple, en une démocratie véritable, à travers laquelle nous marcherons vers le socialisme » MPPCI[278], 2008.

Selon le sociologue et politologue français E. Neveu[279], les mouvements sociaux sont *les formes d'actions collectives concertées en faveur d'une cause.* Ils peuvent être appréciés comme des mobilisations de groupes dominés, exclus, marginaux, groupes où s'expriment des revendications qui n'ont trouvé ni accès ni solution via les plateformes institutionnalisées.

Selon la sociologue L. Mathieu,

[278]Ministère du pouvoir populaire de la Communication et de l'Information.
[279]Erik Neveu, sociologue et politologue français, professeur des universités, agrégé en science politique : Sociologie des mouvements sociaux, Paris, Éditions La découverte, 2015.

> « Envisager l'espace des mouvements sociaux comme un univers de pratiques et de sens distincts suppose que ceux qui en font partie ou qui prétendent y pénétrer, maîtrisent un ensemble de savoirs et de savoir-faire inhérents à la conduite des actions contestataires » Lilian Mathieu, 2007.[280]

Par ailleurs, les conseils communaux se greffent sur un tissu d'organisations protestataires, dont la genèse est concomitante à la contestation populaire contre les politiques d'ajustement structurel des années 1980. Comme l'explique la thèse[281] de M. Ivanovic (2012), les conseils communaux doivent constituer l'armature d'un nouvel État communal qui s'articule à travers une nouvelle géométrie de pouvoir :

> « on pourra me rétorquer que les conseils communaux ne sont pas des entités gouvernementales à proprement parler, mais bien plus des contrepoids à l'action gouvernementale. Cependant, il s'agit bien d'organes de gestion d'autogouvernement qui à la longue, devraient remplacer un certain nombre d'institutions intermédiaires, telles que les mairies ou les États Régionaux ».

Comme le mentionne F. Tarragoni (2015), les conseils communaux vénézuéliens héritent des modèles, et prennent souvent la place des Comités d'Amélioration (*Junta pro mejora*), des Associations de Voisins[282] et des Comités de Gestion Locale des quartiers existants dans les années 1960 dans le cadre de la politique urbaine qui dérive du *puntofijismo* (pacte d'octobre 1958, *cf.* Chapitre I). Ils s'inscrivent également dans la temporalité juridique des lois de déconcentration étatique des années 1980 et 1990 (loi organique du Régime municipal et loi organique de Décentralisation). Toujours selon Tarragoni (2015), le Conseil Communal se compose d'une assemblée regroupant une partie des voisins, qui se réunissent chaque semaine à la Maison communale (*Casa comunal*), autour d'un ensemble variable de sections thématiques (infrastructure, assainissement, culture, éducation, santé, régularisation du foncier, énergie et électricité). À la tête de ces sections se trouvent 5 à 10 habitants de plus de 15 ans, totalisant 50 à 70 élus, soit une proportion allant d'un cinquième à un sixième des électeurs du quartier. Ils font office de médiateurs entre le quartier et les différents ministères. Les membres sont élus pour une durée de 2 ans, ils s'occupent de recenser les besoins, de les négocier avec leurs *collègues* des autres sections thématiques afin de hiérarchiser les nécessités et d'élaborer conjointement avec

[280]Lilian Mathieu, sociologue, directeur de recherche au CNRS (centre Max-Weber, ENS de Lyon). *L'espace des mouvements sociaux* (Politix, Paris, 2007).
[281]Université Paris VIII. La démocratie participative dans le Venezuela chaviste : ethnographie politique de trois quartiers de Caracas. 2012.
[282]Asociación de Vecinos : Associations de Voisins qui, de plus en plus liées aux partis au pouvoir (AD et COPEI), sont profondément délégitimées dans les années 1990.

les voisins, les projets à soumettre à l'État. Une fois les fonds débloqués, ils prennent en charge la réalisation du projet, en faisant souvent appel à des entreprises ou à des travailleurs locaux.

Le sociologue D. Azzellini[283] ajoute à leur sujet :

> « Ils obtiennent le financement des projets à travers les institutions publiques. La structure de financement qui avait été créée n'était plus rattachée aux institutions représentatives au niveau local, ce qui les aurait amenées dans cette compétition directe et inégale dont j'ai parlé. Au lieu de cela, elle se situait à un niveau national ou au moins régional. » D. Azzellini, 2018.

Nous comprenons les conseils communaux comme une forme d'institutionnalisation des mouvements sociaux. En 2010, la loi de 2002 subit une réforme pour l'adapter au régime centralisé de l'État communal et au système économique de la commune même si ces deux instances ne sont pas des organes constitutionnels, ils font partie désormais du système de planification décentralisé des municipalités.

Dans la formation des conseils communaux, nous avons recensé une quantité de sous-groupes associés à plusieurs représentations citoyennes. En ce qui concerne le logement, citons les principaux parmi eux, aujourd'hui constitués[284] :

- Camps des Pionniers CP (*cf.* chapitre VI) et les Nouvelles Communautés Socialistes NCS : ils coordonnent des expériences d'organisation de familles sans-abri. Ils se battent pour l'accès aux terrains urbains, à des parcelles en ville, pour l'établissement de nouvelles communautés et la construction d'un projet de vie collective, en vertu d'un modèle autogéré de planification participative de l'habitat et du logement, des projets complets, de la propriété collective et du travail de solidarité.
- Comités des Terres Urbaines CTU (*cf.* chapitre III) : ils luttent pour l'inclusion et la reconnaissance des constructions informelles en mobilisant le droit instauré pour la régularisation urbaine et physique et la transformation globale des taudis.
- Comités populaires de logement et d'abris, et la lutte pour le droit à la ville et au logement pour ceux qui ont perdu leur maison suite aux pluies à la fin de l'année 2010.

---

[283]Il a travaillé et écrit abondamment sur la question du contrôle ouvrier et de l'autonomie gouvernementale. Avec Oliver Ressler, il a produit deux documentaires sur le Venezuela et la Révolution Bolivarienne, « Venezuela from below » (Le Venezuela d'en bas) et « commune under construction » (La commune en construction).

[284]CP: Campamentos de Pioneros, CTU: Comités de Tierra Urbana; Movimiento de Inquilinos, MOEOV: Movimiento de Ocupantes de Edificios Organizados de Venezuela; el Frente de Grupos Organizados por el Buen Vivir; TRV: Trabajadoras Residenciales por Venezuela.

- Mouvements des locataires : ils sont formés par des familles en location confrontées à des menaces d'expulsion, à la spéculation sur le coût élevé des loyers et le coût élevé des logements anciens, que voulaient imposer de grands propriétaires.
- Mouvement des Occupants de Bâtiments, Organisés de Venezuela, MOEOV : ils repèrent des bâtiments abandonnés ou inoccupés pour organiser leur occupation.
- Front des Groupes Organisés pour le Bien Vivre, qui rassemble des familles sans-abri ou en zone à risque et se regroupent pour faire valoir des droits au logement.
- Travailleuses Résidentielles du Venezuela TRV : employées exposées à des conditions de travail difficiles qui se regroupent pour défendre leurs droits et faire entendre leurs revendications.

Les principaux objectifs de ces organisations sont de créer des processus pour requérir le droit à la terre dans les zones centrales, de transformer les rapports sociaux de production capitaliste et de fournir un logement décent à toutes les familles vénézuéliennes. Les adhérents doivent avoir une conscience complète du propos politique en cours, connaître aussi le contenu du programme politique (Plan de la patrie) et faire face à un réel besoin de logement, soit qu'ils aient été touchés par une catastrophe naturelle, soit qu'ils vivent dans des logements en situation de risques (entassés, provisoires, en pente) ou dans la rue. Chaque groupe a une instance minimale d'organisation, les groupes de base se composent d'une vingtaine de familles. Ils viennent du même secteur et/ou maintiennent entre eux des liens d'amitié et d'affection[285].

Selon le sociologue Edgardo Lander (2007), les conseils communaux sont considérés comme un espace politique exclusif de la Révolution bolivarienne qui questionne pourtant l'avenir de la démocratie dans le pays. En effet, si cette sphère publique se définit comme le noyau de base à partir duquel doit être structuré le nouveau modèle d'État socialiste, elle apparaît cependant sectaire puisqu'exclusive à ceux qui partagent le projet politique actuel du gouvernement. Une proportion importante de la population vénézuélienne (62,8 %) a en effet

[285]Ces organisations de conseils communaux sont reconnues par d'autres organisations latino-américaines qui luttent pour le droit au logement, l'habitat et la ville. Ils font partie du réseau continental du Secrétariat Latino-Américain du Logement et de l'Habitat populaire (SELViHP), qui coordonne plusieurs organisations populaires, parmi lesquels la Fédération Uruguayenne des Coopératives de Logement Co-FUCVAM, le Mouvement des Occupants et Locataires MOI de Buenos Aires en Argentine, la Fédération de Terre, Logement et Habitat FTV de l'Argentine, l'Union nationale pour la demeure populaire MPB-UNMP et le Mouvement des Habitants et Lutte de Classes au Chili. Ces groupes sont associés à l'Organisation Communautaire Intégrale du Logement et de l'Habitat (OCIVHA) conformément aux critères établis par la loi sur les services de logement et de l'habitat 2005. C'est l'OCIVHA qui réalise le développement communautaire autogéré, offrant la personnalité juridique nécessaire pour l'achat, la titularisation des terrains en propriété collective et la gestion des ressources financières.

voté pour Hugo Chavez lors de sa deuxième élection en décembre 2006, tout en refusant pourtant dans un second temps en 2007 que les conseils communaux puissent être un processus de construction d'une société plus démocratique. Il s'agit là de tensions qui ne sont nullement résolues à l'heure actuelle et qui s'ajoutent aux difficultés multiples du mandat de l'actuel président Nicolas Maduro.

L'intégration des conseils communaux vue par Mergüin[286], le leader politique de la ville communale. Une vision non interventionniste.

yww : Comment crois-tu que ton personnage/ta personne aide à organiser les conseils communaux ?

MS : Pour la majorité des porte-paroles ce qui se pose comme problème, c'est la question de l'intégration. Le sujet de l'intégration des conseils communaux, c'est comment moi je te vois, ce qui nous relie, quelles choses nous avons en commun qui permette de nous réunir. Mais on rencontre ici un problème par exemple sur cette terrasse [terre-plein, secteur vecinal], ici les gens ont généré une culture de classe moyenne individualiste promue par la révolution ce qui rend cette terrasse compliquée à gérer. À la terrasse B2 et C2, les gens se comportent en marge de la communauté et n'ont pas la culture de l'entretien.

yww : Donc, l'entretien est un peu dégradé.

MS : Sur cette terrasse, c'est très peu probable qu'un voisin te gêne ou te demande un service. Eux résolvent leurs problèmes par eux-mêmes.

yww : Alors comment les autres fonctionnent-elles ?

MS : Chez d'autres apparaissent certains phénomènes comme celui-ci, mais ce n'est pas une communauté de quartier, suivant leurs intérêts, c'est où ça leur convient de participer.

yww : Y a-t-il quelqu'un qui nettoie la zone commune ?

MS : La zone commune doit être nettoyée par l'État, la coopération des services, il y a une chose qui devrait se créer pour produire ce qui est le travail volontaire, mais ça ne se fait pas.

Nous constatons dans cet extrait que les habitants préfèrent participer d'une manière moins interventionniste. Dans ce cas, s'observe l'émergence d'un rapport de classe qui s'installe dans la ville socialiste. La question de l'intégration ne coule pas de source et apparaissent des phénomènes liés aux dynamiques de rapports sociaux et d'exclusion. De même, on observe quelques difficultés dans la distribution des responsabilités des différents acteurs gérant le domaine public ainsi que des différences culturelles en fonction de leurs compétences dans l'appropriation de l'espace.

286 Mergüin Sanchez, 42 ans, est un leader politique de la ville socialiste de *Ciudad Caribia*. Extrait d'entretien mené en 2017 à *Ciudad Caribia*.

La commune, cellule sociale du territoire

En 2010, la loi organique[287] définit les communes comme des entités politico-administratives qui rassemblent des conseils communaux du territoire. Elles sont « l'espace socialiste qui en tant qu'entité régionale se définit par l'agrégation de communautés voisines ayant une mémoire historique commune, des traits culturels et les usages et coutumes qui sont reconnues sur le territoire qu'elles occupent. Elles présentent des activités productives qui leur servent de subsistance et sur lesquelles elles exercent le principe de la souveraineté et de la participation ».

« La COMMUNE est la NOUVELLE PATRIE »

Image 66. Affiche ministérielle. Titre en français : « La COMMUNE est la NOUVELLE PATRIE » Représentation de la commune formée par les conseils communaux à travers diverses organisations communautaires. Tables Techniques de l'Eau, Énergie, Santé (Mesas Técnicas de Agua, Energía, Salud) et des Comités de la Terre urbaine. Ces conseils communaux au même titre que les tables techniques et les comités de la terre, sont des commissions thématiques *de l'eau* ou *de la terre*, chargées de résoudre collectivement les problèmes d'infrastructure, d'assainissement et de régularisation du foncier, ainsi que des organisations d'autogestion populaire et des coopératives.

Hugo Chavez envisage la commune comme une organisation permanente parallèle aux structures administratives représentatives existantes.

> « selon un système de production sociale et un modèle de développement endogène et durable envisagé dans le cadre du Plan du Développement, économique et social de la Nation. »
>
> « Les communes devraient être l'espace dans lequel nous allons donner naissance au socialisme » Hugo Chavez dans une émission présidentielle.

[287] Loi organique des communes, Article 5. Journal Officiel n° 6.011 extraordinaire, 21/12/2010.

Dans un entretien accordé à Ricardo Vaz au *Journal de notre Amérique* en avril 2018 et dans le *V^e Séminaire international sur les études critiques de développement* au Mexique en 2018 le sociologue et politologue D. Azzellini résume quelques éléments explicatifs à ce sujet :

Représentation des conseils communaux, commune et ville communale

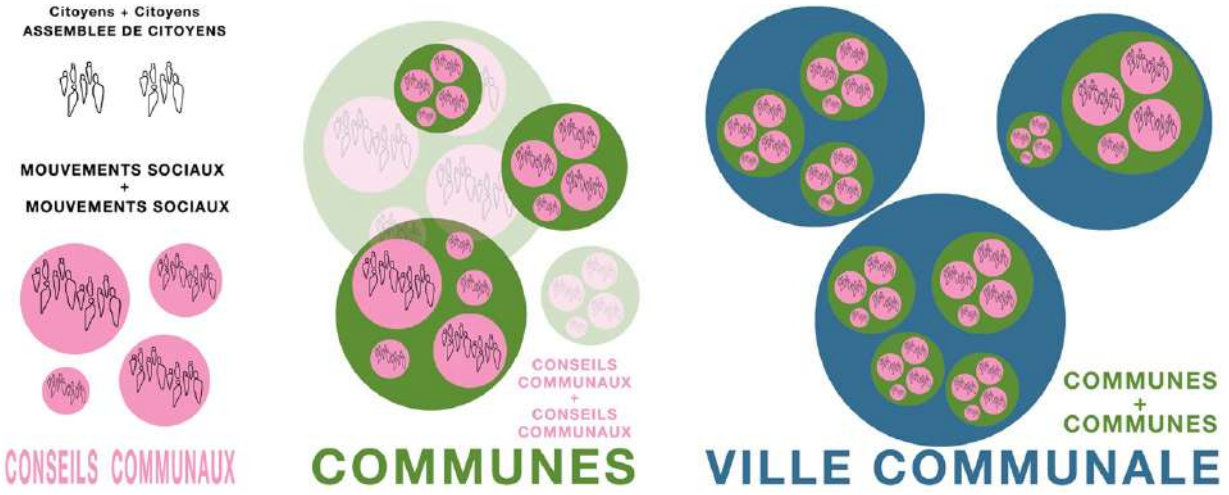


Image 67. Proposition de Plan d'aménagement et de gestion urbaine à l'échelle communale. Sources : Ministère du pouvoir populaire pour le Logement et l'Habitat. Graphique Ce schéma prévoit le regroupement des conseils communaux (CC) en communes (deux CC ou plus), des communes en Villes Communales (deux communes ou plus). Les regroupements ultérieurs sont envisagés jusqu'au niveau des Régions et de l'État, sans définition officielle. ©yww , 2018

Les communes dans les zones urbaines sont généralement composées de 25 à 40 conseils communaux, et dans les zones rurales entre 6 à 10 ou 15. [...] En 2018 au Venezuela, il y a 47 514 conseils communaux qui ont créés d'en bas et 2424 communes. La commune [...] n'est qu'un lieu qui coordonne des propositions et les pousse plus loin vers le sommet. Elles bénéficient de la participation non seulement des différents Conseils Communautaires, mais aussi d'autres organisations existant sur le territoire.
Les communes ne doivent pas correspondre aux divisions territoriales officielles, elles peuvent s'étendre à travers différentes municipalités ou même différents États. C'est un intermédiaire entre les conseils communaux qui prennent les décisions de base et la ville communale, qui ne serait pas nécessairement structurée comme une ville, mais plutôt composée de différentes communes.

Les communes permettent un dépassement tendanciel de la séparation entre les sphères politiques, économiques et sociales, en transformant plus de ressources en biens communs, à gérer par la communauté.
Enfin, nous pouvons proposer l'exemple d'Hugo Chavez lui-même lors d'une de ses allocutions télévisées :

« […] une grave erreur a été commise, les conseils communaux ne peuvent pas être convertis en extensions des mairies […]. Ce serait les tuer […] avant qu'ils ne soient nés. » Hugo Chavez. Emission « Aló Presidente » n° 246.

Les Camps Pionniers dans les municipalités de Caracas

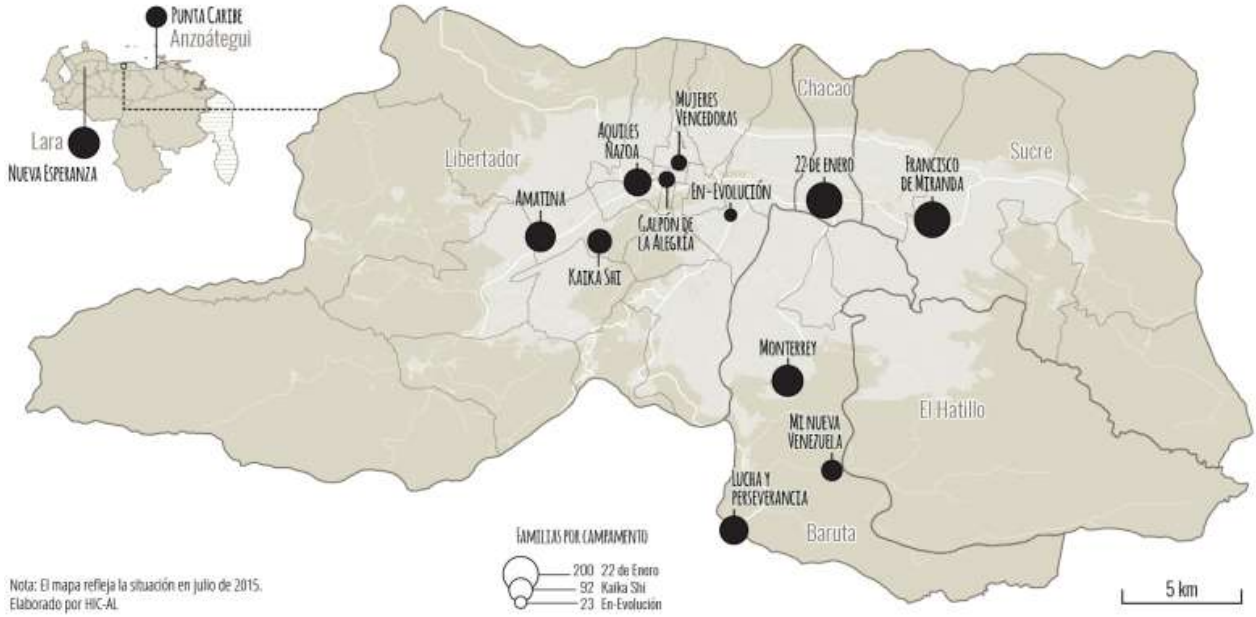


Image 68. Les Camps Pionniers dans les municipalités de Caracas Cette carte, produite en 2015 par l'Habitat International Coalition — America Latina (HIC-AL), représente géographiquement les Camps de Pionniers en fonction de la taille des ménages. Dans les 5 municipalités de Caracas, il est possible d'identifier 6 camps à la municipalité de Libertador, mais les plus grands sont dans les municipalités de Chacao, de Sucre et de Baruta, qui sont caractérisées par le faible nombre d'opérations de la GMVV en raison de la position politique des dirigeants municipaux. Ceci tendrait à prouver en particulier que ce type de production participative est indépendant de la production étatique. Cet espace de production intellectuelle réunit plus d'une centaine d'organisations de 19 pays d'Amérique latine dans le but de renforcer les acteurs, les initiatives et les processus populaires de promotion, défense et réalisation du droit à la terre, au logement et à la ville, spécialement ceux de production et de gestion collective de l'habitat.

En résumé, il s'agit d'une résurgence des concepts et des idéaux du socialisme basé sur la démocratie directe, la gestion autonome et l'auto-organisation. C'est en tout cas l'idée proposée par Chavez qui considère cette nouvelle structure des « communes » comme un système permanent, parallèle aux organes représentatifs.

« La commune garante des meilleurs services publics », vue par une technicienne engagée. Veronica Campos, 55 ans. Experte, auto-entrepreneur dans les projets de la GMVV

Veronica Campos : J'étais inspectrice de l'un des chantiers de la GMVV. Bien qu'ici les gens critiquaient beaucoup ce gouvernement, un des points que j'applaudis, et qui n'existe pas dans d'autres pays, c'est que des personnes de faibles ressources puissent accéder au logement. C'est une politique d'État au bénéfice des plus défavorisés qui a une fonction

sociale très importante. Comme projet ou programme social, c'est excellent ! C'est une des choses les plus positives qu'ils aient faites. L'objectif est qu'à travers la commune s'hiérarchisent les nécessités et s'améliorent les services parce qu'avant, même le camion poubelle ne passait pas.

Commune ou Rien dans une construction de la GMVV

Image 69. « Comunaonada », en espagnol : Comuna o Nada, en français : Commune ou Rien, et les étoiles à cinq branches, les cinq moteurs, souvent écrits dans les cités de la GMVV. (les yeux de Chavez et sa signature seront explicités plus tard. *Cf.* Chapitre VII). Las bateas de Maurice. État Anzoátegui © yww 2017.

Ce qui peut être précisément mis en évidence à partir de ces extraits et de la proposition du Gouvernement, c'est que ces modifications ne sont valables que sur la base d'une organisation des citoyens en communes comme élément fondamental du pouvoir populaire. C'est avant tout pour les institutions (les municipalités), une manière de « rassembler » les informations sur les difficultés rencontrées dans la gestion de la ville pour ensuite se charger de les résoudre. De manière transitoire, ce « laissez-passer d'informations » a pour but de rendre les Communes elles-mêmes ou les Conseils Communaux, responsables de la gestion complète et autonome de la réponse à chaque besoin exprimé. Paradoxalement, au même moment, les municipalités actuelles affichent un manque de compréhension de l'importance de la gestion institutionnelle c'est-à-dire de leur compétence sur les coûts opérationnels, la gestion d'équipements complexes, la mise en coordination de diverses activités, etc., partie intégrante de toute gestion d'une ville. D'où cet abîme entre la proposition gouvernementale et sa mise en place proprement dite. Revoir cette dernière à une échelle plus

communicative et pratique semble s'imposer d'urgence tout en laissant la gestion et le fonctionnement de la ville aux institutions actuelles. De même, le rôle de gestionnaire de l'État[288] est encore en suspens, le discours officiel affirme qu'il doit s'en abstraire, mais en pratique il s'y montre bien présent.

Les domaines du pouvoir populaire et la nouvelle échelle de planification des politiques publiques

Les domaines du pouvoir populaire sont divisés en six catégories, à savoir : la Planification des Politiques Publiques, l'Économie Communale, la Planification et la Gestion du Territoire et trois autres parties correspondant à l'Inspection Financière, à la Justice sociale et à la Juridiction spéciale de la commune. Cette nouvelle structure crée une duplication des actions précédemment gérées par le pouvoir public de l'État et le pouvoir public de la municipalité tels que figurant dans la CRBV de 1999. La loi présente le pouvoir populaire comme le régisseur principal des actions et de la gestion du territoire au niveau national.

Dans cette nouvelle organisation, la priorité est donnée aux communautés organisées en conseils communaux du pouvoir populaire. Quel que soit le domaine et selon la loi organique, les pouvoirs publics devraient toujours privilégier les propositions de la ville communale en favorisant les *systèmes d'agrégation communautaire* et leur articulation. Ces systèmes sont conçus pour simplifier les procédures et les processus d'approvisionnement à différents niveaux politiques et territoriaux, pour l'acquisition des biens, des services et l'exécution des travaux.

La planification des politiques publiques et la configuration des nouvelles activités sont un rôle attribué au pouvoir populaire, avec l'action de gestion partagée entre les institutions publiques et les organes du pouvoir populaire. Cette planification assure l'accomplissement des orientations stratégiques du Plan de Développement économique et social de la Nation, en vue de l'utilisation des ressources publiques dans la réalisation, la coordination et l'harmonisation des plans, des programmes et des projets. La visée de son action est d'obtenir la transformation du pays, un développement territorial équilibré et une répartition équitable des richesses.

[288]Dans les villes latino-américaines, dans la production et la construction de logement social, ce n'est pas l'État qui construit ; il en est de même en France.

Dans la formation des nouvelles institutions du pouvoir populaire, la démarche a consisté à recréer à l'échelle de la commune une organisation classique d'État, avec des organes de décision qui couvrent l'ensemble des secteurs de fonctionnement de la ville.

Le Parlement Communal[289] est le plus haut niveau d'autonomie de la commune. Ses décisions s'expriment par l'adoption de normes pour la régulation de la vie sociale et communautaire sur les aspects de planification, de coordination et de mise en œuvre des plans et des projets dans le domaine de la commune. Les décisions du Parlement Communal sont appliquées par les membres élus du Conseil exécutif.

Dans tous ces articles[290], nous remarquons une distinction entre ceux qui gouvernent et qui définissent le Conseil de Planification Communal (CPC) ainsi que ceux qui essaient de développer le système économique communal. Lors de nos visites sur le terrain, nous avons pu échanger avec des agents et activistes communaux qui donnaient leur point de vue sur le projet de l'État.

> « Les projets, objectifs, buts, actions et les ressources destinées à concrétiser les directives stipulées au Plan de Développement économique et social de la Nation, le Plan Régional de Développement et les directives du Conseil Fédéral de Gouvernement tenant compte des modèles d'occupation du territoire, sa culture, histoire, économie et domaine géographique. »

Le plan est élaboré sur la base d'un diagnostic participatif, et exécuté avec le mécanisme de la budgétisation participative.

> « Le système économique communal est un ensemble de relations sociales de production, distribution, échange et consommation de biens et services, ainsi que de savoirs et connaissances, développées par les instances du pouvoir populaire, du pouvoir public, ou en accord avec les deux, au travers d'organisations socio-productives sous forme de propriété sociale communale ».

[289]Loi organique des communes Titre IV Chapitre I, Article 21 et Article 27. « Le Conseil exécutif est l'instance d'exécution des décisions du Parlement Communal, constitué de la façon suivante : 1. deux porte-paroles, avec leurs suppléants/es respectifs/ves suppléants/es, élus/es par le Parlement Communal.
[290]Loi organique des communes Titre IV Chapitre III. Article 32. Titre I, Article 4, Définitions, n° 13.

Représentation de l'organisation fonctionnelle et territoriale de l'État communal

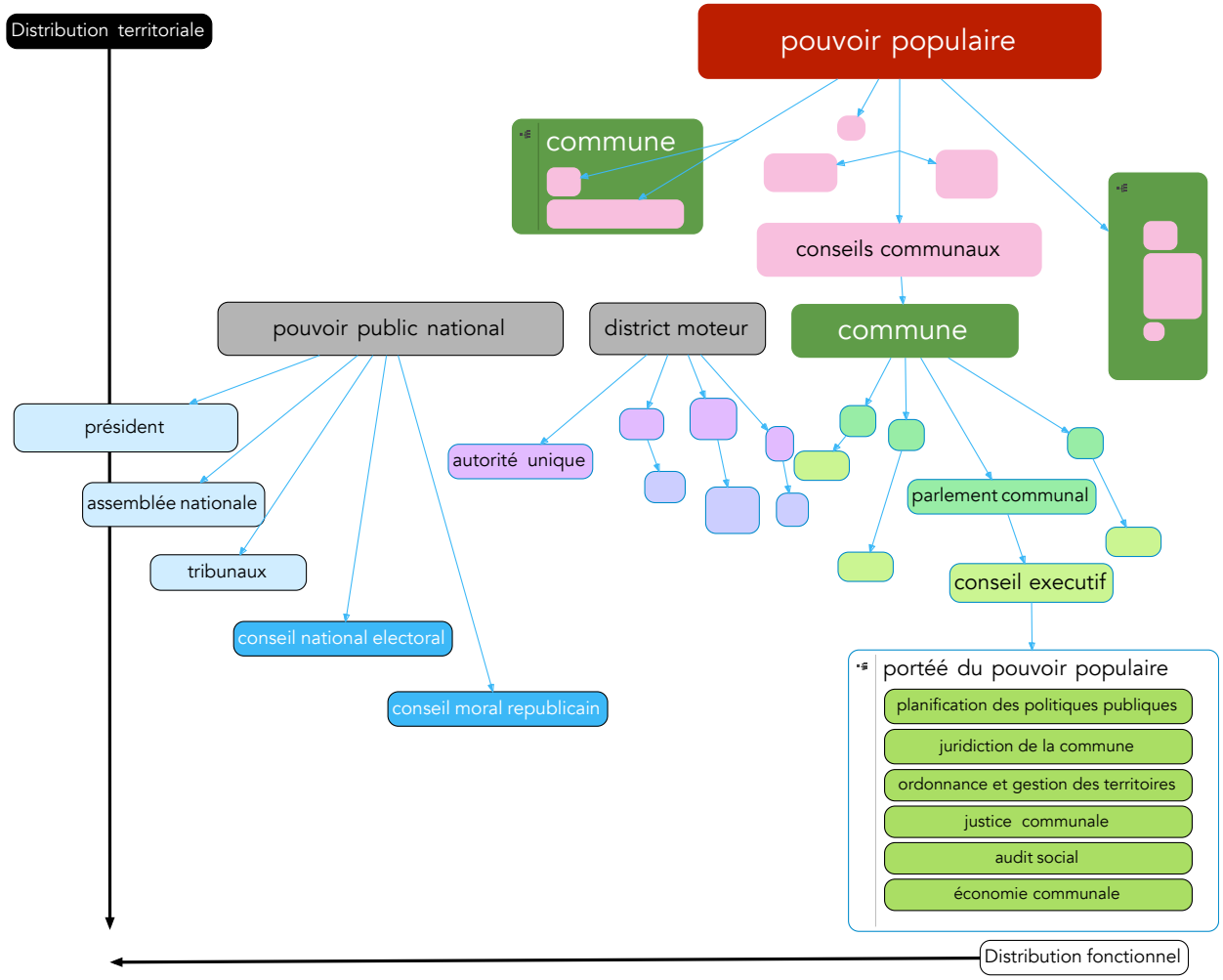


Image 70. Représentation de l'organisation fonctionnelle et territoriale de l'État communal. La compétence du pouvoir populaire est divisée en six catégories selon la loi organique du pouvoir populaire du 21/12/2010, articles 17 à 22. L'ordonnance et la gestion des territoires a pour compétence de rechercher des terrains et de planifier les projets à mettre en place selon les besoins. La justice communale prévoit des moyens alternatifs de *justice de paix* qui promeuvent l'arbitrage, la conciliation, la médiation et toute autre forme de résolution des conflits dans des situations découlant directement de l'exercice du droit à la participation et à la coexistence communautaire. Pour la partie économique[291] et financière, il existe un Conseil de l'économie communale qui est l'instance chargée de la promotion du développement économique de la commune. La banque de la commune qui a pour objet de « garantir la gestion et l'administration des ressources financières ou non qui lui sont assignées, promouvant la participation protagoniste du peuple dans la construction du modèle économique socialiste ». Le Conseil d'audit communal est l'instance chargée de la surveillance, supervision, évaluation et contrôle social, sur les projets, plans et activités d'intérêt collectif que dans le domaine territorial de la commune, développent et exécutent les instances du pouvoir populaire ou du pouvoir public. © yww 2019

[291]Loi organique des communes Titre IV Chapitre III. Article 37. Le Conseil Économique Communal est composé de cinq porte-parole, ses membres et leurs suppléants sont élus parmi les membres des Comités de l'Économie Communale des Conseils Communautaires de la commune. Leurs mandats sont de deux ans, reconductibles dans leurs fonctions. Titre IV Chapitre V. Article 40. La banque de la commune. Titre IV Chapitre VI. Article 45. Explique que le conseil d'audit est composé de cinq porte-paroles et suppléants, élus(es) parmi les membres des unités d'audit social des conseils communaux de la commune, pour une période de 2 ans, reconductible.

Par la suite, cet extrait d'entretien mené en 2017 avec deux leaders politiques et éducatifs[292] de *Ciudad Caribia* donne l'exemple d'une autonomie administrative et montre de nouveaux acteurs et un type d'organisation spécifique dans la ville :

Mergüin et Ana, des leaders communaux, enseignants politiques et contrôleurs du conseil communal dans une ville socialiste

yww : Comment définis-tu ta personne ici ? [Tout en marchant, il avait une posture physique de dirigeant, les personnes le saluaient, quelques jeunes lui demandaient de l'argent, il marchait en observant tout et avec beaucoup d'autorité. Actif et militant du processus révolutionnaire, Mergüin Sánchez, est un des leaders politiques et éducatifs de la ville socialiste de Ciudad Caribia et cette personne a plus de poids que l'Autorité Unique assignée à cet endroit par l'État. Nous pourrions le comparer à la figure classique d'un Maire de municipalité. Mergüin se montre passionné par la création de la ville, impliqué dans le processus de transformation de la société et lui-même se définit comme un être « politico-social ».]

MS : Un sujet politique est celui qui agit dans les processus de changement, ce qui suppose que le sujet peut bel et bien changer. Moi, je le dis [aux habitants de Ciudad Caribia] parce qu'ils se flagellent et sont trop critiques envers eux-mêmes : le porte-parole que j'ai vu il y a 3 ans n'est pas le même que celui que je vois maintenant. Le problème est qu'ici il n'y a pas de leadership d'administration du pouvoir, c'est en cours de formation. Ici nous travaillons la question de la formation des porte-paroles. Le danger d'un leader communautaire ou d'un leader social c'est qu'ils ne sortent pas de l'échelle locale domestique.

yww : Le problème est l'échelle sociale, qui ne peut se borner à un problème domestique sinon soit se penser à l'échelle d'une ville, ici il faut penser à grande échelle.

Ana : Si tu te bornes, sans plus, à être leader social, tu cours le risque d'être un leader communautaire, non que ce soit mal, sinon qu'un tel leader ne comprend pas la politique, la stratégie de la ville, nous sommes sous une avalanche de production juridique, et si ce niveau de formation ne s'élève pas, le problème subsistera.

yww : Selon eux, que peuvent-ils faire pour former ces porte-paroles ?

Ana : Il y a tellement d'analyse, ici il faut créer une avant-garde distincte, nous avons 85 gamins. Ils ont jusqu'à 14 ans, nous avons plusieurs brigades.

yww : Comment s'appellent ces brigades ?

Ana : C'est un groupe de jeunes, ils sont maintenant dans la zone de loisirs, il y en a une qui est une brigade de travail socialiste (BTS) agro-urbaine. Et celle que nous avons maintenant qui est « Nous Sommes Venezuela », m'a surprise par leurs expériences, ils y sont parvenus grâce à l'encouragement politique.

La notion de *Brigade de Travail socialiste* [BTS] a été promue, dès l'arrivée d'Hugo Chavez au pouvoir, dans la plupart des zones de réalisation ou d'activités de divers secteurs productifs de l'État communal. Elle se base sur la stratégie d'organisation pour la production communale de biens et services, en

[292]Mergüin Sánchez. 42 ans. Ana Castro. 48 ans. Entretien mené à *Ciudad Caribia*, Août 2017.

développant des activités socio-productives, sur les principes et valeurs socialistes en impulsant le modèle socio-productif communautaire qui encourage et développe l'économie communale et garantit la satisfaction des nécessités de base de la communauté. Selon l'information fournie au Ministère du pouvoir populaire des communes au sujet des fonctions de la BTS, celle-ci se compose de producteurs agricoles, de coopératives, de producteurs de biens et services, d'entrepreneurs de propriété sociale directe et indirecte, d'entrepreneurs de production sociale, entre autres. Son organisation est collective et sa méthode de travail est celle qui élève la productivité et augmente le lien social.

Deux points attirent l'attention. En premier lieu, l'Académie Royale Espagnole définit ainsi le mot *brigade* : groupe organisé de personnes rassemblées pour un travail spécifique, ou groupe armé de volontaires ou de militants, ou, anciennement, certain groupe de troupes, de nombre variable : d'artillerie ou de cadets des collèges militaires. Il n'est donc pas fortuit de trouver ce terme dans le langage d'Hugo Chavez qui vient du corps militaire ni que cette appellation soit proposée pour définir différents groupes de la société. Dans cet extrait, « brigade » s'analyse comme un sous-groupe existant dans les activités politiques de la ville socialiste ; il ne fait pas nécessairement partie des Conseils Communaux. De même, dans ce cas, les enseignants expliquent qu'ils forment un groupe d'apprentissage de la politique par le biais d'une activité agro-urbaine, dans le but de développer le projet socialiste communautaire.
Sous un autre angle, apparaît la volonté constante de créer une « dénomination de groupe », une brigade et des conseils qui se démarquent socialement et politiquement et se caractérisent aussi par un type de participation suivant l'échelle d'Arnstein, présentée au chapitre I. En l'occurrence, seul le niveau 4[293], qui correspond au minimum, peut lui être attribué. En d'autres termes, il est proposé aux habitants de se regrouper et de participer à certaines activités, mais ils sont peu représentatifs dans l'ensemble du développement des politiques publiques de la ville. La population peut se sentir écoutée, mais il est peu tenu compte de son point de vue dans les décisions territoriales et fonctionnelles de la ville.

Les instances de représentation du pouvoir populaire autrement appelées *Communautés organisées* ont pour fonction de faciliter la transition entre les pouvoirs législatif et exécutif d'une part, et le pouvoir populaire d'autre part. Ce

[293]Niveau 4: Information des citoyens et délégation de certaines fonctions ; Le projet est initié et géré par les politiques ; les citoyens sont invités à remplir certaines fonctions spécifiques ou à réaliser certaines tâches dans le cadre du projet, mais ils sont conscients des limites de leur influence réelle.

terme en espagnol a une double signification : il peut signifier *gouvernance* dans l'ordre de pensée néolibérale et techniciste de la démocratie ou, au contraire, se rapprocher de la *gobernanza* pour qualifier un processus radical d'élaboration des politiques. L'objectif de la constitution du pouvoir populaire est donc de rompre avec la structure de domination héritée de la période antérieure et de poser les bases d'une nouvelle relation entre la société et l'État (M. Uhel, 2012).

Dans l'ouvrage collectif *Le Venezuela au-delà du mythe. Hugo Chavez, la démocratie, le changement social* (2009), les auteurs font ressortir :

> « La participation n'est pas seulement la voie vers une vie meilleure. Elle est aussi un moyen de s'intégrer, d'accroître son capital social, d'acquérir une image valorisante de soi et une certaine légitimité dans l'espace public. Mieux encore, elle s'apparente dans les discours présidentiels à un levier capable de renverser les hiérarchies traditionnelles entre les différents groupes sociaux. La légitimité de l'expert doit s'effacer derrière le témoignage du citoyen ordinaire. Les distinctions, les honneurs, les grades, les statuts divers ne tiennent plus face à la volonté populaire ». [Sous la direction d'O. Compagnon, J. Rebotier, S. Revet] Mathieu Commet 2009, p 108.

3. La Démocratie participative et « protagoniste », un instrument dans la gestion du territoire et modèle d'une nouvelle gouvernance

Au Venezuela, l'émergence de la *démocratie participative et protagoniste* dans les affaires publiques commence après la promulgation de la CRBV de 1999.

> « Cette véritable démocratie passera par la refondation de la relation entre l'État et la société : dans le socialisme du XXèm[e] siècle, l'État ne doit pas reproduire l'attitude paternaliste. L'État qui résout tout, qui fournit toutes les ressources, stimule la passivité et atrophie les capacités créatrices de la population. C'est pourquoi le nouveau socialisme, à la différence de l'ancien, transfère tout le pouvoir à la population au moment de prendre les décisions et invoque ses capacités créatrices et associatives » MPPCI, 2007.

Nous étudierons comment la production de logements accueille cette participation démocratique. Le concept de *démocratie participative et protagoniste* repose sur des valeurs et des principes communs. En même temps, elle soulève le problème de la superposition d'acteurs dans les politiques publiques et de la manière dont ces dernières sont mises en œuvre.

Différentes strates interfèrent sur une même zone du fait de la nouvelle organisation du pouvoir populaire qui possède une autonomie et une autorité plus fortes que celles des Pouvoirs Publics Municipaux et Étatiques. Autrement dit, le risque de concurrence et de conflits entre la démocratie élective et la *démocratie participative* est de plus en plus visible. Ceux qui n'appartiennent pas au mouvement politique de l'Exécutif ne disposent plus d'aucun pouvoir.

En 2006, le Ministère de la Communication présente la *démocratie participative* comme un nouveau régime qui s'engage dans la radicalisation des institutions démocratiques et garantit la participation directe des communautés dans la vie publique. De la même manière que la CRBV prévoit de nouvelles institutions pour l'exercice de la politique dans tous les secteurs de la vie nationale, son développement et sa consolidation ont besoin de nouvelles modalités d'exercice de la politique, comme un moyen de surpasser les limitations de l'État libéral. Cette coresponsabilité entre l'État et la société est envisagée à travers des missions, promues par le gouvernement national et qui constituent une alliance coresponsable avec la nouvelle citoyenneté.

> « Que nous apprend la démocratie participative vénézuélienne ? Que les citoyens s'engagent et prennent confiance en eux. Qu'ils acquièrent des compétences

> nouvelles, forment des solidarités de groupe et sont convaincus d'être les mieux placés pour résoudre leurs problèmes » [sous la direction d'O. Compagnon, J. Rebotier, S. Revet] Mathieu Commet 2009, p 125.

Cette politique proposée avec la volonté d'établir une *démocratie participative* de base apparaît comme l'enjeu essentiel du chavisme. Le fait de mobiliser une multiplicité d'acteurs donne au modèle proposé de *démocratie participative et protagoniste* un caractère original tant dans le contexte national qu'international. Pourtant, selon P. Vasquez Lezama, 2018.

> « Il s'agissait en principe de l'instauration d'une démocratie participative. Cependant, dans la réalisation pratique de l'État communal, des organisations politiques essentiellement verticales et administrativement très opaques ont vu le jour. La loi organisant les "conseils communaux", approuvée en 2009, a jeté les bases de la création d'un nouvel État qui s'est avéré être une énorme machine clientéliste. La démocratie participative, qui avait suscité tant d'espoir chez les intellectuels progressistes du monde entier, est restée de l'ordre du vœu pieux ».

Le processus s'inscrit dans un moment de radicalisation de la Révolution bolivarienne renforcée par l'usage de la rente pétrolière comme outil de pouvoir, ce qui est toujours vrai en 2019. Dans nos entretiens et visites de terrains, des questions sur la participation dans les conseils communaux ont été posées, quelques extraits :

Anaïs, habitante de la Ville socialiste de Ciudad Tiuna : la participation réduite aux règles de la coexistence et le Comité de Gestion Multi-famille comme exemple de contrôle de gestion citoyen encore plus proche des habitants.

yww : Si vous pouviez améliorer ou modifier cette opération de la GMVV, que feriez-vous en termes de participation et de gestion ?

Anaís : Je vois une certaine difficulté, par exemple, avec le CMG (Comité de Gestion Multi-famille) [Une nouvelle instance de gestion du pouvoir populaire qui se situe à un niveau encore plus proche des habitants] et les conseils communaux. Il y a un clash là parce que l'un prévaut sur l'autre. Par exemple, le CMG a été créé pour gérer la tour comme si elle était une copropriété, mais avec d'autres valeurs ou principes, ce qui fait que les conseils communaux ne sont plus pris en compte. Le CMG est davantage considéré par l'institution que les conseils communaux ou le pouvoir populaire et cela ne devrait pas être comme ça. J'améliorerais la sélection des familles, en termes de règles de vie et je changerais l'organisation communautaire et les « mouvements sociaux » du quartier.

yww : Comment avez-vous participé à l'opération de la GMVV ? Avez-vous participé à la conception du projet à un moment donné ?

Anaís : Nous avons participé à la construction des règles de coexistence qui précédaient l'arrivée, quand ils nous ont rencontrés.

yww : Avez-vous participé à la construction, à faire des travaux à un certain moment ?

Anaís : Non

En reprenant une idée récurrente du discours officiel sur l'objectif de la GMVV qui consiste à transformer la société vénézuélienne à travers le logement, et selon les paragraphes précédents, il a été suggéré en 2016 aux techniciens, aux habitants et même à l'Institution, de changer d'attitude et de méthode en matière de processus de création d'habitats sur la planification de ville et/ ou de construction de logements.

La ville communale/socialiste *Ciudad Caribia* : l'organe accueillant les communes dans cette proposition territoriale

Une nouvelle ville socialiste, appelée *Ciudad Caribia* est en pleine formation ; c'est un véritable champ d'expérimentation dans plusieurs domaines, urbains, sociologiques et politiques. *Ciudad Caribia* est située entre l'État La Guaira et la ville de Caracas. Elle s'est développée à partir de 2010 et son achèvement était prévu en 2019. Elle devrait accueillir 20 000 familles, soit environ 100 000 personnes.

Cette étude s'appuie sur plus de 14 visites terrain effectuées, entre 2014 et 2019, à *Ciudad Caribia*, chez les habitants et auprès des organismes qui en gèrent la construction. Dès l'origine du projet, son édification a été attribuée à plusieurs entreprises, du fait de l'ampleur du domaine, qui ont édifié les bâtiments sans aucune contrainte ni même réflexion puisque le premier plan urbain n'est apparu qu'en 2016.

La ville socialiste « Ciudad Caribia »

Image 71. Photo aérienne *Ciudad Caribia*. La ville est implantée au milieu de sommets montagneux où aucun service de base ne se trouvait disponible, lors de sa création. © Fondation Mision Habitat.

Le point de vue de l'architecte J-P. Posani pour mesurer l'impact territorial de cette implantation de ville :

J-P. Posani, lors du Forum *GMVV, Réalités et Perspectives pour Renforcer l'Habitat Communautaire*

« Les villes satellites et socialistes constituent un élément d'analyse d'importance, et continuent d'être, dans les pays développés ou en voie de développement, un thème de discussion et d'analyse, extrêmement fort. Hier j'ai eu l'occasion de me référer à l'une des réalisations les plus désastreuses qui est celle de Ciudad Chavez et Ciudad Caribia : nous parlons d'une cascade d'erreurs qui sont en train de se commettre et je veux avancer en cela en abordant une question majeure, ce qui s'est fait implique un saut très important par rapport au point de départ. La plus grande erreur provient du commandant Chavez, qui, survolant en hélicoptère, et s'exprimant avec les meilleures intentions, dit "c'est ici que nous pouvons construire une ville nouvelle". Il fallait alors faire une étude économique et mesurer l'impact de l'isolement, du manque de services et de tous les problèmes de construction, tout ceci associé aux difficultés de communication. La seconde erreur est que la ville est mal conçue ; nous avons l'expérience de Carlos Raúl Villanueva et d'autres qui ont travaillé et pensé la ville. À Ciudad Caribia, il y a cette vue extraordinaire et la possibilité de jouir du climat tropical, on pouvait créer un site formidable de vie productive, on n'en a pas profité. Ciudad Caribia, ce sont des logements et encore des logements placés sans cohésion. Ce qui sauve cette ville, c'est le fait que la communauté même doit se concerter parce qu'elle se rend compte qu'elle fait face à des problèmes identiques qui ne peuvent se résoudre qu'en agissant ensemble, il n'y a pas d'autre issue. L'unique salut que puisse avoir Ciudad Caribia réside dans ses habitants, en formant un groupe politique qui fonctionne de manière organisée pour résoudre les difficultés. Mais cette sortie possible, c'est comme contrecarrer l'accumulation d'erreurs commises auparavant et cette cascade non seulement se répète à Ciudad Caribia, mais encore dans toutes les villes satellites parce que c'est le concept lui-même dont il faut débattre de fond en comble » J-P. Posani, 2016.

Pourrions nous faire le parallèle avec l'anecdote française concernant les paroles de Charles de Gaulle qui survolait également un vol sur la région parisienne. « Cette banlieue parisienne, on ne sait pas ce que c'est ! Delouvrier, mettez-moi de l'ordre dans ce bordel ! » commandait en effet le Général, dans les années 1960, au fondateur de l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région. Paul Delouvrier, était un des principaux artisans de la planification qui a remodelé la France pendant les « Trente Glorieuses », créateur dans les années 1970 des villes nouvelles.
Ces mots ont été prononcés lors du Forum auquel des experts et des résidents du GMVV ont participé en 2016.

Au-delà des erreurs commises par l'État et les responsables de la production de la ville, et malgré la notion d'ordre public dictée à l'époque par le président Chavez, cet extrait révèle la force et la responsabilité que l'Etat transfère aux habitants dans la gestion de leur habitat. Dans ce cas, l'architecte explique que la seule issue pour améliorer la qualité de vie ne dépend que de la capacité de coordination et d'organisation des habitants au sein de la communauté pour faire face à leurs problèmes. Dans ce cas, c'est également un discours qui est mobilisé pour blâmer les institutions, pour culpabiliser les planificateurs et finalement pour encourager la communauté à s'auto-organiser dans ces nouvelles villes socialistes.

Comme le révèlent nos entretiens, au-delà du fait que Ciudad Caribia est géographiquement très isolée, la difficulté est immense pour les habitants pour d'autres motifs. En effet, cette ville nécessite un accompagnement et une présence institutionnelle pour gérer et mettre en place les services de base.

La création d'une ville qui répète d'anciens modèles individualistes et le regard d'Ana[294] professeure politique, habitante de Ciudad Caribia

yww : Pensez-vous que la ville pourrait être le lieu adéquat pour que cette transformation sociale se produise ?

Ana : Le travail social et politique devient plus difficile pour nous parce que, même si on ne visualise pas la ville socialiste telle qu'elle est conçue, il reproduit les vieilles valeurs capitalistes. Je voudrais que la transformation soit réelle, si on peut y arriver. Ça ne se fera pas du jour au lendemain, mais il faut que l'on connaisse réellement les éléments qui influent pour que ça se produise. Ici, je considère, moi, la forme selon laquelle elle a été conçue ; cette ville ne fait que reproduire un modèle avec les mêmes valeurs, les mêmes immeubles qu'ailleurs, même si tu ne le crois pas, ils viennent à bout de certains problèmes, mais ils reproduisent la conception individuelle de l'habitat.

Dans cet extrait, l'envie de création d'une ville nouvelle comportant un espace politique apparaît clairement, mais elle se heurte à des difficultés évidentes d'unité. Au moment où ont été menés les entretiens des habitants à *Ciudad Caribia*, 4 *terrasses* [terre-pleins] étaient construites isolées les unes des autres ; un des leaders politiques regrettait aussi la connotation *classe moyenne* de certaines terrasses qui stigmatisent les habitants de ces zones par catégorie sociale.

> « A l'interieur des villes, également, la fragmentation des classes sociales se poursuit » M. Edwards, 1991, p 340.

[294] Ana Perez, professeur et chef du parti politique ; habitante de la ville socialiste de *Ciudad Caribia*. Extrait d'entretien mené en 2017 à *Ciudad Caribia*.

Comme dit précédemment, *Ciudad Caribia* est située entre l'État La Guaira et la ville de Caracas, éloignée de tout centre administratif, c'est pourquoi elle a été pensée pour avoir la capacité de fonctionner de manière autonome. Le SAIME[295] est l'institution chargée de traiter principalement la carte d'identité, mais aussi les passeports des citoyens. Le nouveau siège a été inauguré en 2013 par le ministre du pouvoir populaire de l'Intérieur, de la Justice et de la Paix, Miguel Rodríguez Torres, et le directeur du SAIME, Juan Carlos Dugarte. Selon des sources officielles, ce dernier a déclaré que :

> « Avoir les services de SAIME plus proche de la communauté a toujours été notre prémisse et nous travaillons pour avoir la municipalisation de nos services. La communauté doit valoriser et prendre soin de tous les efforts que le gouvernement national a déployés pour inaugurer ce bureau. Maintenant, les gens de cette belle ville peuvent retirer leur carte d'identité sans avoir à sortir d'ici, mais ils sont assistés par l'État dans leur propre communauté » J-C. Dugarte, 2013.

Ces phrases illustrent une ville, conçue avec les services nécessaires pour que les habitants puissent entreprendre leurs démarches administratives sur leur lieu de vie, sans en sortir.

Les nouvelles pratiques et l'incorporation d'une agriculture urbaine : le paysan malgré lui.

La création urbaine de *Ciudad Caribia* a été doublée d'un programme de développement des ressources agricoles. Lors des visites de terrain, la question de l'agriculture urbaine a donc été abordée, faisant ressortir le peu d'intérêt des citoyens non issus d'un milieu agricole.

> « Ils préfèrent venir chercher le produit final, certains disent qu'ils ne se saliront pas les mains avec la terre, ou qu'il fait très chaud, ou très froid, ou qu'il y a beaucoup de travail ». Extrait d'entretiens avec des habitants (l'un d'entre eux chargé de l'agriculture urbaine) rencontrés à *Ciudad Caribia* (2016 et 2017).

D'autres disent que

> « S'ils ne sont pas nés en le faisant, ils ne vont pas prendre la peine de l'apprendre ». *Idem.*

[295]Les bureaux du SAIME (Service Administratif d'Identification de Migration et d'Immigration) ont généralement une clientèle importante dans tout le pays puisque la carte d'identité (CI) est demandée pour toute formalité administrative, tout type de réservation, pour tout paiement par carte bancaire par exemple. Des conditions économiques exceptionnelles ont imposé l'usage de la CI, pour éviter les achats frauduleux dans les magasins, avec la permission d'achats dépendant du jour et du dernier chiffre de la CI (lundi, 0-1; mardi, 2-3; mercredi, 4-5; jeudi 6-7 ; vendredi 8-9 ; samedi 0 à 4 ; dimanche 5 à 9. Document presque remplacé par la carte de la patrie.

Si certains habitants reconnaissent et valorisent le travail effectué par l'agriculteur, beaucoup se refusent à sa pratique. Dans cette activité, la demande de main-d'œuvre est importante et la hiérarchisation est forte. L'habitant moyen de *Ciudad Caribia* signale qu'il préfère ne pas attirer l'attention, faire profil bas, et investir d'autres activités surtout sans rapport avec le travail de la terre.

Image 72. Il y a de grandes étendues d'élevage, de cultures de légumes et de fruits, de petits bassins pour l'élevage de cachamas [poissons d'eau douce] (à droite de la première image il y a quatre grands bassins pour l'aquaculture. Il existe d'autres endroits pour l'élevage du lapin. Généralement, ces zones sont exclusivement réservées à ces activités et peuvent se trouver isolées. © yww *Ciudad Caribia* 2017

L'utopie de la ville communale et socialiste, selon une enfant de 9 ans habitant Ciudad Caribia.

yww : Ce sera une ville entière avec des animaux, des endroits pour marcher et partager, des endroits pour cultiver des plantes qui vont être ensuite consommées par les habitants.
Arianelis : Vraiment ?
yww : Oui.
Arianelis : Et qui va le faire ?
yww : Eh bien, tout le monde, les habitants d'ici, l'idée est que les gens qui vivent à Ciudad Caribia le fassent. Est-ce que tu participerais si tu devais faire de l'agriculture ici ?
Arianelis : Nous sommes pauvres, nous n'avons pas d'argent.
yww : Non, c'est sans votre argent, l'idée est que les gens participent et soutiennent l'agriculture et que d'autres apportent du matériel.
Arianelis : Cela dépend.
yww : De quoi ?
Arianelis : Du soutien.
yww : Imagine : s'ils vous donnent des terres et certains outils et graines, est-ce que tu les cultiveras ?
Arianelis : Cela ne m'intéresse pas.

Dans ses préconisations, l'État évoque la transition vers un modèle *éco-socialiste*, loin des intérêts mercantiles, qui valorise la vie du paysan. Le projet de Loi des Semences[296] a été élaboré par les acteurs engagés dans la production agricole en 2013, soulignant qu'il garantirait la souveraineté agroalimentaire. Or, le modèle devient caduc dès lors que les citoyens qui intègrent ces villes socialistes, vivaient auparavant dans des zones précaires, quartiers populaires, type bidonvilles et exerçaient une activité purement urbaine. Ils se sentent étrangers à cette proposition d'agriculture participative. Dans de nombreux cas, l'abandon des terres mises à leur disposition est visible, une évidence même dans la ville socialiste de *Ciudad Caribia*, où de vastes zones prévues à cet effet sont en friche. Les habitants préfèrent se consacrer à leurs anciennes activités et participer à un modèle plus classique, plus mercantile, tout en restant des *acheteurs*, plutôt que des *producteurs* d'aliments.

L'incorporation d'un travail communautaire par la pratique de semis dans la ville socialiste selon Mergüin Sanchez[297]

yww : Est-ce que la population participe, en pratique, aux semailles ?
MS : Ici c'est un sujet, les semailles. Toute ma vie j'ai été contre certaines choses avec les semences. Parce que je viens de la campagne, alors travailler la terre c'est ma vocation. Les gens viennent de Caracas, ils travaillent dans les services, pas dans l'agriculture.
yww : Tu ne crois pas que les gens peuvent s'adapter ?
MS : Ils ont tous fait des efforts, mais ils ont fini par abandonner, travailler la terre est le plus dur métier qui soit.
yww : Qu'est-ce que tu suggères ?
MS : Il y a beaucoup de choses, accompagner réellement les gens, les guider dans tous les processus. Regarde une question qu'il y a, c'est que la communauté ne considère pas les conseils communaux comme crédibles. Les gens n'aiment pas faire autre chose que ce qu'ils ont fait toute leur vie.

Promouvoir l'idée de créer une ville avec les services nécessaires pour que les habitants n'aient pas à en sortir pour ce type de démarches administratives, génère une situation très délicate, car certains se sentent isolés de Caracas. Ce n'est pourtant pas un phénomène nouveau, depuis sa conception, cet isolement

[296] Loi des Semences approuvée en 2015, qui modifie la norme antérieure de 2002, qui régulait aussi l'équipement pour la reproduction animale et les apports biologiques. À la suite, s'est créé le Mouvement Semences du Peuple (*Movimiento Semillas del Pueblo*). Il est formé de groupes d'agriculteurs urbains, d'organisations de petits agriculteurs de campagne, d'organisations de distribution alimentaire articulant des réseaux de terrain et des chercheurs dans les domaines de l'agro-écologie et de la souveraineté alimentaire.
[297] Mergüin Sanchez, 42 ans, est un leader politique de la ville socialiste de *Ciudad Caribia*. Extrait d'entretien mené en 2017 à *Ciudad Caribia*.

fait partie de sa caractéristique principale. En fait, un groupe important de personnes a refusé l'attribution de logements à *Ciudad Caribia* en raison de son éloignement des lieux de travail.

Au début, il n'y avait pas de moyen de transport continu, seulement deux services de bus à six heures du matin et à six heures du soir (cf. Chapitre III et le témoignage d'une fille de 9 ans). Actuellement, il y a tout un système de transport régulier chaque 30 minutes, mais cela ne diminue pas la distance aux lieux de travail. D'un autre côté, l'implantation de cette ville à l'intérieur d'une chaîne de montagnes permet de jouir d'un climat idéal et pour certains habitants, la solitude ne leur déplaît pas et ils s'y sentent très à l'aise. Ils n'en demeurent pas moins conscients qu'ils vivent dans *un autre univers*, comme beaucoup le manifestent. Il y a un brouillard constant, entre deux et trois degrés de température de moins qu'à Caracas et vous ressentez l'espace vierge, avec des animaux traversant les routes qui sont encore en terre et profitez d'une atmosphère chaleureuse.

D'après nos entretiens nous retrouvons l'existence d'un lien entre la construction des nouveaux equpements urbains, la gestion de la métropole, la recomposition du territoire et le fait que finalement cela s'exprime à travers un imaginaire collectif. Cet imaginaire inclut la représentation que le pays se donne à travers les symboles, l'image que le pouvoir se donne et puis la manière dont les habitants s'expriment où se d'approprient ces représentations.

L'équipement urbain comme exemple d'inclusion-exclusion dans la planification de la ville

L'exemple d'inclusion d'un équipement d'envergure internationale : le stade de football national

Le projet de Parc Hugo Chavez a fait l'objet de bien des controverses dans l'univers de l'Architecture et Urbanisme au Venezuela. L'œuvre a été présentée comme « le parc métropolitain comme le plus grand de toute l'Amérique du Sud » par le maire de l'époque de la municipalité Libertador, Jorge Rodríguez, également président de la Fondation en charge d'une partie de la construction. L'ensemble envisage la construction d'un stade de football, attribué en contrat direct à Richard Rogers[298]*, d'une capacité de 53 200 spectateurs, un terrain de baseball de plus de 30 000 places et une dizaine de structures*

[298] Richard Rogers : architecte britannique, né en Italie, ayant une importante trajectoire internationale. Un de ses ouvrages principaux est le Centre National d'Art et Culture Georges Pompidou en France en collaboration avec Renzo Piano, la Tour Reuters, à Londres ; et le terminal 4 de l'aéroport de Barajas, à Madrid en Espagne.

à des fins éducatives et de transport autour de ces deux ouvrages considérés comme des « stars-architectures ». Le projet a été signé en 2014, il devait se terminer en 2017. Selon les statistiques officielles, l'avancement de l'ouvrage en 2017 est de 34 %. Ce type de réalisation, certes, sort du cadre d'étude de la thèse, mais il porte la réflexion sur la façon dont l'État investit dans ce type d'ouvrage tout en maintenant encore l'état d'urgence et d'improvisation, dans la construction de logements, qui devrait être grandement prioritaire, en tant qu'investissement et dans la perspective de l'avènement d'une nouvelle société.

Image 73. Projet par Rogers Stirk Harbour + Partners en association avec Simon Smithson Début 2013-en cours. Couts de construction $325,000,000. Area 121,000m² © rsh-p.com

Cette position de l'État, tant dans la prise de décision que par la création d'instruments juridiques qui se reflètent sur le terrain, ravive la question de l'absence des planificateurs de la ville (urbanistes et architectes) dont l'État ignore la valeur organisationnelle des travaux. Deux contradictions apparaissent, la première concerne la dévalorisation des instruments urbains au niveau national et l'absence d'intérêt porté à la réflexion commune sur la production de la ville. L'État se présente comme une entité puissante et supérieure par la mise en application de lois qui supposent une autonomie et un fonctionnement idéal de la ville, avec le pouvoir populaire qui sera responsable de la gestion. La seconde contradiction se trouve dans la reconnaissance faite au professionnalisme international[299] pour l'introduction de ses technologies et son niveau de compétences, soi-disant inexistantes ou insuffisantes dans le pays : il néglige ainsi le potentiel vénézuélien dans un mépris contraire à l'esprit de la révolution.

La relation entre la position de la part de l'État pour répondre à certains besoins de la société, nous pose énormément de questions concernant la nouvelle mobilisation de la Propriété Commune dans la Révolution bolivarienne (*cf.* Chapitre V).

[299] La contradiction est flagrante entre le discours de la participation du peuple et de la priorité donnée à l'entreprise nationale dans l'édification de la nouvelle société et l'incorporation constante d'équipes internationales. Dans le cas de Richard Rogers, on aurait dû organiser un concours international avec la participation d'architectes et urbanistes nationaux hautement qualifiés pour ce type de projet, dans le but d'appuyer le potentiel local et de valoriser l'image d'unité et de soutien dans le discours révolutionnaire bolivarien.

4. Les nouvelles images de la politique urbaine. Le changement patriotique national : discours et place de l'armée.

Pour apprécier l'impact de ces changements historico-militaires sur le quotidien des Vénézuéliens, il suffit de se reporter à la modification adoptée à l'unanimité le 7 mars 2006 par l'Assemblée nationale, à tous les égards chaviste, des symboles nationaux en vigueur depuis la loi de 1954. Plusieurs historiens, Miguel Hurtado Lena[300], Juan Carlos Reyes[301], Guillermo Durand González[302], M. Lopez Maya, ont décrypté comment Hugo Chavez a utilisé des éléments historiques pour justifier sa proposition révolutionnaire. Il est important de rappeler ici que pour tous les Vénézuéliens, le personnage de Simon Bolívar a une grande valeur ; il est respecté à l'égal des symboles patriotiques classiques. Le discours politique de la Révolution bolivarienne idolâtre Simon Bolivar au point d'en avoir créé un nouveau portrait (plutôt polémique) et utilise l'histoire de ce grand sauveur et héros de l'indépendance du pays. En digne successeur, Hugo Chavez joue le premier rôle du sauveur qui poursuit son projet héroïque. Après la mort d'Hugo Chavez, l'image des deux héros est fréquemment reprise conjointement. Ces changements de symboles nationaux ont provoqué un grand tumulte chez les historiens. Certains supposent qu'il s'agit d'un caprice d'Hugo Chavez et que cette modification est basée sur des éléments politiques et non historiques, comme cela devrait être le cas. Cette transformation des symboles nationaux et l'iconographie y étant associée méritent une brève description en ce qu'elle nous éclaire sur la construction de récit dans la politique de gouvernement.

Image 74. de gauche à droite : armoiries (avant et après 2006) — Drapeau (avant, au-dessus ; après, au-dessous).

[300]Miguel Hurtado Lena, historien et professeur de l'Université Centrale de Venezuela (UCV). Escuela de Historia.
[301]Juan Carlos Reyes, historien et professeur de l'Université Centrale de Venezuela (UCV)
[302]Guillermo Durand González, historien et professeur de l'Université Centrale de Venezuela (UCV). Chroniqueur de la ville de Caracas depuis 2002.

Les armoiries du Venezuela ont été adoptées par le Congrès de la République en 1836. Elles forment un écu à trois quartiers qui a été : récemment revu par l'héraldiste Fabio Cassani Pironti[303]. L'un des changements les plus frappants, bien visible et qui comporte la plus grande charge idéologique, est la modification du troisième quartier, qui montre sur fond bleu un cheval blanc indompté pour signifier la liberté et l'indépendance. Celui-ci allait vers la droite ce qui était considéré comme un symbole réactionnaire et il a été remplacé par un cheval galopant à toute vitesse vers la gauche, ce qui montre la nouvelle orientation du pays. Dans le premier quartier, quatre pics ont été ajoutés aux 20 précédents pour symboliser les 24 États du Venezuela. Au deuxième quartier, un kayak, un arc et une flèche ont été ajoutés, représentant les peuples indigènes et la machette du paysan en l'honneur des racines africaines du peuple du Venezuela. En outre, le nom *République Bolivarienne du Venezuela* a été ajouté à l'une des ceintures du bouclier.

Les historiens J. C. Reyes et M. Hurtado Leña considèrent que ces changements sont chargés d'idéologie politique et que l'État utilise l'histoire comme un outil pour bâtir sa doctrine. Il est intéressant de noter que dans le discours actuel, la terminologie de *guerre d'indépendance* fait partie des mots employés par Hugo Chavez pour renforcer et justifier la Révolution bolivarienne. Lors de l'émission « *Aló Presidente* » n° 241, Hugo Chavez a expliqué :

> « C'est un cheval freiné, c'est un cheval que l'on a arrêté, ce qui le fait regarder vers le passé, vers l'arrière, ce n'est pas un cheval indompté, c'est un symbole réactionnaire. Tandis que le cheval de Bolivar, ce cheval est impérial. Ce cheval pourrait courir vers la gauche au galop » H. Chavez, 2005.

L'historien M. Hurtado Leña explique que

> « le cheval était correctement orienté vers la droite, comme le recommandait l'héraldique ; il n'a pas regardé "vers l'arrière", comme le président aurait pu le penser, mais il a été décrit dans la loi respective comme... un cheval d'argent en fugue [en héraldique = blanc], la tête tournée vers la droite, symbole de la liberté. C'est une véritable contradiction que de transférer le concept politique idéologique de gauche à l'image du cheval, emblème national vénézuélien. C'est un message subliminal qui confirme officiellement que, désormais, le Venezuela se dirigera définitivement vers la gauche jusqu'à l'instauration du Socialisme du XXI^{e} siècle ».

Le drapeau national tricolore (jaune, bleu et rouge) perd les armoiries et aux 7 étoiles à cinq branches s'ajoute une huitième étoile pour honorer la province de

[303]Fabio Cassani Pironti y Pironti di Campagna (Italien), héraldiste, généalogiste, spécialiste en ordres de chevalerie. Chercheur généalogiste, histoire familiale, rapports nobiliaires.

Guyane vénézuélienne qui contribua comme les 7 autres provinces de l'époque à l'indépendance du pays. Officiellement, les sept étoiles ont été décrétées par Juan Crisóstomo Falcón[304] en 1863, symbolisant les provinces du pays.

> « Depuis lors, ces sept étoiles blanches ont été affectueusement fixées dans la conscience nationale avec leur sens originel, bien qu'elles devraient changer selon les modifications du territoire » M. Hurtado Leña, 2008.

L'historien conclut que ces changements ne sont pas justifiés par un moment historique et n'ont donc aucun sens.

Image 75. Mural fait par le groupe Propagande Bolivarienne Commando Creatif. Image centre-ville, municipalité Libertador de Caracas. ©yww, 2019

Dans les années qui ont suivi, d'autres changements de symboles ou de représentations se sont produits, généralement liés à des événements politiques. Selon le chroniqueur Guillermo Durand González (2013), modifier les symboles nationaux pour revaloriser une image indigène-autochtone-aborigène est également une stratégie populiste de l'État. Ce dernier n'accepte pas des suppressions, des modifications voulues par le Gouvernement.

[304]Juan Crisóstomo Falcón, général et 14ème président du Venezuela (15 juin 1863 – 25 avril 1868).

Cette transformation s'opère également à l'échelle locale, ainsi les blasons de la ville de Caracas [*Escudo de Armas de Santiago de León de Caracas*] a été modifié ont été retirés de l'espace public et la Mairie du Libertador les a remplacés par une étoile rouge. Bien que le citoyen soit moins sensible à ce symbole, il fait partie de l'imaginaire collectif. Et il convient de noter que ces insignes ont été évoqués lors de toutes les transformations institutionnelles et politiques. Ce blason devait être modifié par les autorités locales et inclure les yeux de Chavez et son béret, caractéristique de l'image militaire de Chavez ; il n'en est rien à ce jour. On le retrouvera pourtant à l'échelle du logement ou dans l'espace public.

Exemple d'une image — message performatif

Lors de mon enquête de terrain en 2017, j'ai vécu plusieurs moments d'étonnement et de surprise, à la fois sur les plans personnel et professionnel, au moment des entretiens avec les familles interrogées. Je dois avouer que l'histoire qui m'a le plus frappé était celle de la fille de Karla.

La petite fille de 4 ans était agitée et sautait dans tous les sens à l'intérieur de l'appartement pendant que je faisais l'entrevue. La fin de l'entretien coïncide avec l'entrée de son père à la maison qui arrive avec de la glace au chocolat qu'il avait achetée au RDC du bâtiment. La petite fille, toute excitée, dit à son père :

« Papa, papa, jouons, jouons, tu es Maduro et je suis le maire ».

L'expression m'a beaucoup impressionnée par le contenu symbolique qui est apparu en moi grâce à cette petite fille. D'une part, le fait d'associer son père à Maduro, l'actuel président de la RBV, m'a impressionnée et en même temps je ne pouvais pas savoir exactement si son référent correspondait à jouer avec le « bon » ou le « mauvais » de son histoire. D'autre part, si elle se met dans la position d'une structure institutionnelle telle que la « mairie », que peut signifier cette institution pour elle ?

76. Karla et son frère habitants à *Ciudad Caribia*. @yww 2017

Cette anecdote met en lumière l'existence d'un fort impact de la politique sur la structure sociale vénézuélienne, qui se reflète même chez les très jeunes enfants. Comment supposer qu'à cet âge, ces institutions puissent être les référents d'un jeu entre un père et sa petite fille ? Cette phrase a été enregistrée comme l'une

des anecdotes les plus impressionnantes lors de mes visites à *Ciudad Caribia*. À la fin, j'ai pris une photo sur laquelle la petite fille de Karla porte toujours le drapeau vénézuélien à la main.

Le corps militaire ou armé, élément clé de la gouvernance

L'État communal propose la *démocratie participative* comme mode de gouvernance ce qui inclut la transformation radicale de tout ce qui existait auparavant : lois, formes de participation, gestion territoriale et nationale. Simultanément, des mécanismes d'action de l'État tels que les missions renforcent directement tout cela, et pallient les carences administratives. De plus, la nouvelle puissance publique ou corps militaire offre un ferme soutien à tous ces processus. Le rôle de cette dernière n'est pas inscrit actuellement dans la CRBV, mais c'est une entité institutionnelle d'un poids considérable

Le politologue Frédéric Lévêque[305] analyse en 2007 ainsi la situation politique :

> La « nouvelle géométrie du pouvoir » : la réforme envisage aussi de modifier la carte politico-administrative du pays. Si les figures des États et des municipalités sont préservées, l'exécutif s'octroie le pouvoir de créer des villes et provinces fédérales. Les objectifs semblent être de promouvoir le peuplement de l'intérieur du pays — la population est concentrée sur la côte — et de mener des expériences de « territoires socialistes ».[306] La ville « *ciudad* » sera l'unité territoriale primaire. Elle sera constituée de communes formées quant à elles par les communautés qui sont « le noyau [...] de l'État socialiste vénézuélien » communes et communautés pourront développer leurs structures d'autogouvernement. Plus polémique, la réforme prévoit aussi la possibilité de « décréter des régions spéciales militaires à des fins stratégiques et de défense ».

F. Lévêque considère également l'aspect militaire :

> « Thème polémique par excellence, la réforme touche aussi l'institution militaire. Au centre d'un débat depuis quelques mois quant à leur politisation, les forces armées qui constituaient « une institution fondamentalement professionnelle, sans militance politique » deviennent dorénavant « bolivariennes » et sont qualifiées de

[305]Frédéric Lévêque, Maîtrise de sciences politiques à l'Université libre de Bruxelles. https://www.barril.info/fr/actualites/tout-le-pouvoir-au-peuple-et-a-chavez

[306] « Le président a également affirmé qu'au travers de ses pouvoirs pour gouverner par décret, ou en conséquence de la réforme constitutionnelle, il octroiera au pouvoir exécutif la capacité d'établir des territoires 'socialistes'. Ces 'territoires fédéraux', [...] éparpillés dans tout le pays, échapperaient complètement aux compétences administratives des États et municipalités actuels. Y serait installé un pouvoir communal et y seraient développées des activités économiques de caractère 'socialiste et coopératif', selon ce qu'a indiqué le président. » Extrait de Humberto Marquez, L'heure de la centralisation, IPS Noticias, / RISAL, juillet 2007.

> « corps essentiellement patriotique, populaire et anti-impérialiste ». Elles devront se conformer à la « doctrine militaire bolivarienne, l'application des principes de la défense militaire intégrale et de la guerre populaire de résistance » et participeront activement « à des plans de développement économique, social ». Quant aux réserves militaires, elles deviennent la « milice populaire bolivarienne. »[307] Le spectre d'une agression étrangère semble planer sur cette redéfinition.

L'étude intitulée *Démocratie en uniforme*, rédigée par le politologue Xavier Rodriguez Franco[308] approfondit l'instrumentalisation des forces armées dans le processus politique mis en place après l'arrivée d'Hugo Chavez au pouvoir.

> « Dans cette situation, les relations entre civils et militaires ont été modifiées d'un "contrôle civil négocié" à un contrôle civil articulé principalement par la "loyauté" de l'institution militaire à l'égard du président Chavez et sa représentativité personnelle indiscutable du "peuple" vénézuélien (Garrido, 2005). Tout cela a provoqué de fortes tensions institutionnelles et bouleversé les piliers sur lesquels repose la légitimité du gouvernement actuel lors de différents épisodes contemporains. Ce nouveau contrôle civil à l'égard de la composante armée s'est manifesté à partir de la réforme des directives constitutionnelles depuis 1999 » X. Franco, 2006, p 258.

Ceci englobe également toute la rhétorique discursive de la *sociologie de la guerre* même installée dans le pays. Le Président de la République est le *Commandant en chef des forces armées.* En tant que concept stratégique de la nation, ceci donne au président un contrôle accru de l'ensemble de la gestion de l'État, au travers des armes. L'organe militaire doit être loyal au Président et donc au peuple que cette structure militaire représente. La relation au peuple n'était pas très claire dans les discours du Gouvernement. Hugo Chavez a exigé cette loyauté envers le Gouvernement et sa permanente référence au côté militaire de Simon Bolivar fait partie de cette nouvelle orientation ou de cet aspect complémentaire qui n'est pas sans effet sur la conformation de l'État communal. Force est de constater que la construction de l'État communal repose sur le soutien de l'armée nationale, pilier de la lutte des classes.

---

[307]La réserve militaire, composée de civils volontaires, n'est pas une invention du gouvernement d'Hugo Chavez. Elle était auparavant chargée de jouer le rôle de main d'œuvre de substitution pour la marine, l'armée de terre et l'armée de l'air en cas de pertes lors d'une guerre. Si, en 1998, les réservistes n'étaient que 15 000, leur nombre a fortement augmenté à plus de 100 000 selon certaines sources. En 2005, suite à une réforme militaire générale, la réserve est devenue une force propre sous un commandement unique. Le développement d'une telle force non conventionnelle vise à dissuader une éventuelle agression étrangère et/ou à se préparer pour une guerre asymétrique.

[308]Xavier Rodriguez Franco, politologue hispano-vénézuélien (UAB y UCV), spécialiste de l'Amérique latine (USAL), et du parlement. (2006) "La Democracia Uniformada: el Poder Militar en Venezuela". Revista "Polis". Volumen 2. nº 1. Universidad Autónoma Metropolitana. de Iztapalapa. pp. 245—272.

Dans une perspective institutionnelle, au Venezuela, actuellement en 2019, l'introduction militaire est souhaitée par le Gouvernement en tant qu'élément clé de la gouvernance

> « et soumise à un nouveau contrôle civil personnalisé. Cette promotion est fortement enracinée dans la tendance prétorienne des forces armées et se reflète de manière variable dans l'histoire politique du Venezuela, dont un exemple est l'incorporation dans la structure bureaucratique nationale d'un nombre croissant d'officiers, ce qui constitue une marge d'erreur et un déplacement progressif des compétences professionnelles et de l'expertise du secteur civil » X. Rodriguez Franco, 2006, p 266/67.

C'est ce que X. Rodriguez Franco caractérise comme une sur-dimension culturelle dans une triade constituée de la construction mythologique de Simon Bolivar, des intérêts du peuple et de ceux du nouveau chef militaire. Il est possible de citer la création d'une *religiosité du discours bolivarien*, à laquelle plusieurs auteurs (Otaiza, Rodriguez Iturba, Bonilla, X. Rodriguez Franco, L. J. González Oquendo) ont consacré un temps d'étude suite à la publication du livre *Chavez nuestro* (*Notre Chavez*), dans lequel une adaptation du *Padre nuestro* (*Notre Père*) de la culture chrétienne-catholique a même été créée dans le cadre de la rhétorique chaviste. Cette formulation rejoint l'une des multiples manifestations idéologiques qui se reflètent dans le discours officiel et qui sont en même temps affichées dans les différents espaces urbains de l'État communal.

Dans une perspective plus locale, la création des *collectifs*[309] ou des *cercles bolivariens* fait partie de l'évolution de la configuration de groupes vers les conseils communaux. Dans la proposition initiale d'Hugo Chavez de 2011,

> « Les cercles bolivariens sont des groupes organisés, composés d'un nombre variable de personnes pouvant aller de sept (7) à onze (11) personnes, qui discutent des problèmes de leur communauté et les orientent par le biais de l'organe compétent afin de trouver une solution rapide, sur la base de ce qui est inscrit dans la Constitution nationale de la République Bolivarienne du Venezuela. Les cercles bolivariens, entre autres missions, sont également formés pour diffuser les rêves et les idéaux du libérateur Simon Bolívar, ainsi que ceux de son professeur Simon Rodriguez et celui d'Ézéquiel Zamora. La seule exigence pour former un cercle bolivarien est de partager les idéaux de Bolivar (être bolivarien). »

[309]« Des groupes civils armés progouvernementaux, appelés "colectivos", ont contribué à la détérioration de la situation en exerçant un contrôle social et en aidant à réprimer les manifestations », explique l'organe onusien, qui a recensé 66 morts lors de manifestations entre janvier et mai 2019, dont 52 attribuables aux forces de sécurité gouvernementales ou aux « colectivos ». Rapport ONU 05 juillet 2019.

P. Garcia Sanchez (2017) analyse l'espace de guerre créé par la conformation d'organisations civiles proches du gouvernement, et la gestion du territoire par la violence.

> « Les collectifs armés qui agissent pour défendre la révolution socialiste incarnent l'ascendant civique-militaire par lequel la grammaire de la guerre devient sociale. Ces collectifs représentent une véritable cheville ouvrière de la structuration sociétale fondée sur l'amalgame civique-militaire qui, dans les registres les plus ordinaires, montre également comment la justice sociale se décivilise ».

Et le Front des collectifs révolutionnaire Sergio Rodriguez, déclare :

> « Nous, les Collectifs Révolutionnaires, avertissons que nous serons sévèrement radicaux face à toute tentative de déstabilisation de la droite apatride [...] Tout en sachant que ce qui est en jeu, c'est la Paix du Venezuela et de l'Amérique latine, aujourd'hui, nous devons prendre le fusil pour défendre nos familles, nous, les activistes populaires, les leaders de Collectif, les combattants sociaux totalement identifiés qui sont l'objet de la guerre de cette droite génocide et fasciste face aux menaces de prendre le pouvoir politique en entreprenant une campagne d'extermination contre tout vestige chaviste dans la Grande Patrie de Bolivar et de Chavez »[310].

Dans d'autres sources qui traitent de l'origine de ces groupes, il est expliqué que les *collectifs* ont été formés dans le cadre de la guérilla urbaine qui sévissait au Venezuela dans les années 1980. Au fil du temps, ces groupes de militants sont devenus une catégorie fortement méprisée dans la société jusqu'à être considérée comme le bras armé pour défendre la Révolution bolivarienne à tout prix ; de fait, ils sont capables de s'attaquer à tous ceux qui s'opposent à l'État communal. Les milices interviennent librement à la vue des forces de sécurité bien qu'ils soient généralement armés, leur visage caché et se présentant le plus souvent en moto.

La construction d'un discours révolutionnaire

M. Lopez Maya (2013) associe ce processus révolutionnaire spécifique au populisme, une catégorie politique démagogique et fréquemment utilisée comme véritable modèle de transition. La caractéristique universelle du populisme repose sur la division de la société dans un discours politique agressif, dichotomique, polarisé et discriminatoire. Ainsi, ces traits sont clairement visibles dans le discours politique utilisé par Hugo Chavez, son successeur et tous les dirigeants politiques de son bord. Certains adjectifs à connotations positives, voire complaisantes sont mobiliser pour catégoriser le *peuple* : les bons, les *souffrants*, les patriotes, les nationalistes. Tandis que des termes radicalement négatifs sont

[310]Traduit par Françoise Lopez pour Bolivar Infos. 2016.

utilisés pour décrire les opposants au régime l'ennemi, l'oligarchie, la bourgeoise, le fascisme, les traîtres.

Le travail de P. Vasquez Lezama (2014) montre la fusion constante entre l'histoire personnelle d'Hugo Chavez et l'influence de grands personnages historiques. Depuis le début de la Révolution bolivarienne, la mise en valeur d'Hugo Chavez s'appuie sur l'image du paysan, du messie et du sauveur du peuple voire même de l'humanité. Cet homme est perçu comme humble, venant des plaines (*llanos*) du pays. Il a créé un nouveau système dont la particularité est de se fonder sur un modèle militaire, noyé dans un discours conciliant entre l'État et le Peuple, et sur une mécanique de valorisation du peuple.

Franz Manuel von Bergen Granell[311] et Giovanna Ferrera[312] ont analysé le discours de Nicolas Maduro :

> « [Maduro] veut avoir un contact direct avec le peuple comme son prédécesseur, pour cela il se prévaut des mêmes stratégies discursives de rapprochement de l'interlocuteur, puisque les gens attendent la même force que celle que Chavez montrait à chaque message.
>
> Les références et citations constantes fournissent la base de la communication et le cadre dans lequel s'argumente un constant appel à l'identité nationale. Ainsi, Chavez se convertit, à travers des symboles et références, de caractère quasi sacré et mystique, en idéologie de valeurs qui marquent le langage et le quoi faire politique légitimant l'action et la cohésion ».

L'utilisation d'un langage familier lui permet de décaler les situations, de les extraire de leur contexte, de les restituer sous forme d'anecdotes, de faits ordinaires. Nicolas Maduro se réfère constamment à l'*esprit* d'Hugo Chavez, qu'il assure être toujours à ses côtés, *qui vit en lui*. Son discours populiste établit une alliance militaire forte, une atmosphère de guerre, de lutte contre l'ennemi,

> « le processus révolutionnaire est une bataille historique qui libérera le peuple de l'ennemi et pour cette raison l'État doit défendre les bases militaires, entre autres ».

---

[311]Franz Manuel von Bergen Granell, journaliste, licencié en communication sociale de l'Université Centrale de Venezuela (UCV 2007-2012). Maitrise de sciences politiques de l'Université Simón Bolívar (USB 2013-2016). Auteur de « Auge y declive de la hegemonía chavista » AB Ediciones, 2018. Les discours de Nicolás maduro: cadres, histoire et jeux de langues. (Los discursos de Nicolas Maduro: marcos, relato y juegos de lenguaje). MARCO (Márketing y Comunicación Política), Espagne, Universitéde Santiago de Compostela, 2017.
[312]Giovanne Ferrera, « "Un oiseau me l'a dit": pervivencia de Hugo Chavez dans le langage politique vénézuélien » (« " Me lo dijo un pajarito": pervivencia de Hugo Chavez en el lenguaje político »), AESLA, Association espagnole de linguistique appliquée, E-AESLA, 2015. Le vrai discours de Nicolas Maduro (El verdadero discurso de Nicolas Maduro 12 de abril del 2017) https://www.kienyke.com/politica/el-verdadero-discurso-de-nicolas-maduro

Il reprend le discours d'Hugo Chavez concernant la non-confiscation de ce qui appartient au peuple et qui lui a été volé depuis de nombreuses années. Maduro n'a de cesse de construire une stratégie de communication qui prend appui sur la popularité et le charisme de son prédécesseur pour nourrir un discours à sens unique qui rejette tout autre développement et toute forme d'opposition.

La Révolution bolivarienne, à la suite du discours politique, s'est illustrée par des représentations dans l'espace public et privé. À la manière des conflits classiques nord/sud (États-Unis/Amérique latine), l'État vénézuélien identifie la population de l'est en l'associant à l'ennemi américain. Un groupe d'opposants qui va de l'est à l'ouest représente aux yeux de l'État, la frange bourgeoise ou « *yankee* » de la population. Ajoutons le fait qu'à l'ouest se trouve la classe la moins favorisée de la société vénézuélienne et donc les adversaires (des opposants). Ainsi, l'espace géographique se construit dans le discours politique, à travers un langage de conflit et de lutte des classes. P. Garcia Sanchez dans une publication de 2017, rappelle que :

> « L'usage tous azimuts du "populaire", avec ses assignations…. Identitaires (le "peuple", la "communauté", les "pauvres"…) ou relationnelles (étaler une "comm" facile…), caractérise la pop-politique [chaviste-bolivarienne]. La plupart de ces ressorts sont, certes, plutôt conventionnels… Ils ont pour autant servi à entretenir habilement les stéréotypes de la contestation et à contribuer au maintien au pouvoir pendant presque deux décennies. Les préceptes d'une grammaire de la guerre apparaissent dans leurs enracinements aussi bien binaires que polarisants, cette grammaire s'est socialisée de façon à structurer les convictions des uns, le désenchantement des autres et, plus tôt ou plus tard, la perplexité ou le dépit de tous ». García Sanchez, 2013, p s/n.

Par exemple, dans le cadre des manifestations survenues depuis plusieurs années (surtout entre avril et août 2017, plus de cent personnes trouvent la mort et des centaines d'autres sont blessées) sur l'autoroute Francisco Fajardo, nous constatons que c'est un espace que l'opposition s'est approprié. Habituellement, cet espace a une connotation importante parce qu'il se trouve à l'est de la capitale et permet de traverser la ville vers l'ouest, où se trouvent les institutions gouvernementales. Ainsi, l'État envoie les forces de l'ordre pour interrompre les manifestations, qui pour la plupart ne sont pas autorisées[313]. Ces interruptions ayant lieu au milieu du parcours, l'objectif est donc de franchir la ligne de « Chacaito » [quartier de Chacao], réputée pour être le nœud du conflit. Sur le

[313]Autorisation qui peut être sollicité par l'opposition mais dans l'ambiance tendue qui régnait et le peu de dialogue avec l'État n'autorise pas ce type de manifestations et encore moins leur récurrence.

plan géographique, cette concentration massive de l'opposition venant de l'est revêt une signification particulière et cardinale.

Maduro qualifie les protestations de l'opposition de « foyers de violence » qui nuisent à la révolution, ce qui se traduit par un mépris pour les manifestations de l'opposition, en les réduisant à une expression minimum, en les considérant arbitraires, discrétionnaires, inutiles, violentes et immorales. Le discours ainsi émaillé de jugements politiques, sociaux et religieux, lui confère une teneur inattendue et surprenante avec des propos homophobes, humiliants, grotesques et banalisant, qui tentent, de manière assez systématique, de rechercher la reconnaissance et le soutien d'un groupe populaire[314].

> « ces foyers violents et cette droite représentent l'antéchrist de notre époque, cette ère historique nous allons la vaincre avec l'union civico-militaire. Au Venezuela, va se poursuivre la révolution bolivarienne, elle va se poursuivre en triomphant avec la paix, avec l'indépendance, avec l'honneur d'un peuple. » [Aporrea.org]. 24/04/2017N. Maduro, 2017.

Chaque fois, ces éléments discursifs creusent un peu plus l'écart entre les deux pôles, provoquant un rejet complet de l'action du mandataire vénézuélien et une diffusion virale de ses annonces sur les réseaux sociaux où les commentaires oscillent entre moquerie du parti au pouvoir et soutien aux « Davidiens », pour reprendre la métaphore de David et de Goliath.

La transformation de la guerre à travers la « narration… et la virtualisation du réel grâce aux techniques numériques a profondément contaminé les visions du monde… (les discours fabriquent des faits ou des situations) qui n'ont plus pour objectif de transmettre des informations ni d'éclairer des décisions, mais d'agir sur les émotions et les états d'âme des électeurs, considérés de plus en plus comme le public d'un spectacle. » (Salmon, 2007). À cette fin, Salmon explique qu'il existe la possibilité de structurer une vision politique à travers des personnages ou des histoires afin de montrer une représentation particulière de la conquête du pouvoir. C'est un outil essentiel, particulièrement dans les sociétés hyper médiatisées d'aujourd'hui, fortement imprégnées de rumeurs, de fausses nouvelles et/ou de manipulations de tout type d'informations.

[314]Texte en cours de publication : *Venezuela : L'opposition manifeste en image. Esthétique et storytelling.* Yaneira Wilson, p 59-70. Art et esthétique des luttes (sous dir Martine Bouchier et Dominique Dehais) MétisPresses 2020.

Un instrument de gestion territoriale et citoyenne : Carte de la Patrie

La *Carte de la Patrie* a le format d'une carte de crédit. Elle est munie d'un code QR et présente d'abord des données de base : nom, prénom, numéro de carte d'identité, lieu de résidence. Mais il recueille aussi des informations plus personnelles. Ainsi il y est précisé l'adhésion à un parti politique ou à des mouvements sociaux. De même il y est renseigné si l'individu bénéficie des programmes sociaux mis en place par Hugo Chavez. Pour Maduro il s'agit de *combattre la corruption et réorganiser les missions* alors que l'opposition au pouvoir chaviste y voit un nouveau moyen de contrôler le citoyen.

Recto verso de la carte de la Patrie.

Image 77. Voir à droite la silhouette de Chavez et Bolivar et le logo avec des cœurs multi couleurs « Venezuela indestructible ».

> « Toutefois, comme réponse à la non-gouvernabilité extrême qui caractérise aujourd'hui la vie quotidienne du pays, deux initiatives présidentielles sont venues récemment se superposer à ces systèmes. La Carte de la Patrie et les Comités Locaux d'Approvisionnement et de Production (CLAP) sont les nouveaux circuits clientélistes par lesquels transitent les ressources publiques en échange de loyauté politique. Elles sont contrôlées par les militaires et les pratiques participatives ne comptent pas. Les communes n'y interviennent que de manière ponctuelle. Les personnes en charge des registres des carnets ou de la répartition des caisses alimentaires des CLAP sont désignées en général par la hiérarchie militaire ou directement par le parti [PSUV]. Il ne faut pas être porte-parole des conseils communaux ou des communes. Le contrôle communautaire brille par son absence ». M. Lopez Maya, 2018, s/p.

La question des « collectifs » ou la « carta de la patrie » en relation avec le GMVV a retenu notre attention lors des manifestations de 2019 (information récupérée sur les réseaux sociaux concernant les collectifs armés). Lors des manifestations massives dans le pays, les habitants de GMVV et d'autres citoyens se sont plaints d'avoir trouvé sur leur façade le symbole du cercle rouge (Ø) accusant les collectifs qui marquaient les maisons de ceux qui s'opposaient au gouvernement.

Certains critiques ont vu un lien avec la marque nazie utilisée en Allemagne en 1933 pour marquer les maisons de juifs. Dans le cas du Venezuela il s'agit d'un instrument qui crée la peur et en même temps, un modèle de répression où les maisons marquées par ce symbole ne reçoivent pas de subventions du gouvernement pour l'alimentation (CLAP) et qui pourraient être attaquées pour leur désaccord avec l'État. En parallèle, le président Maduro a annoncé : « qui n'a pas la carte de la patrie ne bénéficiera pas de l'allocation de logement » (Maduro, 2018). Cette action montre le contrôle exercé par l'État et les partisans ou « collectifs » sur le mode de distribution et les bénéficiaires de l'aide gouvernementale, ce qui témoigne d'une adhésion et d'une loyauté des habitants de la GMVV à l'État communal pour survivre dans la situation de crise du pays.

Nous avons démontré que la tentative de valorisation du besoin social par rapport à la propriété privée de la part de l'État a sous-entendu un discours de fidélité et de révérence/considération/déférence, des habitants. Les populations se sentent épaulées, protégées et encouragées par l'État à mener des activités jusque-là réprouvées par la loi. Désormais, en toute légalité, elles ont obtenu l'appui de l'État, pour s'approprier un terrain en friche ; une manière de retrouver leur dignité. Cependant, nous pouvons nous demander si cette mesure étatique ne peut être préjudiciable aux habitants, dans la mesure où les équipements urbains et services de base sont insuffisants et ne correspondent pas à la livraison de logements.

> « Qu'est-ce que la dignité humaine ? Difficile à définir, le mot *dignitas* nous renvoie tantôt au respect que mérite une personne humaine, tantôt au respect dû à soi-même. Parfois, c'est de l'honneur qu'il s'agit. Mais l'honneur, comme le fait remarquer Simone Weil, est « ce besoin vital de l'âme humaine » qui n'est pas comblé par le respect, car celui-ci est « identique pour tous et immuable » tandis que « l'honneur a rapport à un être humain considéré non pas simplement comme tel, mais dans son entourage social. […] La dignité humaine semble être, à l'analyse, le lieu avant tout droit positif dans cette société où le fossé se creuse entre les représentants de l'État et les citoyens […] » Tanella Bony, 2015, p 65-67.

Conclusions

Ce chapitre a tenté de répondre aux questions : En quoi la transformation en État communal affecte-t-elle la gestion du territoire ? Comment ces nouveaux concepts et pratiques d'organisation communautaire coïncident-ils avec les modèles précédents ?

Le gouvernement a également recours à la création de divers dispositifs institutionnels et politiques afin d'exclure complètement du champ politique et opérationnel tous les opposants au gouvernement en place.

Le transfert du *pouvoir* associé au transfert de compétences/connaissances et de la gestion à la communauté entend *céder* au pouvoir populaire une série de responsabilités qui permettrait à l'État de ne plus être le gestionnaire direct ni le responsable de toute l'opération.

Les changements apportés par la création des communes et des conseils communaux se sont traduits par la perte d'efficacité des municipalités en tant qu'entités centrales de gestion administrative et physique de la ville, puisque les communes interviennent désormais directement auprès de l'exécutif. Désormais anciennes instances de gestion de la ville, les municipalités apparaissent sans plus aucune légitimité ; il se crée un vide important dans l'ordre et le pouvoir local.

> « Lorsqu'il s'agit de concilier les efforts et de coordonner les volontés entre une relation interinstitutionnelle inévitable et obligatoire, il est essentiel de réglementer et de systématiser le processus de planification afin de réconcilier des visions distinctes, d'harmoniser des objectifs et une fois d'accord sur les objectifs, ils continueront à avoir un engrais fertile par manque de compréhension et d'inefficacité administrative » Z. Bolivar, 2013.

Ces diverses études et les visites sur le terrain laissent à penser que les municipalités restent des interlocutrices pour toutes les nouvelles entités ou organisations créées par les modifications de la CRBV ou par les lois organiques. L'intention d'accroître le pouvoir de gestion entre les mains du peuple n'est pas dévalorisée, mais la gestion communale doit couvrir une région métropolitaine et non sectorielle pour pouvoir relayer sur le terrain les visées de centralisation du gouvernement que promeut le Socialisme du XXI^{e} siècle.

Le nouveau modèle présenté par le Socialisme du XXI^{e} siècle remet en question le système actuel, plus classique des institutions et organisations. Il promeut la

participation citoyenne et donne de la force au pouvoir populaire. Il promeut également la conduite des pouvoirs publics et une gestion du territoire avec une logique inconnue jusqu'alors dans l'histoire du pays.

Pour aller plus loin, on a là une forme de participation qui dégrade les institutions et la notion d'individu c'est pourquoi on peut se poser la question de ce qu'est la propriété des choses dès lors que la propriété de soi (Castel, Harouche, 2001)[315] est niée.

> « L'idée d'un individu libre et autonome se dégrade ainsi en celle d'un individu qui est commandé par le besoin, simplement parce qu'il ne dispose pas de ressources pour attendre » Castel, 2001, p 64.

Dans le même temps, la notion de propriété se doit d'être abordée parce que d'une part, elle fait partie du champ d'action de la présente étude et que d'autre part, elle est sollicitée tant par l'État que par les citoyens lors de la mise en œuvre des changements proposés. L'introduction d'une propriété collective apparaît dans ce contexte. La transformation de la propriété du territoire et du logement provoque des réactions et des échanges qui incluent une multidisciplinarité des acteurs et des actions, à l'heure actuelle ; elle demande une réflexion sur l'espace à habiter dans cette ligne de pensée. L'État évoque une propriété collective, mais a contrario, donne des titres de propriété individuels aux personnes bénéficiaires de la GMVV. Cette ambiguïté provoque une instabilité dans le *bien-être* (cf, chapitre II) des habitants et le bon fonctionnement du nouveau modèle/système.

Concernant le rôle des images et de l'identification, nous constatons que la plupart des recherches liées à la participation identifient le phénomène de renforcement du pouvoir citoyen. Dans cette expérience GMVV qui proposait une innovation, il est observé que c'est l'Etat qui faisant la promotion de la politique publique en lien avec la participation, s'appuie sur cette stratégie pour donner au peuple encore plus de force et créer une sorte de dépendance envers ce même État. La participation est un moyen de s'opposer à la technocratie étatique, mais dans le cas de la révolution bolivarienne, les deux phénomène, participation et dépendance, coexistent avec plus de force que dans les précédents gouvernements. Dans cette analyse, il est même observé la formation d'un trio, avec l'agrégation à ce processus du corps militaire

[315]Robert Castel (1933-2013). Sociologue français, spécialiste de sociologie du travail et des questions relatives à l'exclusion sociale. Claudine Haroche. Sociologue, Directeur de recherche émérite au CNRS.

Paradoxalement la volonté de promouvoir et de développer une certaine participation a conduit à renfoncer le rôle de l'État par une présence plus forte qui s'appuie sur des instances militaires. Force est de constater que la construction de l'État communal repose sur le soutien de l'armée nationale, pilier de la lutte des classes. L'imaginaire collectif développé autour du binôme État et institutions militaires est très développé (vêtements, symboles, discours).
Cette superposition Etat et corps militaire se fait au détriment des actions déjà mise en place par la Commune.

CHAPITRE V. DE LA PROPRIÉTÉ CLASSIQUE À LA PROPRIÉTÉ COMMUNE

La production de la GMVV est qualifiée d'innovante par l'État dans sa déclaration d'intention, grâce à la création de nouveaux modes de production et se trouve renforcée par l'accent porté sur une propriété sociale directe et indirecte. Parmi les objectifs du Plan de la Patrie[316] qui lui-même sous-tend le cadre légal dans lequel s'inscrit l'opération GMVV (2013-2019 par Chavez et 2019-2025 par Maduro) figure : « le développement de la propriété sociale sous des facteurs et moyens de production de base et stratégique qui permette à toutes les familles et les citoyens vénézuéliens d'exercer la pleine jouissance de leurs droits (…) pour obtenir une bonne vie ». Cette proposition du programme GMVV correspond donc à l'intégration de nouveaux modèles de propriété et accompagne ainsi le passage d'une propriété « classique », majoritairement individuelle et privée, vers une nouvelle « propriété communale, sociale ou collective ».

Pour comprendre ces questions, ce chapitre cherche à préciser la notion de propriété et de biens communs ; il s'attache d'abord à saisir la terminologie et les différentes approches disciplinaires (droit, économie, histoire, etc.), afin de comprendre la modification de la société envisagée par le Socialisme du XXI^{e} siècle à travers de la production massive de logements. Cet éclairage est donné dans le cadre du texte de référence qu'est le Plan de la Patrie qui définit, celle-ci doit être comprise comme devant faire ressortir la transition vers l'État socialiste.

Nous observons de la même manière que dans la gestion du territoire (*cf.* chapitre IV) la juxtaposition et la coexistence des deux modèles. En effet, cette proposition en cours, même en 2019, n'élimine pas complètement l'ancien modèle de propriété privée. D'après notre lecture, le nouveau modèle de propriété

[316] Le Plan de la Patria, officiellement appelé Plan socialiste de développement économique et social, est une série de programmes gouvernementaux et législatifs vénézuéliens présentés initialement par Hugo Chavez puis par le Président Nicolás Maduro. Le deuxième grand objectif du plan politique vise à continuer de construire et de renforcer les fondements du Socialisme bolivarien du XXI^{ème} siècle « pour démanteler les prédateurs inhumains et bellicistes du système capitaliste d'accumulation et de transcender la logique du capital qui le soutient ». Ce texte de base semble à la fois regrouper les anciens modèles internationaux socialistes tout en présentant un champ d'expérimentation extrême au vu de l'exclusion ou tout au moins de l'effacement de la propriété privée.

collective est instauré afin de remplacer et éliminer progressivement le précédent. Se produit ainsi dans divers cas une sorte d'incompréhension de la lecture de chaque modèle ou régime de propriété privée ou sociale.

La compréhension des travaux actuels sur les communs est importante pour comprendre le cadre intellectuel dans lequel s'inscrit Chavez puisqu'il a été fortement influencé par les travaux de David Harvey (1935—)[317] et d'Henri Lefebvre (1901-1991)[318], et qu'il s'inscrit plus directement dans les lignes de pensées d'Antonio Gramcsi (1891-1937)[319], de Toni (Antonio) Negri (1933 —)[320], de Michael Hardt[321] et d'Enrique Dussel. Dans ses discours politiques, Chavez se réfère fréquemment à ces auteurs. Par exemple il se présente en héritier de la pensée de Gramsci sur la crise historique et sur les difficultés de certains à accepter toutes les modifications proposées telles que la propriété collective ou la force du Pouvoir populaire comme une nouvelle classe revalorisée, dans ce projet révolutionnaire :

> « Une véritable crise historique se produit quand il y a quelque chose qui meurt, mais ne finit pas de mourir. En même temps, il y a quelque chose qui est en train de naître, mais qui ne finit pas non plus de naître. Dans le temps et l'espace où cela se produit, il y a une véritable crise organique, une crise historique, une crise totale. Ici au Venezuela, n'oublions pas que nous vivons depuis plusieurs années une véritable crise organique, une véritable crise gramscienne, une crise historique. Ce qui meurt refuse de mourir et n'est pas encore mort et ce qui est en train de naître n'est pas terminé être né » Discours d'Hugo Chavez, 2007[322]

Le choix de références n'est pas fortuit même s'il existe déjà d'autres textes qui abordent le sujet de la propriété collective ou le commun dans le contexte latino-américain. Revenir aux sources, en évoquant quelques extraits de base de ses

---

[317] *Le Capitalisme contre le Droit à la Ville*, 2001, *Géographie de la domination*, 2008, *Brève histoire du néolibéralisme* [« A Brief History of Neoliberalism »], 2014. Ouvrages de référence dans le contexte latino-américain, cités dans les discours politiques et échanges intellectuelles.

[318] Henri Lefebvre (1901-1991), philosophe français, fortement influencé par la pensé de K. Marx. Auteur de : Introduction à la modernité, 1962, Le droit à la ville, 1968, La Production de l'espace, 1974, La pensée marxiste et la ville, 1972, Pour comprendre Marx, 1985. Ouvrages également cités.

[319] Antonio Gramsci, (1891-1937). Philosophe, écrivain et théoricien politique italien. Membre fondateur du Parti communiste italien.

[320] Antonio Negri, dit Toni Negri est un philosophe et homme politique italien, attaché à la courate marxiste italienne. *Inventer le commun des hommes*, 2010. *Commonwealth* en collaboration avec Michael Hardt, 2009.

[321] Michel Hardt (1960-) est un critique littéraire et théoricien politique américain. *L'Idée de communisme*, 2010 et plusieurs collaborations avec Toni Negri, *Multitude: War and Democracy in the Age of Empire, 2004*.

[322] "Una verdadera crisis histórica ocurre cuando hay algo que está muriendo pero no termina de morir y al mismo tiempo hay algo que está naciendo pero tampoco termina de nacer. En el tiempo y en espacio donde esto ocurre, ahí se presenta una auténtica crisis orgánica, crisis histórica, crisis total. Aquí en Venezuela no lo olvidemos, desde hace varios años estamos en una verdadera crisis orgánica, una verdadera crisis gramsciana, una crisis histórica. Lo que está muriendo se niega a morir y todavía no termina de morir y lo que está naciendo tampoco ha terminado de nacer". Traduit par yww. Discours, H. Chavez, 02/11/2007.

influenceurs, nous permet de comprendre l'origine de sa pensée et de son projet révolutionnaire, et les impacts chez les habitants et sur le paysage urbain.

Ce chapitre se compose en cinq parties : la première aborde la notion de propriété, de celle privée comme indicatrice d'un modèle d'État, à la propriété collective, la seconde porte sur les « communs » chez les auteurs contemporains, la troisième traite de la notion de la propriété privée dans l'État socialiste, dans la quatrième nous nous intéresserons au regard des experts sur la propriété collective et puis nous terminerons sur les positionnements des habitants face à ce projet.

> « La propriété, question formidable par les intérêts qu'elle met en jeu, les convoitises qu'elle éveille, les terreurs qu'elle fait naître. La propriété, mot terrible par les nombreuses acceptions que notre langue lui attribue, les équivoques qu'il permet, les amphigouris qu'il tolère » Pierre-Joseph Proudhon[323], [Introduction de Théories de la Propriété] 1866, p 4.

Dans la première partie, on abordera les théories classiques, les origines et de l'évolution de la notion de propriété privée afin de saisir le contexte d'apparition et de définition de cette notion, et de problématiser les questions de départ : comment une politique du logement et un nouveau modèle de propriété peuvent-ils être intégrés à la nouvelle organisation communale de la société ? D'une part, nous verrons les théories de Karl Marx (1818-1883), Friedrich Engels (1820-1895) en tant que théoriciens du socialisme et de Pierre-Joseph Proudhon (1809-1865), et d'autre part de John Locke (1632-1704) et Max Weber (1864-1920), en tant que théorisiens de la proprieté. À la suite, il sera fait état de quelques ouvrages de juristes, économistes et théoriciens latino-américains pour mieux saisir le contexte vénézuélien, tel que ceux de Carlos Moros Ghersi[324], ou d'Allan R. Brewer-Carias[325], J. Guerra, Eugenio Guerrero, et Luis Alfonso Herrera entre autres. Puis les éclairages, par des auteurs déjà cités dans cette recherche (Lefebvre, Harvey et Castells entre autres) sur lesquels nous nous appuierons pour une lecture à la fois sur les rapports individuels et collectifs et les valeurs sociologiques de la ville.

A partir de ces éléments, nous analyserons les modèles juridiques en place. Mais aussi le rapport à la propriété qu'entretiennent les habitants touchés par cette modification mise en place au Venezuela.

---

[323] Pierre-Joseph Proudhon, (1809-1865) est un sociologue français. Précurseur de l'anarchisme, il est le seul théoricien révolutionnaire du XIX^{ème} siècle à être issu du milieu ouvrier. En 1840, dans son premier ouvrage majeur, *Qu'est-ce que la propriété ?* ou *Recherche sur le principe du Droit et du Gouvernement*.

[324] Dr. Carlos Moros Ghersi. Vice-recteur académique, Professeur de Droit Administratif à l'Université Centrale de *Venezuela.*

[325] Allan-Randolph Brewer-Carias, Professeur de Droit Administratif à l'Université Centrale de Venezuela.

S'il est vrai qu'il existe diverses théories développées sur la notion des « *communs* » et « biens communs » au cours de différentes périodes et dans divers pays, en cette fin de deuxième décennie du XXI[e] siècle, de nombreux travaux sont consacrés à une actualisation et une réinterprétation de ces théories. Pour cette raison, dans une deuxième partie nous aborderons ces notions pour mieux saisir l'influence sur le territoire et ce qui participe au projet d'État. Il faut distinguer les théories controversées d'origine sur « les communs » (Garett Hardin, 1968 et Elinor Ostrom, 2007 prix Nobel d'économie en 2009) et d'autres, plus contemporaines (David Harvey 2012, Michael Hardt et Antonio Negri, 2012, Pierre Dardot et Christian Laval, 2014, Benjamin Coriat, Frédéric Sultan et Stavros Stavrides 2018), afin d'éclairer l'objectif de cette « propriété collective ou communale » abondamment citée dans le discours officiel vénézuélien.

Ensuite, dans une troisième partie, il s'agira d'examiner les aspects précis de la transformation du régime de propriété des logements au Venezuela. En effet, la conception capitaliste présente le logement comme un bien strictement marchand, assujetti aux lois du marché. Or, dans le discours du Socialisme du XXI[e] siècle, le logement est considéré comme un droit social dont l'usage et la fonction doivent être communs à la société, ce qui le différencie de la notion classique de propriété privée. Elle se présente comme une transformation de la notion de propriété au Venezuela. Dans cette partie, nous voulons comprendre comment cette notion de « propriété collective » est mobilisée comme un outil pour renforcer la nouvelle politique du logement dans l'État socialiste communal (Chapitre IV). Dans cet ordre d'idée apparaissent certaines questions : cette « propriété collective » pourrait-elle être acceptée par la société ? Sous quelle forme ? L'État sera-t-il capable de transférer son rôle et pouvoir de gestionnaire classique au Peuple ? Quelle est la place des nouveaux mouvements sociaux dans le contexte de la GMVV ?

Dans la quatrième partie, nous faisons systématiquement des parallèles entre ces écrits, les références juridiques et théoriques que nous avons sélectionnées, et les entretiens réalisés lors de visites de terrain effectuées au Venezuela entre 2015 et 2018 avec différents professionnels et bénéficiaires de la GMVV. Une partie significative de cette section se centre sur des extraits d'entretiens recueillis au Forum *Réalités et Perspectives pour Renforcer l'Habitat Communal*, auquel j'ai participé en 2016, et dont le but était de fournir les outils nécessaires au renforcement de l'habitat dans les villes socialistes à l'occasion du cinquième

anniversaire de la GMVV. Le sujet central était de reconsidérer la notion de propriété dans ce cadre, et la place des nouveaux mouvements sociaux comme le Camps de Pionniers.

> « Si un mouvement social se distingue par ses effets pertinents dans les rapports de pouvoir, il est clair que la problématique des mouvements sociaux urbains a pour axe les formes d'articulation entre "luttes urbaines" et "luttes politiques", c'est-à-dire les conditions dans lesquelles une revendication urbaine devient enjeu politique et la façon dont chaque processus spécifique débouche sur un traitement politique distinct ». M. Castells, 1972, p 431.

En s'appuyant sur le regard de Castells dans *La question urbaine*, nous voudrions saisir les contradictions repérées dans le contexte urbain du Venezuela, soit par l'exclusion des personnes, soit par le manque de cohérence dans les décisions prises par l'État. A travers des situations que nous avons pu constater lors de notre étude de terrain, il s'agira de relever et de comprendre les mobilisations (urbaines) et actions (architecturales) acceptées, et celles qui sont réprimées, à l'instar de la Tour de David.

Dans la cinquième partie de ce chapitre, nous montrerons les controverses révélées sur le terrain concernant l'appropriation et l'engagement communal de la part des habitants : le fait d'« avoir » un titre de propriété et la forte attente suscitée par ce document est considéré comme un acquis promis par l'État. La modification du modèle de propriété commune ne garantit pas un engagement ni une participation plus forte des habitants dans ce nouveau processus. Ces dernières réflexions coïncident avec la demande de la part de l'Assemblée nationale en 2016, qui était à cette époque en totale opposition au Gouvernement en place, de garantir la propriété classique, individuelle et privée comme elle existait auparavant. Nous observons à la suite, comment l'État fournit certains titres individuels dans quelques cités et nous interprèterons les auteurs qui ont donné leur point de vue technique sur cette situation. Ce modèle propre au Venezuela ne se différencie pas d'autres modèles des luttes déjà analysés dans l'histoire. Cependant, certaines notions telles que la dignité et la reconnaissance des habitants de la GMVV est aussi un enjeu pour l'État. Un type de relation circulaire de dépendance entre l'État et les habitants et créée.

1. La propriété privée et le modèle d'État : auteurs de référence

La notion de propriété a été analysée sur le plan philosophique à toutes les époques, Platon et Aristote différenciaient déjà la propriété commune de la propriété privée. Puis de l'Empire romain à la Révolution française se sont développés différents concepts qui ont évolué au fil des ans. Les experts dans les domaines de l'économie, de la politique et tout spécialement du juridique, que ce soit le droit administratif, international ou privé, ont apporté des idées qui, aujourd'hui encore, permettent d'affirmer qu'il existe plusieurs analyses sur les relations que les personnes ont avec certains objets ou même les liens entre eux-mêmes.

La propriété comme forme de liberté capitaliste

Il existe des études très spécifiques sur l'évolution historique de la notion de propriété et surtout, sur la forte influence française depuis le XIX^{ème} siècle, où la propriété est définie comme individuelle et absolue (Quinzacara, 2018). Ce texte souligne les caractéristiques du bien par rapport à la notion de domination. En effet ce terme *dominium* apparaît au premier siècle av. J.-C., et c'est celui qui détermine la puissance du Dominus, c'est-à-dire le chef de la maison, Domus. Dans le même temps, le pouvoir civil que cette personne a sur ses biens est défini. Cette idée a évolué plus tard dans le droit romain sur la propriété et les biens de toute nature. En suivant la règle précédente, les droits étaient strictement liés aux limites de la maison. Dans l'histoire et dans les modèles capitalistes, il est important de noter que la propriété est une forme de liberté, légalement établie et protégée avec force et avec un caractère d'exclusivité qui facilite toute action qu'on souhaite faire en ce qui concerne la vente ou l'aliénation du bien.

Un tour d'horizon des théories de grands auteurs aidera à comprendre les différentes appréciations de la notion de propriété, le positionnement de l'État et les effets sous-jacents sur la société. Le philosophe anglais John Locke (1632-1704) explique que la propriété est antérieure à toute constitution de tout gouvernement et qu'elle a été précisément instituée pour assurer à chaque personne que ses biens seront protégés. Comme argument pour défendre la propriété privée, il fait valoir que le travail de l'homme est la propriété exclusive de celui qui l'exerce. Ainsi lorsque l'homme modifie un certain bien de la nature, cela lui confère une valeur personnelle ; le caractère originaire de ce bien qui était

un atout communautaire se transforme en un bien personnalisé[326]. Les théories de J. Locke sont fortement associées à la fondation du capitalisme. Sur le plan politique, il est considéré comme un des fondateurs du libéralisme. Ce dernier n'a pas bonne presse en Amérique latine, au vu de sa connotation et de son soutien à l'exploitation des terres de la part des colonisateurs. Le discours de l'actuel gouvernement vénézuélien s'y oppose radicalement. Si nous poursuivons avec Jean-Jacques Rousseau (1712-1778), dans son ouvrage *Discours sur l'Origine et les Fondements de l'Inégalité entre les Hommes (1755)*, il formule que l'ordre social est le résultat d'un processus de domestication qui découle de l'habitude des êtres humains à se rassembler pour partager une diversité de choses. La thèse de J-J. Rousseau part du principe que l'être humain est par nature, vertueux, solidaire, égalitaire et bon. Par contre, c'est lors de ce processus de vie en société, qu'il développe des vices, devient égoïste, hiérarchique et mauvais. J-J. Rousseau pense que tous les maux de la société moderne et, par-dessus tout, l'inégalité découlent de l'existence de la propriété privée. Ses idées ont influencé les œuvres de Karl Marx.

Poursuivant les réflexions des grands auteurs, P-J. Proudhon a grandement approfondi la notion de propriété dans l'ouvrage publié en 1840, *Qu'est-ce que la propriété ? ou Recherche sur le principe du Droit et du Gouverne*ment, et présente une distinction entre la possession et le simple droit d'utilisation. Parmi les thèmes principaux développés par Proudhon, l'occupation et l'utilisation de la terre comme mode de vie légitime en opposition à la conception de la propriété privée, tout autant que la libre disposition des produits du travail et de l'épargne, sont l'essence de la liberté. Celui-ci ne laisse pas de côté la question économique ni en quoi le travail salarié est la clé du système d'exploitation des travailleurs. Il relie ledit système d'exploitation à la domination actuelle du propriétaire et à l'État en tant qu'institution qui fait la promotion de ce système.

> « Quand le droit d'utiliser n'existe pas, quand la société ne le reconnaît pas aux personnes, il n'y a pas, disais-je, de droit de propriété ; il y a simplement droit de possession. Ce que je disais dans mon premier mémoire, je le dis encore aujourd'hui : le propriétaire d'une chose — terre, maison, instrument de travail, matière première ou produit, peu importe — peut être une personne ou un groupe, un père de famille ou une nation : dans un cas comme dans l'autre, il n'est vraiment propriétaire qu'à une condition : c'est d'avoir sur la chose une souveraineté

[326] Pour J. Locke « Il est donc évident que, bien que les choses de la nature soient communes, l'homme, en tant que propriétaire de sa personne et de ses actions et de ses travaux, a en soi même la base fondamentale de la propriété ». Locke, J. De la propriété, chapitre 5. Deuxième traité sur le gouvernement civil (55-76), Madrid : Alliance éditoriale. 1689.

absolue ; c'est d'en être exclusivement le maître, dominus ; c'est que cette chose soit son domaine, dominium » P-J Proudhon. Théorie de la Propriété, 1866, p13.

Dans le même ouvrage, il développe la théorie et rend célèbre la formule *La propriété, c'est le vol*, car il considère que la propriété est le résultat de l'exploitation du travail d'autrui. Un autre de ses ouvrages fondamentaux, *Du Principe fédératif et de la nécessité de reconstituer le Parti de la Révolution,* éclaire le cas vénézuélien comme régime fédératif, car ce dernier s'inspire de cette théorie. Dans son ouvrage publié en 1863, Proudhon crée la théorie du système fédéral ; elle cherche à décentraliser le pouvoir politique, à décomposer l'État central en communes ou en municipalités et, surtout, à décentraliser le pouvoir économique et à placer la terre et les outils de production entre les mains de la communauté locale des travailleurs. Ce contenu attire notre attention puisque le Socialisme du XXI[e] siècle tel que développé au Venezuela fait plus ou moins référence à nombre d'idées de l'œuvre de P-J. Proudhon. Pour éclairer cette hypothèse :

> « La société capitaliste est profondément malade d'égoïsme, d'ambitions, d'individualisme et d'injustice générant la violence. Le capitalisme est le domaine du privé, de l'individu. Le socialisme est le royaume du public, du collectif. Le socialisme n'est pas la fin, le socialisme est le chemin. Tant qu'il n'y aura pas de société inclusive, égale et juste, il n'y aura pas de paix véritable. » [Aló Président, N ° 252, Campo de Carabobo] Hugo Chavez, 2006[327].

Enfin, F. Engels consacre une grande partie de l'ouvrage, *l'Origine de la Famille, de la Propriété Privée et de l'État*, qu'il publie en 1884[328], à la suite des réflexions de K. Marx et des siennes sur les publications antérieures de l'anthropologue américain Lewis Henry Morgan (1818-1881).

> « Et en fait, de la première à la dernière, toutes les révolutions dites politiques ont été faites pour la protection de la propriété... d'un certain genre, et accomplies par la confiscation, autrement dit par le vol... d'un autre genre de propriété. Tant il est

---

[327] "La sociedad capitalista se encuentra profundamente enferma de egoísmo, ambiciones, individualismo e injusticia generadora de violencia. El capitalismo es el reino de lo privado, de lo individual. El socialismo es el reino de lo público, de lo colectivo. El socialismo no es el fin, el socialismo es el camino. Mientras no haya una sociedad de incluidos, de iguales y de justos no habrá paz verdadera." Hugo Chavez Aló Presidente N° 252. Campo de Carabobo, 9 de abril de 2006. Traduit par yww.

[328] Traduit en 1976 par Éditions du Progrès à Moscou : « À la genèse et au développement des diverses formes de propriété et à leur dépendance des diverses formes d'ordre social. Il prouve à l'évidence que l'institution de la propriété privée n'est pas éternelle, que, durant une longue période de la préhistoire, les moyens de production ont été propriété collective. F. Engels montre comment le progrès des forces productives et l'élévation de la productivité du travail engendrent la possibilité de s'accaparer les produits du travail d'autrui, comment de ce fait apparaissent la propriété privée et l'exploitation de l'homme par l'homme et comment la société se scinde en classes antagonistes. La conséquence directe a été l'émergence de l'État. » Jean-Marie Tremblay, 2006.

vrai que depuis deux mille cinq cents ans la propriété privée n'a pu être maintenue qu'en violant la propriété ». F. Engels, 1884, p 88.

En contraste à cette lecture de la violation de la propriété apparaît l'appropriation :

> « Le caractère distinctif du communisme n'est pas l'abolition de la propriété en général, mais l'abolition de la propriété bourgeoise. Or, la propriété privée, la propriété bourgeoise moderne, est la dernière et la plus parfaite expression du mode de production et d'appropriation basé sur les antagonismes de classes, sur l'exploitation des uns par les autres. En ce sens, les communistes peuvent résumer leur théorie dans cette proposition unique : abolition de la propriété privée » [Manifeste du Parti Communiste, Chapitre II] [329] K. Marx et F. Engels, 1848, p 19.

Ce texte mentionne que l'abolition de la propriété, c'est-à-dire l'expropriation, concerne avant toute chose, les moyens de production, de transports et de commerce, les propriétés foncières et tout ce qui permet de générer le travail des autres. Dans le contexte vénézuélien, le Pouvoir populaire se les approprierait. Tout cela en opposition au capitalisme, ou au plus récemment le libéralisme, qui désigne un système :

- économique qui se fonde sur la primauté du droit de propriété individuelle et en particulier de la propriété privée des moyens de production,
- social dans lequel les capitaux, source de revenus, n'appartiennent pas, en règle générale, à celles et ceux qui les mettent en valeur par leur travail,
- de cumul continu du capital, par l'investissement, sachant que celui-ci se déprécie au cours du temps[330].

Parmi les différentes interprétations des théories de J. Locke et J-J. Rousseau, il ressort que les nations qui protègent la propriété privée et vivent dans un État de droit, sont plus prospères, réduisent la pauvreté et améliorent les conditions de vie de leurs habitants. A contrario, les pays qui ont aboli la propriété privée peuvent constater une stagnation économique voire même encourir l'essor de la pauvreté (Pipes, 2018)[331]. Cette même situation peut se retrouver dans les

---

[329] Lire la suite : « On nous a reproché, à nous autres communistes, de vouloir abolir la propriété personnelle, péniblement acquise par le travail, propriété que l'on déclare être la base de toute liberté, de toute activité, de toute indépendance individuelle. La propriété personnelle, fruit du travail d'un homme ! Veut-on parler de la propriété du petit bourgeois, du petit paysan, forme de propriété antérieure à la propriété bourgeoise ? Nous n'avons que faire de l'abolir, le progrès de l'industrie l'a abolie, ou est en train de l'abolir. Ou bien veut-on parler de la propriété privée, de la propriété bourgeoise moderne ? »

[330] D'après la définition de Capitalisme dans le dictionnaire Larousse. « Dans la terminologie marxiste, régime politique, économique et social dont la loi fondamentale est la recherche systématique de la plus-value, grâce à l'exploitation des travailleurs, par les détenteurs des moyens de production, en vue de la transformation d'une fraction importante de cette plus-value en capital additionnel, source de nouvelle plus-value » (idem).

[331] L'historien Ryszard Edgar Pipes, dit Richard Pipes (1923-2018) s'interroge sur la possibilité d'être libre et d'avoir des droits dans une société qui nie l'existence de la propriété privée. En parcourant la réalité de la société en URSS puis en Russie par opposition à la société britannique, il démontre par l'analyse historique

modèles de gouvernements tyranniques ou autoritaires. Plus récemment des économistes venezueliens contemporains (J. Guerra, L. Herrera, A. Guerrero, 2019) développent la même théorie, le débat se poursuit.

Une propriété collective, socialiste et anticapitaliste

La concordance entre les grands auteurs et leurs développements conceptuels sur la propriété justifie en même temps le passage à d'autres notions telles que la justice, la lutte des classes, la domination, la solidarité, la reconnaissance et surtout, la dignité. Même si nous n'abordons que brièvement ces notions, elles ressortent souvent dans les entretiens que nous avons menés. Dans certains cas, les auteurs s'accordent sur une base où peuvent différer les interprétations. Par exemple : la propriété comme un droit, mais pas assignée au même groupe de personnes. Il y a des correspondances en ce qui concerne la valeur du travail ou l'utilisation du sol, mais elles diffèrent par le degré d'appropriation du bénéfice du travail, il y a ceux qui sont davantage en faveur de l'État capitaliste ou ceux qui préfèrent un État socialiste. C'est pourquoi nous poursuivons l'étude avec la contribution du sociologue et économiste allemand Max Weber (1864-1920), qui rattache étroitement la notion de propriété à celle d'appropriation, de possession et de pouvoir dans la société. Il développe en même temps la notion d'expropriation, qui n'est pas en opposition avec l'appropriation, mais son adoption peut être associée à un type de développement de la société.

> « La propriété est appelée l'ensemble des probabilités héréditairement appropriées par un individu, une communauté ou une société. Cette propriété est libre dans le cas où elle est aliénable » Max Weber[332], 1922.

Dans *Les mots de foncier,* sous la direction de G. Boulay et C. Buhot *(2013, p 32),* l'appropriation est comprise comme une notion dichotomique et mise en cause encore aujourd'hui. Une première définition associe l'appropriation à l'acquisition d'un bien et un deuxième regard est lié à l'usage, notamment dans le monde

---

que la notion de propriété privée est nécessaire pour éviter la vulnérabilité des territoires. « En une période de deux ou trois ans de concentration du pouvoir, Lénine a aboli, en faveur de l'État, toute propriété privée, à l'exception des petites parcelles agricoles. Dix ans plus tard, Staline a terminé le processus avec la "collectivisation" de l'agriculture, nationalisant toute la terre et convertissant les fermiers en biens meubles de l'État. À la veille de la Seconde Guerre mondiale, 98 % de l'ensemble des activités de production de l'Union soviétique appartenaient à l'État ou, plus exactement, au Parti communiste. L'effet que cela a produit sur les droits civils et politiques des citoyens soviétiques ne nécessite aucun développement : ils ont été totalement bannis. Cela s'applique également, quoique dans une moindre mesure, à l'Italie fasciste et à l'Allemagne nazie, qui sont fréquemment présentées de façon erronée comme des sociétés "capitalistes". Certainement, Mussolini et Hitler ont toléré la propriété privée dans les moyens de production, mais seulement quand ils servaient l'État » (R. Pipes, 2001, p 52/53).

[332] La definición textual de Weber: "Se llama propiedad al conjunto de probabilidades hereditariamente apropiadas por un individuo o una comunidad o una sociedad; siendo propiedad libre en el caso en que ésta sea enajenable" (Weber, 1922:36). Cité par Torres Castaño, 2012.

occidental où le concept d'appropriation assure les droits exclusifs des biens appropriés sous le titre de la « propriété privée ». Ensuite, selon le Larousse, aliéner consiste à vendre, transférer à quelqu'un la propriété de quelque chose ; abandonner, perdre un droit, une qualité essentielle ; avoir perdu sa liberté.

Cependant, généraliser sur le sujet est problématique. Il existe des pays où la propriété privée a été touchée par l'État sans que ces gouvernements soient dictatoriaux ou autoritaires. Il y a des exemples où les droits du sol et les formes d'appropriation sont très variables. En France, sur l'après-guerre des modèles d'appropriation publique ont été développés par des démocrates[333]. De même, dans une perspective économique et dans ce qui pourrait être considéré comme le tiers monde contemporain, certains historiens économiques tels que Douglass North, David Landes et Tom Bethell ont montré que l'institution de la propriété privée est essentielle pour le développement de l'économie. Cette idée a été reprise par l'économiste péruvien Hernando De Soto Polar (1941—), expert en propriété et pauvreté. Il considère l'absence de droit à la propriété comme un inhibiteur de la croissance du crédit, qui ralentit le développement économique des sociétés et particulièrement dans le cas du Venezuela comme dans d'autres pays latino-américains. De plus, toujours selon De Soto Polar, l'absence de titre de propriété pour les plus pauvres augmente les inégalités. Remarquons qu'il existe des tendances identifiables au niveau international qui signale un glissement du sens du mot propriété ; pour établir la propriété, il doit y avoir une volonté entre les parties. Comme les objets manquent de volonté, la propriété ne peut seulement être établie qu'entre les personnes et la société, ce qui ressemble un peu à la théorie de Marcel Planiol[334] sur la propriété universelle dans laquelle tout est une question d'accord, de consensus. Le professeur Eduardo Ghersi présente une vision contemporaine dans le contexte latino-américain, affirmant que la propriété est le résultat de droits personnels et de droits réels.

---

[333] La réquisition est l'acte par lequel l'autorité administrative impose, dans un but d'intérêt général, à une personne privée, le transfert de propriété ou d'usage de son bien immobilier moyennant indemnité. En France des associations comme Droit au Logement (DAL) et Jeudi Noir, expliquent que depuis 1945, les pouvoirs publics ont tenté à plusieurs reprises, avec plus ou moins de succès, de réquisitionner des logements. Au total, environ 120 000 logements ont été réquisitionnés en France. L'ordonnance du 11 octobre 1945, stipulait que tout local vide depuis plus de six mois dans une ville où il existe « une crise grave du logement » pouvait être réquisitionné.

[334] Le juriste autrichien Hans Kelsen (1881-1973) et le professeur français Marcel Planiol (1853-1931), en défense du capitalisme, expliquent l'existence de droits subjectifs et l'absence de droits « réels ». Louis Josserand (1897-1941) et Léon Duguit (1859 – 1928) font valoir que le droit à la propriété est le reflet de la relation par rapport au travail. Le juriste Hugo Grotius (1583 – 1629) de Delft (Hollande) comprend la « condition morale dont une personne peut se prévaloir d'une chose » dans la politique latino-américaine contemporaine.

Dans le contexte vénézuélien, le projet de « propriété collective » est apparu et pour cette raison, un rappel au concept est nécessaire :

> « La propriété collective est une expression utilisée dans la période contemporaine comme synonyme de propriété commune pour requalifier tout d'abord des formes de maîtrise anciennes, archaïques, traditionnelles du sol et de ses produits par opposition au droit de propriété individuel. Dans la littérature, elle a pu désigner des formes d'appropriation de ressources par un groupe : la famille, la tribu, le clan, le peuple. Les auteurs qui, de Rousseau à Marx et jusqu'au milieu du XXe siècle, se sont intéressés aux modes d'organisation agraire et aux communes paysannes ont développé l'idée d'une propriété collective primitive pour l'opposer au nouveau droit individuel consacré par leurs contemporains. » [Dictionnaire des biens communs] G. Salord, 2017, p 2369.

Dans le cadre de cette recherche, nous avons évoqué des similitudes entre la situation actuelle du Venezuela et l'exemple de la Russie soviétique ou URSS et de la Chine, concernant l'utilisation et le droit de la terre, la production du logement et la mobilisation de l'image comme marketing politique (Chapitre I). Selon un rapport de CEDICE (Centre de Divulgation des Connaissances Économiques pour la liberté – *Think Tank* vénézuélien) qui étudie l'évolution de la propriété privée et ses variations en fonction des nouveaux instruments de l'État vénézuélien, ce dernier ignore un certain nombre d'articles inclus dans la Constitution actuelle (1999) sur les droits de propriété.

> « Entre 2006 et 2008, dans le cas des terres agricoles du Venezuela, les droits de propriété privée de plus de 590 fermes ont été supprimés selon la Fédération nationale des Éleveurs du Venezuela FEDENAGA (Federación Nacional de Ganaderos de Venezuela) représentant les agriculteurs et les éleveurs depuis plus de 60 ans. À la mi-2009, l'exécutif avait déjà exercé son contrôle sur plus de 2 500 000 hectares auparavant détenus par le secteur privé. Cette expropriation s'est effectuée sous couvert de la procédure administrative dite de sauvetage des terres agricoles, c'est-à-dire de récupération de terres agricoles prétendument inactives par l'État. Celle-ci échappe aux tribunaux sauf lorsque les propriétaires privés s'opposent à cette "récupération". Pour obtenir une application "juridique" de cette procédure, l'Exécutif national ne tient pas compte des documents actuels de propriété privée, sauf s'ils sont accompagnés de la documentation généalogique de la propriété remontant jusqu'à l'année 1848 » Rosito, 2007, cité par A. Rondón, L. Herrera Orellana, T. Arias, 2010, p 2.

Selon ce rapport, ces actions sur l'utilisation et la propriété des terres, ainsi que la propriété du logement, visent à éliminer toute indépendance économique des citoyens par rapport à l'État et à mettre en place un système de planification centralisé. De même, ils sont contraires à la Constitution de 1999, mais conformes

à la réforme constitutionnelle de 2007, rejetée par le référendum populaire, et au Plan socialiste 2007-2013.

Diverses théories promeuvent l'emprise de l'État, où ce dernier est propriétaire de la terre et où la terre est une partie fondamentale de l'État, ce fut le cas, par exemple, de l'Allemagne ou de la Russie à certaines périodes. D'autres types de sociétés se développent actuellement en suivant de nouvelles directions, ce qui est peut-être le cas de ce qui est en train de s'établir au Venezuela.

Il semble naturel d'effectuer une comparaison entre le discours actuel où certains penseurs remettent en question la notion de propriété privée et la façon dont l'État vénézuélien accentue l'adaptation de son modèle dans sa conception du Socialisme au XXI^{ème} siècle. Sa critique du système bourgeois et son opposition radicale à la propriété privée font partie du discours politique officiel actuel. Ainsi, quand le Pouvoir populaire (PP) vénézuélien évoque la relation entre qualité de vie et propriété, on intègre par la même occasion une analyse de la représentation du prolétariat. Le prolétaire est souvent présenté comme celui qui possède peu d'actifs, un homme ou une femme appartenant à une classe sociale considérée comme inférieure, et, de fait, la plus opprimée de la société. Il doit logiquement — toujours selon le Pouvoir populaire — se rebeller contre le système qui l'opprime. Il revient au Pouvoir populaire d'assumer ce rôle de pointe dans la transformation en cours. Il doit prendre le pouvoir et gérer la société, être le protagoniste du Socialisme du XXI^{e} siècle. Dans le cas du Venezuela, l'entité Pouvoir populaire donne un sens au Socialisme du XXI^{e} siècle.

Lors de la diffusion de l'émission *Aló Presidente* n° 355 en 2010 Chavez a souligné l'existence d'une :

> « vieille opposition fasciste ou antidémocratique responsable de la contamination de nouvelles personnes, de nouveaux courants, ou de petits groupes, des jeunes qui ont rejoint le courant contre-révolutionnaire. Ils défendent le capitalisme, nous le socialisme, la lutte des classes. Ils défendent, la bourgeoisie et ses alliés, nous le prolétariat et ses alliés, la paysannerie, le prolétariat, le peuple »[335]. Hugo Chavez, 2010.

Reprenant des extraits du projet gouvernemental, le Plan Patrie (2019-2025) indique divers « fronts de bataille pour la souveraineté », avec un discours animé

[335] "una vieja oposición fascista o antidemocrática que se ha encargado de contaminar a nueva gente, a nuevas corrientes, o pequeños grupos, gente joven que se ha sumado a incursionar en la corriente contrarrevolucionaria. Ellos defienden el capitalismo, nosotros el socialismo, la lucha de clases. Ellos defienden, la burguesía y sus aliados nosotros el proletariado y sus aliados, el campesinado, el proletariado, el pueblo". Traduit par l'auteure.

par des mots de « guerre » et de « protection du peuple ». Ce qu'il qualifie de « trophée de guerre » consistera à « renforcer et élargir la planification urbaine de la GMVV [...] en tant qu'outil de réaménagement national fondé sur la satisfaction du logement en tant que nécessité sociale et non en tant que marchandise. » Le texte revient sur le logement social destiné à « résoudre le problème de l'habitat de la vie familiale, le noyau de la communauté, en tant que cellule sociale, ainsi que la dynamique urbaine socialiste ». Le logement social « relève les défis des nouveaux modes de gestion, soutenus par l'organisation populaire, pour la transformation révolutionnaire de la société (p 11) ». Le plan souligne les succès de la révolution « malgré la guerre économique, un maximum historique d'investissement social était atteint avec 75,4 %[336] du budget de l'État sur l'exercice 2019 [...] consacré en partie à construire 2 600 000 logements, c'est-à-dire avec une croissance de 1 500 % supérieure au nombre total de logements construits sous la IVe République [...] d'avoir atteint les 3 000 premières communes, en tant que formes organisationnelles du pouvoir populaire... Dans le même temps, le transfert de compétences et les formes de gestion des biens doivent être poursuivis dans un esprit communautaire, ce qui exclut la propriété privée et combat la propriété foncière et le latifundio[337]. » La production de biens et de services doit être régie par la propriété sociale (p. 158). Ce texte est mobilisé comme le testament que Chavez a laissé au peuple, « l'arme » pour surmonter les batailles et les attaques de la guerre économique et la « feuille de route à suivre » pour réussir la Révolution.

Dans des visions plus contemporaines, la notion de propriété est pensée comme support de modèles alternatifs de sociétés. George Julien dans *Repenser la propriété, des alternatives pour habiter (2016)*, précise que la fonction sociale de la propriété est :

> « redéfinie d'une manière totalement originale comme un mécanisme par lequel les biens sont affectés à des buts économiques et sociaux [...] vise donc à subordonner la propriété à la loi de la solidarité et du progrès par la socialisation des biens au service du libre développement individuel » G. Julien, 2016, p 38.

Sylvette Denèfle, de son côté, affirme que la propriété a perdu son caractère égalitaire :

> « La propriété privée n'est plus accessible à tous. La propriété publique n'est plus garante du bien commun. Le modèle de la modernité s'effondre progressivement

[336] Le Plan Patrie présente également un coefficient de Gini a la baisse : « le coefficient de Gini montre les améliorations dans la répartition de la richesse, cet indicateur considérablement amélioré, passant de 0,499 en 1999 à 0,377 en 2018 (p. 13-14). »
[337] Ferme agricole de grande extension qui appartient à un seul propriétaire.

dans les interrogations idéologiques sur le devenir des sociétés occidentales et la propriété privée nous montre l'avancement de ces processus » S. Denèfle, 2016, p 17.

Denèfle explique la manière dont les mouvements sociaux (Anonymous, Indignados, le 15-M, le mouvement du parc Gezi, Nuit debout) luttent contre la notion classique et républicaine de propriété privée. Cependant, elle souligne que dans ces mêmes mouvements, le droit à la vie dépasse le droit à la propriété. Mais, leurs pratiques courantes d'occupation d'espaces publics adoptent de plus en plus une position de militantisme plutôt qu'un besoin réel de survie, portant davantage sur une conception philosophique proche des mouvements anarchistes (Denèfle, 2016).

Les mouvements sociaux jouent un rôle important dans la notion de propriété. En effet, après ce rapide récapitulatif historique et conceptuel de la propriété, nous pouvons noter que la fonction sociale de la propriété favorise une réévaluation du concept de propriété privée.

Selon Pierre Dardot et Christin Laval, dans *Commun Essaie sur la révolution au XXI^e siècle (2014/2015)* il existe un principe politique des communs, celui-ci inclus la sphère sociale et politique, selon eux :

> « Le commun ne constitue pas non plus un nouveau mode de production ou encore un tiers s'interposant entre le marché et État pour former un troisième secteur de l'économie à côté du privé et du public. La primauté du commun n'impliquant donc pas la suppression de la propriété privée, a fortiori n'impose-t-elle pas la suppression du marché. » P. Dardot et Ch. Laval, 2014/15, p 582.

2. Les « communs » par des auteurs contemporains

En occident, une réflexion sur les Biens Communs se développe. De nombreuses références traitent de la notion de « commun », qui pour atteindre cet objectif proposent d'agir autrement, avec des nouvelles formes de participation et de gestion. Cette sous-partie s'appuiera sur des recherches faites par le projet scientifique « BIenS COmmuns et TErritoire » (BISCOTE) et le séminaire Biens Communs et Territoires qui s'est tenus en 2017 à Paris, complété par les expériences de CLT et UrbaMonde[338].

Le *Dictionnaire des biens communs* (2017) décrit en détail l'évolution de cette notion, allant des ressources naturelles en suivant Garrett Hardin et Elinor Ostrom[339], jusqu'à l'utilisation de la révolution numérique et du logiciel libre dans notre société. C'est un sujet abordé dans diverses disciplines, au travers de la participation et des initiatives de citoyens qui ont montré la possibilité de vivre « en commun », et surtout en opposition avec le modèle de l'utilisation individuelle.

> « La propriété est en conséquence traditionnellement considérée comme étant par essence individuelle, puisque tout pouvoir concurrent sur un même bien est exclu. L'absolutisme ne paraît avoir de sens que si les prérogatives de propriété sont réunies entre les mains d'un seul sujet. Or l'adjonction du terme "commune" à celui de "propriété" désigne une propriété dans laquelle un même droit unique de propriété serait partagé entre plusieurs personnes. Ainsi, en cas de propriété commune, on ne trouve plus une seule personne opposant son monopole aux tiers, mais une communauté de personnes. » G. Salord, 2017, p 2385

Ce dictionnaire évoque principalement les termes des « communs » ou « biens communs », au singulier ou au pluriel, dans le contexte européen et nord-américain.

> « Si telle est la définition de tout commun, alors un commun, quel qu'il soit, requiert un autogouvernement ou un gouvernement démocratique. L'acte même d'instituer un commun est un acte de démocratie. L'acte de gouverner un commun n'est autre que la continuation de cet acte, il est en quelque sorte l'institution continuée. Il consiste à relancer la dimension de l'instituant en soumettant les règles collectives à une révision critique chaque fois que la situation l'exige. Il ne peut donc procéder

[338] UrbaMonde est une association créée en 2005 en Suisse et en 2015 en France dans l'objectif de promouvoir l'habitat collaboratif au niveau local et international.

[339] « Dans un contexte de crise écologique, elle et son École dite de Bloomington ont démontré qu'il existait des organisations viables et durables de gestion collective de systèmes socio écologiques. Des ressources – forêts, pêcheries, eau, etc. – peuvent être gérées par une communauté de taille moyenne (une centaine de personnes), dont les membres disposent de divers droits (accéder à la ressource et en prélever une fraction notamment) – le «faisceau de droits «ou «bundle of rights » –, selon un mode de «gouvernance» spécifique, le plus souvent coutumier «visant à garantir, à travers le temps, l'intégrité et la qualité de la ressource» (voir «Communs»), le rapport avec les non-membres étant également codifié. Extrait du «Dictionnaire des biens communs.» de Fabienne Orsi, 2017.

> que du principe de la démocratie : le gouvernement d'un commun qui ne serait pas démocratique menacerait à court terme l'existence même de ce commun. C'est précisément ce principe que l'on peut appeler le principe du commun. Il suffit pour le comprendre de se référer à l'étymologie latine de ce mot : le commun, ou cum-munus, est la co-obligation qui procède de la co-participation à une même activité. La démocratie n'est pas "participative" par option, elle est par essence co-participation aux affaires publiques. […] » Orsi, Dardot et Laval, 2017, p 593-4.

Ce concept de « *commun* » peut être structuré à plusieurs échelles. Entre autres, son aspect global serait associé à sa compréhension dans la nature, sur terre, dans l'air, en mer, ce qui permettrait aujourd'hui de générer des relations interpersonnelles nouvelles et susciterait des campagnes d'acquisition de connaissances à ce sujet qui doivent être préservées pour vivre un avenir meilleur. Situer et comprendre le « *bien commun* » est nécessaire, pour le bénéfice « *mutuel* », car l'absence de cette force de groupe réduit la possibilité de son amélioration.

S'inspirant des travaux d'Hardin et d'Ostrom, B. Coriat (2017) fait un retour synthétique sur la définition de « commun » ; un « *commun* » n'existe qu'à trois conditions :

- il existe une ressource qui peut être partagée,
- des droits et des obligations sur celle-ci peuvent être attribués à de tierces personnes/une communauté,
- une structure de gouvernance peut assurer le maintien à long terme de la ressource et de l'organisme qui la gouverne.

Il faut aussi distinguer les « *communs* » du « *bien commun* ». Si l'une des 3 conditions citées ci-dessus vient à manquer — le plus souvent c'est la structure de gouvernance qui fait défaut — on le réduit à un « *bien commun* ». Ce n'est plus qu'une ressource partagée, dont l'accès est « ouvert » à un large voire très large public, il en est ainsi de l'océan, de l'atmosphère, du climat, etc., mais qui pour autant n'est pas ou très mal gérée, par exemple le climat !

Selon Dardot et Laval, le commun est inappropriable, « c'est en régler l'usage sans en faire le propriétaire, c'est-à-dire, sans octroyer le pouvoir d'en disposer en maître. [...] il n'y a pas des biens communs, il n'y a que des communs à instituer » (2014/2015, p 583)

Ce qui suppose bien sûr un ensemble d'acteurs attachés à faire prospérer et à défendre le « *commun* » contre la menace, toujours présente, d'accaparement. Il

n'est jamais exempt d'occasionner des conflits et des tensions telles que des tentatives de privatisation, de désocialisation, d'appropriation, etc. Il n'est jamais « *donné* », ni non plus « *acquis* ». Il suppose que des personnes se soient mobilisées pour le constituer puis le préserver. Il est une entité sociale.

D'après B. Coriat (2017), les communs constituent une alternative aux droits de propriété exclusifs de gestions des biens, c'est un moyen de rentrer vers un modèle de propriété inclusive et partagée. Ils ne peuvent pas exister sans des conditions institutionnelles appropriées. Enfin, les communs sont à la fois un moyen économique de garantir la soutenabilité des ressources et un lieu de démocratie renouvelée. Il ne s'agit pas d'effacer des modèles démocratiques existants, mais la délibération et la participation citoyenne doivent être modifiées à la fois pour arriver à une compréhension et une gestion des communs.

Dans ces études sur les communs, nous avons observé une approche conséquente par le prisme de la nature, d'abord parce qu'il est plus facile à comprendre l'ampleur de cette notion si elle est associée à la sensibilité qu'elle peut générer dans la société, ainsi que par la possibilité donnée aux gens de s'impliquer plus facilement. En tout état de cause, les « biens communs » liés à la nature (l'eau ou l'air) n'appartiennent pas à un groupe ni à un individu ni à une entité, pour autant, la société peut donc les gérer plus facilement que s'il existait des intérêts individuels, personnels ou économiques entre eux. C'est une hypothèse. Cependant dans une société non structurée, divisée ou en élaboration/création, comme c'est le cas au Venezuela, le bénéfice « *mutuel/commun* » est plus complexe à apprécier et à intégrer. Quoi qu'il en soit, cette hypothèse sur les « *biens communs* » s'applique aisément aux ressources marines[340] et à l'air, mais ce n'est pas le cas de la « *terre* ». Ce dernier a été fort exploité par divers États[341], la propriété à titre privé ou individuel et voire vulgarisée comme objet politique en termes d'appartenance. Ce terme a également évolué et peut être relatif dans une large mesure à la force de l'État et au contrôle de la société. Le propriétaire public (État) ou privé, individuel ou collectif, de la terre en obtient une plus haute position et en acquiert plus de force, en fonction même de l'usage qu'il en fait. Précisément, la définition de cette appropriation peut parfois paraître d'autant plus ambiguë qu'elle a souvent été l'objet de transformation. En d'autres termes, il faut associer la propriété au type d'utilisation qui en est faite ce qui permet d'en

[340] L'eau son approvisionnement et sa distribution sont très fréquemment privatisés et/ou contrôlés.
[341] Plusieurs expériences socialistes ont abordé la propriété collective : les kibboutzim en Israël, les habitats collectifs en Russie, les terres communales (coopératives foncières au Mexique) en Amérique Latine. Les cooperatives de logements en Uruguay (1968)

déterminer strictement la valeur. En ce qui concerne directement le sujet de la propriété « *commune* », fréquemment associée à la « *propriété collective* », le Venezuela propose une modification de la propriété pour la transformer en une « *appropriation* » d'usage « *commun* », une sorte d'usufruit, en ce qui concerne à la fois les éléments naturels, les aspects physiques et/ou de construction, voire même l'État.

> « Même le coin le plus reculé doit atteindre la justice pour mettre de l'ordre dans la propriété de la terre ; Des terres pour les paysans ! Des terres pour ceux qui les travaillent ! Des terres pour les vrais producteurs ! Une justice pour les campagnes ! Tant que nous ne vaincrons pas le latifundium (grandes propriétés), nous ne pourrons mener à bien aucun projet de développement intégral pour le Venezuela. »[342] H. Chavez, 2006.

Les communs territoriaux comme action politique

Une expérience remarquable, celle de *Community Land Trust* (Lauréat 2008 du *World Habitat Awards* (prix mondial de l'habitat) fondation pour le partage du sol, a été créé dans les années 1970 aux États-Unis et fut présentée comme un modèle de logement social alternatif à celui classique de la propriété privée. Les créateurs, *Community Land Trust* (CLT), activistes du mouvement antiségrégationniste, se sont inspirés des modèles de communautés d'habitation tels que les cités jardins britanniques, les moshav israéliens et le mouvement gandhien Bhoodan-Gramdan en Inde. (Salenson, Simonneau, 2018). L'innovation a porté sur la question foncière. *Community Land Trust* propose de séparer la propriété du bâtiment et de celle du terrain. Les occupants/habitants sont propriétaires de leurs logements et locataires du terrain. Le territoire d'action du CLT varie dans sa dimension physique (de l'échelon municipal à la région). Les CLT doivent construire les parcelles, adapter les nouveaux usages, par le biais de baux de 99 ans renouvelables et transmissibles aux ménages qui se portent acquéreurs du bâti (Attard, 2013). J.-P. Attard rattache la notion de foncier à « land », comprise dans les biens communs au même titre que l'atmosphère, les ressources naturelles qui ne peuvent pas être moralement appropriés. Tandis que la communauté est associée au « trust », une fondation à but non lucratif acquiert le sol et le met à disposition aux futurs habitants.

---

[342] "Hasta el más lejano rincón debe llegar la mano de la justicia para poner orden en la propiedad de la tierra; ¡tierra para los campesinos!, ¡tierra para el que la trabaje!, ¡tierra para los verdaderos productores!, ¡justicia para el campo! Mientras no derrotemos al latifundio, no podremos echar adelante ningún proyecto de desarrollo integral para Venezuela." Declaraciones del presidente Chavez. 5 de abril de 2006. Traduit par l'auteure.

Sur l'habitat collaboratif et participatif, plusieurs expériences accompagnent cette réflexion : dont j'ai découvert certaines lors de ma participation à la *Journée Européenne de l'Habitat Collaboratif*, Lyon 2019, animé par UrbaMonde[343]. Différentes expériences européennes d'exonération du prix du terrain ou d'initiatives participatives montrent la nécessaire modification des modèles de propriété privée afin de garantir un logement aux plus défavorisés. Ce qui ressort, c'est la participation nécessaire de la part des habitants et des secteurs publics et privés impliqués dans la construction de logements sociaux, mais aussi, que le succès probable s'observe dans des opérations de petite taille. Dans notre cas, ce projet GMVV au niveau national présente des difficultés concernant l'intégration des acteurs sur tout le territoire et donc moins de preuves du succès de l'opération générale.

Dans le contexte théorique, les origines des travaux sur les communs peuvent être accordées aux études de Lefebvre et Harvey sur le Droit à la Ville. Harvey contribue à différencier « l'espace commun » de « l'espace public » : ce dernier est régi par des décisions purement politiques qui l'éloignent de la notion des « communs ». De même, la contribution de Stavros à la lecture de l'espace en tant que notion abstraite, porte précisément sur une caractéristique de « l'espace commun ». Il le définit comme ce lieu où naissent les relations : valeurs, nouveaux modes de vie, traditions. Les deux auteurs s'accordent sur l'essence des « communs » qui ne peuvent être préalablement établis par aucune institution étatique. Il est à noter que la pratique même « des communs » sur un territoire ne peut exister que grâce à l'accord et aux initiatives des participants.

Cependant, un passage par des références plus récentes sur des expériences d'habitat participatif ou collaboratif en lien avec la notion de territoire commun me semble opportun. D'après le séminaire *La fabrique des territoires. Biens communs et territoires – Enjeux et perspectives* à Paris 2019

> « Sous l'angle territorial, les biens communs annoncent une transformation sociétale où le collectif, défini autour de revendications de modes de vie, de valeurs

[343] Initiative que mettent en lumière des projets portés par des citoyens inspirants, qui vise aussi à sensibiliser et à tracer une feuille de route pour soutenir les initiatives d'habitat collaboratif et garantir l'accès au logement abordable. La session s'est composé d'études de cas (Londres, France, Espagne) et d'une vue d'ensemble sur des politiques et les mécanismes inspirants permettant d'accéder au foncier pour les CLT – FMDV (Fond mondial de développement des villes). Comment les CLT contribuent au mouvement du "Bien Commun" en extrayant le foncier du marché spéculatif ? (Discussion sur le "changement de système" qui permettrait, au-delà du logement, d'avoir un impact qui serait en lien avec l'outil CLT). Le cas plus emblématique a été celui d'Entrepatios la première coopérative éco-sociale de Madrid qui propose un changement entre le droit d'usage au droit commun.

et de traditions et représenté par les “commoners” (associations de personnes occasionnelles ou non), initie une nouvelle base socio-économique de la société civile au niveau local. Le collectif organise des actions et construit des espaces communs pour subvenir aux besoins essentiels notamment des plus pauvres (économie solidaire, économie de la pauvreté…). L’Amérique latine et l’Europe du Sud regorgent d’exemples de cette nature. En ville, on assiste à un réveil démocratique collectif porté par les “urban commoners” (dont l’action est le commoning) sur des enjeux de solidarité et d’entraide (tels que l’accueil des migrants) et de droits sociaux (tels que l’accès au logement). On recense à ce jour pas moins d’une occupation similaire par semaine dans le monde, selon Michel Lussault, qui perçoit dans les communs une “puissance mobilisatrice et constructive de la cohabitation”. Les communs permettent une nouvelle compréhension de la réalité des marchés et portent un discours performatif et vivant » Coriat, Larrère, Camagni, Lassault, Stavrides, par Cecutti et Roudaut, 2017

S’il est vrai que les théories d’Harvey et de Lefebvre valorisent l’utilisation du sol, le pouvoir de l’utilisateur à son encontre et, surtout, démystifient l’emprise de l’État en tant que premier et seul gestionnaire de ce bien, les diverses expériences retrouvées dans le monde et dans l’histoire, montrent de nouveaux modèles relationnels qui découlent de cette appropriation territoriale. Les références les plus récentes pointent la relation de cause à effet entre la cohabitation et des nouvelles pratiques d’appropriation qui, dans notre problématique principale, semble avoir un impact sur la production de l’espace.

« Les communs urbains peuvent être des biens ou des services publics ou privés et dont leur caractère commun dépend essentiellement de l’action collective qui les investit. » D. Festa, 2016, p 769.

Il est possible d’ajouter aussi :

« La notion de biens communs territoriaux comprend des aspects immatériels (des savoirs environnementaux, des modèles socio-culturels locaux, des milieux socio-économiques…) et des aspects matériels (des paysages urbains et ruraux, des infrastructures, etc.) ; elle renvoie plus particulièrement à la question des ressources et de la valeur d’usage. Le terme de ressource sous-entend l’usage, car une ressource n’existe que si on l’utilise ». A. Magnaghi, S. Fiori, 2018, p 2.

Selon Roberto Camagni[344], Stefano Rodota[345] (2013) définissait dans le contexte européen, les communs territoriaux comme « un ensemble de biens essentiels pour la survie de l’homme et pour le développement de l’homme, strictement lié aux droits fondamentaux de l’homme ». Avec l’intégration de cette définition avec celle de Maddalena (2014), le territoire devient « un espace relationnel et

[344] Roberto P. Camagni, professeur d’économie urbaine italien, spécialiste du développement territorial et urbain et de la diffusion des technologies et innovations.
[345] Stefano Rodotà (1933-2017), juriste et parlementaire italien.

géographique sur lequel une communauté de personnes agit pour défendre un ensemble de ressources comme instruments de réalisation de la personne humaine et de ses droits fondamentaux (liberté, dignité égale, solidarité) ».

> « En somme, tant que les activités, les goûts et les modes de vie sur la base desquels des individus et des groupes entretiennent leur sentiment d'exister ont pour effet de contribuer à la qualité de la vie sociale et à une bonne coexistence générale, les citoyens et les pouvoirs publics n'ont pas à agir, sinon pour les encourager » F. Flahault, 2013, p 779.

L'usage de l'approche par les « *communs* » apparaît être une voie permettant aux acteurs du terrain d'agir et surtout d'innover. Elle témoigne également d'une évolution de notre société vers des modes de valorisation et de gestion des ressources territoriales plus collectives, plus participatives, dans lesquels sont impliquées les parties prenantes et en particulier les usagers, traduisant une aspiration vers un développement plus localisé, inclusif, durable et équitable. Ce regain d'intérêt semble encore plus vif dans le domaine du développement urbain où il cristallise un certain nombre de problématiques transversales et transsectorielles (Coriat, 2014).

Il est possible de comprendre certaines actions de l'État, sur l'expropriation et la nationalisation des entreprises. D'abord, l'appropriation de l'État, qui ensuite redistribue au peuple en envisageant une gestion des communs, coïncide parfaitement avec les théories proposées dans le Socialisme du XXI^{e} siècle et les exemples développés dans ce chapitre. Par contre, la difficulté apparaît avec l'insuffisance des outils mis en place pour gérer les communs. La question qui se pose : la situation de crise du pays et le manque de services empêcheraient-ils la maîtrise de la gestion de ces communs et la participation des habitants à la vie communale ?

Afin de comprendre le projet politique du Socialisme du XXI^{e} siècle et son impact sur le territoire en ce qui concerne la modification du type de propriété, nous proposons un bref passage par des notions traitées par certains auteurs auxquels Chavez fait référence dans son discours en lien aussi avec les grands auteurs cités précédemment. Il s'agit de saisir le lien entre les références théoriques des grands auteurs, les références plus contemporaines, les expériences de communs dans le territoire et la proposition étatique de propriété commune dans l'État communal (*cf.* Chapitre IV). Comme le soulignaient, les philosophes Judith Revel et Toni Negri dans *Inventer le Commun des Hommes* (2007), il est posible de citer en premier lieu une idée de Jean-Jacques Rousseau :

> « Puisque la propriété privée génère l'inégalité, comment inventer un système politique où tout, appartenant à tous, n'appartienne pourtant à personne ? »

Ensuite les auteurs ajoutent :

> « Voilà donc ce qu'est le public : ce qui appartient à tous, mais à personne, c'est-à-dire ce qui appartient à l'État. Comme l'État, ce devrait être nous, il va bien falloir inventer quelque chose pour enjoliver sa mainmise sur le commun : nous faire croire par exemple que s'il nous représente, et s'il s'arroge des droits sur ce que nous produisons, c'est parce que ce "nous" que nous sommes, ce n'est pas ce que nous produisons en commun, inventons et organisons comme commun, mais ce qui nous permet d'exister. Le commun, nous dit l'État, ne nous appartient pas, puisque nous ne le créons pas vraiment : le commun, c'est ce qui est notre sol, notre fondement, ce que nous avons sous les pieds : notre nature, notre identité. Et si ce commun ne nous appartient pas vraiment — être n'est pas avoir —, la mainmise de l'État sur le commun ne s'appelle pas appropriation, mais gestion (économique), délégation et représentation (politique) ». J. Revel et T. Negri, 2007, p 8/9.

Dans le contexte vénézuélien, le Socialisme du XXI^{e} siècle propose la transformation de la société par la propriété commune. En se présentant « anticapitaliste et anti-impérialiste », le gouvernement flirte avec le communisme qui se définit par cette notion « des communs » où toutes les ressources sont réparties de manière égale dans la société.

3. Propriétaire au Venezuela, un modèle juridique dans l'État socialiste

À la suite, d'expériences de révolution sociale plus ou moins réussies dans le monde, l'État vénézuélien a engagé la sienne. Mais, comment définir une révolution sociale ? Pour dessiner les contours de cette notion, nous pourrions dire qu'elle entraine un changement radical dans la vie de la société, impliquant le renversement du régime social antérieur et la création d'un nouveau régime progressiste. Elle ouvre aussi à de nouvelles formes de production. Présentée comme une révolution sociale, la Révolution bolivarienne est menée par l'État qui tente par son discours et ses actions de rallier la société à son projet.

> « Les pauvres et nous [l'État] avons une grande foi en Christ, Christ Rédempteur. Notre socialisme doit être chrétien, bolivarien, non-marxiste-léniliste » [Déclarations sur le Parti socialiste Unie de Venezuela] H. Chavez, 2007.

Pour comprendre cette révolution sociale, nous allons nous intéresser à l'évolution de la propriété au Venezuela. En France, l'article n° 544 du Code civil définit la propriété ainsi

> « la propriété est le droit de jouir et disposer des choses de la manière la plus absolue, pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par les lois ou par les règlements ».

Au Venezuela, l'article n° 545 du Code civil définit ce qui suit :

> « La propriété est le droit d'utiliser, de jouir et de disposer d'une chose exclusivement, avec les restrictions et les obligations établies par la Loi ».

C'est le même concept qui est reconnu à l'article n° 115 de la Constitution de la République Bolivarienne du Venezuela (CRBV) et qui ressemble à d'autres notions sur la propriété au niveau international. Juridiquement, la propriété est connue comme le « plein pouvoir sur un bien », parce que le propriétaire, de manière autonome et exclusive, peut décider de son utilisation, de ses avantages et de ses désavantages. Selon l'article n° 538 du Code civil, encore en 2020, seuls deux types de propriétés existent, la propriété publique, qui appartient à l'État, et la propriété privée, qui appartient aux individus. Ces dernières ne permettent pas une propriété commune. Ce sont deux catégories bien définies qui éludent la possibilité d'une interprétation nuancée en tant que « propriété semi-privée » ou celle actuellement proposée par l'État vénézuélien. La « propriété multifamiliale », un nouveau concept qui n'est envisagé dans aucune loi vénézuélienne actuelle et qui dispose de peu de références sur le plan international. Afin de mieux saisir cette démarche, un passage vers le cadre juridique éclairera le panorama.

La sous-partie suivante illustrera brièvement une sélection des lois modifiées et certaines notions mobilisées dans le discours officiel et aujourd'hui par les habitants de ce que nous avons pu constater dans nos entretiens. À la fin de ces deux parties très descriptives, une analyse synthétique sera présentée.

Un cadre juridique pour accueillir la construction du logement

> « J'invite les mouvements populaires à le dénoncer. Partout où il y a un terrain en friche, un terrain à l'abandon, dans un recoin, derrière une maison là-bas, dénoncez-le, parce que nous allons récupérer toutes ces terres pour construire des logements pour qu'il n'y ait plus de personnes en danger de mort là-bas dans le ravin, dans les combes, que tous nous vivions avec dignité parce que nous avons tous les mêmes droits, loi de Dieu et loi du Venezuela, de la Révolution bolivarienne… » H. Chavez, 18 janvier 2011

Actuellement la GMVV dispose d'un corps de lois[346] approuvées par le gouvernement et les mouvements sociaux à l'Assemblée nationale qui assure la continuité des projets et la possibilité d'accès à de nouveaux logements. Ces lois sont ajoutées dans cette étude, car elles représentent les dispositifs utilisés par l'État pour gérer l'utilisation et l'appropriation du terrain, l'expropriation, l'expulsion ou non des occupants, afin de poursuivre le processus de construction de logements sur le territoire national.

Parmi les lois existantes, qui ont été affectées par la démarche de la GMVV, figurent :

- La Loi Organique d'urgence pour la Régulation des Terres Urbaines et du Logement, en vigueur depuis le 29 janvier 2011 (J.O. N° 6018). Cette loi permet l'acquisition et l'occupation de terrains et d'immeubles urbains abandonnés ou non utilisés pour la construction de logements. L'une des conséquences principales est de faciliter les expropriations. Elle interdit à ceux qui bénéficient d'un immeuble financé par l'État de le vendre ou de le louer.
- La Loi sur le Régime de Propriété des Logements de la GMVV publiée le 6 avril 2011 (J.O. N° 6021). Cette loi vise à consolider la propriété sociale avec l'introduction de deux modèles de propriété « multifamiliale » et « familiale ». Les familles deviennent ainsi propriétaires du terrain et des logements sociaux qui leur ont été alloués, conformément aux dispositions

[346] La GMVV et l'organisation des Conseils Communaux qui, en s'agroupant, forment les Communes, relèvent d'une Loi Organique (*cf.* chapitre IV). Par contre, une des modifications envisagées de la Constitution serait l'inclusion de ces politiques dans la Constitution elle-même. On imagine le parallèle en France si l'on ajoutait la politique de construction des grands ensembles comme partie intégrante de la Constitution française.

de la Loi Organique d'urgence pour la Régulation des Terres Urbaines et du Logement.

- La réforme de la Loi de Régularisation Globale Spéciale de la Propriété Foncière dans les agglomérations urbaines ou périurbaines par décret de rang, qui a valeur et force de loi. Dans cette réforme, les mécanismes juridiques ont été ajustés pour accélérer la délivraison des titres fonciers dans les communautés établies sur les terres privées.
- La Loi contre les Expulsions Arbitraires de Logement, décret de rang, qui a valeur et force de loi. Cet instrument permet au Venezuela d'être le premier pays au niveau international à disposer d'un instrument juridique national pour se conformer à l'Observation générale n° 7 de 1997 émise par le CESCR[347], relative au droit à un logement convenable contre les expulsions forcées.
- La Loi Spéciale pour la Dignité des Travailleurs et des travailleuses des Logements, décret de rang, qui a valeur et force de loi. Jusqu'à la date d'approbation de cette loi, les « concierges » ne profitaient pas des lois du travail ni d'un régime qui garantissait l'égalité de leurs droits avec ceux des autres travailleurs du pays. Cette loi les protège également contre une éventuelle expulsion des logements qu'ils habitent lors d'un conflit du travail, puisque cette activité relie l'occupation du logement avec la permanence dans le travail.
- L'Abrogation de l'article n 471-A du Code pénal, qui criminalisait les familles occupant des biens illégalement.
- La Loi Spéciale de Régularisation Intégrale des Régimes Fonciers des Établissements Populaires Urbains[348] (2006) qui, dans son Article n 6, promeut et consolide la participation protagoniste, la coopération active, démocratique, délibérative, autogérée, coresponsable et organisée. Elle renforce le Pouvoir populaire au travers des Comités des Terres Urbaines (CTU) (*cf.* Chapitre IV) incorporés aux Conseils Communaux. Elle promeut également la régularisation juridique et la transformation intégrale des quartiers populaires ainsi que la protection spéciale de la Loi Logement Débiteurs Hypothécaires (2005). Cette dernière a établi un ensemble de normes afin d'assurer une protection efficace à toutes les personnes qui détiennent ou demandent un prêt hypothécaire pour la construction, l'auto

[347] Dépendant du Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme (HCDH) de l'ONU, le Comité des Droits Économiques, Sociaux et Culturels (CESCR) est l'organisme constitué de 18 experts indépendants qui contrôle la mise en œuvre du Pacte international sur les droits économiques, sociaux et culturels par ses États parties.
[348] LERITTAUP : Ley Especial de Regularización Integral de la Tenencia de la Tierra de los Asentamientos Urbanos Populares, Loi Spéciale de Régularisation Intégrale de la Possession de la Terre des Établissements Populaires Urbains.

construction, l'acquisition, l'expansion ou le remodelage de leur logement. De même, la Loi sur l'Aménagement Urbain (2008) vise à assurer la disponibilité des terrains urbains pour la construction de logements abordables.

Il est évident que l'État a créé différents dispositifs juridiques afin d'avoir un accès direct aux terres privées ou inutilisées, sans payer des taxes, et d'éluder certaines procédures légales à son encontre, comme cela se produisait souvent.

Une propriété familiale dans la GMVV

En 2011, l'État vénézuélien garantit le droit à la propriété « familiale » et « multifamiliale » des unités collectives construites dans le cadre de la GMVV[349]. Cette loi réglemente le régime de propriété sur le logement, la terre et d'autres biens, en plus de la Loi Organique d'Urgence pour la Terre et le Logement[350]. Ces deux instruments nous aident à définir les compétences et les modes de production dans le Socialisme du XXIe siècle et les modes d'attribution de logements aux bénéficiaires de ce programme.

Certaines définitions issues des deux textes de loi sont essentielles :

- Adjudicataire : personne physique qui ne possède pas de logement, à laquelle l'État en accorde un pour vivre avec son noyau familial, et dont la propriété sera obtenue à la fin de l'accomplissement des obligations établies dans le contrat correspondant.
- Unité familiale : groupe humain composé de deux personnes ou plus qui sont unies par mariage ou concubinat, leurs enfants et leurs parents, ou des mères célibataires ayant des parents par le sang jusqu'au troisième degré, qui vivent ensemble.

Parmi les dispositions fondamentales de la loi, il est établi que le logement est garanti aux personnes qui se trouvent dans une situation à risque, ainsi qu'aux personnes qui ne possèdent pas leur propre logement et aux jeunes couples qui fondent une famille.

L'article n° 4 de la deuxième loi définit les biens de la « propriété familiale » comme des logements qui doivent être adéquats, stables, hygiéniques et avec des

[349] Selon le décret présidentiel N° 8143, avec rang, valeur et force de loi : Régime Propriétaire du Logement de la Grande Mission Logement Venezuela, publié au Journal Officiel N° 6.021, en date du 6 avril 2011.
[350] Du 29 janvier 2011.

services de base essentiels ; tandis que la « propriété multifamiliale » repose sur « la terre, les bâtiments et les zones communes des bâtiments ».

Les définitions spécifiques figurent dans les articles n° 9 et n° 10 comme suit :

- La propriété familiale est définie comme le droit au logement destiné uniquement à l'usage, le profit, la jouissance et la disposition de la famille, dans les termes établis dans la Loi Organique d'Urgence pour la Terre et le Logement.
- La propriété multifamiliale est le droit sur les terrains, l'immobilier et les zones d'utilisation et de jouissance communes, de tous les membres des unités familiales. Selon l'article n° 12, cette « propriété multifamiliale » est indivisible et est constituée dans le but d'être définitivement intégrée à la propriété familiale, lorsque le document de cette dernière est enregistré.
- Comité de Gestion Multifamiliale : c'est lui qui exercera le contrôle social pendant la phase de construction du chantier. Cette instance sera l'organe de décision et d'analyse des problèmes communs qui se posent dans la communauté du logement. Les familles doivent s'adapter à une réglementation de coexistence qu'elles imposeront, qui couvrira des aspects tels que l'utilisation, la conservation et l'entretien des biens d'usage commun.

Selon l'article n° 13, deux documents de propriété existent. Le document de « propriété familiale » indiquera l'organisme exécuteur du projet et son représentant, l'unité familiale, l'organe du Système national de logement et d'habitat qui appliquera le plan et la banque ou l'institution qui financera l'acquisition de l'unité. Celui-ci comprendra également le prix de vente, la méthode de financement, les obligations de l'acheteur et du vendeur et le droit de préférence. Alors que le document de « propriété multifamiliale » indiquera les familles bénéficiaires et leur représentant, les mesures et les limites des terrains, les appartements et les locaux susceptibles d'aliénation séparée et la description des zones communes. L'instrument juridique stipule que, une fois que l'Autorité Supérieure du Logement aura attribué tous les logements d'un projet préliminaire à développer dans le cadre de la GMVV, elle transférera la propriété du terrain aux familles. Les documents relatifs à la propriété familiale et multifamiliale seront classés dans les registres immobiliers correspondants. Le règlement établit également l'obligation de l'État de fournir les conditions pour la mise en œuvre des différents programmes sociaux, y compris les modules de distribution de

nourriture, d'éducation initiale, les écoles et les centres de santé, entre autres. Enfin, il propose que si des espaces sont disponibles pour générer des projets socio-productifs (voir chapitre IV), ils doivent générer un quota de responsabilité sociale qui contribuera aux dépenses communes pour la maintenance des bâtiments. Cette loi s'applique et régit tout ce qui concerne la GMVV, qui constitue un nouveau modèle, un système intégral et différent de celui envisagé dans la Loi de la Propriété Classique Horizontale préexistant[351] et de celui envisagé dans la Loi sur les Ventes de Parcelles.

La propriété horizontale (1983) est une forme spécifique de propriété établie à l'article n° 396 du Code Civil et régie par la Loi sur la Propriété Horizontale qui est caractérisée par la coexistence de deux droits de propriété distincts :

- Le droit singulier et exclusif de propriété sur un espace suffisamment délimité et susceptible d'un usage indépendant, avec des éléments architecturaux et des installations de toutes sortes, apparentes ou non, qui sont dans ses limites et servent exclusivement au propriétaire, ainsi que les annexes qui ont été expressément indiquées dans le titre constitutif, bien qu'elles soient situées en dehors de l'espace délimité.
- La copropriété, avec les autres propriétaires d'appartements ou de locaux, des éléments restants, biens et services communs. À chaque étage ou local, on attribuera des frais de participation en rapport avec la valeur totale de la propriété et on se référera aux centièmes de cette même participation. Ce quota sert de module pour déterminer la participation aux charges et avantages au sein de la communauté. Les améliorations ou les dégradations de chaque étage ou local ne modifieront pas le quota attribué, qui ne peut être modifié qu'en fonction de ce qui est établi aux articles n° 10 et n° 17 de la Loi sur la Politique du Logement (LPH : Ley de Politica Habitacional).

Chaque propriétaire peut librement disposer de son droit, sans pouvoir en séparer les éléments qui le composent et sans que le transfert de jouissance n'affecte ses obligations découlant de ce régime de propriété.

La Loi sur la Politique du Logement concerne tous les citoyens qui travaillent dans des entreprises privées ou dans le secteur public, mais ceux qui travaillent à leur compte peuvent également en bénéficier. Toute personne qui travaille selon les

[351] Journal Officiel N° 3241 Extraordinaire en date du 18 Août 1983. La loi sur la propriété horizontale est abrogée, celle de 1958, modifié en 1978 (GO 2341)

caractéristiques et dans les conditions établies par la Loi du Travail peut en bénéficier. Dans le même temps, il a la responsabilité de suivre la Loi de Régime de Prêts au Logement et Habitat[352], qui a instauré le Fonds d'Épargne Obligatoire pour le Logement (FAOV, Fondo de Ahorro Obligatorio para la Vivienda). Cette loi repose sur l'approbation et l'octroi de prêts au logement pour les citoyens qui en font la demande après avoir rempli une série d'exigences, par la banque à laquelle l'utilisateur est affilié[353]. L'aspect fondamental de cette loi réside dans le fait d'être bénéficiaire en raison de son statut de sans-abri, dans des conditions d'urgence et, en application de la Loi sur la Politique du Logement, en raison de la contribution au travail effectué. Un autre point est bénéfique dans les deux cas, il y a la possibilité d'obtenir une subvention de l'État dans le secteur bancaire. Toutefois dans le cadre de la GMVV, le bénéficiaire ne dispose pas de la possibilité de négocier l'obtention de logement du fait de son travail. Pour accéder à la GMVV, le demandeur ne peut en bénéficier que s'il a été victime d'une situation d'urgence et/ou se trouve être sans abri.
Parmi les experts juridiques, José Ignacio Hernandez et Laura Louza Scognamiglio (2016) nous expliquent qu'il existe un nouveau type de propriété appelé « propriété familiale ». Entre public et privé, la notion de propriété est la même pour ce qui concerne le droit d'utilisation, la jouissance, l'usufruit, mais diffère quant à la propriété de l'infrastructure qui donc continue d'être la propriété de l'État. Grâce à l'analyse de ces experts et à l'étude de l'histoire de la propriété et de ses divers types en Europe et dans le contexte américain, mais plus particulièrement en Amérique latine, ne pourrions-nous pas faire ressortir quelques particularités de cette forme nouvelle de propriété que propose la GMVV ?

Il y a une différence conceptuelle fondamentale entre les concepts de « propriété familiale » et le droit singulier. Celle-ci réside dans le fait que la première regroupe un ensemble spécifique de personnes, alors que dans la seconde présentée par la Loi sur la Politique du Logement, « le droit singulier » regroupe exclusivement le chef de famille. En ce qui concerne le nouveau terme de « propriété multifamiliale », il semblerait que nous sommes dans une forme classique de la « copropriété » et le « comité de gestion familiale » une imitation de l'ancien « condominium » (syndyc). Les questions qui peuvent découler de la coexistence de ces deux modèles semblent être liées à la nécessité d'être

[352] Ley de Régimen Prestacional de Vivienda y Hábitat (14/05/2008). Nombreuses adaptations depuis et en cours.
[353] Ce concept et cette définition seront traités en profondeur dans le chapitre sur le financement, mais il semble nécessaire de comprendre la différence qu'apporte le nouveau modèle GMVV.

cohérent avec le nouveau discours qui accompagne la politique gouvernementale actuelle. Ce manque de clarté ou de profondeur dans les instruments qui régissent la propriété dans le GMVV fait d'ailleurs douter certains analystes de leur conviction quant à l'ambition démocratique de fournir un logement aux plus démunis.

Pour réussir cette transformation du modèle de propriété, nous constatons l'ajout de l'adjectif « commun » à toutes les organisations politiques de l'État : la propriété « communale », le type d'État « communal », la terre « commune ». Pour incarner le projet politique, Hugo Chavez invite le peuple à devenir « communard » dans la « commune », sur proposition de l'État Communal, il faut agir en « communauté », dans le cadre du Socialisme du XXI^{e} siècle. Loin du jeu de mots apparent, nous pointons une difficulté d'adaptation de ces nouvelles formulations qui ne coïncident pas territorialement et théoriquement aux modèles préexistants.

4. Le regard des experts vénézuéliens sur la propriété collective

Les acteurs en faveur de la propriété collective lors du Forum GMVV, Réalités et Perspectives pour Renforcer l'Habitat Communautaire

Lors de son intervention au Forum en 2016, l'architecte Alejandro López (*cf.* Chapitre IV) aborde certaines précisions sur le dénommé « intérêt social » et la « propriété immobilière ». Celui-ci mentionne que le terme « intérêt social » avait été beaucoup utilisé avant ce processus révolutionnaire et « servait d'excuse, de manière à tromper les populations les plus vulnérables ». La série d'extraits présentés dans cette partie est issue, d'une part d'un entretien que j'ai pu réaliser, d'autre part de son discours tenu lors de Forum GMVV.

Selon l'architecte Alejandro López, la notion de propriété doit être transcendée…

AL : Premièrement la propriété ne peut pas être que du logement, ce doit être la propriété du territoire. On doit élargir le contexte, ceci est fondamental parce que le Pouvoir populaire doit être le sujet actif et protagoniste du processus sur tout le territoire et non seulement du logement. En second lieu, le territoire doit être un moyen de production, le logement n'est pas un objet « pour se le mettre dans la poche », ce doit être un instrument de développement. On doit comprendre que le logement et tout son contexte, doivent être un instrument de création de valeurs, de savoir ; l'aliment durable de ce qu'on a appelé « le bien-vivre » pour « faciliter les relations de complémentarité et de solidarité entre ensembles urbains ». Le troisième point sur la propriété est qu'elle doit établir différentes échelles d'autorité, cette échelle doit être différente de la notion classique de propriété

parce qu'elle reflète la nature des convictions de la famille, du groupe collectif et des Communes.

Dans le cadre du discours de réévaluation de la GMVV en 2016, les experts, anthropologues, architectes, sociologues et urbanistes, tout comme les habitants et diverses institutions, s'accordent pour dire qu'une série de conditions doivent être respectées pour que la nouvelle notion de propriété soit possible.

Le premier point est que l'État doit transmettre au Pouvoir populaire les compétences et les responsabilités qui sont actuellement du côté de l'État. L'État doit transférer de façon immédiate le pouvoir, toujours selon Lopez :

> « Dans notre cas, les techniciens et experts, nous devons [...] transférer [au Pouvoir populaire] toutes les phases initiales et finales des processus socio-urbains et leurs composantes, interrelations et activités, depuis la conceptualisation, en passant par la planification, le design, la construction, l'adjudication, l'usage, l'administration, l'entretien et la durabilité de la résidence » [Forum GMVV] A. Lopez, 2016.

La seconde condition nécessaire consiste à renforcer les compétences et savoirs du Pouvoir populaire,

> « Il faut un échange de savoirs entre les techniciens et la communauté autogestionnaire, c'est fondamental d'habiliter la communauté à l'autogestion et au maniement des techniques les plus liées à l'organisation et à la gestion des logements et enfin de son habitat » *idem*.

Le troisième aspect consiste à transformer la position structurelle de l'État

> « Il faut transférer les diverses compétences et il faut avoir un plan consistant qui comprenne que l'activité humaine fait aussi partie de ces composants, un plan de développement doit être ce qui nous dirige. L'État doit transformer sa structure ministérielle, se doit de descendre de son piédestal, les professionnels doivent descendre de leur piédestal et se rapprocher des gens » *idem*.

Finalement, la propriété est soumise au Pouvoir populaire et à l'État, ce qui prend complètement le contrepied des positions libérales.

En s'appuyant sur les trois points précédemment mentionnés, on arrive à une première conclusion qui suggère la nécessité urgente d'étendre ce concept de propriété. Les travaux des anthropologues Vargas-Arenas et Sanoja Obediente nous permettent de considérer la propriété comme un moyen de production communal qui doit être renforcé. Dans leur texte *La collective doit être réinventée et le tissu social fabriqué* (2006), le « sentiment d'appartenance structurale aux communautés » et l'« engagement à contribuer au développement à des fins

sociales et nationales ». Ils invitent non pas à se sentir « propriétaire », mais à se sentir « partie prenante du processus ».

La modernité, le capitalisme et l'effet dans le logement

Que recouvre le concept de propriété collective ? La propriété collective est un thème récurrent dans divers scénarios, institutions, universités et/ou communautés au Venezuela. Cette proposition est soutenue principalement par le Camp de Pionniers (CP), qui sont un mouvement vénézuélien national populaire qui préconise la création de nouvelles communautés de modèle socialiste autogérées basées sur la propriété collective et le travail solidaire. En 2016, lors du Forum, j'ai interviewé à l'architecte Juan Carlos Rodriguez, un des responsables à la fois des Comités de Terres Urbaines[354] et du Camp de Pionniers (*cf.* chapitre IV). Également, l'ensemble des extraits de cette partie sont issus de la même interview. Selon lui :

> « On trouve une résistance brutale, il y a une réaction de ne pas vouloir traiter la question de la propriété collective et c'est une réaction chez certaines personnes à l'intérieur des cités, mais là où nous avons trouvé une réaction tout à fait inattendue, c'est chez les techniciens et professionnels de la GMVV. Ces derniers ne voient pas possible une propriété collective, il y a même certaines réactions d'avocats, d'économistes et d'autres que nous pouvons considérer comme agressives. L'intervention sur la propriété collective donne les clés pour construire la position politique et le Socialisme du XXI[e] siècle. La propriété collective est la seule qui envisage le futur de la GMVV ou alors nous reproduirons la configuration des biens dans la modernité[355] qui va nous mener à l'extinction en tant que société » J-C. Rodriguez, 2016.

Parmi les orientations du Forum pour repenser la GMVV, les experts proposent de créer une nouvelle perspective : envisager de manière collective la construction sociale de l'habitat qui intègrerait structurellement le problème de la pauvreté et du logement.

J-C Rodriguez propose : « un nouveau concept de propriété »

[354] Comités des Terres Urbaines CTU : ils luttent pour l'inclusion et la reconnaissance des constructions informelles en mobilisant le droit instauré, par la voie juridique, régularisation urbaine et physique et transformation globale des taudis.

[355] À l'origine le concept de « modernité » a été défini par K. Marx pour désigner la montée de la bourgeoisie, la croissance économique et le lien avec la formalisation du capitalisme. Entre 1840 et 1845, la réflexion de K. Marx sur ce concept et la politique s'exprime par : «il désigne une forme d'État, l'État érigé au-dessus de la société, mais aussi le rapport de cette forme avec la vie quotidienne comme avec la pratique sociale en général. La forme d'État se définit comme étant celle qui sépare la vie quotidienne (la vie privée) de la vie sociale et de la ville politique. … De sorte que la vie privée de l'État, c'est à dire la vie politique, tombe simultanément dans des abstractions opposées et identiques…, sous les apparences d'unité (sociale et politique) rationnelle… Pourtant, la praxis révolutionnaire (totale) va reconstituer l'unité : la nature retrouvée, à la fois dominée, reconnue, récupérée.» (Henri Lefebvre, 1962 : 171)

Il y a une barrière culturelle et de civilisation qui ne nous permet pas de comprendre certains concepts nouveaux, surtout dans le caractère professionnel lié aux domaines de l'architecture, du logement et de la ville. Il en coûte beaucoup de penser au-delà de cette barrière, cette barrière s'exprime idéologiquement, c'est la modernité, c'est ce qu'on doit principalement démonter. Le capitalisme et la modernité sont deux concepts similaires, il ne peut pas y avoir de dépassement du capitalisme sans dissolution de la modernité, il n'y a donc pas libération dans une modernité non capitaliste. La modernité est la contre-idéologie du collectif, la modernité promeut l'individu, revendique l'individu, la modernité revendique le sujet, l'architecte comme individu. On rend le lien entre la modernité et le capitalisme comme responsable de la problématique. L'un voudrait convaincre le professionnel : architecte, ingénieur, urbaniste, avocat, économiste, que la camisole de force de la modernité ne les laisse pas penser en dehors de ça, c'est nécessaire qu'ils sachent qu'ils se considèrent comme « le colonisateur »[356]*, générant la reproduction de la colonisation et la domination des masses.*

L'hypothèse présentée dans l'extrait ci-dessus est liée à l'influence du capitalisme et de la modernité comme processus qui puisse estomper la société comme espèce et sur laquelle le processus révolutionnaire est en train de travailler. En effet, le fondement politique de la société moderne est la propriété privée et individuelle et le droit moderne contemporain est basé sur cette idée de la modernité patriarcale et eurocentrique, laquelle diffère radicalement de l'option collective. Dans ce discours, l'individu est pensé à partir du modèle européen ou américain quand il devrait se penser à partir du modèle indigène, d'où la proposition de retourner aux origines des Yanomami, Wayúus[357], lesquels vivent en communauté et en collectivité.

J-C Rodriguez : « La propriété collective comme moteur de la nouvelle usine sociale »

J-C. Rodriguez : l'unique droit naturel qu'a l'homme est le droit à l'usage de la terre, le capitalisme a fétichisé la propriété privée, le socialisme réel fétichise la propriété d'État, il est nécessaire de comprendre qu'on a besoin de divers modes de propriété à des fins sectorielles distinctes pour l'affirmation de la vie humaine de toute la communauté et non du simple accomplissement de l'amour de soi-même, de certains, pour que son avarice narcissique laisse sans protection la majorité de l'humanité, sans propriété aucune et dans la plus extrême pauvreté.

Le nouveau type d'intervention de l'État participatif devrait veiller à ce que l'autonomie et la liberté de la nouvelle usine sociale prennent le chemin vers l'horizon du commun comme

[356] La Trans-modernité est le projet utopique qu'Enrique Dussel propose, depuis l'Amérique latine, pour dépasser la version euro-centrique de la modernité (Dussel, 2001). En opposition au projet de Jürgen Habermas, qui vise à achever le projet de la modernité, la Trans-modernité de Dussel vise à achever la décolonisation (Grosfoguel, 2006)

[357] Selon l'Académie Royale Espagnole. Les wayúu (autoctone wayuu ['waju:]), o guajiros. De l'antillais arahuaco : guajiro : 'Monsieur, personnage puissant'.

principe matériel normatif de l'économie. Je me permets de reprendre le propos d'Enrique Dussel lorsqu'il fait référence à Toni Negri : une fois que nous adoptons le point de vue du commun, beaucoup de concepts centraux de l'économie politique doivent être repensés, c'est une économie politique exemplaire dont on peut apprendre un principe normatif essentiel dans la production de la subjectivité à l'époque de la transition, tout est pensé comme une alternative.

« Contre la Privatisation de la Propriété collective et l'autogestion »

Image 78. « Contre la Privatisation de la Propriété collective et l'autogestion ». Image (extrait video) des partisans du gouvernement. Grande marche contre la privatisation du GMVV 28/01/2016

En 2015, le Camp des Pionniers, présenté dans un rapport (s/n, voir lien Sites web consulté) à Genève (Suisse) devant le Comité économique des Droits Économiques, Sociaux et Culturels de l'ONU, revient sur le thème de la « propriété collective » comme un défi et une perspective forte de transformation sociale au travers de la Grande Mission Logement Venezuela. Il évoque la socialisation de la propriété urbaine, laquelle consiste à promouvoir diverses formes de propriété et d'avoir social de la terre et du logement, distinctes de la forme traditionnelle de la propriété privée, individuelle et bourgeoise. Dans ledit rapport, les termes de propriété directe, indirecte, communale et collective seront centraux. Ces positions proposent des parallèles entre les indigènes et la *Pachamama* et leurs pratiques d'habiter et de partager en commun. Ainsi, après cette description, il est possible de rejoindre la pensée de d'Alain Musset qui precise dans le monde hispanique que le problème de la terre et des biens communs a cristallisé le sentiment d'injustice de la population indigène (Musset, 2009). Egalement, la pensée de David Harvey, qui, dans *Le Capitalisme contre le Droit à la Ville* (2011), affirme que la connaissance humaine et la terre sont les biens communs fondamentaux que nous possédons et que ce sont les seuls qui nous permettront la reproduction de la vie. Le groupe du Camp des Pionniers, par exemple, propose

une loi de propriété sociale collective communale, dans laquelle chaque famille a un droit d'usage, jouit et profite, mais que la « mise à disposition » reste du ressort exclusif de la communauté, pour garantir l'impossibilité de vente des communs ou de tout ce qui est de l'intérêt social et collectif. L'objectif de la proposition est que tout soit « socialisé » et qu'il n'y ait pas de possibilités futures de privatisation. Ce groupe promeut la création d'un code des communs, un code différent du Code civil du public et du privé, toujours existant dans la Constitution vénézuélienne.

Faisant le parallèle avec le point de vue de l'architecte, interviewé aussi lors du Forum GMVV (2016), Juan Pedro Posani[358], le logement collectif est pensé pour être habité sous une forme collective. De ce point de vue, on essaie d'évaluer le rôle de l'architecte et de l'urbaniste comme créateurs d'espace, dont toute la réflexion vise un produit qui va accueillir une communauté qui « se met à y vivre ». Il s'agit aussi d'évaluer la construction de la GMVV comme une opportunité de repenser cette création spatiale (*cf.* Chapitre VI). S'il est vrai que la ligne principale de ce chapitre est la notion de propriété, il existe un rapport direct avec l'objet à partir duquel cette conception est faite, dans ce cas le logement social. Nous sommes donc intéressés à inclure à la fois l'objet construit en tant que sujet de discussion, et à la fois, la gestion de l'objet par les habitants. Il s'agit même plutôt de la gestion de l'usage et du mode d'habiter que de la production elle-même.

> « Matérialiser le logement collectif n'a pas de sens, ce n'est pas l'objet "logement" qui a le concept de la collectivité » [Forum GMVV] J-P. Posani, 2016.

Le logement collectif ne peut être que le résultat de relations sociales collectives. Si ces dernières n'existent pas, il n'y aura pas de vie collective ni de communauté. Les relations et les logements collectifs font partie d'un processus qui se nourrit durant la phase de construction de l'habitat. Ce processus va s'élaborer depuis la planification, la production, l'adjudication jusqu'à l'usage ; de cette façon, on met au point un processus parallèle de relations collectives et de communautés collectives. Ce n'est pas l'objet qui se « collectivise », mais son processus de production et de gestion. J-C Rodriguez en opposition à J-P Posani considère que la GMVV ne peut pas continuer à penser l'objet logement comme l'objet « fétichiste », « magique », « religieux » qui créera la transformation de la société, ni non plus le rôle des techniciens comme partie de cette structure « puissante » qui le rend possible.

[358] Juan Pedro Posani, auteur d'Histoires du Logement Collectif, paru en 2013, lequel présente le logement collectif comme un défi, idée à laquelle J-C Rodríguez manifeste son désaccord pour considérer cette position comme fétichiste.

Le grand défi historique qu'incarne la GMVV, présentée par certains de ses dirigeants comme un processus unique à vocation universelle, sans modèles similaires dans le monde, est actuellement mis en question. Certains observateurs du processus pensent que l'État détient la possibilité ultime de résoudre le dilemme de la propriété privée et de la propriété communale. Passer de l'une à l'autre peut se faire d'une part grâce à la production de logements et d'autre part à la suite de prises de décisions pratiques politiques. Penser le « bien commun » comme un système économique alternatif[359] en ayant la GMVV comme unique perspective pour y aboutir.

En 2019, Le « Movimiento de Pobladores de Venezuela »[360] a présenté à l'Assemblée nationale constituante une proposition de loi sur la production autogérée de l'habitat et le logement populaire.

> « Il est nécessaire de disposer d'une loi garantissant l'autogestion comme une alternative concrète permettant aux populations organisées de participer à cet énorme défi, en contrôlant les moyens de production : machines, terres, matériaux, usines, ressources, technologies, entre autres » Xinhua, membre du camp des pionniers —Movimiento de Pobladores, Iraima Morocoima.

Controverse et point de vue des défenseurs de la propriété privée

Dès le début de 2016 et même à la mi-2017, la controverse sur la propriété de la GMVV a été particulièrement vive. Dans tous les textes de loi, on évoque un titre de propriété qui sera attribué une fois que l'occupant aura payé la totalité du crédit, quel qu'il soit. Ce crédit sera soldé par le bénéficiaire au bout de 30 ans ; durant cette période, la personne possédera un document d'attribution de propriété, qui n'est pourtant pas un titre de propriété. Dans les enquêtes menées au cours de mes visites sur le terrain au Venezuela en 2017, j'ai pu vérifier que la plupart des habitants disposent de dossiers de demande de crédit auprès de la banque avec le

[359] Selon «le dictionnaire des biens communs», l'économie des communs peut être comprise «comme toute forme économique qui maintient ou crée des communs, ayant comme but de maintenir, de créer et de distribuer des ressources partagées pour la reproduction des collectivités humaines. Si nous considérons les communs comme un des quatre grands moyens d'allouer des ressources (avec le marché, la réciprocité/ économie du don et la (re)distribution hiérarchique), nous devons également reconnaître qu'une économie des communs est forcément hybride. Dans ces formes hybrides, les communs peuvent être le centre de gravité d'une économie, mais plus vraisemblablement en tout cas dans la conjoncture actuelle, subordonnés à d'autres formes économiques plus dominantes.» Fabienne Orsi.

[360] Qui regroupe le camp des pionniers avec d'autres organisations populaires du logement, y compris plusieurs Assemblées de citoyens Vivants Vénézuéliens-AVV.

formulaire d'« adjudication » du logement, mais il n'y a aucun certificat de propriété du bien, tout au moins dans tous les cas que j'ai pu vérifier. Ce formulaire clairement crée une ambiguïté ou une confusion ; beaucoup de bénéficiaires croient qu'ils possèdent la propriété, mais savent que s'ils ne paient pas le logement, il ne sera vraiment jamais à eux. D'autres pensent simplement que Hugo Chavez leur a promis ce logement pour qu'ils y demeurent et qu'ils en seront les propriétaires même s'ils n'ont pas de documents, et que personne ne pourra les expulser de là.

Duque Corredor et Louza Scognamiglio ont coordonné et publié le livre *Propriété privée au Venezuela. Situations et Perspectives (*2016), qui rassemble plusieurs analyses d'économistes et de juristes et qui permettent de clarifier le panorama actuel. Compte tenu de la situation du pays, tant politique, qu'économique et sociale, d'autres études se sont développées (Herrera Orellana, 2009), où la propriété représente un des points forts, comprenant les coûts et les avantages associés à ces changements.

La Loi sur le Régime de Propriété des Logements de la GMVV a été promulguée en 2011. Ce décret-loi régit les formes de propriété dans le cadre de la GMVV (*cf.* sous-partie 3 dans ce chapitre). Par conséquent, si le logement n'appartient pas aux bénéficiaires, les logements restent propriété de l'État. De cette manière, la soi-disant « propriété familiale » n'est rien de plus qu'un droit limité et conditionné sur les logements, dont le contrôle effectif appartient à l'État, plus précisément à la Commune, et si la Commune vient à être dissoute, la propriété revient à l'État.

D'autres experts et spécifiquement le chercheur, L-A. Herrera Orellana[361] donnent leurs avis sur la propriété communale à travers l'analyse d'un groupe de lois de référence :

- La Loi Organique du Système économique Communautaire (LOSEC)[362]

[361] Luis Alfonso Herrera Orellana, avocat et chroniqueur : "Los decretos-ley de 30 de julio de 2008 y la Comisión Central de Planificación: instrumentos para la progresiva abolición del sistema político y del sistema económico previstos en la Constitución de 1999", en Revista de Derecho Público n° 115, Editorial Jurídica Venezolana, Caracas, 2009 Les décrets-lois du 30 juillet 2008 et la Commission Centrale de Planification : instruments pour l'abolition progressive du système politique et du système économique prévus dans la Constitution de 1999.

[362] La LOSEC est parue au Journal Officiel Extraordinaire N° 6.011, du 21/12/2010. Le système économique communal est défini par la LOSEC comme «l'ensemble des relations sociales - non économiques - de production, de distribution, d'échange et de consommation de biens et de services ... développées par les autorités du Pouvoir Populaire, du Pouvoir Public ou par accord entre eux mais toujours à travers des

contient les bases, proposées au référendum populaire sur la réforme constitutionnelle qui a été rejeté en 2007, pour établir un mode d'économie centralisée semblable à celui de l'URSS, sans libertés économiques, en remplacement de l'économie de marché sociale, presque abolie à ce moment-là.

- Le décret avec rang, valeur et force de Loi Organique sur la Terre et le Logement d'Urgence qui permet la confiscation et l'occupation de la propriété privée, après acceptation par le gouvernement national (terre, entrepôts, parcs de stationnement, etc.), sous prétexte de mettre en œuvre des solutions de logement en faveur de ceux qui ont été touchés par les pluies ces dernières années au Venezuela. Sur la base de cette Loi de décembre 2011, le gouvernement a décrété la création d'un total de 112 nouvelles zones vitales de logements et résidences, situées dans différentes parties du Venezuela, pour une surface totale de 1 647,93 hectares, qu'il destine à la construction d'unités résidentielles.
- La Loi sur la Réglementation et le Contrôle des Baux de Logement qui a mis fin, au Venezuela, à la location de biens à loyer libre ; elle a cessé d'être un accord de volonté entre les parties privées en vertu de leur autonomie pour devenir un acte administratif du gouvernement national. Depuis le début de sa discussion, cette loi a généré une incertitude spécifique qui se reflète dans le PIB des services immobiliers, qui est passé d'une augmentation de 3,5 % en 2010 à une baisse de 0,7 % en 2011. Cette Loi a également des répercussions sur la construction de logements ; selon la Chambre Immobilière du Venezuela (Cámara Inmobiliaria de Venezuela) les logements construits en 2011, sont au nombre de 70 000, ce qui est inférieur de 50 % à l'objectif du gouvernement, tandis que le PIB du secteur de la construction a enregistré une baisse de 7 %.

Le regard des experts contre la proposition étatique : « une possible manipulation des habitants » (entretien collectif)[363]

yww : Le fait de ne pas fournir de titre de propriété aux personnes n'induit-il pas un genre de manipulation de la part de l'État ?

OC : Les personnes qui sont là sont reconnaissantes et en même temps elles ont peur et préfèrent ne pas prendre de position opposée à celle de l'État. Être contre le gouvernement impliquerait de perdre le logement et certaines personnes ont déjà vécu des traumatismes comme celui de vivre de longues années en refuges. Ils ne vont pas prendre ce nouveau risque.

EM : C'est ça l'objectif, manipuler les personnes ?

organisations socio-productives sous des formes de propriété sociale, ce qui permettra l'application d'une économie centralement planifiée.

[363] Extrait d'entretien mené le 28/09/2017 à la Fondation Logement Populaire (Fundación Vivienda Popular). Président, Ingénieur Eugenio Mendoza (EM). Vice-président, Ingénieur Oswaldo Carrillo (OC). Sociologue : Roberto Briceño León (RBL).

Roberto BL : C'est ainsi. Ils te le retirent et ils l'ont déjà fait. Ils ont viré des gens, par les OLP[364] par exemple. Si on suit les théories de J-P Proudhon, on voit que la propriété te donne du pouvoir. Dès que tu es propriétaire, tu peux faire ce que tu veux. Si tu n'es pas propriétaire, tu es complètement vulnérable et nous avons un type de gouvernement qui veut nous rendre vulnérables. Tout le Pouvoir populaire est un pur conte, ici il n'y a eu la participation de personne, il y a participation par abandon.

Panneaux d'affichage

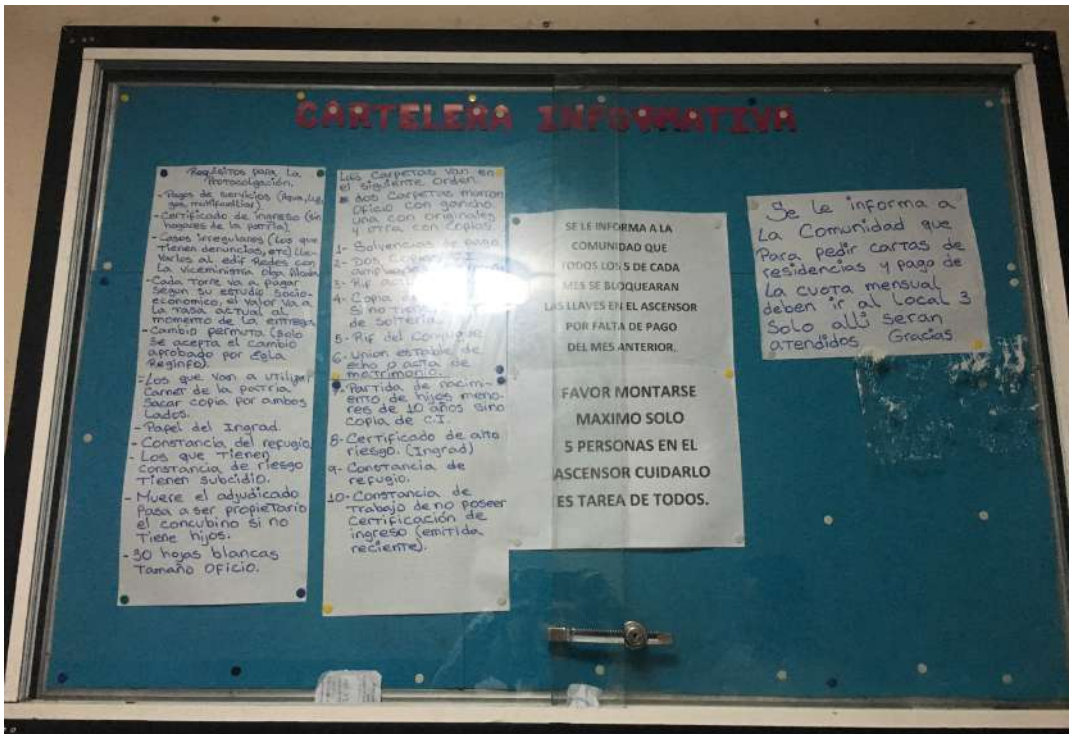


Image 79. GMVV OPPPE 15 Dans l'un des panneaux d'affichage informatifs de certaines cités de la GMVV, nous trouvons les informations suivantes : « conditions requises pour le protocole de propriété ».

Parmi les différents points sur les documents à fournir par les habitants, il est précisé au point 3 du panneau d'affichage représenté ci-dessous que chacun paiera en fonction de son statut socio-économique et utilisera la carte de la patrie[365] comme document pour poursuivre le processus d'accès à la propriété. Il est spécifié que les personnes qui disposent du document « preuve de refuge » (situation en refuge) sont exemptées du paiement de l'établissement du dossier.

[364] OLP [Operativo de Liberación del Pueblo], Opération de Libération du Peuple, est une opération conjointe réalisée par différentes forces de sécurité policières en liaison avec les Forces Armées, spécialement la Garde Nationale Bolivarienne.

[365] La Carte de la Patrie est un document d'identification au Venezuela qui inclue un système de codes QR qui en espagnol serait, Código de Respuesta Rápida, créé durant la présidence de Nicolás Maduro dont l'objectif principal est de connaître l'état socio-économique de la population et faciliter le système des missions bolivariennes. Sur la même se compile toute l'information de la personne, au niveau santé, logement et participation aux processus électoraux ou de consultation populaire. L'Opposition décrit la carte comme un «troc de la faim pour un vote», «Donne-moi ta signature, prends ton carton du Clap» (Comités Locales de Abastecimiento y Producción : Comités Locaux d'Approvisionnement et Production).

Dans tous les cas, ces formalités suivent la démarche du modèle classique de la propriété individuelle, différent du modèle collectif ou communal en termes de propriété.

Sur l'inclusion de l'homme nouveau dans la révolution bolivarienne par le sociologue Roberto Briceño León[366].

RBL : Une société où un citoyen est aussi technicien, il cesse d'être citoyen. L'expérience la plus brutale de ce fait, de la dichotomie qui puisse advenir, fut le Cambodge. Tu parlais français, tu allais au peloton d'exécution pour le seul fait de parler français. Si tu avais étudié à l'Université, tout aussi bien tu allais au peloton d'exécution. L'objectif était de créer l'homme nouveau. C'est le même concept qu'ici, diviser la société. Le Vice-président de la République a dit la semaine dernière que seulement seront vaccinés les enfants qui ont le Carnet de la Patrie. Comment est-ce possible ? En théorie, le projet socialiste part du principe d'être universel, donc si tu n'as pas la carte, tu n'es pas citoyen et de ce fait tu ne fais pas partie du projet. Finalement, ce projet bolivarien est terriblement excluant sous des airs d'inclusion. Séparer, diviser, polariser. Si nous revenons aux concepts de politique urbaine nous pouvons penser à Carl Schmidt[367] « amis et ennemis », dans ce cas, leurs amis sont leurs sujets.

Des autres travaux pointent une possible diminution de liberté corrélée au manque de droits de propriété.

> « La prospérité et les droits de propriété sont des concepts inséparables. Selon le rapport 2012 Index International des droits de propriété[368], le Venezuela est situé à la place 128 dans le monde entier avec une note globale de 3,4 sur 10 points, où dix représente le plus haut niveau de protection des droits de propriété et zéro signifie l'absence de ces droits dans le pays. Cet indice met l'accent sur les différences économiques entre les pays qui disposent de droits de propriété forts et ceux qui n'en ont pas. » Rafael Hernández Alfonzo, Président CEDICE.

La position et le discours de l'État en voie de transformation

On ne peut que constater qu'il n'existe qu'une marge très étroite entre le modèle socialiste et le modèle communiste qui prône un contrôle encore plus strict sur la

[366] Extrait d'entretien mené le 28/09/2017 à la Fondation Logement Populaire (Fundación Vivienda Popular). Président : Eugenio A. Mendoza R. (EM). Vice-président : Oswaldo Carrillo (OC). Sociologue : Roberto Briceño León (RBL). Architectes : Alexis Delgado y Yelitza Blanco.

[367] Carl Schmitt (Westfalia, 1888 – 1985) fut un juris-publiciste et philosophe juridique allemand, affilié à l'école dite du réalisme politique, tout autant qu'à la théorie de l'ordre juridique.

[368] L'indice international de droits de propriété est un classement établi par l'Alliance pour les droits de propriété (www.propertyrightsalliance.org), qui fait partie de la liberté CEDICE. Cet indice classe, sur 130 pays, ceux qui cherchent et notent l'absence de protection des droits de propriété grâce à l'intégration de divers indicateurs qui affectent physique et intellect. L'indice évalue trois piliers fondamentaux : Environnement juridique et politique, Droits de propriété physique et droits de propriété intellectuelle. La recherche sur l'Index a été menée par le professeur Sary Levy, Ph.D. Le professeur Levy de l'Université centrale du Venezuela est également le coordinateur de l'observatoire des dépenses publiques CEDICE.

communauté. Du communisme, nous pouvons extraire à grands traits qu'un système social et un mode d'organisation socio-économique sont proposés, caractérisés par la propriété commune des moyens de production, l'absence de propriété privée ainsi que l'absence de classes sociales et d'État. C'est pourquoi les associations trouvées dans les textes (Plan de la Patrie) ou par des experts sur le passage possible du Venezuela et des modèles socialistes au modèle communiste sont cohérentes. Si l'on se réfère au Socialisme du XXI^{e} siècle, ce qui frappe lors de notre étude, c'est que, tout comme le mentionnent K. Marx et F. Engels, l'abolition de la propriété privée « semble être » la seule solution pour créer un changement dans la société. Au Venezuela, le discours officiel exalte une société anticapitaliste et s'oppose au système « bourgeois » tel qu'il pourrait aujourd'hui être identifié et compris en Angleterre ou en Amérique du Nord. Ce que nous comprenons, c'est qu'il est proposé que le capital soit commun et qu'il soit « récupéré », pour devenir, comme le Manifeste communiste le décrivait, une propriété collective. Comme le souligne Marx également, il ne s'agit pas de supprimer la propriété en tant que telle, mais de supprimer la propriété dite « bourgeoise » en créant un nouveau système de propriété. Ce modèle doit éviter en même temps l'exploitation des travailleurs au profit du capital et l'accroissement du capital par un petit groupe de personnes dites « capitalistes ». Ces éléments soulèvent plusieurs interrogations.

Est-il possible que l'État se mette en contradiction avec le nouveau type de propriété, qu'il veut appliquer pour modifier la société ? C'est-à-dire, donner à certains habitants des titres de propriété individuelle et proposer une propriété collective dans les nouvelles opérations du logement social ? Pourrait-il y avoir, au fond, la persistance d'un gouvernement classique et capitaliste, cachée sous le masque « *révolutionnaire et socialiste* » ? En tentant de faire la transition entre l'État capitaliste et l'État socialiste, l'État perd sa marge de manœuvre dans la gestion des ressources. Il souhaite donner au « *peuple organisé* » l'autonomie de la gestion et même la propriété collective, mais en même temps, il maintient le modèle classique de la propriété privée, individualiste.

Visiblement, la position actuelle de l'État au sujet de la notion de propriété est fort éloignée de la doctrine socialiste. Si l'État représente le collectif, la propriété privée menace-t-elle son existence ? Les socialistes du début du siècle le pensaient, et plus tard, au cours de ce siècle, d'autres sociologues estiment que c'est la seule propriété « *bourgeoise* » qui pourrait éventuellement l'inquiéter.

En s'appuyant sur la question posée par Henri Lefebvre dans *Introduction à la modernité :*

> « Ne faudrait-il pas réinventer une politique révolutionnaire audacieusement totale, restituant la pensée marxiste dans son ampleur et visant la transformation radicale du monde humain et de la vie quotidienne sous tous ses aspects, pour stimuler à la fois l'imagination et la sensibilité politique ? … Le socialisme sans aucun doute est possible » H. Lefebvre, 1962, p 196/7.

Le socialisme pourrait alors se définir

> « par l'expropriation de la bourgeoisie comme classe possédante et par son élimination comme classe dominante et dirigeante. Résultante d'un acte politique et social, bond historique, le socialisme enlève à la bourgeoisie la propriété et la gestion des grands moyens de production » H. Lefebvre, 1962, p 198.

Reprenons l'analogie proposée par le Camp des Pionniers au travers de la phrase « ou nous inventons ou nous nous perdons » (1828) de Simón Rodríguez, un des inspirateurs du processus révolutionnaire, associée à la phrase de J-C Rodríguez, « ou nous réinventons ou nous périssons » (2016), ou encore :

> « la révolution, comme l'amour, est à réinventer » H. Lefebvre, 1962, p 234.

Le doute s'introduit lorsque le discours officiel actuel propose d'accorder la « propriété commune », mais que dans le même temps l'État reste propriétaire des terrains et même des bâtiments construits. Une propriété collective est proposée tant que la Commune existe, mais dès que la Commune cessera d'exister, ces propriétés continueront de faire partie du domaine de l'État. Cette « propriété commune » pourrait s'interpréter comme un titre de commodat (prêt à usage) ou d'usufruit plutôt qu'une propriété collective réelle. Telle qu'elle est présentée aujourd'hui, elle laisse supposer, dans ce modèle, une dépendance à l'infini de l'État par le biais du Pouvoir populaire. En tout état de cause, ces termes et pratiques demeurent quelque peu opaques dans l'élaboration du nouveau modèle de société.

Nous repérons dans cette étude une dynamique intéressante créée entre l'État et la population. Cette dernière se sent protégée par l'État en bénéficiant d'un toit et par ce moyen récupère une certaine fierté et dignité. Mais il y a un revers à la médaille : l'État attend en retour une fidélité de la part du peuple. Cette façon de faire pourrait s'associer à « un attendre en commun ». Or, il s'avère que dans sa politique du logement social, l'État choisit qui peut en bénéficier ou non, créant ainsi une nouvelle forme des privilèges. En effet, les contradictions sur ce positionnement de l'État sont perceptibles dans le projet de la GMVV ou le cas de la Tour de David. Dans le *Savant et le Politique* Max Weber spécifie dans ses

études que l'État « a le monopole de la violence », en légitimant les actions que celui-ci peut mener auprès des citoyens.

> « L'État est cette communauté humaine, qui à l'intérieur d'un territoire déterminé [...] revendique pour elle-même et parvient à imposer le monopole de la violence physique légitime. » Weber, 1919, p 118. Traduit par Catherine Colliot-Thélène.

À partir du moment où l'État gère les forces armées et la police, il peut s'assumer comme seul dépositaire de la violence ou même de l'occupation de l'espace. Il décide qui peut faire quoi, et comment ; des points que nous allons aborder dans la sous-partie suivante autour du cas de la Tour de David. Le cas de la Tour de David : une organisation communale dans un bien « approprié » et « un territoire commun » aux habitants.

Image 80. Torre David/ Gran Horizonte © Iwan Baan, 2012

La tour Confinanzas, premier nom de la tour de David (*cf.* chapitre III), se dresse, avec ses 45 étages et 191 mètres de haut. Située en plein centre des affaires de la capitale vénézuélienne, elle est le troisième plus haut bâtiment de la ville de

Caracas et le huitième en Amérique latine. En 1994, l'immeuble a été abandonné en pleine construction lorsque son promoteur David Brillembourg fit faillite. Un an plus tard la construction est paralysée en raison de la crise bancaire. La propriété du bâtiment a été donnée à l'État par l'entité FOGADE[369]. Sans façade ni ascenseur, elle n'accueillera finalement jamais de bureaux comme ses voisines. Mais en 2007, plus de deux mille squatters y cohabitent : avocats, étudiants, vendeurs de rue. Certains occupants y ont ouvert leur commerce, du coiffeur au marchand de glaces. Deux ans plus tard, ils ont créé une coopérative d'habitation (Caciques de Venezuela, R.L.) pour gérer tous les services d'eau et électricité sur une figure légale. En 2013, il est estimé qu'environ 3 600 personnes vivent au sein de l'immeuble. Tous les habitants, jusqu'au 28e étage, qui est le dernier niveau occupé, ont dû transporter leurs matériaux de construction par les escaliers. Chacun a bâti ses murs de moellons rouges, a tendu un bout de tissu devant les ouvertures des portes et fenêtres, et a fait venir par ses propres moyens l'eau et l'électricité. Tout nouvel habitant, afin d'empêcher les chutes mortelles que l'immeuble a connu à ses débuts, devait s'engager à construire une rambarde pour son balcon. La Tour de David était devenue pour certains architectes un laboratoire d'une nouvelle vie verticale. Le prix du Lion d'Or dans la 13e édition de la Biennale de Venise d'architecture a été remporté par Alfredo Brillembourg et Hubert Klumpner, pour leur contribution *Torre David/ Gran Horizonte*.

> « L'intérêt était d'observer la manière dont l'homme s'adapte à l'espace, comme le formel devient informel et vice versa. La manière aussi dont un groupe d'individus parvient à organiser une vie en communauté en occupant une structure préexistante. Il s'agissait de mettre avant la vie interne d'un objet iconique à Caracas, un symbole de pauvreté et d'échec des politiques de logements, inspirant à la fois peur et insécurité » Groupe Urban Think Tank, *Torre David/ Gran Horizonte*, 2013.

Dans le cadre de cette recherche, les deux professeurs Alfredo Brillembourg et Klearjos Papanicolaou (KP) d'Tour de David ont accepté un entretien en 2018 :

Entretien avec *Urban Think Tank* : « Une architecture contenant des symboles »

yww : Que représente pour vous la Tour de David, est-ce une « icône vide » dans la ville ?
AB : La Tour de David a toujours symbolisé, non la mort du capitalisme, au contraire, c'est l'objet par excellence qui explique les 20 ans de Chavisme au Venezuela. L'architecture change avec le temps. C'est l'exemple parfait d'un contenant qui reçoit divers symbolismes.

[369] FOGADE est un institut autonome doté d'une personnalité juridique avec des actifs patrimoniaux indépendants des propriétés de la République ; le nom signifie « Fonds de protection sociale des investissements et des dépôts bancaires »

KP : Le symbolisme de la tour sera adapté à la lecture que chaque gouvernement voudra lui donner. Cette tour existait avant ce gouvernement et symbolisait autre chose. Les bâtiments du fascisme en Italie représentent aujourd'hui autre chose. La production de Mussolini, aujourd'hui, est absorbée par un autre symbolisme.
AB : Actuellement, il semble que la tour n'a pas sa place et ne peut jouer aucun rôle dans le système de société qui existe en ce moment (2018) au Venezuela. Le gouvernement vénézuélien n'a ni les ressources ni la créativité pour développer un projet cohérent d'évolution de la tour. L'État ne sait pas quoi faire de ce bâtiment et ce que la tour symbolise, principalement, c'est la forte incertitude et le manque de capacité à faire quoi que ce soit. L'actualité la plus récente de la tour est que plusieurs étages ont été fissurés avec le séisme d'août 2018. Ceci indique que, quel que soit l'investissement à faire dans la tour, il faudra des dépenses monumentales. Ce tremblement de terre montre que la Tour de David est extrêmement dangereuse à l'heure actuelle. Une tour incomplète représente un risque majeur, encore plus grand dans un centre de la ville.

La population en question a été ignorée par les autorités pendant sept ans jusqu'au moment où le gouvernement a décidé de reloger les habitants. Alors la grande question c'est : Quelles raisons ont poussé l'État à décider de sa relocalisation ? Le gouvernement vénézuélien a lancé l'Opération Zamora, un plan stratégique spécial civique-militaire pour reloger les occupants de la tour dans des villes socialistes de la GMVV situées à 72 km du centre de Caracas. À la fin de 2015, le relogement des familles a été achevé. Selon Ernesto Villegas, le ministre de la Transformation Révolutionnaire de la Grande Caracas (2013-2015) et directeur d'un des principaux Bureaux de Projets producteurs de la GMVV, l'OPPPE (*Oficina Presidencial de Planes y Proyectos Especiales* à l'époque exprime qu'il s'agirait d'une « décision humanitaire ». Et d'ajouter :

> « Une occupation illégale est un passeport pour un logement de la Grande Mission Logement Venezuela. Ce n'est pas une expulsion, mais une opération harmonieuse avec la communauté » E. Villegas, 2015.

Suite aux entretiens menés, et au regard de la forte médiatisation de la Tour de David, certaines hypothèses sont évoquées autour du fait que cette tour soit inachevée et vidée. Les uns évoquent une représentation de l'échec du capitalisme, d'autres interprètent la situation comme l'icône de l'échec de l'État, et certains suggèrent que l'État « a le contrôle d'un groupe de population », (puisque la tour était vide par décision gouvernementale). En tout cas, de nombreuses questions se posent encore aujourd'hui concernant la Tour de David. La tour de David symboliserait-elle la défaite du capitalisme pour l'État vénézuélien ? Bien que le bâtiment ne fût pas sécurisé parce qu'il n'était pas terminé au moment de l'occupation, les occupants sont arrivés à créer un espace

confortable à vivre, un nouvel habitat légitimé par eux et pour eux, et cette structure vidée a permis de créer la meilleure appropriation de l'espace en fonction de leur propre nécessité, un vrai territoire « commun ».

Le plus haut bâtiment de Caracas en ruines, un symbole politique ?

Image 81. Tour de David ©yww, 2019.

L'avenir de la Tour est entouré d'hypothèses et d'incertitudes. Une banque chinoise a manifesté son intérêt pour l'achat et la rénovation de la Tour, pour la reconvertir pour son usage initial. Pendant cette période, trois options ont été considérées par le gouvernement national : la démolition de la Tour, sa reconversion en un complexe financier et immobilier… et la dernière option était que l'infrastructure servirait à installer la Garde nationale bolivarienne, la brigade des pompiers du District Capitale, et les employés de la Protection Civile pour assister le corps civil. Plus récemment, en mai 2016, il a été annoncé que l'immeuble serait réaménagé pour accueillir l'installation d'un centre culturel une fois le relogement du dernier groupe d'habitants de la Tour de David achevé. Mais il a également été annoncé à la même époque que peut-être la Tour serait démolie.

> « Ainsi, par cette expulsion maquillée en relogement, le gouvernement vénézuélien semble vouloir gommer la défaillance du "modèle social bolivarien" tout en essayant de maintenir son intégrité politique et sociale face au désenchantement de nombreux Vénézuéliens défavorisés se sentant de moins en moins soutenus par ses représentants » Ernesto Villegas, le ministre de la Transformation Révolutionnaire de la Grande Caracas.

Dans le contexte socialiste du XXI^{e} siècle et plus particulièrement des politiques publiques mises en place, le constat des défaillances de l'État est apparu à travers la difficulté de fournir les services nécessaires pour le bon fonctionnement de la ville et le confort de ses habitants. L'inadaptation du mode de production et donc son manque de cohérence avec le Socialisme du XXI^{e} siècle ont empêché de

manière drastique la transformation, hautement souhaitée par l'État, de la société[370]. Pour l'État, la réquisition de la tour est le symbole d'une réponse appropriée de la part de l'État à une future tragédie (le manque de garde-corps et d'autres éléments de protection ont provoqué des accidents mortels des enfants et des adultes lors de cette occupation provisoire). Les dirigeants politiques mobilisent dans leurs discours que le squat de la tour par les personnes sans logements est une réponse de la société révolutionnaire à la suite de l'exclusion capitaliste toujours présente au Venezuela. Ils revalorisent également, la production de la GMVV comme une solution de l'État face à ce manque de logement, ainsi l'exclusion de la ville des personnes déplacées à la campagne et l'absence des services pourrait être lue comme un dysfonctionnement du modèle socialiste en question.

Finalement, le cas de la Tour de David permet de montrer un type d'occupation urbaine et un développement social dans des conditions extrêmes, similaires aux mouvements sociaux qui ont pris en charge leur habitat. L'intervention de l'État qui prend des mesures d'expropriation et de déplacements semble déplacée dans ces situations. Il y a dans ce phénomène de déplacement de la population, le risque de masquer la situation du manque de logement « temporairement », par le fait même que ces populations sont relocalisées loin, dans des lieux qui les rendent moins visibles aux yeux de tous. Un risque possible serait que les habitants quittent leur nouveau logement et retournent vivre dans la ville qui leur appartient et dans laquelle ils se sentent intégrés, même s'ils ont pu obtenir un droit au logement, dont ils ne disposaient pas antérieurement. Comme l'urbaniste Sophie Oldfield l'écrit dans ses études sur les villes inégalitaires et les modalités de l'attente, certaines communautés seront confrontées à un phénomène de « patience ».

> « Pour de nombreuses familles, le logement formel est évoqué comme un rêve, une vision pour l'avenir, mais on est plongé dans les réalités de l'attente et de la lutte sans fin pour obtenir un abri dans l'intervalle »[371] Sophie Oldfield, Saskia Greyling, 2015, p 1102.

Cette situation ne laisse pas le temps aux occupants de comprendre la réalité surplombante, les poussant à se focaliser sur la recherche du prochain lieu de vie.

---

[370] Pour exemple, l'État aurait pu développer tous les projets socio-productifs (développement des cultures alimentaires) qui proposaient une indépendance vis-à-vis de l'exportation alimentaire commune. Vingt ans plus tard, depuis le début de la révolutionne bolivarienne, ces projets devraient déjà avoir une certaine autonomie et répondre à l'approvisionnement alimentaire d'un groupe important de la société et éviter ou en tout cas réduire considérablement le manque de nourriture de base pour la subsistance quotidienne qui se reflète dans la crise vénézuélienne (2017/2020).

[371] « For many families, formal housing is spoken of as a dream, a vision in the future, one mired, however, in the realities of waiting and the ever-present struggle to access shelter in 'the meanwhile' ».

Malgré l'attente des habitants, en 2018, un nouveau discours réélabore la problématique de la Tour de David en rappelant que « 4 585 personnes ont été replacées grâce à l'existence de la GMVV, le peuple a aujourd'hui un toit décent ». Ce qui confirmerait et justifierait les mesures prises par l'État dans l'expulsion des habitants lors de l'Opération Zamora. En même temps, l'État affirme aussi qu'il n'y a aucun risque de démolition ou d'effondrement de la tour après le tremblement de terre de 2018. Or, les architectes experts (M. Negrón et M.I. Peña) proposent que la tour reprenne son occupation d'origine, bureaux et hôtel, surtout, ils proposent que l'État prenne les mesures nécessaires pour réhabiliter la tour et modifier l'image chaotique que celle-ci présente dans le paysage urbain. Finalement, le bâtiment qui se trouve à l'abandon peut s'assimiler à une représentation urbaine de la crise politique et sociale à laquelle le pays est confronté ; une crise latente qui continue sans donner d'indices sur son cours final.

Cette situation de la tour de David attire particulièrement l'attention. Elle est devenue un sujet d'intérêt pour différents médias. En 2013, la production télévisuelle nord-américaine *Homeland* a pris la tour de David pour développer une histoire chargée de violence, montrant la nature insolite de ce nouveau type d'habitat. À l'évidence, l'édifice y est perçu comme un centre du trafic de drogues, occupé par les « narcos » au Venezuela. Un scénario bien loin de la réalité[372], mais qui peut diffuser une certaine image de ce type d'habitat.

Pour conclure cette sous-partie, nous avons voulu approfondir la législation appliquée au relogement, mais cela n'a pas été possible. Après avoir lu les lois sur le logement, je n'ai trouvé aucune information ni texte s'appliquant à l'expropriation, au relogement, comme au droit à accepter, refuser une proposition de logement par l'État. Cela semble dépourvu de sens qu'une communauté qui a en principe suivi les directives de l'État (celle du Plan Patrie sur l'expropriation et l'occupation d'espaces en friche) soit transférée dans une ville socialiste alors qu'elle avait créé son habitat populaire, organisé et « commun » en centre de la ville. De plus, sachant que ces nouvelles villes socialistes sont, pour le moment, dépourvues de structures urbaines et de services, elles exigent un nouvel effort de la part de tous les habitants réfugiés. Cette situation augmente leur niveau de traumatisme et de vulnérabilité et laisses-en suspend leur engagement citoyen dans la participation populaire.

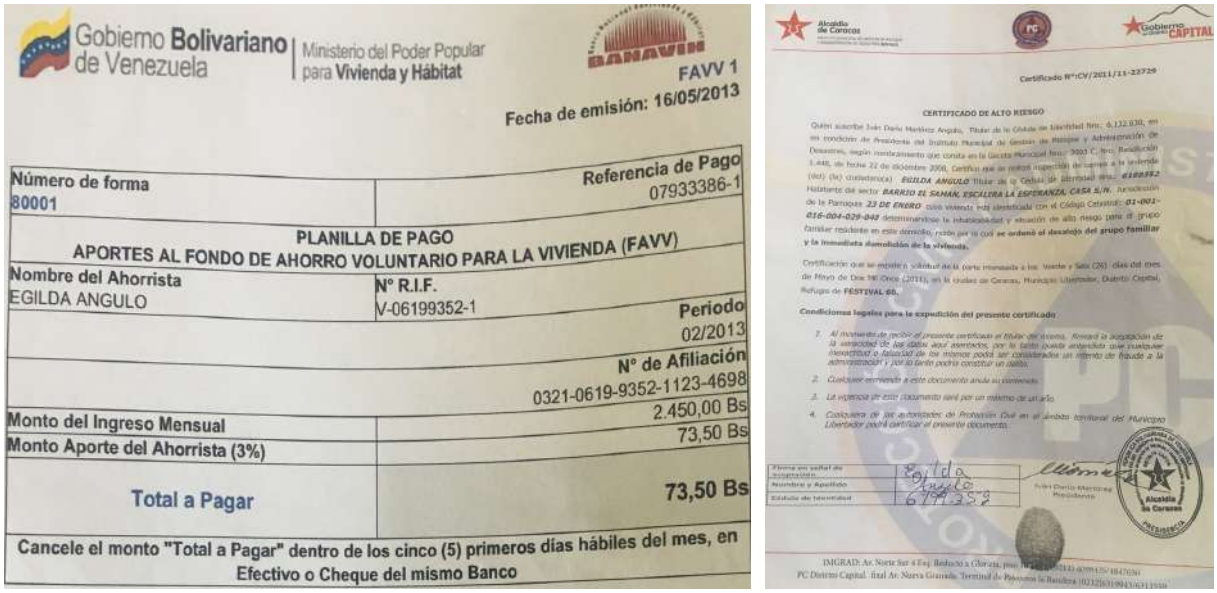
[372] Même si l'on sait qu'il y a des situations liées à la drogues ou la prostitution, la série exacerbe la violence en occultant le côté collectif et l'organisation de la communauté qui nous intéressent particulièrement.

5. Les habitants réclament leur titre de propriété comme un droit acquis

Dans le texte *L'autre Venezuela* de Hugo Chavez, Jean Marc Fournier[373] (2010) signale que

> « sur le terrain, d'un point de vue pragmatique, la remise de titres de propriété légaux ne donne pas accès aux services et n'implique pas une amélioration à court terme des conditions de vie. Être propriétaire ne fournit pas de travail, ne permet pas d'envoyer ses enfants à l'école ou d'avoir de l'eau tous les jours. Tous les habitants ne perdent pourtant pas leurs illusions : devenir propriétaire, c'est devenir enfin quelqu'un de bien dans la société. Aspiration prioritaire de la révolution bolivarienne, la démocratisation du système de propriété, que pratiquement tout le monde reconnaît comme nécessaire, bute donc sur de multiples obstacles structurels » JM. Fournier, 2010, p, 233.

Des papiers très précieux et porteurs de dignité



Gobierno Bolivariano de Venezuela | Ministerio del Poder Popular para Vivienda y Hábitat

BANAVIH

FAVV 1

Fecha de emisión: 16/05/2013

Número de forma 80001	Referencia de Pago 07933386-1

PLANILLA DE PAGO
APORTES AL FONDO DE AHORRO VOLUNTARIO PARA LA VIVIENDA (FAVV)

Nombre del Ahorrista EGILDA ANGULO	N° R.I.F. V-06199352-1
	Periodo 02/2013
	N° de Afiliación 0321-0619-9352-1123-4698
Monto del Ingreso Mensual	2.450,00 Bs
Monto Aporte del Ahorrista (3%)	73,50 Bs
Total a Pagar	73,50 Bs

Cancele el monto "Total a Pagar" dentro de los cinco (5) primeros días hábiles del mes, en Efectivo o Cheque del mismo Banco

Alcaldía de Caracas — Gobierno CAPITAL

Certificado N°:CV/2011/11-22729

CERTIFICADO DE ALTO RIESGO

Quién suscribe Iván Darío Martínez Angulo, Titular de la Cédula de Identidad Nro.: 6.132.030, en su condición de Presidente del Instituto Municipal de Gestión de Riesgos y Administración de Desastres, según nombramiento que consta en la Gaceta Municipal Nro.: 3003 C. Ord. Resolución 1.448, de fecha 22 de diciembre 2008, Certifica que en motivo inspección de campo a la vivienda (del) (la) ciudadano(a) EGILDA ANGULO Titular de la Cédula de Identidad Nro.: 6199352 Habitante del sector BARRIO EL SAMAN, ESCALERA LA ESPERANZA, CASA S/N, jurisdicción de la Parroquia 23 DE ENERO cuya vivienda está identificada con el Código Catastral: 01-003-016-004-029-049 determinándose la inhabitabilidad y situación de alto riesgo para el grupo familiar residente en este domicilio, razón por la cual se ordenó el desalojo del grupo familiar y la inmediata demolición de la vivienda.

Certificación que se expide a solicitud de la parte interesada a los Veinte y Seis (26) días del mes de Mayo de Dos Mil Once (2011), en la ciudad de Caracas, Municipio Libertador, Distrito Capital, Refugio de FESTIVAL 68.

Condiciones legales para la expedición del presente certificado

1. Al momento de recibir el presente certificado el titular de vivienda, firmará la aceptación de la veracidad de los datos aquí asentados, por lo tanto queda entendido que cualquier falsedad o falacidad de los mismos podrá ser considerados un intento de fraude a la administración y por lo tanto podría constituir un delito.
2. Cualquier enmendadura a este documento anula su contenido.
3. La vigencia de este documento será por un mínimo de un año.
4. Cualquiera de las autoridades de Protección Civil en el ámbito territorial del Municipio Libertador podrá certificar el presente documento.

Firma en señal de aceptación
Nombre y Apellido: Egilda Angulo
Estado de Vulnerabilidad: 6199352

Iván Darío Martínez Angulo
Presidente

Alcaldía de Caracas

IMGRAD: Av. Norte Sur 4 Esq. Balcones a Glorieta, [illegible]
PC Distrito Capital. final Av. Nueva Granada. Terminal de Pasajeros la Bandera [illegible]

Image 82. L'une des personnes interrogées en 2017 m'a indiqué dans ses documents, à gauche, le formulaire de paiement sous forme de « contribution au fonds d'épargne volontaire pour le logement FAVV ». Ce qui doit être accompagné lors de la demande du titre de propriété de la maison du document à droite : le « certificat de risque élevé ». Dans ce document qui identifie le logement selon le cadastre et qui détermine « le caractère inhabitable du logement et la situation à haut risque pour le groupe familial [...] raison pour laquelle l'expulsion du groupe familial a été ordonnée et la démolition immédiate du logement ». Egilda mentionne avec inquiétude que son document a expiré depuis plusieurs années (2011/2013), mais qu'il s'agit de la condition indispensable pour réussir à « l'obtention d'un titre de propriété à l'avenir ».

Ces documents chargés des symboles revalorisent les personnes qui ont vécu dans des conditions d'extrême précarité. L'État leur redonne une dignité, il ne s'agit pas simplement d'un attachement à ces documents, c'est encore plus fort. Il s'agit de leur garantir un droit citoyen. Ce qui laisserait penser que l'État pourrait

[373] Jean-Marc Fournier, professeur de géographie à l'université de Caen.

s'appuyer sur une politique de construction du logement basé sur la reconstruction de la dignité d'un peuple, indépendamment de la défaillance des équipements et des services de base. Ainsi, dans *Lutte pour la reconnaissance*, l'auteur Axel Honneth appréhende la gratitude envers l'Etat comme une véritable justice sociale :

> « L'expérience de la reconnaissance est un facteur constitutif de l'être humain : pour parvenir à une relation réussie à soi, celui-ci a besoin d'une reconnaissance intersubjective de ses capacités et de ses prestations ; si une telle forme d'approbation sociale lui fait défaut à un degré quelconque de son développement, il s'ouvre dans sa personnalité une sorte de brèche psychique, par laquelle s'introduisent des émotions négatives, comme la honte ou la colère. » A. Honneth, 1992, p. 166.

Ce processus décrit par Honneth nous permet de confirmer les sentiments de la population vis-à-vis des gouvernements précédents, face à l'absence de proposition de logement et au manque de reconnaissance individuelle. Ne pas avoir donné aux habitants la possibilité de vivre dans un endroit digne a produit de la colère, et, à l'inverse, s'est développé une admiration et une idolâtrie envers le gouvernement qui a pu combler ces manques et ces défaillances. En tout cas, cela fait partie du résultat de nos entretiens : le sentiment d'être propriétaire et valorisé par l'État, et d'avoir acquis une certaine dignité, a été manifeste dans toutes mes enquêtes auprès des habitants.

Le pouvoir et le contrôle de la propriété peuvent être interprétés comme un type de domination et, dans le même temps, ceci n'empêche pas que les habitants s'approprient plus ou moins le territoire qu'ils occupent, qu'ils en possèdent ou non le titre de propriété. C'est ce que Max Weber aborde lorsqu'il distingue deux types radicalement opposés de concept : d'une part, la domination par une constellation d'intérêts (notamment par le biais de situations de monopole), d'autre part, l'autorité (pouvoir de commandement et devoir d'obéissance) (Weber, 1922). Ceci permet de comprendre le lien entre la possible domination exercée par l'État et le sentiment d'obéissance que peuvent ressentir les habitants de certaines cités. Ainsi, dans le cadre des enquêtes réalisées, un certain nombre d'habitants déclarent se sentir « en attente » ou « à la disposition » de ce que l'État décidera par l'attribution d'un logement, voire par la délivrance de la propriété. D'autres, qu'ils aient reçu ou non le titre de propriété, évoquent le fait que les logements leur appartiennent du point de vue du droit, mais déclarent dans le même temps qu'ils n'osent pas les modifier ou se les approprier, car ils peuvent à tout moment être déplacés.

Pour Anaís[374] « Cette propriété est à nous » disent quelques habitants.

yww : Quelque chose a-t-il changé dans votre vie par rapport au logement précédent ?
Anaís : Totalement, avoir sa propre maison.
yww : Quel type de changement avez-vous vécu ?
Anaís : Tout, nous avons déjà une sécurité, un toit.
[...] Certains d'entre nous signent un an après la livraison de l'appartement, vous savez qu'il existe deux types de documents qui sont la propriété multifamiliale et la propriété unifamiliale qui est déjà l'individuel.
yww : Êtes-vous propriétaire ? Vous ont-ils remis le document pour demander le crédit ?
Anaís : Oui bien sûr. Cela nous a été donné l'année suivante. Il s'agit d'un prêt hypothécaire avec la Banque Nationale, mais les crédits ont varié, certains étaient à la Banque du Venezuela, d'autres à Bicentenario[375] et d'autres à Banavih[376]. Certains d'entre nous signent un an après la livraison de l'appartement.
yww : Avez-vous signé un contrat d'adjudication au début ?
Anaís : Non, nous avons reçu un document d'attribution, car ici c'était très régularisé. En principe les 120 propriétaires ont signé un document expliquant que cette propriété est à nous, aux 120, les parties communes et le bâtiment en tant que tel. Presque un an après ils nous ont donné le document unifamilial. [Dans le quartier de Ciudad Tiuna, la propriété unifamiliale correspond à la propriété classique connue comme privée.]

Anaïs est très fidèle et reconnaissante envers le gouvernement et la GMVV, à tel point que « cela a changé sa vie » du côté positif : un abri et la sécurité. Elle se sent vraiment propriétaire, cela peut être interprété au travers de son engagement civique et de son discours (elle travaille au centre de Ciudad Tiuna dans une association sur les droits des femmes contre la violence physique). Il est possible de lire dans cet extrait que « tout est en ordre » : crédit bancaire, assignation des documents. Nous observons une défense ferme du pouvoir et Anaïs montre une large connaissance de l'ensemble du fonctionnement des politiques étatiques sur le GMVV qui est intrinsèquement associé à une forme de fierté.

Pour Karla[377] « Cette propriété est à nous ? Ils ne nous ont rien donné. »

yww : Êtes-vous les propriétaires de l'appartement ?
Karla : Ils ne nous ont rien donné.
yww : Jusqu'à présent, vous n'avez aucun document de propriété ou d'adjudication ?
Karla : Non, pas un petit morceau de papier.

[374] Anais est une habitante de la ville socialiste Ciudad Tiuna. Extrait d'entretien mené en 2017 à Ciudad Tiuna.
[375] Banco Bicentenario, Banque Bicentenaire. Émanation du Ministère du Pouvoir Populaire de l'Économie et de Finances.
[376] Banavih : Banco-Nacional-de-Vivienda-y-Habitat ; Banque Nationale du Logement et Habitat. Émanation du Ministère du Pouvoir Populaire de l'Éco-socialisme, de l'Habitat et du Logement.
[377] Karla, 28 ans, habitant la ville socialiste Ciudad Caribia. Entretien mené en 2017.

Nous observons une position critique dans l'attente de quelque chose de la part de l'État, et même un doute et de l'incrédulité dans le fait que le logement qu'elle habite soit réellement sa propriété. Pour Karla, le fait d'avoir un papier symboliserait déjà le fait d'être propriétaire de son chez-soi, un type de reconnaissance, et ce « morceau de papier » pourrait changer sa perception de l'État. Elle est dans l'attente….

Pour Wilmer[378] « Tout ce qui est offert (cadeau) est inutile »

Wilmer : Je vais te le dire fondamentalement, cet appartement nous l'avons gagné, nous ! Une chose est bien, une autre est mal. Ce qui est bien pour nous, c'est que nous vivons ici, dans ce qu'ils nous ont donné et que nous ne nous ferons pas avoir.

yww : T'ont-ils donné un papier [document de propriété] ou quelque chose ?

Wilmer : Ils ont donné un papier d'adjudication.

yww : Sur le papier, es-tu propriétaire ?

Wilmer : Non ; comme adjudicataire, c'est mon épouse.

yww : Peux-tu louer ou vendre l'appartement ?

Wilmer : Non, si c'est à toi, pourquoi le louer ou le vendre.

Pour Wilmer la propriété peut être lue comme un droit acquis, mérité et qu'il faut apprécier. Si le bénéficiaire de cet appartement ne paye pas ; alors ni ce bien, ni la politique de l'État ne seront considérées. Il défend également comme Anaïs l'action de l'État en imaginant que le fait de ne pas avoir de réel titre de propriété, ne mette en péril leur avenir. Son discours reflète au même temps la non-nécessité de vendre ou de louer ce bien. Il n'est pas nécessaire d'aller ailleurs « c'est à toi », selon Wilmer le bénéficiaire a tout ce dont il a besoin.

Rappelons ici que cette personne et sa famille ont vécu dans une tente pendant 2 ans suite aux pluies de 2010.

et Jonathan[379] pense qu'il faut payer pour se l'approprier

Jonathan : Déjà, dans d'autres cités, les gens payent déjà.

yww : Certains, oui, d'autres non.

Jonathan : Quand tu commences à voir des gens qui paient, tu vas avoir davantage le sentiment d'appropriation et dire que c'est à toi.

yww : Sais-tu combien tu devrais payer ?

Jonathan : Au début on en a parlé, rappelle-toi que du temps de Chavez, il a donné beaucoup d'illusions et à sa mort, c'est autre chose. Si ce gouvernement s'en va, c'est autre chose et ils parlaient de quasi 500 000 Bolivars. Ils nous donnent 2 ans d'exemption avant de commencer à payer. [Exonération de tout paiement durant cette période.] Mais maintenant, depuis que Chavez est mort, les choses sont bien incertaines.

[378] Wilmer, 42 ans, habitant la cité Argelia Laya. Entretien mené en 2017 sur son lieu de travail : la clinique Leopoldo Aguerrevere.

[379] Jonathan, 30 ans, habitant la cité Guillermo García Ponce à Montalbán. Entretien mené en 2017.

Pour Jonathan nous pourrions dire que payer serait un repère, et il se sent un peu perdu et méfiant. A l'instar de Wilmer, Jonathan pense que le fait de payer sera associé à la valorisation du bien et au sentiment d'appartenance.

Eguilda[380] a envie d'avoir son document de propriété

yww : Avez-vous signé un titre de propriété ?
Eguilda : Non.
yww : Une adjudication ?
Eguilda : Non.
yww : N'avez-vous rien signé ?
Eguilda : Et c'est ce que je veux, je veux avoir mon papier et aller payer mon appartement.
yww : Pouvez-vous le vendre ou le louer ?
Eguilda : je n'ai pas besoin de louer mon appartement, je vis ici ATTENTION, c'est à moi !

Le besoin de payer peut-être associe à un type d'effort financier que certains habitants pensent devoir faire. Nous pourrions induire, par ses réponses, qu'il faut en effet, payer pour se sentir « bien » , et développer ce sentiment d'appropriation comme vu dans les deux extraits précédents.

Maria Luisa[381] et Laura imaginent vivre dans le même endroit toute leur vie… leurs prédécesseurs aussi

Maria Luisa : Tu ne peux pas vendre. La fille [responsable de l'État] a expliqué que cela va de génération en génération.
Laura : Je meurs et mes enfants y restent, mais mes enfants ne peuvent pas vendre (non plus).
yww : Vous imaginez vivre ici toute votre vie ?
Maria Luisa : oui.
Laura : bien sûr.

Dans ce dernier extrait nous observons que la valeur de la propriété est associée à la famille et a cette possibilité de donner quelque chose de précieux aux futures générations. Cette lecture est aussi liée au fait que la vente et la marchandisation du logement sont interdites et au fait que ce bien pourra être est hérité de générations en générations.

On constate que pour les habitants la propriété est comprise comme une reconnaissance. Synthétiquement Anaïs, pense que c'est un petit papier, Jonathan agit sur les limitations par rapport à la propriété et Wilmer l'associe à la valeur d'usage « Pourquoi le vendre si c'est à moi ? » Ça leur donne un titre et même une identité. Ce n'est pas forcément une valeur d'échange et en général ils ne voient pas le lien avec le marché. En ce sens après les entretiens, ils tiennent malgré

[380] Eguilda, 52 ans, habitant la cité Argelia Laya. Entretien mené en 2017 chez elle.
[381] Maria Luisa. 43 ans. Laura 34 ans, habitants la cité Bateas de Maurice. Entretien mené en 2017.

tout à ce papier. La propriété représente aussi la valeur du changement de statut, ne plus être mal logé et dorénavant être propriétaire. Recevoir le titre de propriété peut être considéré comme le paiement de la dette de la part de l'État, celle d'avoir été toute leur vie des mal-logés.

Il est important aussi de remarquer que parmi les résultats des entretiens effectués auprès des occupants, il existe « le grand rêve » qui consiste à avoir le titre de propriété. Pour quelques-uns, il est bien identifié tandis que pour d'autres, il n'en est rien. En même temps, nous constatons qu'avoir le titre de propriété ou être un partisan politique ne conditionne pas leur participation à la vie communale, sachant qu'elle est l'objectif clé du projet politique (*cf.* chapitre IV).

De plus, même dans le discours et dans l'imaginaire socialiste, les habitants veulent payer pour donner quelque chose en retour, y compris dans les situations difficiles existantes. Le fait de payer est associé à un type de reconnaissance de valeur dans lequel l'État les place. On note également le cas pour lequel la loyauté envers l'État est assimilée à une forme de paiement.

La trahison d'un occupant de la GMVV

Image 83. Tweet par le ministre Manuel Quevedo en montrant les documents d'assignation du logement. 2018.

Entre 2017 et 2018, le militaire Oscar Perez est catalogué par l'État comme chef armé de l'opposition et terroriste : il a attaqué la Cour suprême de justice (TSJ) et le ministère de l'Intérieur et de la Justice (MIJ). En janvier 2018, l'État a mené une opération où il a été exécuté. Le gouvernement a montré des vidéos et des documents attestant que O. Perez avait été « bénéficiaire de la GMVV » et qu'en raison de sa déloyauté, l'appartement lui avait été enlevé par la force lors de l'opération TUN-TUN 29/06/2017. Le ministre du logement à l'époque, Manuel Quevedo a déclaré que « dans la GMVV ne résidaient pas de terroristes ». La divulgation de cet événement a-t-elle servi de message et d'avertissement aux habitants de la GMVV ? « Rappelez-leur que de lourdes conséquences leur seront infligées si leur loyauté envers le gouvernement, qui leur a donné un chez-soi, est mise en doute ». Manuel Quevedo, ministre de logement (à l'époque), 2018.

Il ressort de ce dernier extrait et des entretiens menés sur place au Venezuela que les personnes qui ne possèdent pas de titres de propriété restent vulnérables face à l'État à qui ils doivent une absolue loyauté. Les familles peuvent se voir retirer leur logement dans le cas contraire, le cas d'Oscar Perez est représentatif de cette loyauté exigée, bien qu'il s'agît d'un cas ponctuel, mais emblématique car très médiatisé.

Une communication rayonnante sur le sujet : « malgré les attaques [impérialistes] la GMVV continue à délivrer des titres de propriété »

Image 84. Dans ces images, extraites du site officiel des différentes agences de l'État (réseaux sociaux) : Les photographies montrent différents habitants montrant leur « titre de propriété » accompagnés du texte : 1 Malgré les attaques, nous continuons d'avancer, dans l'Institut national des terrains urbains à travers le GMVV, nous continuons à délivrer des titres de propriété #serment de loyauté. 2 GMVV a octroyé 600 titres de propriété aux familles de Merida. 3 Le GMVV de Guarico ne cesse de délivrer des titres de propriété. 4 GMVV et Banhavi (Banque d'État), ont délivré 27 titres de propriété de famille. 5 GMVV déployé dans Valle de la Pascua pour délivrer des titres de propriété. 6 GMVV a octroyé des titres de propriété à 600 familles.

Dans ces images, on observe le déploiement communicationnel au niveau national de l'utilisation du mot « propriété » sans préciser s'il s'agit de propriété commune ou privée. Cependant on peut la supposer communale puisque tous ces posts s'inscrivent dans le cadre de la modification de la loi. En même temps, ce qui attire l'attention sur les photographies, ce sont les personnes montrant leur document qui garantit à priori la propriété de leur lieu de vie et qui concrétise finalement l'obtention d'un objet de convoitise par de nombreux habitants, une demande récurrente entendue lors de mes visites sur le terrain.

Conclusions

En définitive la société actuelle tente de réfléchir à de nouveaux dispositifs juridiques, politiques et modes de propriété qui engagent la collectivité. Or, nos résultats d'entretien montrent qu'il y a un besoin fort pour l'individu que ses droits soient reconnus. Le Venezuela et la révolution bolivarienne n'échappent pas à l'attente de toute population à l'égard de l'État : se sentir sécurisés par un cadre juridique. Les personnes connaissent culturellement la valeur du titre individuel, et le fait d'imaginer une solution collective ne correspond pas à ce que souhaite l'ensemble des habitants. Même en partageant les idéaux sur l'intérêt collectif, l'intérêt personnel de reconnaissance et la recherche de sécurité priment.

Aujourd'hui, dans le cas vénézuélien, il semble difficile de ne pas associer la terminologie des « communs » à une idéologie politique, qui propose une propriété collective ambiguë dans ses termes. Ni l'État ni les habitants ne parviennent à se déconnecter de la position classique et individualiste, voire capitaliste, de la propriété, même si les mots de spéculation, revente ou location ont été évoqués sans être envisagés par intérêt. Enfin, nous constatons que l'État veut maintenir d'une manière sous-jacente son pouvoir sur le territoire et sur les habitants ; parallèlement, les habitants désirent un titre de propriété garantissant leur tranquillité dans leur logement, leur dignité et leur reconnaissance.

Dans le modèle vénézuélien, on remarque à quel point les exigences de l'État entravent les interactions au sein de la participation publique du « nouvel homme » qu'il souhaite pourtant créer. La revendication du « territoire commun » ne peut être dictée par une décision politique. Nous estimons que l'intervention de l'État dans la nationalisation des entreprises et le manque de prévention dans la fourniture de services rendent la gestion communautaire plus difficile et créent une dépendance encore plus grande des habitants envers l'État pour gérer leur vie quotidienne. Comme nous l'avons observé dans les chapitres précédents et dans cette partie avec le cas de la tour de David, la participation des habitants au processus étatique repose principalement sur une nécessaire solidarité pour dépasser les difficultés rencontrées dans la gestion de services et de commun.

> « Le terme "solidarité" désigne en première analyse une sorte de relation d'interaction dans laquelle les sujets s'intéressent à l'itinéraire personnel de leur vis-à-vis, parce qu'ils ont établi entre eux des liens d'estime symétriques. » A. Honneth, 1992, p. 156.

Les exemples des mouvements sociaux qui sont favorables à ce projet de l'État, comme le Camp des Pionniers, restent encore une minorité dans le pays. Tout

cela corrobore partiellement notre hypothèse initiale sur le manque de cohérence entre la création de l'État communal et l'objectif de transformation de la société. L'inclusion de nouveaux modèles de propriétés assignés à des objets spatiaux conventionnels dans lesquels le mode de vie est toujours contraint à une configuration classique de logement individuel conduit à une demande de propriété individuelle de la part des habitants.

Ainsi, pourrions-nous réfléchir à une nouvelle architecture qui permettrait également d'adapter ce besoin de logements et de le rendre moins individualiste ? Cette transformation de la société proposée par l'État vénézuélien ne pourrait-elle pas passer également par une nouvelle conception de l'espace de l'habitat ? Nous faisons l'hypothèse que la construction de logement est utilisée comme moyen politique, c'est une façon d'obtenir un consensus, de répondre à une instabilité de la société. Nous montrerons dans ce qui suit comment la mise en image de l'opération GMVV est un exemple vivant de ce processus. Concrètement, une revue plus détaillée des acteurs et des modes de production sur le terrain permettra de vérifier cette hypothèse.

Cette propriété est également mise en image. Même si elle est ambiguë dans la conception et sa mise en place dans certains secteurs, cette politique publique liée à la propriété se manifeste comme une sorte de succès pour l'État, et une forme de protection destinée habitants. Nous pourrions voir là un triomphe collectif, dans la communication gouvernementale. Le statut de la propriété a été important pour l'Etat dans le renforcement de la politique publique, mais aussi dans l'élaboration du discours contre l'opposition qui, selon les instances dirigeantes, (discours mobilisé surtout en 2019) « a seulement envie de faire du logement un marché spéculatif … comme dans les systèmes capitalistes… ».

IV. Morphologies urbaines et dispositifs de l'habitat

CHAPITRE VI. ACTEURS, TYPES DE BÂTIMENTS ET MORPHOLOGIE URBAINE DE LA GMVV

Comme expliqué dans les chapitres précédents, le Socialisme du XXI[e] siècle promeut de nouvelles configurations institutionnelles, de nouvelles organisations sociales et donc une nouvelle production du bâti afin de répondre à la crise de logement après l'urgence. Devant la prolifération de nouveaux intervenants et d'espaces institutionnels, il convient de s'intéresser à cette nouvelle représentation architecturale et urbaine, au sein même de l'espace urbain. Au vu de la grande variété des constructions, ce chapitre propose de présenter une gamme complète des différentes productions, classées en fonction de la participation de l'État, de la communauté, des architectes et des entreprises nationales ou internationales engagées pour la construction. Il s'agit d'inviter le lecteur à se représenter l'image finale de cette production massive de logements qui s'inscrit dans le paysage urbain actuel du Venezuela.

La problématique principale se pose sous la forme suivante : quel type d'architecture est produit et par quels intervenants ? Nous devons comprendre les réponses de l'État au besoin de logement qu'il s'agisse du choix des terrains, des acteurs, des matériaux de construction, et de la production proprement dite. Comment cela se traduit-il dans l'habitat et comment est-ce vécu par les habitants ? Dans ce contexte opérationnel inconnu, parce que nouveau, plusieurs questions se posent : L'architecture et l'urbanisme sont-ils aussi innovants que l'annonce l'État ? Quelle relation existe-t-il entre le nouveau modèle d'État socialiste et la morphologie urbaine en production ?

Ce chapitre, divisé en quatre parties, porte sur la forme urbaine affectée par la construction massive de logements.

Dans une première partie, nous proposons la lecture d'un nouveau scénario de la ville, qui se fonde sur la définition de la typologie en architecture et des formes urbaines comme description possible d'un paysage urbain telle que fournie par

Christian Devilliers[382] (1974), Jean-Pierre Frey[383] (1998), Rémy Allain (2004), Annie Térade[384] (2007), cités dans le premier chapitre. Elle se réfère à ces mêmes auteurs pour aborder les formes et la manière de classer des objets à partir de caractéristiques formelles. Suit un passage de description des lignes directrices de la production et des divers modèles de construction de la GMVV. Il s'agit là d'un dossier qui convoque des critères d'analyse plus techniques, qui permettent de comprendre les types de projets, en relation avec certains acteurs.

L'apport de *L'architecture de la ville* (1966) d'Aldo Rossi[385] facilite l'appréhension de la dimension architecturale de la ville et permet de mieux comprendre l'essence des faits urbains. Son affinité avec les hypothèses de Maurice Halbwachs[386], et l'influence économique liée au fait que les habitants apprécient le mode de production de la ville constituent une partie de ce parcours théorique. A. Rossi préconise que l'analyse de la forme de certains éléments en tant qu'unités de l'espace urbain permette, à travers l'observation et l'approche de K. A. Lynch, de retracer le cheminement historique des villes. C'est ce que nous ferons ici, avec la ville de Caracas et sa mémoire.

> « La ville, dans son immensité et sa beauté, est une création née de nombreux et variés moments de formation ; l'unité de ces moments est l'unité urbaine dans sa complexité, la possibilité de lire la ville avec continuité réside dans son important caractère formel et spatial » A. Rossi, 1966, p 114.

Les parcours urbains effectués dans le cadre de cette étude, ainsi que la description des différentes opérations de la GMVV, permettent de découvrir les dernières phases de l'histoire contemporaine de la ville de Caracas, d'évaluer les représentations que s'en font les habitants et les répercussions sur leurs habitudes que ces opérations induisent. Plus précisément, dans la deuxième partie, est inclus un découpage des projets institutionnels architecturaux, identifiés par des plans, des coupes, des images de projets, mais aussi par des photographies qui ont été fournies par les organismes officiels ou prises personnellement lors des différentes visites sur le terrain.

Dans la troisième partie, une grille d'analyse sert de complément à la lecture de la ville. Une décomposition par l'image s'est avérée nécessaire. Plus spécifiquement, une lecture des photographies prises lors des visites de terrain a

---

[382] Christian Devillers (1946-), architecte urbaniste français. Grand prix de l'urbanisme en 1998.
[383] Jean-Pierre Frey, architecte-sociologue, professeur émérite des Universités.
[384] Annie Térade (1950-), Architecte DESA, docteur en urbanisme et aménagement du territoire, Paris 8.
[385] Aldo Rossi (1931-1997), architecte italien, professeur et théoricien ; auteur de *L'Architettura della città*, 1966 ; traduction française : *L'Architecture de la ville*, Infolio, 2001.
[386] Maurice Halbwachs (1877-1945), sociologue français, agrégé de philosophie.

permis de saisir un maximum d'informations techniques sur chaque opération. L'établissement d'un dessin schématique des bâtiments, en tant qu'élément de travail architectural, permet d'aborder de façon synthétique dans la présente étude la typo-morphologie de ces opérations dans le contexte urbain du Grand Caracas. C'est l'approche typo morphologique qui a été choisie pour guider cette partie, en le sachant le produit de la combinaison entre l'étude de la morphologie urbaine et celle de la typologie architecturale. L'analyse typo morphologique est née suite à l'apparition de l'école italienne muratorienne en référence à l'ouvrage de Saverio Muratori publié en 1959 et qui porte sur la forme de la ville. Ses idées seront récupérées et développées ensuite par ses étudiants (A. Rossi, 1966, C. Aymonino, 1966, G. Caniggia, 1963). Plus tard, elles seront réintroduites en France par J. Castex, P. Celeste et Ph. Panerai, *Formes urbaines : de l'îlot à la barre (1997)* et également Panerai, J.-Ch Depaule, et M. Demorgon, dans l'*Analyse urbaine* (1999). De ce fait, nous avons voulu explorer l'occupation du sol, la volumétrie, la structure, les façades et parfois la cellule des logements par la constitution d'un bref corpus typo morphologique des opérations GMVV.

Une dernière partie est consacrée à la compréhension du point de vue des experts interviewés (architectes, urbanistes, ingénieurs et sociologues) et à l'inspection de certains projets nécessaires et complémentaires dans la mise en place de la ville, telles des écoles ou autres installations requises par leur nature intrinsèquement socialiste. Comme expliqué dans l'introduction et dans le chapitre II, le nouveau défi est de « faire de la qualité » et par conséquent, faire la ville, ériger plusieurs villes nouvelles, villes socialistes. C'est le défi que les autorités vénézuéliennes souhaitaient relever en 2016. Dans la même année, la tenue du Forum GMVV, *Réalités et Perspectives pour Renforcer l'Habitat Communal* (2016) au Venezuela, avait pour objectifs de relancer la mission GMVV pour d'une part repenser les opérations en elles-mêmes et d'autre part initier une troisième étape dans la construction. Il s'agissait d'ajouter à la quantité et à l'urgence, la dimension qualitative qui à l'évidence, n'était pas jusqu'alors présente dans toute cette démarche. Cette occasion a favorisé la rencontre avec les principaux acteurs de l'opération, des techniciens, mais aussi des habitants, ce qui a permis d'établir une vision personnelle de la qualité des constructions réalisées. Parvenu en 2019, la démarche se poursuit avec le même caractère d'urgence qu'à l'origine et il n'y a pas eu beaucoup d'ajustements pour améliorer la qualité, au vu de ce que les repérages effectués ont montré. De façon régulière, des extraits d'entretiens menés auprès de différents acteurs de la GMVV, des habitants, des experts et même des observateurs extérieurs sont repris et viennent entrecouper ce chapitre. Ces citations sont complétées et renforcées par des textes

institutionnels et des références obtenues dans les médias. Enfin, il faut insister sur la responsabilité et rôle des différents acteurs dans le processus d'élaboration de la ville. Pour ce faire, le point de vue de Camilo Sitte[387] dans la conclusion de son ouvrage *L'art de bâtir les villes* sonne juste :

> « Quiconque ruine aujourd'hui un plan de la ville en dépit des nombreux exemples bons ou mauvais dont il dispose porte une responsabilité très lourde. Mais nous ne sommes plus obligés d'agir dans la précipitation comme il y a quelques décennies, au moment où les villes se mirent soudain à croître de manière imprévue, et où on ne disposait pas encore des moyens permettant de faire face à cette croissance. Aujourd'hui, il appartient au technicien qui entreprend un découpage parcellaire important d'étudier attentivement tous les éléments du problème, y compris l'aspect esthétique. [...] Si nous tenions un plus grand compte de l'aspect esthétique et si, par l'entremise de nombreux concours, nous nous assurions la participation des artistes, nous pourrions souvent parvenir à des solutions satisfaisantes ne serait-ce que sur le plan formel —, même si l'idéal des Anciens doit nous rester inaccessible pour un temps encore indéterminé. » C. Sitte, 1990, p 179.

Nous avons abordé dans le chapitre théorique le rôle des politiques publiques et comment depuis des siècles l'architecture et l'urbanisme sont sollicités pour laisser une trace d'un mouvement politique ou social et comment ils sont mobilisés en tant que moyen de représentation de pouvoir. Plusieurs écrivains et historiens de l'architecture (Ragon, 1986, Molley, 1998, Segaud, 2007, Ferrari, 2015, également cités dans le chapitre théorique) ont parlé de symbole, en reliant le type de bâtiment à une période de réflexion d'ordre étatique.

> « Cette idée que la conformation de l'espace puisse avoir un effet sur les individus qui y vivent ou le contemplent a trouvé nombre d'échos dans les régimes totalitaires du XX^{e} siècle. » M. Segaud, 2007, p 81.

La troisième partie du chapitre théorique a permis de tracer l'évolution historique de l'architecture et de l'urbanisme dans divers contextes internationaux. À l'aune de ces références, qu'en est-il du projet vénézuélien ?

Tout d'abord se présente le Mouvement Moderne de la première moitié du XX^{e} siècle[388], l'arrivée en architecture du fonctionnalisme, l'École de Bauhaus, du constructivisme en URSS ainsi que d'autres exemples trouvés en Chine et en Algérie dans le domaine de la construction de logements sociaux. En Russie,

---

[387] Camillo Sitte (1843-1903) : architecte autrichien et théoricien de l'architecture. Auteur de l'essai *L'Art de bâtir les villes* (1889).

[388] Se référer aux exemples déjà vus du Phalanstère de C. Fourier, en tant que « microcosme idéal de la cité future » (M. Ragon, 2007). Inspiré de ce projet, Le Corbusier, avec la Cité Radieuse, reformule l'unité d'habitation avec des services collectifs ; un modèle semblable est aussi proposé en Russie avec les « maisons communes ».

l'expérience de M. I. Ginzbourg[389] dans les années 1920, se définit comme une avancée au service du projet social. Il concerne la méthode, les techniques employées ainsi que la forme architecturale. Ce dernier décrit les « condensateurs sociaux » comme des lieux collectifs d'apprentissage et d'épanouissement de l'homme nouveau. Dans le même ordre d'idée, H. Meyer[390] directeur du Bauhaus de Dessau de 1928 à 1930, défend que l'architecte se doit d'être un serviteur social et que l'architecture doit absolument répondre aux besoins de la société en développant la standardisation de la production du logement. Toutes ces notions paraissent avoir un écho plus ou moins fort, dans la présente étude des nouveaux lieux de vie pour l'homme révolutionnaire du Socialisme du XXI^{e} siècle. C'est cette lecture qui est privilégiée tout en reconnaissant, dans la réalisation des villes, l'existence de difficultés dans d'autres contextes internationaux qui ont appliqué les mêmes principes, ou dans d'autres pays qui ont utilisé des « politiques de la ville » différentes pour répondre aux mêmes situations d'urgence (guerres, catastrophes ou autres). Échecs et obstacles sont constatés dans la mise en place d'un système socialiste. Cependant, dans le cas précis du Venezuela, vu les énormes ressources financières fournies par le pétrole au début de la mission et compte tenu des expériences des autres pays, n'était-il pas envisageable de croire à une issue favorable de la politique de la ville proposée ? Il convient de minimiser les échecs et de présenter réellement un modèle international même si le pays ne dispose pas d'un appareil de développement aussi avancé que dans certains autres pays.

[389] Moisseï Iakovlevich Guinzbourg (1892-1946) fondateur du groupe OSA (Organisation des Architectes Contemporains), père du Narkofin à Moscou, du constructivisme soviétique.
[390] Hannes Meyer (1889-1954), architecte et urbaniste suisse.

1. Un nouveau scénario et les modes de production :

Il convient de rappeler l'événement déclencheur à l'origine de la GMVV : des quartiers entiers se sont retrouvés dévastés après les fortes pluies de 2011, sans oublier les séquelles de la tragédie de Vargas (décembre 1999, *cf.* Chapitre II), provoquant une catastrophe urbaine et sociale majeure. C'est à partir de ce moment-là que l'État vénézuélien a décidé d'organiser une « Mission » étatique, chargée de construire des logements pour répondre à un double défi : d'une part, s'acquitter de sa dette vis-à-vis de la population qui vivait dans des conditions indignes et très précaires ; d'autre part, répondre à l'urgence de relogement immédiat des personnes sinistrées en 2010 et 2011.

Compte tenu de ce fait, le Venezuela ne disposait pas d'un « appareil de production » adéquat. Par appareil de production s'entend la capacité de construire et de surmonter ce défi avec toutes les compétences requises sur les plans administratif, humain et logistique. Le pays n'avait pas non plus les capacités techniques et opérationnelles pour répondre à cette urgence, et pas davantage celle de construire massivement des logements. Les procédures opérationnelles de construction étaient assez atypiques par rapport au contexte vénézuélien (pas d'appel à projets, marché public par adjudication directe…), et toutes étaient acceptées par le commanditaire même et l'industrie du bâtiment. Le début de cette « Mission » se place dans une dynamique d'urgence et de chaos face à la nécessité de bâtir très vite, sous-tendue par un discours maqué par l'innovation.

> « L'innovation revêt un double aspect de destruction et de création. Son arrivée détruit un ordre antérieur que Schumpeter assimile à un état d'équilibre. Il y aura alors des perturbations ; obsolescences, remplacements, réallocations de sources, nouveaux arbitrages, etc. En même temps l'innovation apporte des avantages, des améliorations, qui devraient conduire à un nouvel état d'équilibre »[391] Jean-Michel Morin, 1996, p. 108.

Cette situation de crise provoque la mise en place d'un « mode de production » nouveau, jamais vu dans le pays. L'état d'urgence a duré 90 jours (*cf.* chapitre III) et les habitants sinistrés ont enduré un relogement provisoire qui a duré de longs mois (certains des années). Subitement, le Président décide de mobiliser toutes les institutions de l'État pour qu'elles s'engagent impérativement dans cette politique publique de *Gran Misión Vivienda Venezuela* (GMVV). Tous les locaux des institutions publiques ont été réquisitionnés pour loger les sinistrés. Que ce soient les ministères de la Culture, de la Santé, de l'Éducation ou autres, tous furent mobilisés à la fois pour accueillir les personnes sans abri dans les

[391] D'après le texte « Théorie de l'évolution économique » J. Schumpeter, 1911, tr.fr. 1935, Dalloz.

structures et équipements sous leur tutelle, mais aussi pour participer à la construction des logements, même si c'était en dehors de leurs compétences habituelles. Cette situation ne fait que rappeler la théorie de l'État sauveur et protecteur (*cf.* chapitre IV). C'est une des raisons qui amène à constater que vont se matérialiser plusieurs morphologies urbaines contrastées. L'architecte Posani nous explique au cours d'un entretien que quand Farruco Sesto, ministre du Bureau Présidentiel des Plans et Projets Spéciaux, réaffirme l'objectif de construire 3 millions de nouveaux logements (ce qui correspond au déficit national) en 10 ans, il délimite une réalité urbaine pour l'ensemble du pays en termes quantitatifs jamais atteints. Il ajoute :

> « Cela va permettre la réalisation d'un immense bond en avant pour l'évolution sociale du Venezuela, parce que l'on sait que logement digne signifie santé, éducation et travail. Voilà le visage d'une nouvelle réalité, sans comparaison aucune, capable de transformer profondément les rapports sociaux, de semer une conscience nouvelle, de stimuler une participation pleine et créative à tous les niveaux de la vie collective. Les nouveaux logements, remis très majoritairement gratuitement ou à participation raisonnée par l'État, dans la mesure où ils constituent une nouvelle ville, vont placer l'échange social dans un cadre qui favorisera l'action collective et la solidarité, loin de la rude réalité urbaine d'aujourd'hui. » J-P. Posani, 2014

Cet extrait permet d'évoquer les contraintes liées à la rapidité, aux défis politique et technique et à la participation populaire, qui représentent les enjeux de la production de logements sociaux. Cette « nouvelle réalité urbaine » a des conséquences sur le paysage et engage aussi une évolution sociale sans précédent selon les experts et techniciens de ce processus.

L'agenda international invite à mettre en lumière les grandes questions que posent le logement et l'habitat. La conférence Habitat III[392] tenue en 2016 ainsi que la COP21[393] qui définissent l'agenda pour les 20 prochaines années, concernent les questions urbaines et le développement de l'habitat, entre autres sujets traités. Habitat III a souligné que les conditions de vie de la grande majorité de la population sur cette terre ne s'améliorent pas, voire se dégradent et que cette situation est intolérable et inacceptable. Collectivement, à l'échelle internationale, ces questions doivent impérativement être prises au sérieux pour y apporter des

[392] Habitat III est la Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable qui s'est déroulée à Quito en Équateur, du 17 au 20 octobre 2016.
[393] COP : *Conference of parties*. La COP21 est la 21ème Conférence des parties (COP) à la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques de 1992, réunissant 195 États et l'Union Européenne, après celles de Varsovie (COP19) et Lima (COP20). Elle s'est tenue du 30 novembre au 11 décembre 2015 à Paris-Le Bourget (93), sous présidence française.

réponses. Dans le cadre d'Habitat III, la GMVV a été présentée par le président Nicolas Maduro comme :

> « une expérience extraordinaire et innovante dans tout le continent qui nous a permis d'apporter de nouvelles technologies et d'intégrer les réalisations de l'architecture dans le monde entier. Un modèle à succès et de grandes alliances internationales » N. Maduro, 2016.

À la recherche de la capacité technique et opérationnelle, le Venezuela s'est tourné vers ses partenaires internationaux : la Chine, la Russie, la Biélorussie, l'Iran, Cuba, le Portugal et le Mexique. L'ambition de l'État à ce moment-là était de construire 3 millions de logements en 10 ans, soit 300 000 logements par an[394]. La diversité des projets au Venezuela, de leurs typologies architecturales, ainsi que des modèles constructifs en fonction des accords que l'État a établis avec les différents acteurs (étrangers et locaux) est notoire.

Donner à la société la possibilité de participer à une nouvelle production, et observer les impacts sur l'image de la ville, aurait pu présenter un intérêt pour les urbanistes, architectes, sociologues. Avec le projet idéal de production massive et participative de la GMVV, cela aurait pu être, semble-t-il, un moment stratégique pour que les experts et acteurs de l'industrie du bâtiment vénézuélien, indépendamment des élites, participent à cet appareil productif et développent d'innombrables idées et proposition avec la participation des habitants.

Or, la plupart des experts ont été exclus de ce processus pour diverses raisons qui seront abordées en fin de texte. Idéologiquement, les habitants restent toujours des partenaires primordiaux dans la production de l'habitat social, mais dans cet appareil productif bien particulier, il était sous-entendu qu'eux-mêmes devaient être les concepteurs, les producteurs, les constructeurs, les propriétaires, les occupants et les gestionnaires de leur produit. Une des hypothèses qui pourrait expliquer pourquoi il n'en fut pas ainsi, est liée au jugement qu'une telle participation requiert un (suivi) niveau d'éducation qui est une caractéristique d'une couche sociale plus favorisée. L'accès à l'éducation est conditionné par les ressources économiques et peut donc être considéré comme en opposition à ce processus révolutionnaire. Le Pouvoir populaire doit avoir une relation directe avec les institutions et mettre en place la production de logements.

[394] Pour prendre la mesure de cet effort nous signalons qu'en France, selon l'INSEE le parc locatif du logement social représente autour de cinq millions des logements par une population de 67 millions d'habitants. Ils évoquent une production de 320 000 par an et que pendant l'après-guerre elle est arrivée à construire 500 000 logements par an, cependant la Fondation Abbé Pierre constat aussi un statut très précaire de logement social selon les besoins.

Types du bâtiment et les modèles dans la morphologie urbaine

Cette partie du chapitre a pour but d'exposer et décrire une sélection des types de bâtiments construits et de montrer leur variété architecturale, leur structure et les modèles de la morphologie urbaine que la GMVV produit dans la ville.

> « le type, cette abstraction des propriétés spatiales et communes à une classe d'édifices, est une structure de correspondance entre un espace projeté ou construit et les valeurs différentielles que lui attribue le groupe social auquel il est destiné » C. Devillers, 1974, p 18/19.
>
> « Les modèles permettent de rendre compte de l'attribution des valeurs aux espaces, c'est à dire, de la façon dont un groupe social a de se représenter les propriétés de l'espace en fonction de sa propre pratique ou de ses objectifs sur l'espace. Alors que les types structurent la pratique du constructeur en l'articulant à une demande sociale, les modèles organisent la pratique spatiale des usagers ou le discours idéologique d'un groupe ayant un projet social sur l'espace » *idem.*

Elle cherche, d'abord, à définir les acteurs, qu'ils soient publics, privés, populaires, locaux ou internationaux, présents dans cette production de logements. Ensuite, elle détaille sous quelle forme et avec quel fonctionnement les intervenants sont organisés pour la production concrète de logements.

> « De fait, une typologie des bâtiments devrait étudier les structures internes de l'objet architectonique, en admettant une forme autonome, alors que la morphologie urbaine devrait étudier les changements de forme de l'espace environnant, en admettant l'absence de toute autonomie[395]. [...] Cela se traduit à son tour l'exigence toute architectonique de replacer l'édifice et l'architecture au centre de la problématique de la forme urbaine » Ernesto d'Alfonso, 1988, p 67.

Dans l'approche typologique du bâtiment comme forme architecturale, l'architecte J-P Frey (1998) propose que pour établir une « typologie », il faut effectuer un classement systématique d'un ensemble d'objets. En même temps, il convient de poser un regard sur l'insertion urbaine du bâtiment. Ainsi,

> « Les analyses des formes urbaines initiées par les architectes italiens dans les années cinquante nous montrent que tout édifice doit une part importante de ses caractéristiques à ses conditions d'insertion dans un tissu urbain. La distribution interne, les entrées, la façade témoignent des relations établies entre un espace domestique protecteur d'intimités et un espace public, livré à des propos plus anonymes, qui appelle la compétence des urbanistes. La sociologie, quant à elle, nous explique que le logement proprement dit (l'appartement en immeuble ou la

[395] L'architecte d'Alfonso s'appuie du *studi die fenomeni urbani,* (1970) de Carlo Aymonimo. Extrait de Morphologie urbaine parcellaire, 1988. Pierre Merlin et Ernesto d'Alfonso et Françoise Choay comme éditeurs associes.

maison, surtout quand ils sont produits en masse sur un marché de l'immobilier) n'a pas de sens, dans l'usage qu'en font les habitants, que par rapport aux équipements et aux services dont se peuple l'espace urbain environnant » Jean-Pierre Frey, 1998, p 57.

En conséquence, n'est-il pas possible de faire l'hypothèse que l'insertion d'un bâtiment dans un contexte urbain peut avoir un effet sur le contexte lui-même où il s'inscrit, ainsi que sur le vécu des personnes qui habitent ou fréquentent le quartier ?

Cet extrait met en évidence deux aspects de la relation avec logement. En premier lieu, les espaces intimes se doivent d'être en lien avec la physionomie extérieure, sur le plan architectural en particulier. Ensuite, dans le cadre de la ville, et sur un plan sociologique, la forme doit répondre aux liens qui unissent les usagers d'une part entre eux à l'intérieur d'un même ensemble immobilier, et d'autre part avec le reste du contexte urbain. Le logement social doit maitriser l'insertion de l'habitat, par le biais des architectes, des urbanistes et des bénéficiaires. Avant de rentrer dans la classification des opérations de la GMVV, il convient d'effectuer un passage par les concepts du type et de la morphologie. Christian Devillers (1974) et Annie Térade (2007) attribuent à Quatremère de Quincy[396] la différenciation entre type et modèle :

« Le mot Type présente moins l'image d'une chose à copier ou à imiter complètement, que l'idée d'un élément qui doit lui-même servir de règle au Modèle… Le modèle, entendu dans l'exécution pratique de l'art, est un objet qu'on doit répéter tel qu'il est. Le type est au contraire un objet d'après lequel chacun peut concevoir des ouvrages qui ne se ressemblent pas entre eux ». Dictionnaire historique de l'architecture, Quatremère de Quincy, 1832, p 629.

La notion de morphologie urbaine consiste en l'interaction entre des formes — architecturales et urbaine — et une société — un ensemble d'acteurs.

« L'école italienne, à laquelle est généralement reconnue une antériorité parmi les architectes, voit l'approche morphologique comme un prolongement de l'approche typologique [...] L'objectif d'une typologie serait de réduire à quelques grandes catégories la multiplicité et la variété des formes urbaines existantes. [...]. Il semble qu'il faille réserver le terme de typologie à l'étude d'édifices… » P. Merlin[397], 1988, p 14-15.

[396] Antoine Chrysostome Quatremère, dit Quatremère de Quincy (1755-1849), architecte, archéologue, philosophe, critique d'art et homme politique français. Auteur de « dictionnaires d'architecture » (historique et encyclopédique).

[397] Pierre Merlin, est professeur émérite à l'Université de Paris 1 et président de l'Institut d'urbanisme et d'aménagement de la Sorbonne.

Selon Pierre Merlin, l'intérêt de la morphologie urbaine est d'entreprendre une lecture technique de la ville selon les évolutions de la forme urbaine en relation aux changements sociaux, économiques, démographiques [...] et, nous ajouterons aussi, politiques.

Nous retiendrons la définition de la morphologie proposée par Rémy Allain, qu'il envisage comme un concept permettant d'appréhender « la diversité des formes rencontrées dans une agglomération » et de montrer qu'elles sont la « résultante d'un système de relations complexes ». C'est-à-dire, la morphologie urbaine est « le résultat des conditions historiques, politiques, culturelles (et notamment architecturales) dans lesquelles la ville a été créée et s'est agrandie. Elle est le fruit d'une évolution spontanée ou planifiée par la volonté des pouvoirs publics ». Ce géographe-urbaniste énonce aussi que la morphologie urbaine est la clé pour comprendre le paysage urbain. « La forme n'est pas tout, mais elle n'est pas négligeable. Elle est la manifestation visuelle et partielle d'un système urbain et aussi l'un des éléments le plus importants » (R. Allain, 2004, p. 5).

Comme nous l'avons présentée dans le chapitre I, la thèse de Kevyn Lynch sur la lisibilité de la ville son ouvrage, *l'Image de la Cité* (1960) énonce ainsi :

> « Tout comme une œuvre architecturale, la ville est aussi une construction dans l'espace, mais c'est une construction à grande échelle, une chose qui n'est perçue qu'au cours de longs intervalles. [...] Les éléments mobiles d'une ville, et surtout les habitants et leurs activités sont aussi importants que les parties fixes. Nous ne sommes pas seulement des observateurs de ce spectacle, mais nous en faisons également partie, et nous partageons la scène avec les autres… » K. Lynch, 1998, p 9. [398]

Chaque citadin entretient depuis longtemps des liens avec l'une ou l'autre partie de sa ville et l'image qu'il en a est empreinte de souvenirs et de significations.
Dans des références plus contemporaines, l'architecte Alessandra Sgroi dans le texte d'introduction de *Morfología Urbana — Paisaje Urbano*[399] définit la ville comme partie d'un système, considéré comme l'ensemble des éléments qui, mis en relation entre eux, forment une unité.

---

[398]« *Tal como una obra arquitectonica, tambien la ciudad es una construccion en el espacio, pero se trata de una construccion en vasta escala, de una cosa que solo se percibe en el curso de largos lapsos. [...] Los elementos moviles de una ciudad, y en especial las personas y sus actividades son tan importantes como las partes fijas. No somos tan solo observadores de este espectaculo, sino tambien somos parte de el, y compartimos el escenario con los demas* » Traduit par l'auteure.

[399] Elle s'appuie sur les définitions proposées par : Mc. Loughlin, J. B., Planificación Urbana y Regional Un Enfoque de Sistemas. 1971- pág. 77 et Meda Raúl Horacio., Vigliocco Miguel Ángel, Estructura Urbana y Uso del Suelo Aplicación a Ciudades Bonaerenses.1991.

> « La ville, ou "l'urbain", peut être interprété comme un système spatial complexe et dynamique dont les éléments du système-ville se constituent des activités humaines [...]. Par ailleurs, lorsque nous parlons de la ville, nous faisons référence à différents aspects que l'on peut regrouper en 4 composantes principales : économique, sociale, politique et physique, cette dernière s'entend comme l'ensemble des structures matérielles sur lesquelles reposent les 3 autres composantes. » Alejandra M. Sgroi, 2009, s/p.

Cette sous-partie présente la description de certaines opérations afin de comprendre la typologie architecturale en fonction des bâtiments produits, et la morphologie urbaine ainsi que sa répétition dans le paysage urbain et l'effet de celle-ci dans le ressenti des habitants. Réaliser la ville met en jeu divers aspects théoriques, précédemment mentionnés, économiques, politiques et sociaux, ayant comme conséquence de modeler une forme physique spécifique.

Lignes directrices de la règlementation. Un cahier de charges très simple à suivre.

Ces lignes directrices, préparées dans les circonstances d'urgence déjà mentionnées, et publiées en 2013 au Journal Officiel[400] par la Direction de la Planification du Ministère du Logement et de l'Habitat sont composées d'une série de 20 articles ou directives. Ils fixent les modalités de conception que les acteurs ou les réalisateurs de la construction de logements doivent suivre.
Les premiers articles donnent la priorité au modèle de la ville compacte, en promouvant des bâtiments qui garantissent une haute densité[401] tout en conservant une faible hauteur, afin de garantir l'optimisation de l'espace en termes de nombre d'usagers des services/m^2 et une meilleure utilisation des réseaux de services.

Les logements doivent être standardisés et répondre à des normes, ce qui ressemble au cadre de production d'autres pays comme la France. Trois types de logements (maisons ou appartements) sont prévus d'une superficie comprise entre 65 et 70 m^2 (T4) pour les plus grands et entre 45 et 54 m^2 (T2) pour les plus petits[45]. Les dimensions minimales des pièces doivent être : chambre principale 10,00 m^2, chambre secondaire 8,00 m^2, cuisine et buanderie 10,00 m^2, salle de bain (douche, WC, lavabo) 2,90 m^2, séjour et salle à manger 18,00 m^2 (*cf.* annexe p. 584). En matière d'urbanisme, le texte stipule que la superficie minimale réservée à la construction d'équipements urbains non résidentiels doit être

[400] Résolution n° 89 du 23.07.2013 publiée au Journal Officiel n° 40.215 du 26.07.2013
[401] La compacité est l'axe qui accompagne la réalité physique du territoire : la densité de construction, la répartition des usages spatiaux, le pourcentage d'espaces verts ou de route. Cela détermine la proximité des différentes utilisations et fonctions urbaines. C'est l'occupation des terres. Architecte Juan Garcia de los Reyes (2016).

équivalente à 6 % de la surface totale du terrain. La superficie minimale réservée aux espaces verts publics (place, parcs et boulevards) doit être équivalente à 10 % de la surface totale des terrains. En ce qui concerne les critères de conception, il est obligatoire d'assurer l'accessibilité et la mobilité des personnes handicapées et/ou à mobilité réduite. La disposition des bâtiments doit garantir l'orientation nord-sud des fenêtres des logements.

En ce qui concerne les zones de voirie ou de stationnement, il est établi que l'utilisation du transport collectif doit être prioritaire par rapport au transport privé, qu'il faut intégrer des voies exclusives pour les transports publics et les déplacements piétons dans les zones construites. Le ratio des places de stationnement est d'une (1) place pour trois (3) logements.

En ce qui concerne l'aménagement urbain, il est proposé de considérer le système de collecte des eaux usées et pluviales pour leur réutilisation, ainsi que l'intégration de critères d'efficacité énergétique, de recyclage, de gestion et d'élimination des déchets solides. L'économie de moyens et l'adéquation aux enjeux du site sont de rigueur. Dans tous les cas, les réglementations en vigueur et les bonnes pratiques d'ingénierie et d'architecture du point de vue du séisme, de la résistance des ouvrages, de la sécurité, du confort thermique et toute autre exigence indispensable garantissant une habitabilité adéquate, doivent être appliquées. De plus, il faut privilégier une technologie de construction qui comprenne des composants industrialisés et/ou préfabriqués.

Les derniers articles décrivent les caractéristiques des bâtiments et des maisons comme suit :

- Le rez-de-chaussée des bâtiments multifamiliaux peut envisager, outre le logement, des espaces à usage collectif et/ou des locaux faisant partie de l'équipement urbain.
- L'étage supérieur ou la terrasse des bâtiments multifamiliaux peuvent accueillir des espaces appropriés pour développer des projets socio-productifs ou des activités communautaires.
- Les espaces communs et les espaces de la maison devraient prévoir la ventilation et l'éclairage naturel.
- Les fenêtres et les espaces ouverts des bâtiments orientés est-ouest devraient inclure des éléments de protection solaire.

Tous les articles sont passés en revue, avec une traduction par l'auteure la plus littérale possible afin de ne pas altérer le sens même du texte espagnol. Toutefois,

il faut noter que l'information est assez basique et peut surprendre le lecteur par sa simplicité ou par son manque de précision en comparaison de l'ampleur de cette importante opération de construction massive de logements sur le territoire national. D'une apparente simplicité, ces directives et normes peuvent permettre de penser et d'imaginer différents modèles de construction et d'architecture qui les intègrent parfaitement, tout en respectant par ailleurs l'architecture caractéristique latino-américaine. À l'occasion des rencontres avec les techniciens des institutions responsables de la construction de logements lors de nos visites sur le terrain entre 2016 et 2019, ce cahier de charges a fait partie de l'élément mobilisé pour l'analyse des opérations. Nous avons constaté qu'ils n'ont pas été modifiés depuis l'origine de l'urgence jusqu'à cette date (2019). Les techniciens et les habitants corroborent la nécessité d'effectuer des modifications et/ou des adaptations de ces directives, car de graves problèmes ont été constatés dans les cités bâties. Ayant vu les lignes directrices, nous pouvons continuer avec la description de certains modèles de construction développés dans cette opération.

Modèles de construction : de la rapidité à l'industrialisation

La GMVV a pour but de construire rapidement des logements sociaux, et ce, dans certains cas, avec des modèles plus légers que ceux utilisés habituellement dans ce type de production. Le système de construction le plus conventionnel connu au Venezuela pour le logement social se caractérise par une structure de colonnes et de poutres en béton et par des parois généralement en briques creuses ou parfois en parpaings. Le processus défini par la GMVV vise à intégrer l'industrialisation de la construction, qui est rarement présente dans ce domaine au Venezuela, ainsi qu'à intégrer certains matériaux strictement liés à cette activité. Suivant ces quatre critères (rapidité, légèreté, industrialisation et matériaux), l'analyse des bâtiments cherche à synthétiser les différents modèles et à comprendre l'évaluation et l'acceptation ou non que les habitants formulent vis-à-vis de ces réalisations.

En ce qui concerne l'infrastructure, les projets peuvent être regroupés suivant le modèle conventionnel de coulée de béton ou, dans une plus grande proportion, selon l'utilisation de structures métalliques, quelle que soit la hauteur des bâtiments. Dans l'un ou l'autre cas, la nature de l'industrialisation de la construction dépend du choix retenu pour les panneaux, créés spécialement ou de format standard, pour réaliser les cloisons, les façades, et toute autre paroi. Leur production requiert un mode de fabrication spécifique, et ci-dessous sont

détaillées leurs caractéristiques en fonction du matériau utilisé, de leur assemblage en usine ou sur le site, de leur origine et de leur apparence finale. Les panneaux de béton préfabriqués sont élaborés dans des ateliers en dehors des chantiers et sont transportés sur le site. L'assemblage rapide se fait *in situ*, au moyen d'une grue conventionnelle, mais il nécessite un personnel qualifié pour leur installation, pour le montage à la fois de la structure et des cloisonnements. Si les panneaux sont fabriqués sur le territoire national, leur production nécessite une logistique de transport et une main-d'œuvre qualifiée qui soit locale. Ce modèle est l'un des plus fréquemment utilisés par l'OPPPE et laisse peu de place à l'expérimentation architecturale. Par exemple, les ouvertures de fenêtres sont généralement assez étroites et leur disposition montre une régularité à laquelle il sera fait référence plus tard. Ce procédé exclut en grande partie le savoir-faire local en matière de maçonnerie, par exemple, ou la participation aisée aux travaux des futurs résidents de ces bâtiments.

- Les panneaux de fibrociment, comme leur nom l'indique, sont des plaques fabriquées industriellement à base de ciment et de fibres. Ils sont pour la plupart importés dans le cadre des accords internationaux et présentent l'inconvénient d'être peu connus techniquement par les travailleurs locaux.
- Les panneaux de polystyrène expansé avec béton projeté. Le polystyrène est également importé. L'installation des panneaux est généralement facile, mais il n'en demeure pas moins qu'il présente l'inconvénient de disperser des chutes de béton lors de la finition du panneau par projection. Il en résulte qu'une partie importante de matière est gaspillée lors de la construction.
- Les murs porteurs en béton, dressés selon le système conventionnel de formes de cellules auto-porteuses, permettent une construction qui s'inscrit plus dans la tradition du pays. La possibilité de modification est possible, mais difficile une fois que le coffrage est terminé. Il y a peu de gaspillage dans ce type d'utilisation du béton armé. Les bâtiments correspondants sont généralement construits sur 5/6 étages.
- Les cadres en acier galvanisé composent la structure complète du bâtiment. Ils créent un maillage léger et des panneaux en fibrociment assurent la finition des pignons et cloisons. Ils sont généralement utilisés dans des bâtiments ne dépassant pas cinq niveaux. Ils se caractérisent par une légèreté de l'ensemble. Ils ne requièrent pas de fondations trop importantes, leur poids étant inférieur à celui des autres constructions classiques. Ce type de structure est également importé même si certaines entreprises essaient de le fabriquer localement. C'est l'un des systèmes les plus avancés en termes de technologie que présente la GMVV.

Image 85. À gauche Ciudad Tiuna. Murs porteurs en béton. À droite Cadres en acier Galvanisé. El panteón. Ccs. ©MINVHI et Fundacaracas

- Les panneaux PVC[402] (polychlorure de vinyle) de Petrocasa sont fabriqués à l'aide de pièces modulaires de polychlorure de vinyle (PVC). Effectivement, leur assemblage est assez rapide et simple. Les additifs nécessaires au mélange de PVC sont importés. Par conséquent, d'une part leur coût en est plus élevé, et d'autre part l'obtention du produit fini dépend de l'étranger.

Image 86. Pétrocasas en production. Au Venezuela, vers l'année 2007, la production de logements appelés « *Pétrocasas* », de *Petro* : pétrole et *casa* : maison, parfois appelés aussi « *oil house* » en anglais, était en plein essor. Leur particularité consistait en l'utilisation du polychlorure de vinyle (PVC) comme matériau de base de leur fabrication.

Le PVC est un matériau thermoplastique fabriqué à partir de 57 % de chlore (dérivé du sel commun) et de 43 % d'éthylène (un gaz dérivé du pétrole ou du gaz naturel). On comprend dès lors qu'un pays comme le Venezuela, qui recèle d'énormes ressources en pétrole et en gaz, puisse tirer parti de l'utilisation d'un tel matériau. Ce type de composant correspond davantage à la construction d'une

[402] Le PVC est le deuxième plastique le plus produit dans le monde. Il atteint actuellement un volume annuel d'environ 25 millions de tonnes. L'usage global du PVC croît à un taux de 4 à 7 % par an, et cette croissance rapide et durable ne découle pas seulement de son excellent ratio coût – bénéfice, mais aussi du fait qu'il n'y a pas d'autre matériau qui puisse être modifié par des additifs dans la même proportion que le PVC. Ce polymère peut être traité avec pratiquement toutes les technologies communes.

Image 87. GMVV Panneaux Petrocasa. Montalban © MINVHI

typologie de maisons individuelles[403] que l'on retrouve assez souvent dans de petites villes du pays ou à la périphérie de Caracas. À l'exception de certaines opérations de l'OPPPE qui ont utilisé cette technologie dans leurs bâtiments. Les bâtiments correspondants comportent alors généralement 12 étages.

Cette façon de construire des immeubles peut être surprenante. Il suffit d'oublier les variables environnementales pour lesquelles ce matériau peut être critiqué et de considérer ses caractéristiques les plus nobles, par exemple une durée de 50 ans de vie utile, et dans l'histoire de la construction tous les éléments et accessoires nécessaires à l'adduction eau. Une autre utilisation assez fréquente concerne les encadrements de fenêtres et de portes.

Lors du mon troisième voyage en 2017 au Venezuela, trois journées d'entretiens avec différents experts (architectes et sociologues) de la Fondation Logement populaire[404] (FVP) m'ont permis de collecter leurs points de vue sur le mode de production de la GMVV, et leur vision critique, entre en désaccord avec la gestion de production et le résultat dans le paysage urbain.

Position des experts sur les matériaux en lien avec les usages des habitants. Un entretien collectif avec : Président Eugenio A. Mendoza R. (EM). Vice-président. Oswaldo Carrillo (OC). Sociologue Roberto Briceño León (RBL). Architectes Alexis Delgado y Yelitza Blanco.

yww : Sur le thème de la production des logements ici au Venezuela, il y a également des projets, comme les maisons Viposa [Viposa S.A. société de préfabrication de maisons en béton] ou les projets que faisait PDVSA [Petróleos de Venezuela S.A. : société nationale

[403] Les maisons ont généralement une surface habitable de 70 m² répartie en trois pièces, deux salles de bain, un salon, une cuisine et une salle à manger. Les maisons sont faites de profilés en PVC assemblés localement, puis les poutres sont remplies de béton ; d'autres parties sont en acier et en fer.

[404] La Fondation Logement Populaire (*Fundación Vivienda Popular*) est une organisation privée sans but lucratif, créée en 1958, qui travaille à favoriser le développement social dans les domaines du logement et de l'habitat. Elle recherche la transformation physique, urbaine et sociale des communautés autoproduites, avec pour but de les intégrer à la ville normale au moyen de la cogestion avec l'État, les Organisations non gouvernementales (ONG), les techniciens professionnels, sous la houlette de l'Administration Déléguée aux Ressources.

des pétroles] avec les « Petrocasas », de construire les structures avec les dérivés du pétrole. Ce serait intéressant d'explorer ce matériau dans la construction en série, mais parfois je ne comprends pas pourquoi ça ne se développe pas plus et je ne sais si c'est du fait d'un manque d'intérêt.
AD : Nombre de Vénézuéliens pensent que pour qu'un logement soit considéré de bonne construction et bien solide, il doit être en moellons et ciment. Aujourd'hui dans les pays développés, un pourcentage très élevé des logements est construit en bois, aluminium, carrelage, béton et acier ou une combinaison de ces matériaux et nous pourrions parfaitement construire avec les produits dérivés du pétrole, par exemple. Le Vénézuélien aime une maison de moellons, de ciment. Tout ce qui est dérivé d'un matériau inconnu génère une grande résistance, ça ne plaît pas aux gens.
RBL : Les gens viennent toucher le matériau.
EM : Avec les maisons que nous avons faites en panneaux, le placoplâtre, les gens me disaient qu'ils ne pouvaient pas planter un clou, une maison où on ne peut pas planter un clou n'est pas une maison.
AD : Ici le Vénézuélien n'est pas habitué à vivre dans du provisoire, le Vénézuélien, ce qu'il veut, c'est des moellons.

D'après les entretiens avec les habitants et malgré l'utilité évidente du PVC, tous ont rejeté l'utilisation de ce matériau. Certains affirment que les murs en PVC ne sont pas de vrais murs, car ils ne leur permettent pas d'accrocher des tableaux ou, pour les plus ironiques, qu'ils vivent dans un réfrigérateur. Le matériau considéré comme le plus noble ou de bonne qualité dans la perception des habitants, reste toujours le parpaing, moellon gris ou brique rouge pour constituer les murs.

ConstruPatria, une production par KITS et distribution des matériaux pour produire des maisons ou bâtiments de la GMVV

Image 88. Images du projet montré dans le catalogue de Construpatria. Les bâtiments ont un code de distribution. Dans ce cas à gauche E5-472A et à droite M5-470B.

Afin d'améliorer les processus et les délais de construction requis par le GMVV, *Construpatria* (entreprise étatique, pour « Construire la Patrie ») met à disposition, dans tous ses centres de collecte, 16 modèles de logements adaptés à la géographie et aux besoins de chaque région, avec deux avantages : modèles de construction rapides et faciles grâce à des structures métalliques et des coffrages en aluminium. Il est proposé que la maison soit livrée par *Construpatria*, en tant que solution intégrale avec les matériaux nécessaires à chaque phase de construction. Le principe est « basé sur la distribution de kits emballés, qui sont ensuite gérés par des brigades de construction de Pouvoir populaire pour fournir des logements dignes de notre peuple » [Catalogue ConstruPatria GMVV, 2013].

> « À partir d'un modèle de base, ConstruPatria fournit des kits de logement qui peuvent être construits dans des arrangements unifamiliaux, pour deux familles (couples) et pour quatre familles. Tous les modèles ont été conçus avec une emprise de 72 m^2 de construction, divisés en 2 secteurs :
>
> Secteur familial : trois chambres ; la pièce principale (9 m^2) avec salle de bain (3,5 m^2) et deux chambres supplémentaires (9 m^2) qui partagent la même salle de bain (3,5 m^2).
>
> Secteur social : il a l'entrée principale, salon (8,5 m^2), salle à manger (6,5 m^2), cuisine (7 m^2), buanderie (2,5 m^2) et entrée secondaire. La lumière naturelle de la maison est donnée par le placement des fenêtres dans chacun des espaces et ventilation croisée ».

Cet extrait permet de comprendre la configuration la plus constante dans l'histoire du logement au Venezuela. Chaque appartement est constitué d'une partie « familiale » et d'une partie « sociale », mais chacun dans sa cellule individuelle, ce que nous associons à la traditionnelle configuration de logement individuel liée aux modèles construits dans un régime capitaliste.

Un mode de production populaire géré par l'auto-organisation du peuple

Le chapitre IV a présenté le Pouvoir populaire et les Conseils Communaux (CC) qui jouent un rôle actif et participatif dans les nouvelles institutions et propositions de l'État. Ici, il convient de montrer leur action directe dans la production de logements, leur rôle vis-à-vis de ce nouvel « appareil productif ». En effet, le Pouvoir populaire, comme protagoniste voire acteur principal de ce projet, en a la gestion, sur ordre présidentiel.

À la suite de la mise en place des Communes et de divers autres organismes sociaux, la GMVV a promu la constitution de deux autres organisations : l'Assemblée Organisée *Viviendo Venezolanos* (AVV) et le Comité Multifamilial de

Gestion (CMG). L'objectif de ces groupes communautaires est de privilégier la gestion de leur participation et d'assurer la convivialité dans les nouveaux ensembles urbains. Ils gèrent aussi les travaux de soutien aux espaces communs, les espaces intermédiaires et le contrôle de la délinquance. Les informations suivantes sont extraites des travaux de Fundacredesa[405], coordonnés par Cecilia Cariola en coordination avec CENDES et l'UCV.

- La cogestion se caractérise par le fait de se joindre à des programmes institutionnels au sein de communautés qui doivent définir les projets de logement qui seront ensuite financés par l'État et mis en œuvre par les brigades de construction établies par ces communautés. La cogestion est la forme la plus répandue et se concentre sur la participation du CC, à travers le Plan de Transformation Intégrale de l'Habitat (TIH) et le programme de Substitution de Taudis par un Logement (SUVI[406]) dans des secteurs sans risque, avec l'attribution directe du financement et des fournitures à des projets. La construction est réalisée par les brigades socialistes, entités formées de travailleurs communautaires de formation et d'assistance technique du Ministère des Communes ou de la Mission Ribas[407]. Selon le rapport du Fundacredesa, la mise en œuvre de ces programmes de cogestion génère des changements importants dans les communautés, qui vont bien au-delà de la simple amélioration des conditions de vie consécutives aux nouvelles conditions de logement et d'habitat.
- L'autogestion est caractérisée par le transfert effectué par l'État des moyens de production (financement, machines et matériaux de construction) aux communautés. Celles-ci fournissent du travail et mettent en œuvre les projets qui proviennent de ces mêmes organisations populaires. Ce mode d'autogestion se développe avec la participation de riverains au travers d'organisations telles que les Camps de Pionniers ou le Mouvement des Occupants de Bâtiments Organisés du Venezuela (MOEOV)[408], avec une présence significative dans Caracas (des 14 camps de pionniers, 11 sont à Caracas. Fundacredesa, 2015).

Ces groupes d'acteurs, dont les plus importants sont les Camps de Pionniers, présentent la particularité d'inciter à une politique de réduction des coûts dans la

[405] Fundacredesa, est un centre de recherches stratégiques, assigné au Ministère du Pouvoir Populaire pour les Communes qui réalise des études de nature pluridisciplinaire et intégrale, sur la croissance et le développement humain. Iinstitution scientifique au service de la Révolution bolivarienne, selon son texte fondateur.

[406] SUVI : *Sustitución de Rancho por Vivienda*. Le programme Substitution de Taudis par un Logement est un plan imaginé au travers de la Grande Mission Logement Venezuela (GMVV), qui a pour objectif d'aider les communautés ayant les plus basses ressources économiques sur tout le territoire national.

[407] La Mission Ribas (du héros vénézuélien José Félix Ribas) est un programme éducatif que le gouvernement vénézuélien de Hugo Chavez a développé depuis novembre 2003, dans le but d'intégrer toutes ces personnes qui n'ont pas eu le baccalauréat ni d'études secondaires.

[408] MOEOV Movimiento de Ocupantes de Edificios Organizados de Venezuela, Il fait partie de la plateforme du Mouvement des Habitants de Venezuela (Movimiento de los Pobladores de Venezuela).

construction du logement, de libérer le foncier et de mettre l'accent sur la formation politique des participants. Au-delà de l'auto-construction de logements, c'est l'organisation populaire qui prime. Ce mode d'organisation rappelle le modèle des *Community Land Trust* décrit dans le chapitre V. Au niveau organisationnel, chaque camp gère les ressources collectivement et planifie son habitat avec des équipes d'architectes et de professionnels engagés par la communauté. En plus de fournir leur propre travail pendant la construction, les familles prennent en charge les terres, les maisons, les espaces communs et les installations de propriété collective. Quand une famille veut quitter le camp, la contribution faite sur les actifs de l'organisation est remboursée. Cette modalité évite l'absorption de ces logements par le marché immobilier spéculatif. La vente, la valeur et l'utilisation de la propriété sont régies par l'organisation elle-même. Pour maintenir la cohésion sociale des participants, chaque communauté a des coordinateurs politiques, des comités de travail et des représentants de la famille qui se réunissent chaque semaine pour organiser des activités internes, pour discuter des questions de politique et pour examiner les progrès du mouvement dans son ensemble.

Au cours des différentes visites effectuées sur le terrain, 24 opérations de la GMVV ont été passées en revue. Après cette synthèse sur les modèles de construction et de participation, seuls certains des cas mentionnés vont faire l'objet d'une analyse en profondeur. Cette sélection est basée sur la compréhension de la conception d'une ville socialiste, compacte des projets indépendants proposés par l'État et comporte des réalisations à l'intérieur et à l'extérieur de la ville de Caracas.

> « Aussi, par l'architecture, l'espace social s'exprime-t-il réellement et symboliquement dans l'espace physique. La position, le lieu occupé, son esthétique, se caractérisent de fait par des gains sociaux ou des dépréciations. Autrement dit, l'architecture n'est jamais seulement une réponse à un besoin ou à un impératif fonctionnel (habiter, circuler, travailler…). Ses formes informent au sens où elles expriment réellement et symboliquement un état du monde social. » O. Chadoin, 2014, p 24.

2. Typologies architecturales selon les divers acteurs

Comme la plupart des opérations de cette ampleur, la GMVV est gérée par des acteurs publics tels que l'État, les mairies, les entreprises publiques, par des entreprises privées, ou par les acteurs sociaux organisés en Conseils Communaux ou en associations civiles et d'autres acteurs qui ne rentrent pas dans ce groupe général. Par la suite nous développerons chaque type ou modèle pour lesquels l'empreinte de l'État est plus ou moins visible.

L'objectif de cette partie est de faire comprendre au lecteur les divers types de bâti réalisés, en tenant compte :

- De la participation exclusive de l'État (elle répond à l'urgence par la rapidité, les modes de production en série et l'expérimentation de nouveaux matériaux par exemple le PVC pour la construction des tours) ;
- De la construction sous des modèles participatifs, à savoir produits par les futurs habitants ;
- Des projets emblématiques, caractérisés par une réflexion sur la ville compacte (projets également demandés par l'État, mais produits à l'unité par des architectes indépendants) ;
- Des réalisations qui résultent des accords internationaux entre le Venezuela et la Chine, la Russie, la Biélorussie, l'Iran ou Cuba, nommées de par leur ampleur les villes socialistes.

2.1 L'État en tant que demandeur du logement social : une production rapide et en série

En 2012, l'Organe Supérieur du logement et de l'habitat (OSV[409] Órgano Superior de Vivienda) est créé pour coordonner de manière centralisée cette nouvelle politique d'État qui envisage la production massive des nouveaux logements. L'OSV est rattaché à la Présidence de la République, il est dirigé par le Président, coordonné par le Ministre du Logement et de l'Habitat, avec la participation d'un groupe de Ministres associés à la GMVV, directement impliqués dans les collectivités territoriales du Caracas Métropolitain. Sous la direction des gouverneurs et des maires, cette structure est reproduite dans toutes les régions du pays. Au début, n'est prise en compte que la GMVV mais depuis 2014, s'y ajoute également la *Gran Mision Barrrio Nuevo Barrio Tricolor* GMBNBT[410], expliquée précédemment, qui s'occupe de la transformation intégrale des

[409] OSV : Órgano Superior del Sistema Nacional de Vivienda y Hábitat; Organe Supérieur du Système National de Logement et Habitat.,
[410] GMBNBT : Grande Mission Nouveau Quartier, Quartier Tricolore.

quartiers précaires. Ces deux Missions ont pour objectif d'avoir une nouvelle stratégie intégrale sur la conception du logement social et son habitat. En même temps, elles sont responsables de la planification, du suivi et du contrôle de la Mission, ainsi que des politiques de sélection des terrains, de la distribution du matériel, de l'obtention des ressources financières, de la formulation de systèmes de gestion, du ciblage et de la définition des objectifs à atteindre.

En 2015 est créé[411] le Ministère du Pouvoir Populaire pour l'Habitat et de Logement (MPPHV : Ministerio del Poder Popular para Hábitat y Vivienda) par la Présidence de la République. Cette institution est responsable du contrôle global des politiques de l'État en matière de logement et d'habitat dans le cadre d'autres organes et organismes de l'administration publique nationale. Au sein du MPPHV se trouvent : le bureau du Vice-ministre du Logement et du Développement Urbain, le bureau du Vice-ministre de la Gestion, la Supervision et le Suivi des Travaux et le bureau du Vice-ministre des Réseaux Populaires dans les Logements, antérieurement connu comme l'Institut National du Logement INAVI[412].

Parmi les autres acteurs très importants dans la production de logements figurent :

- FUNDACARACAS : organisme de la mairie de Caracas, chargé de la politique locale du logement, dans une seule municipalité, Libertador. Entre 2011 et 2015, la GMVV a permis la construction d'un total de 650 000 logements dans tout le pays. Cette institution est une des plus importantes après l'0PPPE dans la production massive de logements.
- La Fondation Mission Habitat (Fundación Misión Habitat : FMH) assignée au Ministère du Pouvoir Populaire pour l'Habitat et le Logement (Minhvi : Ministerio del Poder Popular para Hábitat y Vivienda) : responsable en matière de services, équipements et renforcement des grands urbanismes de la GMVV.
- Le Centre National de Recherche et de Certification du Logement et de l'Habitat et le Développement Urbain (CENVIH : Centro Nacional de Investigación y Certificación en Vivienda, Hábitat y Desarrollo Urbano), assigné au Ministère du Pouvoir Populaire pour l'Éducation Universitaire,

[411] Par le décret 1701, publié au Journal officiel n ° 40 634

[412] Dans ce cadre, quelques institutions sont affectées : la Banque Nationale du Logement et de l'Habitat BANAVIH, l'Institut National des Terres Urbaines INTU, la Fondation Mission Habitat FMH, la Fondation Grande Mission Barrio Nuevo, Barrio Tricolor, l'usine Entrées 27 février, SA, l'Inmobiliaria Nacionale, SA, Zulia Région promoteur de développement urbain, CA (PRODUCE), Rafael Urdaneta Centro, SA (CRUSA), la Corporación Sociale Servimos (CORPOSER), la CONSTRUPATRIA, S.A., et la Société Barrio Nuevo Barrio Tricolor, S.A.

Science et Technologie (MPPEUCT). CENVIH est créé en 2013 pour renforcer le processus de construction de la GMVV. Par le biais de la recherche, du développement, de l'innovation des normes et des systèmes constructifs, cette institution permet des améliorations de l'infrastructure des logements.

L'État a déployé la majeure partie de sa capacité de direction, incorporant l'exécution non seulement au Ministère de l'Habitat et du Logement avec les organismes qui lui sont rattachés, mais aussi à d'autres institutions publiques et sous certaines conditions, à des entreprises telles que : Pétroles du Venezuela (PDVSA : Petróleos de Venezuela Sociedad Anónima), entreprise publique qui dépend du Ministère de l'Énergie et du Pétrole et dont l'État possède la totalité des actions ; Compagnie Anonyme du Metro de Caracas (METRO : Compañía Anónima Metro de Caracas) ; le Bureau des Plans et Projets Spéciaux (0PPPE) dépendant de la Présidence de la République et le Musée National d'Architecture (MUSARQ) comme espace de réflexion sur la conception et la divulgation.

2.1.1 L'OPPPE, producteur des solutions (surtout dans la Municipalité Libertador)

La *Oficina Presidencial de Planes y Proyectos Especiales* (OPPPE, en français : Bureau Présidentiel d'Études et de Projets Spéciaux) est un des principaux bureaux producteurs des projets de la GMVV, l'équivalent du Maître d'Ouvrage en France. Ce bureau pourrait nous faire penser aux ateliers d'architectes et urbaniste créées pendant la période Guzmanienne[413] au Venezuela. Il est attaché directement à la présidence du pays, avec une autonomie financière et de gestion propre à l'urgence (*cf.* chapitre II). En 2013, des débats sur l'action de l'OPPPE se sont tenus au Musée National d'Architecture (MUSARQ). Les architectes Farruco Sesto et Lucas Pou Ruan en présence d'Atilio Villegas, maire de la municipalité Libertador à l'époque, y ont présenté un bilan de la GMVV et de la participation de l'OPPPE dans ce vaste projet. Ils se sont focalisés sur cette nouvelle forme de production de logements : solutions typologiques et architecturales, évolutions progressives, prototypages, édifices spéciaux, dans un contexte d'urgence et de difficulté à s'inscrire dans le tissu urbain existant, y compris les quartiers défavorisés. La GMMV a attribué à l'OPPPE la construction de 11 000 logements pour répondre instantanément aux besoins des réfugiés du Grand Caracas à la suite du recensement effectué en 2011.

[413] Dans l'entrée en scène du logement social dans l'histoire de la construction. Suite au plan de 1946 et tel que le prônait le Nouvel Idéal National, durant l'ère Marcos Perez Jiménez (1945/1958), est créé en 1951, l'Atelier d'Architecture de la Banque Ouvrière.

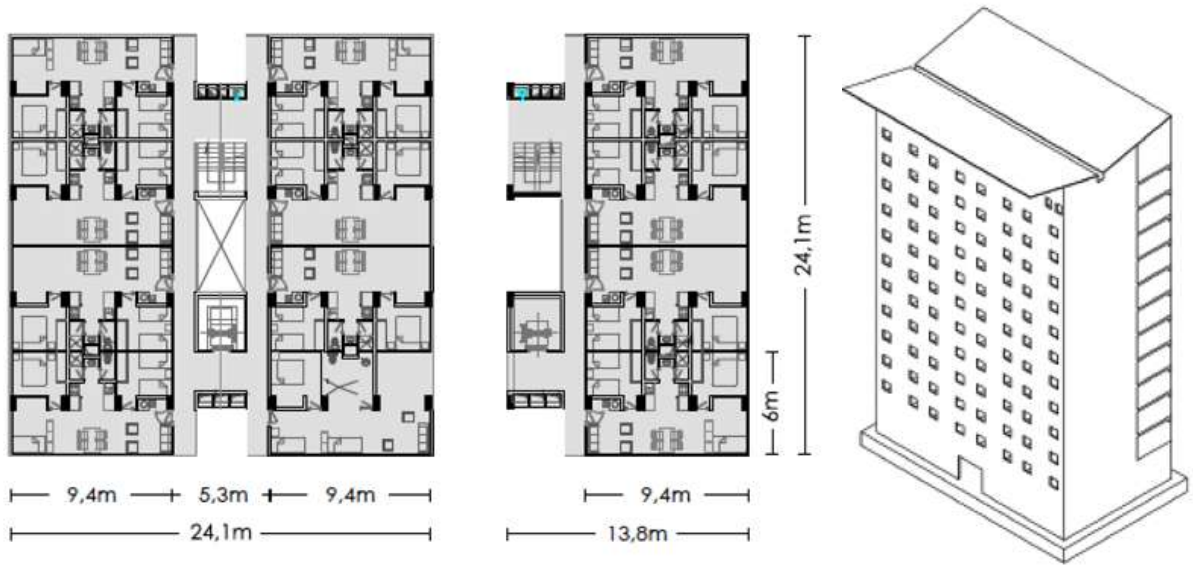


Image 89. Représentations d'une des opérations classiques produites par l'OPPPE, à gauche image par MINVHI, au centre axonométrie et à droite plans type par l'architecte © Carlos Calzadilla 2017. Les typologies ont été développées pour être implantées sur des parcelles de faible comme de grande largeur.

Image 90. Type traditionnel du bâtiment GMVV par l'OPPPE © CC 2013

« À ce moment de crise (2011), nous avons dû commencer à concevoir les projets sans terrain déterminé ni variables urbaines, alors qu'en parallèle se développaient le processus de sélection des terrains, l'occupation et l'expropriation des parcelles (vacantes ou occupées par des parcs de stationnement ou des installations temporaires faciles à démolir), avec l'avancement d'une stratégie pour planifier la conception et la construction des ouvrages. Nous avons opté pour l'exploration de schémas typologiques pour les géométries de parcelles régulières dans le centre-ville de Caracas, pour des

bâtiments multifamiliaux d'une ou deux baies[414], qui pourraient être répétés si les parcelles le permettaient. » Lucas Pou Ruan, Architecte Directeur OPPPE, 2013.

Les architectes ont également évoqué le principe qu'étant situés dans les zones urbanisées de Caracas, ils disposaient déjà de tous les services d'électricité, d'eau potable, d'assainissement, de gaz, *etc*. ou les services existants pourraient être incorporés sans problèmes majeurs et répondre également à un programme de surface minimale pour satisfaire les besoins des habitants.

> « Les schémas typologiques développés concernaient des appartements de deux pièces, certains de trois pièces, une cuisine et un espace de service avec une unité de salle de bains polyvalente. Ces premières solutions ont été conçues et réalisées en un an et demi. Les premiers bâtiments sont déterminés par la nature de l'urgence, ils sont très simples, mais disposants les conditions d'habitabilité nécessaires pour bien vivre. Ces bâtiments présentent un schéma de façades à l'architecture classique : base, corps central et corniche. La base est recouverte de céramique vitrifiée colorée, le corps central est très simple, peint en blanc avec des fenêtres carrées très austères et un toit qui, outre la fonction de protection des façades, est devenu par les dimensions de ses volants et ses couleurs vives un élément emblématique distinctif des logements OPPPE situés au centre de la capitale. Au fil du temps, ces bâtiments sont devenus des bâtiments emblématiques du logement que fait la révolution bolivarienne pour le peuple de Caracas. » *Idem*.

Dans cette intervention il est intéressant de souligner la manière dont le projet est décrit, sa valorisation en relation à l'architecture classique[415], malgré l'austérité architecturale. Il est également présenté comme le symbole, l'élément représentatif de l'architecture bolivarienne.
Selon l'architecte Abner Colmenares :

> « En relation aux qualités des logements, nous pouvons affirmer que la grande majorité des ouvrages exécutés [par l'OPPPE] est supérieure ou égale aux meilleures solutions de logement qui ont été développées dans le pays par le passé, y compris les expériences de l'architecte Villanueva dans les ensembles immobiliers du 23 *de Enero* (cf. Chapitre Intro, II, III). En outre, ils montrent une recherche continue pour optimiser les schémas typologiques répondant aux exigences sociales et techniques de chaque projet en particulier » A. Colmenares, 2013.

L'Architecte Colménares, dans sa déclaration, associe les réalisations de l'OPPPE, aux plus grandes œuvres (*cf.* Chapitre III) de l'architecture moderne du

[414] Baie : espace architectural entre deux murs porteurs, deux alignements de piliers (portiques) ou entre un mur et les piliers alignés.
[415] Dans l'architecture classique, en se référant au plus ancien traité d'architecture de l'architecte romain Vitruve (Marcus Vitruvius Pollio), une structure architecturale doit aboutir à une triade : « *utilitas* : utilité, confort », tectonique ; « *firmitas* : pérennité », force ; « *venustas* : beauté ».

Venezuela, qui sont labélisées pour la qualité de leur construction et leur beauté par l'architecte Carlos Raúl Villanueva.

Repérage des terrains vides. L'avant et après par l'OPPPE

Image 91. Repérage des terrains vides. L'avant et après par l'OPPPE. Ces photographies sont extraites de dossiers institutionnels : à gauche, l'emplacement exproprié (terrain vague, parking, hangar, *etc.*) et à droite la construction réalisée par l'OPPPE. Par ordre d'affichage : OPPPE 54, 154 familles ; OPPPE 44, 192 familles ; OPPPE 6, 96 familles ; OPPPE 17, 930 familles ; OPPPE 2, 192 familles ; OPPPE 13, 84 familles. © Ciudad Caracas. Correo del Orinoco, 2013.

Image 92. Vue aerienne GMMM La Guaira. © Ciudad Caracas. Correo del Orinoco, 2013.

Image 93.Bâtiment 1 : 114 appartements, B2 : 294 appartements, B3 : 144 appartements, B4 : 294 appartements, B5 : 294 appartements, B6 : 392 appartements, B7 : 96 appartements, B8 : 48 appartements, B9 : 144 appartements, B10 : 96 appartements, B11 : 193 appartements, B12 : 192 appartements, B13 : 420 appartements, B14 : 144 appartements, B15 : 96 appartements. Un total de 3061 logements dans cette vue aérienne. © Ciudad Caracas. Correo del Orinoco, 2013. Intervention par l'auteure.

Au-delà du fait de de montrer l'avant et l'après du projet et d'apprécier la valeur que ces constructions représentent pour les centaines de familles qui en bénéficient, il est essentiel de regarder la nouvelle morphologie urbaine sur chaque secteur. La forte volumétrie, les bâtiments blancs décorés des couleurs du drapeau vénézuélien et les toutes petites fenêtres produisent une nouvelle image architecturale de la ville.

2.1.2 Une « *Petrocasa* » à la verticale : l'OPPPE 51

L'ensemble OPPPE 51, situé dans la paroisse La Vega, de Montalbán II, présente certaines caractéristiques (masse, couleur, présence) qui le rend particulièrement intéressant à analyser. C'est également l'un des endroits où se sont déroulés plusieurs visites et entretiens. En ce qui concerne son édification, il est construit sur la base de structures en acier préfabriquées, en l'occurrence provenant d'ateliers métallurgiques du Brésil. Cette morphologie est la plus haute (13 étages) pour une architecture de logement social en structure métallique. Les cloisons internes des appartements sont garnies de panneaux de polystyrène expansé maintenus par une maille soudée électriquement de chaque côté, de type sandwich, sur laquelle est projeté un enduit qui constitue la touche de finition.

L'OPPPE précise que les revêtements extérieurs sont également préfabriqués avec des finitions phénoliques colorées qui, variant d'un bâtiment à l'autre, confèrent à l'ensemble une très belle variation chromatique du paysage urbain.

Image 94. OPPPE 51 Projet. Coupes, plans et façades. Images de l'ensemble. Montalban. Caracas. © Ciudad Caracas. Correo del Orinoco, 2013.

Cet ensemble est caractérisé par 10 barres de 12 étages chacune et les barres sont fractionnées en quatre parties par des grilles qui empêchent le passage de part et d'autre de la barre. Cette configuration modifie le fonctionnement du bâtiment d'un côté à l'autre, de la circulation intérieure aux pratiques des habitants que nous analyserons dans la dernière partie du chapitre. La résidence dispose d'espaces communs, de places de parking et d'équipements sportifs avec un afflux important de personnes dans les deux sites que j'ai pu visiter. Dans l'implantation du bâti nous remarquons une proximité très forte entre les bâtiments entrainant des situations d'inconfort : l'étroitesse entre deux bâtiments et les vis-à-vis des appartements.

L'avis des habitants sur la construction

yww : Que pensez-vous de la forme des bâtiments ?
Douglas : Je n'aime pas la forme du bâtiment.
yww : Pourquoi ne l'aimez-vous pas ?
Douglas : Parce qu'ils ressemblent à du carton, on parle ici et on entend tout de l'autre côté, j'aime mieux le ciment ou le béton.
yww : Que pensez-vous de la couleur ?
Douglas : La couleur est bien.
yww : Que changeriez-vous sur les bâtiments ?
Douglas : Je les referais pour les rendre plus beaux.
yww : Comment feriez-vous mieux ?
Douglas : Je voudrais des blocs en béton et avec des cloisons en dur.
yww : Que pensez-vous de la qualité de la construction ?
Jonathan : La structure est bonne, car elle est métallique, mais pas la partie des cloisons qui sont en plastique (en faisant référence à la construction en PVC). Çà ce n'est pas bon !
yww : Que changeriez-vous ?
Jonathan : L'extérieur, je mettrais un autre genre de barres, des céramiques aux étages, plus d'éclairage.

Sur ces deux sites visités, l'État bolivarien a fait le choix de construire des logements en centre-ville en exploitant de manière arbitraire les friches et les terrains vides sans établir un plan masse de l'ensemble. À l'inverse des gouvernements précédents qui prenaient comme modèle de construction de logement social le groupement de maisons individuelles à la périphérie des villes ou le cas emblématique des barres du *23 de Enero* similaire aux grands ensembles construits en France après la Seconde Guerre mondiale ou d'autres exemples comme en Russie. D'après les *verbatim* des architectes, il apparaît clairement que la réflexion au sujet de l'architecture des bâtiments a été totalement déconnectée de son inscription dans un milieu urbain. En clair, à aucun moment, il n'y a eu une planification urbaine basée sur l'inclusion de ces

nouveaux édifices dans le tissu existant. Le critère retenu pour les constructions était de proposer un modèle facile à produire, alors que le terrain restait inconnu, sans prendre en considération les variables urbaines ou de services préexistants. Nous pourrions supposer que le faible coût de ces constructions a permis la production dans le paysage urbain du Grand Caracas d'un modèle dominant par sa précarité architecturale, ouvrant sur une nouvelle esthétique de la ville.

> « On sait que l'histoire de la profession d'architecte oscille toujours entre plusieurs régimes de légitimité qui sont la maîtrise de la technique, la référence intellectuelle, le recours à l'État et, enfin, l'esthétique. » O. Chadoin, 2014, p 36.

2.2 Types participatifs et politiques

Le Mouvement d'Habitants et Habitantes (*Movimiento de Pobladores y Pobladoras*), selon son texte de base, est considéré comme l'ensemble des différentes classes populaires. Il est en même temps un instrument de lutte populaire dans la mesure ou ce mouvement appelle à la révolution urbaine, pour le droit à la ville, et contre les relations commerciales dans la production de la ville. Depuis plus de 10 ans, ce Mouvement établit des modalités de création de nouvelles communautés à partir d'un modèle populaire, révolutionnaire et socialiste. Il est aussi promoteur des politiques sur le logement et la ville, activant différents secteurs et mouvements populaires de caractère national qui concordent avec la revendication du droit à la ville. Ses objectifs sont basés sur la lutte contre « la ségrégation urbaine engendrée par l'exclusion sociale et la spéculation immobilière capitaliste qui confère aux terrains urbains et au logement le caractère de marchandises à coût élevé » Mouvement d'Habitants et Habitantes, 2015.

2.2.1 Kaika Shi et le projet participatif

En 2010, la proposition de construction de logements par autogestion[416] a été présentée au président Hugo Chavez, lors d'un événement public sur les « Escaliers du Calvaire ». Il a immédiatement approuvé cette demande. À cette époque, la communauté demandait un soutien financier et technique de la part de l'État et, une fois ces conditions réunies, elle serait responsable de la construction de logements. Pour cela, un groupe technique a été constitué avec des architectes, des ingénieurs et des administrateurs et tous collaborent à définir le projet sous la forme d'un *design* participatif.

[416] Le modèle d'autogestion implique que l'État fournisse les terres, l'assistance technique, les ressources et les matériaux aux communautés organisées, qui sont responsables de la prise de décisions concernant l'habitat dans lequel elles vivront, toujours ensemble, en assemblée.

Ce projet des Camps de Pionniers a été préparé par l'architecte Frank Zambrano et la communauté Kaika Shi (qui signifie Soleil et Lune dans la langue Wayuu). Kaika Shi est composée de 92 familles de la paroisse de La Vega, au sud-ouest de Caracas. Au niveau de l'architecture et de l'urbanisme, le projet comprend quatre bâtiments résidentiels de six niveaux chacun, totalisant 92 appartements de trois types différents : 72 m^2, 80 m^2 pour les très grandes familles (huit personnes) et 62 m^2 pour les personnes âgées. En même temps, il a été proposé un bâtiment communautaire avec trois niveaux, des zones communes et des services.

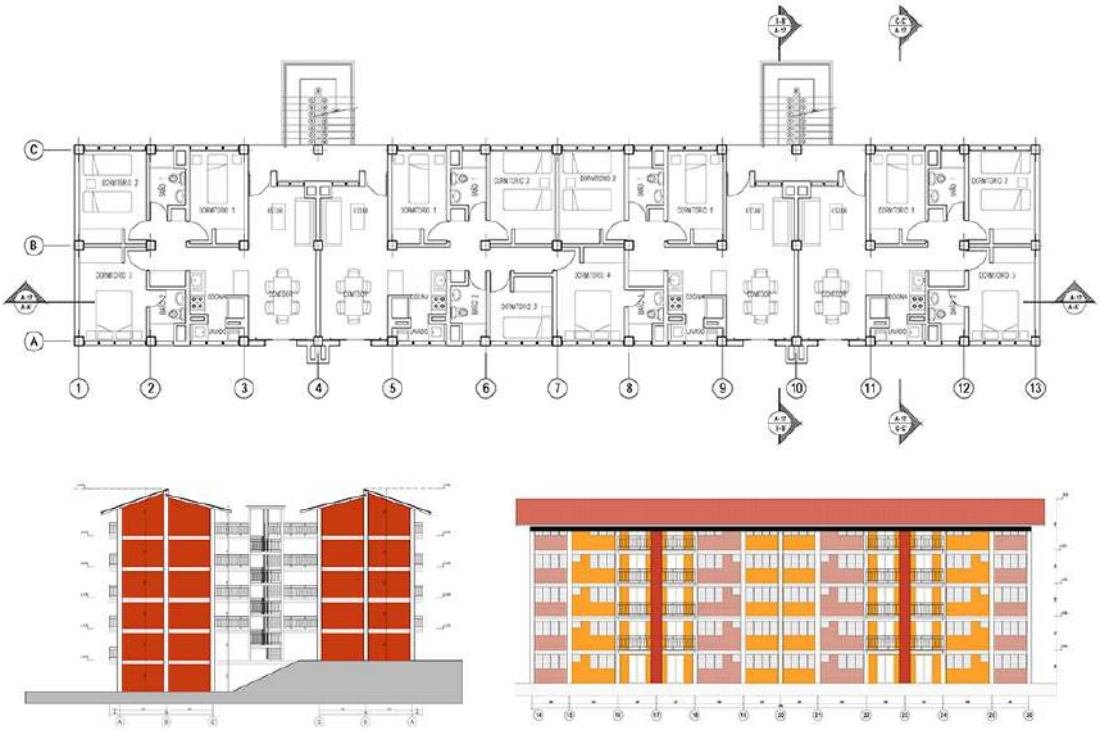


Image 95. Plan, coupe et façade, bâtiment Kaika Shi © Camps de Pionniers

Image 96. bâtiment Kaika Shi © Camps de Pionniers

En 2016, la Biennale d'Architecture panaméricaine de Quito (BAQ)[417] a primé,

[417] *Bienal panamericana de Arquitectura* de Quito se charge depuis 1978 de valoriser les œuvres architecturales développées sur le continent latino-américain. Ce projet a ete primé dans la catégorie *Hábitat Social y Desarrollo*.

dans la catégorie Habitat social et Développement, le Projet Intégral de Logements Kaika Shi faisant partie de la GMVV. C'est l'un des exemples exceptionnels, comme il y en a très peu, que l'on puisse citer comme projet participatif.

La porte-parole et pionnière du camp, Mariela Machado, en tant que représentante du Mouvement des Habitants et des Habitantes, affirme :

> « Ici, nous ne sommes pas en train de faire des maisons, ici, nous sommes en train d'essayer de faire de l'organisation, de l'organisation communautaire, pour la vie... Nous sommes en train de donner une preuve flagrante que le peuple est non seulement capable de construire des logements, mais aussi d'inventer une communauté pour le partage, à travers l'autogestion et l'intégration. Et peu importe le temps qu'il nous faut pour construire nos logements, ce qui compte, c'est le temps de construire l'un à côté de l'autre, comme un tout. Nous sommes en train de transformer un rêve en réalité, de nouveaux logements pour des personnes, loués ou achetés de plein droit à la ville. Et avec cela, nous sommes en train de donner l'exemple de ce que le peuple est capable de faire, la plupart des logements ont été construits par le pauvre, mais il n'avait pas d'autre choix si ce n'est de construire un "rancho". »[418]

En 2016, lors du Forum GMVV et d'apres l'entretien fait à l'architecte Juan Carlos Rodriguez (*cf.* Chapitre IV), un des responsables à la fois du Camps de Pionniers :

Les Camps de pionniers s'expriment sur le processus participatif.
Concerne-t-il l'image finale du bâti ?

« Enfin, il n'a pas été facile de concilier les temps que l'État cherche à imposer. La demande de produire des logements de la GMVV à court terme représente un défi pour notre proposition autogérée et nous avons eu plus d'une fois à défendre nos rythmes de travail, qui sont nécessairement lents, impliquant des processus non seulement productifs, mais aussi organisationnels. Pour aggraver les choses, l'organisme de financement gouvernemental n'a pas brillé quant à la rapidité des différents décaissements, avec des retards pouvant aller jusqu'à six mois pour des raisons bureaucratiques, ce qui a compliqué le calendrier d'exécution. De plus, l'inflation économique et les spéculations résultant de la guerre économique contre-révolutionnaire ont entraîné une augmentation des coûts de production que nous avons souvent dû assumer »[419]

La valeur que l'on peut attribuer à ce projet vient du fait de la participation dans les différentes phases de la production, depuis la demande, jusqu'à la réception

[418] Voir chapitre II. « *Rancho* » est employé pour désigner un habitat urbain pauvre, sinon misérable, qui caractérise la quasi-totalité des périphéries des bidonvilles.

[419] Extrait du travail de recherche développé par Alberto García, qui fait partie de la coordination politique de Kaika Shi, Andreina Torres, chercheuse à la City University de New York (CUNY), Guillermo Edgar et Jerónimo Díaz, *Habitat International Coalition* (HIC). Mariela Machado, pour sa part, était chargée de représenter le cas du camp de Kaika Shi.

finale des logements. Le mérite en revient aux familles qui ont réalisé la construction de manière autonome.

Dans nos entretiens et visites de terrains, des questions sur la participation dans les conseils communaux ont été posées, quelques extraits :

Anaïs, habitante de la Ville socialiste de Ciudad Tiuna : la participation réduite aux règles de la coexistence et le Comité de Gestion Multi-famille comme exemple de contrôle de gestion citoyen encore plus proche des habitants.

yww : Si vous pouviez améliorer ou modifier cette opération de la GMVV, que feriez-vous en termes de participation et de gestion ?
Anaís : Je vois une certaine difficulté, par exemple, avec le CMG (Comité de Gestion Multi-famille) [Une nouvelle instance de gestion du Pouvoir populaire qui se situe à un niveau encore plus proche des habitants] et les Conseils Communaux. Il y a un clash là parce que l'un prévaut plus que l'autre. Par exemple, le CMG a été créé pour gérer la tour comme si elle était une copropriété, mais avec d'autres valeurs ou principes alors, les Conseils Communaux ne sont plus pris en compte. Le CMG est plus considéré par l'institution que les Conseils Communaux ou le Pouvoir populaire et cela ne devrait pas être comme ça. J'améliorerais la sélection des familles, en termes de règles de vie et je changerais l'organisation communautaire et les « mouvements sociaux » du quartier.
yww : Comment avez-vous participé à l'opération de la GMVV ? Avez-vous participé à la conception du projet à un moment donné ?
Anaís : Nous avons participé à la construction des règles de coexistence qui précédaient l'arrivée, quand ils nous ont rencontrés.
yww : Avez-vous participé à la construction, à faire des travaux à un certain moment ?
Anaís : Non

De même, cet extrait indique qu'il s'agit davantage de coexistence que de participation, sans implication directe dans la production urbaine ; par ailleurs il s'est formé de nouveaux groupes de résidents qui sont plus proches des habitants et qui cohabitent en parallèle avec les Conseils Communaux.
Cependant, nous verrons dans les opérations analysées que seul un faible pourcentage participe de manière réaliste à la construction. Certains habitants ont participé à la création de lois de coexistence ou ont collaboré à certaines activités, bien éloignées d'un schéma dans lequel le Pouvoir populaire serait le producteur principal de la construction. Après nos entretiens et notre analyse du fonctionnement du GMVV, le modèle apparait assez traditionnel : les constructions privées, en particulier les plus grandes, sont gérées par des sociétés étrangères, situation contradictoire avec le discours ou l'affichage politique.

2.3 Des exemples qui se veulent emblématiques

Nous avons choisi d'inclure trois exemples de bâtiments dans lesquels la réflexion autour d'un mode de vie collectif et d'une participation architecturale est plus présente. Malheureusement, il existe peu d'exemples de ce type de bâtiments au niveau national qui en fait s'approche d'une réflexion autour d'un nouveau mode de vie connu au Venezuela. Dans tous les cas, ces typologies architecturales peuvent être associées au concept de ville compacte.

La ville compacte peut se définir de plusieurs manières, par une forte utilisation de la surface du sol ou par une typologie de construction qui est généralement collective afin de réunir un maximum de personnes dans un même espace, en plus de disposer de tous les services pour offrir un habitat correct… Ce type se caractérise, outre par sa compacité, par sa propension à satisfaire les principes de la durabilité urbaine (Lieberherr-Gardiol, 2007). Il présente en corollaire les avantages de réduire l'emprise du sol, la pression sur l'environnement et la consommation des ressources naturelles. Il dispose généralement d'un système réticulaire pour en faciliter les accès, avec circuits courts, et de tous les services à proximité.

2.3.1 FundaCaracas : ville compacte

FundaCaracas a le rôle d'Assistant à la Maîtrise d'Ouvrage (AMO) dans la production du logement à Caracas. Elle continue à être un des rares instituts de la municipalité Libertador qui gère certaines opérations et qui reçoit de l'argent public pour les réaliser.

Le complexe urbain de Santa Rosa a été conçu par l'architecte José Fructoso Vivas, appelé couramment Fruto Vivas[420]. Le chantier a duré trois ans. La technologie de construction utilise des charpentes d'acier, des blocs de béton et d'argile. En ont bénéficié 376 familles, soit 1 692 personnes, en se basant sur une occupation de 4 à 5 personnes par appartement. Il existe deux types d'appartements, l'un de 72 m^2 ; comprenant trois chambres, un salon, une cuisine, une salle à manger et une salle de bain, l'autre de 36 m2 ; comprenant une chambre, un salon, une cuisine et une salle de bain.

La morphologie de cet ensemble est différente des autres modèles. D'abord, l'entité chargée de l'exécution en est le Bureau du maire de la municipalité de Libertador, par l'intermédiaire de FundaCaracas. Ensuite, le concept de ce

[420] José Fructoso Vivas, dit Fruto Vivas, architecte, diplômé de l'UCV en 1956, reconnu à l'échelle nationale et internationale dans le domaine de l'architecture, à la fois en recherche et en innovation. Depuis sa jeunesse il a toujours manifesté sa pensée politique, d'inclination communiste, comme base du discours de projets visant à résoudre le problème du logement au Venezuela.

bâtiment repose sur le choix d'une ville compacte avec une proposition architecturale qui correspond davantage au discours politique socialiste.

Image 97. Projet GMVV Santa Rosa. Architecte Fruto Vivas © Michael Mata

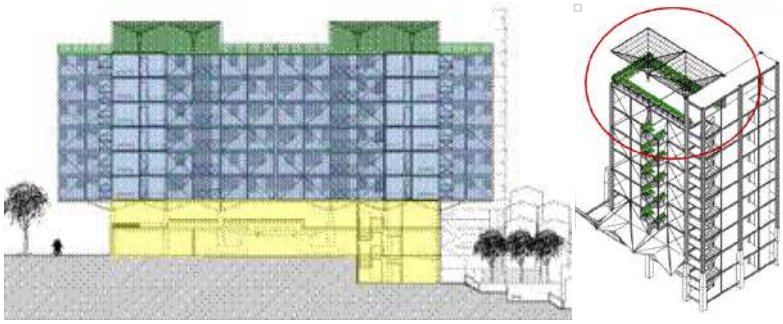


Image 98. Coupe et axonométrie. Projet Santa Rosa, en jaune les espaces collectifs, en haut des espaces collectifs. © FundaCaracas

Fruto Vivas est crédité de la formulation d'un nouveau langage architectural, avec lequel il cherche à imiter la nature de manière fidèle, de par ses règles de conception, en intégrant la plus grande quantité de matériaux organiques et en faisant en sorte que le logement reste frais et adaptable au climat, qu'il soit ultraléger, ultra-économique, simple et accessible à tous. Pour ce concept, il a reçu le prix de la IX Biennale Ibéro-américaine d'Architecture et d'Urbanisme (BIAU[421]) en 2014, ainsi que le prix national d'architecture, pour « Les arbres à vivre » en 1987.

Une des conséquences évidentes du travail de Fruto Vivas se traduit par une forte influence sur le développement des logements de masse à faible coût pour les secteurs les plus populaires du pays. On peut mentionner la volonté constante de cet architecte de laisser visible la structure produisant à la fois une sensation de lévitation du bâtiment et un aspect qui peut être perçu comme « léger » tout en préservant une masse bâtie importante. Dans plusieurs des entretiens menés dans

[421] BIAU : Bienal Iberoamericana de Arquitectura y Urbanismo est une initiative du Gouvernement Espagnol. IX BIAU s'est déroulé à Rosario en Argentine.

d'autres zones, notamment à Ciudad Caribia, nombre de personnes ont déploré que les bâtiments n'aient pas de croix de Saint-André. Ces poutres visibles sont certes nécessaires techniquement, mais également garantissent la sécurité des habitants qui les apprécient beaucoup. Certains d'entre eux disent qu'ils se sentent davantage en sécurité dans un appartement de ce type plutôt que dans celui où la structure n'est pas visible.

Image 99. à gauche poutres « Cruz de San Andrés » GMVV le panthéon, exemple « Cruz de San Andrés ». © D.S.

2.3.2 Avenue bolivar : barres aux couleurs du drapeau

Le projet situé dans l'avenue Bolivar de Caracas comprend la construction de trois grandes barres qui se rapprochent en termes de forme et d'urbanisme des propositions bâties durant les trente glorieuses (1946-1975) en Europe.

Le complexe de logements exécuté par le Bureau des Plans et des Projets Spéciaux (OPPPE) de la Présidence de la République, comprend dans le cas de l'édifice 16-C, 296 studios de type multifamilial répartis en 6 barres de 9 étages avec 56 logements chacune, ainsi que 40 locaux à caractère socio-productifs. Les espaces socio-productifs font partie des projets emblématiques portés par le pouvoir populaire, les communes et les conseils communaux dans les lieux et territoires de la GMVV. Dans les bâtiments les plus proches du centre-ville, ces espaces sont matérialisés soit par de petits carrés agricoles situés dans les zones résiduelles de la parcelle, soit par des locaux généralement situés aux niveaux inférieurs tels que les boulangeries ou les petits marchés de quartier. Dans les villes socialistes, les espaces socio-productifs sont envisagés à plus grande échelle (agriculture urbaine) car la configuration territoriale le permet comme nous l'avons vu au chapitre IV à Ciudad Caribia.

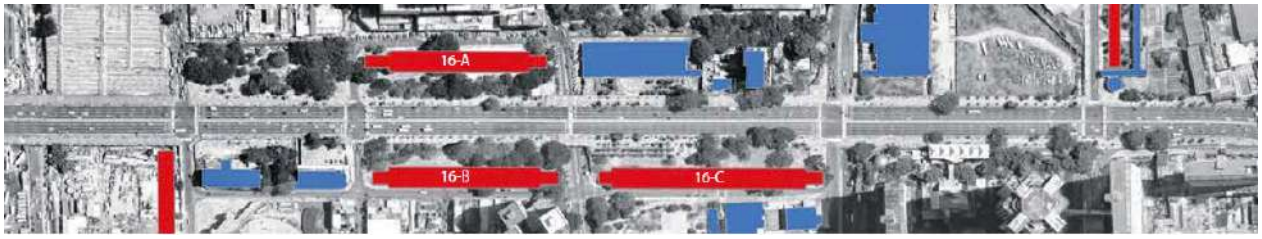


Image 100. Les barres 16-A et 16-B se composent de 240 appartements et la 16-C avec 296

Il n'y a pas beaucoup plus d'informations sur le projet[422], mais à la lecture des plans, il est possible de se rendre compte d'une disposition linéaire des appartements traversants sur 9 étages.

Les noms donnés à ces trois barres tricolores comme le drapeau vénézuélien ne peuvent être ignorés dans le cadre du projet. La première barre en jaune, s'appelle Omar Torrijos, qui a été Général des forces armées panaméennes et dirigeant de fait du pays de 1968 à sa mort en 1981, membre de l'Internationale socialiste. La seconde barre en bleu, baptisée Oscar López Rivera, l'un des plus importants dirigeants des Forces Armées de Libération nationale (FALN), portoricain, arrêté et condamné à 55 ans et 15 ans additionnels de prison. Il doit sa libération à l'échange négocié par Barack Obama en janvier 2017[423]. La dernière barre en rouge appelée « Les Cinq héros Cubains »[424] en l'honneur des officiers des services de renseignement cubains emprisonnés aux États-Unis pour espionnage contre les États-Unis (tous aujourd'hui libérés à Cuba, par échanges orchestrés par Barack Obama en 2011 et 2014).

Image 101. Projet 3D GMVV Avenue Bolivar © Ciudad Caracas

Cet axe principal du centre de Caracas, détaillé dans le chapitre sur l'urbanisme, est un lieu symbolique de la ville de Caracas. En effet, il a été le destinataire de différentes propositions urbaines tout au long de son

[422] Selon un communiqué de presse de l'État, en 2016, « un groupe de 209 familles vivant dans les tours F, G et H du développement urbain "Les Cinq héros Cubains", situé sur l'Avenue Bolivar, a reçu hier les titres de propriété unifamiliale de leurs appartements qui ont été construits par la Grande Mission du Logement du Venezuela (GMVV) ».

[423] Situation très politique puisque le président Maduro a proposé de libérer l'un des chefs de l'opposition vénézuélienne (Leopoldo Lopez) si les États-Unis libéraient Lopez Rivera à l'époque.

[424] Gerardo Hernández, Antonio Guerrero, Ramón Labañino, Fernando González, et René González sont désignés comme les *Cuban Five* ou les *Miami Five* dans la presse américaine.

existence, venant de différents pays et recèle la trace du lien avec l'Europe. L'un des projets réalisés dans les années 1960 n'est-il pas voisin de celui proposé par Maurice Rotival[425] (*cf.* chapitre III). Ce dernier aurait donné une nouvelle image de la ville. 50 ans plus tard, encore une fois, une image nouvelle se crée avec l'inclusion de logements sociaux le long de cet axe important.

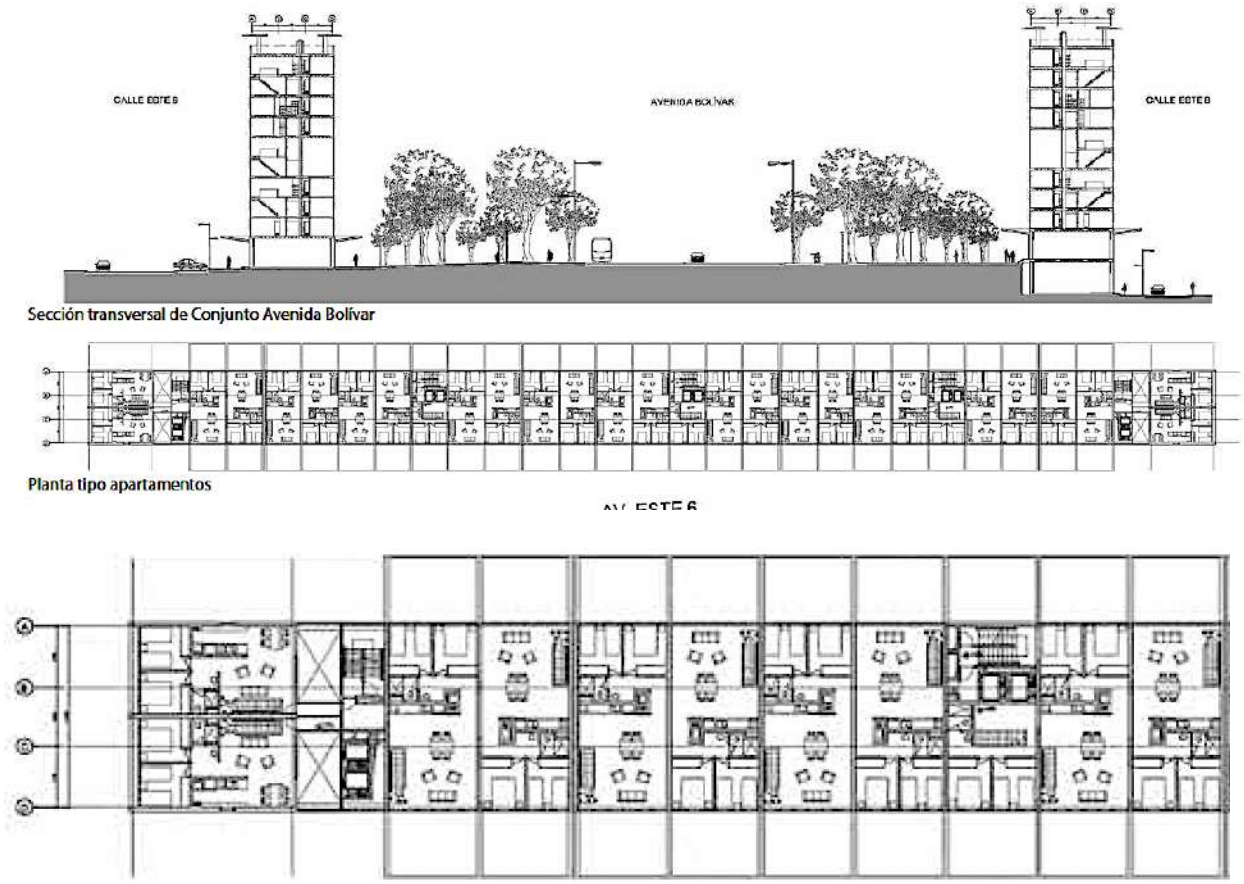


Image 102. Coupe transversale et plan. GMVV Avenue Bolivar Zoom en bas.© Ciudad Caracas.

Image 103. Bâtiments GMVV Avenue Bolivar © yww 2019

L'architecte Hannia Gómez se positionne à propos des constructions de logements et du concours d'idées présentés par la municipalité Libertador en 2015 :

[425] Maurice Rotival (1892-1980), ingénieur urbaniste français, a proposé en 1939 un plan monumental pour Caracas structuré autour de l'avenue Simon-Bolívar, qui ne sera pas réalisé.

Image 104. Projet Avenue Bolivar. OPPPE. Caracas.

« L'avenue Bolivar du schéma directeur du parc de Vargas (1985), approuvée par toutes les instances de la ville, était projetée à l'époque comme un espace public continu à l'échelle métropolitaine. Le modèle représente les meilleures avenues monumentales du monde : les Champs Élysées, le Paseo de la Reforma, le Paseo de la Castellana, l'avenue 9 de Julio, où l'ampleur des zones urbaines est guidée par celle de la ville : une grande avenue, de larges trottoirs pavés de trente mètres de large chacun, et des avenues linéaires avec des arbres et des espaces verts conçus comme un long ruban vert pour abriter et accompagner les citoyens, TOUTE LA VILLE, dans leur transit vers et depuis le Centre historique. Voulez-vous vraiment continuer à oublier et à ne pas savoir ce qui a été conquis par les habitants de Caracas ? Ignoreront-ils ce qui a été accompli par nos notables ? Fruto Vivas, Tomás Sanabria, Juan Andrés Vegas, Carlos Gómez de Llarena, Antonio Cruz Fernández, Moisés Benacerraf et tous les professionnels et autorités de la ville qui ont conçu le parc de Vargas sont-ils méprisables ? Les deux bandes du parc linéaire et les espaces publics annexés au système original, répétons-nous, approuvés dans l'ordonnance sur l'aménagement urbain par toutes les instances de la ville de l'époque, sont-ce ce que vous allez détruire aujourd'hui si vous venez construire les projets fragmentaires qu'ils convoquent avec ce concours. Mettre fin à l'opportunité la plus importante pour notre capitale d'avoir un espace urbain à la mesure de la dignité d'une grande métropole »[426].

2.3.3 *Atalayas* : glissement de territoire, des bâtiments sociaux perchés dans un espace de privilèges

En avançant dans cette classification typologique, il convient de citer comme exemple, le projet situé dans le secteur de Santa Monica, créé par l'OPPPE et chargé également d'une forte sémiologie politique sur le terrain. Il se présente dans une zone à fort pouvoir d'achat en termes de terrains et des biens qui s'y trouvent, cataloguée comme l'un des secteurs bourgeois de la capitale. Cette classification est étayée par la dimension des parcelles occupées par les grandes propriétés, leur coût et une géographie en forte pente qui accroit les coûts de construction. Ce secteur dispose d'une vue privilégiée sur la ville de Caracas, fait face au massif de l'Avila, et les transports en commun y sont assez limités précisément en raison du caractère accidenté de sa géographie. De plus, le terrain est reconnu pour être de faible stabilité structurelle, ce qui exige une construction

[426] *De la mémoire urbaine*, Hannia Gomez. 2016

solide au niveau des fondations.

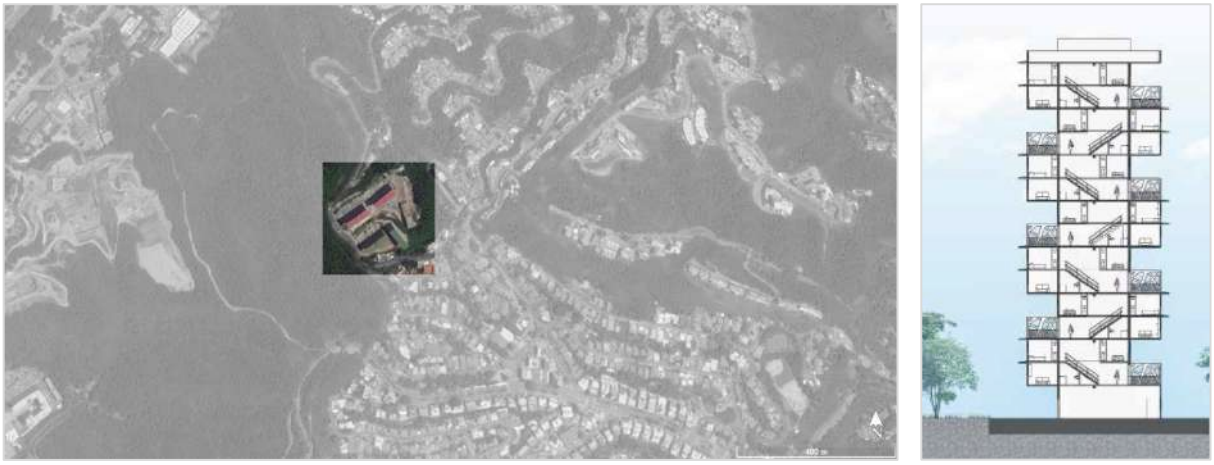


Image 105. à gauche géolocalisation GMVV Atalayas. Colinas de Bello Monte. Caracas. © Google Earth 2018
à droite Coupe. Typologies des logements duplex. Atalayas.

L'ensemble des bâtiments officiellement appelé OPPPE 45 comprend six unités de 144 appartements pour un total de 864 logements. Ce projet pourrait être classé en participation mixte, pour ce qui concerne la fabrication et la construction. Tous les bâtiments sont notamment construits en structure béton, à l'aide d'un système de coffrage autoportant en aluminium fabriqué en République Populaire de Chine. La typologie des bâtiments est double. Dans les deux premières tours, des appartements en une rangée de type duplex suivent le prototype vu en quelques occasions dans les propositions de logement social et également associés à la catégorie sociale ayant les ressources les plus élevées. Dans les tours suivantes, tous les appartements sont regroupés en un seul niveau afin de réduire les coûts. L'ensemble du projet est constitué de grands corridors publics ou permettant de développer des activités communes. La présence des tours prend une place importante dans le paysage. Elles s'intercalent entre les collines, ce qui laisse croire qu'il y a eu une réflexion plus poussée vis-à-vis de l'urbanisme et l'architecture à comparer avec les premières opérations de l'OPPPE.

Image 106. Atalayas. Tour de Guet. Colinas de Bello Monte. © Projet OPPPE

Le nom attribué à ce complexe ne cesse d'étonner. *Atalayas*, selon la définition

traduite de l'espagnol, correspond à une tour de guet, construite sur une butte pour surveiller la plus grande étendue possible de terre ou de mer et laisser le temps d'intervenir en cas de danger ou de menace. Il semble que le choix de ce terme ne soit pas le fait du hasard, puisqu'il s'agit d'inclure cet ensemble de logements sociaux dans ce quartier qualifié de bourgeois par l'État. Ses acteurs le montrent comme un bon exemple de surveillance de ce qui se passe dans la ville et comme un point de contrôle stratégique. Il en résulte que la mise en place de ce projet a occupé une grande partie du débat politique lié au logement lors du début de sa construction. Il y eut un fort rejet de la part des résidents actuels de ce secteur, car il n'était pas prévu d'accueillir un projet d'une telle ampleur avec les services de base existants. De leur côté, les futurs habitants sont certes satisfaits d'obtenir un logement, mais se plaignent constamment du manque de services et de la difficulté d'accès à ceux-ci.

> « Ici, il est obligatoire de disposer d'un véhicule » déclarent plusieurs habitants interrogés en 2017.
>
> Accéder au service de base n'est-ce pas fondamental pour une ville qui se dit socialiste ?

2.4 Les acteurs internationaux et privés

D'après la definition de la ville socialiste (cf, Chapitre I), celle-ci est associe à une forte croissance urbaine, planification sous forme de zonage fonctionnel, recours, absence de prix du sol, propriété et gestion majoritairement publique du foncier et des investissements, niveau médiocre des services (Coudroy de Lille, 2009)

Afin de mettre en œuvre de grands projets tels que les « villes socialistes GMVV », les travaux sont encadrés par des conventions internationales avec des sociétés étrangères publiques ou privées, qui comportent des clauses de transfert de technologie[427]. Cette pratique est controversée et conflictuelle : plusieurs projets en ont fait l'objet, avec l'inclusion d'un ou de divers types des projets existants, mais ils ne s'adaptent pas à la réalité du besoin de la demande originale selon

[427] Dans le cadre de l'évaluation de la GMVV, le gouvernement vénézuélien a organisé la Foire Nationale et Internationale de l'Économie, Industrie, Logement et Habitat FEVIH (*Feria Nacional e Internacional de Economía, Industria, Vivienda y Hábitat*), du 24 au 26 mars 2017, dans le but de convoquer le secteur privé et communautaire à contribuer à l'augmentation de la construction de logements dans le pays. Selon l'information transmise par l'Agence Vénézuélienne de Nouvelles (AVN), 39 entreprises de 17 pays étaient présentes, parmi elles, le Groupe Essentium d'Espagne, ou le groupe Lena Venezuela, qui, par un accord bilatéral, construit un complexe résidentiel à Santa Teresa del Tuy, État de Miranda, qui prévoit la réalisation de 3 264 maisons dans le cadre de la GMVV.

notre analyse. À titre d'exemple, des projets de modèles préfabriqués ont déjà été installés dans certaines régions et des bâtiments répétés à l'infini sans aucune planification urbaine.

> « [Nous allons] résoudre le drame du logement, ce qui n'est possible que collectivement : une union nationale des secteurs public et privé, les banques privées et publiques, les travailleurs, les entrepreneurs honnêtes, les Vénézuéliens et le monde : Cuba, l'Iran, la Chine, la Biélorussie, la Russie, le Portugal et le Brésil »[428] Hugo Chavez (2011).

Des entreprises étrangères chinoises, russes, biélorusses, cubaines, turques et iraniennes participent à la production de la GMVV dans le cadre d'accords économiques internationaux.

L'une des principales critiques faites à la GMVV est l'objectif fixé de construire rapidement et en quantité, ce qui n'a pas laissé le temps pour réfléchir aux meilleures options. La deuxième critique significative porte sur les acteurs privés internationaux et la mise à l'écart des entreprises privées vénézuéliennes, qui possèdent pourtant la connaissance des pratiques locales. Les entreprises étrangères impliquées dans la Mission sont nombreuses et ce n'est pas tant d'en faire la liste qui nous intéresse que d'aborder la manière d'établir les modes de constructions et le résultat bâti des opérations. Par contre, il est intéressant d'aborder la manière d'établir et de gérer les commandes de la part de l'État pour bien mesurer les conséquences de l'interaction avec ce type d'interlocuteur. D'autant plus que la quantité attribuée à ce groupe d'acteurs internationaux est significativement plus élevée par rapport au reste des acteurs.

D'après l'entretien collective mentionné précédemment à la FVP :

Le désaccord des architectes et sociologues de la FVP à propos des entreprises étrangères « parachutées » [429]

YB : Ce que je vais te livrer comme commentaire, c'est que nous venons de prendre un schéma différent qui s'est imposé au détriment de la qualité de vie des résidents de cet endroit. En contractant des entreprises étrangères, ils commettent l'erreur de ne pas tenir compte de l'emplacement. Réellement, ce furent des immeubles qu'ils auraient pu fournir en boites et les mettre ici. Il n'y a pas eu de vraie analyse ni d'étude de terrain.
OC : Ce fut plus une question de quantité que de qualité.

[428] AVN : *Agencia Venezolana de Noticias*. 13.02.11 ; Agence Vénézuélienne d'Information.
[429] Extrait d'entretien fait le 28/09/2017. Fondation Logement Populaire (*Fundación Vivienda Popular*) : Architecte Yelitza Blanco (YB). Vice-président. Oswaldo Carrillo (OC). Président Eugenio A. Mendoza R. (EM). Sociologue Roberto Briceño León (RBL). Architecte Alexis Delgado (AD)

EM : En plus de ça, les types furent très durs avec les syndicats, puis ça a commencé à se désagréger avec l'impunité vénézuélienne, les ouvriers arrivaient au travail, armés. Le Gouvernement vénézuélien bolivarien a été étonnamment criminel contre les syndicats.
RBL : Vois-tu, en termes d'image, je me rappelle d'un discours de Maduro qui disait que c'était pareil qu'à Ankara en Turquie[430], je crois que c'était un peu prétentieux.
EM : Ici, ils favorisent quiconque n'est pas vénézuélien, il y a une haine profonde contre le Vénézuélien. Les étrangers sont les grands bénéficiaires.
RBL : Le but de Chavez fut de détruire tout ce que fut la bourgeoisie nationale. Dans d'autres pays comme le Vietnam, la bourgeoisie soutient l'économie nationale. Pour y parvenir, le conseil du Parti Communiste du Vietnam a supprimé la clause d'être ouvrier pour adhérer au Parti Communiste. La révolution bolivarienne a été une grande escroquerie. Participation ? Avec des maisons venues de Turquie en boites ?

De cet extrait d'entretien collectif de participants à la construction de logements, il convient de retenir trois éléments : un discours de luttes des classes, une critique de l'importation de modèles inadéquats dans le pays et l'exclusion des experts locaux de la production. Une contradiction apparaît entre le discours inclusif de l'État dans la production et construction des logements et, d'autres part, l'exclusion des entreprises locales. Les anciens syndicats ont été substitués par les configurations nouvelles des Conseils Communaux.

2.4.1 Ville socialiste Hugo Chavez Frias : une entreprise turque aux dépens du local

Comme détaillé dans le chapitre II sur la création des dispositifs mis en place par l'État afin de répondre à la crise du logement, plusieurs types de « zones »[431] ont été créées. La ville socialiste Hugo Chavez Frias, un ancien parking devenu quartier résidentiel, fait partie d'AVIVIR (*Áreas Vitales de Viviendas y de Residencias*)[432]. Certaines propositions excluaient la planification et/ou le coût des services publics et de voirie, pourtant indispensables à une cité résidentielle,

[430] Le sociologue Briceño León fait reference au projet Batikent, prix 1986, par la fondation habitat.org. Un parteneriat entre des ONG's, secteur privé, gouvernement local et le gouvernement, fournit 50.000 logements dans le cadre d'une coopérative à des ménages à bas ou moyens revenus. « Ce projet démontre qu'il est possible de construire rapidement de nouveaux quartiers, en impliquant les locaux dans les constructions et avec l'aide du gouvernement. Ce projet offre une alternative viable aux bidonvilles qui continuent de se multiplier dans de nombreuses grandes villes du globe, et démontre la façon dont il est possible d'obtenir des résultats positifs lorsque tous les secteurs de la communauté, dont les jeunes, sont impliqués dans la mise en œuvre du projet. » World Habitat Awards.
[431] Zones d'Urgence Habitées (AREHA : Área de Emergencia Habitacional), les Zones de Risque (ZORI : Zonas de Riesgo), les Zones de Danger Potentiel (ZOPO : Zonas de Peligro Potencial) et les Zones de Danger Imminent (ZOPI : Zonas de Peligro Inminente), ainsi que les Zones Vitales de Logements et de Résidences (AVIVIR : Áreas Vitales de Viviendas y de Residencias).
[432] Les AVIVIR sont des domaines où l'État réorganise intégralement le territoire pour le destiner, de manière prioritaire et urgente, à la construction de logements. Sur la base de la déclaration d'AVIVIR, des terrains privés, des parkings et des usines, situés dans ces lieux, sont réquisitionnés.

occasionnant des déséquilibres avec une incidence directe sur la qualité de vie des futurs habitants et des résidents déjà installés dans ces zones. Dans ce cadre et par le biais d'un accord international avec la Turquie, 80 tours ont été construites sur 37 hectares pour 3 800 familles.

Afin d'éclairer notre point de vue, nous nous appuyons sur le travail de Cheo Carvajal[433] qui a consacré un entretien[434] à l'architecte Elisa Silva à l'occasion du 450ème anniversaire de Caracas. Elle y explique que les nouveaux urbanismes de la GMVV « ont une typologie de logements qui ne nous [aux Vénézuéliens] appartient pas, qui ne s'adapte pas [au climat de Venezuela], comme dans le cas de La Guaira. [Elle] considère que le pire est son emplacement dans des zones désertes, ce qui oblige cette population à se déplacer et à engager des dépenses quotidiennes importantes. Cela impose une inégalité à l'égard des personnes, qui ont plus de mal à se déplacer ; ce n'est pas un moyen d'inclusion sociale, mais une exclusion des avantages et de la jouissance de la ville » E. Silva, 2017

.

Forte de la cartographie des taudis (*cf.* chapitre IV) de Caracas, intitulée CABA (2015), l'architecte E. Silva confirme que Caracas a une densité bien inférieure à ce que l'on considère comme celle d'une ville compacte et peut donc encore absorber une quantité significative de population, ce qui n'a pas été abordé dans le cadre de la GMVV. Cela ne signifie pas seulement l'édification de bâtiments dans le centre-ville, il faut penser à la proximité des installations publiques et des services de base. Cette condition qui semble si évidente et fondamentale a néanmoins été tout à fait exclue de l'analyse de la majorité des interventions urbaines de la GMVV.

Dans les nouvelles opérations immobilières urbaines, le ratio des places de stationnement sera d'une (1) place pour trois (3) logements, dans des espaces communs de la parcelle. Cela reste l'un des points les plus critiques puisque cette proportion ne correspond pas du tout à la pratique des habitants de ces ensembles urbains. On peut souligner trois (3) particularités sur ce point :

- le réseau de transport public ou en commun ne répond pas aux besoins, et ce sur l'ensemble du territoire national ;
- l'accès à l'acquisition d'automobiles particulières est possible au moins pour l'une des personnes qui composent généralement le groupe familial ;
- le coût du billet de transport en commun est généralement facilement abordable.

[433] José Cheo Carvajal, communicateur social, journaliste à El Nacional, journal vénézuélien.
[434] Sur Prodavinci, 2017, par Cheo Carvajal.

En conséquence, les ensembles ayant une forte densité de population connaissent un trafic très dense. Les ensembles situés dans des endroits plus isolés rencontrent un problème différent, les habitants sont obligés d'utiliser un véhicule particulier parce que les transports publics ne desservent pas forcément les lieux de résidence. Cette situation est l'une des plus remarquables rencontrées dans les ensembles de la GMVV que j'ai visitée. Cette critique est exprimée à la fois par les techniciens et par les habitants.

La ville socialiste « Hugo Chavez Frias » construit par la Turquie

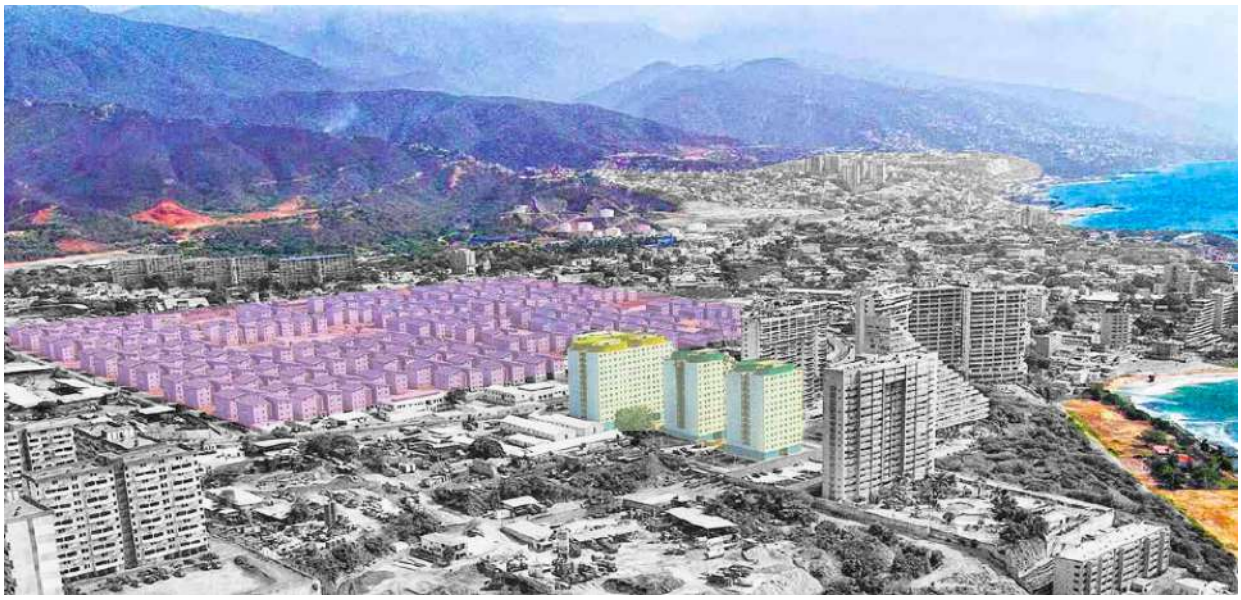


Image 107. (en violet) la Ville Socialiste Hugo Chavez produits par des accords internationaux avec la Turquie et à droite (en jaune) 384 logements construits par la OPPPE. État La Guaira. © OPPPE, intervention yww.

Pour les experts de la Fondation Logement Populaire, « n'importe quelle compagnie vénézuélienne aurait mieux fait… »[435]

RBL : Nous tous savons le dynamisme que produit l'industrie de la construction. Tu dois générer une dynamique de production, car tu as emploi, travail, argent que tu fais circuler. Tous les gouvernements utilisent l'industrie de la construction comme stimulateur économique très efficace pour les enchaînements qu'il génère, pour l'emploi qu'il donne, l'argent que tu mets dans la rue. Le problème de Chavez était comment le réaliser sans favoriser la bourgeoisie créole. Ça ne pouvait pas être national, et par conséquent il l'a fourni aux étrangers. Il faut penser non sur le plan urbanistico-architectural, mais sur le plan politique qui est derrière et se réfère à la politique de l'image.

yww : L'histoire du pays montre qu'à une certaine époque nous exportions des technologies, de l'expertise, des idées ou concepts. Une production locale a toujours existé. Ce que [l'État avec la GMVV] définie[t] comme « authentique » est en premier lieu, le fait d'attirer des entreprises internationales ce qui peut s'associer à un certain prestige pour les coûts et

[435] Extrait d'entretien fait le 28/09/2017. Fondation Logement Populaire (*Fundación Vivienda Popular*) Président Eugenio A. Mendoza R. (EM). Vice-président. Oswaldo Carrillo (OC). Sociologue Roberto Briceño León (RBL). Architectes Alexis Delgado (AD) y Yelitza Blanco (YB).

parce qu'on peut l'associer à une amélioration de la technologie et en second lieu, le discours du « peuple et Pouvoir populaire » comme protagoniste de la mission, différent du modèle classique où l'État est celui qui construit avec des entreprises publiques ou privées et le peuple simplement reçoit le logement.
EM : Le schéma est le même. Je construisais pour Odebrecht, dans le projet du « Diluvio » et c'est une compagnie qui travaille comme les nôtres, la seule chose que tu savais très bien c'est que ce qu'ils te payaient à toi n'était qu'une infime partie de ce qu'ils avaient accumulé pour les maisons. N'importe quelle compagnie vénézuélienne aurait fait pareil ou probablement mieux. [L'État] pouvait [t] contracter des entreprises vénézuéliennes et au final y mettre les yeux de Chavez, les peindre en rouge. Il n'y aurait pas eu de différence.

Dans ce cas, les experts rejettent radicalement le mode de production basé sur des accords avec des partenaires internationaux inconnus jusqu'alors au Venezuela. Ils estiment que leur autorité et leur compétence technique les placent en tête pour participer à la production. Ils considèrent également que l'État a choisi cette voie pour développer sa propagande auprès de pays alliés.

2.4.2 Ciudad Tiuna : du standard délégué aux Chinois

Ciudad Tiuna peut être considérée comme l'un des modèles contractuels passés avec des experts à l'étranger, par le biais d'accords internationaux, notamment avec la Chine[436], la Russie et la Biélorussie. Comment comprendre les relations entre l'État, les accords internationaux, les acteurs locaux et les futurs habitants ? Cette ville est l'exemple parfait d'un accord international et d'une union civique militaire ; les terrains appartiennent à la Force Armée nationale et une grande partie des militaires habite dans le complexe. C'est un complexe bâti sur 146 hectares de 240 bâtiments pour une planification estimée à 25 500 logements.

L'habitante de Ciudad Tiuna, Anais[437] : « Je n'éliminerais rien »

Anaís : « Fuerte Tiuna a une caractéristique de diversité ; ce sont 3 grands complexes de logements dans la même cité, ce qui est l'ensemble de Ciudad Tiuna, mais avec des différences. Cette construction a été assumée par la Convention chinoise au Venezuela [les Chinois], par celle de Bélarus avec le Venezuela [les Biélorusses] et par celle de la Russie avec le Venezuela [les Russes]. Les personnes qui vivent ici sont également différentes ; par exemple les Chinois sont, pour la plupart, des personnels et civils. Mais ces derniers sont principalement des fonctionnaires, pareil pour les Biélorusses. Chez les Russes, les personnes qui sont venues étaient en situation de perte de logement, conséquence de la pluie et autres vulnérabilités, comme le fait de ne pas avoir d'emploi. Cet espace est un centre de soin pour les femmes et ensuite j'ai des liens avec les différentes communautés

[436] 116 immeubles du groupe China International Trust and Investment Corporation.
[437] Anais est une habitante de la ville socialiste Ciudad Tiuna. Extrait d'entretien mené en 2017 à Ciudad Tiuna.

(Dépendance du Ministère de la Femme). Dans Ciudad Tiuna tout change complètement en ce qui concerne le modèle de gestion qui est communal, les caractéristiques de ses habitants, le type de logement, tout est différent.

yww : À propos des caractéristiques physiques de la cité. Savez-vous combien de tours il y a au total ? (….). Combien d'étages a la tour que vous habitez ? (….) L'emplacement ?

Anaís : 34 tours. Il a 15 étages, il y a 8 appartements par étage, donc c'est 120 appartements par bâtiment. [L'emplacement est] Fuerte Tiuna, c'est ce qu'on appelle le secteur nord-est, mais les gens disent déjà les « Chinois », les « Russes ». Ils les appellent comme ça, en fait, les gens veulent éliminer cette stigmatisation, mais vous ne pouvez pas, chez les « Russes », les gens ont peur parce que les gens sont plus vulnérables, ils volent, il y a beaucoup de violence et tout ça.

yww : Que pensez-vous de la forme, de la couleur, de la disposition des bâtiments ?
Anaís : J'aime bien, ils sont très beaux, tout a été conçu, mais cet espace ici est encore occupé par la construction, mais c'est un espace commun, manque encore qu'ils nous donnent ça et manquent des établissements d'enseignement, mais secondaire et primaire parce que les enfants d'ici, ils étudient dehors, dans l'enceinte de Fuerte Tiuna il n'y a aucune possibilité pour les écoles secondaires ou les écoles… ?

Dans cette thèse nous avons constaté que ce projet est le plus documenté. Il est doté d'un dossier avec plans, architecture, urbanisme et détails de construction. La morphologie reste standard, une « ruche » par son surnom.

Sur la construction d'un modèle original[438]

YB : Pour moi, à ces hauteurs, ça m'interpelle quand on continue encore de parler d'un Venezuela en construction. Comment peut-on parler d'un Venezuela en construction quand chaque fois, on a une société moins préparée, plus pauvre, une construction de logement qui est loin des standards ? Ou faut-il commencer à prendre conscience qu'on ne construit pas un pays, mais qu'il se détruit ? Ici en 2009, a commencé l'expérience originale du processus de construction, mais en 2017, on se rend compte que ce ne fut pas pour construire un pays. [Ton gêné dû à l'interprétation du processus de la GMVV comme innovateur et authentique, comme le montre la plaquette de présentation du projet que j'ai préparé pour la visite.]
yww : Précisément quand j'évoque un processus innovateur, c'est pour être en conformité avec le titre du projet imposé par l'État. Cela me permet d'expliquer tout ce qui se dit de ce qui va se faire et fondamentalement les conclusions auxquelles j'arrive après avoir posé certaines hypothèses et comme je le révèle au travers des entrevues, c'est que l'image de la ville est totalement détériorée, tout autant que la société.

[438] Extrait d'entretien mené le 28/09/2017 à la Fondation Logement Populaire (*Fundación Vivienda Popular*) Président Eugenio A. Mendoza R. (EM). Vice-président. Oswaldo Carrillo (OC). Sociologue Roberto Briceño León (RBL). Architectes Alexis Delgado (AD) y Yelitza Blanco (YB).

EM : Ce qui se passe, c'est qu'untel dit ici cette phrase et semble-t-il, c'est élogieux et positif, mais évidemment untel dit l'expérience « originale », c'est original, mais pour le désastre que c'est. Il est difficile de faire autant de mauvaises choses au même moment et le gouvernement y a réussi.
RBL : C'est à dessein. Il y a une décision, corruption, incurie, abandon, vol à découvert, il y a là un élément qui correspond au projet de Chavez, la situation s'est aggravée, et pour lui qui allait à grands pas, mais ce fut une décision de ne pas agir. Nouveau ? Pouvons-nous parler de nouveau ? Quant à ce que fait l'État, c'est d'amener des entreprises chinoises, turques pour construire ici.

Image 108. À gauche une image du processus de construction 2013 à droite image © yww 2018

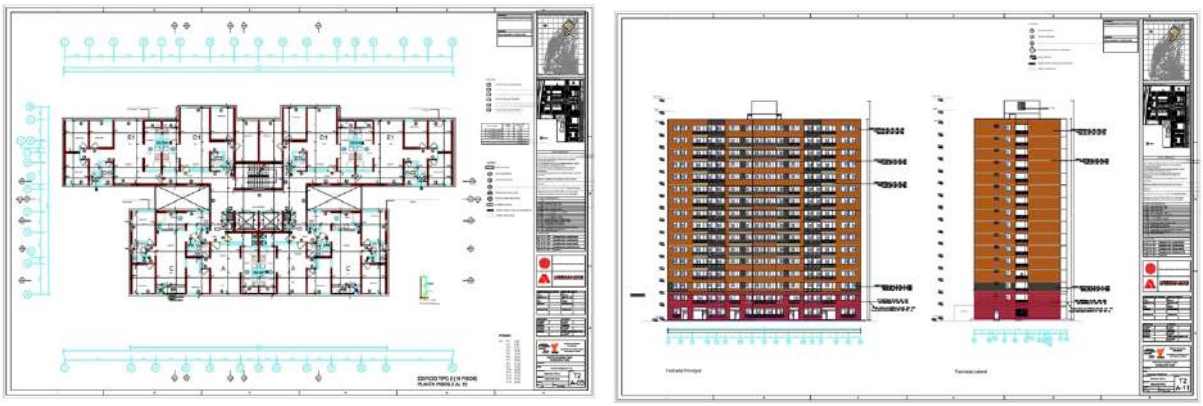


Image 109. Plan et façade Ciudad Tiuna. Un des seuls projets avec une information planimétrique complète. Dans le cartouche, on observe que maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre sont chinoises.

2.4.3 Ciudad Caribia : un système modulaire primé

L'exemple suivant se caractérise par un développement et une réflexion beaucoup plus avancée concernant la structure et la morphologie de logements à construire. Il s'agit du système appelé EME[439], en raison de la forme du profil métallique en tôle pliée de 3 mm d'épaisseur qui en constitue la base. Il a été conçu par

[439] BAQ 2012. http://www.arquitecturapanamericana.com/sistema-constructivo-eme/

l'architecte José Miguel Menéndez[440], pour répondre à la nécessité de construire en masse. Il est commercialisé par la société MECANO.

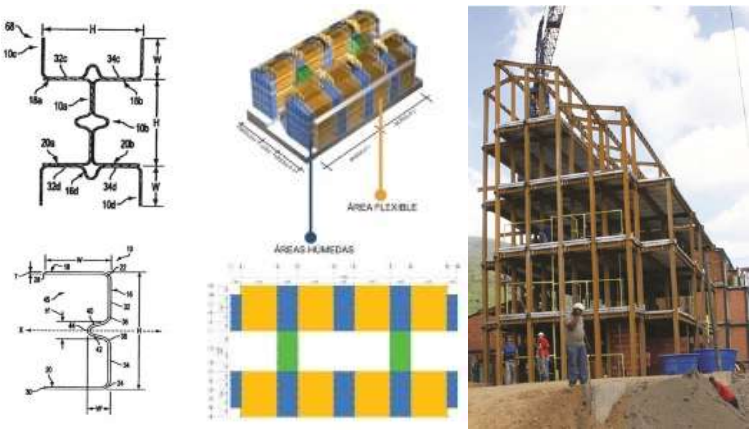


Image 110. Projet Mécano par l'architecte Menéndez. À gauche détail structurel, zones humides (bleu), zones flexibles (jaune). Centre image 3D à droite image du chantier. Ciudad Caribia. © Archive proyectobaq, 2017

À l'instar de Kaika Shi, ce système a remporté un prix à la Biennale d'Architecture de Quito en 2012, dans la catégorie Habitat social et Développement. Il représente un modèle à suivre important puisqu'il s'agit d'un projet qui a évolué sur plusieurs années et que l'on peut retrouver en différents endroits de Caracas. En particulier, il est présent dans des projets de Ciudad Caribia qui fait partie du domaine de la présente étude. Ce système de construction a pour caractéristiques fondamentales d'être inclusif, flexible, adaptable, ouvert, industrialisé, à base de profil structurel et disponible en kit fabriqué en série. Le modèle dans son ensemble s'est caractérisé par son innovation dans les années 90. Il s'adapte facilement à n'importe quelle topographie et aux différentes formes souhaitées de regroupement de types d'appartements du fait de sa polyvalence

Quant à la typologie architecturale développée dans le projet MECANO, elle repose sur un système simple en termes de distribution, de fonctionnalité et tient toujours compte du fait qu'elle s'adresse à des habitants modestes. Pour cela, selon l'architecte J. M. Menéndez[441], le développement des taudis caracassiens a été analysé ainsi que leur capacité de croissance et d'adaptation sur le terrain. La philosophie de construction est basée sur l'industrialisation du processus, d'abord dans la phase de production des équipements de base, puis lors du processus de

[440] Architecte fondateur et président pendant une période de l'Institut Métropolitain d'Urbanisme – Atelier de Caracas – Le plan urbain métropolitain de Caracas et le plan spécial du Casco (centre-ville), ainsi que le projet et la construction de Sol del Ávila (sur le modèle de l'EME).

[441] L'architecte J. M. Menéndez définit le processus de *cognosimiento* qui débute avec la pratique, celle des « architectes populaires », passe à la théorie, celle des « architectes de l'académie » et revient à la pratique d'une architecture de masse de base populaire éthico-formelle et ainsi en cycles itératifs continus de praxis-théorie-praxis. *Cognosimiento*, se référer au texte de J. M. Menéndez :http://www.arquitecturapanamericana.com/comunidad-santa-eduvigis/

montage simple qui ne nécessite pas de machines lourdes pour l'assemblage final. Ce tout garantit une exécution rapide..

Le projet contient une réflexion qui concerne tant la souplesse des activités que le regroupement des zones humides, ainsi que des modules de circulation, concentrés dans la verticalité, ce qui permet d'avoir une ventilation transversale dans tous les bâtiments. Il propose des logements d'un ou deux niveaux dans des bâtiments de 4 étages et demi, ajoutant un système de circulation verticale intercalé en demi-niveaux et desservant deux modules de bâtiments. Le parti pris d'exclure les ascenseurs du projet permet de réduire les coûts de l'opération et d'entretien, comme nous l'avons observé dans d'autres cas de la GMVV[442]. La charpente structurelle MECANO peut en dernier lieu être fermée avec des

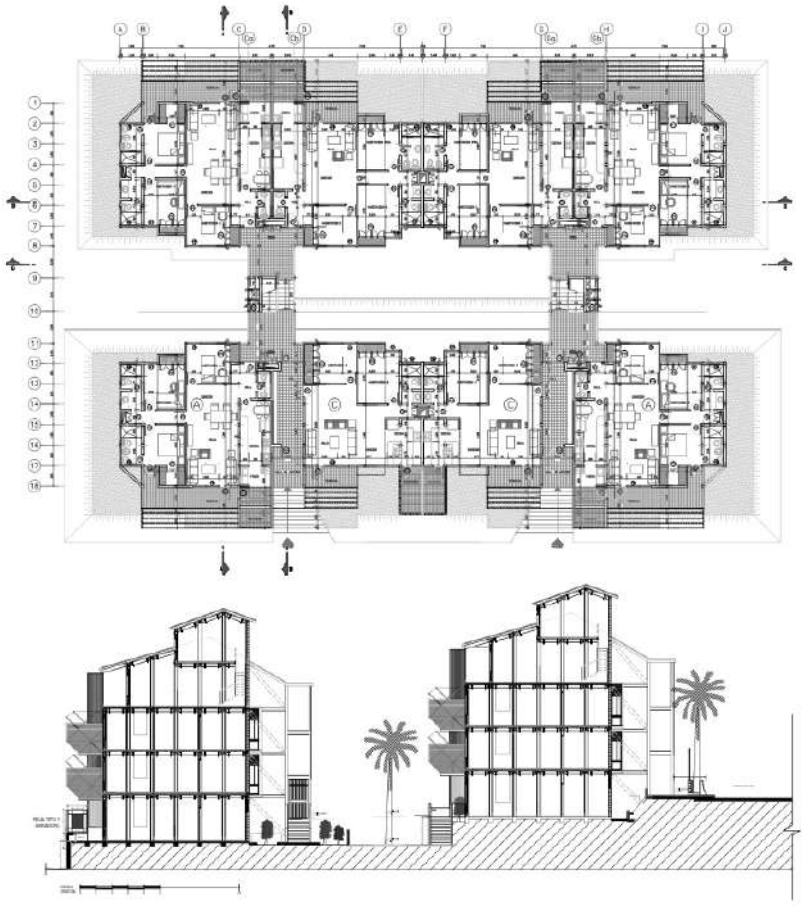


Image 111 Projet Mécano par l'architecte Menéndez. Plan et coupe e/g. © Archive proyectobaq, 2017

panneaux (placoplâtre) ou des briques/ parpaings qui ressemblent au matériau le plus « noble » fréquemment utilisé dans l'architecture populaire. En fait, l'architecte explique que l'État pourrait se charger de la construction initiale de la

[442] Ceci estfrappant, surtout dans le cas de Ciudad Caribia, où la disponibilité du terrain permet des morphologies qui ne nécessitent pas l'usage d'ascenseur, que le modèle retenu soit des bâtiments en hauteur (certains de plus de 10 étages). Ceci est en contradiction flagrante avec l'adaptation à l'espace et à la réalité de l'habitat de ce nouveau domaine.

3. Typologie et morphologie urbaine GMVV

Dans l'approche typologique du bâtiment comme forme architecturale, l'objectif est : de collecter un grand nombre de documents graphiques, qui sont la traduction, par le dessin, de l'observation ; de classer ces documents et de les ordonner pour comprendre le type de production du bâti ainsi que sa reproduction. Ce regroupement d'images permet d'obtenir une vision globale des objets architecturaux créés par la GMVV et pour cela un tableau a été mis au point pour définir une classification morphologique des modèles construits. Elle est divisée en deux parties. La première donne l'information :

- sur le nombre de visites effectuées pour chacune des opérations ;
- sur les modèles de ville, socialiste, compacte ou des projets indépendants.

La seconde propose une revue :

- du type de production : quels sont les acteurs ? Qui livre l'opération ? ;
- de l'ensemble bâti : de quelle manière est faite la production ? Quel en est le résultat architectural ? Forme du bâtiment et nature des matériaux, *etc*.
- du cadre de vie offert aux habitants de chaque opération.

D'une façon générale, les bénéficiaires de la GMVV sont des personnes sans abri du fait de sinistres naturels qui les ont chassés de leur habitat précédent. Il y a néanmoins des exceptions telle la ville socialiste de Fuerte Tiuna où la plupart des résidents sont des militaires. Ils sont considérés comme ayant un niveau de vie supérieur à la moyenne des réfugiés ou des sans-logis.

Pour récolter l'information, il a fallu la redessiner, produire des plans, des coupes et axonométries, pour repérer les éléments qui constituent l'espace architectural et urbain. Les représentations graphiques par photographie, toutes prises par l'auteur lors des visites de site, à l'exception des images aériennes, synthétisent la morphologie urbaine du cadre d'analyse. Ensuite de représentations simples du bâti fait en Autocad

Dans la classification, il est possible de faire ressortir la situation géographique des opérations, en périphérie, en centre-ville, ou dans d'autres villes et ainsi aider le lecteur à comprendre les typologies produites soit par l'État lui-même, soit en participation avec les habitants, avec ou sans architecte, soit par des accords internationaux. D'autres variables, l'insertion urbaine, la localisation du projet dans la parcelle, justifient d'en dessiner le schéma à partir des relevés du bâti et du déchiffrage photographique des visites.

Les exemples ci-après constituent un ensemble de bâtiments considérés comme présentant une réflexion architecturale et urbaine (limitée ou pas). Il convient de souligner que de nombreux autres types d'édifices sont exclus, car ils sont considérés comme ne possédant pas, dans leur intégralité (de l'échelle de la cellule d'habitation, jusqu'à l'échelle de la ville), une réflexion architecturale et/ou urbaine. Un nombre important de projets d'opérations qui incorporent des logements dans un tissu urbain préexistant n'ont pas fait l'objet d'une réflexion ni d'une compréhension du contexte. D'autres typologies de bâtiments se créent par regroupement de différentes versions de celles-ci en un seul endroit produisant les « villes socialistes » ou le développement de « villes compactes ». La présence d'architectes dans le déroulé du projet et une production d'information relative à ce projet en amont ont été constaté pour ces cas. À l'inverse, d'autres projets d'opérations sont absolument indépendants et correspondent à des accords internationaux[450], par exemple la ville Hugo Chavez de La Guaira avec la participation de la Turquie ou Ciudad Tiuna avec celle de la Chine, Biélorussie et Russie. L'ampleur et l'audace gouvernementale de construire 3 millions de logements, objectif qui a été porté à 5 millions de logements en 2019, sur toute l'étendue du territoire national, peuvent alimenter un nouveau catalogue de types variés de logements.

Cette étude sur la construction massive de logements nous pousse à vouloir mieux comprendre les images mentales que chacun peut se créer à partir des différents archétypes architecturaux de ladite production. Il se dégage trois types de cas pour les projets qui peuvent :

- être inclus dans le corpus de production multiple avec l'État comme exécutant principal ; le reflet de la standardisation dans la production de logement social. Ce que j'appelle « type génerique ».
- faire l'objet de participation, comme c'est le cas des camps de pionniers, par exemple, avec ou sans architecte ; Les villes compactes
- faire partie d'un développement stratégique au moyen d'accords internationaux. Plutôt associe à des villes socialistes.

Ce corpus d'images donne une vision globale de l'objet architectural créé dans le cadre de cette action politique et facilite l'éventuel classement des projets dans des typologies architecturales ou urbanistiques, existantes ou nouvelles. Comme

[450] GMVV et PDVSA : Ciudad Tiuna, Caracas (Chine, Biélorussie et Russie), Ciudad Socialista La Mora, État Aragua (China), El Arsenal, État Aragua (Chine), Palma Sola, État Barinas (China), Marizapa, Miranda (Chine), Torunos, État Barinas (Biélorussie), Base Aérea El Libertador (BAEL), État Aragua (Biélorussie), Ciudad Zamora, État Miranda (Portugal), Lomas de Guadalupe, État Miranda (Portugal), Playa Grande Fase II, État La Guaira (Turquie), San Felipe, État Yaracuy (Iran), Ciudad Plaza, État Carabobo (Iran), Yucatán, État Lara (Iran), Ciudad Caribia, État La Guaira (Cuba et Iran), Fuerte Cayaurima, État Bolívar (Brasil), Barinitas, État Barinas (Biélorussie), Ciudad Bicentenario, État Miranda (Espagne), entre autres.

déjà mentionnées dans la section dédiée à la méthodologie, toutes les opérations ont été vues lors des diverses visites exploratoires sur le site, mais les enquêtes menées ne correspondent qu'à une sélection restreinte de ce qui est plus amplement développé dans l'analyse du terrain.

Le tableau récapitulatif qui va suivre fait la synthèse de ce qui constitue actuellement le nouveau scénario urbain des principales villes du pays.
Dans le tableau synthèse qui suit nous avons identifié que la plupart des opérations accueillent les personnes les plus précaires de la population. Cependant quelques opérations sortent de cette classification.
Ciudad Tiuna (ville de Caracas) étant dans une zone militaire, nous constatons que la plupart des gens appartiennent à cette institution, ou ont des liens de parenté avec une personne de ce groupe.

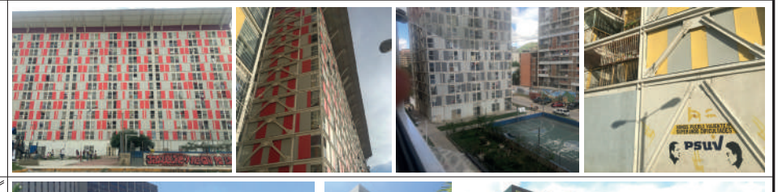
Dans le cas de *Ciudad Caribia*, après les différentes visites, j'ai pu constater l'existence d'une zone qui pourrait être définie comme accueillant une « classe moyenne ». Cette lecture est également partagée par les habitants de cette ville.

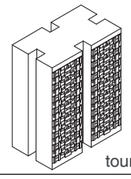
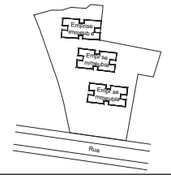
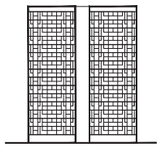
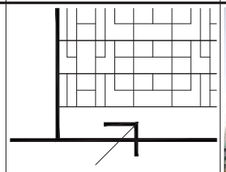
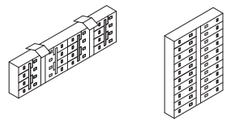
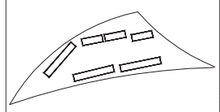
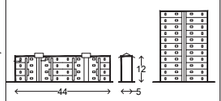
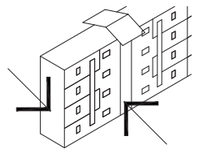
Le dernier exemple, située avenue Victoria (ville de Caracas), est celui d'une tour qui a été affectée au personnel « enseignant ». Ceci a généré un type de friction et de jalousie chez les habitants des autres tours qui considèrent que leurs voisins enseignants prennent grand soin de l'image de propreté que peut renvoyer leur édifice. Inversement les enseignants expliqueraient ne pas être d'accord avec ce qui est placé sur les fenêtres. Wilmer, résident d'une tour où la pratique de laisser sécher les vêtements dans la fenêtre est courante, rapporte dans nos entretiens « les enseignants disent ne pas vouloir être associé aux plus marginaux ».

En plus de nos diverses analyses déjà présentées, il apparaît de façon complémentaire, mais non centrale à notre analyse, un autre indicateur qui reflète la différence de classe sociale dans les opérations GMVV et se traduisant par le rapport à la voiture et aux transports.
Il a été observé différentes situations : celle des résidents se plaignant du manque de stationnement, ou encore la différence du type de véhicules dans chaque secteur, certains étant plus chers et d'autres dans un état de moins bonne conservation. Enfin, a été constaté le cas de certains habitants que l'on peut qualifier de moins favorisés au regard de leur qualité de vie, car n'ayant ni véhicule, ni accès à des transports en commun.

Cette partie, a pour objet d'identifier, de donner à voir et d'analyser les différentes typologies qui ont été developpées depuis la construction de la GMVV. Le tableau propose de mettre en lumière l'image de tout un patrimoine construit pendant ces 9 dernières années. Nous constatons l'existence d'une faible variété dans la production des opérations GMVV, avec des analogies et des variantes, identifiables soit par leur austérité architecturale et urbaine, soit par leur éloignement territorial et dimension, soit par la représentation symbolique qu'il mobilise. Le fait d'avoir dessiné, dans cette recherche, les façades ou produire certaines axonométries nous a permis de comprendre l'occupation volumétrique dans la parcelle, la monotonie ou petites dimensions des fenêtres et de révéler la différence entre les trois types de production : les immeubles indépendants en ville dense, les villes compactes et les villes socialistes.

Image 116 Industrie GMVV à Ciudad Caribia. © yww 2017.

Opérations GMVV	Modèle de ville			Echelle urbaine		Architecture		Photographies
	Ville socialiste	Ville compacte	Projet isolé en ville dense	Type	Occupation de la parcelle	Façade et élévation matérialité	zone d'affichage de symboles	Tableau 4 Opérations GMVV © ds/fm/yww 2020
OPPPE type générique (avenue Libertador)			Projet isolé en ville dense	Plot Barre Petits commerces en pied d'immeuble	Rue Emprise immeuble Rue	42m 40m 17m façade en brique rouge	traitement en pignon	
OPPPE type générique			Projet isolé en ville dense	Plots simples Plot double	Rue Emprise immeuble Rue	30 5 façade enduite en blanc	traitement en pignon	
OPPPE n° 51 Montalban			Projet isolé en ville dense	Barres et plots	Equipement sport f Rue	39 20 façade en panneaux PVC	traitement sur mur d'enceinte	
OPPPE avenida Bolivar		Ville compacte	Projet isolé en ville dense	Barres Espaces socio-productifs au niveaux bas de l'immeuble	Rue	72 220 façade béton revêtu de céramique colorée	traitement sur murs aveugles	
Proyecto Intégral Santa Rosa		Ville compacte		Espaces socio-productifs en pied d'immeuble et terrasse	Rue Rue Rue Rue	3.3 27 7 structure metallique apparente remplissage brique rouge	traitement en pied d'immeuble	
OPPPE Atalayas Santa Monica		Ville compacte			Emprise immeuble Emprise immeuble	40 46 2 traitement dans entrée immeuble		
Ciudad Tiuna	Ville socialiste			Tour	Rue	traitement en acrotère		
Hugo Chavez	Ville socialiste			Petits collectifs	Equipement Equipement Equipement	14 16	traitement sur mur d'enceinte	

Opérations GMVV	Modèle de ville			Echelle urbaine		Architecture		Photographies
	Ville socialiste	Ville compacte	Projet isolé en ville dense	Type	Occupation de la parcelle	Façade et élévation matérialité	zone d'affichage de symboles	Tableau 5 Opérations GMVV © ds/fm/yww 2020
OPPPE avenue Victoria Argelia Laya		Ville compacte		 tours				
Ciudad Caribia	Ville socialiste			 barres et tours	 implantation selon géographie (voir plan d'ensemble ci-dessous)		 traitement: - en murs pignons - en murs aveugle - en pieds d'immeubles - dans l'espace public	

Ciudad Caribia - plan d'ensemble

Echelle

0 100m 200m 500m

J-P Posani, fidèle au projet bolivarien depuis les origines et avec qui nous avons discuté à plusieurs reprises, a écrit en 2020 une liste critique des « erreurs » dans l'architecture de la GMVV. Des aspects que nous avons révélés également d'après nos entretiens avec les divers acteurs. Nous nous appuierons sur son texte pour confirmer :

- Le désintérêt pour la valeur fonctionnelle de l'orientation
- L'absence de relation entre les espaces internes (variables) et la conception des fenêtres, qui se répètent toujours de la même manière
- L'absence de ventilation traversante.
- L'absence de balcons ou « loggias »
- L'absence d'espaces libres et ouverts au rez-de-chaussée
- Les difficultés à trouver une relation avec le contexte urbain
- La densité excessive qui nie la valeur de l'expérience de Villanueva à El Silencio, plusieurs fois cité dans ce manuscrit. (*cf.* Chapitre II, III, VI)
- L'absence d'aire de stationnement

D'autres indications telles que celle de la supposée négligence dans la prise en compte des normes parasismiques ou celle de la qualité des finitions n'ont même pas à être prises en compte dans la liste de Posani, et dans ma recherche. Nous verrons également, dans la dernière partie, la série de justifications expliquant les erreurs commises en raison de l'urgence de la situation, de la nécessité d'agir rapidement, et du manque de ressources économiques allouées. Ceci permettrait de penser, en dehors de cette étude, à une possible phase suivante dans l'approche architecturale et urbaine.

À partir de cette observation, nous pouvons identifier diverses représentations des symboles politiques selon la typologie du bâti, la morphologie urbaine de la GMVV, ou en fonction de l'utilisation de la façade ou d'espaces communs. Dans les types de constructions indépendantes ou dans les villes compactes, la signature de Chavez en grand format est apposée de manière systématique sur l'une des façades aveugles du bâtiment (généralement en peinture blanche et noire sur la brique rouge ou en rouge quand les murs sont blancs). Également, les yeux de Chavez sont ajoutés dans les halls d'accès ou à l'extérieur sur l'acrotère (ou corniche selon les concepteurs du bâtiment). Dans les immeubles qui en raison de leur composition architecturale présentent une structure métallique qui occupe toute la façade, les symboles sont inclus dans les espaces communs ou avec une grande œuvre murale que nous verrons plus en détail

dans le chapitre VII. Enfin, dans les villes socialistes, les cas mentionnés ci-dessus sont présents en plus d'un buste ou une statue de Chavez, une place, des avenues et des rues avec son nom et le logo GMVV comme point de repère à l'entrée de ces agglomérations.

Cette dernière est également répertoriée pour son manque d'esthétique et l'importante détérioration subie en très peu de temps, déclenchant surtout un sentiment général de rejet, bien que la réussite de la mise à disposition d'un abri à ceux qui en ont le plus besoin soit appréciée de ceux-ci. Pour les habitants concernés, l'obtention d'un logement n'a pas de prix, ce que nous constatons d'après les réponses des familles interviewées.

Un bilan sans appel

La GMVV a mené à la construction d'une quantité d'immeubles qui ont une morphologie peu habituelle et dans certaines zones peu attendues, en rupture avec l'habitat traditionnel, ce qui va même altérer le paysage urbain de Caracas du fait de leur proximité avec de grandes avenues. Ce sont souvent des immeubles de dimension importante, des blocs qui se répètent. Fort peu ont été conçus en phase avec le contexte où ils sont insérés.

L'étude *Ideologia y ciudad en el Socialismo del siglo XXI* par Oscar Olindo, ancien président de CONAVI, explique que ces villes socialistes sont créées sans planification urbaine. Les programmes de logement qui ont été développés au Venezuela semblent copier les modèles de construction classique des villes communistes. Ces villes socialistes sont également déconnectées du dynamisme de la ville traditionnelle. Par conséquent, elles sont une solution insuffisante qui risque de générer des problèmes importants dans le développement de la ville dans le futur.

Les points de vue des architectes

L'IMUTC [Institut Métropolitain d'Urbanisme Atelier de Caracas] a élaboré un rapport en 2015 sur les infrastructures de la GMVV[451], se basant sur un travail

[451] Se basant sur un travail de terrain d'inspection de quantité d'immeubles construits dans le cadre de la GMVV, sur l'information officielle et publique du Ministère de l'Habitat et du Logement, sur l'exposition « Le Logement au Venezuela : Aujourd'hui et Demain » présentée par le Musée National d'Architecture (MUSARQ) en 2012 et en même temps sur un groupe de lois les plus remarquables qui interviennent dans

d'inspection sur le terrain de quantité d'immeubles construits dans le cadre de la GMVV. Parmi certaines conclusions obtenues lors de conversations avec les techniciens de l'IMUTC, leur rapport de 2015 signale que la GMVV, d'une part, présente un côté positif :

- promotion de l'intégration sociale de population de moindres ressources dans le tissu formalisé de la ville ;
- optimisation de l'usage de l'espace urbain : dans certains cas en violant le zonage établi ou encore en éliminant des services déjà insuffisants pour la ville, comme les stationnements.

Et, d'autres part, présente un côté négatif, la GMVV :

- violation la réglementation légale municipale, en ne respectant pas les conditions de développement établies ;
- pas de processus d'accompagnement social ni avec la population préexistante ni avec les nouveaux résidents, lors des procédures de décision d'implantation des projets de logements ;
- pas de prise en compte les nouvelles exigences d'équipements, réseaux et espace public dans ses projets ;
- pas de transparence ni de systématisation dans le processus d'enregistrement et d'attribution de logements ;
- pas de diffusion dans les sites officiels une information convenable et territorialement séparée qui permette de réaliser un processus efficace d'inspection sociale ;
- conception des villes socialistes comme des noyaux endogènes de développement, car ce sont habituellement des villes isolées et séparées des centres urbains (l'une d'elles se situe dans la Zone Protégée de Caracas, laquelle n'autorise pas des densités élevées de logements, créant ainsi un passif environnemental avec la ville) ;
- création de problèmes d'accessibilité du fait de la faible offre de transport public pour les développements de logements localisés à la périphérie de la ville ;
- suppression du stationnement dans les ensembles résidentiels (sans envisager l'utilisation alternative de véhicules non motorisés, comme la bicyclette).

---

l'opération : Loi Organique d'Urgence pour les Terres et les Logements (29 janvier 2011, selon le décret 8.005) ; Loi Spéciale des Refuges Dignes (18 janvier 2011, selon décret N° 8.001) ; Loi du Régime de Propriété des Logements de la GMVV (6 avril 2011, Journal Officiel N° 6.021, Décret N° 8.143) ; Loi du Sous-système de Logements et Politique de Logement (26 avril 1999. Journal Officiel Nº 38.867) ; Directives générales pour la conception et la construction de logements.

La vision constructiviste de logements sans dotation d'équipements ni de services connexes, comme celle de la GMVV, a été dépassée historiquement et discutée depuis plus de 50 ans par les experts, architectes et urbanistes vénézuéliens.

À la fin du rapport et suite aux échanges avec les interviewé.es en 2016, la Présidente de l'Institut, coordinatrice générale, le directeur de droit et d'autres techniciens, livrent leurs recommandations relatives à l'opération de la GMVV en ces termes :

- Il est nécessaire de dépasser la vision traditionnelle de considérer que la solution du problème du déficit de logements ne consiste pas qu'à se doter de logements. Il est nécessaire aussi d'offrir l'équipement et les services urbains (écoles, transport, parcs, eau potable, *etc.*) en quantité et qualité suffisantes.
- La stratégie centrale doit aller dans le sens de réhabiliter le sol urbain, c'est-à-dire des zones avec des conditions adéquates pour le développement urbain, avec équipements et services.
- Toutes les administrations et organes publics doivent fédérer leurs efforts pour une action conjointe et coordonnée, en particulier en reconnaissant les institutions et la réglementation légale municipale.
- L'espace public doit être conçu en cohérence avec la structure urbaine déjà existante

Les opérations de la GMVV ont commencé à laisser dans le paysage de la ville un important patrimoine à la lecture est difficile. Les habitants de ces lieux et de la ville se reconnaissent peu dans ces bâtiments, qui sont faiblement appréciés dans l'ensemble de la ville.

En août 2016, comme evoqué dans les chapitres precedents, nous avons participé au Forum GMVV, ouvert à tous. Les institutions ont fait appel à tous les acteurs de la Mision pour repenser et faire une autocritique du fonctionnement de cet appareil productif. Cet espace de réflexion était nécessaire pour faire un bilan. Le point le plus remarquable était la mise en évidence d'innombrables failles dans plusieurs domaines de la Mission comme, pour ne citer que certains exemples, le manque de planification urbaine, la pauvreté architecturale, l'absence de services (transport, eau, équipements collectifs), la carence totale de projection sur l'entretien des infrastructures, la forte corruption et le gaspillage de l'argent de l'État, le non-accompagnement des modalités de vie dans ces nouveaux prototypes urbains. Finalement cette

initiative de « repenser » l'opération ne permettra jamais de faire une « pause ». La consigne reste de poursuivre la production massive malgré les errements relevés. Il fallait suivre les ordres qu'Hugo Chavez avait laissés et le temps pressait.

Selon les experts cette nouvelle gestion publique est « un ordre fictif d'inclusion »[452]

yww : L'objectif est de savoir quelles mesures prendre pour apporter une amélioration à la façon d'habiter ces cités créées par cette politique publique.
OC : Et est-ce qu'il y a le temps de faire quelque chose ? [Dubitatif]
EM : Tout ceci était parfaitement pensé, ils [le Gouvernement] voulaient briser les niches, en les mettant là où il y a un autre niveau de gens ; ils confrontent la population. Ils mettent en situation de choc les classes moyennes, riches et pauvres. La forte lutte des classes. [Commentaire relatif aux cités de la GMVV qui se sont construites dans les secteurs de classe moyenne de la population].
RBL : Par hypothèse, le projet de la GMVV est supposé supprimer l'exclusion, l'évolution théorique est de rompre l'exclusion par l'inclusion : placer un groupe social différent dans une zone. Du point de vue politique, il me paraît que l'objectif est celui-ci : donner un bénéfice d'ordre fictif d'inclusion. Le but de tout ça, c'est d'offrir quelque chose de nouveau lors de la campagne électorale de 2012, il fallait que Chavez se recycle et recycle son illusion. Le recyclage de l'illusion se traduit par l'offre de quelque chose qui ne se proposait pas avant. Si tu regardes les statistiques de production de l'État jusqu'à 2008 ou 2010, c'est 0. Je crois que jusqu'à 2008, ça équivalait à 1 an de Caldera. À Chavez, ça ne lui importait pas ; ce qui lui importait, c'est le thème du logement parce que c'était une « offre » et une « campagne » et ils ont réussi à la vendre.

Le 22 août 2018, la Chambre vénézuélienne de la Construction (CVC)[453] s'adresse au pays pour exprimer sa préoccupation face aux mesures économiques annoncées par l'exécutif national, à l'effondrement des services publics et à la non-productivité des entreprises d'État fournissant des matières premières au secteur de la construction.

[452] Extrait d'entretien tenu le 28/09/2017 à la Fondation Logement Populaire (*Fundación Vivienda Popular*); Président : Eugenio A. Mendoza R. (EM). Vice-président : Oswaldo Carrillo (OC). Sociologue : Roberto Briceño León (RBL). Architectes : Alexis Delgado et Yelitza Blanco.
[453] Fondée en 1943, la Chambre Vénézuélienne de la Construction (CVC : *Cámara Venezolana de la Construcción*) est une Association d'intérêt collectif à but non lucratif, qui vise à promouvoir, développer et protéger l'industrie de la construction au Venezuela.

« La paralyse du secteur de la construction favorise l'instabilité économique du pays »

« Ces faits se traduisent par une paralysie de la principale activité génératrice d'emplois dans le pays, le secteur de la construction, favorisant ainsi l'instabilité économique, sociale et même politique qui accable les citoyens. En outre, la pression fiscale imposée au citoyen et aux entreprises, avec ce qui est censé couvrir le déficit budgétaire, constitue un fardeau impossible à supporter. Déficit, produit de façon irresponsable et peu de transparence sur la manière dont ils ont géré l'argent public, dont ils ont même pris les décisions et engendré les scandales de corruption ; la non productivité de PDVSA, des sociétés basiques et des sociétés gérées par l'État, et la destruction de l'appareil productif national. »

En termes de logements, l'État a publié jusqu'en décembre 2016, selon les déclarations du Président de la République, un chiffre supérieur à 95 milliards USD (United States Dollar) pour la construction d'un million cent soixante mille unités, soit un coût moyen de 82 000 USD par unité. Selon les montants internationaux, le coût serait estimé à plus de 78 milliards USD. En matière d'infrastructures, la crise est alarmante. Après avoir donné un montant proche de 112 milliards USD, suffisant pour dupliquer l'infrastructure actuelle, nous sommes aujourd'hui un des leaders en Amérique latine à occuper la dernière place (au développement global) au niveau du continent et à occuper la 121ème place sur 138 dans le monde. Sur ces 112 milliards USD, 44 milliards correspondent à des travaux inachevés qui ne fournissent aucun service à la population, ce qui montre l'inefficacité des dépenses ainsi que le manque de transparence et de planification.

Un parcours d'inspection avec les techniciens

Nous conversions durant une tournée d'inspection des écoles et de logements avec un groupe de techniciens de la Fondation Mission Habitat et avec un autre groupe envoyé par le Ministère du Logement. À ce moment, il a été effectué une revue rigoureuse de toutes les infrastructures étant donné que s'approchait la visite du président de la République dans les jours à venir. J'ai pu constater la détérioration importante des ouvrages y compris ceux terminés peu de mois avant cette visite. Les personnes m'impliquèrent comme technicienne et j'ai signé la constatation des dégâts sans appartenir à aucune structure institutionnelle actuellement au Venezuela. Effectivement l'endommagement est très important ainsi qu'est évident le manque d'inspection ou la mise en place et suivi de bonnes pratiques lors de la construction initiale. Ceci génère comme conséquence des espaces fragilisés ou une mauvaise qualité dans les zones communes de ces édifices, pour accueillir les enfants et les habitants de la ville socialiste.

Une tournée d'inspection des écoles et de logements GMVV avec un groupe de techniciens de la Fondation Mission Habitat

Image 117. Visites avec les techniciens 2017 Ciudad Caribia. Nous observons l'état d'infiltrations et d'abandon. ©yww, 2017

Les « Normes d'Équipement Urbain », constituent un instrument normatif à l'attention des promoteurs du secteur public et du secteur privé, qui planifient, conçoivent ou construisent de nouvelles cités. Ces règles établissent les standards minimaux d'équipement urbain qu'il est nécessaire de garantir pour assurer le bon fonctionnement des nouveaux secteurs urbains des villes. Néanmoins dans le cas de la GMVV, le fait de l'avoir initiée cette mission de construction massive des logements d'ans cette situation d'urgence, a éludé une quantité de règles et finalement s'est convertie en « norme », cette absence de standards analytiques sur une meilleure planification urbaine au profit de la communauté.

Le manque d'accompagnement social et l'embourgeoisement selon les experts de la FVP[454]

OC : Le point de vue urbanistique est important, mais la composante sociale l'est davantage, notamment le manque d'accompagnement social qui se présente dans certains projets. La grande délinquance existe dans les projets de la GMVV. La situation d'ignorance des usages, les gens qui montent dans les ascenseurs avec les motos. Ce manque de « savoir-vivre » dans ces immeubles est de notoriété nationale. Il en est de même des services.

RBL : On peut penser de différentes façons, la plus extrême qu'on puisse imaginer est un processus brutal de dégradation généralisée et par ailleurs un processus d'embourgeoisement, suivant les lieux. Je m'imagine que les blocs situés entre Santa Monica et Cumbre de Curumo (les atalayas), vont subir un processus

[454] Extrait d'entretien fait le 28/09/2017. Fondation Logement Populaire (*Fundación Vivienda Popular*). Vice-président. Oswaldo Carrillo (OC). Sociologue Roberto Briceño León (RBL).

d'embourgeoisement comme celui qu'a connu Caricuao qui a cessé d'être ce qu'il était originellement et a commencé à être un site de classe moyenne. Les quartiers 23 de Enero, Lomas de Urdaneta, Simón Rodríguez, sont en passe de devenir des quartiers de classe moyenne.
OC : Il y a eu des processus d'accompagnement social.
RBL : Quand je parle d'embourgeoisement, un exemple : tu as un appartement situé dans la montée de Santa Monica et Cumbre de Curumo (Atalayas), immeuble de 4 ou 6 étages, au moment où tu peux changer, quelqu'un se présente et dit qu'il donnera 100 000 000 de bolivars pour l'un de ces appartements. Vu que le marché va te coûter 200.000.000 dans des conditions semblables, tu préfères y rester. C'est pourquoi ils ne donnent pas de titre de propriété.

Il est nécessaire de comprendre comment les personnes essaient de vivre dans une cité qu'ils ne connaissent pas, alors qu'ils vivaient auparavant dans des quartiers avec des caractéristiques physiques complètement différentes. L'État assigne à une famille un appartement dans un immeuble de 12 étages. Cela pourrait sembler normal, mais il y a quantité de pratiques qu'ils doivent apprendre, l'utilisation de l'ascenseur, la gestion des ordures, la sécurité, le savoir-vivre avec les voisins, la séparation entre espace public et espace privé. Les habitants essaient d'adapter au nouveau contexte les activités ou les façons de vivre de leur ancien quartier et force est de constater que beaucoup d'activités ne conviennent pas. Les personnes se sentent perdues, manifestent qu'il n'y a pas eu d'accompagnement social et le réclament.

La mauvaise qualité des œuvres selon Veronica Campos[455], inspectrice des chantiers de la GMVV

VC : Les gens ne comprennent pas non plus l'effort que fait l'État pour améliorer leur qualité de vie. Ces logements qui sont construits pour les gens qui n'avaient pas d'argent dans certaines zones finiront par être détruits par les habitants parce qu'ils ne sont pas habitués à vivre en collectivité, à respecter le bon comportement qu'on se doit d'avoir entre voisins. D'un autre côté, ces terrains appartenaient à l'État, il a passé des contrats avec des entreprises pour y faire construire des immeubles [programme de la GMVV] qui ne sont pas de bonne qualité parce qu'il n'y a pas eu de supervision de qualité. On voit beaucoup de défauts !

[455] Veronica Campos, 55 ans. Experte, auto-entrepreneure dans les projets de la GMVV. Entretien mené au Venezuela en 2017.

L'architecte Paola Posani[456], présidente de FundaCaracas entre 2010 et 2017, a construit une partie importante des bâtiments de la GMVV. Elle s'entretient avec José Cheo Carvajal en 2018 :

> « Nous sortions un bâtiment par mois à cette époque, c'était un acte héroïque sur le thème de la ville. Mais faire une ville, dans certains cas, a été relégué au second plan, en fonction de l'urgence de livrer des logements. L'histoire nous jugera si nous avons bien ou mal fait. Le problème le plus grave est que de nombreuses fois nous avons réalisé des bâtiments qui ne répondent pas aux normes de qualité d'une bonne architecture. J'ai été très critiquée. » P. Posani, 2018

Notons un autre point lorsqu'elle mentionne une grande erreur de la part du chavisme dans le fait d'avoir donné des noms à tout ce qui existe, en particulier aux villes qui ne sont pas devenues socialistes, comme évoqué plus avant, juste parce qu'elles s'appellent ainsi. On ne peut être que de son avis ; le mode de production, et pas seulement leur dénomination, doit être modifié pour être social. Son témoignage confirme qu'effectivement que les méthodes de construction sont complètement capitalistes et tout à fait semblables aux modèles précédents. Selon elle également, la ville est devenue le champ de bataille pour exprimer les différences politiques. Cela se reflète dans la variété de bâtiments sans signification quant à leur apport au débat architectural ou encore au lien qu'ils entretiennent avec leur contexte.

Les architectes Vivas et Posani, vénézuéliens renommés et engagés politiquement

« Compte tenu de la dure réalité sociologique de la famille populaire vénézuélienne, dans laquelle prédomine une mère au travail ayant plusieurs enfants à sa charge et un père changeant, dont la présence est intermittente, la conception des appartements ou des logements doit être révolutionnée pour intégrer les caractéristiques de l'équipement individuel ainsi que celles des équipements communs. Quel est l'intérêt de multiplier les machines à laver et les séchoirs individuels, un jeu dans chaque unité, comme le fait depuis des années la petite bourgeoisie dans tous les pays capitalistes développés, alors qu'ils peuvent parfaitement s'intégrer dans des locaux communs avec une grande efficacité ? Lors de la conception des nouveaux complexes de logements, compte tenu des changements radicaux dans le mode de vie qui, supposons-le, appartiennent à un avenir socialiste (un mode de vie nécessairement meilleur que l'actuel, marqué par le feu de l'irrationalité et du profit), il est nécessaire de planifier l'intégration des éléments fonctionnels (salle à manger commune comme option alternative, pépinières, secteurs

[456] Paola Posani : architecte fille de l'architecte J. P. Posani. Elle a été interviewée à plusieurs reprises. Tous deux sont ouvertement en faveur de la politique de l'État.

productifs, etc.) qui nous permette de faire le saut vers une réalité qualitative immensément plus humaine. Ne pas le faire serait une grave erreur politique et un moyen de perdre une autre chance de faire de ce pays un pays vivable pour tous »

Ce texte a été recueilli en 2016 lors d'un entretien réalisé avec les architectes Juan Pedro Posani et Fruto Vivas. Cependant, les mêmes idées avaient déjà été publiées en 2011 sur le site officiel du MUSARQ. Il montre que le discours peut se traduire morphologiquement en une proposition architecturale, c'est là son intérêt. Notre référence à l'ouvrage *Ville et révolution* d'Anatole Kopp a pour but de rappeler que l'architecture soviétique des années 1920 aurait pu servir de modèle et influencer les planificateurs de la GMVV. A. Kopp y explique que cette architecture et ce nouvel urbanisme envisagent un vaste objectif en termes de reformulation de la société. L'architecture doit être fonctionnelle, mais pas seulement en matière de satisfaction des besoins de base de la vie quotidienne. Elle doit répondre aux besoins d'une société nouvelle qui vient d'être créée. Fondamentalement, l'architecture et l'urbanisme sont la conséquence de cette transformation. Ceci conduit à la construction de la société socialiste, en des termes identiques à ceux utilisés dans les projets en cours de la GMVV.

En tout cas, A. Kopp reprend d'une part les concepts de Friederich Engels lorsqu'il suggère la disparition de la structure familiale classique ou traditionnelle et d'autre part de la féministe russe Alexandra Kollontai[457], jeune militante communiste qui défendait « l'amour libre communiste ». Mais, en l'occurrence, quel rapport y a-t-il avec l'analyse de la production spatiale ? A. Kollontai suggérait que les enfants ne seraient « ni les tiens, ni les miens, mais les nôtres » (A. Kopp, 1967) et, par conséquent, une réflexion s'impose sur la conception d'une architecture conforme à cette nouvelle façon de voir la vie. Une première réponse est d'éviter le *design* et la création d'espaces individuels. L'appartement, vu sous un autre angle, doit être transformé en une structure collective, avec des salles à manger communes et des espaces communs.

Le ressenti des habitants et les réponses des techniciens :

Toujours dans le cadre du Forum GMVV en 2016, il apparait progressivement que la GMVV n'accomplit pas les objectifs initiaux, qu'il n'y a pas

[457] A. Kollontai (1830-1945). Figure emblématique politique de la révolution russe.

d'accompagnement des personnes faisant l'objet d'une relocalisation pour les extraire des « taudis » dans les quartiers précaires ou « bidonvilles » dans lesquels elles vivaient précédemment.

Selon le rapport GMVV 2011-2012, préparé par le Ministère du Logement, qui viendrait compléter celui de l'IMUTC, il existe une opposition à certains procédés, plus ou moins forte de la part du personnel technique et professionnel, tout autant que de la part de la main-d'œuvre qualifiée qui participe à la construction. Les utilisateurs, c'est-à-dire les futurs habitants, expriment également un refus plus ou moins prononcé, de certaines réalisations. Leurs points de vue sur certains de ces modèles de construction ont été repris, dans la transcription des entretiens menés avec les techniciens, les travailleurs et les habitants. Certains expriment leur rejet total des panneaux de PVC ou de fibrociment, car ils sont considérés comme trop légers, de faible résistance. D'autres utilisent les termes « vides » ou « creux ». L'origine de cette appréciation peut être liée à la peur des habitants de revivre une précarité antérieure.

Image 118. Bâtiments GMVV, Montalbán, Caracas, © yww 2017

Image 119 Bâtiments GMVV, Argelia Laya. Caracas, © yww 2018

Image 120 Bâtiments GMVV, Ciudad Caribia © yww 2017

Un autre point soulevé lors des entretiens est la satisfaction qu'éprouvent les habitants à voir distinctement les poutres du bâtiment. Qu'elles soient en aluminium ou en acier, cela devient même parfois une exigence. Les techniciens expliquent qu'à certains moments, ils ont dû réunir les habitants pour leur expliquer que les grandes tours de modèle plutôt classique, en béton ou avec une structure porteuse non visible, avaient cependant toutes les qualités de stabilité, et qu'ils n'avaient rien à craindre. Toutefois, les résidents expriment souvent cette préoccupation qui peut être associée au besoin de se sentir en sécurité, rassurés, dans leur lieu de vie, en particulier s'il s'agit de bâtiments de grande hauteur.

Image 121. à gauche intérieur bâtiments GMVV (chez Douglas), Montalbán, Caracas ; à droite projet Santa Rosa par Fruto Vivas © yww 2017

Quant à l'aspect des bâtiments, qu'ils soient revêtus de panneaux de fibrociment, préfabriqués en béton ou en PVC, la couleur blanche montre un aspect « fictif/irréel » et n'est généralement pas appréciée par les habitants. La morphologie des bâtiments de l'OPPPE se caractérise principalement par une certaine pauvreté architecturale, qui peut être atténuée par l'utilisation de briques rouges en façade, ce qui donne une certaine connotation de délicatesse et un esthétisme plutôt mieux accepté par la communauté. Bien qu'ils représentent un volume assez « lourd » dans le paysage urbain, ces édifices sont généralement moins agressifs que les volumes tout blancs. Dans un autre domaine, la présence de petites fenêtres fait l'objet d'un rejet de la part des habitants, certains ressentent une impression de confinement et déplorent la faiblesse de l'éclairage naturel dans les appartements. Les techniciens expliquent qu'il ne peut en être autrement, puisque ce sont des éléments préfabriqués.

Image 122. Série d'images. Bâtiments GMVV, fait par l'OPPPE à la Municipalité Libertador et La Guaira. La brique rouge est un matériau couramment utilisé dans l'architecture vénézuélienne à laquelle nous sommes bien habitués en termes de perception de la matière, ainsi que de sensation de chaleur propre à la terre. Elle a généralement une vitesse de détérioration plus lente que le mur peint en blanc, qui se salit dès l'achèvement des travaux. © yww 2017-2019

En ce qui concerne les normes de conception urbaine établies par la GMVV, de 6 m^2 d'espace vert ou de 4,5 m^2 d'équipement par habitant, constatation est faite que ces règles ne sont effectivement suivies que dans très peu de cas. Seuls quelques exemples cités dans cette analyse, tels que le projet de ville compacte Santa Rosa de Fruto Vivas et les trois barres OPPPE 16-A, 16-B et 16-C de l'Avenue Bolívar, offrent des espaces pour des équipements au rez-de-chaussée et le développement de zones agricoles sur les niveaux supérieurs ou

les terrasses des différents modèles architecturaux. En général, les espaces verts ne sont que le résultat de zones libres qui restent entre les ilots, un vide laissé dans l'espace disponible ou qu'un espace résiduel une fois les bâtiments implantés. À l'évidence, l'insertion de ces espaces n'est pas le fruit d'une réflexion urbaine ou architecturale de la part des opérateurs, et de toute façon n'est nullement en proportion des directives générales de la GMVV, y compris dans les villes socialistes.

Image 123. Équipements sportifs à Ciudad Caribia. © yww 2017

Dans le cas du Venezuela la notion d'usage à l'échelle urbaine et architecturale dans ces logements « postrévolutionnaires » pourrait être approfondie. Ceci permettrait de répondre au besoin de reconnaissance des personnes et d'explorer plus avant l'adaptabilité des pratiques communes. La production de ces nouvelles images impulserait un idéal, celui de l'inclusion indépendamment du positionnement politique des participants. Tout serait nouveau, à inventer, bien entendu.

Conclusions

La GMVV promeut un discours théorique où le Pouvoir populaire se doit de réaliser l'opération de production massive de logements et l'État se borne à en subventionner la construction. Ce programme a débuté en 2011, dans une situation d'urgence qui lui fut préjudiciable. Aujourd'hui, fin 2019, presque huit ans après, la construction se poursuit dans ce même climat d'urgence, c'est-à-dire sans planification globale. Il apparait peu pertinent de créer une ville dans ces conditions. Caracas a eu la chance d'accueillir dans les années 1950, 1960 et 1970 de grands projets qui présentent une esthétique et une qualité spatiale dans leur architecture et leur urbanisme, assez reconnaissables, au point de devenir un modèle pour d'autres pays. La situation d'urgence prolongée a entraîné une prolifération voire une invasion de groupes d'immeubles dont la conception manque d'arguments formels et esthétiques, qui ont peu de relation avec le contexte dans lequel ils s'inscrivent, et qui créent même une surexploitation des services puisque certains projets sont insérés dans des zones où la planification initiale correspondait à une plus faible densité de population. Tout cela se fait certes au détriment de l'habitat des résidents, mais aussi de ceux qui vivent dans leur voisinage. C'est pourquoi ce chapitre a voulu retracer le profil des différents acteurs, ainsi que les aspects matériels des bâtiments et des urbanismes ainsi produits. Les villes peuvent évoluer, croitre, se modifier et Caracas a la capacité d'accueillir des projets de cette envergure, mais cela mérite une réflexion plus approfondie de la part de ses réformateurs.

En fin de compte, de par cette grande variété d'acteurs, il existe un énorme défi social en train de se mettre en place, à l'heure actuelle, qui donne de l'intérêt à cette recherche. Cette démarche d'autogestion occasionne plusieurs problèmes et génère des contre sens. De plus, la condition primordiale de la vitesse d'exécution ne facilite pas une organisation efficace. S'ajoutent les carences de planification institutionnelle, de référence aux expériences antérieures et de capacité de production. S'appuyer sur des entreprises étrangères qui ne voient pas l'intérêt d'approfondir les besoins de la demande, a donné des résultats très peu probants ou des projets moyennement réussis. En effet, le bilan fait en 2016 pendant le Forum GMVV à Caracas expliquait qu'il y avait quantité de failles dans la sélection des entreprises, que les constructions étaient extrêmement chères en relation avec leur résultat, que la qualité était très discutable et que la démarche originale de l'État devait être reformulée.

La GMVV n'a pas développé d'appareil de production. Elle pourrait avoir commis l'erreur de transposer des modèles et importer des matériaux pour construire l'ensemble des bâtiments. Ces matériaux parfois n'étaient pas adaptés aux nécessités vénézuéliennes. La question de la construction dans un pays tropical était posée, la question de la production de matériaux qui permettent d'y faire face se posait également. Donc, il aurait été nécessaire d'installer des unités de production à proximité des lieux de construction (sauf à Ciudad Caribia).

Les morphologies de la GMVV, considérées comme « nouvelles » par cette dernière, dessinent le paysage de la ville. Les différents accords internationaux mis en place pendant le développement de la GMVV ont abouti à l'expression d'identités aussi diverses que les pays concernés. Les départements du secteur de la construction qui ne relèvent pas de cette compétence ont constamment dû chercher et improviser de nouveaux modèles de construction sans vraiment savoir comment. Ces ministères ou bureaux spéciaux créés pour la production en série de logements manquaient d'éléments de connaissance à propos de ce type de production, de la manière dont ces nouveaux dispositifs devraient être intégrés au tissu urbain et quel serait le nouvel habitat qu'elles produiraient. Cette situation a généré, à ce jour, un paysage urbain très hétérogène et incohérent qu'il est difficile de lire ou de comprendre en raison de ce déploiement d'opérations. La GMVV, tentant de résoudre une crise, n'en crée-t-elle pas une plus grande encore ?

Ce chapitre a interrogé le paysage urbain tel qu'il se présente aujourd'hui afin de déterminer si une transformation de la société peut effectivement advenir en suivant le modèle de production conventionnel. Dans le cadre du Socialisme du XXI^{e} siècle et plus particulièrement avec la production massive de logements de la GMVV, une conclusion émerge : la reproduction d'un modèle de construction capitaliste communément connu sur le territoire par la GMVV, ne pourrait-elle pas empêcher de manière drastique la transformation de la société hautement souhaitée par l'État ? L'État pouvait compter sur l'aménagement de la ville et la création d'un nouveau type d'habitat, mais pour ce faire, la créativité et l'innovation de cette production devaient être envisagées en même temps. La ville ne sera pas réformée simplement en lui ajoutant l'adjectif « socialiste ». S'il est vrai que des habitants peuvent commencer à devenir socialistes, ce n'est

pas pour autant que la construction de l'espace et la morphologie urbaine acquièrent cette même caractéristique. En fait, les habitants pourraient se sentir davantage socialistes ou l'habitat constituer une autre composition politique, si l'architecture, l'urbanisme et la morphologie urbaine étaient conçus selon un mode productif socialiste.

Néanmoins, comme recueilli dans nos enquêtes (*cf.* chapitre VII), la majorité des bénéficiaires du programme se sent abandonnée. L'État leur a donné un logement, certes, mais ils doivent ensuite s'organiser par eux-mêmes, se prendre en charge. Il n'y a pas d'accompagnement social, ce qui se traduit, fondamentalement, par un désastre dans de nombreuses cités. Des techniciens cataloguent la situation « d'aberration urbaine et sociale » dans certaines d'entre elles, car les résidents ne savent pas comment se mettre d'accord entre eux. Certains connaissent la marche à suivre, mais il en est d'autres qui ne réussissent pas à s'entendre.

Ne pas penser à la qualité à toutes les phases d'un projet semble difficilement acceptable de nos jours, et d'autres défauts apparaissent en raison de la rapidité de réalisation. L'exclusion d'éléments de réflexion classiques et simples au sujet de certaines opérations de la GMVV peut choquer. Après s'en être étonné, il convient de solliciter leur réintégration. Ensuite, après un certain temps, il devient nécessaire de rappeler comment un projet doit être conçu et mené jusque dans les phases les plus basiques de la construction. Plusieurs exemples montrent comment la GMVV a édifié des bâtiments là où les services indispensables tels que l'adduction d'eau ou l'accès aux transports faisaient défaut, induisant de graves conséquences sur leur habitabilité ; ou comment des ensembles bâtis dans des zones fort éloignées ou difficiles d'accès, augmentant ainsi les difficultés d'approvisionnement en matériaux ou de réalisation des travaux. Pour que la mise en œuvre soit efficace, la logistique doit être en phase avec l'urgence exprimée de construire pour loger les réfugiés. Nous avons sélectionné quelques extraits d'une série d'entretiens obtenus par Cheo Carvajal458 en 2018 au sujet de la vision des architectes et urbanistes contemporains à l'occasion de la commémoration des 450 ans de la ville de Caracas :

[458] José Cheo Carvajal, communicateur social, journaliste à El Nacional, journal vénézuélien pour PRODAVINCI.

En effet, dans *Caracas, une ville moderne ?* l'urbaniste Arturo Almandoz estime que Caracas est

> « Un ensemble urbain de "camping", avec de nombreux éléments construits de manière aplatie » A. Almandoz, 2018.

Et l'architecte Enrique Larrañaga ajoute dans la *Rue est la première institution* :

> « L'idée de la ville parfaite pour commencer ça n'existe pas, il n'y en a nulle part, mais ce serait aussi ennuyeux. Je pense que dans les villes, comme dans la vie, il faut apprendre que la mort fait partie de la vie, et il y a des bâtiments qui deviennent obsolètes. Il y a des bâtiments qui font partie du patrimoine de la ville et qui doivent être préservés, mais les conserver, ce n'est pas les mettre au congélateur. » E. Larrañaga, 2018.

De la même manière, en ce qui concerne les constructions de la GMVV, en essayant de quitter la scène apocalyptique, les deux interviewés confirment que la ville est blessée, qu'il ne suffira pas simplement de la recoudre ou de lui poser un pansement. Dans *Caracas, une relation héroïque*, l'architecte dit :

> « La ville est devenue une zone de guerre. Nous nous sommes détruits. La question que je pose, à nous [partisan de l'État]et à l'opposition, est-on en mesure de penser que si nous voulons développer une ville harmonieuse, de votre point de vue idéologique et du mien, nous devons tous nous asseoir. Ne sommes-nous pas en mesure de baisser les marteaux et de nous asseoir pour discuter ? » P. Posani, 2018.

La plupart de ces déclarations, montrent une fois de plus, les bonnes intentions des experts qu'ils soient pour ou contre le gouvernement. Finalement, il est impossible de s'asseoir ensemble autour d'une table pour discuter de la façon de résoudre l'une des parties qui concernent les citoyens, les experts ou toute personne sensible aux questions de la politique de la ville, sa forme, son image et son avenir. Dans ce chapitre, après avoir tenté de répondre à toutes les questions sur la forme des bâtiments et le paysage urbain créés dans le Socialisme du XXI^{e} siècle, il ressort que le bâtiment, l'architecture, l'urbain et le bâti sont une image qui représente un processus politique et en même temps un type de société. L'étude traduit fidèlement la difficulté de mettre en place un projet politique opposé à celui préexistant qui cependant continue de fonctionner et utilisant le même modèle de production. Enfin, l'architecture, l'urbanisme et les citoyens sont complètement instrumentalisés comme dans d'autres contextes et s'éloignent, une fois encore, de l'innovation largement proposée dans ce programme.

CHAPITRE VII. REPRÉSENTATIONS D'UNE POLITIQUE PUBLIQUE : IMAGES, ET PRATIQUES DE L'ESPACE

L'exploitation graphique des yeux de Chavez et de sa signature marque fortement le paysage urbain au Venezuela. Ces images sont visibles dans l'espace public de Caracas, mais aussi dans les quartiers de la GMVV : sur les façades des immeubles, dans les appartements, dans les escaliers… Ces deux images cohabitent avec un art mural contestataire produit par les brigades muralistes (Commando Créatif Propagande bolivarienne et Front Francisco de Miranda) en collaboration avec les habitants qui créent une ambiance particulière de courant « gauchiste ». Le travail des deux brigades se caractérise par une peinture très colorée sur les murs, représentant différents personnages à grande échelle, dans une esthétique harmonieuse et qui valorise avant tout les visages et idéaux auxquels adhèrent politiquement ces brigades. Dans ce chapitre, nous analyserons le visuel comme catalyseur d'une sensibilité de perception de l'architecture et de l'urbanisme, révélateur d'une réalité politique et sociale. Nous nous intéresserons en particulier à la manière dont l'image peut être utilisée dans l'appropriation d'un espace et à la façon dont elle révèle un positionnement politique plus ou moins proche de l'État. Nous proposerons une lecture des images, afin de saisir la dynamique créée entre les observateurs et l'objet.

Dans un premier temps, nous étudierons la manière dont la politique du logement menée au Venezuela a été mise en images par les autorités publiques et par les habitants. Dans un deuxième temps, nous analyserons les représentations provenant de certains objets remarquables de l'habitat dans le cadre de cette production de logement social. Cette analyse des images et des représentations qu'elles produisent repose sur une méthodologie pluridisciplinaire. Elle mobilise les entretiens que j'ai mené pour recueillir la parole des habitants.

Notre hypothèse part du constat que la politique d'État génère un nombre important d'images dans l'espace public, dans le monde virtuel, mais aussi dans

le cadre de la vie personnelle. L'existence d'espaces représentatifs de cette politique publique découle de cette profusion d'images. Les zones concernées par la présente recherche sont remplies de cette production visuelle et se révèlent aussi par certains objets d'usage quotidien.
Nous interrogerons donc, tout d'abord, le type d'image, est-elle symbolique ou iconique ? Avant de développer ces notions, il importe de préciser que les signes, les symboles et l'icône sont des entités sémiotiques ayant des propriétés très différentes. Un signe existe selon la relation sémiotique du désigné, du désignateur et de la représentation. Un symbole est une représentation graphique pouvant faire partie du signe. L'icône (du grec εἰκών, eikon : « image ») est une image, un cadre ou une représentation. En d'autres termes, l'icône est un signe ou un symbole qui substitue l'objet par son sens, sa représentation ou son analogie de la même manière que le fait la sémiotique. Elle peut s'exprimer ou se diffuser par le dessin, la peinture, la photographie, le muralisme et sur nombre de matériaux.
Ensuite, il y a lieu de décrire les sites où se trouvent ces images, dans l'espace urbain, sur les bâtiments des institutions de logement social, au niveau des institutions, à l'intérieur des appartements tout autant que dans l'espace virtuel (Internet, communication graphique, caricatures et autres). Enfin, il est nécessaire d'identifier quels sont les différents acteurs et les diverses origines de ces images. Cela se fait par la réponse à des questions variées telles que : Quelle est leur intention ? Quel est le but de cette production d'image. Est-ce d'imposer un état d'esprit ? Veulent-ils convaincre le peuple de quelque chose ? Quelle place prend l'image dans cette politique publique du logement ? Qu'est-ce qu'elle veut dire ? Que fait tout un chacun avec ces images ? Comment ces images personnalisent-elles des territoires significatifs ? Ces images ont-elles un effet positif ou négatif sur les habitants ? La création d'images dans le cadre de la GMVV peut-elle être admise comme une nouvelle politique du logement ? Cette production graphique limite-t-elle la propriété du territoire qu'elle a participé à définir ?

En raison de l'ampleur de l'opération GMVV, nous nous sommes également intéressés à l'analyse des objets d'usage quotidien du logement en lien avec les services de base qui normalement devraient garantir le fonctionnement efficace de l'opération. Nous interrogerons en particulier quelques objets représentatifs de l'habitat : la fenêtre, les ampoules, les grilles… afin de mettre en avant le contraste entre le dynamisme de la GMVV et la réaction des habitants face aux

productions de l'État. Les objets liés au service des eaux, de l'électricité, du ramassage des poubelles et les moyens de transport principalement, même la sécurité seront abordés afin de comprendre les inquiétudes manifestées par les habitants. Ces équipements étant visibles, ils participent de fait à la lecture de l'espace urbain. L'idée est de faire une lecture du paysage urbain au travers des dispositifs choisis dans toutes les cités visitées lors de nos enquêtes. Ce chapitre nous donnera donc l'occasion de mettre en discussion nos analyses de la politique publique du logement au Venezuela et la parole des habitants auprès desquels nous avons enquêté.

Nous ne ferons pas une décomposition exhaustive des images, cependant, nous les analyserons en explorant deux pistes :

- la piste sémiotique (signifiante et signifie)
- la piste de l'image vectorielle (présence, icône, signe de reconnaissance).

Comme évoqué dans l'introduction, par image vectorielle, on entend une représentation faite de lignes, de segments qui sont liés entre eux selon les formules mathématiques de vectorisation. Chaque ligne est à une place fixe qui empêche toute déformation. Les images vectorielles de notre analyse se caractérisent par des traits géométriques simples, monochromatiques et clairs, qui peuvent être facilement dupliqués, ce qui les différencie d'une image matricielle (composée de points appelés « pixels ») qui perd sa netteté et sa forme lors d'opération d'agrandissement ou autres modifications de taille.

Enfin, nous verrons aussi comment la création des images ou la représentation par ces objets expriment une esthétique particulière dans la GMVV et créent des territoires particuliers de cette politique publique.

1. L'image symbolique créatrice d'une identité puissante

Au-delà des définitions déjà énoncées dans le chapitre théorique, étymologiquement, l'image est ce qui imite, « qui prend la place de », dans le sens de remplacer. En latin ce mot désigne la statue. Mettre en image, c'est donc figer et regarder une chose à la place d'une autre. L'image, comme signe iconique, est même synonyme de représentation visuelle (Joly, 2004). Selon le *Dictionnaire de la Géographie et de l'Espace des Sociétés*, le pouvoir de l'image, son succès, son efficacité et sa valeur pragmatique semblent dus à trois valeurs fortes :

- « Ils constituent des instruments de domination de l'espace par leur aptitude à réduire radicalement sa complexité ;
- Ils jouissent de l'effet de vérité consubstantiel à l'icône ;
- Dans le cas particulier des images "aménagistes", leur figuration permet une représentation parfaite de la virtualité spatiale projetée. » Lévy, Lussault, p 532, 533.

Le symbole peut se définir comme un « objet sensible, fait ou élément naturel évoquant, dans un groupe humain donné, par une correspondance analogique, formelle, naturelle ou culturelle, quelque chose d'absent ou d'impossible à percevoir » (CNRTL). « Un symbole peut être un objet, une image, une forme reconnaissable, mais aussi une marque particulière qui représente quelque chose d'autre, par association, ressemblance ou convention. Cela peut être une personne, une "figure symbolique" de quelque chose, une formule de reconnaissance d'individus appartenant à un groupe, un signal gestuel ou bien un signe dessiné ou sculpté ». (Larousse). Dans notre cas d'étude, il est possible d'associer ces symboles à la notion de logotype, c'est-à-dire « une composition figurée servant à identifier visuellement, de façon immédiate une entreprise, une marque, une association, une institution, un produit, un service, un événement ou toute autre sorte d'organisations dans le but de se faire connaître et reconnaître des publics et marchés auquel il s'adresse et de se différencier des autres entités d'un même secteur »[459]. Il accomplit aussi les 4 fonctions principales du logotype : identification, certification, appartenance et

[459] Il existe plusieurs types de logos (simples, complexes, siglotypes, icotypes), monochromes ou pas, répondant à quatre fonctions principales : a. Fonction d'identification (reconnaissance, distinction) b. Fonction de certification (signature, caution) c. Fonction d'appartenance (agent communautaire, filiation) d. Fonction symbolique (ambassadeur et condensateur de valeurs).

symbolique. Surtout cette dernière est une ressource utilisée pour établir une stratégie de communication visuelle auprès des masses. Ce sont des techniques fréquemment utilisées par les organismes publics ou privés pour gagner la confiance d'un public cible, les « suiveurs » ou « consommateurs » qu'ils soient internes ou externes à l'entreprise.

Images vectorielles indéformables et facile à identifier

Image 124. Images vectorielles : à gauche la signature de Chavez et à droite ses yeux. Ce logo symbolique peut être associé à la définition d'une image vectorielle, réalisée avec des formes géométriques élémentaires : simple trait, monochromatique, clair, et facilement reproductible. Elle a la particularité d'être « non-pixelisable » et indéformable qui en même temps est plus facile à fixer par le cerveau humain. Ceci permet une reconnaissance rapide et une identification facile. À ce stade, dès lors que cette cible de « captifs » s'est appropriée du logo et son symbole pour s'identifier, le succès est abouti. Elle s'affirme donc en tant que symbole.

Pour J-P. Meunier, la sémiotique n'ajoute pas simplement un volet à la représentation de la communication ; il s'agit de comprendre la vie des signes dans la vie sociale.

> « Dans la mesure où les images prolifèrent dans les communications médiatiques, privilégiant le spectaculaire et l'émotion, on peut s'attendre à ce que la société se fragmente en communautés participatives dans lesquelles les contagions affectives l'emportent sur la logique et le débat de concepts ». J-P. Meunier (2006)

Au cours de cette recherche, nous avons constaté que les yeux de Chavez et sa signature sont devenus, au-delà du symbole et du logo, des images puissantes : le regard entraîne une identification de la part de public visé et la signature peut s'interpréter comme la représentation d'une forme de propriété de l'entreprise sur l'objet signé. Comme mentionné dans l'introduction, cette forme d'identité s'associe à un processus au cœur de l'individu, mais aussi au cœur de sa culture communautaire, un processus qui établit l'identité de ces deux identités (Erikson, 1968). Cette identité s'établit aussi par ressemblance : Chavez est le peuple, le peuple est Chavez. Ce message est véhiculé par les

images, mais aussi par les discours politiques, une similitude liée à la solidarité et au nationalisme, caractérisé aussi comme un résultat de l'action sociale ou politique. (Brubaker, 2001). Par ailleurs, la signature symbolise l'identité d'une personne ; elle marque son approbation et son accord. La signature peut aussi être liée à la propriété de l'objet qui est signé. Celle-ci est définie comme « produite par » ce sujet (le signataire).

Rafael Sanchez dans l'article *Los Ojos de Chavez. Postverdad y populismo en Venezuela* (2018) montre en quoi cette représentation des « yeux de Chavez » est simplement le reflet d'une figure théologico-politique actuellement floue dans le paysage du Venezuela postcolonial. Les « yeux de Chavez » mettent une trace dans le paysage urbain de l'ensemble du territoire national de manière virale, essayant d'évoquer de façon surnaturelle la présence du président qui n'était déjà plus de ce monde. L'espace urbain est utilisé comme lieu de diffusion du message de la présence du défunt. R. Sanchez propose un parallèle entre la sémiologie du montage et celle des « yeux de Chavez » à l'intérieur d'un autre rectangle qui ne symbolise plus aujourd'hui qu'un tissu incertain rempli de trous, de déchirures et de discontinuités et qui est l'exemple parfait de la représentation d'une souveraineté symbolique, c'est-à-dire inexistante.

Une campagne présidentielle dans tout le territoire

Image 125. Les yeux de Chavez dans l'espace public. Campagne bolivarienne @ Leo Ramirez, 2014, AFP

Une stratégie de communication visuelle est née au cours de la campagne électorale, en 2012, à l'initiative de José Miguel España, un des membres du groupe politique Commando Créatif. Elle comprend la production vectorielle et l'exploitation iconographique de deux images : les yeux de Chavez et sa

signature, plus connue au Venezuela sous le nom de « cola de cochino » [queue-de-cochon] en raison des lignes courbes de sa graphie. L'État a développé, à travers le Commando Créatif, une stratégie de communication qui s'est distinguée par cette production d'images très fréquemment utilisées.

Une campagne présidentielle « pop art »

Image 126. Source : Bibliothèque nationale, Les yeux de Chavez, campagne présidentielle 2012 © Commando Créatif. Nous verrons ce parallèle avec cette notion de répétition et de consommation massive a le style d'Andy Warhol dans la production communicationnelle de l'État dans les appartements de la GMVV.

Image 127 Bureau Metro de Caracas. El Silencio. ©yww, 2019

2. Le muralisme latino-américain : *street art* politique et un enjeu politique

Une peinture murale est une expression artistique, quels que soient les éléments utilisés. Elle est produite sur un mur qu'il soit intérieur ou extérieur, et présente tout type de dimensions. Le muralisme apparaît avec la révolution mexicaine de 1910-1920, pour revendiquer le passé préhispanique, nationaliste et les valeurs perdues durant la période coloniale. Il s'est développé grâce à José Vasconcelos, philosophe et premier secrétaire du Mexique (1921-1924), qui, après la révolution mexicaine, a demandé à un groupe d'artistes révolutionnaires de façonner l'image de la volonté nationale dans certains espaces publics. À cette époque, il s'agit de montrer la lutte des classes, la révolution et la reconnaissance de l'homme autochtone. Au cours du XX^{e} siècle, il s'étend en Amérique latine, perçu comme un art à part entière dans l'espace public : un art pour toutes les classes sociales, de caractère historique, humaniste et souvent contestataire. Selon ses propres créateurs, la fonction principale du muralisme n'était pas décorative, mais communicationnelle.

Peu d'analyses ont été développées sur la communication politique dans les espaces publics au Venezuela. Bien qu'il existe une influence historique du muralisme latino-américain dans le pays, notre attention est attirée par l'effervescence actuelle de ces représentations en tant que moyen de communication commun à tous les acteurs de la ville. En sociologie, il existe des études sur le processus de création de ces dispositifs en tant qu'instruments de communication. Elles interrogent pour la plupart les concepteurs, mais presque aucune ne traite de la perception par les habitants. Le chercheur F. Tarragoni (2016) a étudié comment ce *street art* s'inscrivait dans les quartiers de Caracas avant même l'arrivée au pouvoir de Chavez. Il écrit : « de nombreuses peintures murales apparaissent avant la révolution bolivarienne d'H. Chavez, en mettant en images l'imaginaire radical guérillero : Tupac Amaru, Che Guevara, Fidel Castro, Pancho Villa, Emiliano Zapata, Augusto Sandino, puis Lénine, Mao Tse Tung, Trotski, Hô Chi Minh peuplent une "Amérique latine en lutte" sur les murs des barrios. L'une des icônes centrales du street art populaire est alors "*la virgen guérillera" (la vierge de guérilla)*, témoignant d'une greffe de l'imaginaire de la gauche radicale à celui de la théologie de la libération » (F. Tarragoni, 2016, p 126). Nous pourrions ainsi parler d'une culture contestataire de l'image, mobilisée dans l'espace public et

faisant partie intégrante de l'imaginaire des citoyens du pays. Dans cette période révolutionnaire au Venezuela, il existe deux principales brigades muralistes, responsables de cette production graphique et politique. La première est le Commando Créatif de la Propagande bolivarienne. La deuxième : le Front Francisco de Miranda. Le Commando Créatif essaie de maintenir un certain anonymat de ses participants, bien que ces derniers soient ceux qui ont le plus contribué au travail artistique de la plupart des opérations GMVV que nous avons abordées, et de celui de plusieurs espaces publics de Caracas. La deuxième brigade, le Front Francisco de Miranda, créée par Hugo Chavez et Fidel Castro à Cuba en 2003, se définit elle, par son texte fondateur, d'« organisation politique disciplinée, anti-impérialiste, dynamique[...] »

Image 128. Muralisme de la vierge de guérilla par la piedrita dans le quatier 23 de Enero, texte : « La piedrita venceremos » ([Nous,] La piedrita vaincrons). Photo : © David Delgado 2017. Dans le cas de Caracas, nous pourrions montrer l'exemple de La Piedrita (le caillou en français), colectivo actif au Venezuela qui a été créé en 1985. Nous l'avons déjà décrit dans le chapitre IV, c'est l'un des colectivos les plus violents et les plus influents du Venezuela qui défendrait la révolution bolivarienne « à tout prix ». Cette image, assez répandue dans les médias évoquant les luttes de pouvoir montre un rapport entre les armes et les images religieuses. C'est une représentation de la violence mobilisée dans l'espace public qui symbolise une empreinte de pouvoir. Les critiques de ce muralisme ont notamment porté sur le fait que ce soit un enfant qui porte l'arme, ce qui ne s'éloigne pourtant pas de la réalité.

Dans le cas du Venezuela, cette technique de muralisme est immédiatement répertoriée comme « guérilla communicationnelle » ou « *street art politique* » avec la production de « peintures murales anticapitalistes » dès les années 1960. Comme le souligne Fabrice Andréani (2013), *« on retrouve encore*

aujourd'hui, dans diverses configurations territoriales, urbaines et rurales, populaires, comme bourgeoises [...] deux inscriptions symptomatiques de la participation populaire à cette entreprise hétéroclite : "Quand les médias diront la vérité, les murs se tairont". "Murs blancs, cerveaux vides" ». Dans les cas étudiés, on observe plutôt un type de *street art* comme l'expression d'une contestation officielle qui ne se distingue pas trop du muralisme institutionnel. Toutes les deux sont très répandues dans l'espace public comme dans l'espace privé des logements sociaux faits par l'État.

L'utilisation de fresques murales avec diverses techniques (céramique, mosaïque, verre recyclé, peinture) sur l'ensemble du territoire national est visible dans tout le paysage urbain vénézuélien. Une sorte d'exposition politique colorée occupe ainsi tous les murs vides de la ville. Dans de nombreux cas, ces fresques sont réalisées par l'État lui-même puisqu'elles sont signées des logos ministériels. Cependant, ce qui a retenu notre attention lors de notre dernière visite effectuée en 2019, c'est que Nicolás Maduro n'occupe qu'une position secondaire dans l'imaginaire du graphisme urbain. La figure d'Hugo Chavez apparaît toujours au premier plan et la silhouette de N. Maduro se trouve toujours derrière, en dessous ou en arrière-plan.

Image 129. Sur cette peinture murale, on observe l'association de personnages politiques contemporains, Chavez à gauche et Maduro à droite, à la figure historique de Simon Bolivar, au centre. Sous ces trois visages, un message souligne la continuité de la révolution : « *Chavez Vive, la révolution sigue* » (Chavez vit, la révolution continue). Sources : à gauche © Federico Parra The Guardian 2015 à droite © AFP 2017.

Voici un exemple de la manière dont cette représentation dans l'espace public produit un échange communicationnel entre les divers acteurs de la ville : l'État, les muralistes et les habitants. Certains montrent leur accord avec l'intervention politique. Nous pouvons le voir sur l'image de gauche, sur laquelle la peinture est partiellement effacée sur la poitrine de Chavez, ce qui peut être interprété comme une forme d'admiration des passants. Ces derniers ont l'habitude de toucher la peinture, ce qui peut faire écho à des pratiques de dévotion (dévotion

comme pratique envers des icônes). Ce manque de peinture semble traduire la véhémence des passants qui touchent l'image de Chavez et pas celle des autres personnages. D'autres inscrivent leur désaccord en dessinant un pénis sur le visage de Maduro. Autant les figures de Chavez et Maduro suscitent des réactions, autant la figure historique de Bolivar reste intacte. On peut y voir une absence d'identification ou une forme de respect à l'égard de ce personnage historique.

Nous observons également un rejet plus marqué de l'image de N. Maduro contrairement à celle d'Hugo Chavez. Une conclusion pourrait être que la campagne de communication menée sous Chavez a eu et a encore une incidence importante sur la population. Même si en 2019, la crise politique et institutionnelle est plus que jamais présente, le graphisme de rue se maintient, dans l'espace public et même jusqu'à l'intérieur des habitations, comme un modèle de communication ou plus précisément pour éviter d'autres formes d'expression.

Image 130 Muralisme à Ciudad Caribia. © Commando Creatif et FFM. 2013.

L'image symbolique dans le « marketing politique »

Développé dans le premier chapitre de cette thèse, le marketing politique vise à étudier le comportement, les attitudes et les décisions des citoyens dans leur dimension sociopolitique, l'élaboration de stratégies de prosélytisme, la communication politique et le renforcement de l'image, la persuasion et la légitimité du processus de construction (Andrés Valdez Zepeda, 2002). Au cours de cette recherche, force est de constater que l'image de Chavez et sa signature

font partie de ce système de marketing politique. Elles peuvent être associées à un produit politique ou une idée (DIB, 2012) destinés à répondre aux besoins du peuple vénézuélien.

Le voyage des images « Jusqu'à la victoire toujours, patrie ou mort »

Image 131. Stencils Hugo Chavez et Che Guevara.

L'origine de l'image iconique de Ernesto « Che » Guevara[460] est accordée à l'artiste irlandais Jim Fitzpatrick (1946-). Connue par ses travaux d'art populaire, en 1968 cet artiste s'est inspiré d'une photographie prise par Alberto Korda en 1960 de Guevara à ses 31 ans. Cette image qui représente le culte voué à un guerrier communiste (même si les visions sont très contrastées sur les vérités du personnage), a été l'influence majeure pour ceux qui ont créée l'image de Chavez. Et en associant toujours le personnage vénézuélien a la révolutionne cubaine. L'image a voyagé de la même manière que des phrases telles que *« hasta la victoria siempre. Patria o Muerte »* "Jusqu'à la victoire toujours, patrie ou mort" Devenue une devise mondiale pour la gauche, elle serait née d'une lettre écrite (1965) par le Che à Fidel Castro juste avant de quitter Cuba. Cette phrase très utilisée dans diverses représentations artistiques, musiques, poèmes, muralisme, est en même temps bien présente dans le discours politique de la révolution bolivarienne.

En 2014, le Centre National d'Histoire du Venezuela a publié un document intitulé *Les visages et les traces d'un leader. Hugo Chavez : mémoire d'un peuple* (Montiel Acosta, 2015). Parmi les aspects retrouvés, nous retiendronsle fort impact visuel des « Yeux de Chavez », sa puissance sémiotique en termes

[460] Ernesto Guevara (1928-1967), homme politique et révolutionnaire marxiste-léniniste et dirigeant de la révolution cubaine de 1953 jà 1959.Le régime de Fulgencio Batiste est renversé. C'est l'origine des reformes socialiste, l'arrivé de Fidel Castro (1976-2008), (49 ans au pouvoir) au pouvoir et la création du Parti Communiste cubain en 1965.

d'idéologie et d'émotions. Selon ce rapport, les « Yeux de Chavez » représentent un regard vigilant, protecteur et visionnaire : « Je te vois » et « Je vois l'avenir du pays » (M. Acosta, 2015). Dans les mœurs vénézueliennes, le fait de regarder droit dans les yeux en parlant véhicule la confiance, le respect et la transparence ; se regarder fixement dans les yeux vient montrer une attention à l'autre comme une manière de suivre un message : « Regarde-moi dans les yeux quand je te parle » (Alexander Gonzalez, 2015). Si l'on déchiffre la sémiotique de ces deux icônes, les yeux de Chavez et sa signature, le premier symbolise un regard bienveillant, proche, inclusif tout en générant un culte de la personne. Dans le deuxième cas, la signature symbolise le fait de signifier sa propriété à autrui.

Durant la campagne présidentielle de 2012, les reproductions graphiques inspirées du pop art ont été affichées de manière massive, en cohérence avec les fondements de cet art populaire qui promeut la consommation. Des phrases d'admiration à Chavez accompagnent les discours politiques et décorent l'espace public : « Pour que Chavez continue à vivre, il faut multiplier sa parole, son image, ses prédications, son exemple. Les Latino-Américains et Caribéens sont filles et fils de l'art, de la politique, Chavez était un créateur, un artiste de la politique, un artiste de l'amour pour les gens. Pourquoi qui vit-il » [461] M. Acosta, 2015). Selon divers acteurs et militants (Comando Creativo, FFM, Montiel, Sesto, Rodrigo Navarrete), le regard de Chavez représente la nouvelle révolution mondiale, l'humanisme, la créativité, la simplicité, l'humilité, l'amour, l'autorité. Ce regard, qui ressemble à celui d'Ernesto « Che » Guevara, fait écho à la guérilla héroïque, la rébellion, l'anti-impérialisme et la liberté des opprimés dans le monde entier. Farruco Sesto, architecte et ex-ministre de culture au Venezuela, distingue dans son livre, *L'amour dans la bataille* (2015), le regard « affectueux et attachant » de Chavez, qui a su séduire le « pouvoir de l'amour » pour transformer la réalité. Nous observons aussi l'usage des mots liés à l'affectif dans toute cette production.

En complément de la campagne politique, et encore aujourd'hui, 21 ans après la révolution bolivarienne, il y a eu un déploiement massif d'objets dérivés

[461] "Por qué Chavez sigue viviendo, debemos multiplicar su palabra, su imagen, su predicación, su ejemplo. Niñas e hijos de arte, política y latinoamericanos y caribeños, Chavez fue un creador, un artista de la política, un artista de amor por la gente »
La mirada de Chavez: entre la política y el arte. Nelson Montiel Acosta 2015

reprenant ces images, à l'adresse des citoyens de tous âges : t-shirts, drapeaux, bannières et autres accessoires à usage personnel. Plus encore, les yeux de Chavez et sa signature ont recouvert l'espace urbain : bâtiments publics, bâtiments des quartiers précaires, panneaux d'affichage, murs et façades de l'opération GMVV[462]. À ce moment-là, un nouveau phénomène politique est apparu dans le pays avec une surexploitation de ces visuels. Tout le monde était visé par cette nouvelle construction de la société, produisant un culte de Chavez et faisant naître une admiration par le peuple vénézuélien, indépendamment du niveau social.

Image 132 Campagne graphique. Comando Creativo. 2015. Nous observons un changement important dans la production de 2015, elle peut etre lu moins revolutionnaire.

[462] A noter qu'il s'agit d'opérations construites par le gouvernement vénézuélien avec le budget national.

3. Les yeux de Chavez et sa signature, une propagande dans l'espace public ? Et dans les logements ?

Image 133. Actes commémorant la mort du commandant Hugo Chavez Frias. Photo © Xavier Granja Cedeño. 2014

Comme Thierry Paquot l'explique dans son ouvrage L'espace public (2009), la dimension publique d'un lieu ne réside pas dans sa condition physique, mais dans les relations sociales qui y sont établies, à savoir, dans le partage collectif ou la pratique de l'endroit. L'espace public est réglé juridiquement. T. Paquot précise que l'espace public se définit comme lieu de communication et que cela détermine considérablement l'opinion publique. L'utilisation de la rue comme une zone de communication réduit soi-disant la critique sociale et, dans la présente analyse, s'associe à l'usage d'icônes ou de symboles liés aux « yeux de Chavez ». L'image ci-dessous montre comment le corps militaire, lors d'un acte politique, porte les drapeaux rouges avec les yeux de Chavez. Cette pratique est associée au respect de la figure politique, au soutien de la force militaire et au peu de marge de décision d'une autre option qui n'est pas présentée dans ce cadre. Enfin, ce type de représentation graphique et d'occupation de l'espace est si impératif dans son utilisation qu'il existe peu de capacité d'action pour la diversité ; il est de plus en plus courant depuis la mort d'Hugo Chavez. Cette situation est donc en contradiction avec le concept de T. Paquot,

> « en effet, l'espace public évoque non seulement le lieu du débat public, de la confrontation des opinions privées que la publicité s'efforce de rendre publiques, mais aussi de la pratique démocratique, une forme de communication, de circulation des divers points de vue [...]. » Paquot, 2015, p 3-5.

La communication, au sens large du terme, se définit ainsi :

> « C'est "être en relation avec" (communicare), cela sous-entend un échange quelconque des signes, peut-être même un déplacement, à coup sûr un transport réel ou symbolique [...] ». *Idem.*

La standardisation des messages dans la communication et par voie de conséquence son « homogénéisation » éteint l'esprit critique et cela peut être chargé de confusion vers les récepteurs ».

Regards historiques

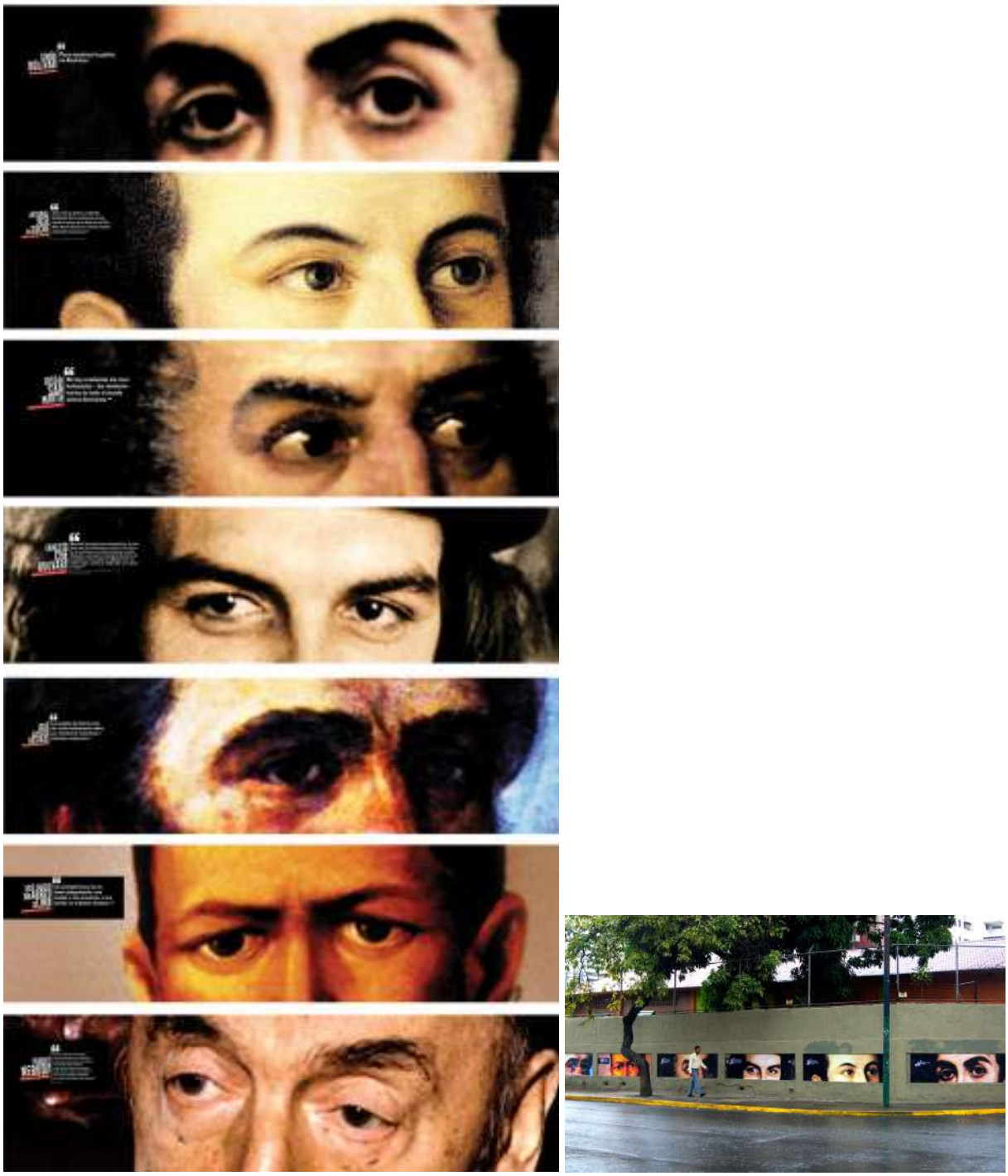


Image 134 Regards de quelques-uns des penseurs et héros qui ont combattu et promu l'unité latino-américaine: Bolívar, Sucre, Che, San Martín, Abreu e Lima, Artigas et Neruda. Campagne créée par Comando Creatif en 2012. Pour le CELAC (Communauté d'États latino-américains et caraïbes, espagnol : Comunidad de Estados Latinoamericanos y Caribeños), Comando Creativo a décidé de le placer le long de l'Avenida México à Caracas.

La « propagande » désigne un ensemble de techniques de persuasion, mis en œuvre pour diffuser, avec tous les moyens disponibles, une idée, une opinion, une idéologie ou une doctrine et stimuler l'adoption de comportements prédéterminés par un public cible. Ces techniques sont exercées sur une population afin de l'influencer, voire de l'endoctriner[463]. La propagande se distingue de la publicité, laquelle vise la promotion de produits commerciaux. Néanmoins, la publicité utilise des techniques similaires à celles utilisées par la propagande. Le prosélytisme consiste à convaincre, par tous les moyens, de nouveaux adeptes d'une cause politique : une élection, une rébellion ou tout autre mouvement. Dans les campagnes électorales, ce terme est utilisé pour décrire les tentatives d'incitation à changer la préférence politique de la population dans le monde entier. Dans le champ politique, il est couramment utilisé pour critiquer un comportement considéré comme négatif. Il sous-entend que ceux qui le pratiquent enfreignent les règles de justice et cherchent à forcer le changement d'opinion des autres par la tromperie et la démagogie.

Transparencia Venezuela a remis en 2012 un rapport au CNE vénézuélien, stipulant que

> « l'utilisation des espaces publics pour des activités politiques et, dans ce cas, la promotion d'un candidat ou d'une certaine tendance, constituent un crime de détournement d'usage et contreviennent à ce qui est établi à l'article 76 de la loi organique sur les processus électoraux ».

Cet article détaille les sites où il est interdit de coller ou placarder des affiches, des dessins, des publicités et autres moyens de propagande électorale. Dans la liste, on distingue les institutions ou bâtiments de l'État, des lieux, des écoles, des églises, des hôpitaux et des cliniques, des monuments publics, des arbres, des jardins publics pour l'activité des enfants et des maisons privées sans l'autorisation formelle des propriétaires. Les « yeux de Chavez » situés sur le bâtiment de l'Assemblée nationale, l'icône urbaine de Caracas, sont restés intacts sur les façades ; il en est de même d'une infinité d'autres lieux que nous verrons ultérieurement. Cependant, ce prosélytisme politique se comprend dans son sens le plus conventionnel, c'est-à-dire convaincre les citoyens de soutenir un candidat politique, une cause politique et, dans le cas présent, une révolution. Ce prosélytisme politique a aussi quelque chose de religieux en relation avec

[463]« Action psychologique qui met en œuvre tous les moyens d'information pour propager une doctrine, créer un mouvement d'opinion et susciter une décision » Trésor de la langue française informatisé sur le site du Centre national de ressources textuelles et lexicales.

la personne d'Hugo Chavez. Ces représentations permettent d'établir un lien entre pratique de prosélytisme et manipulation.

Aujourd'hui, on observe dans la municipalité Libertador l'inclusion systématique de représentations qui figurent une idéologie politique, tant dans l'espace public que dans le logement social. Les partisans du gouvernement, les maires et les représentants des villes affirment qu'il semble opportun et cohérent d'effacer l'histoire coloniale pour valoriser la résistance autochtone. En tout état de cause, les autorités locales ne cachent pas ce désir d'évolution constante de l'utilisation des signes patriotiques du pays, en ligne avec la Révolution bolivarienne. Une guerre d'images apparaît qui passe par la mobilisation de symboles patriotiques, tant dans le discours que dans les différentes campagnes promotionnelles politiques.

Image 135. Peinture murale représentant les yeux de Chavez sur les escaliers d'*El Calvario*. L'image de gauche montre qu'à l'origine, cette représentation était simplement peinte jusqu'à ce que, quelques mois plus tard, le maire du *Municipe Libertador* (partisan du gouvernement) pérennise les yeux de Chavez en faisant un mural noir et blanc en céramique (image à droite), une allégorie d'une identité, liée à l'idéologie politique pro « chaviste ». Marketing politique ou prosélytisme ? Cette intervention peut être vue comme une action anarchique de la part de l'État qui se sert de l'impact visuel des escaliers du Calvaire sur la ville. À gauche © Geraldo Caso 2016 à droite © Yaneira Wilson 2017

Au sein même de la ville, un des exemples les plus emblématiques est celui des escaliers d'*El Calvario*. Il s'agit d'un monument icône de la ville, un espace labélisé patrimoine de la nation en 1983[464]. Situé au centre-ville, en hauteur, il est visible depuis différents endroits de la ville. C'est un espace propice à recevoir ces représentations, avec un impact fort dans la ville. L'architecte et

[464] Le 20 février 2010, sur ordre du président, il fut décidé de changer le nom de l'espace en Parque Ezequiel Zamora, en l'honneur du chef de la guerre fédérale. La guerre fédérale (également connue sous le nom de guerre longue ou guerre de cinq ans) a été la confrontation militaire entre les tendances conservatrices et libérales au Venezuela au XIXe siècle.

président de la Fondation de la mémoire urbaine, Hannia Gómez a déclaré dans une interview dans le journal *El Nacional* : « Ceci est une nouvelle attaque contre le patrimoine de la nation, un abus de pouvoir. Les escaliers d'El Calvario ne sont pas un panneau publicitaire pour faire de la propagande politique » (Gomez, 2015). Le manque de consultation sur l'intervention patrimoniale, la reproduction et la fixation des « Yeux de Chavez » dans l'espace public à l'échelle urbaine peuvent se comprendre comme un abus de pouvoir de la part de certaines institutions sympathisantes de l'État.

La figure de Chavez, ses yeux, sa signature et des messages révolutionnaires ne composent-ils pas une stratégie de communication que l'on pourrait qualifier de prosélytisme ? Ces images omniprésentes ne participent-elles pas à une nouvelle lecture de la part des habitants ou passants de l'espace urbain ? Lors des visites de terrain que j'ai réalisées entre 2015 et 2018, j'ai pu observer dans la ville et dans les quartiers de la GMVV une présence remarquable par le nombre et la portée de ces images.

Dans le cas du Commando Creatif, l'utilisation de stencil (pochoir) est répandue sur tout le territoire.

Image 136. Titre du projet : « Chavez, nouveau libérateur des peuples d'Amérique Bolivarienne » ; et dans le stencil « nous avons une patrie ». © Commando Créatif, 2013

Image 137 Stencil « Comandante Chavez ». © Commando Créatif.

Image 138 Titre du projet : « Chavez, nouveau libérateur des peuples d'Amérique Bolivarienne ». Mural Bellas Artes. © Commando Créatif, 2013

Image 139 Zoom « Chavez, nouveau libérateur des peuples d'Amérique Bolivarienne ». Mural Bellas Artes. © Commando Créatif, 2013

En cherchant à mesurer l'effet de ces icônes dans la ville et tester leur rôle, mon enquête auprès de 50 personnes, habitants et techniciens, a tenté de vérifier l'hypothèse suivante : cette production graphique, à destination des habitants de ces quartiers, peut-elle être interprétée comme un nouveau mode

de communication de la part de l'État, tel un « nouveau paysage » de l'architecture et de l'urbanisme communal bolivarien ?
Les conclusions de cette enquête et les résultats font partie de divers extraits inclus dans ce manuscrit.

Représentation de l'architecture et l'urbanisme dans le territoire de l'État communal

Dans l'architecture et l'urbanisme l'image peut donner lieu aux diverses représentations. Mise appart l'apport de Remy Allain (Chapitre I, VI), la référence sur la lisibilité de la ville et l'ouvrage de K. Lynch *La imagen de la ciudad (1998)* :

> « Une image efficace requiert tout d'abord l'identification d'un objet, ce qui implique sa distinction par rapport à d'autres choses, sa reconnaissance en tant qu'identité séparable. Cela s'appelle identité, non pas dans le sens d'égalité avec autre chose, mais avec le sens d'individualité ou d'unicité. Deuxièmement, l'image doit inclure la relation spatiale ou pautale de l'objet avec l'observateur et avec d'autres objets. Enfin, cet objet doit avoir un sens, pratique ou émotionnel, pour l'observateur. Le sens est aussi une relation, mais c'est une relation complètement différente de la relation spatiale ou pautale » [465] K. Lynch, 1998, p 17-18.

Comme le montre F. Ferrari, l'architecture a, depuis ses origines, toujours été instrumentalisée à des fins politiques et a continûment été mise en avant et transformée en outil de communication. Dans son travail sur *Le populisme esthétique, l'architecture comme outil identitaire (2015)* et son texte *Bâtir la postmodernité, entre discours et images (2017),* il éclaire diverses périodes historiques et principalement le passage de la modernité à la postmodernité en s'intéressant à l'usage de l'architecture comme véritable outil de communication, notamment dans certaines périodes. Il évoque un « *rappel à l'ordre* » pour revenir au langage classique de l'architecture, ou même pour le faire revivre.

> « Le sens symbolique retrouvé de la façade, loin de permettre l'empathie renouvelée avec les masses à laquelle aspirait Robert Venturi, est

[465] «Una imagen eficaz requiere en primer termino la identificación de un objeto, lo que implica su distinción con respecto a otras cosas, su reconocimiento como identidad separable. A esto se le da el nombre de identidad, no en el sentido de igualdad con otra cosa sino con el significado de individualidad o unicidad. En segundo termino, la imagen debe incluir la relación espacial o pautal del objeto con el observador y con otros objetos. Por ultimo, este objeto debe tener cierto significado, practico o emotivo, para el observador. El significado es asimismo una relación, pero se trata de una relación completamente diferente de la espacial o pautal" (K. Lynch, 1998, p 17-18). Traduit par l'auteure.

instrumentalisé par des logiques de marketing. La version banalisée et commerciale de l'histoire, de la mémoire, du lieu et des racines devient un outil de séduction formidable. » F. Ferrari, 2017, p 15.

F. Ferrari indique la manière dont le *populaire* devient *populiste*. Dans ce scénario, la recomposition de la forme architecturale est imminente et accompagne aussi le nouveau rôle d'acteurs dans ce processus postmoderniste qui efface complètement la chaîne classique.

> « L'architecture, banalisée et simplifiée à des fins démagogiques, peut jouer un rôle décisif dans la construction de ce récit. Il s'agit du pouvoir séducteur de l'image. » F. Ferrari, 2015, p 47.

Fidélité et Amour au commandant Hugo Chavez

Image 140. Nous souhaitons souligner la présence de Bolivar, Chavez et Maduro à l'intérieur des appartements de la GMVV. L'image institutionnelle (à gauche ©MINHVI), prise dans la livraison de logements du 08 décembre 2017 décrétée « Jour de la Fidélité et Amour au commandant Hugo Chavez et à la Patrie », certainement comparable à la communication institutionnelle d'autres contextes. Les deux images (à droite © yww 2018) prises lors de mes visites sur le terrain montrent la décoration qui ne doit pas être retirée des murs, (sous peine de répercussion, expulsion et jugement moral d'infidélité au gouvernement) avec ce symbolisme politique auquel elles doivent être fidèles. Ces images sont ainsi le signe d'un très fort contrôle social des autorités locales sur les habitants des logements de la GMVV.

Un exemple se traduit dans le discours officiel, il se matérialise par la création d'une image imposée sur les réseaux sociaux avec l'hashtag *#AquiNoSeHablaMalDeChavez*, *(#IciOnNeParlepasMalDeChavez)*. Diosdado Cabello a lancé cette campagne, le 25 janvier 2017, dans les édifices publics, dans les bâtiments militaires, dans les cités de la GMVV et a exhorté

> « ceux qui vivent dans les logements donnés par l'Exécutif, ceux qui se trouvent dans les casernes militaires et tous les Vénézuéliens, à peindre des peintures murales avec cette sentence, afin d'honorer la mémoire de l'ancien président Hugo Chavez ». [Allocution n° 142, programme televisé *Con el mazo dando* (À coup de massue, traduit par l'auteure), 26-01-2017]. Diosdado Cabello, 2017.

Cette influence discursive utilise les logements sociaux comme porteur du message pro-gouvernemental à travers l'image qui s'exprime de manière virale dans tous les paysages de la ville. Ci-dessous un exemple de la manière dont les bâtiments de la GMVV sont utilisés comme panneaux de propagande. Cette campagne fait partie de la propagande à grande échelle et de l'idéologie politique de l'État Communal (Lopez Maya, 2018).

Image 141. Ces images sont extraites de la page officielle sur Twitter, respectivement, du Ministère du Pouvoir Populaire de l'Habitat et du Logement et du Ministère du Pouvoir populaire du Transport. Sur les photos, l'hashtag stylisé côtoie d'autres phrases telles que *Chavez est respecté*, *Les familles de la GMVV ont désormais leur propre toit* ou *parce que ce n'est que pendant la Révolution, et grâce à la GMVV, que des logements décents sont garantis pour le peuple.*

Les exemples sont ainsi présents dans les projets de la GMVV. À travers diverses opérations, nous pouvons constater cette présence muraliste et ce graphisme institutionnel : soit en peinture directement sur les murs, soit en mosaïque sur les façades. Ces images très colorées et expressives associent parfois Fidel Castro, Che Guevara, Chavez, Maduro et l'immense représentation de la signature et des yeux de Chavez qui décorent les bâtiments comme une empreinte de la transformation territoriale de ce nouvel État communal.

Image 142. A gauche Ciudad Caribia et à droite Edo Anzoátegui. Deux opérations de la GMVV qui montrent le « street art politique » ou « institutionnel » (les yeux de Chavez, sa signature ou le logo de la GMVV) dans les façades ou murs à l'intérieur des cités ou les alentours qui font partie de l'espace public. © yww 2016–2017

Image 143. Urbanisme GMVV cité Argelia Laya[466]. Son nom, comme celui de beaucoup d'autres personnages révolutionnaires, fait partie de l'immense liste de titres sélectionnés par la GMVV. Une caractéristique présente dans beaucoup d'ensembles est ces peintures murales très colorées qui représentent ces personnages, tout autant que l'image de Chavez et souvent accompagnées de messages militants. Dans le cas présent, il s'agit d'une phrase de Laya inscrite sur le premier immeuble « Jamais je ne me suis laissée humilier ni comme femme ni comme noire ». Dans une autre zone, on trouve des phrases de Chavez comme « semer la paix, engagement collectif » ou « ce que nous fumes hier, ce que nous sommes aujourd'hui, ce que nous serons demain » accompagnées de l'étoile symbole de la révolution. © yww 2017

Image 144. GMVV. Edo Anzoátegui. © yww 2016–2017

[466] Argelia Laya (1926–1997), enseignante, philosophe, activiste politique et lutteuse sociale, défendît le droit de la femme à l'éducation, participant au programme «Education pour l'Egalité» selon lequel se réalisa une éducation qui élimina le sexisme dans le processus éducatif. Figure représentative du Parti Communiste de Venezuela, présida le MAS (Movimiento Al Socialismo).

Les auteurs du texte *El Color como parte de la estrategia de persuasión política* (Valdez Zepeda, Huerta Franco, Díaz González, 2011) expliquent clairement l'influence de la couleur sur les observateurs de diverses campagnes politiques. Ils montrent comment l'utilisation de la couleur peut être liée à des états d'esprit et comment psychologiquement ils peuvent avoir une condition persuasive. Parmi les valeurs affectives, il est assumé que l'utilisation de la couleur peut générer des émotions différentes et même déterminer certaines valeurs La couleur blanche peut, par exemple, être associée à la pureté, à la paix et à la tranquillité. La couleur rouge est plus associée à la couleur du sang ou du feu. Si nous revenons au signifiant, nous pouvons associer la couleur rouge à la passion, l'amour, la sensualité, le combat et la violence avec une connotation de force, d'énergie et d'agressivité. Sur différents continents et dans plusieurs pays, comme en Inde, la couleur blanche peut être liée au deuil, contrairement aux pays occidentaux où la couleur qui y est associée est le noir. La couleur rouge peut symboliser la joie, en Inde et Chine. En politique, l'association entre couleur et tendances politiques connaît une certaine récurrence. En effet, la couleur verte est couramment associée aux écologistes, la couleur blanche au centre, le bleu aux partis de droite, ou conservateurs, et le rouge aux partis de gauche ou aux communistes. C'est pourquoi, parmi tous ces symboles, les couleurs et leur utilisation peuvent à nouveau être associées à l'identité et plus spécifiquement à l'identité politique.

> « L'identité politique peut également être définie comme une orientation individuelle de type affectif et évaluatif vers un parti politique et ses couleurs emblématiques, une idéologie, une personnalité ou un dirigeant, un programme, un groupe, une organisation, un mouvement ou une cause. En identifiant l'individu avec un autre ou avec quelqu'un ou quelque chose, il partage et reflète son affinité, son appréciation, sa communion, sa ressemblance et sa proximité » Valdez Zepeda, Huerta Franco, Díaz González, 2011, p 44-45.

Image 145. Avenida Bolivar, Caracas © à gauche, yww 2017 © à droite, Juan Hermoso, 2015.

Dans notre analyse, cette identité politique est en même temps associée à une identité sociale qui se définit par le partage, le sentiment de s'allier à un groupe et le sentiment de faire partie d'un groupe où ceux qui ne sont pas du même côté sont des ennemis. Par exemple, à une époque, l'utilisation de la couleur rouge dans la tenue du Vénézuélien est associée à l'appartenance à un *chavista* et peut entraîner directement un rejet de son utilisation de la part de l'opposition ou une appréciation de ceux qui se considèrent comme appartenant au même parti. En ce qui concerne l'utilisation du rouge, le Venezuela est un allié de la Chine et de la Russie où le rouge est bien associé à une tendance politique spécifique. Comme le montre l'une des images ci-dessus, certains bâtiments sont peints en rouge avec des symboles ou des signatures peints en blanc. Cette couleur résulte d'un choix de matériau qui symbolise ce pouvoir public dans l'espace urbain.
Dans l'actualité, l'insertion de ces symboles se fait de manière automatique dans toutes les opérations de la GMVV de la part de constructeurs, institutionnels ou privés.

De l'espace public à l'opération de la GMVV, la propagande et le marketing politique ont été travaillés avec davantage de délicatesse, mais avec un effet plus fort auprès des occupants des appartements. Les deux images ci-dessous sont extraites du site web institutionnel de *Fundacaracas*, institut en charge de plusieurs opérations de la GMVV. On observe un traitement de l'espace intérieur avec l'inclusion de la couleur, les tableaux pop art reprenant l'image de Chavez, son visage ou ses yeux, ainsi que des phrases emblématiques prononcées par l'ancien président avec sa signature. Son message et sa présence sont là, dans l'appartement, intemporels.

Image 146. À gauche : texte au mur « Le nouvel homme, la nouvelle femme, nous devons laisser derrière les choses anciennes et nous créer à nouveau, nous recréer à partir de valeurs, en tant qu'individu et collectivement ». Diptyque Marylin. 1962. Pop Art. Andy Warhol. © *Fundacaracas*.

Dans le cadre de la GMVV, certains habitants appellent leur logement « les maisons de Chavez » ; parce qu'il était le promoteur de cette politique publique du logement. Il est perçu comme tel par tous les bénéficiaires de ce programme. Symboliquement, Chavez a signé chaque appartement, et il continue à vivre dans chaque espace de manière pérenne. Malgré les difficultés de vie rencontrées par les habitants (absence de services de transport, d'eau, d'électricité…), le peuple reçoit le logement comme un cadeau de sa part. Toutes les habitations sont signées, certaines portent son regard et le peuple reçoit ces maisons ou appartements comme un cadeau de sa part, bien qu'il en reste le « propriétaire » (*cf.* Chapitre V sur la proprieté).

La notion de « don/cadeau » définie par Marcel Mauss s'est développé en suivant une évolution qui l'a transformée en « obligation ». Cette dernière peut être interprétée dans deux sens. Le premier est que l'État donne au peuple ce qu'il mérite de recevoir, ce qui est traditionnellement dit dans le discours politique et qui fait que les hommes sont devenus des êtres d'échange. Dans le second sens, le peuple doit, en retour, être fidèle à cet être « supérieur » qui a tout donné. Dans *l'Anthropologie de Don*, Mauss propose quelques explications :

> « Refuser de donner, négliger d'inviter, comme refuser de prendre, équivaut à déclarer la guerre ; c'est de refuser l'alliance et la communication. Ensuite, on donne parce qu'on y est forcé, parce que le donataire a une sorte de propriété sur tout ce qui appartient au donateur. Cette propriété s'exprime et se conçoit comme un lien spirituel. » M. Mauss, 1923/1924, édition 1950, p 162-163.

Comme l'explique M. Mauss, un lien forcé s'établit entre le donateur et le récipiendaire, qui a donc une dette envers le premier. Dans le cas présent, Hugo Chavez garantit une quantité d'aide à tous les niveaux pour les plus démunis et en contrepartie, les Vénézuéliens doivent faire preuve de respect et de fidélité politique. Suivant les résultats des enquêtes de terrain, cette notion de don d'une part et de retour d'autre part est assez consistante. Cette situation va bien au-delà du clientélisme ou prosélytisme politique, c'est la création d'une dette nouvelle associée à une relation de gratitude très particulière et puissante.

Les icônes politiques comme mode de communication contestataire

Depuis plusieurs années, et plus encore depuis le décès de Chavez, on observe une forte polarisation des positions entre partisans et opposants au gouvernement qu'illustrent les exemples suivants.

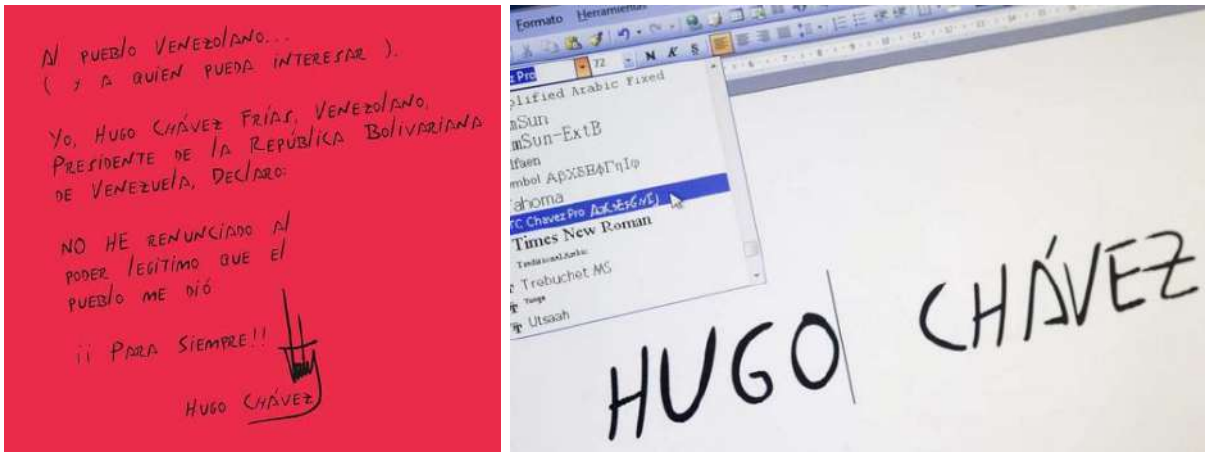


Image 147. C'est une manière de faire passer un message plus militant, plus inspirant, plus révolutionnaire, d'autant que c'est une typographie dite « anti-impérialiste » (2014. Des raccourcis clavier permettent d'apposer sa signature sur le document, en utilisant l'@. D'autres raccourcis clavier inscrivent des phrases souvent répétées par Chavez, par exemple, « jusqu'à la victoire, toujours ». Source : © Journal El Universal. 29 Juillet 2014.

Concernant les partisans, en août 2014, Marcelo Volpe de l'agence Trinchera Creative a voulu rendre hommage à Chavez en créant la typographie *ChavezPro*, inspirée des différents documents écrits de la main de Chavez. Ce travail a été fait par un décodage de lettres écrites pendant le séjour en prison de Chavez. Un des modèles a été la lettre de Turiamo (image de gauche), écrite le 12 avril 2002, dans laquelle H. Chavez conseille au « peuple » de ne pas abandonner sa quête du pouvoir. Cette police © *ChavezPro,* à télécharger et à installer sur des postes informatiques, permet d'écrire des messages avec la même typographie que Chavez et, inconsciemment, avec son accord.

De l'informatique aux médias, des militants aux opposants, les caricaturistes ont été nombreux à s'inspirer de ces symboles pour faire passer des messages. De la part des opposants à l'État chaviste, une série de caricatures sélectionnée ci-dessous, dont les auteurs, les plus représentatifs sont : Pedro León Zapata, Roberto Weil, Rayma Suprani, Eduardo Sanabria et Fernando Pinilla, illustrent des problèmes politiques actuels.

La première image de ce triptyque (à gauche) de Robert Weill (août 2018) représente les yeux de Chavez comme faisant partie du discours de Maduro, face au peuple meurtri. Le discours politique est associé à une idéologie chaviste qui ne change pas et Maduro est représenté sous la forme d'un cochon qui se remplit les poches d'argent en regard de gens qui meurent. La deuxième image d'Eduardo Sanabria fait allusion aux « Yeux de Chavez », avec le message *« Big brother is watching you »,* en référence au discours utilisé par le pouvoir sur la guerre économique et l'influence des États-Unis. L'artiste représente le regard de Chavez comme un élément de contrôle sur les habitants dans le territoire vénézuélien. Les yeux sont dessinés aussi en répétition avec l'inspiration de « pop art » pour probablement renforcer son message de culture massive et contrôle ou manipulation sur le peuple. La dernière image de Rayma Suprani est à l'origine de son licenciement en 2013 du journal *El Universal*[467]. Elle illustre la bonne santé (*salud*) par l'électrocardiogramme et fait le parallèle avec la signature de Chavez (comme le début d'un encéphalogramme plat) : elle le montre ainsi responsable de la « mort » clinique du Venezuela.

Image 148. Caricatures source : 1 © Roberto Weil. 2 © Edo Ilustrado. 3 © Journal El Universal Rayma Suprani

[467] *El Universal* est un journal quotidien vénézuélien fondé en 1909

Dans les autres exemples, à gauche, la première image de Fernando Pinilla critique l'absence de qualité urbanistique des opérations de la GMVV en écrivant : « ne ferme pas la porte trop fort, le bâtiment risque de s'écrouler et sois prudent en sortant, rappelle-toi que nous n'avons pas de trottoir » *. À noter, dans cette représentation, la précarité de l'architecture, avec de petits cadres noirs indiquant l'étroitesse des fenêtres et la présence de propagande sur les façades. On constate aussi l'environnement urbanistique plus riche dans lequel les opérations GMVV se sont insérées. La deuxième image de cet auteur évoque le logement social de la GMVV comme un élément de répression de la part de l'État, la traduction de la phrase est « Ne te fais pas avoir, qu'on ne te prenne pas ce qui t'appartient » **. La dernière image, de Rayma Suprani, avec le titre « mission logement ? » * représente les habitants de la GMVV comme des chiens et les maisons comme des niches.

*Toutes les vignettes traduites par l'auteure.
**Parallèle avec la métaphore de « la carotte et le bâton » symbolisant la récompense et la punition fait pour influencer le comportement d'un individu ou de gens. L'expression (1948) fait référence à un âne qui a du mal à avancer sans motivation. Si vous lui montrez une carotte, signe de récompense, ou si vous lui donnez un coup de bâton, dans les deux cas il avancera.

Image 149. Caricatures source : 1-2 © Pinilla 3 © Rayma Suprani.

Ces images peuvent être interprétées comme la transmission d'un message de réponse à la propagande du gouvernement. Le logement, utilisé comme élément de contrôle et de manipulation, est en même temps un objet peu valorisé par les producteurs et par les mauvais traitements infligés aux personnes. Des messages avec une charge symbolique importante font partie des manifestations quotidiennes dans le pays au sujet du logement, mais aussi sur d'autres thématiques associées aux diverses représentations de la crise actuelle du pays, par exemple, sur le manque de services de base, le manque de nourriture, l'exode massif, entre autres.

4. Lecture par les habitants des dispositifs architecturaux et urbains : La fenêtre, l'ampoule, le grille et les réservoirs.

Nous consacrerons une partie de ce chapitre à l'analyse de l'objet « fenêtre », ainsi qu'aux autres éléments qui peuvent lui être associés : grilles ou objets que nous observons à travers elle : réservoirs, étendoirs, antennes... En nous appuyant sur plusieurs disciplines qui l'évoquent (socio-anthropologie et psychologie notamment), nous chercherons à comprendre les effets que cet objet architectural peut développer et exprimer en tant que façon de vivre. Au-delà de l'analyse ou de la description de l'objet fenêtre en tant qu'élément architectural banal, nous souhaitons comprendre les relations et toute la complexité que cet élément peut apporter tant dans son architecture que dans sa capacité à créer des relations personnelles, institutionnelles, et autres. Nous voyons ici la fenêtre comme un élément symbolisant la manière dont les habitants, suite aux opérations de la GMVV, réagissent, la manière dont ils adaptent leurs pratiques et cadres de vie, face aux dysfonctionnements des services publics. Dans ce cadre, nous pourrions l'associer à un dispositif symptomatique de la GMVV : petit et étroit.

Le regard psychologique ou la science des ouvertures

Comme le psychanalyste Wacjman, le décrit dans son œuvre *Fenêtre : Chroniques du regard et de l'intime* (2004), l'objet fenêtre s'éloigne considérablement de ce qui peut être compris comme un simple trou ou orifice. La littérature, la peinture et d'autres arts considèrent la fenêtre comme une source d'inspiration, une sorte de lieu commun où se croise une infinité de situations. La fenêtre, « *ouverture optique sur une vie possible parmi les autres pour Kafka et pour tout le monde ? Ou bien : y aurait-il, pour une vie possible parmi les autres, une autre ouverture qu'optique, autre chose qu'une fenêtre ? Parler est aussi une façon, bien entendu — mais le langage est-il si évidemment dépourvu d'une vertu « optique »* ? (G. Wacjman, 2004) Nous allons explorer avec cette science de la fenêtre, d'autres objets en relation directe avec la fenêtre comme la grille par exemple et d'autres éléments de l'ouverture qui se relient entre eux d'une manière ou d'une autre, dans ce cas : l'ampoule et le réservoir d'eau. Cette sélection est bien loin d'être un choix aléatoire, les éléments eux-mêmes ont été identifiés lors de l'analyse des entretiens. Le fait d'interroger les habitants ou les techniciens sur la relation entre l'opération de construction de logements et le lien avec les services publics et/ou l'intégration

dans la société, nous a donné suffisamment d'outils pour que nous puissions faire cette analogie.

Parmi les concepts les plus féconds de Lacan, se structurent le Réel, l'Imaginaire et le Symbolique, trois concepts que nous esquisserons selon notre objet architectural et qui permettront de comprendre l'ensemble des phénomènes psychiques produits chez ceux qui interagissent avec l'objet fenêtre. Dans la conférence[468] donnée en 1962, Lacan propose l'analyse de différentes fenêtres représentées dans l'œuvre artistique de Magritte dans le but d'illustrer les relations établies entre le fantasme et la réalité, l'angoisse et la réalité souhaitée. La relation possible entre le cadre de la fenêtre et la perception de la réalité est ce qui attire notre attention dans cette analyse. Je fais un parallèle entre la sensation d'enfermement et l'étroitesse des ouvertures sur le paysage urbain, ainsi que celle des appartements. Nous percevons une limitation dans l'espace, qui est l'écho d'une limite posée par l'architecture aux habitants. Nous n'irons pas dans le détail de l'importance psychanalytique de l'existence du cadre pour circonscrire cette réalité, c'est-à-dire, il y a peu de présence de l'objet « cadre » dans la production en série de fenêtres. Désirant rester dans le champ d'études, je considère pertinente l'hypothèse d'une réaction que l'objet fenêtre peut produire chez les habitants. Cela nous permet d'identifier deux situations :

- la première envisage l'objet fenêtre (en fonction de ses dimensions et de ce que l'on trouve derrière elle) en tant que générateur d'angoisse chez l'individu et/ ou ce qui symbolise l'inhibition chez Lacan. Le fait que l'objet fenêtre ait de très petites dimensions et entraîne une diminution de la perception de l'extérieur par les habitants, peut à son tour induire angoisse, isolement et exclusion. L'exclusion peut même être perçue de l'extérieur, c'est-à-dire, par l'observateur qui est de l'autre côté de l'objet, dans ce cas, la ville est exclue à son tour de toute relation.
- Un autre lien de cette lecture psychanalytique et de la relation d'angoisse peut être synthétisé par l'inclusion des grilles. N'est-ce pas une solution qui permette de résoudre la nécessité d'assurer la sécurité et de réduire le sentiment d'angoisse ou d'agression possible dans leur espace de vie ? Une protection aussi contre le vol.

[468] Journées d'automne 1962 (octobre) introductrices du séminaire l'angoisse. Intervention de Jacques Lacan selon les notes de C.Conté e I. Roublef. Traduction de Ricardo Rodríguez Ponte pour circulation interne de la E.F.B.A.

Image 150. Photo à la cité GMVV Ville socialiste Hugo Chavez. Caracas. © yww 2016

L'empêchement de la relation d'observation, de l'intérieur à l'extérieur, de l'extérieur à l'intérieur, produit finalement une rupture qui peut être associée à certaines émotions d'insatisfaction, d'aversion, de rejet et de distance. Tout cela est innocemment généré par les bâtisseurs de logements en raison de la faible valeur qu'ils accordent à cet objet. Urbanistes et architectes participent à une création ou à une transformation de l'espace, caractérisée par l'enfermement, par la limitation de la capacité d'action et de vision des habitants. Ils répètent tous les mêmes modèles sans même en avoir conscience. La découverte progressive de tous ces scénarios est ce qui a profondément attiré notre attention lors de l'analyse des entretiens et que nous souhaitons mettre en évidence comme première conclusion de notre étude. Nous n'accéderons pas à un niveau d'analyse plus approfondie à ce stade. En effet, comme il est décrit dans la méthodologie, notre domaine d'analyse n'est pas représentatif, mais exemplaire (l'échantillon étant de 24 personnes), mais peut permettre de développer des pistes à approfondir. L'analyse des entretiens avec des personnes mise en parallèle avec les photographies nous a permis d'identifier certaines modifications ou adaptations qu'eux-mêmes ont dû créer pour remplir des besoins incontestables. L'analyse des interviews menées auprès d'experts ainsi que l'étude des documents d'information technique ou des textes scientifiques rendent compte, en général, du faible niveau de détail

consenti à n'importe lequel des éléments architecturaux, tout autant que le peu d'intérêt porté à réfléchir au produit réalisé ou à réaliser. Par exemple, force a été de constater une faible connaissance technique relative à l'objet « fenêtre ». En résumé, la fenêtre, la grille, l'ampoule ou le réservoir d'eau ne font pas partie des préoccupations techniques dans la construction du bâtiment.

Image 151. Les yeux de Chavez dans le « chapeau » du bâtiment du logement social de la GMVV. La campagne politique était accompagnée de phrases telles que : « Regard sincère, vraie passion ». Image © Leo Ramirez AFP 2014.

Les dispositifs associés à la lumière : « La fenêtre » en tant qu'objet

L'étymologie de « *ventana* » en espagnol, est le latin « ventus », « vent », en référence à la capacité de ventilation qu'elle permet ; celle de fenêtre en français vient du latin fenestra, « fenêtre, ouverture, passage ». La fenêtre est une ouverture ou orifice au-dessus du sol, qui s'ouvre dans un mur afin de fournir lumière et aération à la pièce correspondante. C'est le composant architectural qui permet le passage de la lumière, mettant en communication deux environnements, laissant passer la lumière d'un endroit à l'autre. En résumé, la fenêtre permet la connexion avec l'extérieur lorsque vous êtes dans un bâtiment. En ce qui concerne la conception architecturale, la fenêtre a une valeur fondamentale, car elle permet de structurer, donner ordre et signification à la conception de la façade. La conception des fenêtres peut nous donner des indices sur le but et l'utilisation du bâtiment ; en d'autres termes, la différenciation entre un immeuble de bureaux et un immeuble d'habitation peut être lisible grâce à l'utilisation de ce dispositif dans la conception de la façade. Avant l'apparition de l'électricité, la fenêtre était pensée pour maximiser les apports de lumière. Au fil des années, nous pouvons voir comment dans certains cas, cet objet a été dévalué. Même dans certains cas, l'inclusion de la fenêtre est une règle qui exclut une réflexion plus profonde sur son emplacement, sa taille et son orientation, entre autres critères.

L'exploration et la relation que les architectes présentent dans la conception de la fenêtre ont considérablement évolué. L'architecture coloniale du Venezuela, depuis le XVI^{e} siècle jusqu'au début du XIX^{e} siècle, a été le témoin d'une réflexion profonde sur la façade et là se retrouve l'effort et le détail de préserver de grandes fenêtres et les grilles comme un objet décoratif indissociable. L'architecte Graziano Gasparini l'explique bien dans son étude approfondie sur les expressions architecturales de cette période. L'élément architectural qui, en importance, a suivi le portail dans la composition de la façade était la fenêtre. Les ouvertures ont historiquement adopté une forme verticale à la proportion de la hauteur de la façade. Il était prévu de se prémunir du soleil et de la violente lumière tropicale : on recherchait pour l'ambiance, une lumière tamisée et accueillante qui fournirait la sensation de fraîcheur et faciliterait la détente. Avec des volets en bois, des stores et des jalousies d'inspiration mauresque, l'intensité de la lumière était graduelle et l'intimité du foyer se dissimulait de toute indiscrétion de la rue. Grâce aux patios intérieurs,

il s'établissait une ventilation croisée qui fournissait une température confortable. Du fait que les fenêtres sont toutes inspirées de la même forme, de légères différences esthétiques ont été obtenues par l'utilisation de différents matériaux et l'introduction d'éléments décoratifs (Gasparini, 1965). Il est vrai que ces exemples correspondent à des maisons, mais même dans des bâtiments de deux étages, il y avait le phénomène du balcon avec un traitement similaire en termes de conception et de décoration.

Image 152. Exemples de fenêtres de l'architecture coloniale @ Gasparini

Entre les années 1960 et 1970, grâce à l'essor de l'industrie pétrolière, Caracas est devenue l'une des villes les plus modernes d'Amérique latine avec des visions audacieuses d'architectures et d'infrastructures. Le boom pétrolier a permis un développement rapide du processus de modernisation urbaine au Venezuela. L'architecture contemporaine vénézuélienne a perfectionné la fenêtre notamment pour améliorer l'utilisation de la lumière naturelle et la ventilation sous un climat tropical.

Au-delà du débat sur l'architecture coloniale qui peut être présentée et critiquée comme un modèle imposé dans le contexte historique du Venezuela, ce que nous souhaitons souligner, c'est la valeur accordée à l'objet fenêtre comme élément de socialisation, et comme dispositif architectural qui gère le rapport dedans/dehors. Ce type de fenêtre appartenant à l'architecture coloniale, pourrait être adaptée, ou réinterprété dans le cadre d'une production massive de logement social. En effet, elle favorise l'apport de lumière, la ventilation et met à disposition des utilisateurs un espace de transition entre intérieur et extérieur, depuis lequel contempler le paysage ou l'animation de la ville devient possible.

Les grilles comme élément essentiel de la protection

Au fil des années, la réflexion sur la grille l'a convertie en un élément indissociable de l'objet fenêtre. La grille est comprise comme un objet architectural qui aide à réduire le sentiment d'insécurité. Si dans l'architecture coloniale, le fer utilisé symbolisait un pouvoir d'achat élevé, une transformation importante s'est opérée puisqu'il est aujourd'hui associé à une certaine précarité du lieu. Les multiples adaptations qu'ont historiquement connues fenêtre et grille ont abouti à la production massive et industrialisée de ces deux éléments, qui peuvent aujourd'hui être sélectionnés sur catalogue ce qui banalise le sens même qu'ont ces éléments architecturaux. Nous observons ce phénomène d'une façon générale dans la construction préfabriquée qui induit une grande simplicité de la disposition de la façade.

Image 153. Photo à la cite GMVV Playa Grande. Caracas. © yww 2017

Symbolisme et lectures à travers la fenêtre dans la GMVV : l'étendoir, le climatiseur, les antennes paraboliques.

Symboliquement, la fenêtre exprime de multiples relations entre les personnes qui habitent un lieu déterminé et l'extérieur. La fenêtre peut se comprendre

comme un objet qui permettrait de mesurer le niveau de relations que nous souhaitons établir avec la communauté, ainsi que le reflet social de ses habitants. Nous pouvons le voir, par exemple, dans l'utilisation de cet objet comme un « sèche-linge » modèle universel, évalué comme un événement sociologique et qui offre différentes interprétations : manque de qualité dans la conception de l'espace requis pour cette activité (buanderie) ou vision associée à la classe la plus défavorisée de la société.

En raison de leur présence forte dans le dessin des façades de certaines réalisations, d'autres objets sont à considérer dans le cadre de cette recherche : les antennes de télévision, les grilles, les climatiseurs et les réservoirs d'eau.

Il s'agit d'objets qui définissent un style et qui pourraient être intégrés pour donner un peu de diversité dans le plan vertical de ces grands bâtiments. Toutes les précarités et la capacité d'adaptation, exprimées par les habitants nous ont amenée à aller plus loin, à questionner les rattachements aux services de la ville et à comprendre quelles sont les raisons qui génèrent autant de difficultés dans la vie quotidienne.

Image 154. Photo depuis la fenêtre de chez Douglas à la cite GMVV Guillermo Garcia Ponce. Voir aussi le muralisme qui entoure le parking et l'espace public. Caracas. © yww 2017

Lors des entretiens, j'ai pu constater que la nécessité de défendre l'intégration de n'importe lequel de ces éléments est un point de discorde entre les

techniciens et les habitants. Nombre de ces derniers soulignent ces désaccords. Nous pourrions résumer leurs propos de la manière suivante : *« Certaines choses ne peuvent pas nous être interdites, parce que nous en avons besoin ».* Ce besoin justifie d'établir des relations entre les habitants, basées sur la gestion et l'intégration dans la communauté de manière indépendante.

Image 155 GMVV Montalban. Caracas. © yww 2017

Image 156. Photos à gauche à la cité GMVV *Tiuna* et à droite *Ciudad Caribia* © yww 2017. À noter comme la présence des réservoirs donne de la couleur et une trame dans la façade. (Le bleu et blanc et la forme de cylindre)

En raison du manque d'eau, de sécurité ou du peu de ventilation, dans certaines cités, l'utilisation de réservoirs est également considérée comme un élément architectural. Il en est de même pour la grille et le climatiseur, ce dernier à moindre échelle. Le climatiseur est le reflet d'un pouvoir d'achat plus élevé, aussi est-il moins visible dans les opérations de la GMVV, à l'exception de Ciudad Tiuna où nous en trouvons quelques exemples. Symboliquement, l'intégration de ces éléments dans la façade peut être interprétée comme un positionnement voire une rébellion de la part des habitants, c'est même assumé ainsi à la fois par eux et par les techniciens.

Suit une série d'extraits d'entretiens qui éclairent cette prise de position :

Anaís Vallenilla[469] comment vont-ils nous interdire ? (sur les réservoirs)

Modérateur : Que pensez-vous de la qualité de la construction ?
Anaís : Ceux-ci sont bons bien qu'ils aient délaissé de petites choses, des problèmes tels que les tuyaux, l'électricité. Les ampoules brillent tout le temps alors qu'on nous dit qu'il y a un problème électrique. Chaque fois que j'arrive, il y a des gouttes le long des conduites d'eau, qui est l'eau directe, l'éclatement est dû à la pression.
Modérateur : Pensez-vous à faire un réservoir à un moment donné ?
Anaís : Nous y pensons parce que nous en avons beaucoup souffert, alors tout le monde a commencé à acheter des réservoirs cylindriques.
Modérateur : J'ai vu les réservoirs qui sont dans les fenêtres.
Anaís : C'était interdit au début, mais après, comment vont-ils nous les interdire ? Si nous n'avons pas d'endroit où stocker l'eau.
Modérateur : Avez-vous dû inclure des grilles ?
Anaís : Oui, j'ai mis des grilles. Quand nous sommes arrivés ici c'était très isolé et ils (l'État) les (les logements) avaient attribués à très peu de gens. Nous avons commencé à être volés, comme 6 à 10 autres appartements voisins. Les voleurs rentraient, donc les gens ont commencé à poser leurs propres barreaux.
Modérateur : Tout le monde peut mettre la grille qu'il veut ?
Anaís : Non, vous devez suivre un modèle de grilles, fenêtres, portes, toutes les indications sont données par l'agence immobilière.

Ces éléments sont une réponse intrinsèque à la défaillance de certains services censés être assurés par la collectivité, par conséquent par l'État.

[469] Anais est une habitante de la ville socialiste Ciudad Tiuna. Extrait d'entretien mené en 2017.

Les ampoules et la traduction de la lumière à l'intérieur des espaces

L'ampoule, cet objet simple, dont la fonction est d'éclairer l'espace, était un autre élément régulièrement évoqué au cours des entretiens. La relation que les habitants expriment vis-à-vis de cet objet symbolise leur fort degré d'implication dans le détail de la vie courante des opérations. Les habitants doivent réfléchir aux grilles de protection, comme celles positionnées sur les fenêtres, mais à une échelle différente. Ils doivent envisager de placer une structure métallique qui échappe à la pègre locale, afin que cette ampoule puisse continuer à éclairer certaines zones, en particulier les couloirs communs des appartements ou les espaces publics, les terrains de jeux et autres. Cet objet, par l'éclairage qu'il offre, permet d'assurer une plus grande sécurité pour ceux qui se promènent dans la zone qu'il illumine. Certains ont décrit l'absence d'ampoule comme le symbole de la précarité dans laquelle ils se trouvent en ce moment, d'autres utilisent cette absence comme un argument à leurs critiques. Finalement, tous s'accordent sur la délinquance permanente dans chacun des espaces de vie de la GMVV.

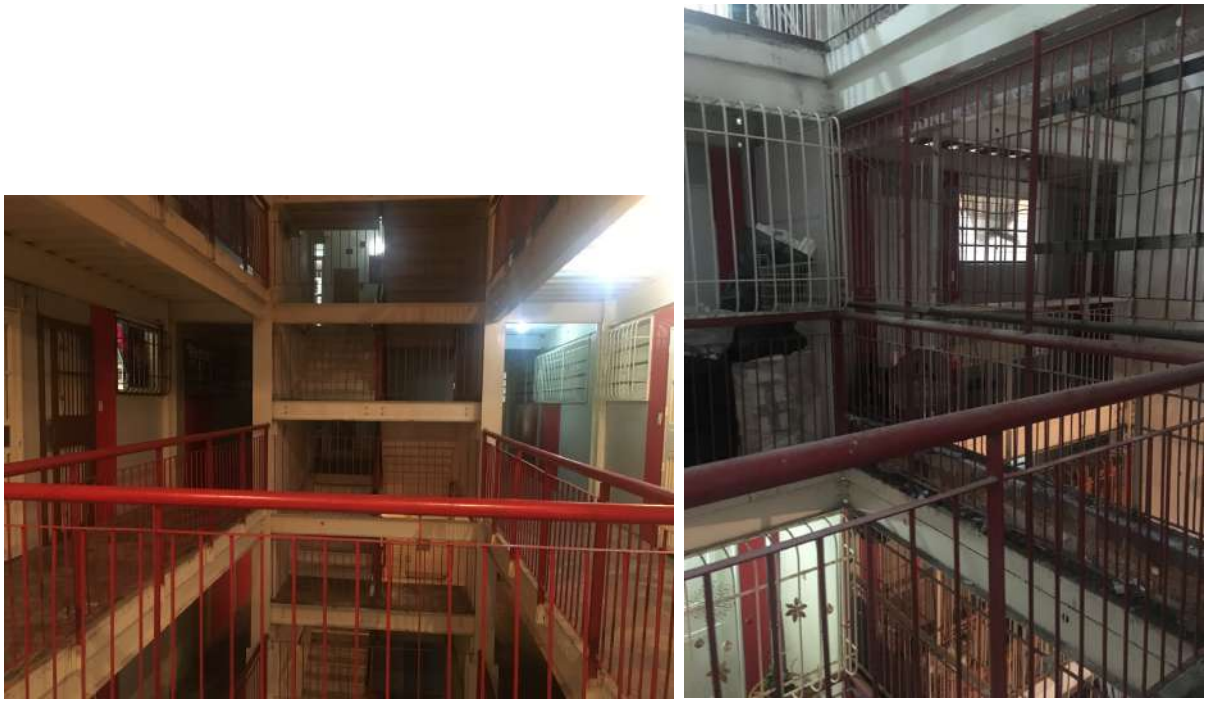


Image 157. Photos de la cité « Guillermo García Ponce » (OPPPE 51) [470] à Montalbán © yww 2017. La caractéristique spatiale est très particulière, car à l'intérieur il y a beaucoup de grilles et la sensation de confinement conduit à un sentiment de forte insécurité. Il y a peu d'éclairage. Douglas pose le point de

[470] Expliqué dans le chapitre VI sur la morphologie urbaine, cette cité est caractérisée par 10 barres de 12 étages chacune et les barres sont fractionnées en quatre parties par des grilles qui empêchent le passage d'un côté à l'autre de la barre. Cette situation modifie le fonctionnement du bâtiment d'un côté à l'autre. Oficina Presidencial de Planes y Proyectos Especiales. Traduction : Bureau Présidentiel des Plans et des Projets Spéciaux

vue du professionnel, celui qui s'intéresse à la façon de faire et à son résultat. Selon lui, le point négatif vient des habitants eux-mêmes. Il critique la qualité de la construction. Pour lui, les murs sont comme du carton et les grilles donnent une impression de prison, une sensation assez juste et compréhensible au regard des photos que nous avons prises.

> « L'instrumentalisation de l'électrité -sa production et son utilisation sous quelque forme que ce soit- fut, nul n'en peut douter, un fait majeur. En fait, on doit se défaire de l'ilusion objectiviste dénoncée par Jürgen Habermas et considerer l'electricté non plus simplement comme un 'objet', technique mais comme 'sujet' : sujet social d'ordre moderne » [L'Urbain dans tous ses états. Sous la dir. Nicole Haumont] F. Alexandre, 1998, p 229.

Un degré élevé de détérioration des édifices est tout à fait visible et non dissimulé dans toutes les opérations de la GMVV. Cette dégradation urbaine est sans précédent. Un grand nombre de bâtiments semblent avoir une décrépitude équivalente au délabrement du pays et du commun vénézuélien. Lors de notre dernière enquête en 2019, la visite de divers bâtiments, réalisés par différentes entreprises et dans différents secteurs, confirme l'image de dommages impressionnants. Des immeubles achevés il y a deux ou trois ans semblent avoir vieilli de 15 ou 20 ans. Les images ci-dessous reflètent cette triste réalité. En tant que professionnelle et citoyenne, il semble évident que ces installations dureront peu de temps. La situation est donc préoccupante. Aujourd'hui, le bidonville vénézuélien qui se développait en surface a son pendant dans la verticalité des résidences de la GMVV et ce, partout dans le territoire et le paysage urbain, comme un reflet politique dépassant l'imagination. L'amélioration de la qualité de vie des habitants, et les dépenses d'entretien ne figurent pas à l'agenda qui planifie les politiques gouvernementales actuelles.

Les barreaux et la mixité. Un point sur la sécurité dans les nouvelles cités[471].

María : Je ne vais pas te dire, je vivais dans une zone où le banditisme était pesant, j'ai un gamin qu'ils m'ont tué parce qu'eux-mêmes en ont fait un bandit. Le gouvernement n'aurait pas dû mélanger la merde aux gens sains.
yww : C'est ainsi.
María : Maintenant il est difficile d'arranger ça.
Wilmer : Si le gouvernement s'y attelle, ça se nettoie.
yww : Comment dis-tu qu'ils puissent faire ?

[471] Maria, 32 ans, Wilmer, 42 ans, infirmièrs habitant dans la GMVV. Entretien mené en 2017 sur son lieu de travail : la clinique Leopoldo Aguerrevere.

Wilmer : Oui, ça se nettoie.
yww : Comment ?
Wilmer : Quand il y a vie en commun, quand tu vis dans un immeuble et qu'il y a une personne qui n'applique pas les règles, on peut la sortir, et il faut le faire. Ce qui se passe, c'est que les gens ont peur de le faire, moi non.
yww : Il faut le faire, mais il faut y mettre 20 Wilmer. Dès les cités sont livrées, ils laissent les gens seuls à s'entendre et il n'y a aucune autorité pour contrôler.
Wilmer : Il devrait y en avoir. Ce qui se passe c'est que les personnes qui habitent les taudis ne sont pas tous des marginaux.
yww : Bien sûr que non.
Wilmer : Tout le monde n'a pas une mauvaise vie, mais malheureusement, pour une, toutes paient. Si tu fais des choses bien dans la cité, je dis que ça doit fonctionner comme prévu parce qu'à Ciudad Caribia, ça fonctionne et là-bas il y a des personnes qui sont de Tacagua, de la Vielle Route…

En définitive, ces pistes mettent en évidence non seulement l'importance que ces objets possèdent en tant qu'élément architectural, mais aussi comme élément révélateur d'une certaine dignité individuelle et collective.

> « Détester une œuvre, ou la trouver laide, maladroite, moche ou horrible, voire terrible, conduit progressivement la plupart des gens à une totale indifférence ou les achemine vers la tentation plus ou moins secrète de la voir disparaître résolument du paysage. Elle peut alors se dégrader, être vandalisée ou se retrouver dénaturée, et finalement disparaître dans une indifférence quasi générale. » J-P. Frey, 2017, p 2.

L'essor de pratiques « déviantes » lié à l'insécurité du site et au manque d'accompagnement social. L'État moraliste.

Sans s'éloigner de l'objet d'étude, l'attention portée à des comportements sociaux-urbains déviants peut aider à comprendre certaines dynamiques de la ville et cerner l'ambiance de vie qui y règne. L'enquête de terrain permet d'illustrer la situation vénézuélienne en ce qui concerne les défaillances du service public et l'adaptation des habitants à leur nouvel habitat fourni par la GMVV.
Certains des récits recueillis chez les habitants concernent l'introduction des motos à l'intérieur des lieux de vie : vives critiques pour certains, surprise et étonnement pour d'autres. La pratique consiste, pour les motards — nous choisissons de les appeler ainsi, à introduire leur engin jusqu'au cœur de leur

logement. Cette pratique a deux justifications : d'une part, des raisons de sécurité évidentes et d'autre part, le prolongement d'une pratique qui leur était courante autrefois, dans leurs anciens logements (majoritairement des *ranchos* (bidonvilles) ou des maisons précaires). La particularité est que dans les opérations de la GMVV, certains motards vivent dans des bâtiments de 15 ou 20 étages avec ascenseurs. Ils ont malgré cela maintenu cette pratique générant du chaos dans les ascenseurs qui ne sont pas conçus, dans certains cas, pour supporter la charge de ces véhicules. Cette pratique est la représentation la plus proche du besoin exprimé par les habitants d'un accompagnement des déménagements dans les nouveaux secteurs de la GMVV. Les expressions du type « *l'État nous a tout donné, mais nous a abandonné* », ou bien « *ici ce qui manquait était un accompagnement social* » montrent que pour beaucoup, cela pourrait être une preuve plus évidente de la difficulté du passage du mode de vie dans un quartier défavorisé ou dans une maison à un nouveau modèle comme les immeubles de la GMVV.

Nos entretiens ont ainsi mis en évidence nombre de dysfonctionnement touchant au cadre de vie des habitants et révélant des carences des services urbains, impliquant adaptation, résistance, résilience. Nous remarquons comment Douglas doit s'imposer dans la gestion de l'espace commun et diriger l'intégration de grilles pour éviter le vol des ampoules. De même, Pedro garde les ampoules du terrain de jeu et les met en place chaque fois qu'ils vont jouer. Anaïs ne s'inquiète pas du jugement du Gouvernement concernant l'intégration de son réservoir d'eau sur le balcon et il est incontestable qu'il s'y maintiendra. Ces éléments montrent la manière dont les habitants s'imposent et s'approprient l'espace habité. Dans d'autres appartements visités, nous avons remarqué l'absence de mobilier, mais la constante est que le réservoir d'eau est un objet précieux et indispensable. Le cas de Eguilda montre comment la fenêtre peut être un espace qui permet le commerce local. (Eguilda a quelques glacières dans son appartement et vend essentiellement des cigarettes et des glaces.) L'appartement est au premier étage et pendant que je l'interviewais, plusieurs personnes l'ont interpelée par la fenêtre, pour passer leurs commandes. L'achat est livré immédiatement, via un système artisanal inventé et fabriqué manuellement, avec une corde et un petit panier qui monte et descend, attaché à une partie de la grille de la fenêtre : comme si cette femme puisait de l'eau à un puits. Le cas de Wilmer reflète son impression sur la différence trouvée dans la même cité en fonction de l'étalage ou non du linge à la fenêtre et en quoi cela

peut symboliser une différence de classes. Un autre point commun à tous les interviewés se concentre sur la sélection des personnes qui habitent certaines cités, ce qui traduit un type de comportement et tous s'accordent sur la forte responsabilité de la part de l'État. Enfin cet espace de questions/ réponses leur a permis d'exprimer les précarités dans lesquelles ils se trouvent, même si dans tous les cas, la plainte fait partie de leur vie quotidienne, ils n'attendent pas non plus de solution en réponse à leurs demandes. Nous observons essentiellement un esprit de résignation. Ces sentiments se retrouvent même chez les plus jeunes : Anarelis, qui a à peine neuf ans questionne déjà l'intégration au lieu de vie. Tous les entretiens mettent en évidence la capacité des habitants à exprimer leurs problèmes quotidiens, ce qui renforce l'intérêt de comprendre leur situation, d'être à l'écoute et probablement de pouvoir faire passer un message à travers cette rencontre. L'ambiance globale de ces rencontres est empreinte d'un sentiment d'espoir, mais la balance penche avec plus de poids du côté chargé de sentiments de colère, d'inégalité, de gêne et d'injustice.

Le questionnement sur la fenêtre nous a conduits à nous interroger sur la place des experts dans cette production

Pour conclure cette partie sur l'attention à l'objet fenêtre dans ses différents aspects, il est essentiel de se référer aux techniciens chargés de la construction et de l'intégration de ces aspects dans diverses opérations. La norme a une faible capacité de réponse comme le montre l'implication du technicien au moment de la livraison de l'opération. Nous avons très souvent observé une certaine indifférence à comprendre le besoin de l'utilisateur. Nous citerons en exemple la production de fenêtres de dimensions extrêmement réduites niant leur objectif de pouvoir laisser entrer la lumière, tout autant que le faible niveau de relations qui peuvent être établies avec l'environnement. Plus éloignée encore est la cohérence entre l'espace intérieur et la proportion de l'objet en fonction de l'activité qui se déroule dans cet espace. De l'extérieur, une image d'« enfermement, confinement » est créée et bien perçue par les habitants qui déplorent la carence de cet objet dans le logement. Du point de vue architectural, le résultat est tout aussi déplorable : de grands bâtiments avec des fenêtres de dimensions si petites donnent une vision de la disproportion, même pour ceux qui n'ont pas un œil critique sur ce sujet. De même dans la représentation urbaine, l'assimilation de ces bâtiments à des espaces de vie difficile se prolonge dans différents quartiers de la ville, le seul argument

développé en leur faveur est alors leur capacité à fournir un certain nombre de logements aux plus défavorisés.

Enfin, concernant le symbolisme et l'usage d'objet, nous nous intéressons à son usage quotidien pour sécher le linge, exemple représentant bien les pratiques sociales dans ce type de cités. Cette situation est communément vue dans les « quartiers défavorisés » et elle se répète dans ces cités, pourtant construites dans des secteurs de la ville où le pouvoir d'achat était plus élevé, et dans lesquelles une mixité sociale était imposée. Ce contraste fait désormais partie de la vision que les vénézuéliens ont aujourd'hui de ces opérations et qui rend évidentes cette marque et cette politique du Gouvernement sur l'ensemble du territoire national.

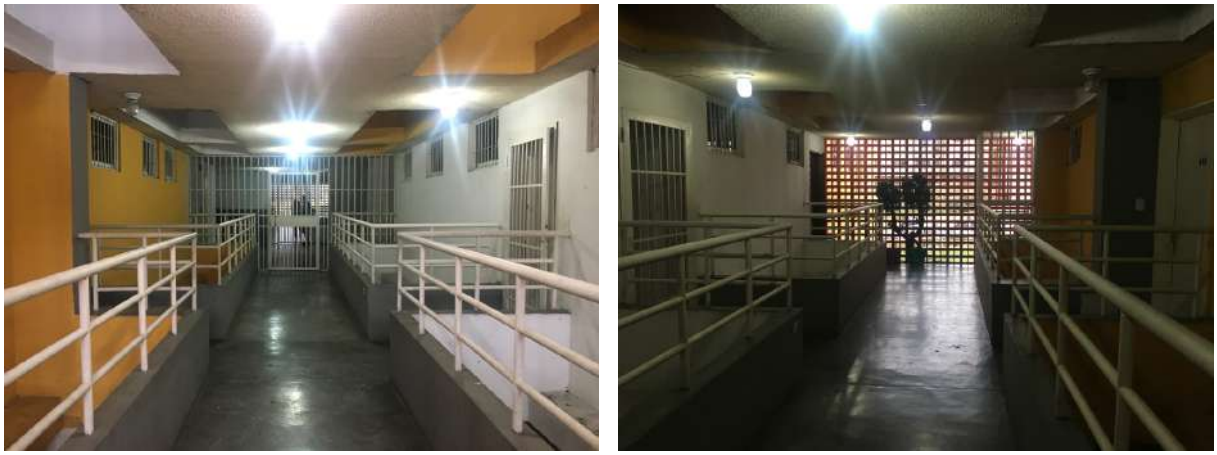


Image 158. Photos à la cité GMVV à Montalban. Caracas. © yww 2017.

Parmi le peu de textes scientifiques produits dans le cadre de la GMVV, il est frappant de constater que même la fenêtre a été traitée comme un objet de conflit et une excuse pour discuter des idées sur la construction de logements. L'opposition est évidente entre les opinions des techniciens et celles des habitants. Les conflits concernent la forme, la taille et la disposition de la fenêtre dans la construction des logements, tout autant que l'utilisation de grille, comme sujet même de discussion communautaire. Il a fallu accepter de défendre leur incorporation puisque ce n'était pas prévu par les planificateurs de l'opération. Dans plusieurs cas, nous avons pu observer comment les habitants de cités déterminées ont dû imposer leur besoin d'inclure cet objet. Discuter avec certains techniciens d'une hypothétique esthétique préconçue, met en évidence le rapport de force entre l'institution et les habitants. Le peu d'intérêt porté à la conception de cet objet agit comme la manifestation du peu

d'appréciation qui est donnée aux relations que les habitants de la GMVV établiront avec l'extérieur, ainsi qu'entre les habitants de la même ville, relativement à leur paysage urbain.

5. Des territoires visuels et quelques réponses de la part des habitants

Comme évoqué précédemment, dans ce chapitre, nous nous interrogeons sur le fait que des personnes se sentent mal à l'aise dans leur quartier et leur habitat et sur leur manière d'extérioriser le fait que leur lieu de vie leur convient ou non, qu'ils y sont heureux ou non.

Deux niveaux de critique apparaissent qui dépendent des échelles évoquées :

- l'urbanisme, c'est-à-dire la facilité ou non du déplacement des habitants, des modes de transport disponibles et autres…
- l'architecture, c'est-à-dire les modalités d'habitat (réservoir d'eau, ventilation, escaliers, espace de nettoyage, etc…). Certains réservent leur point de vue sur l'urbanisme, mais sont plus loquaces au sujet de l'architecture.

Les deux extraits d'entretiens menés à *Ciudad Tiuna* et *Las Bateas de Maurice permettent* de transcrire la manière dont les habitants réagissent à la présence de Chavez sur les murs.

Image 159 GMVV las Bateas de Maurice. Anzoategui © yww 2017

Le regard de Chavez et les modifications des pratiques urbaines selon un couple d'habitants[472].

yww : Qu'évoque la présence de Chavez dans les espaces publics et sur les murs du quartier, son image est-elle respectée ?

Anaïs : Oui bien sûr, voici un buste de lui (en montrant une statue de Chavez installée sur une place centrale du quartier). Il y a l'image des yeux, la signature sur les bâtiments. J'aime bien ! Je remercie Chavez, la vision politique et stratégique de cet homme qui savait que c'était l'une des nombreuses dettes sociales. Comme déjà évoqué (cf. partie I), l'événement déclencheur de la GMVV a été que des quartiers entiers ont été dévastés suite aux fortes pluies de 2011, provoquant une catastrophe urbaine et sociale majeure. C'est à partir de ce moment-là que l'État vénézuélien a décidé de construire des logements, pour répondre à un double défi : acquitter sa dette vis-à-vis de l'ensemble de la population qui vivait dans des conditions indignes et très précaires ; répondre à l'urgence de relogement des personnes sinistrées en 2010/2011. Une dette profonde étant considéré les œillères et l'inaction des gouvernements précédents.

yww : Comment s'est passé votre emménagement ?

Laura : Ils nous ont donné une peinture blanche à peindre, j'ai demandé si nous pouvions choisir une autre couleur. Et les techniciens ont dit oui, mais sans supprimer la signature de Chavez !

yww : Que pensez-vous des yeux de Chavez et de la signature dans la cité ?

Maria : C'était obligé ! Ce que je n'aime pas, c'est quand je descends les escaliers. Je sens qu'il me voit partout.

yww : Que pensez-vous des yeux de Chavez et de la signature dans l'espace urbain ? (Ce dernier extrait est propre aux yeux de Chavez, dans les escaliers du Calvaire (cf. Chapitre IV)).

Keymer Avila : Les yeux de Chavez, dans l'espace urbain, ont été protégés, pendant plusieurs années, par des cordes qui empêchaient le passage. On ne pouvait pas y passer, et quand ils ont enlevé la protection, j'ai quand même tourné et pris par les côtés avant d'oser monter sur les marches où se trouvaient ses yeux (marcher et traverser la route à travers les yeux rendait le chemin plus court).

Dans cet extrait, la diversité des points de vue est toujours présente et contrastée au sujet du regard de Chavez. On observe pour certains : l'acceptation, l'admiration et l'association à un type de protection. Pour d'autres, c'est là l'expression d'un dérangement, associé à un type de contrôle

[472] Wilmer, 42 ans, Maria, 32 ans, infirmière habitant dans la GMVV. Entretien mené en 2017 sur son lieu de travail : la clinique Leopoldo Aguerrevere.

sur le citoyen. A travers de ces témoignages, on assiste à une modification du comportement et de la pratique urbaine selon le symbole associé aux yeux de Chavez, respect, ou peur des conséquences que pourrait engendrer la violation de la règle. Je précise que nombre de ces actions politiques et urbaines ne sont pas forcément expliquées directement aux citoyens, certaines sont simplement installées et finissent par devenir un genre de norme en ville ou dans les espaces d'urbanisations du GMVV que nous avons pu analyser.

Par la suite, dans nos entretiens nous avons également constaté les critiques formulées par les habitants qui portent tant sur le peuplement des opérations que sur la qualité de ces réalisations.

Douglas critique fortement le mode de peuplement choisi pour vivre dans le quartier ; il met en cause la convivialité et le fait de savoir « vivre ensemble ». Il met en parallèle les problèmes de peuplement et ceux de qualité du bâti. Pour lui deux éléments sont fortement critiquables :

- Le fait d'avoir très mal choisi les personnes qui habitent dans chaque cité et leur marginalité.
- La mauvaise qualité de la construction en relation aux récipiendaires ; le fait d'être pauvre ne justifie pas la mauvaise qualité de la construction.

Néanmoins, même si dans l'ensemble des entretiens les habitants montrent leur désaccord, celui-ci est immédiatement suivi de remerciements pour la gestion. Mais, après le remerciement, les habitants, par leurs réflexions et expressions, évoquent toujours le départ, leur envie de quitter les lieux, ce qui montre une certaine ambivalence dans leur discours.

Nous pourrions proposer deux analyses à cette forte envie de partir ou de déménager au bout d'un moment.

D'un côté le fait de vouloir vivre dans une configuration mieux adaptée à l'évolution de leur vie. L'opération dans laquelle ils ont emménagé ne correspond souvent pas à leurs envies, même si la nécessité d'un espace sécurisé est mieux assurée que dans leur logement précédent.

D'un autre côté, en dernière hypothèse, l'éloignement, imposé, pourrait toutefois satisfaire des conditions de vie plus favorables, sur tous les pans. Un type de « sacrifice satisfaisant » : vivre mieux, mais loin.

Néanmoins, ils restent tous dans les endroits qui leur ont été attribués, même si l'envie de partir est perceptible dans tous les entretiens.

Il y a ceux qui ont envie de partir parce qu'ils rêvent d'un meilleur avenir, d'autres qui s'en accommodent, et enfin, il y a ceux qui ne s'en accommodent pas et qui se réfugient plutôt dans la résignation. Le non-ancrage et la non-

appropriation se traduisent également par le peu d'investissement de chacun dans la participation aux diverses activités.
Douglas fait clairement partie de ceux qui ne songent qu'à partir, il veut sortir de cet endroit. Bien qu'il fasse un travail volontaire pour la communauté et qu'il essaie d'arranger tous ses voisins, il montre pourtant sa lassitude dans cette activité et le peu de valorisation qu'en font les autres. En définitive, cette situation empêche le développement effectif de son travail et crée une frustration qui se traduit par une critique envers les autres voisins.

Image 160 Habitants à la cité GMVV à Montalban. Caracas. © yww 2017.

Image 161 Habitants à la cité GMVV à Ciudad Caribia. © yww 2017/2018.

Une autre question, régulièrement évoquée au cours des entretiens, porte sur la classification sociale au sein des habitants des opérations et notamment sur les marginaux tels que les définissent certains enquêtés. L'égalité de traitement des personnes, du fait qu'ils sont tous des « pauvres », génère parfois des désaccords. En effet s'ils se savent « pauvres », ils ne se considèrent pour autant ni comme des marginaux ni comme des délinquants. Le niveau de délinquance atteint est une façon de mesurer la qualité des certaines cités.

Les habitants font aussi le parallèle entre la pauvreté et la dignité en opposition à la marginalité. Les multiples événements d'insécurité font partie du discours quotidien des adultes ou des enfants rencontrés lors des entretiens. Pour certains habitants, l'État les a mis dans des conditions d'indignité au moment où ils ont été tous mélangés et forcés à vivre avec des malandrins, qu'ils soient voleurs, délinquants ou simples voyous.

La notion de dignité est ainsi très régulièrement évoquée au cours des entretiens. La dignité caractérise le respect et l'estime mérités par les êtres humains en relation avec une réelle qualité de vie. Philosophiquement, il existe trois types de dignités :

- l'ontologique ou dignité humaine, c'est celle dont tous les êtres humains disposent dès la naissance,
- la morale qui concerne l'honnêteté des personnes et leur comportement dans la société,
- la réelle qui est la dignité attribuée par les autres.

Dans nos entretiens ces trois types sont évoqués de diverses manières, en particulier dans le cas des personnes déplacées. Comme l'aphorisme du philosophe argentin/italien dans *l'Homme médiocre* (1913) José Ingenieros

> « Y así como los pueblos sin dignidad son rebaños, los individuos sin ella son esclavos », que nous traduisons : « Et tout comme les gens sans dignité sont des troupeaux, les individus sans elle, sont des esclaves ».

Nous avons élaboré un tableau à partir d'une sélection d'enquêtés et des extraits de propos tenus, afin d'identifier une typologie d'habitudes à la manière de Hirschman. Pour mémoire, Albert Hirschman (1970) a identifié trois types de réactions des individus face à une situation d'insatisfaction : la loyauté, la défection et la prise de parole.

Le positionnement des habitants face au projet de la GMVV

Image 162. Le positionnement des habitants face au projet de la GMVV

Typologie des positions des habitants selon la grille d'Hirschman

Image 163. Typologie des positions des habitants selon la grille d'Hirschman

Dans le cas de Wilmer, la différence de classe des occupants d'une même cité se reflète à la fenêtre des appartements. Le fait de pendre les vêtements à la fenêtre ou d'y mettre des plantes montre une différence de culture ; ceci est porteur de conflits potentiels et met en évidence la séparation des classes. À la suite de la publication de *La Misère du Monde* (P. Bourdieu, 1993), le texte, *La France Invisible* (S. Beaud, J. Confavreux, J. Lindgaard, 2008) présente une cartographie des catégories sociales classées suivant la nature de leurs problèmes communs. L'élaboration de portraits, la présentation de témoignages et l'analyse d'entretiens, leur permettent d'accéder à cette connaissance ou à une certaine visibilité grâce aux habitants. Cet exemple nous le rencontrons dans la plupart des cas, même si la notion d'invisibilité dans notre cas n'est pas immédiatement flagrante.

Comme évoqué dans l'introduction, l'analyse des réponses des habitants interviewés ainsi que les photos prises sur leurs lieux de vie éclairent sur ce qui se passe dans ces cités, sur ce qu'ils vivent et perçoivent. À ce titre, l'ouvrage de référence de l'économiste Albert O. Hirschman, *Exit, Voice and Loyalty, (Défection, Prise de parole et Loyauté),* paru en 1970, montre qu'une « défection » peut être envisagée par le public en cas de refus d'un objet et d'une baisse de qualité. La « prise de parole » est la seconde voie de recours possible lorsque les personnes sont mécontentes, et ne parviennent plus à échapper à la cause de leur insatisfaction. Ils se retournent alors vers l'organisation ou vers « qui veut bien les entendre » ; ce fut le cas, lors des entretiens menés dans le cadre de l'étude sur le terrain. Lorsque la « loyauté » est convoquée dans la parole des habitants, elle se rapporte à leur attachement à « l'organisation », à savoir l'État comme fournisseur de leurs logements. Le principe de « loyauté » se retrouve également dans les paroles des habitants qui expriment leur opposition au choix politique.

Autrement dit, qu'ils soient opposants ou partisans, qu'ils utilisent tantôt « la prise de parole », tantôt la « défection », ils montrent toujours, une certaine loyauté à l'égard de l'opération. Les habitants savent que *Ciudad Tiuna* a fait l'objet de finitions plus soignées que *Ciudad Caribia*, que dans certains quartiers, la fourniture de l'eau est plus fiable que dans d'autres, idem sur la régularité des moyens de transport. Avec un producteur de logements unique, l'État, la marge de manœuvre des habitants est faible.

Wilmer, qui appartient tout à fait au type « Loyauté » de la classification de Hirschman, participe ainsi à la critique des logements en se référant à des marques reconnues sur le marché de la construction et à l'ajout des certains matériaux de mauvaise qualité contrairement à ce qui était proposé dans le devis original. Ce dernier est critique vis-à-vis des techniciens et des exécutants des logements produits tout en soulignant aussi le rapport à la dignité méritée par les habitants et respectée par l'institution. Il en est de même pour d'autres enquêtés. Par exemple, Anaïs, également dans la classification Loyauté (Hirschman, 1970), est d'accord avec l'opération. Elle s'investit pour prendre soin du territoire dans lequel elle habite. Elle critique néanmoins certains aspects de l'opération, elle est dans la « Défiance ».

Si l'on revient à l'une des questions du début de ce chapitre, quel est le regard qu'a cette population sur les espaces où on l'a relogée ? Comment les habitants voient-ils ces espaces et comment les décrivent-ils ? Pourquoi font-ils un parallèle entre leur logement et une prison, entre l'habitat indigne et la délinquance ? Nous souhaitons montrer comment la critique des habitants ainsi que leur regard font partie de la construction sociale proposée sous le titre de « *socialisme dans la révolution bolivarienne* ».

Conclusions

Après les visites de terrain et les réponses des habitants à nos questions, nous pouvons affirmer que la perception de la présence de Chavez peut s'avérer productrice de confusion. Les habitants parlent d'un effet dérangeant, envahissant, mais aussi protecteur : il y a donc une certaine ambivalence dans la manière dont les habitants perçoivent la présence de ces images. Les acteurs de l'opération de logement social GMVV utilisent le parti pris de l'État, la présence d'images dans le bâti, sans en mesurer les conséquences sur les habitants. Cette présence est devenue tellement courante aujourd'hui qu'il ne viendrait plus à l'idée de personne de la remettre en question, voire même de porter un regard critique. Au cours de quelques entretiens, des habitants de la GMVV ont réagi à cette représentation spatiale. Certains affirment leur accord avec l'incorporation de l'art politique dans l'urbanisme, car ils estiment que cela donne « de la vie et de la couleur » alors que, d'autres, au contraire, refusent cette permanence du regard d'Hugo Chavez, qui leur est désagréable et gênante. Malgré la dualité des réactions des habitants, leur reconnaissance pour « tout cela » semble faire consensus. Ils utilisent ces deux mots génériques, pour caractériser l'intervention de l'État, sans trop savoir ce qu'ils comportent précisément. Les concepts de « *street art* politique » ou de propagande ne leur sont pas familiers dans leur vie quotidienne.

La surabondance de ces images dans la ville montre également une forme de laideur du paysage urbain et, de par leurs effets sensoriels, ces éléments jouent d'une sorte d'illusion d'optique[473]. Substantiellement, l'image est porteuse d'une quantité de messages. Elle peut être incompréhensible visuellement parce que ni interprétable ni logique pour celui qui la regarde.

Le marketing politique ou le prosélytisme dans l'habitat ont des effets perturbateurs. En effet, la force de l'illusion d'optique porte sur une forme de contrôle de la perception dont l'observateur est extérieur. Une fois que l'image est perçue, elle provoque des émotions auxquelles l'observateur n'est pas forcement préparé.

[473] Le concept d'illusion optique se définit comme par l'effet perturbateur de la perception d'une image. L'illusion optique est une stimulation forte du visuel. La plupart des illusions classiques ont été découvertes dans les années 1830-1880. Au cours de la seconde moitié du XIXe siècle, des pionniers de la psychologie expérimentale, comme Delboeuf, Hering, Müller-Lyer et plusieurs autres ont découvert une grande variété d'illusions dites optico-géométriques auxquelles ils ont laissé leur nom. Au total plus de 200 illusions géométriques ont été répertoriées. Pour le scientifique, l'illusion dévoile les méthodes utilisées par le cerveau pour traiter intelligemment une donnée sensorielle. (diverses sources)

L'architecte Teresa Garcia[474] évoque l'usage de l'architecture comme arme de prolifération politique. Aujourd'hui, les « yeux de Chavez » sont déjà une référence de la révolution bolivarienne pour ses partisans et ses détracteurs, avec les bâtiments de la GMVV et les murs de la ville comme outils de propagande politique. Ce nouveau paysage urbain de la ville de Caracas représente une manière d'installer l'idéologie en créant une nouvelle mémoire collective. Cette situation, à la manière de l'illusion d'optique, force les habitants à regarder tous ces symboles sans avoir le choix. Par conséquent, l'effet troublant et persuasif des images s'impose comme un nouveau scénario urbain de la ville. L'État essayerait ainsi de faire passer et de perpétuer l'image de Chavez, héros et créateur de cette politique publique. Une manière de prolonger le programme politique tout en le sachant absent, depuis sa mort le 05 mars 2013.

Les éléments présentés dans cette recherche montrent ainsi que nous sommes dans une période où il y a une surexploitation du visuel : nous sommes envahis par les médias, par la manière de recevoir l'information sur notre portable, dans la ville, dans le quotidien. Par ailleurs, ce travail a mis en évidence l'importance des dessins, des schémas, des plans, de la photographie ou d'autres types de communication visuelle dans la diffusion d'un message politique.
La production de ce collage, l'image vectorielle des Yeux de Chavez et de sa signature, combinées à une image classique d'illusion optique, illustre cet effet perturbateur du regard, presque hypnotique. Le collage met en exergue le dérangement et le manque de choix de la part des observateurs.

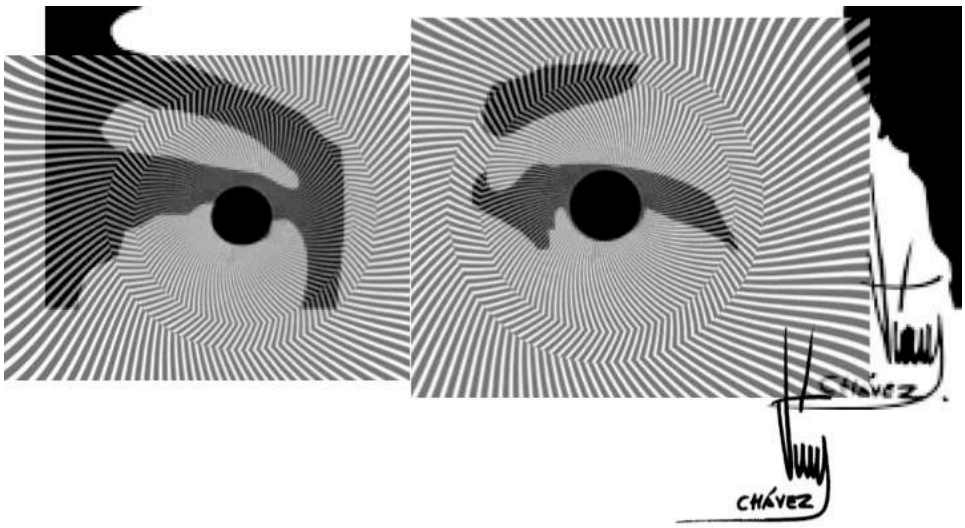


Image 164. Source : Création personnelle 2017.

[474] http://www.univision.com/noticias/citylab-arquitectura/a-casi-cuatro-anos-de-la-muerte-de-chavez-la-imagen-de-sus-ojos-no-deja-de-esparcirse-por-caracas

Les habitants oseront-ils dire leur accord ou leur rejet de ces images de Chavez ? Doit-on comprendre qu'il faut rendre hommage à vie à ce héros révolutionnaire pour conserver cet habitat ? Finalement, les images que nous avons analysées font partie d'une nouvelle mémoire collective. *A fortiori,* le citoyen se doit d'accepter le message. En définitive, chacun se place dans une acceptation constante de cette politique et fait preuve d'admiration à l'égard d'un homme aujourd'hui mort. La présence symbolique de Chavez permet de maintenir une politique publique fondée sur son message révolutionnaire. Ne retrouvons-nous pas les signes d'une aliénation ? Une répétition du regard, d'une signature et de messages politiques comme une manière de perpétuer un dialogue avec les habitants. Quel que soit le résultat de la politique publique, elle est déjà perçue positivement par les habitants. « Chavez vive, la revolución sigue » !

Enfin, comme nous l'avons evoque dans le chapitre theorique, il existe dans le récit trois types de « donateurs » d'histoires ou conceptions, selon Barthes. Ceci permet d'établir un parallèle entre l'utilisation de ce médium par les acteurs politiques et leur impact sur la société ou sur les personnes qui l'écoutent.

> « La première conception considère que le récit est émis par une personne (au sens pleinement psychologique du terme) ; cette personne a un nom, c'est l'auteur, en qui s'échangent sans arrêt la "personnalité" et l'art d'un individu parfaitement identifié, qui prend périodiquement la plume pour écrire une histoire : le récit (notamment le roman) n'est alors que l'expression d'un je qui lui est extérieur.
>
> La deuxième conception fait du narrateur une sorte de conscience totale, apparemment impersonnelle, qui émet l'histoire d'un point de vue supérieur, celui de Dieu : le narrateur est à la fois intérieur à ses personnages (puisqu'il sait tout ce qui se passe en eux) et extérieur (puisqu'il ne s'identifie jamais avec l'un plus qu'avec l'autre).
>
> La troisième conception, la plus récente (Henry-James, Sartre) édicte que le narrateur doit limiter son récit à ce que peuvent observer ou savoir les personnages : tout se passe comme si chaque personnage était tour à tour l'émetteur du récit » R. Barthes, 1966, p 19.

L'auteur y explique, et nous partageons sa position, que chacune de ces formes garde en vie à la fois le narrateur, les personnages et les lecteurs ou auditeurs.

Conclusion Générale

Cette thèse a été écrite pendant une époque de transformation et d'intense crise politique, sociale et économique. Rappelons quelques moments clés de cette période et quelques grandes lignes du projet gouvernemental. Comme dans d'autres contextes, au Venezuela, les politiques publiques reposent avant tout sur leur caractère social. Elles visent à apporter une réponse immédiate à la pauvreté, à l'analphabétisme et au chômage, afin de lutter contre les inégalités, la marginalisation, voire même l'exclusion d'une large part de la population. En 1999, une nouvelle politique entre en scène par le jeu des élections qui aspirent à une société révolutionnaire, émancipatrice et anticapitaliste. Elle déploie ses idéaux, revisite les structures en place pour, en 2007, s'inscrire dans une nouvelle dimension institutionnelle : le Socialisme du XXI^{e} siècle.

Le nouveau modèle mis en route promeut la participation citoyenne et donne du poids au pouvoir populaire. Il remet en cause la conduite des pouvoirs publics et la gestion du territoire en suivant une logique inconnue jusqu'alors dans l'histoire du pays. Des transformations sont opérées sur les lieux de pouvoir : l'exécutant principal devient le pouvoir populaire, qui doit constituer un autogouvernement communautaire, confiant ainsi l'exercice direct du pouvoir aux habitants. Prenant appui sur une série d'aléas climatiques dont la « traumatique » catastrophe de Vargas de 1999, le nouvel État propose de démanteler les politiques publiques antérieures et de créer des « missions » qui pallieront les lenteurs administratives. Il promet aussi de remédier à l'absence de réponses des gouvernements précédents aux besoins vitaux exprimés par la population. Au bout du compte, les nouvelles politiques publiques mises en place ces dernières années, celles du logement en particulier, se sont affirmées, consolidées puis ancrées dans le pays, dans le territoire affectant et modulant la vie des habitants. Paradoxalement, l'histoire récente du Venezuela met en exergue un modèle de société qui favorise l'exclusion, ce qui est tout à fait en contradiction avec le discours de la révolution bolivarienne dans le projet initial.

La thèse a cherché à apprécier l'impact de cette transformation à travers l'analyse du programme social intitulé Grande Mission Logement Venezuela (*Gran Misión Vivienda Venezuela* ou GMVV) créé en 2011 et toujours en cours en 2020.

L'analyse s'est fondée principalement sur la compréhension de la politique du logement dans sa structure institutionnelle ainsi que sur la manière dont elle a développé divers types de représentations. Cette démarche a permis d'aborder la production à proprement dite ainsi que la communication verbale et graphique qui lui est rattachée, depuis l'espace urbain jusqu'aux intérieurs plus personnels du logement social. Il est apparu que pour interroger cette politique du logement, l'analyse de son contenu et la manière dont elle se donne à voir ont éclairé le message véhiculé : un impératif révolutionnaire de transformation de la société pour tendre vers ce dit Socialisme du XXI^{e} siècle.

Dans ce large cadre, il a fallu répondre à diverses questions fondamentales :

- Dans quelle mesure le Venezuela a-t-il adapté d'anciens modèles révolutionnaires dans ses politiques publiques ?
- L'État se développe-t-il autrement au sein de cette opération de la GMVV ? Assiste-t-on à une nouvelle forme d'élaboration des politiques du logement social ?
- Pourquoi l'État a-t-il recours à l'image dans sa politique de logement social ?
- Comment la mise en images de la politique du logement fonde-t-elle une politique dite révolutionnaire ?
- Comment les habitants et les usagers réagissent-ils à ces images produites ?
- Dans quelle mesure le peuple en tant qu'acteur principal ou protagoniste (pour reprendre le vocabulaire de l'État dans le cadre du Socialisme du XXI^{e} siècle), joue-t-il un rôle dans la production de logements et participe-t-il alors à la transformation de l'État ?

Ce travail d'analyse sur la représentation politique et son impact sur la ville et ses habitants et sur le nouveau Socialisme du XXI^{e} siècle, tel qu'il se définit depuis 2007, montre, au bout de neuf ans d'efforts de la GMVV, des résultats visibles dans le paysage de la ville ainsi qu'une empreinte auprès des citoyens. Cette mise en images (muralisme ou communication institutionnelle) d'une politique est assez surprenante en Amérique latine. Aussi, était-il tentant de regarder d'autres contextes, sur d'autres continents, pour mieux en appréhender l'envergure. Certes, il s'agit de l'installation d'un socialisme nouveau en Amérique latine, mais finalement ne se rapproche-t-il pas d'autres expériences internationales de

production de logements comme en URSS, en Algérie ou en Chine ? Des différences ont cependant émergé qui questionnent le rythme très accéléré de cette production qui vient aussi croiser le rôle ambigu de l'État. Alors que le pouvoir exécutif est déplacé vers le peuple, la consolidation du pouvoir de l'État sur l'ensemble du pays grâce à l'importante production de bâtiments n'en est que plus tangible. Non seulement ces productions affectent le paysage urbain, mais elles s'accompagnent aussi d'un discours et d'une production graphique si particuliers et répétitifs qu'elle interroge sur ses visées et la place laissée au libre arbitre. Lors du parcours tant historique, politique, géographique, social, juridique, architectural et urbain effectué dans ce travail, des lignes et des idées communes à ces productions se sont détachées. Elles rejoignent toujours une intention lisible de créer de nouveaux modèles, structures et formes. Mais à y regarder de plus près, il apparaît aussi que ces dits nouveaux modèles, structures et formes arborent un air de déjà vu, de déjà testés dans d'autres contextes internationaux et modèles politiques de l'histoire mondiale. Innovation et modification sont-elles le propre de toute révolution ?

Si l'on considère la notion de Révolution comme ce changement immédiat et collectif qui interrompt un ordre politique, social et économique antérieur et qui transforme les interactions de manière imminente et radicale. Ceci est en même temps généralement cyclique et reste dormant en attendant une nouvelle transformation pour le remplacer. La force qui la caractérise est comparable à sa faiblesse, comme le montrent les exemples de gouvernements latino-américains ces 20 dernières années.

Si bouleversement et transformation étayent le discours comme l'idéal révolutionnaire, l'innovation et l'évolution peuvent-elles trouver leur place dans un tel contexte de changements ? Dans le sillon même creusé par le terme de révolution n'est-il pas aussi question de mouvement de rotation temporelle tel un tour d'horloge dont les aiguilles reviennent toujours à la même place ? Si la révolution bolivarienne prône le « Nouvel Homme », quels moyens a-t-elle mis en route pour atteindre ce but ? Il convient de mentionner que l'objet de cette Révolution unificatrice, ambitieuse et pleine d'espoir pour l'ensemble du continent, remonte à deux décennies. Ses objectifs sont considérables : résoudre la crise multidimensionnelle du pays et garantir la sécurité face aux aléas climatologiques dans un contexte de justice sociale. Sont en jeu différents domaines très sensibles, la santé, le logement, l'alimentation, l'éducation, la sécurité physique et psychologique, la prise en charge des personnes hautement vulnérables. Pour accueillir ce nouveau modèle socialiste et révolutionnaire, l'infrastructure

(territoire, logement, services) et les instruments juridiques (lois, droit de propriété) du pays ont été modifiés, adaptés à un nouveau champ idéologique.
Il semble donc nécessaire de se demander enfin :

- Quel est le fonctionnement de cette entreprise politique ?
- Quels enseignements tirer de cette initiative politique en Amérique latine ?
- Est-il possible de dresser un bilan général suite à l'examen des différents points abordés dans la thèse ?

L'ambivalence des habitants : de l'indignité à la fierté.

Le détour par les éléments contextuels du terrain, qu'ils soient économiques, climatologiques ou sociaux, a permis de dessiner un panorama global du pays et de ses habitants. Notre recherche aboutit au constat que les politiques publiques ainsi que les difficultés d'accès des habitants aux services de base génèrent un sentiment d'insatisfaction et de mécontentement labile. Une espèce d'ambivalence pendulaire dans le quotidien des personnes a été constatée. En effet, l'enquête de terrain a mis en exergue l'émergence d'un sentiment d'exclusion, dans les endroits non ou mal desservis, mais aussi d'abandon et d'indignité, quand il s'agit du manque ou de la difficulté d'accès aux services publics que sont l'eau, l'électricité, ou encore des défaillances de ramassage des ordures ménagères. Dans de nombreux cas, ils ont exprimé leur insatisfaction (colère, tristesse) avec une certaine résignation. Les personnes interviewées ne montrent pas qu'elles attendent une meilleure qualité de service. Elles manifestent même une importante capacité d'adaptation qui finit par se remodeler en fierté. Cette adaptabilité parfois proche d'une survivance face aux situations extrêmes communément rencontrées sur le territoire national se fonde dans une survalorisation et même une légitimation de la Révolution. Cette ambivalence devient un effet de la Révolution : l'absence de confort dans cette situation de crise gomme les écarts entre groupes sociaux, efface les différences entre classes sociales. De nouveaux liens de solidarité très visibles s'établissent, tels que l'entraide et l'amélioration de la convivialité, au point que s'atténuent et même parfois disparaissent les marquages politiques. À l'inverse, la situation d'exclusion des classes sociales et politiques est présente aussi dans certains secteurs ou activités dans la ville.

La stratégie politique de l'État face à la fragilité des personnes et à la vulnérabilité territoriale

Au regard de la stratégie politique, un élément récurrent reposant sur l'utilisation de l'image et du discours pour construire une sémiotique politique a été repéré au cours de cette thèse. Structurellement, ce système de signes, cette production

d'images a pris appui sur la situation de crise, la fragilité de la population (pauvreté, précarité), elle-même reliée à la sensibilité/vulnérabilité du territoire. Sur le terrain, la sémiotique politique a surinvestit le paysage urbain, les médias et réseaux sociaux... Ainsi, la diffusion de représentations qui, soit transforment en icônes ceux qui suivent le nouveau modèle politique, soit représentent Chavez, s'est multipliée. Partout, le leader charismatique symbole de la Révolution apparaît comme le « sauveur des pauvres », portant aussi mille et un visages, tour à tour footballeur, joueur de baseball, paysan, révolutionnaire, héros éternel. Il en est devenu ce « tout », cet autre idéal, présenté comme objet d'identification au « regardeur », le citoyen, le peuple. On peut déduire de ces observations que l'État manie à dessein son modèle révolutionnaire par une abondante production d'images. En outre, il associe ce modèle aux difficultés sociales et aux conditions territoriales du Venezuela. Il s'en suit la création d'une triade

État + personnes fragiles + territoire vulnérable.

Ainsi, face aux situations exceptionnelles d'urgence reprises régulièrement dans le discours politique, l'État se présente en salvateur et en protecteur. Les difficultés vécues par les personnes, principalement dues à la précarité de leurs conditions d'existence, sont, et à l'origine et le moteur de l'action gouvernementale. Cependant, il est aussi relevé une certaine modalité d'action de l'État qui, à chaque proposition offerte et/ou solution donnée, demande en retour la fidélité politique de ceux qui en ont bénéficié. Qu'il s'agisse de l'attribution d'un logement, d'un colis alimentaire, d'un véhicule taxi, les bénéficiaires doivent rester fidèles aux desseins politiques du gouvernement. Il apparaît bien dans ce jeu de donnant/donnant une instrumentalisation de l'action publique au service d'une idéologie politique qui indique aussi une idiosyncrasie voire une ambiguïté du modèle révolutionnaire vénézuélien.

Assimiler la propriété commune et l'idéologie de gauche

Dans le même temps, la notion de propriété ne peut être éludée tant les citoyens aspirent à une explication des changements proposés. L'introduction de la propriété collective dans ce contexte, qu'elle concerne le territoire ou le logement, provoque, à l'heure actuelle, de vives réactions et convoque une multitude d'acteurs comme elle appelle à des actions inédites politiquement : squatter des bâtiments, gérer un espace par les habitants, repérer des terrains vides et faire une demande d'assignation de propriété collective. Si la nouvelle propriété socialiste appelle une réflexion sur l'espace à habiter, la société actuelle tente de réfléchir à de nouveaux dispositifs juridiques et politiques, à des modes de propriété qui engagent la collectivité.

Cependant, il existe des contradictions entre les strates populaires animées par un besoin fort de reconnaissance individuelle et la réflexion des cadres dirigeants sur la notion de propriété collective. Le Venezuela et la révolution bolivarienne n'échappent pas à l'attente de toute population envers son État : se sentir en sécurité à l'intérieur d'un cadre juridique. Les personnes connaissent culturellement la valeur du titre individuel de propriété. La solution d'une propriété collective avec libération du foncier et autogestion dans l'usage du logement, ne correspond pas aux aspirations de l'ensemble des habitants. Aujourd'hui, il semble difficile de ne pas associer la terminologie des communs à une idéologie politique, qui propose une propriété collective en termes ambigus : la politique limite le contrôle étatique, favorise l'engagement citoyen, mais finalement, fini par produire plus de dépendance entre les interlocuteurs. Ni l'État ni les résidents ne parviennent à se détacher de la position classique, individualiste, voire capitaliste, de la propriété. Les mots spéculation, revente ou location sont dans l'esprit de chacun, même s'ils ne sont pas ouvertement évoqués et envisagés. Partager des idéaux d'intérêt collectif et de solidarité n'élude ni l'aspect personnel primordial de dignité et de reconnaissance individuelle ni la recherche de sécurité et de tranquillité dans un logement. La politique publique liée à la propriété a été également mise en image et se manifeste comme une sorte de succès pour l'État, et à valeur de protection pour les habitants. Nous pourrions voir là un triomphe collectif de la communication gouvernementale où le nouveau statut de la propriété est venu renforcer la politique publique, mais aussi soutenir l'élaboration du discours contre l'opposition qui, selon les instances dirigeantes, (discours mobilisé notamment en 2019) « vise à faire du logement un marché spéculatif, comme dans les systèmes capitalistes ». De toute évidence, sous couvert de propriété collective, l'État cherche à maintenir son pouvoir sur le territoire et sur les habitants.

Le modèle vénézuélien comporte des ambiguïtés idéologiques qui entravent l'adhésion collective au « Nouvel Homme » qu'il souhaite pourtant créer. La revendication du territoire commun ne peut être dictée par la seule décision politique. L'intervention de l'État dans la nationalisation des entreprises et le manque d'anticipation dans la fourniture des services aggravent fortement la gestion communautaire et augmentent la dépendance des habitants envers l'État dans leur quotidien. Promouvoir de nouveaux modèles de propriété relatifs à des objets spatiaux conventionnels où le mode de vie est assigné à une configuration classique de logement individuel, se heurte à l'incompréhension et à ce qu'exigence un titre de propriété individuelle de la part des habitants. Cette

problématique éclaire assez bien les contradictions inhérentes au processus ; la sensibilité du sujet, historique et culturelle, contredit le modèle collectif proposé. Force est de constater que le discours de l'État est confus lors de l'attribution de titres de propriété individuelle. Dès l'origine et sans discontinuer, il propose le modèle collectif qui ne convient à aucune des parties, tant l'État que les résidents. Cette ambiguïté provoque une instabilité dans le bien-être des habitants et le bon fonctionnement du nouveau système.

La valeur de l'image : porteuse de symboles et palliatif du sentiment d'absence

La méthodologie utilisée pour répondre aux principales questions concernant le rôle de l'État dans la promulgation des politiques publiques met en exergue l'utilisation de l'image. C'est un instrument qui peut transformer une politique publique ou tout au moins sa perception. Plusieurs conclusions apparaissent qui n'ont pas été évoquées au préalable.

L'hypothèse initiale part du constat que la politique d'État a généré un nombre important d'images dans l'espace public, dans le monde virtuel comme dans le cadre de la vie personnelle des Vénézuéliens engendrant une vision nouvelle de la ville et même du pays. L'exploitation graphique des yeux de Chavez et de sa signature, l'art mural d'inspiration socialiste et l'utilisation des façades de bâtiment social ou institutionnel comme panneaux publicitaires marquent fortement le paysage urbain du Venezuela aujourd'hui. Cela semble se rapprocher de la notion de propagande et de marketing politique en ligne célébré par le caractère dogmatique de la communication gouvernementale vénézuélienne. L'image prend sa valeur d'« imago » : elle comble chez l'habitant un vide, elle rappelle quelque chose qui n'est plus présent comme pour recréer un nouveau semblant, voire un faux-semblant. Car au-delà d'une forme de dénégation de la population face à l'absence/la mort de Chavez, qui est sensible encore actuellement, et la nécessité de l'État à pérenniser son idéologie, les citoyens expriment peu de plaintes face aux difficultés économiques et sociales qu'ils ont à affronter, malgré leurs besoins réels. Peut-être est-ce une des finalités du processus de propagande mis en route par le discours révolutionnaire actuel ? Recouvrir un certain réel historique et traumatique par un format politique idéalisé où la fantasmagorie de la révolution bolivarienne et de son héros éternel offre suffisamment d'idéal pour rendre supportable l'existence, étayer l'imaginaire collectif afin de perpétuer l'œuvre d'un mort ! L'objet de désir national, la révolution bolivarienne, s'articulerait dans une écriture fantasmatique où primerait le collectif au détriment du sujet individuel et

de son libre arbitre comme de son éthique. Comme le montrent les réponses que nous avons récoltées, les habitants relativisent les difficultés qu'ils rencontrent, elles confirment que toutes les précarités qui peuvent survenir font partie d'un processus prérévolutionnaire, c'est-à-dire, qu'elles résultent de malheurs survenus avant le début de la révolution. Ceci entraine deux types de réactions, comme la colère envers les opposants au processus bolivarien et la compréhension vis-à-vis des difficultés rencontrées aujourd'hui.

Premièrement, l'image est porteuse de la Révolution. C'est grâce à ce processus politique révolutionnaire que les personnes disposent d'un logement, malgré le manque de services et la piètre qualité de vie. D'autant que ce logement n'en demeure pas moins plus convenable que celui qu'ils avaient auparavant, et qu'il octroie symboliquement aux habitants, reconnaissance et dignité. Deuxièmement, l'image comble toutes les défaillances de services, d'esthétique, et réconforte ceux qui se sentent impliqués dans ce processus révolutionnaire. Autrement dit, manquer de nourriture ou d'eau alors même que les conséquences sur la santé, l'espérance de vie sont tangibles, eux – les habitants, le groupe – appartiennent à un processus auquel ils s'identifient, veulent croire plus que tout, doublé d'un comportement parfois assimilable à la notion de sacrificiel. Les personnes s'accrochent à cette image idéale de la révolution pour tenir et résister. La Révolution vient s'accrocher, sustenter, mais aussi donner du sens à l'imaginaire collectif, comme si l'effet de groupe venait compléter voire déplacer la notion d'existence individuelle ; l'imaginaire de groupe prend le pas sur la psychologie individuelle. D'un côté, les habitants constatent une amélioration, de l'autre, une détérioration plus ou moins forte de leur quotidien, mais qu'importe… C'est comme s'il valait mieux s'appauvrir, nourrit par un imaginaire puissant.

La présence imaginaro-symbolique de Chavez permet de maintenir une politique publique fondée sur son message révolutionnaire. *A fortiori* le citoyen se doit d'accepter le message. Suite aux visites de terrain et selon les réponses des habitants aux questions, la perception de la présence de Chavez peut s'avérer productrice de confusion. Les habitants parlent d'un effet dérangeant, envahissant, mais aussi protecteur : il y a donc une certaine ambivalence dans la manière dont les habitants perçoivent la présence de ces images. Finalement, toutes ces représentations qui ont été analysées font bel et bien partie d'une nouvelle mémoire collective, une mémoire collective révolutionnaire !

La situation d'urgence et le mode de production de l'habitat

La situation du Venezuela n'est pas une exception mondiale ; la difficulté actuelle de la politique de la ville reflète en même temps la crise aigüe que traverse le pays, l'irresponsabilité des différents acteurs, l'insensibilité et la prise de mauvaises décisions dans l'urgence. Aujourd'hui, la ville ressemble à un *patchwork* de bâtiments constitué d'ilots urbains architecturaux GMVV dont l'esthétique est conforme à la situation actuelle du pays, détériorée, abandonnée et toujours occupée par de nombreux habitants qui n'ont pas d'autre option.

Le programme de la GMVV a été déclenché en 2011, dans une situation d'urgence ce qui lui a été préjudiciable. Aujourd'hui, la construction se poursuit dans ce même climat de précipitation, sans planification globale. En permanence, l'objectif de livraison d'habitations est revu à la hausse, avec l'ambition de construire désormais 5 millions de logements d'ici à fin 2025. Ce programme représente une augmentation de 60 % du parc immobilier national et signifie qu'à cet horizon, les trois quarts de la population vénézuélienne vivraient dans des immeubles issus des opérations de la GMVV. Si cela s'avère effectif, qu'adviendra-t-il des actuels bidonvilles et autres résidences privées qui hébergent actuellement 90 % des Vénézuéliens ? Les chiffres de cette production dépasseraient-ils le besoin réel ? S'agira-t-il d'un transfert de logements ? Il n'y a pas davantage de visibilité sur le devenir du tissu urbain existant.

La rapidité d'édification créée par la situation d'urgence indéfiniment prolongée a entraîné une prolifération voire une invasion de groupes d'immeubles dont le design manque de critères formels et esthétiques ; en général, ils ne sont pas reliés esthétiquement à l'environnement dans lequel ils ont été inscrits. Hormis l'austérité architecturale et le marquage politique, ils ne présentent pas de style défini. Plusieurs exemples montrent comment la GMVV a édifié des immeubles là où les services indispensables tels que l'adduction d'eau ou l'accès aux transports faisaient défaut, induisant de graves conséquences sur leur habitabilité. Elle a également érigé des ensembles bâtis dans des zones reculées ou difficiles d'accès, augmentant ainsi les difficultés d'approvisionnement en matériaux et de réalisation des travaux. Au regard du paysage urbain produit depuis 9 années, des questions émergent sur les effets de la GMVV :

- Ce programme de logements social ne s'apparente-t-il pas à la production d'une ambiance d'abandon ?
- La GMVV ne vient-elle pas marquer la continuité de la représentation de la crise ou même la production d'un contour de la ville socialiste dépeuplé et négligé ?

Cette recherche a permis d'étudier le paysage urbain dans son état actuel afin de déterminer si l'application du modèle conventionnel de production pouvait aussi engendrer une transformation réelle de la société. L'État aurait pu adapter, à sa façon, l'aménagement de la ville et inventer un nouveau type d'habitat, mais pour ce faire, il aurait fallu mobiliser créativité et innovation pour ce programme. Ni la production de logement social ni le futur mode de vie souhaité n'ont suscité des conceptions originales dans ces deux domaines. Dans le cadre du Socialisme du XXI^{e} siècle et plus particulièrement de la production massive de logements de la GMVV, un constat d'échec idéologique est manifeste : la production actuelle ne fait que reproduire un modèle de construction capitaliste communément répandu dans le pays. Ne pas avoir adapté le mode de production pour le rendre cohérent avec le Socialisme du XXI^{e} siècle a empêché de manière drastique la transformation, hautement souhaitée par l'État, de la société. L'architecture et l'urbanisme représentent à la fois un processus politique et un type de société. Ils sont complètement instrumentalisés, tout comme d'autres contextes, et s'éloignent, une fois encore, de l'innovation communément proposée. Ce résultat traduit fidèlement la difficulté de mettre en place un projet politique alternatif à celui préexistant qui cependant continue de fonctionner et utilise les mêmes codes de production. En outre, les propositions urbaines ou typologies architecturales créées sont pensées de façons indépendantes et isolées qui s'éloignent fortement d'un modèle collectif ou socialiste. C'est là une situation révélatrice des contradictions observées dès l'échelle territoriale, depuis l'ensemble des immeubles jusqu'à l'unité d'habitation. En tout cas, un modèle en lien avec le discours politique n'a toujours pas été développé. Pour l'avenir de cette démarche, il serait intéressant d'étudier de nouveaux modes d'habitat et de production de logements qui se distingueraient des schémas classiques en ces domaines et iraient au-delà de l'architecture constructiviste et des « condensateurs sociaux » selon l'expression de M.I. Ginzbourg à l'époque soviétique. Sauf, peut-être, à s'inspirer de l'idée phare de ces concepts sur la capacité de l'architecture à influencer le comportement des personnes et transformer une société.

Pour en revenir aux bâtiments et à l'appartement individuel, la résolution des problèmes immédiats passe par la mise en œuvre de solutions déjà connues et éprouvées puisque le mode de vie des habitants n'a finalement pas ou peu changé. Dans le cas où s'exercerait une véritable volonté de proposer un nouvel habitat révolutionnaire comme l'État l'a souhaité à une certaine époque, il conviendrait, comme dit précédemment, de penser au modèle socialiste du XXI^{ème} siècle, ce qui peut être pour les architectes un défi. Le cadre de ce projet pourrait faciliter l'émergence de nouvelles pratiques de vie dans le mode d'habiter, d'un urbanisme

et d'une architecture avec des lieux communs et mixtes dans leur usage, enfin d'un mode de production qui se fonderait sur une originalité historique. Autrement dit, expérimenter dans la conception et mettre en adéquation un modèle de logement social basé sur d'autres variables et critères, en tenant compte, malgré tout, des succès et échecs que l'histoire a déjà laissés en témoignage, sur le même sujet.

Repenser la politique de la ville comme solution

Les changements apportés par la création des Communes qui se réfèrent directement auprès de l'exécutif et des Conseils Communaux, se sont traduits par la perte d'efficacité voire même de légitimité des municipalités en tant qu'entités centrales de gestion administrative et physique de la ville. Un vide important s'est installé dans l'organisation du pouvoir local. Ceci porte à réfléchir sur différents points concernant la révolution vénézuélienne.

En tant que professionnelle de l'espace et de l'architecture de la ville, une réflexion devrait se développer sur la manière d'intervenir pour améliorer les bâtiments existants et la qualité des services.
Pour saisir quelques pistes de cette idée :

- Ne faudrait-il pas décloisonner le savoir sur l'urbanisme, l'architecture et la sociologie pour se poser la question du comment « mieux vivre » par les habitats de la GMVV ?
- De ces bâtiments construits, quelles seraient les stratégies pour améliorer leur attrait, *à fortiori*, leur usage et la qualité de vie de ceux qui les habitent ?
- Le sujet ne doit-il pas être abordé depuis la prestation de services jusqu'à l'esthétique des bâtiments, et intégrer les suggestions des habitants, des experts, des techniciens et des politiciens ?

Ces questions me semblent importantes au regard de mon séjour en France depuis 10 ans et de mes activités professionnelles, j'ai travaillé dans les politiques de la ville et la mise en œuvre d'un nouveau modèle d'habitat expérimental. Repenser la politique de la ville et agir rapidement en fonction de son adaptabilité, mais en mesurant à l'avance les conséquences.

Précisément, proposer une gestion commune de la ville, indépendamment d'être ou non-révolutionnaire, pourrait représenter un motif de réconciliation à cette crise difficile que traverse le pays. N'y aurait-il pas aussi d'autres façons de gérer la ville ?

Dans le cas du Venezuela, une voie d'entrée pourrait s'attacher à approfondir la notion d'usage urbain et architectural dans ce logement « postrévolutionnaire ». Ceci permettrait de répondre aux besoins des habitants à se penser « Un-dividu », à se compter en tant que personne, et d'approfondir l'adaptabilité des pratiques communes. La production de ces nouvelles images impulserait au delà d'un idéal, celui d'un apport indépendamment du positionnement politique des participants. Tout serait nouveau, à fabriquer, bien entendu.

Car finalement après neuf ans de séjour en Europe dans le milieu de l'urbanisme et de l'architecture, j'ai pris conscience que le cas du Venezuela interpellait les réflexions en cours surtout en France. Des questions vives que la recherche se posent hors des limites territoriales. Même si la situation politique et économique européenne est bien différente de celle du contexte latino-américain, l'attention portée à la production du logement semble parfois similaire, malgré le décalage dans le temps et des contextes différents. Aussi, cette recherche soulève des ouvertures communes telles que :

- La possible transformation de l'État et par conséquent de la politique de la ville,
- La place de l'État face aux mouvements sociaux et inversement,
- La mise en place du Commun et des nouvelles formes de propriété et d'usage,
- Et finalement, l'adéquation des nouvelles formes de participation spontanée ou induite par les divers acteurs de la ville.

En 2020, avec la crise sanitaire du COVID19, des réflexions et des réponses adéquates placent également le logement social au centre d'un objectif commun. L'adaptation et l'amélioration des conditions de vie des habitants et la mise à disposition de structures adaptées à la crise deviennent essentiels sur l'ensemble des territoires. Dans le cas spécifique du Venezuela, les solutions et réflexions doivent également être adaptées aux traumatismes rencontrés face à la crise humanitaire, politique, sociale et sanitaire.

L'enjeu est de réfléchir à la possibilité de mieux répondre aux évolutions de la société et de la situation mondiale par la construction ou la modification de nos villes. Ou, comme le propose Cremaschi concernant l'urbanisme, nous devons actuellement maîtriser et contrôler une double posture, en les reliant en même temps aux sciences sociales. L'art « convexe » du montage et la pratique « concave » du dialogue est primordial si l'on veut se positionner dans les périmètres en mouvement de l'intérêt public et des acteurs du marché (…) et franchir des liens

parmi acteurs et citoyens toujours au péril du vide. (Cremaschi, 2020). Le logement social doit être compris comme un objet qui doit pouvoir s'adapter à la fois à l'évolution de la vie des personnes (âge, évolution familiale, condition sociale, lieu de travail ou activité professionnelle) et à l'évolution de la planète en matière de ressources naturelles, énergie, sanitaire. En tout état de cause, il s'agirait de repenser les connexions entre les services de proximité et les services territoriaux d'une manière nouvelle. L'expérience acquise dans cette recherche en lien avec la collaboration à l'agence d'architecture adlib et PdCh[475], nous amène à penser qu'une réponse peut être mise en place en réunissant différents experts dans toutes les disciplines (architecture, communication, économie, énergie, politique, sociologie, urbanisme) et les habitants eux-mêmes, qui pourraient également être considérés comme des experts dans la gestion de leur lieu de vie. Il s'agit d'un nouveau défi qui envisage d'aller au-delà des frontières politiques et territoriales dans une interrelation à trois termes : les acteurs, les pratiques diversifiées et les objets bâtis. Cela nécessite un changement de paradigme, et un abord ascendant des pratiques de vie, des pratiques de travail et des pratiques d'actions tant dans les institutions, dans les entreprises que chez tous les utilisateurs. Faire remonter et entendre les besoins et demandes d'usage, plutôt qu'imposer de manière descendante les seuls avis d'experts, institutionnels et politiques.

[475] adlib – architecture & urbanisme http://www.adlib-archi.eu/
Pas de Calais – habitat, https://www.pasdecalais-habitat.fr/

BIBLIOGRAPHIE

Agence Française de Développement (AFD). (2016). Les Communs : Interview de Benjamin Coriat [Vidéo]. Consulté à l'adresse https://www.afd.fr/fr/ressources/les-communs-interview-de-benjamin-coriat

Alan Nelson, R. (1996). *A Chronology and Glossary of Propaganda in the United States*. Westport, Connecticut, United States of America: Greenwood Press.

Alix, N., Bancel, J.-L., Coriat, B., & Sultan, F. (2018). *Vers une république des biens communs ?* Paris, France : Les liens qui libèrent.

Allain, R., (2004). Morphologie urbaine. Géographie, aménagement et architecture de la ville. Paris, A. Colin, coll. U Géographie Allardt, E. (1998). Tener, amar, ser: una alternativa al modelo sueco de investigación sobre el bienestar. En Nussbaum, M. y Sen, A. (compiladores). *La calidad de vida.* México D.F.: Fondo de cultura económica.

Almandoz Marte, A. (1997). *Urbanismo europeo en Caracas : (1870 - 1940)* (2ed. ampl. y corr. Fundación para la cultura urbana 53). Caracas, Venezuela : Equinoccio.

Almandoz Marte, A. (2018). *La ciudad en el imaginario venezolano. IV. Del viernes negro a la Caracas roja*. Caracas, Venezuela : Fundación para la Cultura Urbana.

Altez, R. (2010). Más allá del desastre. Reproducción de la vulnerabilidad en el estado Vargas (Venezuela). *Cahiers des Amériques latines* [En ligne], 65. DOI : 10.4000/cal.695 Consulté à l'adresse http://journals.openedition.org/cal/695

Andréani, F. (2013). Quand la révolution fait le mur : l'art mural vénézuélien entre imagination contestataire et contestation imaginaire. *Cultures & conflits*, (91/92), 123-139. Consulté à l'adresse http://conflits.revues.org/18799

Arkonada, K., & Klachko, P. (2018). *Desde abajo, desde arriba: de la resistencia a los gobiernos populares : escenarios y horizontes del cambio de época en América Latina*. Caracas, Venezuela : Ediciones MippCI, Ministerio del Poder Popular para la Comunicación y la Información.

Arnstein, S. R. (1969). A Ladder Of Citizen Participation. *Journal of the American Institute of Planners*, *35* (4), 216- 224. https://doi.org/10.1080/01944366908977225

Association Canadienne d'Éducation de Langue Ftaçaise (ACELF). (2006). *Cadre d'orientation en construction identitaire*. Consulté à l'adresse https://www.acelf.ca/c/fichiers/ACELF_Cadre-orientation.pdf

Bachelard, G. (1932). *L'Intuition de L'Instant*. Paris, France : Gonthier.

Bachelard, G. (1957). *La poétique de l'espace*. Vendôme, France : Presses universitaires de France.

Bachelard, G. (1966). *Instant poétique et instant métaphysique*. Paris, France : Gonthier.

Barbarito, F., Fortis Silva, G., Villoria, N., Vielma, O., Pellicer, L. F., Sanhez, S. A., & Mundarain, W. (2014). *Rostros Y Rastros De Un Líder : Hugo Chavez. Memoria De Un Pueblo*. Caracas, Venezuela : Centro Nacional de Historia, Archivo Nacional de la Nación.

Bacqué, M.-H., & Biewener, C. (2015). *L'empowerment, une pratique émancipatrice ?* Paris, France : La Découverte.

Bacqué, M.-H. & Gauthier, M. (2011). Participation, urbanisme et études urbaines : Quatre décennies de débats et d'expériences depuis « A ladder of citizen participation » de S. R. Arnstein. *Participations*, 1(1), 36-66. doi:10.3917/parti.001.0036.

Barthes, R. (1966). Introduction à l'analyse structurale des récits. *Communications*, *8*(1), 1-27. https://doi.org/10.3406/comm.1966.1113

Barthes, R. (1980). *La Chambre Claire : Note Sur LA Photographie (Cahiers du cinéma Gallimard)*. Paris, France : De l'Etoile, Gallimard, Seuil.

Bassett, K., & Short, J. (1980). *Housing and Residential Structure: Alternative Approaches*. London, UK : Routledge & K. Paul.

Baud, P., Bourgeat, S., & Bras, C. (1995). *Dictionnaire de géographie*. Paris, France : Hatier.

Beate, J. (2007). Nuevas organizaciones sociales en Venezuela y su anclaje territorial: una aproximación a un análisis de prácticas sociales territoriales. *XXVI Congreso de la Asociación Latinoamericana de Sociología*. Asociación Latinoamericana de Sociología, Guadalajara, Mexico.

Beaud, S., Confavreux, J., & Lindgaard, J. (2008). *La France invisible*. Paris, France : La Découverte.

Beaud, S., & Weber, F. (2010). *Guide de l'enquête de terrain : produire et analyser des données ethnographiques*. Paris, France : La Découverte.

Bolivar, T. (1987). *La production du cadre bâti dans les Barrios à Caracas… : un chantier permanent !* Paris, France : Université Paris-Est Créteil Val de Marne (UPEC). (Thèse de doctorat).

Bolivar, T. (1996). Rehabilitación y reconocimiento de los barrios urbanos. Su necesidad y riesgos. En T. Bolívar y J. Baldó (comps.), *La cuestión de los barrios. Homenaje a Paul-Henry Chombart de Lauwe*. Caracas, Venezuela : Fundación Polar/Universidad Central de Venezuela/ Monte Avila Editores.

Bolivar, T. (1998). Contribución al análisis de los territorios autoproducidos en la metrópoli capital venezolana y la fragmentación urbana. *Urbana (*Caracas : Instituto de Urbanismo, FAU-UCV), 23, 53-74.

Bolivar, T. (2001). Reflexiones sobre el gobierno de las ciudades y metrópolis contemporáneas. *Urbana* (Caracas : Instituto de Urbanismo, FAU-UCV), 28,67-72.

Bolívar, Z., Urdaneta, C., Tavera, C. (2017). Consideraciones en torno a la competencia de coordinación y Planificación urbana y urbanística del área metropolitana de Caracas. *Trienal de Investigación*. FAU UCV Caracas, Venezuela, n° 14.

Bourdieu, P. (1972). L'opinion publique n'existe pas. Consulté à l'adresse http://www.homme-moderne.org/societe/socio/bourdieu/questions/opinionpub.html

Bourdieu, P. (1993). *La misère du monde (Libre examen)*. Paris, France : Seuil.

Bres, A., & Mariolle, B. (2005/3). L'architecte et la ville : à plusieurs voix sur Rem Koolhaas. *Mouvements,* n° 39/40, 182-189.

Bremond, C. (1973). *Logique du récit*. Paris, France : Seuil.

Briceño-León, R. (2017). *La modernidad mestiza: Estudios de sociología venezolana*. Caracas, Venezuela : Editorial Alfa.

Brillembourg, A., Klumpner, H., Urban-Think Tank, Chair of Architecture and Urban Design, ETH Zürich, & Baan, I. (2013). *Torre David : Informal Vertical Communities*. Zürich, Switzerland : Lars Müller Publishers.

Broca, S. (19 octobre 2016). Les communs contre la propriété ? Enjeux d'une opposition trompeuse. *SociologieS* [En ligne] Consulté à l'adresse http://journals.openedition.org/sociologies/5662

Brubaker, R. (2001). Au-delà de l'« identité ». *Actes de la recherche en sciences sociales*, *139* (4), 66-85. https://doi.org/10.3917/arss.139.0066

Brunet, F. (2013, avril 23). (Re) defining Visual Studies. *InMedia*. Consulté à l'adresse http://journals.openedition.org/inmedia/543

Cabrujas, J. I. (2011). Caracas pasajera (poema). En I. Martínez (Éd.), *Caracas, cumpleañera, según Cabrujas (ensayo)*. Consulté à l'adresse https://ciudades.me/2013/10/14/caracas-pasajera/

Calame, P. et Talmant, A. (1997). L'Etat au coeur. Le meccano de la gouvernance. Le Meccano de la gouvernance. Desclée de Brouwer. París.

Callon, M., Lascoumes, P., & Barthe, Y. (2001). *Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique*. Paris : Seuil (collection « La couleur des idées »).

Camou, A. (2001). Los desafíos de la Gobernabilidad. Estudio preliminar y compilación. México: Editorial Plaza y Valdés.

Cardozo Brum, M. (2003). Evaluación de políticas de desarrollo social. Política y Cultura, (20),139-154. Consulté à l'adresse https://www.redalyc.org/articulo.oa?id=267/26702007

Cariola, C. (Cor.)., Fernandez, B., & Jungermann, B. (2015). *La Gran Misión Vivienda de Venezuela : Hacia un apolítica socioterritorial de vivienda : Una mirada desde Caracas Metropolitana*. Caracas : Fondo Editorial Mendez Castellano, Fundacredesa.

Carrera Damas, G. (2006). Mitología política e ideologías alternativas: el bolivarianismo-militarismo. *Mitos políticos en las sociedades andinas*, 391-420. https://doi.org/10.4000/books.ifea.5220

Carriou, C., & D'Orazio, A. (2015). « L'habitat participatif », quand les institutions militent. *Socio-anthropologie*, (32), 139-154. https://doi.org/10.4000/socio-anthropologie.1939

Castel, R & Haroche C, (2001). *Propriété privée, propriété sociale, propriété de soi. Entretiens sur la construction de l'individu moderne*. Paris, Librairie Arthème Fayard.

Castells, M. (1975). II - La structure interne d'un mouvement social urbain la lutte contre la « rénovation-déportation » dans la ville de Paris. Dans : M. Castells, *Luttes urbaines* (pp. 19-46). Paris : La Découverte.

Castells, M. (1977). *La Question urbaine*. Paris, France : François Maspero.

Chadoin, O. (2014). « Les formes informent » : le retour du symbolique dans la fabrique de la ville néolibérale. *Questions de communication*, (25). Consulté à l'adresse https://journals.openedition.org/questionsdecommunication/8918#citedby

Chapel, E. (2010). *L'Oeil Raisonne : L'Invention de l'Urbanisme par la Carte* (1re éd.). Genève, Suisse : MétisPresses.

Chaponniere, J-R. (2008, 03 octobre). La crise renforcera l'Asie. *Le Monde*. Consulté à

l'adresse https://www.lemonde.fr/idees/article/2008/10/03/la-crise-renforcera-l-asie-par-jean-raphael chaponniere_1102739_3232.html

Chauvin, P.-M., & Reix, F. (2015). Sociologies visuelles. Histoire et pistes de recherche. *L'Année sociologique*, *65*(1), 15-41. https://doi.org/10.3917/anso.151.0015

Chavez Frias, H. R. (2013). Plan de la Patrie, officiellement : Deuxième Plan socialiste de développement économique et social de la Nation 2013-2019. Consulté à l'adresse https://venezuelainfos.files.wordpress.com/2012/10/programme-de-chavez-2013-2019-texte-integral1.pdf

Chavez Frias, H. R., Ramirez Carreño, R., Molina Peñaloza, R., Menéndez, R., El Aissami, T., Ochoa Cañizalez, I. Calzadilla, P. (2013). *Gran misión vivienda Venezuela años 2011-2012*. Caracas, Venezuela.

Chesneau, I. (2011). *Abécédaire de Marcel Roncayolo. Entretiens*. Paris, France : Infolio.

Choay, F. (1999). *L'Allégorie du patrimoine*. Paris : Seuil.

Ciccariello-Maher, G. (2016). *Building the Commune : Radical Democracy in Venezuela*. London, UK : Verso.

Cobos, E. (2009). Una polémica higienista y los cementerios de Caracas en el primer guzmanato, 1870-1877. Nuevo Mundo Mundos Nuevos [En ligne], Débats, mis en ligne le 03 février 2009, consulté le 25 juin 2018. URL : http://journals.openedition.org/nuevomundo/47403 ; DOI : 10.4000/nuevomundo.47403

Cohen, J-L. (Juillet 2004). Promesses et impasses du populisme. *Cahiers de la recherche architecturale,* n° 15-16, 167-184.

Combessie, J.-C. (2007). *La méthode en sociologie* (REPERES). Paris, France : La Découverte.

Comolli, J.-L. (1994). La ville filmée. Dans Althabe, G., & Comolli, J.-L., *Regards sur la ville*. Paris, France : Centre Georges Pompidou.

Compagnon, O., Rebotier, J., & Revet, S. (2009). *Le Venezuela au-delà du mythe : Chavez, la démocratie, le changement social*. Paris, France : Atelier.

Conord, S. (2007). Usages et fonctions de la photographie. *Ethnologie française*, *37*(1), 11-22. https://doi.org/10.3917/ethn.071.0011

Constitución de la República Bolivariana de Venezuela (1999) : Gaceta Oficial de la República Bolivariana de Venezuela 39335 del 28 Diciembre, 2009

Cook, C. C. (1988). Human Settlement Patterns in Venezuela: The Contributions of the Formal and Informal Housing Sectors. *Housing and Society*, *15* (2), 126- 144. https://doi.org/10.1080/08882746.1988.11430013

Cordero Quinzacara, E., & Aldunate Lizana, E. (2008). Evolución histórica del concepto depropiedad. *Revista de estudios histórico-jurídicos*, (30), 345-385. https://doi.org/10.4067/s0716-54552008000100013

Coriat, B. (2e semestre / Autumn 2013). Le retour des communs. *Revue de la régulation* [En ligne], 14. DOI : 10.4000/regulation.10463. Consulté à l'adresse http://journals.openedition.org/regulation/10463

Coudroy de Lille, L. (2009). Introduction. *Histoire urbaine*, *25*(2), 5-13. https://doi.org/10.3917/rhu.025.0005

Cremaschi, M. (2020). Réparer la ville pour un urbanisme des transitions. SciencesPo École Urbaine. Planum Publisher.

D`Alessandro Bello, M. E. (2010). La chronique, un genre pour figer une ville de Caracas du souvenir. *Letras*, *52*(82), 63-87.

Dardot, P., & Laval, C. (2014). *Commun : Essai sur la révolution au XXIe siècle*. Paris, France : La Découverte.

Dauphy, D., & Loyon, M. (2019). *Contours*. Chantepie, France : Les Éditions de Juillet.

Davis, M. (2006). *Le Pire des mondes possibles. De l'explosion urbaine au bidonville global* (Traduit de l'Anglais par Mailhos, J.). Paris, France : La Découverte.

De Sola Ricardo, I. (1967) *Contribución al estudio de los planos de Caracas: la ciudad y la provincia 1567-1967*. Caracas : Ediciones Del Comité de Obras Culturales del Cuatricentenario de Caracas.

De Lisio, A. (2001). La evolución urbana de Caracas. Indicadores e Interpretaciones sobre el desarrollo de la interrelación ciudad-naturaleza. *Revista Geográfica Venezolana*, 42(2), 203-226

Debardieu, B., & Lardon , S. (2003). *Les figures du projet territorial*. La Tour d'Aigues, France : Editions de l'Aube.

Debord, G. (1992). *La Societe Du Spectacle* (3e éd.) *(version numérique par Yves Le Bail).* Consulté à l'adresse http://classiques.uqac.ca/contemporains/debord_guy/societe_du_spectacle/societe_du_spectacle.pdf

Devillers, Ch., (1974). Typologie de l'habitat & morphologie urbaine, *L'Architecture d'aujourd'hui n° 174.*

Denèfle, S. (Dir.) (2016). *Repenser la propriété : Des alternatives pour habiter*. Rennes, France : PUR Presses Universitaires de Rennes.

Département de sociologie et la Faculté des sciences sociales de l'Uruguay. (2017). *Les progressistes à la croisée des chemins : Argentine, Bolivie, Brésil, Uruguay, Venezuela*.

Dewey, J. (1954). *The Public and Its Problems: An Essay in Political Inquiry (1927)* (p.207 traduit par Y. Sintomer). Ohio, United States of America: Athens, Swallow Press/Ohio University Press Books.

Dietrich-Ragon, P. (2013/1) Qui rêve du logement social ?. *Sociologie*, 4, 19-42.

Dufaux, F., Fourcaut, A., & Skoutelky, R. (2003). *Faire l'histoire des grands ensembles. Bibliographie 1950-1980*. Lyon : ENS Éditions.

Dufaux, F., & Fourcaut, A., (2004). *Le monde des grands ensembles*. Paris, France : Créaphis.

Duque Corredor, R., Rondón, A., Álvarez, M., Gallardo, C., Saldarriaga, N., Brewer-Carías, A., … Daniels, A. (2016). *La propiedad privada en Venezuela. Situación y perspectivas*. Caracas, Venezuela : FUNEDA Fundación Estudios de Derecho Administrativo.

Duranti, A. (2000). *Antropología lingüística* (traduit par Tena, P.). Madrid, España : Cambridge University Press.

Eco, U., (1992). *La Production Des Signes*. Paris, France : Poche -biblio-essais.

Eco, U., Augé, M., & Didi-Huberman, G. (2011). *L'Experience des Images*. Bry sur Marne, France : INA.

Edwards, M., (1991). Fragmentation dans le contexte urbain. Bartlett School of Architecture and Planning University College of London. Arch. 8 Comport. I Arch. Behav., Vol. 7, no. 4.

Eenschooten, M. (Février 1991). L'opinion des Français sur leur logement. *Economie et statistique*, n° 240, 59-68.

Engels, F. (1884). *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État : À propos des recherches de L.H. Morgan* (Traduit de l'Allemand par les Éditions du Progrès, Moscou, 1976) (version numérique par Gemma Paquet). Consulté à l'adresse http://www.anthropomada.com/bibliotheque/Origine_famille_Moscou.pdf

Enlace arquitectura. (2020). Inicio | < enlace arquitectura >. Consulté à l'adresse http://www.enlacearquitectura.net/inicio/

Erikson, E. (1968). *Identity: Youth and Crisis*. New York, United States of America: W.W. Norton.

Ewell, J. (1984). *Venezuela : A Century of Change* (1re éd.). Redwood City CA, United States of America: Stanford University Press.

Ferrara, G. (2015). Me lo dijo un pajarito : pervivencia de Hugo Chavez en el lenguaje político venezolano. *E-AESLA*, *1*, 1-10. Consulté à l'adresse https://cvc.cervantes.es/lengua/eaesla/pdf/01/43.pdf

Ferrari, F. (2015). *Le populisme esthétique : l'architecture comme outil identitaire* (traduit par Bonini, M. C.). Paris, France : Infolio.

Ferrari, F. (Dir.). (2017). *La fabrique des images : L'architecture à l'ère postmoderne*. Paris, France : Infolio.

Figueroa, A. (2009). Reforma o revolución en América Latina? El proceso venezolano. Dans Rodas, G. (Coord.). *América Latina hoy, reforma o revolución?* (133-156). Mexico : Ocean Sur

Fijalkow, Y. (1999). La construction des îlots insalubres, Paris 1850-1945. *Sciences sociales et santé*, 17(2), 86-88.

Fijalkow, Y. (2007). *Sociologie des villes*. Paris, France : La Découverte (collection Repères).

Fijalkow, Y. (2011). *Sociologie du logement*. Paris, France : La Découverte (collection Repères).

Fijalkow, Y. (2014). Le logement indigne : une nouvelle norme de l'action publique ?. *Informations sociales*, 184(4), 18-30. doi:10.3917/inso.184.0018.

Fiori, S., & Magnaghi, A. (2018). Les territoires du commun. Entretien avec Alberto Magnaghi. *Métropolitiques*. Consulté à l'adresse https://www.metropolitiques.eu/Les-territoires-du-commun.html

Flamand, J.-P. (2001). *Loger le peuple, essai sur l'histoire du logement social.* Paris, France : La découverte.

Floch, J.-M. (2002). *Sémiotique, marketing et communication : sous les signes, les stratégies*. Paris, France : Presses Universitaires de France - PUF.

Foucault, M. (Octobre 1984). Dits et écrits. Des espaces autres (conférence au Cercle d'études architecturales, 14 mars 1967), *Architecture, Mouvement, Continuité,* n°5, 46-*49*.

Foucault, M. (2004). *La Naissance de la biopolitique. Cours au Collège de France (1978-1979)*. Paris, France : EHESS/ Gallimard/ Seuil (collection « Hautes Etudes »).

Foucault, M. (2004). *Sécurité, Territoire, Population. Cours au Collège de France (1977-1978)*. Paris, France : EHESS/ Gallimard/ Seuil (collection « Hautes Etudes »).

Fournier, J.-M. (2010). *L'autre Venezuela de Hugo Chavez : boom pétrolier et révolution bolivarienne à Maracaibo*. Paris, France : Karthala.

Fournier, J.-M. (25 février 2011). Existe-t-il une nouvelle géographie socialiste au Venezuela ? Justice spatiale et justice sociale dans la révolution bolivarienne de Hugo Chavez. *Cybergeo : European Journal of Geography* [En ligne]. DOI : 10.4000/cybergeo.23477. Consulté à l'adresse http://journals.openedition.org/cybergeo/23477

Fraenkel, B. (1992). *La signature : genèse d'un signe*. Paris, France : Gallimard.

French, R. A., & Hamilton, R. E. I. (1979). Is there a Socialist City? In R. A. French & R. E. I. Hamilton (Éd.), *The Socialist city: Spatial structure and urban policy* (p. 1-22). New York, United States of America: Wiley, Chichester.

Frey, J.-P. (2017, février 1). Architecture totalitaire et commande autoritaire. La place des architectures monumentales des régimes totalitaires dans l'historiographie. *Cybergeo : European Journal of Geography*. Consulté à l'adresse https://journals.openedition.org/cybergeo/27937#quotation

Fritz, C.E. (1961). Disaster. Dans Merton, R.K., & Nisbet, R.A. (Eds.). *Contemporary Social* Problems pp.651-694. New York : Harcourt, Brace and World.

Furetiere, A. (1702). « Représentation ». Dans *Dictionnaire universel, contenant généralement tous les mots français tant vieux que modernes, & les termes des sciences et des arts* (2de édition). La Haye/Rotterdam : Arnoud et Reinier Leers

Gálvez, L., & Cheshmehzangi, A. (s. d.). Urbanisation Patterns in Urban Poor Communities: Comparison Cases of China and Venezuela. Consulté à l'adresse https://politica-china.org/wp-content/plugins/download-attachments/includes/download.php?id=981

García, A., Torres, A., Edgar, G., & Díaz, J. (2016, septembre 13). Los Campamentos de Pioneros. Consulté à l'adresse https://produccionsocialhabitat.wordpress.com/galeria-de-casos/pioneros-kaika-shi/

García Sánchez, P. J. (2019). Una crisis sin desenlace Venezuela, el desamparo indecible. *Clarín REVISTA Ñ*. Consulté à l'adresse https://www.clarin.com/revista-enie/ideas/venezuela-desamparo-indecible_0_NifWm56da.html

Garnier, F. (1983). Remy, Jean & Voyé, Liliane (1981) Ville, ordre et violence : formes spatiales et transaction sociale. Paris, Presses universitaires de France, 238 pages. *Cahiers de géographie du Québec*, 27 (72), 511-513. DOI : 10.7202/021636ar ISSN 0007-9766.

Garzon, O. S., Sallerin, M., & Uribe Carreño, E. (2019). *Venezuela : La révolution bolivarienne, 20 après*. Paris, France : L'Harmattan.

Gasparini, G., & Gasparini, P. (2010). *2 x Gasparini : dos miradas a la arquitectura venezolana (Catalogo exposición).* Sala Trasnocho Cultural. Caracas, Venezuela.

Gasparini, G., & Posani, J. P. (1969). *Caracas a través de su arquitectura*. Caracas, Venezuela : Fundación Fina Gómez.

Gasparini, G. (2015). *El plano fundacional de Caracas : la lectura del plano de Juan Pimentel*. Caracas, Venezuela : Fundavag ediciones.

Gaudichaud, F, (2013). *Amériques Latines : émancipations en construction*, Editions Syllepse, coll. « Les cahiers de l'émancipation ».

George, J. (2016). Qu'en est-il de la théorie générale de la propriété ? Bilan et perspective. Dans *Repenser la propriété* (p. 33). Rennes, France : PUR Presses universitaires de Rennes.

Gervereau, L. (2004). *Voir, comprendre, analyser les images* (4e éd.). Paris, France : La Découverte.

Gilbert, P. (2011, 09 février). « Ghetto », « relégation », « effets de quartier ». Critique d'une représentation des cités. *Métro politiques.eu*. Consulté à l'adresse https://www.metropolitiques.eu/Ghetto-relegation-effets-de-quartier-Critique-d-une-representation-des-cites.html

Godard, F. (ed). (1997). *Le Gouvernement Des Villes : Territoire et Pouvoir* (collection « Les Urbanités »). Paris, France : Descartes & Cie.

Hardin, G. (1968). The Tragedy of the Commons. *Science, 162* (3859), 1243-1248.

Hardt, M., & Negri, A. (2012). Declaration. Argo Navis Author Services. Consulté à l'adresse http://faculty.washington.edu/mpurcell/declaration.pdf

Hardt, M., & Negri, A. (2014). *Commonwealth*. (Traduit de l'anglais par E. Boyer). Paris, France : Gallimard (collection Folio Essais).

Haumont, N. (1998). L'urbain dans tous ses états. Faire, vivre, dire la ville. Collection : Habitat et Sociétés. L'Harmattan. France.

Harvey, D. (2004). The « New » Imperialism: Accumulation by Dispossession. Consulté à l'adresse https://socialistregister.com/index.php/srv/article/view/5811

Harvey, D., & Smith, N. (2005). *Capital financiero, propiedad inmobiliaria y cultura*. Barcelona, España: Université Autonome de Barcelone.

Herrera Napoleón, C. (2015). Del capitalismo global al socialismo en Caracas. *Crítica y Emancipación*, (13).

Herrera Napoleón, C. (2017). Crecimiento y transformación de la metrópoli de Caracas entre 1936 y 2010 : La disolución de la centralidad urbana en tres tiempos. *Ciudades*, (16), 167-185. https://doi.org/10.24197/ciudades.16.2013.167-185

Herrera Napoleón, C. (2018). Gentrificación 'a la caraqueña': Políticas neoliberales y sus efectos en la ciudad formal-informal. *Revista Bitácora Urbano Territorial*. Consulté à l'adresse https://www.academia.edu/36607684/Gentrificaci%C3%B3n_a_la_caraque%C3%B1a_._Pol%C3%ADticas_neoliberales_y_sus_efectos_en_la_ciudad_formal-informal

Herrera Orellana, L. A. (2008). Los Decretos-Leyes de 30 de julio de 2008 y la Comisión Central de Planificación : instrumentos para la progresiva abolición del sistema político y del sistema económico previstos en la Costitucion de 1999. *Revista de derecho público*, (115), 221-228.

Hirischman, A. O. (2017). *Exit, voice, loyalty : Défection et prise de parole*. Bruxelles, Belgique : Université de Bruxelles.

Hulak, F. (2013). L'avènement de la modernité : La commune médiévale chez Max Weber et Émile Durkheim. *Archives de Philosophie*, tome 76(4), 553-569. doi:10.3917/aphi.764.0553.

Hymes, D. (2009). Models of the Interaction of Language and Social Life. *The New Sociolinguistics Reader*, 583-597. https://doi.org/10.1007/978-1-349-92299-4_39

Iosa, I. (2009). *Nationalisme roumain et monumentalité. Le centre civique comme affirmation de réussite nationale* (Thèse de doctorat en Urbanisme et aménagement). Université Paris Est. Paris, France.

Ivanovic, M. *La démocratie participative au Venezuela comme projet politique global : implications sur la recherche*. Consulté à l'adresse http://www.participation-et-democratie.fr/sites/default/files/atelier_2-1_mila_ivanovic.pdf

Janoschka, M. (2002). El nuevo modelo de la ciudad latinoamericana: fragmentación y privatización. *EURE (Santiago)*, *28*(85), 11-20. https://dx.doi.org/10.4067/S0250-71612002008500002

Jajamovich, G., Cortés, A., Arango López, D., Instituto de Estudios de América Latina y El Caribe, Universidad Alberto Hurtado, & École des Hautes Études en Sciences Sociales. (2016). CIUDAD LATINOAMERICANA: TEORÍAS, ACTORES Y CONFLICTOS. LATIN-AMERICAN CITY: THEORIES, STAKEHOLDERS AND CONFLICTS. *Urbana*, *8* (3), 1-7.

Jencks, C. (1977). *The language of post-modern architecture*. New York, United States of America: Rizzoli.

Joly, M. (2000). *L'image et les signes : Approche sémiologique de l'image fixe*. Paris, France : Nathan.

Joly, M. (2002). *L'image et son interprétation*. Paris, France : Nathan.

Joly, M. (2004). *Introduction à l'analyse de l'image*. Paris, France : Nathan/Sejer.

Juanals, B. & Noyer, J. (2007). Dell H. Hymes : vers une pragmatique et une anthropologie communicationnelle : D. H. Hymes, Towards a Communicational Anthropology and Pragmatics. *Hermès, La Revue*, no 48,(2), 117-123. https://www.cairn.info/revue-hermes-la-revue-2007-2-page-117.htm.

Jungmann, J.-P. (1996). *L'image en architecture : De la représentation et de son empreinte utopique (Collection « Savoir-faire de l'architecture ») (French Edition)*. Paris, France : Editions de la Villette (Collection « Savoir-faire de l'architecture »).

Katsika, K. (dir.) (2019). *Dedans dehors : Approches pluridisciplinaires de la fenêtre*. Besançon, France : Presses Universitaires de Franche-Comté.

Kaufmann, J.-C. (1992). *La trame conjugale : Analyse du couple par son linge*. Paris, France : Nathan.

Kemeny, J. (1992). *Housing and Social Theory*. New York, United States of America: Routledge.

Kopp, A. (1969). *Ville et révolution : architecture et urbanisme soviétiques des années vingt*. Paris, France : Anthropos.

Kopp, A. (1978). *L'architecture de la période stalinienne*. Grenoble, France : Presses universitaires de Grenoble.

La Rocca, F. (2007). Introduction à la sociologie visuelle. *Sociétés*, n° 95(1), 33-40. doi:10.3917/soc.095.0033.

Lander, E. (Septembre 2007). *El Estado y las tensiones de la participación popular en Venezuela. OSAL,* Buenos Aires: CLACSO. Año VIII, Nº 22. Consulté à l'adresse http://biblioteca.clacso.edu.ar/ar/libros/osal/osal22/D22Lander.pdf

Langue, F. (22 février 2005). Orígenes y desarrollo de una élite regional. Aristocracia y cacao en la provincia de Caracas, siglos XVI-XVIII. *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, 769 (Bibliothèque des Auteurs du Centre). Consulté à l'adresse https://journals.openedition.org/nuevomundo/769

Laplantine, F. (2007/1). Penser en images. *Ethnologie française,* 37, 47-56. DOI : 10.3917/ethn.071.0047

Larrañaga, E. (2017). *Transiciones. Tiempos, espacios, ciudades y ciudadanos en la ciudad de Caracas.* . Caracas, Venezuela. : Ediciones de la Fundación Arquitectura y Ciudad. Colección textos cardinales.

Lascoumes, P., & Le Galès, P. (2004). *Gouverner par les instruments*. Paris, France : Presses de Sciences Po.

Lascoumes, P., & Le Galès, P. (2012). *Sociologie de l'action publique : Domaines et approches (128)*. Paris, France : Armand Colin.

Lavell, A., & Franco, E. (Eds.) (1994). *Estado, sociedad y gestión de los desastres en América Latina: en busca del paradigma perdido*. Lima, Perú : LA RED/ FLACSO/ ITDG.

Le Goff, O. (1994). *L'invention du confort : Naissance d'une forme sociale*. Lyon, France : Presses universitaires de Lyon.

Lefebvre, H. (1962). *Introduction à la modernité*. Paris, France : Les éditions de minuit (Arguments 9).

Lefebvre, H. (Novembre 2013). *La producción del espacio* (1e éd., traduit par Martínez Gutiérrez, E. Titre original : La production de l'espace (1974)). Madrid : Capitán Swing Libros, S. L.

Lévy, J. (2006). Mixité à la française : Une vision politique de la ville lissée. *Mouvements*, n° 47-48(5), 167-173. doi:10.3917/mouv.047.0167.

Lévy, J., & Lussault, M. (2013). *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*. Paris, France : Belin.

Lévy-Vroelant, C. (2018). *L'incendie de l'hôtel Paris-Opéra. Enquête sur un drame social*. Ivry-sur-Seine, France : Creaphis.

Lévy-Vroelant, C., & Tutin, C. (2010). *Le logement social en Europe au début du XXIe siècle. La révision générale.* Rennes : Presses Universitaires de Rennes (collection Géographie sociale).

Lieberherr-Gardiol, F. (2007). Durabilité urbaine et gouvernance, enjeux du XXIème siècle. *Revue internationale des sciences sociales,* 3-4 (n° 193-194).

Lopez Maya, M. (Enero/diciembre 2012). Participación y poder popular en Venezuela: antes y ahora. Universidad Central de Venezuela. *Revista Historia*. Año 3 (3), 53-77 (Universidad del Zulia). Consulté à l'adresse http://produccioncientificaluz.org/index.php/historia/article/view/14628/14606

López Maya, M. (2016). *El ocaso del chavismo: Venezuela 2005-2015*. Caracas, Venezuela : Editorial Alfa.

Lynch, K. (1971). *L'Image de la cité*. Paris, France : Dunod.

Maggiolo, I., & Perozo Maggiolo, J. (2007). Políticas públicas: proceso de concertación Estado-Sociedad. Revista Venezolana de Gerencia, 12(39),373-392. Consulté à l'adresse https://www.redalyc.org/articulo.oa?id=290/29014474004

Maresca, S., & Meyer, M. (2013). *Precis de photographie a l usage des sociologues*. Rennes, France : PUR Presses Universitaires de Rennes.

Martín Frechilla, J. J. (1993). El urbanismo francés en Venezuela de 1936 a 1950 (Rotival y Lambert en una historia de gestiones diplomáticas, contratos y zancadillas). *Estudios Demográficos y Urbanos*, *8*(2), 377. https://doi.org/10.24201/edu.v8i2.876

Martín Frechilla, J. J. (1994). Cuando la urbanística no estaba en entredicho. En J. J. Martín Frechilla & A. Lovera (Éd.), *La ciudad: de la planificación a la privatización*. Caracas, Venezuela : Coedición Fondo Editorial Acta Científica Venezolana y CDCH-UCV.

Martín Frechilla, J. J. (1995). Los orígenes del interés social en las políticas públicas de vivienda en Venezuela 1911 -1941. *Urbana, 2*(16/17), 75.

Martín Frechilla, J. J. (1996). Vivienda popular e iniciativa municipal en Caracas, 1908-1958 (o como algunos pioneros no estaban equivocados). En *La Cuestión de los Barrios. Homenaje a PaulHenry Chombert de Lawe.* (Comp. Bolívar, T. y Baldó, J.). Caracas, Venezuela : Monte Ávila Latinoamericana, Polar, UCV, 189-201

Martín Frechilla, J. J., Lovera, A., Bolívar, T., Cariola, C., Cilento Sarli, A. et Consejo de Desarrollo Científico y Humanístico. (eds). (1994). *La ciudad: de la planificación a la privatización ; [Simposio "La investigación urbana en América Latina", realizado del 15 al 20 de noviembre de 1992 en Caracas dentro de la XLII Convención Anual de AsoVAC]*. (Colección Estudios). Caracas, Venezuela : Univ. Central de Venezuela, Consejo de Desarrollo Científico y Humanístico.

Martínez Olavarría, L. (1965). *Evolución y realidad de la vivienda*. Caracas, Venezuela : Banco Obrero.

Massin. (1993). *La lettre et l'image*. Paris, France : Gallimard.

Mathieu, L. (2007). L'espace des mouvements sociaux. *Politix*, nº 77(1), 131-151. doi:10.3917/pox.077.0131.

Mauss, M. (2007) *Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques*, PUF, coll. « Quadrige Grands textes ».

Mayorga, F., & Córdova, E. (s. d.). Gobernabilidad y gobernanza en America Latina [Institut de Recherche et Débat sur la Gouvernance (irg)]. Consulté à l'adresse http://www.institut-gouvernance.org/fr/analyse/fiche-analyse-334.html

Mazière, F. (2005). *L'analyse du discours : Histoire et pratiques*. Paris cedex 14, France : Presses Universitaires de France.

McLoughlin, J. B. (1971). *Planificación urbana y regional: un enfoque de sistemas*. Madrid, España : Instituto de Estudios de Administración Local (Nuevo Urbanismo 4).

Médam, A. (1971). *La ville-censure*. Barcelona, España : Anthropos.

Menéndez, J. M. (2017, octobre 2). COMUNIDAD SANTA EDUVIGIS [Archivo Digital Arquitectura Panamericana BAQ]. Consulté à l'adresse http://www.arquitecturapanamericana.com/comunidad-santa-eduvigis/

Merghoub, B. (1972). *Développement politique en Algérie*. Paris, France : Armand Colin.

Meunier, J.-P. (2013). *Des images et des mots : Cognition et réflexivité dans la communication*. Louvain-la-Neuve, Belgique : Academia-L'Harmattan.

Meyer, M. (2008). La sociologie visuelle pour » enquêter visuellement » ? L'image comme objet, travail et culture de l'enquête qualitative. *Magma. Rivisita dell'Osservatorio dei Processi Comunicativi*, *6*(2). Consulté à l'adresse http://www.analisiqualitativa.com/magma/0602/article_03.htm

Meza Suinaga, B. (Septiembre – diciembre 2014). Gestión estatal de la vivienda en Venezuela : el Plan Nacional (1951–1955). *Cuadernos del Cendes*, Año 31 (87), 1–29. Consulté à l'adresse http://saber.ucv.ve/ojs/index.php/rev_cc/article/view/8653/8526

Mitchell, W. J. T. (2006). *What Do Pictures Want? : The Lives and Loves of Images*. Chicago, United States of America: University of Chicago Press.

Mitchell, W. J. T. (2009). *Iconologie : image, texte, idéologie* (traduit par Boidy, M., et Roth, S.). Paris, France : Les Prairies Ordinaires.

Mitchell, W. J. T., (2014). *Que veulent les images ? : Une critique de la culture visuelle* (traduit par Boidy, M., Cilins, N., & Roth, S.). Paris, France : Les Presses du réel.

Montiel Acosta, N. (2015, janvier 26). La mirada de Chavez : entre la política y el arte. Consulté à l'adresse http://misionverdad.com/hugo-chavez/la-mirada-de-chavez-entre-la-politica-y-el-arte%20

Morin, J.-M. (1996). *Le précis de sociologie*. Paris, France : Nathan.

Moukarzel, J-R., (2015). L'architecture, un art qui embrasse la science. C.N.R.S. Editions. « Hermès, La Revue » n° 72.

Muller, P. (2006). *Les politiques publiques*. Paris cedex 14, France : Presses Universitaires de France.

Musset, A. (2009). ¿Geohistoria o geoficción? Ciudades vulnerables y justicia espacial. Medellín: Universidad de Antioquia.

Musset, A. (2015). El mito de la ciudad justa: Una estafa neoliberal. Bitácora Urbano Territorial(2015),1(25):11

Negri, A., & Revel J. (2008). Inventer le commun des hommes. Association Multitudes, n° 31. Paris, Amsterdam.

Negri, A. (2016). El común como modo de producción. Consulté à l'adresse http://www.trasversales.net/t38negri.htm

Neveu, É. (2011). *Sociologie des mouvements sociaux*. Paris, France : La Découverte.

Nez, H. (2010). *Les savoirs citoyens dans l'urbanisme participatif : regards croisés sur les expériences de Paris et de Cordoue* (Thèse de doctorat). Paris 8

Niño Araque, W. (2005). Metrópolis, megalópolis, el mapa desbordado de Caracas. *Caracas Cenital* (p. 16 – 30). Caracas : Criteria Editorial, C.A.

Noto, R., Larcan, A., & Huguenard, P. (1994). *Médecine de catastrophe* (2e éd.). Paris, France : Masson.

Ornés, S. (2009). El urbanismo, la planificación urbana y el ordenamiento territorial desde la perspectiva del derecho urbanístico venezolano. *Politeia, 32* (42), 197-225.

Orsi, F. (2014). Réhabiliter la propriété comme *bundle of rights* : des origines à Elinor Ostrom, et au-delà ?. *Revue internationale de droit économique*, t. xxviii(3), 371-385. DOI : 10.3917/ride.283.0371.

Orsi, F., Rochfeld, J., & Cornu-Volatron, M. (2017). *Dictionnaire des biens communs*. Paris, France : Presses Universitaires de France.

Ossa Ramírez, J.F., González Velásquez, E., Rebelo Quirama, L.E. & Pamplona González, J.D. (Enero-Junio, 2005). *Revista Científica Guillermo de Ockham*,3 [En ligne]. Consulté à l'adresse www.redalyc.org/articulo.oa?id=105316842003

Ostrom, E. (2007). Challenges and growth: the development of the interdisciplinary field of institutional analysis. *Journal of Institutional Economics*, *3* (3), 239-264. https://doi.org/10.1017/s1744137407000719

Padrón, M. (1992-1993). Caracas 1928-1958 : Permanencias y transformaciones morfológicas durante la primera modernidad urbano-arquitectónica en Venezuela. *Anales del Instituto de Arte Americano e Investigaciones Estéticas Mario J. Buschiazzo*, (29), 87-101.

Paiva, A. (2001). Caracas, en busca de un gobierno metropolitano. *Revista EURE - Revista De Estudios Urbano Regionales, 27* (81).

Panerai, P., Castex, J., & Depaule, J.-C. (1997). *Formes urbaines de l'îlot à la barre*. Marseille, France : Parenthèses (collection Eupalinos).

Paquot, T. (2009). *L'espace public*. Paris, France : La Découverte (collection Repères).

Pedler, E. (2000). *Sociologie de la communication*. Paris, France : Nathan.

Pedrazzini, Y. (1996). La métropole et les avatars de la planification urbaine. *Polirama*, 104,32 - 34.

Penas Ibáñez, M. A. (2009). *Cambio semántico y competencia gramatical*. Madrid, España : Iberoamericana.

Petonnet, C. (2012). *On est tous dans le brouillard, essaie d'ethnologie urbaine.* Editions du CTHS.

Piette, A. (2007). Fondements épistémologiques de la photographie. *Ethnologie française*, *37*(1), 11-22. https://doi.org/10.3917/ethn.071.0023

Pinchart Saavedra, M. P. (2013). *Rascacielos de Tokio a Babilonia. La arquitectura como propaganda* (tesis doctoral). E.T.S. de Arquitectura - Universidad Politécnica de Madrid.

Piot, J.-Y. (2007). *Géographie, aménagement des territoires et géo gouvernance Propositions pour une formation des acteurs à la compréhension des enjeux spatiaux* (Thèse). Géographie. Université de Provence - Aix-Marseille I, France.

Pipes, R. (2004). Propiedad privada, libertad y Estado de derecho (Traduction en espagnol de G. Solís). *THEMIS : Revista de Derecho*, (48), 51-54. Consulté à l'adresse https://dialnet.unirioja.es/servlet/articulo?codigo=5110402

Preteceille, E. (1973). *La production des grands ensembles*. Paris ; La Haye : Mouton, DL.

Proudhon, P.-J. (1840). *Qu'est-ce que la propriété ? ou Recherche sur le principe du Droit et du Gouvernement*. Paris, France : Chez J.-F. Brocard, Éditeur.

Pulido, N. (2013). Bordes urbanos metropolitanos en Venezuela ante nuevas leyes y proyectos inmobiliarios. *Cuadernos de Geografía: Revista Colombiana de Geografía*. 23(1):15 http://dx.doi.org/10.15446/rcdg.v23n1.41086

Quentin, A. (2009). *Politiques de l'habitat, gouvernance urbaine et justice sociale : le cas de l'Équateur* (Thèse de doctorat). École des hautes études en sciences sociales (EHESS), Paris.

Querrien, A. (dir). (1997). *En marge de la ville, au cœur de la société : ces quartiers dont on parle*. La Tour d'Aigues, Editions de l'Aube.

Ragon, M. (2010a). *Histoire de l'architecture et de l'urbanisme modernes : 1. Idéologies et pionniers (1800-1910)*. Paris, France : Points (collection essais).

Ragon, M. (2010b). *Histoire de l'architecture et de l'urbanisme modernes : 2. Naissance de la cité moderne (1900-1940)*. Paris, France : Points (collection essais).

Ragon, M. (2010 c). *Histoire de l'architecture et de l'urbanisme modernes : 3. De Brasilia au post-modernisme (1940-1991)*. Paris, France : Points (collection essais).

Raynaud, D. (2006). La construction des représentations sociales de l'architecture : Etude de sociologie expérimentale. *Arquitetura Revista*, 2. Consulté à l'adresse https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00376568/document

Rebotier, J. (2008). *Les territorialités du risque urbain à Caracas. Les implications d'un construit socio-spatial dans une métropole d'Amérique latine* (Thèse

de doctorat). Paris 3, en partenariat avec Institut des hautes études de l'Amérique latine, Paris.

Rémy, J., Voyé, L. (1981). *Ville, ordre et violence : Formes spatiales et transaction sociale*. Paris cedex 14, France : Presses Universitaires de France. doi:10.3917/puf.remyj.1981.01.

Revet, S. (2010). Le sens du désastre. Les multiples interprétations d'une catastrophe « naturelle » au Venezuela. *Terrain*, n° 54, 42-55.

Rodriguez-Franco, X. (2006). La Democracia Uniformada : el Poder Militar en Venezuela. *Polis*, *2*(1), 245-272. Consulté à l'adresse https://polismexico.izt.uam.mx/index.php/rp/article/view/369/364

Rodrigues, A. J. (1973). *Urbanisme et révolution*. Éditions universitaires.

Roger, A. (1997). *Court Traité du Paysage*. Paris, France : Gallimard (collection Bibliothèque des Sciences humaines).

Rojas Ajmad, D. (2017). *Posciudades : manual de uso para ciudadanos nostálgicos y esquizofrénicos*. Caracas, Venezuela : Ediciones de la Fundación Arquitectura y Ciudad : Ediciones de la Facultad de Arquitectura y Urbanismo, UCV.

Roncayolo, M. (1990). *La ville et ses territoires*. Paris, France : Gallimard.

Roncayolo, M. (2002). *Lectures de villes : formes et temps*. Marseille, France : Éditions Parenthèses.

Rosito, G. (2007). La errónea aplicación de la Ley de Tierras sobre presuntas tierras ociosas o incultas y otras cuestiones. In V. Hernández-Mendible (Éd.), *Derecho administrativo iberoamericano* (p. 1567-1584). Caracas, Venezuela : Ediciones Paredes.

Rossi, A. (2015). *La arquitectura de la ciudad*. Barcelona, España : Editorial Gustavo Gili, S.L.

Salenson, I., & Simonneau, C. (2018, mars 15). Plus de sécurité foncière grâce aux communs ? *Métropolitiques*. Consulté à l'adresse https://www.metropolitiques.eu/Plus-de-securite-fonciere-grace-aux-communs.html

Salmon, C. (2007). *Storytelling: la machine à fabriquer des histoires et à formater les esprits*. Paris, France : La Découverte.

Sánchez, F. (2018, avril 5). Abrumados por los datos. *El Inconformista Digital.* Consulté à l'adresse http://www.elinconformistadigital.com/2018/04/05/abrumados-por-los-datos-por-francesc-sanchez/

Sánchez, P. (2004). La forme privative du fait de l'urbanité : emprise sécuritaire et homogénéisation socio-spatiale à Caracas. *L'Espace géographique*, tome 33(2), 114-130. doi:10.3917/eg.332.0114.

Sánchez, R. (2016). *Dancing Jacobins : A Venezuelan Genealogy of Latin American Populism*. New York, United States of America: Fordham University Press.

Sanchez Rodriguez, J. L'état communal dans la révolution bolivarienne. *Société de classe, le pouvoir politique et de l'État*. (n/p)

Sanoja Obediente, M., & Vargas Arenas, I. (11 août 2006). Solidaridad, reciprocidad y socialismo. *Red Voltaire*. Consulté à l'adresse https://www.voltairenet.org/article142948.html

Sanoja Obediente, M., & Vargas Arenas, I. (2015). *Razones para una revolución*. Caracas, Venezuela : Monte Ávila Editores Latinoamericana.

Sanoja Obediente, M., & Vargas Arenas, I. (2017). *La larga marcha hacia la ciudad comunal. Tesis sobre el socialismo bolivariano* (2.a edición). [Digital]. Caracas : Fundación Editorial El perro y la rana. Consulté à l'adresse http://www.elperroylarana.gob.ve/wp-content/uploads/2017/01/la_larga_marcha_hacia_la_sociedad_comunal.pdf

Schiffrin, D. (1994). *Approaches to Discourse* (1re éd.). Malden, Massachusetts, United States of America: Blackwell.

Schmitt, C. (1998). *El concepto de lo político: texto de 1932 con un prólogo y tres corolarios* (Quinta reimpresión) (traduit par Agapito, R). Madrid, España : Alianza.

Schumpeter, J. A. (1935). *Théorie de l'évolution économique.* . Paris, France : Dalloz.

Segaud, M. (2010). *Anthropologie de l'espace : Habiter, fonder, distribuer, transformer*. Paris : Armand Colin.

Segaud, M., Bonvalet, C., & Brun, J. (1998). *Logement et habitat : L'état des savoirs*. Paris, France : La Découverte.

Sen, A. (2018). *Collective Choice and Social Welfare: An Expanded Edition*. Cambridge, Massachusetts, United States of America: Harvard University Press.

Sesto, F. (2017a). 30 PREGUNTAS EN COMUNA. Consulté à l'adresse https://farrucoenpdf.files.wordpress.com/2017/04/30-preguntas-en-comuna.pdf

Sesto, F. (2017b). Chavéz y la Nueva Hegemonía. Consulté à l'adresse https://farrucoenpdf.files.wordpress.com/2017/02/chavez-y-la-nueva-hegemonia.pdf

Sgroi, A. (2016). Morfología Urbana-Paisaje Urbano. *Teorías territoriales y planificación territorial*. Consulté à l'adresse

http://blogs.unlp.edu.ar/planeamientofau/files/2013/05/Ficha-N%C2%BA-19-Morfolog%C3%ADa-Urbana.pdf

Sigales Ruiz, S. (2006). Catástrofe, víctimas y trastornos: Hacia una definición en psicología. *Anales de Psicología, 22* (1), 11-21. Consulté à l'adresse https://www.redalyc.org/pdf/167/16722102.pdf

Silva, E., Sacchini, M., & Caradonna, V. (2015). *CABA : Cartografía de los barrios de Caracas 1966 - 2014*. Caracas, Venezuela : Fundación Espacio.

Siméon, O. (2012, septembre 4). Robert Owen, père du socialisme britannique ? *La Vie des idées*. Consulté à l'adresse https://laviedesidees.fr/Robert-Owen-pere-du-socialisme-britannique.html

Simon, P. (Novembre-décembre 2003). Le logement social en France et la gestion des « populations à risques » en France. *Hommes et Migrations*, 1246, 76-91. DOI : https://doi.org/10.3406/homig.2003.4096

Sintomer, Y. (2008). Du savoir d'usage au métier de citoyen ?. *Raisons politiques*, 31(3), 115-133. doi:10.3917/rai.031.0115.

Sitte, C. (1996). *L'art de bâtir les villes : l'urbanisme selon ses fondements artistiques* (traduit par Wieczorek, D.). Paris, France : Seuil.

Stébé, J.-M. (2011). *Le logement social en France : (1789 à nos jours)* (5e éd.). Paris, France : Presses Universitaires de France - PUF.

Tapie, G. (2014). *Sociologie de l'habitat contemporain. Vivre l'architecture*. Marseille, France : Parenthèses (collection Eupalinos / A+ U).

Tarragoni, F. (2015a). *L'énigme révolutionnaire*. Paris, France : Les Prairies Ordinaires.

Tarragoni, F. (2015b). Le peuple est dans la rue. Politiques du street art dans les barrios vénézuéliens. *Sociologie de l'Art, OPuS 25 & 26*(1), 129-151. https://doi.org/10.3917/soart.025.0129

Tchakhotine, S. (1952). *Le Viol des foules par la propagande politique*. Paris, France : Gallimard (collection Tel).

Tendland, A. (10 novembre 2007). La mondialisation des bidonvilles. *Alternatives International* [En ligne]. Consulté à l'adresse https://www.alterinter.org/?La-mondialisation-des-bidonvilles

Térade, A. (2007). *La notion de type en architecture pour le Mouvement moderne et ses critiques* », in P. Bonnin (dir.), Architecture, espace pensé et espace vécu, Éditions Recherches, Paris.

Tissot, S. (2006). Logement social : une discrimination en douceur. *Plein droit*, 68(1), 25-28. doi:10.3917/pld.068.0025.

Todorov, T. (1978). *Les Genres du discours*. Paris, France : Le Seuil.

Todorov, T. (1991). *Les Morales de l'histoire*. Paris, France : Grasset.

Topalov, C., Coudroy De Lille, L., Depaule, J.-C., & Marin, B. (2010). *L'aventure des mots de la ville à travers le temps, les langues, les sociétés*. Paris, France : Robert Laffont (collection Bouquins).

Torres, A., Pineda, V., & Rey, E. (2017). Las disputas urbanas en la Caracas del siglo XXI : retos y potencialidades en la producción social del suelo. *Territorios* (36), 47-68. DOI : http://dx.doi.org/10.12804/revistas.urosario.edu.co/territorios/a.4845

Torres, A. T. (2018). *Diario en ruinas (1998-2017)*. Caracas, Venezuela : Editorial Alfa.

Uhel, M. (2012). La démocratie participative entre subordination et autonomisation politique. Les Conseils communaux à Maracaibo (Venezuela). *Cahiers des Amériques latines*, 69, 57-80. Consulté à l'adresse http://cal.revues.org/970

Urdaneta Troconis, C. (2013). *La gestión urbana del Área Metropolitana de Caracas* (ILDIS Instituto Latinoamericano de Investigaciones Sociales. Oficina en Venezuela de la Fundación Friedrich Ebert). Consulté à l'adresse http://www.ildis.org.ve/website/administrador/uploads/Carlos%20Urdaneta%20Troconis%20Final.pdf

Uzcátegui, R. (2010). *Venezuela : La Revolución Como Espectáculo. Una crítica anarquista al gobierno revolucionario.*. Caracas, Venezuela : El Libertario.

Vaguet, O., & Vaguet, A. (1993). *Du bidonville à l'épidémie, la crise urbaine indienne à Hyderabad*. Talence : Centre d'études de géographie tropicale (Collection Espaces tropicaux).

Valadez, J., & Bamberger, M. (1995). *Monitoring and Evaluating Social Programs in Developing Countries: A Handbook for Policymakers, Managers, and Researchers (WBI Development Studies)*. Washington, United States of America: World Bank Publications.

Valdez Zepeda, A. (2002a). *EL ABC DE LA MERCADOTECNIA POLITICA*. Guadalajara, Mexico : Universidad de Guadalajara. Centro Universitario de Ciencias Económico Administrativas.

Vásquez Lezama, P. (2014). *Le Chavisme : Un militarisme compassionnel*. Paris, France : Éditions de la Maison des sciences de l'homme.

Vásquez Lezama, P. (2018). Introduction. *Les Temps Modernes*, 697(1), 4-10. doi:10.3917/ltm.697.0004.

Vásquez Lezama, P. (2019). *Pays hors service : Venezuela : De l'utopie au chaos*. Paris, France : Buchet/Chastel.

Vázquez Romero, J. E. (mars 2014). Marketing político de izquierda en América Latina : el chavismo como experiencia exitosa. *Revista Caribeña de Ciencias Sociales*. Consulté à l'adresse http://caribeña.eumed.net/marketing-politico-izquierda/

Venturi, R. (1966). *Complexity and Contradiction in Architecture* (1re éd.). New York, United States of America: Museum of Modern Art.

Venturi, R. (1995). *De l'ambiguïté en architecture* (traduit par Schlumberger, M., & Vénard, J. L.). Paris, France : Dunod.

Vernant, J. P. (1975). Image et apparence dans la théorie platonicienne de la mimêsis. *Journal de Psychologie normale et pathologique*, (2), 133-160.

Vigliocco, M. A., & Meda, R. H. (1991). *Estructura Urbana y Uso del Suelo : Aplicación a Ciudades Bonaerenses*. Buenos Aires, Argentina : Civilidad.

Von Bergen Granell, F. M. (2017). Los discursos de Nicolás Maduro : marcos, relato y juegos de lenguaje. *Marco : revista de márketing y comunicación política*, (3), 36-56. Consulté à l'adresse http://www.usc.es/revistas/index.php/marco/article/view/4209/4552

Wagner, J. (2006). Visible materials, visualised theory and images of social research. *Visual Studies*, *21* (1). Consulté à l'adresse http://citeseerx.ist.psu.edu/viewdoc/download?doi=10.1.1.456.9885&rep=rep1&type=pdf

Wajcman, G. (2004). *Fenêtre : Chroniques du regard et de l'intime*. Lagrasse, France : Verdier.

Weber, M. (2013). *La ville* (traduit par : Fritsch, P.). Paris, France : Les Belles Lettres.

Yanes, F. J. (1943). *Relación documentada de los principales sucesos ocurridos en Venezuela desde que se declaró Estado independiente hasta el año 1821*. Caracas : Academia Nacional de Historia

Zepeda, A. (2002b). Teoría y práctica del Marketing Político, Guadalajara, Mexico : Universidad de Guadalajara.

Zevi, B. (1959). *Apprendre à voir l'architecture*. Paris, France : Les éditions de minuit.

Zevi, B. (2011). *Apprendre a voir la ville*. Marseille, France : Parenthèses (Collection Eupalinos).

SITES WEB CONSULTÉ

*une sélection des sites officiels les plus consultée à plusieurs reprises.

https://www.minhvi.gob.ve

http://www.ine.gov.ve

https://news.un.org/fr/story/2019/01/1034262

http://www.presidencia.gob.ve/Site/Web/Principal/paginas/classIndex.php

https://www.mpcomunas.gob.ve/2017/01/21/fundacredesa/

http://www.bcv.org.ve

http://www.mppef.gob.ve

http://mppre.gob.ve/2018/10/30/venezuela-potencia-sector-agroalimentario-con-asesoria-del-banco-chino/

https://www.vtv.gob.ve/tag/gran-mision-vivienda-venezuela/

http://www.comunidadandina.org/predecan/doc/r2/osso/Cons025-2006-CorporacionOSSO-informefinal-Venezuela. v.1.8.pdf

https://cnnespanol.cnn.com/2019/05/03/estas-son-las-impresionantes-cifras-de-la-crisis-en-venezuela/

http://depeteryi.com/prol/index.html

http://www.venescopio.org.ve/estadisticasbasicasdevenezuela/total-de-viviendas-por-condicion-de-ocupacion-y-numero-de-ocupantes-segun-clase-y-tipo-de-vivienda

https://fr.scribd.com/document/135241137/B-Meza-Suinaga-Cerro-Piloto-El-Plan-Extraordinario-de-Vivienda-Para-Caracas-1954

https://www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/RegularSessions/Session41/Documents/A_HRC_41_18.docx

http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/venezuela/presentation-du-venezuela/

https://www.youtube.com/watch?v=jdfYFmWsdJo et https://www.investigaction.net/fr/communes-et-controle-ouvrier-au-venezuela-interview-avec-dario-azzellini/

https://comandocreativo.wordpress.com/tag/chavez/

Rapport Camps de Pioniers
https://tbinternet.ohchr.org/Treaties/CESCR/Shared%20Documents/VEN/INT_CESCR_CSS_VEN_20499_S.pdf.
https://ohchr.org/fr/hrbodies/cescr/pages/cescrindex.aspx

https://tbinternet.ohchr.org

https://produccionsocialhabitat.wordpress.com/galeria-de-casos/pioneros-kaika-shi/

(https://musarq.blogspot.com/).
http://www.imageandnarrative.be/inarchive/iconoclasm/gronstad_vagnes.htm ;
https://www.visual-studies.com/interviews/mitchell.html

Le Rapport Mondial sur les établissements humains 2003 a été rédigé par Michael Kinyanjui sous la supervision d'Inge Jensen et Naison Mutizwa- Mangiza.

https://www.csis.org/analysis/venezuelan-drama-14-charts .
https://www.msn.com/es-ar/noticias/otras/el-drama-venezolano-en-14-datos/ar-BBST4iE

https://www.secourspopulaire.fr/sites/default/files/atoms/files/dpspfpp2018_0.pdf

LISTE DES SIGLES

AD – Action démocratique (parti politique)

ALBA – Alliance bolivarienne pour les Amériques

AMC – Zone Métropolitaine de Caracas (*Área Metropolitana de Caracas*).

ANC – Assemblé nationale constituante

AVIVIR – Zones Vitales de Logements et de Résidences (*Áreas Vitales de Viviendas y de Residencias*).

AVN – Agence Vénézuélienne d'Information (*Agencia Venezolana de Noticias*)

AVV – Assemblée Organisée *Viviendo Venezolanos*

AREHA – Zones d'Urgence Habitées (*Área de Emergencia Habitacional*)

BCAH – Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires des Nations Unies

BCV – Banque centrale du Venezuela

BISCOTE – BIenS COmmuns et TErritoire

Bs – Bolivares (monnaie du Venezuela)

BO – Banque Ouvrière (*Banco Obrero*)

BTS – Brigade de Travail socialiste

CABA – Cartographie des quartiers de Caracas

CANTV – Compagnie anonyme nationale de téléphone de Venezuela

CAVIM – Compagnie Anonyme Vénézuélienne d'Industries Militaires (*Compañía Anónima Venezolana de Industrias Militares*)

CENDES – Centre d'études du développement

CESLA – Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (*Centro de Estudios Latino Americanos*)

CBT – Panier de base des aliments, biens et services (*Canasta Básica de Alimentos, Bienes y Servicios*)

CEDICE – Centre de Divulgation des Connaissances Économiques pour la liberté (Think Tank vénézuélien)

CENVIH – Centre National de Recherche et Certification du Logement

CEPAL – Commission économique pour l'Amérique latine y el Caribe

CESAP – Groupe Social (*Centro de Servicio de Acción Popular*).

Cf. – Confer. Note pour le lecteur.

CIAM – Congrès International d'Architecture Moderne

CISOR – Centre de Recherche Social (*Centro de Investigación Social*)

CIV – Collège des Ingénieurs Civils du Venezuela

CLAP – Comités locaux d'Approvisionnement et de Production

CLT – *Community Land Trust*

CMG – Comité Multifamilial de Gestion

CNA – Panier Réglementaire d'Alimentation (*Canasta Normativa de Alimentos*)

CNE – Conseil national électoral

CNC – Panier Réglementaire de Consommation (*Canasta Normativa de Consumo*)

CNRTL – Centre national de ressources textuelles et lexicales

CNU – Commission nationale de l'Urbanisme

CONAVI – Conseil National du Logement (*Consejo Nacional de la Vivienda*)

COPEI – Comité d'organisation politique électorale indépendante (*Comité de Organización Política Electoral Independiente)* – parti politique.

CordiPlan – Bureau de Coordination et Planification (*Oficina de Coordinación y Planificación*).

CORPOELEC – CORPOración ELÉCtrica Nacional, S.A.

CTU – Comités des Terres Urbaines

CTV – Confédération des Travailleurs vénézuéliens

CRH – Centre de Recherche sur l'Habitat

CRBV – Constitution de la République Bolivarienne de Venezuela

CSIS – Centre d'Études Stratégiques et Internationales (*Center for Strategic & International Studies*).

CP – Camps des Pionniers (*Campamentos de Pioneros*)

CVC – Chambre vénézuélienne de la Construction (*Camara Venezolana de la Construcción*)

DIASPER – Système d'Indicateurs Sociaux pour un Diagnostic Social Permanent.

DMC – District Métropolitain de Caracas

ENCOVI – Enquête Nationale des Conditions de Vie de la Population Vénézuélienne (*Encuesta Nacional de Condiciones de Vida de la Población Venezolana*)

FANB – Force Armée nationale bolivarienne

FARC – Forces Années révolutionnaires de Colombie

FEDENAGA – Fédération nationale des Éleveurs du Venezuela (*Federación Nacional de Ganaderos de Venezuela*).

FEM – Fonds de Stabilisation macroéconomique

FFM – Front Francisco de Miranda

FLACSO – Faculté Latino-Américaine de Sciences Sociales (*Facultad Latino-Americana de Ciencias Sociales*)

FMDV – Fond mondial de développement des villes

FMI – Fonds monétaire international

FONDUR – Fonds National de Développement Urbain (*Fondo Nacional de Desarrollo Urbano*)

FUNINDES-USB – Fondation de Recherche et Développement de l'Université Simon Bolívar (*Fundación de Investigación y Desarrollo de la Universidad Simón Bolívar*)

FUNVISIS – Fondation vénézuélienne de Recherche Sismologique (*Fundación Venezolana de Investigaciones Sismológicas*)

FTV – Fédération de Terre, Logement et Habitat

FVP – Fondation Logement populaire (*Fundacion Vivienda Popular*)

GDF – Grand District Fédéral

GMVV – Grande Mission Logement Venezuela

HCDH – Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme

HLV – Heure Légal du Venezuela

IDH – Indice de Développement Humain

IERU – Institut d'Études Régionales et Urbaines

IMUTC – Institut Urbain Métropolitain de Caracas

INE – Institut national de statistiques

IPC – Indice national des Prix à la Consommation

IPRI – Indice international des droits de propriété

IVSS – Institut vénézuélien de Sécurité sociale

JO – Journal Officiel

LACSO – *Laboratorio de Ciencias Sociales*

LIHP – Laboratoire International pour l'Habitat populaire

LOHG – Loi Organique des Hydrocarbures Gazeux

LOOT – Loi organique d'Aménagement Territorial (*Ley Orgánica de Ordenación Territorial*)

LOOU – Loi organique d'Aménagement Urbain (*Ley Orgánica de Ordenación Urbana*)

LOPSAPS – Loi organique pour la fourniture de services d'eau potable et d'assainissement (*Sistema de Agua Potable y Saneamiento*)

LOSE – Loi Organique du Service de l'Électricité

LOTE – Loi Organique des Télécommunications

LP – Seuil de Pauvreté (*Linea de Pobreza*)

MAS – Mouvement Vers le Socialisme

MBR 200 – Mouvement bolivarien révolutionnaire 200– *social/militaire* (*Movimiento Bolivariano Revolucionario-200)*

MEM – Ministère de l'Énergie et des Mines

MIR – Mouvement de la Gauche révolutionnaire (parti politique communiste)

MINFRA – Ministère d'Infrastructure

MINHVI – Ministère du Pouvoir Populaire de l'Habitat et du Logement. (*Ministerio del Poder Popular del Hábitat y Vivienda*)

MERCOSUR – Marché Commun sud-américain

MOEOV – Mouvement des Occupants de Bâtiments, Organisés de Venezuela (*Movimiento de Ocupantes de Edificios Organizados de Venezuela*)

MPPCI – Ministère du pouvoir populaire de la Communication et de l'Information

MTA – Tables techniques de l'eau (*Mesas Técnicas de Agua*)

MUD – Table de l'Unité démocratique

MUSARQ – Musée National d'Architecture

MVR – Mouvement Cinquième République

NBI – Les Besoins Élémentaires Insatisfaits (*Necesidades Básicas Insatisfechas*)

OCEI – Bureau Central de Statistiques et Informatique (*Oficina Central de Estadística e Informática*)

OCIVHA – Organisation Communautaire Intégrale du Logement et de l'Habitat

OEA – Organisation des États américains

OIM – Organisation internationale des Migrations

OMS – Organisation mondiale de la Santé

OMPU – Bureau de Planification urbaine Municipale du District Fédéral ()

ONU – Organisation des Nations unies

OPPPE – Bureau Présidentiel d'Études et de Projets Spéciaux (*Oficina Presidencial de Planes y Proyectos Especiales*)

OSNVH – Organe Supérieur du Système National de Logement et d'Habitat. (*Órgano Superior del Sistema Nacional de Vivienda y Hábitat*)

OPEP – Organisation des Pays explorateurs de Pétrole

PIB – Produit intérieur brut

PCV – Parti communiste vénézuélien

PdCh – Pas de Calais Habitat

PDVSA – Compagnie pétrolière du Venezuela

PECM – Plan Stratégique Caracas Métropolitain

PMC – *Plan Monumental de Caracas*

PNUD – Programme des Nations Unies pour le Développement

PPT– Patrie Pour Tous (parti politique de gauche)

PRA – *Property Rights Alliance*

PREDECAN – *Prevención de Desastres de la Comunidad Andina*

PSUV – Parti socialiste unifié du Venezuela

PVC – Polychlorure de vinyle

RED – *Red de Estudios Sociales en América Latina*

SAPS – Service d'eau potable et d'assainissement (*Sistema de Agua Potable y Saneamiento*)

STPU – Système de Transport Public Urbain

TCP – Traité commercial des Peuples

TIH – Transformation Intégrale de l'Habitat

TRV– Travailleuses Résidentielles du Venezuela (*Trabajadoras Residenciales por Venezuela*).

TSJ – Tribunal suprême de Justice

UCAB – Université Catholique Andrés Bello

UCV – Université Centrale de Venezuela

UNASUR – Union des Nations sud-américaines

UNICEF – *United Nations International Children's Emergency Fund*

UN-OCHA – *United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs*.

UNISDR – Bureau des Nations Unies pour la Réduction des Risques de Catastrophes *(United Nations Office for Disaster Risk Reduction)*

UPM – Union patriotique militaire

UTC – Temps universel coordonné

URSS – Union des républiques socialistes soviétiques

USB – Université Simon Bolívar

USD – *United States Dollars*

SAIME - Service Administratif d'Identification de Migration et d'Immigration (*Servicio Administrativo de Identificación, Migración y Extranjería*)

SELVIHP - Secrétariat Latino-Américain du Logement et de l'Habitat populaire

SUVI - Substitution de Taudis par un Logement

ZLEA - Zone de libre-échange des Amériques

ZOPO - Zones de Danger Potentiel (*Zonas de Peligro Potencial*)

ZOPI - Zones de Danger Imminent (*Zonas de Peligro Inminente*)

ZORI - Zones de Risque (*Zonas de Riesgo*)

Annexes

1. Plaquette du terrain

La finalidad de la tesis es **construir una reflexión, cronología y estado** de este proceso innovador en un contexto académico internacional. Prospectivamente podría **APORTAR INSTRUMENTOS** en la mejoría de diversos **MODOS DE PRODUCCIÓN** que se han instaurado desde el inicio de la producción hasta ahora. Sobretodo en lo concerniente a la producción de las imágenes que representan la operación y la manera en que estas son elaboradas por diversos actores. Siendo consecuente con la hipótesis inicial: **descifrar los códigos de representación para mejorar el modo de vivir y hábitat en estos nuevos desarrollos urbanos.**

Síntesis personal : Yaneira Wilson, venezolana, arquitecta de formación, profesora, prepara una tesis de doctorado en el Centro de Investigación sobre el Hábitat – Laboratorio Arquitectura, Ciudad, Urbanismo y Entorno (CRH-LAVUE), en la Escuela de Arquitectura de Paris Val de Seine, dirigida por el doctor Yankel Fijalkow, sociólogo. En este marco colabora con el arquitecto Jean-François Parent en el Laboratorio Internacional por el Hábitat Popular desde hace más de un año.

Particularmente interesada en las problemáticas vinculadas con la "vivienda social", ha culminado dos postgrados sobre : las representaciones que rodean el desarrollo urbano y el impacto de las imágenes de la "ciudad espontánea" en el urbanismo reciente. Se interesa también al desarrollo de la política en la gestión de catástrofes y el papel de las poblaciones victimas en la producción de su vivienda post-catástrofe.

Su investigación de tesis se estructura principalmente a través de los ejes "fabricación del urbano" y "justicia y desigualdades". Su tesis tiene la intención de estudiar la Gran Misión Vivienda Venezuela como un intento único de democratización de la producción y de la distribución de viviendas y el papel del "Poder Popular" y de las "Comunas" en la gestión del hábitat.

Contacto: Yaneira Wilson - email: yaneiraw@gmail.com

Tesis de doctorado

La política de la ciudad en imágenes: " Gran Misión Vivienda Venezuela"

El proyecto GMVV propone la construcción de tres millones de viviendas en diez años con la meta de finalizar en el 2019. Este proyecto se crea a fin de cumplir una deuda social a millones de venezolanos a través de un modo de construcción innovador, incluyendo fundamentalmente la figura de Poder Popular y las Comunas como protagonistas de esta misión.

El laboratorio de investigaciones francés CRH (*Centre de Recherche sur l'Habitat*) se interesa en la exploración de este proyecto de construcción masiva de viviendas y promueve esta tesis doctoral, reforzándola con paralelismos históricos y conceptuales del continente europeo. En diversas reflexiones la política de vivienda es presentada a través de números, estadísticas, voluntad política y beneficiarios, sin embargo, nuestra principal hipótesis parte del principio que ésta puede ser explicada mediante imágenes producidas por los diversos participantes de la producción. Considerando a la vez que este tipo de producción sea condicionante de diversos modos de habitar.

El interés primordial de nuestro proyecto consiste en establecer enlaces entre todas las imágenes creadas con el propósito de permitir a los actores adquirir mejores herramientas para tomar medidas en la producción y entenderla como un espacio de creación e innovación colectiva.

Los **MODOS DE PRODUCCIÓN** son todas las prácticas posibles de orden social, político, económico y legal que conjugan para lograr un objetivo determinado, en nuestro caso, la construcción masiva de viviendas en poco tiempo. Efectivamente, en Venezuela hay una experiencia original desde el año 2009 sobre el modo de construcción, gestión y ocupación de la vivienda, sugiriendo principalmente una autonomía productiva de la parte de los habitantes.

ESQUEMA DE LA TESIS

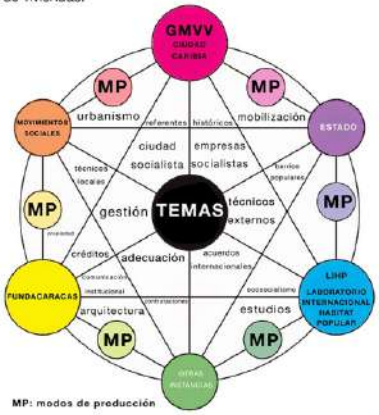
El gráfico muestra en colores primarios los tres grandes ejes del estudio, es decir, los actores principales de la operación: Poder Popular, Estado y Otros. El resultado de la mezcla de estos colores primarios producen los conocidos colores secundarios que en nuestro esquema corresponden a productos físicos o conceptuales promovidos por los actores. Finalmente, al unir los colores primarios con el secundario más inmediato producen un evento, del orden de la participación, producción o gestión territorial entre otros. Todo ello se centraliza en el conjunto de representaciones de la operación el cual es el tema central de esta hibridación. Estas representaciones son formadas por diversos tipos de imágenes bidimensionales o tridimensionales que existen, fotografías, esquemas, edificios y/u operaciones urbanas.

Objetivos:

El objetivo principal de la tesis es profundizar sobre los **MODOS DE PRODUCCIÓN** mediante:

- La inclusión de este nuevo dispositivo a una escala universal
- Analizar los paralelismos que puedan existir entre la participación popular y otros procesos de producción en Venezuela y sus equivalentes en el mundo.
- Discernir la variables que puedan existir en la inclusión de diversas representaciones producidas en esta operación, hacerlas comprensibles a todos, participantes o no.
- Posicionamiento de actores en esta nueva operación en relación a concepciones clásicas de construcción de viviendas.

Cruzar la intervención institucional con la Participación Popular en diversos pasos de la producción de viviendas.



MP: modos de producción

Metodología en esta fase

A través de la **OBSERVACIÓN PARTICIPATIVA**, VISITAS DE TERRENO, ENTREVISTAS (a los responsables institucionales, líderes de algunos de los movimientos sociales, habitantes de diversas operaciones) se abordaran los diversos temas presentados por los modos de producción.

2. Tableaux des entretiens — visites du terrain

Visitas de terreno			Entrevistados			
Opérations GMVV (numéro de visitas)	Numero de viviendas	Área de construcción	Habitantes		Técnicos o expertos en Organismos públicos o privados	
	Área metropolitana	Fuera del área metropolitana	Nombre	Edad/ES	Organismo	Cargo
Ciudad Caribia (14)	20.000 viviendas		Juanita		Ministerio de la vivienda	Directora Arquitecta María Rosa Dejarni
			Karla			
			Jonathan		Autoridad Mayor Ciudad Caribia	Xiomara Alfaro
			Mergüin Sánchez	42		Arquitecto Marco tulio Campos
			Ana	48	MUSARQ	Presidente (2017) Arquitecto Juan Pedro Posani
			Victor			Arquitecto Fruto Vivas
			Juan Carlos		Fundación Misión Hábitat	Directora Arquitecta Jocelyn León
			Alejandrina			Arquitecto Cruz Camacaro
Ciudad Tiuna (6)			Anais Vallenilla			Arquitecta Andrea Ramírez
			Jorge			Ingeniero Yumirca Solorzano
			Luis Bolívar		Instituto de Urbanismo de Caracas	Presidenta (2017) Urbanista Zulma Bolívar
			Sonia			Consultor Jurídico Christian Tavera
Argelia Laya OPPPE (xx) (3)	114 viviendas		Wilmer Vásquez		Alcalde los Teques	Alcalde Francisco Garcés
			Guida		LIHP	Arquitecto Jean François Parent
			Jorge			Arquitecto Pierre Marais
			Yonzu		Cámara Inmobiliaria de la de la Construcción	Manuel Mario Guevara
OPPPE (51) (2)			Douglas Prin			Politólogo Jesus Gonzalez
			Gabriela			Politólogo Melvin Martin
			Lalita			Presidente Ingeniero Carlos González
						Ingeniero Jesús Carrizales
Campamento de Pioneros (1)			Luisa Hernández		Universitarios USB/UCV -Venezuela-	Arquitecto Franco Micucci
			Irma Pacheco			Arquitecto Enrique Larrañaga

			Juan Rodríguez			
Ciudad Socialista Hugo Chavez (2)	1488 viviendas		x			
OPPPE Vargas (4)			x		Fundación Vivienda Popular	Eugenio A. Mendoza R. (EM): Président
OPPPE Atalayas (2)						Oswaldo Carrillo (OC): Vice-président
Proyecto Integral Santa Rosa Fundacaracas Fruto Vivas (2)	121 viviendas		x			Roberto Briceño León (RBL): Sociologue
Avenida Bolívar (4)						Alexis Delgado y Yelitza Blanco: Architectes
Bateas de Maurice (1)			María Luisa Rodríguez		Investigadores -Francia-	Sociólogo Federico Tarragoni
			Ylsi Tamara			
Torre David (2)			Daniel G		Agence de arquitectura UrbanThink Tank	Alfredo Brillembourg (AB)
			Keymer Avila			Klearjos Papanicolaou (KP)

3. Guide d'entretien

Tesis de doctorado: La política de la ciudad en imágenes : " Gran Misión Vivienda Venezuela"
Escuela doctoral "Medios, Cultura y Sociedad del pasado y del presente", Universidad Paris Oeste Nanterre La Defensa
Doctorante : Yaneira Wilson – Dirección Profesor : Yankel Fijalkow

Encuestas a los habitantes GMVV – Julio – Agosto – Septiembre 2017

Información personal:

1. Dónde y de que forma vivía antes de ser beneficiario de la operación GMVV?

2. Lugar y condición de su antigua residencia?

3. Desde cuándo habita en esta operación de la GMVV?

4. Pertenece usted a algún movimiento social? No _____ Si, cual? _____
   - Desde cuando?

5. Comuna_____

Sobre la vivienda y sus características físicas:

6. Casa_____ Apartamento_____ Edificio_____ Torres_____ Pisos_____ el suyo_____

7. Localidad_____

8. Cuantas personas viven en la vivienda?_____ Familiares_____Otro_____

9. Cuántos metros cuadrados tiene?

10. Cuál es la configuración de la vivienda? cuenta con diversas áreas: salón, cuartos, baños, cocina?

    Evolución del espacio (propuesta de un plano)

11. Cómo le fue entregada la vivienda?
    a. Por quién?
    b. Cómo?
    c. Cuándo?

12. Participó usted en la selección de la localidad u otro detalle de la vivienda? (como fue escogido?)

13. Es usted propietario _____ Inquilino_____ Otro_____ Titulo de propiedad_____

a. En caso de ser propietario imagina usted vender/alquilar la casa?

14. La unidad o complejo cuenta con áreas verdes o de esparcimiento?

No_____ Si, cuales _____

15. Otros equipamientos:

Educativos_____ Deportivos_____ Recreativos_____

16. Posee usted vehículo _____ Cuánto tiempo tarda a su lugar de trabajo _____

17. El transporte publico llega a la unidad? No_____ Si, cual _____

18. La vivienda cuenta con servicios básicos?

-

a. Agua F/C _____ Frecuencia del servicio_____ Suministrada por _____
b. Electricidad_____ Frecuencia del servicio_____ Suministrada por _____
c. Residuos_____ Frecuencia del servicio_____ Suministrada por _____
d. Internet_____ Frecuencia del servicio_____ Suministrada por _____

Sobre la participación y la gestión:

19. Cómo le fue comunicada la noticia de haber sido seleccionado para obtener una propiedad de la GMVV?

20. Gestionó usted la solicitud en línea? Bajo otro mecanismo? Cuál?

21. Cómo fue el trámite de su traslado?

a. De qué manera?
b. Cuanto tiempo duró el proceso?
c. Le generó algún costo?

22. De qué forma participó usted en la operación? (concepción, construcción,

23. En qué momento se incorporó usted al proceso ?

24. Participó usted en la fase de concepción del proyecto?

a. Cómo?
b. Cuándo?

c. Durante cuánto tiempo?

d. Con quién?

25. Participó usted en la construcción?

a. Cómo?

b. Cuándo?

c. Durante cuánto tiempo?

d. Fue o forma parte de alguna brigada de construcción?

- Le generó algún costo?
- Fue contratado?
- Fue voluntario?

-

e. Trabajó en alguna empresa socialista?

- Fue contratado?
- Fue voluntario?

26. Participó usted en la adecuación interna de la vivienda?

a. Cómo?

b. Cuándo?

c. Durante cuánto tiempo?

d. Selección del mobiliario?

e. Ha modificado usted la distribución original?

- Si, por qué?
- Cómo?

27. Es usted propietario de la integralidad de objetos existentes en la vivienda?

a. Cómo le fueron entregado los bienes?

b. Debió usted adquirir algo extra para poder instalarse?

28. Alguno de los miembros de su familia participó en el proceso de concepción, construcción o adecuación de la vivienda?

a. Quiénes?

b. En cuál?

c. Cómo?

d. Durante cuánto tiempo?

29. La gestión de la propiedad fue canalizada por:

a. Alguna institución de la GMVV?

b. La comuna?

c. Algún movimiento socialista?

30. Debió usted pagar por estos trámites de gestión a:

a. Alguna institución de la GMVV?

b. La comuna?

c. Algún movimiento socialista?

31. Paga usted alguna mensualidad o crédito de su vivienda?

a. Alguna institución de la GMVV? Costo aproximado _____

b. La comuna? Costo aproximado _____

c. Algún movimiento socialista? Costo aproximado _____

32. Paga usted independientemente algún servicio?

e. Agua _____ Costo aproximado _____

f. Electricidad_____ Costo aproximado _____

g. Residuos_____ Costo aproximado _____

h. Internet_____ Costo aproximado _____

Sobre el hábitat:

33. Conoce usted a algunos de los miembros de la comunidad?

34. Que vínculos tiene actualmente con ellos?

35. Se considera usted una persona activa dentro de las labores de la comunidad?

a. Si, De qué forma participa?

b. Cada cuánto tiempo?

36. La GMVV es una de las políticas publicas más importantes que el gobierno ha promovido en estos 8 años, con el objetivo de saldar la deuda social a millones de venezolanos, que piensa usted sobre esto?

a. Qué le incluiría a la operación GMVV?

b. Qué eliminaría?

c. Que le cambiaría?

37. Cual es su opinión de los espacios públicos de la operación? (plazas, parques, vialidad, localización, cercanía a otras dependencias?

a. Qué agregaría?

b. Qué eliminaría?

38. Cual es su opinión de la forma, color, disposición de los edificios?

a. Qué agregaría?
b. Qué eliminaría?

39. Cual es su opinión de la calidad de construcción?

a. Estructura?
b. Materiales?
c. Durabilidad?
d. Ambiente?

40. Algo en su vida cambió con respecto a su vivienda anterior? (en el cotidiano, en el trabajo, en sus relaciones sociales?)

41. Qué diferencia encuentra usted entre su vivienda anterior y ésta?

42. Qué diferencia encuentra usted entre el complejo anterior y éste?

Solicitar fotos para comparar

43. Se siente usted satisfecho de la seguridad del complejo?

a. Del apartamento?
b. Ha tenido usted que incluir algún tipo de protección en su casa?

44. Participa usted en algunas de las actividades de limpieza, seguridad u otras gestiones de la comunidad?

Sobre los objetivos de la GMVV:

45. Se siente usted parte de la operación GMVV?

a. Siente que le pertenece?
b. Se siente orgulloso de ella?
c. Cuánto tiempo cree que vivirá acá?
d. Se imagina viviendo en otro lugar?

46. Cómo imagina usted el futuro de esta operación?

a. Ampliaría la vivienda? Es posible?
b. Imagina a su familia en una vivienda cercana?

c. Cómo visualiza su vivienda en diez años?

47. Este proceso de construcción de viviendas fue originalmente una idea del presidente Chávez

a. Los siente usted presente en el complejo?
b. De qué manera?
c. En su apartamento?

48. Si estuviese a su alcance mejorar o modificar esta operación, que haría usted?

a. Participación
b. Gestión
c. Creación

49. A quién agradecería usted esta misión?

50. Desea usted hacer algún comentario?

Datos personales:

- Nombre completo_____ Alias_____
- Edad_____Sexo_____
- Condición de trabajo: Empleado_____Jubilado____En búsqueda de trabajo_____
  - Contacto

_____

Ficha técnica del registro:

Fecha:
Lugar:
GMVV:
Hora de inicio:
Culminación:
Participantes:

- TECNICOS

Sobre su recorrido profesional:

1. Cual es su oficio?
   -
2. Trabaja para alguna Institución o es independiente?
   -
3. Dónde realizo sus estudios?
4. Hace cuánto terminó sus estudios?
5. Cuál es su experticia?
6. Considera usted haber participado o realizado en algún proyecto exitoso?
   a. Hace cuánto tiempo?
   b. Por qué considera usted que es/fue exitoso?
7. Siente alguna frustración por algún proyecto no logrado?
   a. Hace cuánto tiempo?
   b. Por qué considera usted que no es/fue éxito?
   c. Habría podido usted hacer algo para modificarlo?
8. Como describiría usted un día de su trabajo?
9. Comparte usted con otros colegas en su trabajo?
   a. Qué disciplina?
   b. Con que frecuencia?
10. Comparte usted con algunas de las personas para quién trabaja?

Sobre la participación en la GMVV:

1. Pertenece usted a algún movimiento social? No _____ Si, cual? _____
2. Conoce o forma usted parte de la Gran Misión Vivienda Venezuela?
   a. Que labor desempeña usted en el proceso de la GMVV?
   b. De qué manera participa usted en la operación?

3. En cuál momento se incorporó usted al proceso ?

    a. En cual parte?
    b. Cómo?
    c. Durante cuánto tiempo?
    d. Desde cuando?

-

4. Cuánto tiempo dedica de su jornada laboral a las actividades concernientes a la GMVV?

5. Conoce usted a algunos de los miembros de la comunidad?

    a. Forma usted parte?
    b. Que vínculos tiene actualmente con ellos?

6. Se considera usted una persona activa dentro de las labores de la comunidad?

    c. Si, De qué forma participa?
    d. Cada cuánto tiempo?

7. La GMVV es una de las políticas publicas más importantes que el gobierno ha promovido en estos 8 años, con el objetivo de saldar la deuda social a millones de venezolanos, que piensa usted sobre esto?

    a. Qué le incluiría a la operación GMVV?
    b. Qué eliminaría?
    c. Que le cambiaría?

8. Cual es su opinión respecto al urbanismo de la operación? (espacios públicos, plazas, parques, vialidad, localización, cercanía a otras dependencias?

    a. Qué agregaría?
    b. Qué eliminaría?

9. Cual es su opinión respecto a la concepción arquitectural? de la forma, color, disposición de los edificios?

    a. Qué agregaría?
    b. Qué eliminaría?

10. Cuál es su opinión de la calidad de construcción?

d. Estructura?
e. Materiales?
f. Durabilidad?
g. Ambiente?

11. Cuál es su opinión de la forma de construcción?

a. Tiene usted conocimiento de la brigadas socialistas?
b. Tiene usted conocimiento de las empresas socialistas?

12. Qué diferencias encuentra usted las anteriores viviendas de interés social y estas de la GMVV?

13. Cree usted que a través de esta operación la calidad de vida de muchos venezolanos ha variado con respecto a su anterior vivienda?

Sobre los objetivos de la GMVV:

14. Se siente usted parte de la operación GMVV?

a. Siente que le pertenece?
b. Se siente orgulloso de ella?
c. Cuánto tiempo cree que vivirá acá?
d. Se imagina viviendo en otro lugar?

15. Cómo imagina usted el futuro de esta operación?

a. Ampliaría la vivienda? Es posible?
b. Imagina a su familia en una vivienda cercana?
c. Cómo visualiza su vivienda en diez años?

16. Este proceso de construcción de viviendas fue originalmente una idea del presidente Chávez

a. Los siente usted presente en el complejo?
b. De qué manera?
c. En su apartamento?

17. Si estuviese a su alcance mejorar o modificar esta operación, que haría usted?

a. Participación
b. Gestión

c. Creación

18. Desea usted hacer algún comentario?

Sobre la GMVV:

19. Considera usted que el estado cumple correctamente con los objetivos propuestos al inicio? Construir masivamente 3 millones de viviendas en 10 años

20. Considera usted que la GMVV es una nueva política sin precedente en el país?

-

21. Conoce usted los actores principales de esta operación?

a. Poder Popular
b. Movimientos sociales
c. Consejos comunales
d. Brigadas socialistas
e. Empresas socialistas

22. Cómo considera usted la participación de esta nueva figura de Poder Popular como actor principal de la operación?

23. Tiene usted conocimiento de la creación y conformación de Comunas?

a. Considera usted que la creación de comunas facilita la gestión de las alcaldías?
b.

24. Datos personales:

- Nombre completo_____ Alias_____
- Edad_____Sexo_____
- Condición de trabajo: Empleado_____Jubilado____En búsqueda de trabajo_____
  - Contacto

_____

Ficha técnica del registro:

Fecha:

Lugar:

GMVV:

Hora de inicio: Culminación: Participantes.

4. Lignes directrices de la règlementation

Parmi les sujets d'étude de la construction de logements dans le cadre de la GMVV, ce chapitre se consacre en partie à l'analyse des lignes directrices élaborées par la Direction de la Planification du Ministère du Logement et de l'Habitat. Ces lignes directrices, préparées dans les circonstances d'urgence déjà mentionnées, et publiées au Journal Officiel[476] sont composées d'une série de 20 articles ou directives, qui fixent les modalités de conception que les acteurs ou les réalisateurs de la construction de logements doivent suivre. Des paramètres ont été établis en 2013 ; ils ont pu être vérifiés lors de la visite sur le terrain effectuée en 2017, durant les rencontres avec les techniciens des institutions responsables de la construction de logements ; ils n'ont pas été modifiés depuis l'origine jusqu'à cette date (2019). Les techniciens et les habitants corroborent la nécessité d'effectuer des modifications et/ou des adaptations de ces directives, car de graves problèmes ont été constatés dans les cités bâties.

Tous les articles sont passés en revue, avec leur traduction la plus littérale possible afin de ne pas altérer le sens même du texte espagnol. Toutefois, il faut noter que l'information est assez basique et peut surprendre le lecteur par sa simplicité ou par son manque de précision en comparaison de l'ampleur de cette importante opération de construction massive de logements sur le territoire national.

Les premiers articles donnent la priorité au modèle de la ville compacte, en promouvant des bâtiments qui garantissent une haute densité tout en conservant une faible hauteur.

La priorité est donnée aux logements multifamiliaux et unifamiliaux partageant des espaces communs, afin de garantir la meilleure utilisation de l'espace et des réseaux de services, et d'optimiser les ressources allouées à l'ensemble.

Trois (3) types de logements (maisons ou appartements) sont prévus : (ajouter plans)

[476] Résolution n ° 89 du 23.07.2013 publiée au Journal officiel n ° 40.215 du 26.07.2013

a) Logement de trois (3) chambres, avec une (1) salle de bain multiple (pièce séparée) ou salle de bain et demie, salon, cuisine et buanderie, d'une superficie comprise entre 65 et 70 m^2 de construction ;

b) Logement de deux (2) chambres, avec une (1) salle de bain, salon, cuisine et buanderie, d'une superficie comprise entre 55 et 64 m^2 de construction ;

c) Logement d'une (1) chambre, avec une (1) salle de bain, salon, cuisine et buanderie, d'une superficie comprise entre 45 et 54 m2 de construction.

Les logements doivent être standardisés et normés. Les dimensions minimales des pièces qui composent le logement seront régies par les directives suivantes :

a) Chambre du chef de famille : 10,00 m^2

b) Chambre secondaire : 8,00 m^2

c) Cuisine et buanderie : 10,00 m^2

d) Salle de bain (douche, WC, lavabo) : 2,90 m^2

e) Séjour et salle à manger : 18,00 m^2

En matière d'urbanisme, et à l'utilisation des terrains, le texte stipule que la superficie minimale réservée à la construction d'équipements urbains non résidentiels soit équivalente à 6 % de la surface totale du terrain. La superficie minimale réservée aux espaces verts publics (place, parcs et boulevards) est équivalente à 10 % de la surface totale des terrains.

En ce qui concerne les critères de conception, la directive considère comme obligatoire de prendre en compte les paramètres architecturaux, afin d'assurer l'accessibilité et la mobilité des personnes handicapées et/ou à mobilité réduite.

En ce qui concerne les zones de voirie ou de stationnement, la directive établit que l'utilisation du transport collectif doit être prioritaire par rapport au transport privé, qu'il faut intégrer des voies exclusives pour les transports publics et les déplacements piétons dans les zones construites. Dans les nouvelles opérations immobilières urbaines, le ratio des places de stationnement sera d'une (1) place pour trois (3) logements, dans des espaces communs de la parcelle. Cela reste l'un des points les plus critiques puisque

cette proportion ne correspond pas du tout à la pratique des habitants de ces ensembles urbains. On peut souligner trois (3) particularités sur ce point :

- le réseau de transport national ne répond pas aux besoins, sur l'ensemble du territoire national ;
- l'accès à l'acquisition de véhicules particuliers est possible au moins pour l'une des personnes qui composent généralement le groupe familial ;
- le coût du transport est généralement facilement abordable.

En conséquence, les ensembles ayant une forte densité de population connaissent un trafic très dense. Les ensembles situés dans des endroits plus isolés rencontrent un problème différent, les habitants sont obligés d'utiliser un véhicule particulier parce que les transports publics ne desservent pas forcément les lieux de résidence. Cette situation est l'une des plus remarquables rencontrées dans les ensembles de la GMVV que j'ai visité. Cette critique est exprimée à la fois par les techniciens et par les habitants. Enfin, la directive prescrit que la circulation des véhicules devrait être minimale et que la voirie devrait permettre l'accessibilité optimale à l'ensemble immobilier et à l'espace public.
En ce qui concerne l'aménagement urbain, la directive propose de considérer le système de collecte des eaux usées et pluviales pour leur réutilisation, ainsi que l'intégration de critères d'efficacité énergétique, de recyclage, de gestion et d'élimination des déchets solides.

En termes de climatisation et d'éclairage, la directive prescrit également de promouvoir l'intégration des installations énergétiques (telles que chauffage de l'eau, cuisson des aliments, réfrigération et climatisation) du logement et de l'ensemble lorsque cela est possible, selon les directives du Ministère du Pouvoir Populaire dans chaque spécificité technique. Cette directive est remplie de caractéristiques et de très bonnes intentions, mais leur manque de clarté les rend assez faciles à ignorer par les différents acteurs.

Les derniers articles décrivent les caractéristiques des bâtiments et des maisons comme suit :

- Le rez-de-chaussée des bâtiments multifamiliaux peut envisager, outre le logement, des espaces à usage collectif et/ou des locaux faisant partie de l'équipement urbain.
- L'étage supérieur ou la terrasse des bâtiments multifamiliaux peuvent

accueillir des espaces appropriés pour développer des projets socio-productifs ou des activités communautaires.

- Les espaces communs, les couloirs et les cages d'escalier des bâtiments multifamiliaux devraient prévoir la ventilation et l'éclairage naturel.
- Tous les espaces de la maison devraient être ventilés et éclairés de façon naturelle, sauf dans des circonstances particulières.
- Les fenêtres et les espaces ouverts des bâtiments orientés est-ouest devraient inclure des éléments de protection solaire.
- Les salles de bains doivent comporter des installations sanitaires à faible consommation d'eau et toutes les zones humides doivent être concentrées.
- L'incorporation de compteurs de consommation d'électricité et d'eau est obligatoire dans tous les bâtiments.

Les finitions envisagées sont les suivantes :

- Planchers en ciment lisse, permettant un nettoyage facile.
- Murs lisses.
- Salle de bains, cuisine et buanderie en céramique le cas échéant ; elles comprennent lavabo, lavoir et pièces sanitaires avec leurs accessoires.
- Toutes les pièces doivent comporter, portes et fenêtres, plinthes, ampoules avec leurs interrupteurs, et prises appropriées. S'il n'y a pas de gaz de ville, il faut prévoir deux arrivées de gaz et un emplacement pour loger les bouteilles de gaz.

Dans tous les cas, les réglementations en vigueur et les bonnes pratiques d'ingénierie et d'architecture du point de vue du séisme, de la résistance, de la sécurité, du confort thermique et toute autre exigence indispensable garantissant une habitabilité adéquate, doivent être appliquées. Par ailleurs, il faut privilégier une technologie de construction qui comprenne des composants industrialisés et/ou préfabriqués ; toute construction doit respecter les paramètres de confort thermique et acoustique établis dans la réglementation en vigueur.

Sous des dehors de simplicité, ces directives et normes peuvent permettre de penser et d'imaginer différents modèles de construction et d'architecture qui les intègrent parfaitement, tout en respectant par ailleurs l'architecture caractéristique latino-américaine. Après ce détail des lignes directrices suit la description de certains modèles de construction développés dans cette opération.

TABLE DES MATIERES

Résumé 3

Remerciements 5

Sommaire 7

I. Interroger les politiques du logement social au Venezuela. Une recherche sur l'image 10

Introduction générale, problématique et méthodologie 12

1. Introduction générale 12
2. Problématique 13
3. Méthodologie 19

Le recueil : une campagne d'entretien 19
Usages de l'image, la photographie et le guide d'entretien 20
Sur les images 20
La photographie et l'entretien comme technique d'observation et outil de restitution 24
Les entrevues par guide d'entretien 25
L'analyse et le traitement de l'information recueillie 28
Traduction et transcription de l'analyse 29
Dernière campagne d'entretien chez les habitants 31
Un exemple éclairant 32
Les voyages dans un contexte « difficile » 34
L'échantillon de la dernière partie de terrain 36

4. Auto sociologie de l'auteur 36

Chapitre I. Politiques publiques et politiques du logement : discours, image et représentation 44

1. Politiques publiques et politiques du logement 46

Les politiques publiques et les politiques sociales 46
Politiques du logement social 48
Une définition du logement social et les réponses aux diverses exigences : 50
Une production en série 52
Le logement social comme forme participative et les bidonvilles comme une politique publique de fait 53
La particularité du Venezuela : du néolibéralisme au Socialisme du XXI[e] siècle 56
Une identité spatiale comme conséquence des politiques publiques précédentes 60

2. Communication à travers le discours et les images 62

À propos du discours et du récit : 63

De la sémiotique et concept du milieu visuel (image, représentation) pour arriver à une sociologie visuelle 65
Image 68
Représentation 72
Sociologie visuelle 76
3. Croisement entre politique, discours et images. L'architecture et l'urbanisme comme moyen de représentation du pouvoir 79
Sur la forme et le langage dans l'architecture et l'urbanisme et leur relation avec l'État 79
Morphologie de l'architecture en fonction d'une emprise de pouvoir (1920-1960) : 83
Le postmodernisme et l'architecture comme moyen de communication 87
Un détour par la ville Maoïste (1949-1976) 89
Le cas d'Algérie à la fin des années 1960 jusqu'aux villes nouvelles du XXI[e] siècle. 91
L'expression esthétique et l'image comme stratégie politique 93
Propagande et Marketing politique 95
Sur la participation et les communs 97
4. Politique, discours et images au Venezuela, un terrain intéressant 102
La *Pink Tide*, la Marée Rose et un contexte global pour un panorama local 104
« Fléau de l'oligarchie et héros des pauvres » 109
Le Peuple et la Révolution bolivarienne 113
5. Les raisons de cette thèse 117
II. Éléments du cadrage et la question de l'habitat dans le contexte vénézuélien _ 120
Chapitre II. Facteurs d'émergence de la GMVV : contexte économique, climatologique et social _____ 122
1. De la nécessité de diversifier les sources d'information pour l'analyse et l'interprétation des résultats 123
Relativité des notions de *qualité de vie* et de *bien-être* 125
2. Le recours de l'État aux ressources pétrolières comme palliatif des problèmes sociaux. 129
Le pétrole (l'or noir), le garant économique des projets sociaux 129
La dépense publique en soutien de la politique sociale 133
3. La vulnérabilité du territoire et son impact sur les habitants 135
Un vaste territoire pour 30 millions d'habitants 137
Le pays de la diversité : climat et relief 138
4. Aléas climatiques : transformation d'une société et de son territoire 139
Catastrophes naturelles et désastres majeurs au Venezuela 143
La Tragédie de Vargas : une catastrophe sans précédent et l'émergence d'un nouveau discours de l'État 144
Après le déluge, la sécheresse 148
Vulnérabilité et situation de risque : l'État Providence/ Ancrage dans un territoire ... 151
La réparation sociale et l'émergence d'une dette 153
5. Ambiguïté de la mesure de la pauvreté 157
Les contrastes des rapports : un niveau de vie supposé élevé 160

Le reflet de la situation de pauvreté dans le pays : un tissu informel qui s'incorpore à la ville 164
6. Le logement social comme instrument politique soumis à un nouveau modèle de production 170
L'architecture comme instrument iconographique lié a l'idéologie étatique.....170
La qualité des logements évalué selon des statistiques imprécises 172
Vers un nouveau modèle de production 175
Une planification incertaine 178
Conclusions 180
Chapitre III. Grand Caracas : urbanisme, croissance et besoins en logement_____ 183
1. De la ville hétéroclite à la ville militante 187
Images d'une ville accueillante 187
Les contrastes physiques et sensoriels 192
Production d'image par la pratique des habitants, des groupes qui valorisent la ville 194
2. L'urbanisme hétérogène de Caracas 195
XVI[e] siècle : premiers plans de *Santiago de León de Caracas*.....199
XVII[e] et XVIII[e] siècle : la ville du commerce international 200
XIX[e] siècle : les premiers instruments législatifs et l'embellissement de Caracas 201
XX[e] siècle : l'inspiration européenne 205
Deuxième partie du XX[e] siècle : début de la modernité à Caracas 211
Fin du XX[e] siècle et XXI[e] siècle : l'arrivée de Chavez et la réorganisation administrative 215
3. La croissance urbaine exponentielle et occupations spontanées : horizontale et verticale 218
Le bidonville ou « rancho », image de la crise urbaine 219
Bidonvilles, de l'horizontal au vertical : 221
Le laboratoire d'une nouvelle vie verticale et la crise des années 2000 : la Tour de David.....223
4. De la planification urbaine à la gestion des services de la métropole. Des services publics en difficulté et la réponse des experts et des habitants. 229
La gestion territoriale dans l'agglomération du Grand Caracas et l'intégration des équipements urbains 230
Sur la planification métropolitaine 236
L'importance des equipements urbains dans la planification de la ville et le régard des experts 239
Des services de base dysfonctionnels, reflet d'une crise profonde : 241
L'électricité rationnée mieux être repartie.....245
L'eau : vers une forme communautaire ?.....248
Les déchets : une organisation territoriale qui pose des problèmes de gestion 251
Les transports : l'informalité qui s'installe.....255
Le regard des experts 257
La parole des habitants sur la fourniture des services et proximité d'equipements ...259
Conclusions 262
III. Les transformations de structures : territoire et propriété_____ 265

Chapitre IV. Projet communal de l'État : images, discours et représentation d'une gouvernance territoriale 267
1. Les instruments et la gouvernance dans la modification de l'État et son territoire 270
Instruments juridiques mobilisés dans la genèse de la Révolution bolivarienne et le chemin vers le Socialisme du XXI[e] siècle 274
L'organisation fonctionnelle et territoriale de l'État. Situation actuelle des Pouvoirs publics 277
Un pouvoir public national en transformation 278
2. L'essor des transformations institutionnelles et les nouvelles entités communales : l'explosion du pouvoir populaire. 281
Les conseils communaux, une instance de participation, de coordination et d'intégration (associé aux mouvements sociaux urbains) 285
La commune, cellule sociale du territoire 290
Les domaines du pouvoir populaire et la nouvelle échelle de planification des politiques publiques 294
3. La Démocratie participative et « protagoniste », un instrument dans la gestion du territoire et modèle d'une nouvelle gouvernance 300
La ville communale/socialiste *Ciudad Caribia* : l'organe accueillant les communes dans cette proposition territoriale 302
Les nouvelles pratiques et l'incorporation d'une agriculture urbaine : le paysan malgré lui. 305
L'équipement urbain comme exemple d'inclusion-exclusion dans la planification de la ville 308
4. Les nouvelles images de la politique urbaine. Le changement patriotique national : discours et place de l'armée. 310
Le corps militaire ou armé, élément clé de la gouvernance 314
La construction d'un discours révolutionnaire 317
Un instrument de gestion territoriale et citoyenne : Carte de la Patrie 321
Conclusions 323
Chapitre V. De la propriété classique à la propriété commune 326
1. La propriété privée et le modèle d'État : auteurs de référence 331
La propriété comme forme de liberté capitaliste 331
Une propriété collective, socialiste et anticapitaliste 335
2. Les « communs » par des auteurs contemporains 341
Les communs territoriaux comme action politique 344
3. Propriétaire au Venezuela, un modèle juridique dans l'État socialiste 349
Un cadre juridique pour accueillir la construction du logement 350
Une propriété familiale dans la GMVV 352
4. Le regard des experts vénézuéliens sur la propriété collective 356
Les acteurs en faveur de la propriété collective lors du Forum GMVV, Réalités et Perspectives pour Renforcer l'Habitat Communautaire 356
La modernité, le capitalisme et l'effet dans le logement 358
Controverse et point de vue des défenseurs de la propriété privée 362
La position et le discours de l'État en voie de transformation 366

5. Les habitants réclament leur titre de propriété comme un droit acquis 375
Conclusions 382

IV. Morphologies urbaines et dispositifs de l'habitat 385

Chapitre VI. Acteurs, types de bâtiments et morphologie urbaine de la GMVV 387
1. Un nouveau scénario et les modes de production : 392
Types du bâtiment et les modèles dans la morphologie urbaine 395
Lignes directrices de la règlementation. Un cahier de charges très simple à suivre. 398
Modèles de construction : de la rapidité à l'industrialisation 400
Un mode de production populaire géré par l'auto-organisation du peuple 405
2. Typologies architecturales selon les divers acteurs 408
2.1 L'État en tant que demandeur du logement social : une production rapide et en série 408
2.1.1 L'OPPPE, producteur des solutions (surtout dans la Municipalité Libertador) 410
2.1.2 Une « *Petrocasa* » à la verticale : l'OPPPE 51 414
2.2 Types participatifs et politiques 417
2.2.1 Kaika Shi et le projet participatif 417
2.3 Des exemples qui se veulent emblématiques 421
2.3.1 FundaCaracas : ville compacte 421
2.3.2 Avenue bolivar : barres aux couleurs du drapeau 423
2.3.3 *Atalayas* : glissement de territoire, des bâtiments sociaux perchés dans un espace de privilèges 426
2.4 Les acteurs internationaux et privés 428
2.4.1 Ville socialiste Hugo Chavez Frias : une entreprise turque aux dépens du local 430
2.4.2 Ciudad Tiuna : du standard délégué aux Chinois 433
2.4.3 Ciudad Caribia : un système modulaire primé 435
2.4.4 Le Laboratoire International pour l'Habitat populaire : un regard français 438
3. Typologie et morphologie urbaine GMVV 445
Un bilan sans appel 452
Les points de vue des architectes 452
Un parcours d'inspection avec les techniciens 456
Le ressenti des habitants et les réponses des techniciens : 460
Conclusions 465

Chapitre VII. Représentations d'une politique publique : images, et pratiques de l'espace 469
1. L'image symbolique créatrice d'une identité puissante 472
2. Le muralisme latino-américain : *street art* politique et un enjeu politique 476
L'image symbolique dans le « marketing politique » 479
3. Les yeux de Chavez et sa signature, une propagande dans l'espace public ? Et dans les logements ? 483
Représentation de l'architecture et l'urbanisme dans le territoire de l'État communal 489
Les icônes politiques comme mode de communication contestataire 496

4. Lecture par les habitants des dispositifs architecturaux et urbains : La fenêtre, l'ampoule, le grille et les réservoirs. 500
Le regard psychologique ou la science des ouvertures 500
Les dispositifs associés à la lumière : « La fenêtre » en tant qu'objet 504
Les grilles comme élément essentiel de la protection 506
Symbolisme et lectures à travers la fenêtre dans la GMVV : l'étendoir, le climatiseur, les antennes paraboliques....506
Les ampoules et la traduction de la lumière à l'intérieur des espaces 510
L'essor de pratiques « déviantes » lié à l'insécurité du site et au manque d'accompagnement social. L'État moraliste. 512
Le questionnement sur la fenêtre nous a conduits à nous interroger sur la place des experts dans cette production 514
5. Des territoires visuels et quelques réponses de la part des habitants 516
Conclusions 524

Conclusion Générale ____ 527
L'ambivalence des habitants : de l'indignité à la fierté....530
La stratégie politique de l'État face à la fragilité des personnes et à la vulnérabilité territoriale 530
Assimiler la propriété commune et l'idéologie de gauche....531
La valeur de l'image : porteuse de symboles et palliatif du sentiment d'absence 533
La situation d'urgence et le mode de production de l'habitat 535
Repenser la politique de la ville comme solution....537

Bibliographie ____ 540

Sites web consulté ____ 562

Liste des sigles ____ 564

Annexes ____ 570
1. Plaquette du terrain 571
2. Tableaux des entretiens — visites du terrain 572
3. Guide d'entretien 574
4. Lignes directrices de la règlementation 584

Table des Matieres ____ 588

Table d'Illustrations ____ 594

TABLE D'ILLUSTRATIONS

Image 1. Échantillon des habitants enquetes. ©yww 2016/2019 il est interessant de noter le sourire rencontre chez tous les habitants, meme si leurs conditions de vie sont parfois tres precaires et/ou difficiles a supporter. 26
Image 2. Échantillon des experts enquetes. ©yww 2016/2019 sauf image ©musarq 28
Image 3. Selfie pris par pedro, un habitant a la fin de l'entretien collectif a caracas. 33
Image 4. À titre d'exemple, une interpretation semiotique du logement social. ©yww, 2020 67
Image 5. À gauche le canard-lapin, 1892, au centre les menines de diego velasquez, 1656/7, a droite la trahison des images, 1929. Rene magritte. 70
Image 6. À gauche pruitt-igoe a st. Louis, mo, usa, 1954-55. À droite demolition en 1972 ©united states geological survey 87
Image 7. À gauche narkomfin. Pour realiser la revolution voulue par le gouvernement bolchevique jusqu'au domaine prive, osa decide que l'unite residentielle, espace prive et bien garde de la culture bourgeoise, soit reorientee vers la societe au sens large. ©proletariat unit 90
Image 8. Un exemple de logements social en algerie avec l'image du president abdelaziz bouteflika qui est reste 20 ans au pouvoir. L'image n'est pas fixee aux murs. Les nouvelles cites au niveau des communes des eucalyptus et de baraki, dans le cadre de la 2eme tranche de la troisieme phase de la 24e operation de relogement dans la wilaya d'alger. Photo : fateh.g. 2018 92
Image 9. Affiches a gauche designer : xin liliang (忻礼良). 1954, march. Chairman mao gives us a happy life. Taille : 78x53 cm. À droite. Designer : ding hao (丁浩). 1953. Study the soviet union's advanced economy to build up our nation. 96
Image 10. En rouge membres du groupe, gouvernements de tendance de gauche ou socialiste avant 2011 105
Image 11. En rouge membres du groupe, gouvernements de tendance de gauche ou socialiste en 2018. Source : foro de são paulo. 105
Image 12. Le pib (2015) dans le contexte international. Selon les listes fournies par le fmi, la banque mondiale et le world factbook, le venezuela se place respectivement au 63e, 51e et 46e rang sur pres de 200 pays, sachant que les puissances en tete de liste sont les états-unis, l'union europeenne et la chine. Donnee la plus elevee pour le venezuela : 2008 est l'annee la plus elevee pour l'indicateur : pib par habitant ($ us). Le resultat est de : 10 513 $ us. Source © actualix.com, 2015. 131
Image 13 évolution du cours du petrole vs investissement de l'état dans la construction de logements. Graphique : statistiques cesla et bcv. Creation personnelle. 134

Image 14 estimation. Migration du venezuela. Certains pays comme les états-unis et d'autres en amerique centrale ne sont pas representes. Pour completer ces informations, voir le tableau precedent. Source: refugee and migrant response plan 2020 136
Image 15. Contexte geographique du grand caracas. Source google earth 2020. Image @fm/yww 2020. 142
Image 16. Glissement de terrain « avant-apres » la tragedie de vargas en 1999. Source : ignacio rincon. Courtoisie. Montage et simulation de glissements de terrain et sedimentation. Carmen d'uria. État de vargas. Salle de modelisation environnementale. Cenamb-ucv. 145
Image 17. Zones d'urgence habitees. Areha, avivir, villes socialistes et gmvv a caracas. Source imutc 2017. 149
Image 18. Creation d'areha-avivir dans l'état la guaira. À gauche en 2010 et a droite en 2018. Exemple ponctuel de la construction de la ville socialiste hugo chavez. (google map 2010-2018) @yww 2018. 150
Image 19. De l'état protecteur a l'état sauveur. Logements affectes vs deces lors de vulnerabilite territoriale. Relation entre les logements affectes (en bleu) et le nombre de deces (en rouge). Source : desinventar et creation personnelle. 152
Image 20. Pourcentage des menages en pauvrete extreme par nbi insatisfaites 1998-2014. Source : ine ministere de planification et developpement. Le rang du developpement humain oscille entre 0 et 1, classe en trois categories : eleve de 0.800 a 1; moyen de 0.500 a 0.799 ; faible de 0 et 0,499 inclus. 161
Image 21. Representation des foyers en relation a la situation de pauvrete. Graphique cp foyers 2001/201. Source ine. Produit par l'auteure. 161
Image 22. Seuil de pauvrete et nbi 1998-2014. Legende de gauche a droite : bleu, foyers avec enfant de 7 a 12 ans non scolarise. Rouge, foyers en condition d'occupation critique. Vert, foyers en logements inadequats. Outremer, foyers en logements sans services de base. Jaune : foyers en logements avec forte dependance economique. La diminution notable en 16 ans de gestion politique est-elle reelle ? Source : ine. 162
Image 23. Seuils de pauvrete. Graphique cree specialement sur une base de donnees de l'ine de 2002 a 2013. Bleu : total des personnes vivant sous le seuil de pauvrete (lp). Rouge : total des personnes vivant sous le seuil de pauvrete chronique (pc). Vert : total des personnes a besoins fondamentaux non satisfaits (nbi). Produit par l'auteure. 162
Image 24. Une pauvrete multidimensionnelle. Source encovi 2017. Menages en pauvrete de revenus 163
Image 25. Évolution des bidonvilles entre 1966 et 2014. La population dans le tissu informel correspond a 1.222.240 habitants sur un total de 2.749.195 habitants. Source : caba (cartografía de barrios de caracas 2014) 166
Image 26. Occupations spontanees dans la region metropolitaine. 1 litoral 838 ha (hectares). 2 guarenas-guatire 550,75 ha. 3 altos mirandinos 381,26 ha 4 valles del tuy 971,38 ha. © compilation caba de 2015 167
Image 27. Vue aerienne de l'unite d'habitation cerro grande, el valle, image © enlace arquitectura, 2015. 167
Image 28. Zones des « *barrios* » (les applats bleu representent le tissu informel) de zone metropolitaine de caracas © caba, 2015. 168

Image 29. Carte comparative de la croissance des zones spontanees en haut et des zones planifiees en bas. Caba cartographie des quartiers de caracas 1966-2014. © enlace arquitectura, 2015. 169
Image 30. Graphique qualite du logement. Source ine 2001. Venescopio 2005. © yw2018 173
Image 31. À gauche categorie b a droite gmvv — ciudad caribia, categorie c-d. © yww 2018 173
Image 32. Images prises chez maria, habitante de la gmvv bateas de maurice. L'image de droite presente une maison avec un aspect tres artisanal et au meme temps tres precaires dans son equipement ou amenagement interieur © yww 2018 174
Image 33. Propriete au venezuela. Source : ine, recensement 2011. Traite avec redatam+ sp — cepal/celade 2003-2013. © par l'auteur 2018 174
Image 34. Évolution de la construction de logements durant les 40 ans de gouvernement de droite (1 581 747 entre 1959 et 1999) et lors de la revolution bolivarienne (2 000 000 du logement a mars 2018). Source : ministere de la communication du venezuela. 2018. 176
Image 35. Relation entre secteurs public et prive de construction de logements sociaux vs la quantite d'habitants. Processus politiques, nombre d'habitants et repartition de la construction de logements entre les secteurs public et prive. La projection finale (derniere colonne) represente la totalite des constructions restant a realiser. Sources : bcv, conavi, minfra, ocei, ine, cvc et dernieres statistiques emises par l'état. 177
Image 36. Plan du grand caracas. Limites region metropolitaine, zone metropolitaine, population et carte schematique du venezuela. @yww, 2020 182
image 37. Representation de caracas. Tableau du xviii[e] siecle, *nuestra señora de caracas,* anonyme. 189
Image 38. Iconographie d'une epoque… encore au xxi[e] siecle. *Caracas sangrante* 191
image 39. Differents tissus urbains de la ville de caracas @ yww, 2020. 198
Image 40. Le premier plan de santiago de leon de caracas, 1578. À gauche premier plan de santiago de leon de caracas, 1578. Copie dessinee par antonio muñoz ruiz, a droite, detail du plan de juan de pimentel. 199
Image 41. Caracas par joseph carlos de agüero, 1775 divisions des secteurs © de sola 201
Image 42. Simon bolivar dans le tremblement de caracas. © tito salas 1929. 202
Image 43. Plano de caracas 1889. Irma de sola 203
Image 44. Plan monumental de caracas 1939. 205
Image 45. Representation de la modernite de caracas. A gauche une partie de la ville de caracas avant la demolition pour la construction de l'avenue bolivar ©archive photographique de caracas. À droite, avenue bolivar (1950), au fond les tours de 32 etages « le silence » (1954) aussi appeles « tours du centre simon bolivar », par l'architecte cipriano dominguez. ©ricardo dominguez 209
Image 46. L'architecture du logement par carlos raul villanueva. El silencio. Architecte carlos raul villanueva. Logement social a caracas. À gauche image de concours a droite apres la construction en 1945. © fundacion arquitectura y ciudad y galeria villanueva 210
Image 47. L'architecture du logement social pour la communaute ouvriere 1950-1957. Logement social a caracas. Quartier 2 de decembre, aujourd'hui 23 de enero dans la municipalite libertador. 1950-1957. Carlos raul villanueva, jose hoffmann y jose manuel mijares. À droite « polychromie » intervention plastique par mateo manaure. ©archivo fundacion caracas. 210

Image 48. Plan regulateur de caracas 1950. Usages des terres, produit par francis violich, maurice rotival y jose luis sert. ©*comision nacional de urbanismo.* 211
Image 49. Couverture bo. Occupations spontanees a caracas. 212
Image 50. Parque central. © rbs, panoramico, caracas-conlallave.com. Moreno reyes 213
Image 51. Croissance de la ville de caracas 1578-2009 © mairie metropolitaine de caracas 2011 214
Image 52. Diversite dans les operations de la grande mission logement venezuela. Échantillon des batiments gmvv. Produits dans tout le territoire national, mais principalement dans le grand caracas. (*cf.* Chapitre vi, morphologies urbaines de l'operation) © yww 2016-2019 217
Image 53. Bidonvilles ou « ranchos » a caracas, *barrio santa cruz* © yww 2017 220
Image 54 bidonvilles ou « ranchos » a caracas © yww 2018 220
Image 55. Croissance de caracas entre 1966/2014 et ses occupations spontanees. @ caba, 2015 221
Image 56. "*torre david/ gran horizonte*", une "favela verticale" a caracas. © brillenbourg/klumpner, 2013. 226
Image 57. En haut a gauche une image generale de caracas (depuis l'imutc). Au millieu les quartiers precaires (quartier *santa cruz*) pour mieux comprendre la diversite de la production de la ville depuis ce passage historique. En bas panoramique depuis la clinique privee *leopoldo aguerrevere* © yww 2017 228
Image 58. District metropolitain de caracas © imutc 2017 231
Image 59. Caracas metropolitaine. Implantations de la gmvv (en rouge) par municipalites 235
Image 60.des images quotidiennes dans la gmvv d'apres nos visites. @ yww 2018 251
Image 61. Des images quotidiennes dans la gmvv-ciudad caribia d'apres nos visites. @ yww 2018 255
Image 62. Representation de l'organisation fonctionnelle et territoriale de l'état bolivarien. © yww 2019 278
Image 63. Affiche mppci, campagne 2006 282
Image 64. Dimensions du pouvoir populaire. Conceptuellement, la proposition etatique de l'état communal est representee en trois dimensions, politique, sociale et « physique territoriale » avec l'organisation populaire comme acteur principal. 283
Image 65. Representations des pouvoirs publics et du pouvoir populaire. Lien entre les communes et les politiques publiques. © yww, 2017. 284
Image 66. Affiche ministerielle. Titre en français : « la commune est la nouvelle patrie » representation de la commune formee par les conseils communaux a travers diverses organisations communautaires. 290
Image 67. Proposition de plan d'amenagement et de gestion urbaine a l'echelle communale. Sources : ministere du pouvoir populaire pour le logement et l'habitat. Graphique ce schema prevoit le regroupement des conseils communaux (cc) en communes (deux cc ou plus), des communes en villes communales (deux communes ou plus). Les regroupements ulterieurs sont envisages jusqu'au niveau des regions et de l'état, sans definition officielle. ©yww , 2018 291
Image 68. Les camps pionniers dans les municipalites de caracas cette carte, produite en 2015 par l'habitat international coalition — america latina (hic-al), represente geographiquement les camps de pionniers en fonction de la taille des menages. Dans les

5 municipalites de caracas, il est possible d'identifier 6 camps a la municipalite de libertador, mais les plus grands sont dans les municipalites de chacao, de sucre et de baruta, qui sont caracterisees par le faible nombre d'operations de la gmvv en raison de la position politique des dirigeants municipaux. Ceci tendrait a prouver en particulier que ce type de production participative est independant de la production etatique. Cet espace de production intellectuelle reunit plus d'une centaine d'organisations de 19 pays d'amerique latine dans le but de renforcer les acteurs, les initiatives et les processus populaires de promotion, defense et realisation du droit a la terre, au logement et a la ville, specialement ceux de production et de gestion collective de l'habitat. 292

image 69. « comunaonada », en espagnol : comuna o nada, en français : commune ou rien, et les etoiles a cinq branches, les cinq moteurs, souvent ecrits dans les cites de la gmvv. (les yeux de chavez et sa signature seront explicites plus tard. *Cf.* Chapitre vii). Las bateas de maurice. État anzoategui © yww 2017. 293

image 70. Representation de l'organisation fonctionnelle et territoriale de l'état communal. La competence du pouvoir populaire est divisee en six categories selon la loi organique du pouvoir populaire du 21/12/2010, articles 17 a 22. L'ordonnance et la gestion des territoires a pour competence de rechercher des terrains et de planifier les projets a mettre en place selon les besoins. © yww 2019 296

Image 71. Photo aerienne *ciudad caribia*. La ville est implantee au milieu de sommets montagneux ou aucun service de base ne se trouvait disponible, lors de sa creation. © fondation mision habitat. 302

Image 72. Il y a de grandes etendues d'elevage, de cultures de legumes et de fruits, de petits bassins pour l'elevage de cachamas [poissons d'eau douce] (a droite de la premiere image il y a quatre grands bassins pour l'aquaculture. Il existe d'autres endroits pour l'elevage du lapin. Generalement, ces zones sont exclusivement reservees a ces activites et peuvent se trouver isolees. © yww *ciudad caribia* 2017 306

Image 73. Projet par rogers stirk harbour + partners en association avec simon smithson debut 2013-en cours. Couts de construction $325,000,000. Area 121,000m² © rsh-p.com 309

Image 74. De gauche a droite : armoiries (avant et apres 2006) — drapeau (avant, au-dessus ; apres, au-dessous). 310

Image 75. Mural fait par le groupe propagande bolivarienne commando creatif. Image centre-ville, municipalite libertador de caracas. ©yww, 2019 312

Image 76. Karla et son frere habitants a *ciudad caribia*. @yww 2017 313

Image 77. Voir a droite la silhouette de chavez et bolivar et le logo avec des cœurs multi couleurs « venezuela indestructible ». 321

Image 78. « contre la privatisation de la propriete collective et l'autogestion ». Image (extrait video) des partisans du gouvernement. Grande marche contre la privatisation du gmvv 28/01/2016 360

Image 79. Gmvv opppe 15 dans l'un des panneaux d'affichage informatifs de certaines cites de la gmvv, nous trouvons les informations suivantes : « conditions requises pour le protocole de propriete ». 365

Image 80. Torre david/ gran horizonte © iwan baan, 2012 369

Image 81. Tour de david ©yww, 2019. 372

Image 82. L'une des personnes interrogees en 2017 m'a indique dans ses documents, a gauche, le formulaire de paiement sous forme de « contribution au fonds d'epargne volontaire pour le logement favv ». 375
Image 83. Tweet par le ministre manuel quevedo en montrant les documents d'assignation du logement. 2018. 380
Image 84. Dans ces images, extraites du site officiel des differentes agences de l'état (reseaux sociaux) 381
Image 85. À gauche ciudad tiuna. Murs porteurs en beton. À droite cadres en acier galvanise. El panteon. Ccs. ©minvhi et fundacaracas 402
Image 86. Petrocasas en production. Au venezuela, vers l'annee 2007, la production de logements appeles « *petrocasas* », de *petro* : petrole et *casa* : maison, parfois appeles aussi « *oil house* » en anglais, etait en plein essor. Leur particularite consistait en l'utilisation du polychlorure de vinyle (pvc) comme materiau de base de leur fabrication. 402
Image 87. Gmvv panneaux petrocasa. Montalban © minvhi 403
Image 88. Images du projet montre dans le catalogue de construpatria. Les batiments ont un code de distribution. Dans ce cas a gauche e5-472a et a droite m5-470b. 404
Image 89. Representations d'une des operations classiques produites par l'opppe, a gauche image par minvhi, au centre axonometrie et a droite plans type par l'architecte © carlos calzadilla 2017. Les typologies ont ete developpees pour etre implantees sur des parcelles de faible comme de grande largeur. 411
Image 90. Type traditionnel du batiment gmvv par l'opppe © cc 2013 411
Image 91. Reperage des terrains vides. L'avant et apres par l'opppe. Ces photographies sont extraites de dossiers institutionnels : a gauche, l'emplacement exproprie (terrain vague, parking, hangar, *etc.*) Et a droite la construction realisee par l'opppe. Par ordre d'affichage : opppe 54, 154 familles ; opppe 44, 192 familles ; opppe 6, 96 familles ; opppe 17, 930 familles ; opppe 2, 192 familles ; opppe 13, 84 familles. © ciudad caracas. Correo del orinoco, 2013. 413
Image 92. Vue aerienne gmmm la guaira. © ciudad caracas. Correo del orinoco, 2013. 413
Image 93.batiment 1 : 114 appartements, b2 : 294 appartements, b3 : 144 appartements, b4 : 294 appartements, b5 : 294 appartements, b6 : 392 appartements, b7 : 96 appartements, b8 : 48 appartements, b9 : 144 appartements, b10 : 96 appartements, b11 : 193 appartements, b12 : 192 appartements, b13 : 420 appartements, b14 : 144 appartements, b15 : 96 appartements. Un total de 3061 logements dans cette vue aerienne. © ciudad caracas. Correo del orinoco, 2013. Intervention par l'auteure. 414
Image 94. Opppe 51 projet. Coupes, plans et façades. Images de l'ensemble. Montalban. Caracas. © ciudad caracas. Correo del orinoco, 2013. 415
Image 95. Plan, coupe et façade, batiment kaika shi © camps de pionniers 418
Image 96. Batiment kaika shi © camps de pionniers 418
Image 97. Projet gmvv santa rosa. Architecte fruto vivas © michael mata 422
Image 98. Coupe et axonometrie. Projet santa rosa, en jaune les espaces collectifs, en haut des espaces collectifs. © fundacaracas 422
Image 99. A gauche poutres « cruz de san andres » gmvv le pantheon, exemple « cruz de san andres ». © d.s. 423

Image 100. Les barres 16-a et 16-b se composent de 240 appartements et la 16-c avec 296 424
Image 101. Projet 3d gmvv avenue bolivar © ciudad caracas 424
image 102. Coupe transversale et plan. Gmvv avenue bolivar zoom en bas.© ciudad caracas. 425
Image 103. Batiments gmvv avenue bolivar © yww 2019 425
Image 104. Projet avenue bolivar. Opppe. Caracas. 426
Image 105. A gauche geolocalisation gmvv atalayas. Colinas de bello monte. Caracas. © google earth 2018 a droite coupe. Typologies des logements duplex. Atalayas. 427
Image 106. Atalayas. Tour de guet. Colinas de bello monte. © projet opppe 427
Image 107. (en violet) la ville socialiste hugo chavez produits par des accords internationaux avec la turquie et a droite (en jaune) 384 logements construits par la opppe. État la guaira. © opppe, intervention yww. 432
Image 108. À gauche une image du processus de construction 2013 a droite image © yww 2018 435
Image 109. Plan et façade ciudad tiuna. Un des seuls projets avec une information planimetrique complete. Dans le cartouche, on observe que maitrise d'ouvrage et maitrise d'œuvre sont chinoises. 435
Image 110. Projet mecano par l'architecte menendez. À gauche detail structurel, zones humides (bleu), zones flexibles (jaune). Centre image 3d a droite image du chantier. Ciudad caribia. © archive proyectobaq, 2017 436
Image 111 projet mecano par l'architecte menendez. Plan et coupe e/g. © archive proyectobaq, 2017 437
Image 112. Les dessins des architectes vivas et parent. À gauche, croquis de l'arbre pour vivre de fruto vivas (1990), a droite, croquis de jean-françois parent (2015). 440
Image 113. Projet du lihp. Collage sur photoshop par l'auteur ©yww, 2017 441
Image 114. Zoom projet du lihp. Collage sur photoshop par l'auteur ©yww, 2017 441
Image 115. Ciudad caribia © yww, 2017 443
Image 116 industrie gmvv a ciudad caribia. © yww 2017. 448
Image 117. Visites avec les techniciens 2017 ciudad caribia. Nous observons l'etat d'infiltrations et d'abandon. ©yww, 2017 457
image 118. Batiments gmvv, montalban, caracas, © yww 2017 461
Image 119 batiments gmvv, argelia laya. Caracas, © yww 2018 461
Image 120 batiments gmvv, ciudad caribia © yww 2017 462
Image 121. A gauche interieur batiments gmvv (chez douglas), montalban, caracas ; a droite projet santa rosa par fruto vivas © yww 2017 462
Image 122. Serie d'images. Batiments gmvv, fait par l'opppe a la municipalite libertador et la guaira. La brique rouge est un materiau couramment utilise dans l'architecture venezuelienne a laquelle nous sommes bien habitues en termes de perception de la matiere, ainsi que de sensation de chaleur propre a la terre. Elle a generalement une vitesse de deterioration plus lente que le mur peint en blanc, qui se salit des l'achevement des travaux. © yww 2017-2019 463
Image 123. Équipements sportifs a ciudad caribia. © yww 2017 464
Image 124. Images vectorielles : a gauche la signature de chavez et a droite ses yeux. Ce logo symbolique peut etre associe a la definition d'une image vectorielle, realisee avec des

formes geometriques elementaires : simple trait, monochromatique, clair, et facilement reproductible. Elle a la particularite d'etre « non-pixelisable » et indeformable qui en meme temps est plus facile a fixer par le cerveau humain. Ceci permet une reconnaissance rapide et une identification facile. À ce stade, des lors que cette cible de « captifs » s'est appropriee du logo et son symbole pour s'identifier, le succes est abouti. Elle s'affirme donc en tant que symbole. 473
Image 125. Les yeux de chavez dans l'espace public. Campagne bolivarienne @ leo ramirez, 2014, afp 474
Image 126. Source : bibliotheque nationale, les yeux de chavez, campagne presidentielle 2012 © commando creatif. Nous verrons ce parallele avec cette notion de repetition et de consommation massive a le style d'andy warhol dans la production communicationnelle de l'état dans les appartements de la gmvv. 475
Image 127 bureau metro de caracas. El silencio. ©yww, 2019 475
Image 128. Muralisme de la vierge de guerilla par la piedrita dans le quatier 23 de enero, texte : « la piedrita venceremos » ([nous,] la piedrita vaincrons). Photo : © david delgado 2017. 477
Image 129. Sur cette peinture murale, on observe l'association de personnages politiques contemporains, chavez a gauche et maduro a droite, a la figure historique de simon bolivar, au centre. Sous ces trois visages, un message souligne la continuite de la revolution : « *chavez vive, la revolution sigue* » (chavez vit, la revolution continue). Sources : a gauche © federico parra the guardian 2015 a droite © afp 2017. 478
Image 130 muralisme a ciudad caribia. © commando creatif et ffm. 2013. 479
Image 131. Stencils hugo chavez et che guevara. 480
Image 132 campagne graphique. Comando creativo. 2015. Nous observons un changement important dans la production de 2015, elle peut etre lu moins revolutionnaire. 482
Image 133. Actes commemorant la mort du commandant hugo chavez frias. Photo © xavier granja cedeño. 2014 483
Image 134 regards de quelques-uns des penseurs et heros qui ont combattu et promu l'unite latino-americaine: bolivar, sucre, che, san martin, abreu e lima, artigas et neruda. Campagne creee par comando creatif en 2012. Pour le celac (communaute d'états latino-americains et caraïbes, espagnol : comunidad de estados latinoamericanos y caribeños), comando creativo a decide de le placer le long de l'avenida mexico a caracas. 484
Image 135. Peinture murale representant les yeux de chavez sur les escaliers d'*el calvario*. L'image de gauche montre qu'a l'origine, cette representation etait simplement peinte jusqu'a ce que, quelques mois plus tard, le maire du *municipe libertador* (partisan du gouvernement) perennise les yeux de chavez en faisant un mural noir et blanc en ceramique (image a droite), une allegorie d'une identite, liee a l'ideologie politique pro « chaviste ». © yaneira wilson 2017 486
Image 136. Titre du projet : « chavez, nouveau liberateur des peuples d'amerique bolivarienne » ; et dans le stencil « nous avons une patrie ». © commando creatif, 2013 487
Image 137 stencil « comandante chavez ». © commando creatif. 487
Image 138 titre du projet : « chavez, nouveau liberateur des peuples d'amerique bolivarienne ». Mural bellas artes. © commando creatif, 2013 488

Image 139 zoom « chavez, nouveau liberateur des peuples d'amerique bolivarienne ». Mural bellas artes. © commando creatif, 2013 488
Image 140. Nous souhaitons souligner la presence de bolivar, chavez et maduro a l'interieur des appartements de la gmvv. L'image institutionnelle (a gauche ©minhvi), prise dans la livraison de logements du 08 decembre 2017 decretee « jour de la fidelite et amour au commandant hugo chavez et a la patrie », certainement comparable a la communication institutionnelle d'autres contextes. 490
Image 141. Ces images sont extraites de la page officielle sur twitter, respectivement, du ministere du pouvoir populaire de l'habitat et du logement et du ministere du pouvoir populaire du transport. Sur les photos, l'hashtag stylise cotoie d'autres phrases telles que *chavez est respecte*, *les familles de la gmvv ont desormais leur propre toit* ou *parce que ce n'est que pendant la revolution, et grace a la gmvv, que des logements decents sont garantis pour le peuple*. 491
Image 142. A gauche ciudad caribia et a droite edo anzoategui. Deux operations de la gmvv qui montrent le « street art politique » ou « institutionnel » (les yeux de chavez, sa signature ou le logo de la gmvv) dans les façades ou murs a l'interieur des cites ou les alentours qui font partie de l'espace public. © yww 2016–2017 492
image 143. Urbanisme gmvv cite argelia laya. Son nom, comme celui de beaucoup d'autres personnages revolutionnaires, fait partie de l'immense liste de titres selectionnes par la gmvv. Une caracteristique presente dans beaucoup d'ensembles est ces peintures murales tres colorees qui representent ces personnages, tout autant que l'image de chavez et souvent accompagnees de messages militants. © yww 2017 492
Image 144. Gmvv. Edo anzoategui. © yww 2016–2017 492
Image 145. Avenida bolivar, caracas © a gauche, yww 2017 © a droite, juan hermoso, 2015. 493
Image 146. À gauche : texte au mur « le nouvel homme, la nouvelle femme, nous devons laisser derriere les choses anciennes et nous creer a nouveau, nous recreer a partir de valeurs, en tant qu'individu et collectivement ». Diptyque marylin. 1962. Pop art. Andy warhol. © *fundacaracas*. 494
Image 147. C'est une maniere de faire passer un message plus militant, plus inspirant, plus revolutionnaire, d'autant que c'est une typographie dite « anti-imperialiste » (2014. Des raccourcis clavier permettent d'apposer sa signature sur le document, en utilisant l'@. D'autres raccourcis clavier inscrivent des phrases souvent repetees par chavez, par exemple, « jusqu'a la victoire, toujours ». Source : © journal el universal. 29 juillet 2014. 496
Image 148. Caricatures source : 1 © roberto weil. 2 © edo ilustrado. 3 © journal el universal rayma suprani 497
Image 149. Caricatures source : 1–2 © pinilla 3 © rayma suprani. 498
Image 150. Photo a la cite gmvv ville socialiste hugo chavez. Caracas. © yww 2016 502
Image 151. Les yeux de chavez dans le « chapeau » du batiment du logement social de la gmvv. La campagne politique etait accompagnee de phrases telles que : « regard sincere, vraie passion ». Image © leo ramirez afp 2014. 503
Image 152. Exemples de fenetres de l'architecture coloniale @ gasparini 505
Image 153. Photo a la cite gmvv playa grande. Caracas. © yww 2017 506

Image 154. Photo depuis la fenetre de chez douglas a la cite gmvv guillermo garcia ponce. Voir aussi le muralisme qui entoure le parking et l'espace public. Caracas. © yww 2017 507
Image 155 gmvv montalban. Caracas. © yww 2017 508
Image 156. Photos a gauche a la cite gmvv *tiuna* et a droite *ciudad caribia* © yww 2017. À noter comme la presence des reservoirs donne de la couleur et une trame dans la façade. (le bleu et blanc et la forme de cylindre) 508
Image 157. Photos de la cite « guillermo garcia ponce » (opppe 51) a montalban © yww 2017. La caracteristique spatiale est tres particuliere, car a l'interieur il y a beaucoup de grilles et la sensation de confinement conduit a un sentiment de forte insecurite. Il y a peu d'eclairage. Douglas pose le point de vue du professionnel, celui qui s'interesse a la façon de faire et a son resultat. Selon lui, le point negatif vient des habitants eux-memes. Il critique la qualite de la construction. Pour lui, les murs sont comme du carton et les grilles donnent une impression de prison, une sensation assez juste et comprehensible au regard des photos que nous avons prises. 510
Image 158. Photos a la cite gmvv a montalban. Caracas. © yww 2017. 515
Image 159 gmvv las bateas de maurice. Anzoategui © yww 2017 516
Image 160 habitants a la cite gmvv a montalban. Caracas. © yww 2017. 519
Image 161 habitants a la cite gmvv a ciudad caribia. © yww 2017. 519
Image 162. Le positionnement des habitants face au projet de la gmvv 521
Image 163. Typologie des positions des habitants selon la grille d'hirschman 521
Image 164. Source : creation personnelle 2017. 525

Tableau 1 operations gmvv et lieux des terrains d'enquete grand caracas @fm/yww, 2020 42
tableau 2. Pourcentage de la population en situation de pauvrete et pauvrete extreme. Source ine. 158
tableau 3. Niveau des besoins de base non satisfaits de 2006 a 2012 selon l'indicateur nbi. Notes : 1. Ne comprend pas les logements d'autre type et collectivite. 2. Se refere au premier semestre de chaque annee. Source : ine 163
tableau 4 operations gmvv @fm/yww 2020 449
tableau 5 operations gmvv @ fm/yww 2020 450